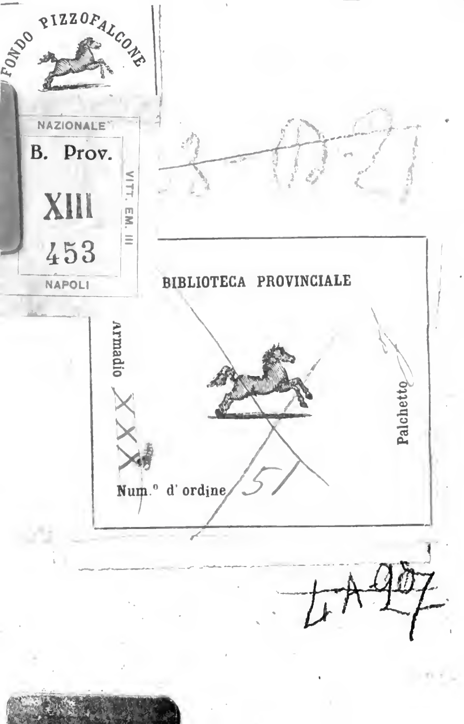




L'ŒUVRE

DE

M. DE BISMARCK

Paris, — Imp. VIÉVILLE et CAPIOMONT, 6, rue des Poitevins.

L'OEUVRE

DE

M. DE BISMARCK

1863-1866

SADOWA ET LA CAMPAGNE DES SEPT JOURS

PAR

J. VILBORT



PARIS

CHARPENTIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

28, QUAI DU LOUVRE

1869



AVANT-PROPOS

Le rôle des hommes providentiels est fini : on ne croit plus à la fatalité dans l'histoire. Le libre arbitre et la responsabilité existent pour les gouvernements et pour les peuples aussi bien que pour les individus. Si glorieux que soit le but à atteindre, ou même si grand que soit le péril à conjurer, jamais la violation du droit ne se justifie par la raison d'État. Or, le droit n'est pas quelque chose de vague et de variable à notre époque. La société moderne s'est établie sur des principes non pas dus au hasard ou à l'invention des philosophes, mais qui sont sortis de ses entrailles mêmes, après un long et douloureux enfantement. Ces principes réalisent pour les peuples l'absolu de la vérité, de la justice, et par conséquent du droit public et international. Et lorsqu'un gouvernement par un défaut de conscience, lorsqu'un peuple par ignorance ou aveuglement les transgressent, le désordre, la souffrance, le mal enfin est produit comme à chaque violation de la loi naturelle. Le machiavélisme, c'est-à-dire les équivoques de la ruse, les mensonges de la fraude, tous les expédients de la mauvaise foi, pouvait favoriser l'ambition du prince,

quand le prince était tout et quand le peuple n'était rien. Alors la politique était un jeu de hasard, et si le prince perdait, il payait avec le sang et l'argent du peuple. Aujourd'hui qu'en dépit de tous les systèmes préventifs ou répressifs du despotisme, les peuples sont tout, qu'ils vivent de la vie publique et de la vie internationale à tel point que les intérêts privés sont absolument dépendants de la bonne ou de la mauvaise politique, non-seulement de celle de chaque État, mais de celle aussi de tous les États, il n'est plus possible aux gouvernements de faire du machiavélisme, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, sans éveiller les méfiances, entretenir les alarmes, enchaîner le travail et préparer les catastrophes. Et si les peuples eux-mêmes, loin de répudier les pratiques immorales de la vieille politique d'État, y applaudissent au contraire; s'ils se flattent d'en retirer un profit quelconque au mépris du droit qui est leur véritable force, le mal alors est à son comble : on assiste à ce spectacle inouï de grandes nations, parvenues au plus haut degré de civilisation, qui s'arment les unes contre les autres comme des hordes sauvages, enlevant les jeunes générations aux devoirs et aux joies de la famille, accumulant les engins de mort, s'appliquant à les perfectionner avec un raffinement barbare, prodiguant la richesse publique dans un but de destruction. C'est ainsi que l'Europe du dix-neuvième siècle nous montre la guerre mise en honneur, la force brutale prenant la place du droit dans les rapports internationaux. Et par la faute de qui? car ce mal qui nous étreint tous, quelqu'un en est responsable.

Eh bien, ce sont ceux qui, peuples ou gouverne-

ments, souverains, ministres ou représentants de la nation, s'imaginent qu'on peut impunément se passer de la morale en politique, substituer le machiavélisme à la vérité et à la justice, acclamer la violence et couronner le succès, en un mot mépriser les principes qui sont la foi et la vertu, la conscience de la société moderne. Voilà ce qu'il fallait affirmer ici avant de présenter le tableau des grandes transformations qui viennent de s'accomplir en Allemagne. Ce n'est pas assez de rappeler les actes, de signaler le but poursuivi, de rechercher les mobiles qui ont fait agir et les moyens qui ont été mis en œuvre; pour que la lumière se fasse sur des événements qui ont profondément modifié les conditions d'existence de quarante millions d'hommes au centre de l'Europe et apporté des changements non moins considérables dans la vie internationale des peuples contemporains, il est nécessaire aussi de juger ces faits, ce but, ces mobiles et ces moyens d'après la règle désormais invariable que les bons citoyens de tous les pays, qu'ils soient Allemands, Français, Anglais, Italiens, Espagnols, Belges ou Suisses, acceptent aujourd'hui comme un nouveau code qui doit changer la face du monde: cette règle, c'est la volonté de la nation mettant fin au régime du bon plaisir du prince ou du ministre, dans chaque État, ainsi que dans les rapports des peuples entre eux; c'est la politique du droit moderne, exempte de duplicité et d'intrigue, se faisant au grand jour, écartant la politique du machiavélisme dynastique et du mystère diplomatique; c'est la Révolution proclamant la liberté et la solidarité de tous les hommes, c'est-à-dire de tous les

peuples, fondant la paix universelle sur le droit des nationalités universellement respecté par les nations elles-mêmes et prononçant enfin la condamnation suprême du prétendu droit de conquête et de ses deux satellites, la fraude et la guerre. Voilà la conscience moderne, et la pierre de touche infaillible à laquelle l'auteur de cette étude se propose de soumettre les faits accomplis pendant cette grande crise allemande et internationale dont la guerre des duchés de l'Elbe, la bataille de Sadowa et la paix de Prague ont marqué la première phase. Ceci est donc moins un livre d'histoire qu'un livre pour servir à l'histoire, où le lecteur trouvera exposée dans ses traits les plus saillants et jugée d'après la règle du droit et de la conscience l'œuvre de M. de Bismarck.

L'ŒUVRE

DE

M. DE BISMARCK

1863-1866

L'ALLEMAGNE AVANT SADOWA

CHAPITRE PREMIER

L'Allemagne de 1815; la Confédération germanique et la diète de Francfort. — Les origines du mouvement unitaire allemand. — La révolution de 1848 et la réaction de 1850. — Divers essais de réforme fédérale. — Le congrès des princes à Francfort et la réforme fédérale proposée par l'Autriche en 1863.

La Confédération germanique établie par la coalition de 1815 portait le stigmate d'une époque néfaste, où les nations, suivant le mot d'un diplomate cynique, n'étaient qu'une expression géographique, où le vieux droit divin se taillait des royaumes dans le manteau impérial du moderne César. Les institutions fédérales présentaient donc le double caractère absolutiste et militaire, en même temps qu'elles tendaient à ce triple but : la réaction politique en Europe, la protection des dynasties féodales contre la France révolutionnaire et la prépondérance autrichienne en Allemagne.

Par le traité du 1er mars 1814 ou traité de Chaumont, les puissances coalisées s'engagent à diriger

tous leurs efforts vers l'établissement d'une association « composée de princes unis par un lien fédératif qui assure et garantisse l'indépendance de l'Allemagne. » Le traité du 30 mai 1814 ou traité de Paris porte que « les États de l'Allemagne seront indépendants et unis par un lien fédératif. » Enfin le traité du 9 juin 1815 ou traité de Vienne établit entre les princes souverains et les quatre villes libres, Francfort, Hambourg, Brême et Lubeck, une confédération dont le statut, formulé en onze articles par les agents de l'Autriche, de la Prusse, de la Bavière, du Hanovre et du Wurtemberg, est inséré dans l'acte final de Vienne comme partie intégrante du droit public européen.

Pour le congrès de Vienne, il n'y avait que des dynasties; aussi le statut fédéral ne faisait-il pas même mention de la nation allemande. Toute l'autorité était remise aux princes, représentés pour les affaires ordinaires dans une assemblée restreinte de dix-sept voix, et pour les institutions organiques, dans une assemblée plénière de soixante-huit voix. L'armée fédérale, destinée à combattre l'esprit de la Révolution qu'il vînt de France ou de n'importe quel point de l'Allemagne, comprenait dix contingents qui furent répartis entre les confédérés conformément à une matricule de 1842, plus un contingent de réserve qu'une résolution fédérale du 27 avril 1861 réunit à l'armée effective. La force armée, organisée par les grands barons tudesques contre leurs propres vassaux aussi bien que contre la France, se composait de 562,735 soldats, de 1,412 pièces de campagne et de 250 pièces de siége.

Le congrès de Vienne ne s'était pas borné à ériger

de la sorte, dans la Confédération germanique, une formidable citadelle monarchique et féodale; le prince Metternich avait du même coup établi à Francfort, dans la diète fédérale, un autre instrument de despotisme dirigé contre la nation allemande. Ce conseil où les princes siégeaient dans la personne d'agents accrédités, mais où la nation n'était point admise, n'a jamais été qu'une agence de police chargée d'empêcher que le génie de 89 ne pénétrât et ne se répandît dans toute l'Allemagne. De 1815 à 1848, les résolutions de la diète ne furent qu'une série de mesures répressives contre la liberté naissante, destinées à étouffer les germes que la Révolution française avait déposés au delà du Rhin.

En 1789, les Allemands n'avaient point de patrie, ou bien la patrie pour eux ne s'étendait pas plus loin que l'ombre du donjon féodal. Ils vivaient là, tous attachés au même joug, ployant sous le fardeau d'une commune servitude, cherchant à l'alléger par la lecture de leurs poëtes et de leurs philosophes, mais sans espérer la délivrance, tellement leur chaîne avait été rivée. Aussi la révolution française fut-elle acclamée en Allemagne comme une libératrice. Mais il était réservé au despotisme conquérant de changer en haine les sympathies que la France révolutionnaire avait inspirées au peuple germanique.

Quand les guerres du premier empire eurent couvert l'Allemagne de sang et de ruines, et que les Allemands s'aperçurent qu'au lieu de la liberté promise, Napoléon ne leur apportait qu'une nouvelle servitude, plus cruelle encore et plus avilissante, alors ils sentirent s'éveiller dans leurs âmes, avec le sentiment de

la grande patrie, l'horreur de l'oppression étrangère. Et leurs anciens maîtres n'eurent qu'à invoquer l'indépendance nationale pour les soulever tous en armes contre ce maître impitoyable qui leur venait de France. Ce fut là une des origines du mouvement unitaire allemand. Le premier empire français, en imprimant le talon de sa botte sur les épaules germaniques, alluma la haine furieuse de 1812 à 1815. Si le temps a pu en atténuer l'effet, il ne l'a point éteinte, et nous la retrouvons au fond de ces méfiances persistantes, invincibles, qui précipitent aujourd'hui l'Allemagne dans les bras de la Prusse, qui lui font oublier la liberté pour courir aux armes, qui la décident, au risque d'une complète absorption prussienne, à placer l'unité nationale sous la protection de cette puissance, à écarter enfin tout autre souci que celui de la sécurité commune.

Voilà donc ce que les guerres du premier empire ont produit de l'autre côté du Rhin : pour la France, l'inimitié ou la défiance séculaire de la nation germanique; pour l'Allemagne, la domination militaire de la Prusse, acceptée, recherchée même par le plus grand nombre comme une nécessité de salut public.

Mais la révolution unitaire en Allemagne eut une autre origine encore, sinon plus légitime, du moins plus vraiment noble et glorieuse. En proclamant les droits de l'homme et la souveraineté nationale, le peuple français avait convié le peuple allemand à poursuivre fraternellement avec lui ce grand but où tendent les destinées modernes : la paix fondée sur la solidarité des nations libres. Et c'est ainsi que la révolution allemande procède de la révolution française.

En 1809, le prince Metternich veut conjurer le danger par les fameux décrets de Carlsbad, où triomphent les principes absolutistes. Mais dès lors aussi l'esprit libéral s'éveille sous le fouet même de la réaction. Tandis que les princes ne songent qu'à combattre le génie démocratique et égalitaire de 1789, la nation ouvre une oreille ravie à ses poëtes et à ses philosophes. Ils déroulent devant ses regards émerveillés les horizons d'un monde nouveau, où la liberté trône comme une majesté souriante sur les ruines féodales.

Au plus fort de la lutte, de 1812 à 1815, la coalition elle-même, trompant la naïve bonne foi des peuples soulevés contre l'oppresseur commun, leur avait montré en de chatoyantes promesses la liberté couronnant la victoire. Mais lorsque, après Waterloo, elle eut obtenu, grâce au patriotisme allemand, tout ce qu'elle voulait obtenir, la chute de Bonaparte, la restauration du droit divin et l'humiliation de la France, elle oublia toutes ses promesses et replaça l'ancien joug sur les épaules de l'Allemagne indignement trahie. La diète de Francfort devient alors le principal agent de la servitude. Elle oppose à la liberté naissante tout un arsenal de mesures répressives. En 1818, les libéraux commencent à rêver et à désirer, au delà du Rhin, le régime constitutionnel; la diète ne voit en eux que des fauteurs d'anarchie, et elle institue une commission d'enquête contre « les mouvements démagogiques. » En 1820, elle remet aux princes, c'est-à-dire que les princes s'attribuent à eux-mêmes, des pouvoirs dictatoriaux. Dans les années suivantes et surtout après 1830, ce sont des dé-

crets contre l'enseignement universitaire, la presse, le pétitionnement, les réunions populaires, les livres et les brochures, les écrivains et les éditeurs.

Mais l'idée libérale grandissait au milieu de ces persécutions. Le même sentiment qui avait naguère réuni les Allemands contre le despotisme étranger les réunissait maintenant contre le despotisme intérieur. En 1848, ils l'attaquent et le renversent.

Le souffle révolutionnaire emporte la diète et ses décrets. Un parlement élu proclame à Francfort les droits fondamentaux du peuple, pour servir de base aux institutions particulières à chaque État. La nation s'affirme ainsi dans son unité démocratique, et tous les princes, pâles d'épouvante sur leurs trônes ébranlés, s'empressent de jurer les constitutions les plus libérales du monde. Mais en 1850, quand les Habsbourg, les Hohenzollern et leurs satellites eurent triomphé de la Révolution, dissous le parlement national de Francfort et restauré la diète germanique conformément à l'acte du 9 juin 1815, on s'avisa d'un moyen aussi simple qu'ingénieux pour « revenir de ces erreurs démagogiques, » comme disait le baron de Manteuffel en qui s'est incarnée pendant dix ans la réaction prussienne. La diète rendit un décret qui supprimait les droits fondamentaux, et un autre par lequel elle invitait chaque État confédéré à mettre sa constitution d'accord avec les principes fédéraux de 1815 et de 1820. En d'autres termes, les souverains tudesques, qui ne tremblaient plus pour leur couronne, se donnèrent à eux-mêmes, à Francfort, par la bouche de leurs délégués, l'ordre de violer les chartes qu'ils avaient solennellement jurées, de mu-

tiler traîtreusement les libertés proclamées par eux la veille. Et si les représentations nationales protestaient contre un procédé si odieux, les bons princes leur répondaient d'un air désolé : le pacte fédéral domine notre volonté vis-à-vis de nos propres sujets; nous sommes tenus de céder à la diète germanique, qui nous menace d'une exécution fédérale. Un seul, le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, respecta la foi jurée en maintenant la constitution de son duché. Ainsi la démocratie fut jouée par la réaction de 1850 comme elle l'avait été déjà par la réaction de 1815. Du même coup, elle se vit dépouillée de ses droits, de ses libertés, de son unité nationale.

Cependant, si les princes s'entendaient à merveille pour cette œuvre de trahison et de violence envers la nation, il s'en fallait de beaucoup que le même accord existât entre eux à l'endroit de leurs intérêts dynastiques. Dans les années qui suivirent la victoire de cette seconde réaction, ce fut un échange continuel de notes, un enfantement perpétuel de projets où les prétentions rivales se livraient assaut comme dans une sorte de tournoi féodal. Le Habsbourg et le Hohenzollern s'y disputaient le sceptre germanique; mais aucune de ces maisons souveraines ne voulait s'appuyer sur la nation, sur le droit populaire. L'orgueil du droit divin et la résistance de tiers intéressés neutralisaient incessamment l'action des deux puissances rivales. Il en résultait un jeu de bascule où chacune d'elles, tour à tour, montait ou descendait.

En 1848, la Prusse avait conquis une popularité extraordinaire dans toute l'Allemagne affamée de liberté et de réformes. Quelques mots échappés à Fré-

déric-Guillaume IV en faveur de la patrie allemande et de la nation opprimée par les priviléges féodaux avaient gagné tous les cœurs à ce prince, dont les élans généreux se confondaient avec la passion de l'absolutisme royal, élevé dans son esprit à la hauteur d'une théorie philosophique. Cette bizarre majesté était un véritable illuminé de la monarchie absolue; il prétendait la justifier et la glorifier par les raisonnements de la philosophie. En octroyant la constitution prussienne du 31 janvier 1850, il disait : « La condition vitale de la charte est celle-ci : qu'il me soit rendu possible de régner avec cette loi ; car, en Prusse, c'est le roi qui doit régner, et je ne règne pas parce que tel est mon bon plaisir, Dieu m'en est témoin, mais bien parce que Dieu le veut ainsi : voilà aussi pourquoi je veux régner... » Et lorsqu'en 1849 le parlement élu lui offrit, au nom de la nation, l'empire d'Allemagne, il le refusa parce qu'il ne reconnaissait pas au peuple, mais à Dieu seul, le droit de décerner des couronnes. Ce fut là, pour la Prusse, le point de départ d'une déchéance qui devait l'amener à signer, le 27 novembre 1850, la honteuse convention d'Olmütz.

Il n'est pas hors de propos de rappeler ici cet acte d'abdication momentanée qui mit le Hohenzollern aux pieds du Habsbourg, tandis que la nation germanique succombait sous la réaction sanglante des princes ligués contre elle et surtout de l'Autriche. Dès 1840, Frédéric-Guillaume IV avait conçu des idées de réforme fédérale. En 1847, malgré de vives résistances féodales, il présenta à la diète de Francfort un projet tendant à l'unité du système défensif ainsi qu'à la

création d'une assemblée de notables et d'un tribunal fédéral. Le prince Metternich se flattait d'avoir assis sur une base inébranlable la domination de l'Autriche en Allemagne; aussi l'archichancelier fit-il avorter cette première tentative d'une réforme qui, si étroite que fût la part réservée à la nation, porta à son apogée la popularité de Frédéric-Guillaume au moment où éclatait la révolution de 1848. Alors, un ministre éminent, M. de Radowitz, adopta l'idée d'une hégémonie prussienne, c'est-à-dire d'une ligue ou union entre un certain nombre d'États confédérés à l'exclusion de l'Autriche et dans laquelle la Prusse exercerait la suprématie politique, militaire et diplomatique.

On voit donc que si M. de Bismarck a trouvé le moyen de mettre l'Autriche à la porte de l'Allemagne, la première conception d'une entreprise aussi audacieuse ne lui appartient pas en propre. La vérité est que, depuis Frédéric II, cela a été une ambition, une volonté, une passion traditionnelle dans la maison de Hohenzollern, et qui, jusqu'en 1866, jusqu'à l'heure de l'action décisive, a passé par une série de formes variables, plus ou moins amples ou étroites, selon la fortune du jour. Princes, ministres, hommes politiques, fonctionnaires de tout rang, officiers de tout grade, ont poursuivi ce but avec l'invariable ténacité de l'aiguille aimantée qui se tourne vers le pôle. Et cependant, lorsqu'en 1849 l'occasion s'offrit aux Hohenzollern de réaliser ce rêve si longtemps et si ardemment caressé, et cela aux acclamations du peuple allemand lui-même, ce qui les empêcha de la saisir, ce ne fut point le respect des traités, ni même la crainte qu'in-

spirait alors la puissance de l'Autriche; non, ce fut le culte de l'absolutisme monarchique, le fétichisme du droit divin. Frédéric-Guillaume IV, le piétiste féodal, aurait cru se vouer à l'enfer en acceptant des mains de la Révolution le sceptre diabolique de la souveraineté populaire. On va voir ce qu'il en coûta à la Prusse.

Le 26 mai 1849, le jour même où le roi refusait la couronne impériale qui lui était offerte par la nation, l'acte de l'Union prussienne était signé entre la Prusse et les États de la Confédération germanique, à l'exception de la Bavière et du Wurtemberg qui restèrent fidèles à la fortune de l'Autriche. Mais déjà la véritable force n'était plus à Berlin. Ce pacte, conclu dans un but de répression violente, dirigé contre la nation d'où émane toute autorité et toute puissance, ne pouvait avoir ni valeur ni durée, n'ayant d'autre fondement que la nécessité passagère où se trouvaient les princes d'employer les armes prussiennes contre leurs propres peuples. Et, le danger passé, l'Autriche eut beau jeu pour détruire cette prétendue Union.

La défection devint générale quand le cabinet de Vienne proposa, de son côté, une réforme fédérale, un nouveau pouvoir composé de sept membres : l'Autriche, la Prusse, la Bavière, le Hanovre, la Saxe, le Wurtemberg et les deux Hesse. Les petits rois et les petits ducs qui rêvaient la triade allemande, c'est-à-dire, à côté de l'Autriche et la Prusse, un troisième pouvoir formé par eux, tournèrent le dos au chef de l'Union prussienne qui dut amèrement regretter, ce jour-là, d'avoir dédaigné cette bonne nation germanique.

Ce regret s'accrut encore lorsque l'incident hessois

vint mettre en présence les armées de la Prusse et de l'Autriche. Dans la Hesse électorale, la chambre protestait contre la défection du prince. L'armée prussienne entra dans le duché pour soutenir la chambre, et l'armée autrichienne pour appuyer le prince. La guerre paraissait imminente, mais la Prusse céda. Toute l'Allemagne dynastique se fût mise avec le Habsbourg contre le Hohenzollern qui n'avait plus rien à espérer de la nation contre laquelle il avait braqué ses canons. A Berlin, M. de Radowitz fut sacrifié au parti féodal qui triomphait avec l'Autriche, et M. de Manteuffel, l'âme damnée de ce parti, signa, le 27 novembre 1850, la convention d'Olmütz. Réforme fédérale, hégémonie prussienne, prépondérance morale, la Prusse abandonnait tout, et sa rivale allait ressaisir la suprématie dans la diète que les conférences ministérielles de Dresde restauraient, l'année suivante, sur la base de l'acte final de Vienne.

En abandonnant la cause populaire pour embrasser celle des princes, en immolant l'Allemagne démocratique sur l'autel du droit divin, Frédéric-Guillaume IV n'avait donc fait que les affaires de l'Autriche.

Après ces deux tentatives officielles de réforme fédérale, celle de la Prusse en 1847 et celle de l'Autriche en 1849, laquelle ne fut qu'une manœuvre diplomatique pour mettre en pièces l'Union prussienne, il y en eut une troisième aux conférences ministérielles de Dresde, qui se réunirent, du 23 décembre 1850 au 15 mai 1851, en exécution de la convention d'Olmütz et dans un but de réorganisation fédérale. Reprenant son projet de 1849, le prince de Schwartzenberg y proposa, au nom de l'Autriche, de

remplacer l'assemblée restreinte de la diète germanique, celle des dix-sept voix, par un comité exécutif de sept membres et de neuf voix : deux pour l'Autriche, deux pour la Prusse, quatre pour les royaumes de Bavière, Wurtemberg, Saxe et Hanovre, et une pour les deux Hesse.

La Bavière, le Wurtemberg, la Saxe et les deux Hesse votant toujours ou presque toujours avec l'Autriche, cette puissance s'assurait ainsi, avec la majorité du comité exécutif, la haute direction des affaires de la Confédération. Le cabinet de Vienne proposait en outre la réunion à la Confédération de toutes les provinces, même non allemandes, de l'empire d'Autriche. Cette tentative avorta comme les deux précédentes, et l'on en revint simplement au régime de 1815 qui fut en effet restauré dans son entier.

Un quatrième projet de réforme est celui de la triade allemande présenté, le 13 octobre 1861, aux gouvernements de la Confédération par M. de Beust, alors ministre des affaires étrangères de Saxe royale. Ici, pour la première fois, une part digne d'être mentionnée était faite à l'élément populaire. A côté de la diète germanique, le ministre saxon voulait établir une assemblée de délégués des chambres allemandes. Elle devait se composer de cent vingt-huit membres : trente pour l'Autriche, trente pour la Prusse, dix pour la Bavière, six pour le Wurtemberg, six pour la Saxe, six pour le Hanovre, cinq pour Bade, quatre pour chacune des deux Hesse, deux pour chacun des États suivants : Holstein, Luxembourg, Brunswick, Mecklembourg-Schwérin, Mecklembourg-Strélitz, Nassau,

Saxe-Weimar, Oldenbourg; un enfin pour chacun des autres Etats de la Confédération. M. de Beust, sans définir d'une manière précise les attributions de l'assemblée des délégués, la subordonnait absolument à la diète, c'est-à-dire à l'assemblée des princes qui la convoquerait quand bon lui semblerait. Quant à celle-ci, elle devait se réunir deux fois l'an, le 1er mai et le 1er novembre, alternativement dans une ville du Nord et dans une ville du Midi, à Ratisbonne et à Hambourg. Un pouvoir exécutif fédéral agirait dans l'intervalle des sessions. Il serait exercé par l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et un troisième prince investi des pleins pouvoirs de tous les autres princes confédérés.

Les cabinets de Vienne et de Berlin repoussèrent les propositions saxonnes.

Ni l'un ni l'autre n'avaient envie de se donner un compétiteur de plus à la suprématie, et qui la leur eût disputé avec d'autant plus de force, qu'agissant au nom de tous les États de deuxième et de troisième ordre, il serait énergiquement secondé par la diète où leurs souverains, ligués ensemble contre la Prusse et contre l'Autriche, auraient formé une écrasante majorité.

Dans son refus en date du 20 décembre 1861, la Prusse revint d'une manière insidieuse à son idée favorite d'une union restreinte destinée à ruiner l'influence autrichienne. Voici comment s'exprimait le cabinet de Berlin ; c'est un assez curieux spécimen des formes diplomatiques si embarrassées, alors en usage sur les bords de la Sprée, et que M. de Bismarck a complétement dégagées : « L'opinion d'a-

près laquelle le commandement militaire confié d'une manière permanente à une seule main et la représentation nationale à l'étranger seraient impraticables, ne nous semble justifiée que dans le cas où la réunion de ces attributions serait valable pour la Confédération entière, mais nullement dans le cas où elle ne s'appliquerait qu'à une union restreinte dans la Confédération au sein de laquelle cette union existerait en vertu d'une convention. »

Aussitôt le duel recommence entre le Habsbourg et le Hohenzollern. L'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg, le Hanovre, le grand-duché de Hesse et le duché de Nassau protestent dans des notes identiques contre cette nouvelle prétention à l'hégémonie prussienne. Et le 14 août 1862, l'Autriche et ses alliés présentent à la diète un cinquième projet de réforme dans une double motion ayant pour objet la convocation d'une assemblée de délégués des assemblées représentatives ainsi que l'établissement d'un tribunal fédéral. Ces propositions furent rejetées par neuf voix contre sept et une abstention dans la séance diétale du 22 janvier 1863.

C'est alors que l'empereur François-Joseph invita, au mois d'août 1863, tous les princes confédérés à se réunir à Francfort dans un congrès où il leur déclara ceci : « J'ai considéré comme un devoir d'exposer ouvertement ma conviction que l'Allemagne attend avec raison un développement de la constitution, lequel réponde aux besoins de l'époque. »

Ainsi l'Allemagne du droit divin avouait publiquement la nécessité absolue de donner satisfaction à l'Allemagne du droit populaire. Mais cette tentative plus har-

die ne devait pas demeurer moins stérile que toutes les précédentes, par deux raisons : la première, c'est que la nation n'était pas appelée à résoudre elle-même le problème de ses destinées ; la seconde, c'est que cette réforme, poursuivie en dehors de la nation, loin de réaliser ses aspirations les plus légitimes, ne tendait qu'à ce seul but : abaisser la Prusse au second rang et placer l'Autriche au premier, afin que celle-ci dominât sans partage sur toute la Confédération.

Dans ce but d'ambition dynastique, on proposait : 1° un directoire exécutif composé de cinq membres, l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse, le roi de Bavière et deux princes agissant au nom de tous les autres souverains confédérés. L'autorité exercée par la diète germanique devait passer tout entière à ce directoire exécutif dont la présidence était attribuée à l'Autriche. Or, sur les cinq voix qui décideraient souverainement à la simple majorité, cette puissance en posséderait trois : la sienne, celle de la Bavière, et, à coup sûr aussi, celle de l'un des deux groupes de souverains qui, par la force des choses, se diviseraient, celui-ci pour suivre la fortune de l'Autriche, celui-là pour appuyer la résistance de la Prusse. 2° Un conseil fédéral placé à côté du directoire exécutif et formé par l'assemblée restreinte de la diète de Francfort portée de dix-sept à vingt et une voix. Les attributions du conseil fédéral comprenaient la paix et la guerre, la législation fédérale, le budget de la Confédération et quelques traités internationaux, mais aucune part active ne lui était réservée dans le gouvernement. 3° Une assemblée de trois cents députés élus par les chambres des divers États et dans leur propre sein. Cette assem-

blée ne devait se réunir que tous les trois ans. Elle voterait le budget pour une période triennale, mais le directoire exécutif se réservait la faculté des crédits extraordinaires et anticipés, ce qui rendait tout contrôle illusoire. Enfin le vote délibératif porterait exclusivement sur des matières de législation fédérale. 4° Une assemblée des princes se réunissant après chaque session de l'assemblée des députés.

L'Autriche y appelait non-seulement les souverains confédérés et les premiers magistrats des quatre villes libres, mais en outre deux délégués des princes médiatisés en 1806. L'Europe avait complétement oublié ces martyrs du droit divin, quoiqu'ils eussent protesté contre leur dépossession par un acte qui ne datait guère que d'un demi-siècle (14 juin 1815). Mais le véritable génie politique ne néglige pas plus les petits moyens que les grands, et l'on pensa à Vienne que ces deux voix exhumées de la tombe diplomatique pourraient devenir utiles en quelques occasions.

A l'assemblée des princes était attribué le droit de *veto* contre les résolutions de l'assemblée des députés, ce qui réduisait absolument à rien la participation même indirecte de la nation à la chose publique. Enfin l'Autriche voulait couvrir du bouclier de l'Allemagne toutes ses possessions non allemandes.

Cette incorporation n'était pas ouvertement demandée par l'empereur François-Joseph; mais la diplomatie viennoise prit un biais pour atteindre son but. D'après l'article 8 du projet de réforme, la guerre pourrait être déclarée au nom de la Confédération dans les trois cas suivants : 1° lorsque les frontières de la Confédération seraient attaquées; 2° lors-

que le territoire extra-fédéral d'une puissance confédérée serait menacé d'une guerre; 3° lorsque l'équilibre européen serait compromis d'une façon menaçante pour la Confédération.

Ainsi l'empereur d'Autriche devenait le chef absolu d'un autre Saint-Empire et l'arbitre souverain de l'Europe. On formait une véritable Sainte-Alliance austro-germanique armée contre les nationalités et contre la société moderne.

Le peuple allemand se détourna avec dédain de cette informe machine de guerre dirigée par le bon frère de Vienne contre le bon frère de Berlin, et dans laquelle on lui réservait à lui-même le rôle de gendarme des Italiens, des Madgyars et des Slaves. Il vit du premier coup d'œil que l'Autriche voulait, au moyen du directoire exécutif, faire de l'Allemagne l'instrument de ses ambitions en Europe, que le conseil fédéral continuerait avec la même ardeur de zèle les fonctions policières de la diète germanique en élaborant les lois protectrices du divin principe dynastique; et si l'assemblée des députés se montrait indocile et tracassière, n'aurait-on pas l'assemblée des princes pour la mettre à la raison, le directoire exécutif pour la dissoudre, et au besoin toute l'armée fédérale pour l'expulser du palais législatif?

CHAPITRE II

M. de Bismarck, le chevalier de la Croix et l'homme du suffrage universel. — Comment il devint l'ennemi de l'Autriche. — Attitude du peuple allemand de 1850 à 1859. — Les unitaires d'Eisenach; leur programme de 1859; ils se prononcent en faveur de la Prusse. — Le *Nationalverein* et la guerre. — Impopularité de M. de Bismarck; sa politique définie par lui-même; de quelles armes il se servit pour combattre l'Autriche sur le terrain de la réforme fédérale avant Sadowa.

A ce moment-là M. de Bismarck apparaît sur la scène politique. Il se signale par un coup d'éclat. Il décline pour le roi Guillaume l'invitation de l'empereur François-Joseph « son très-illustre et très-puissant frère et ami particulièrement cher. » Et renouvelant dans sa dépêche du 14 août 1863 une déclaration déjà faite par la Prusse dans la séance diétale du 22 janvier de la même année, il motive ainsi ce refus : « Je ne reconnais que *dans une représentation du peuple allemand, émanant d'élections directes* dans la proportion de la population de chaque État *avec coopération délibérative dans les affaires fédérales,* la base d'institutions en faveur desquelles le gouvernement prussien pourrait renoncer dans une mesure considérable à son indépendance. »

Comment M. de Bismarck, le *Junker* élevé dans le culte de l'Autriche, l'ennemi déclaré de la Révolution, l'enfant gâté du parti féodal, l'homme d'État qu'on ne prenait pas au sérieux parce qu'il parlait de réformer l'Allemagne « par le fer et par le feu, »

le diplomate fantaisiste qui faisait sourire les grands politiques de Saint-Pétersbourg, de Londres, de Paris et de Biarritz en exposant devant eux dans un langage tout semé de saillies pittoresques ses plans extravagants; comment ce chevalier de la Croix, bardé de préjugés dynastiques et qui n'avait rompu de lances que pour le droit divin, en vint-il tout à coup, à la confusion de ses parrains du Brandebourg, jusqu'à proclamer devant l'Allemagne et devant l'Europe le principe même de la Révolution, la souveraineté nationale? Comment aussi décida-t-il à cet appel au peuple, à cette affirmation solennelle du droit populaire, le roi Guillaume Ier, ce grand baron de la Marche, ce champion inflexible du principe monarchique, qui n'a parlé dans mille et un discours que des droits de sa couronne royale, qui est allé la prendre sur l'autel à Kœnisgsberg, et qui a cherché enfin à en relever le prestige en environnant d'un éclat extraordinaire cette cérémonie d'un autre âge? Comment M. de Bismarck est-il parvenu à mettre dans la main de ce prince un drapeau que son frère Frédéric-Guillaume IV avait abattu à coups de canon et à lui faire renier ainsi la foi politique de ce frère pour lequel Guillaume Ier professe une sorte d'admiration religieuse? La conversion du roi et du ministre était-elle sincère, ou bien n'était-ce là qu'un jeu machiavélique, une de ces comédies politiques où les peuples toujours naïfs et crédules n'ont que trop souvent déjà joué le rôle de dupes et de victimes?

Dans les premiers jours de juin 1866, M. de Bismarck me disait à Berlin: « C'est une victoire remportée après quatre années de luttes. » Et il m'ap-

prit aussi pourquoi et comment il était devenu l'ennemi implacable de l'Autriche : « Il y a seize ans, je vivais en gentilhomme campagnard, lorsque la volonté souveraine me désigna comme envoyé de la diète de Francfort. J'avais été élevé dans l'admiration, je pourrais dire dans le culte de la politique autrichienne. Il ne me fallut pas beaucoup de temps pour perdre mes illusions de jeunesse à l'endroit de l'Autriche, et je devins son adversaire déclaré. L'abaissement de mon pays, l'Allemagne sacrifiée à des intérêts étrangers, une politique cauteleuse et perfide, tout cela n'était pas fait pour me plaire. J'ignorais que l'avenir dût m'appeler à jouer un rôle; mais dès cette époque, je conçus l'idée dont je poursuis la réalisation aujourd'hui, celle de soustraire l'Allemagne à la pression autrichienne, du moins cette partie de l'Allemagne unie par son esprit, sa religion, ses mœurs et ses intérêts aux destinées de la Prusse, l'Allemagne du Nord. »

Les mêmes projets, moins nettement exposés, apparaissent déjà dans une lettre écrite le 12 mai 1859 par M. de Bismarck à M. de Schleinitz, alors ministre des affaires étrangères à Berlin : « Le développement des affaires fédérales, l'Autriche en tête, voilà le but naturel de la politique des princes allemands et de leurs ministres; à leur sens, elle ne peut réussir qu'aux dépens de la Prusse et sera nécessairement dirigée contre la Prusse aussi longtemps que celle-ci ne voudra pas se borner à la tâche utile de garantir ses confédérés contre une trop grande prépondérance de l'Autriche... » M. de Bismarck voyait dans les affaires fédérales « une maladie de la Prusse, que tôt ou tard, disait-il, il nous faudra guérir *ferro et igni*, si

nous ne nous y prenons pas à temps pour entreprendre une cure salutaire. » Il exhortait M. de Schleinitz et le gouvernement prussien à saisir la première occasion favorable pour « relever le gant avec empressement. »

M. de Bismarck saisit cette occasion lui-même et releva le gant de l'Autriche en faisant échouer le projet de réforme présenté au congrès des princes par l'empereur François-Joseph et en proclamant le principe d'une représentation du peuple allemand.

Jusqu'alors celui-ci avait assisté, rêveur et placide, à ces passes d'armes diplomatiques, écoutant ses docteurs et ses philosophes qui lui parlaient de liberté et d'unité nationale. On était d'accord pour vouloir une Allemagne libre et démocratiquement constituée; mais pour l'action, les plans arrêtés et les hommes résolus, tout manquait à la fois. Pendant le fort de la réaction, de 1850 à 1859, les sympathies ne se portèrent ni du côté de la Prusse ni du côté de l'Autriche; on voyait l'ennemi partout. Mais le 17 juillet 1859, quand l'Autriche eut reçu la blessure de Solferino, les patriotes allemands réunis à Eisenach se souvinrent que le Habsbourg avait été le principal acteur de l'indigne comédie jouée par la réaction de 1850, où l'Allemagne avait perdu du même coup ses libertés et son unité nationale, et, à ce moment-là, ils s'associèrent à la fortune de la Prusse. « Dans la situation actuelle de l'Europe, disaient les unitaires d'Eisenach en formulant leur programme, nous voyons de grands dangers pour la patrie allemande... Il est nécessaire que la diète germanique soit remplacée par un gouvernement central fort et perma-

nent et que l'on convoque une assemblée nationale allemande... Pour cela et pour garantir puissamment les intérêts allemands, il faut que, provisoirement et jusqu'à l'établissement définitif du gouvernement central de l'Allemagne, la Prusse soit chargée de diriger les forces militaires de la patrie commune et de la représenter diplomatiquement à l'étranger. C'est le devoir de tout Allemand d'appuyer les efforts que la Prusse pourra faire en ce sens... » On voit encore mieux maintenant quel rude coup M. de Bismarck porta à l'Autriche en opposant au congrès des princes un parlement national. Il prit d'un coup de filet tous les unitaires qui se disaient : « Liguons-nous avec la Prusse pour faire notre unité nationale et politique, et quand elle sera faite, quand nous serons un peuple *un et libre*, il faudra bien que la Prusse disparaisse dans l'Allemagne. » Se sont-ils fait illusion? Jusqu'ici on ne voit au delà du Rhin, ni un peuple *un*, ni un peuple *libre*, mais une grande armée prussienne ; et ce qu'on peut affirmer, c'est que M. de Bismarck a merveilleusement fait les affaires de la Prusse dynastique et militaire.

Après la douloureuse expérience de 1848 à 1850, les patriotes unitaires pensèrent donc qu'ils n'atteindraient leur but qu'en détachant l'une ou l'autre des deux grandes puissances de la ligue féodale de 1815; ils écartèrent l'Autriche, en qui s'incarnait depuis cette époque la réaction allemande et européenne, et ils optèrent pour la Prusse, parce que cette puissance, jeune, pleine de vitalité, grandissant par son énergie progressive autant que par l'ambition de ses princes, était assurée aux intérêts essentiellement allemands,

tandis que l'Autriche, à son déclin comme puissance germanique, embourbée dans la routine absolutiste et l'ultramontanisme, traînait à la remorque une foule de passions et d'intérêts entièrement étrangers à l'Allemagne. Cependant leurs sympathies prussiennes, très-vives en 1859, se refroidirent dans les années suivantes. La guerre du Schleswig-Holstein, entreprise au nom des intérêts nationaux et qui aboutit, dans le traité de Vienne du 30 octobre 1864 et dans la convention de Gastein du 14 août 1865, à une application si éclatante du droit de conquête que le cabinet des Tuileries, en protestant contre ces actes, alla jusqu'à déclarer qu'il en fallait « chercher les précédents aux âges les plus funestes de l'histoire [1]; » puis le Lauenbourg et ses habitants achetés par le roi de Prusse, moyennant écus sonnants, comme une bergerie avec ses moutons; enfin le conflit parlementaire en Prusse, l'armée considérablement augmentée et les fonds publics engagés par voie d'ordonnances royales, la constitution violée, M. de Bismarck souffletant la chambre des députés à Berlin : tous ces faits déplorables donnaient fort à penser aux unitaires, qui n'entendaient point alors sacrifier à la passion de l'unité nationale les libertés publiques, les droits essentiels du peuple.

Les libéraux prussiens et presque tous les hommes du *Nationalverein* résistèrent donc d'abord à cette politique arbitraire et violente, affirmée à Berlin comme dans les duchés de l'Elbe, à cette politique de la réforme fédérale « par le fer et par le feu. » Aussi,

[1] Circulaire de M. Drouin de Lhuys en date du 29 août 1865.

quand la Prusse eut expérimenté ses nouvelles armes à Duppel et mis la dernière main à ses préparatifs militaires; quand M. de Bismarck chercha, le 26 janvier 1866, une véritable querelle de Prussien à l'Autriche à propos du *condominium* ou de la copossession du Schleswig-Holstein, en reprochant au cabinet de Vienne d'avoir permis à Altona la réunion d'anciens combattants des duchés, et en l'accusant d'avoir favorisé les agitations, « la Révolution, l'ennemi commun des deux puissances, » l'impopularité du premier ministre fut à son comble. Les libéraux de Berlin ne voyaient en lui qu'un homme insensé et funeste qui voulait mettre le feu à l'Allemagne, peut-être à l'Europe, en jouant sur un coup de dé toute la fortune de la Prusse. Ils ne lui pardonnaient pas d'avoir marché à pieds joints sur la constitution. D'ailleurs, avant Sadowa, les hommes du *Nationalverein* répudiaient, de leur côté, toute guerre fratricide; ils avaient horreur de ce sang que M. de Bismarck n'hésitait pas, lui, à répandre.

Le 20 mai 1866, des députés des chambres allemandes, réunis en congrès à Francfort, se prononcèrent avec une grande énergie contre la guerre : « Nous condamnons la guerre qui nous menace, disaient-ils, car ce ne serait qu'une guerre indigne de cabinets, ne servant qu'à des buts dynastiques. Elle est indigne d'une nation civilisée, menace tous les biens que nous avons acquis par une paix de cinquante années et nourrit les envies de l'étranger. Les princes et les ministres qui portent la faute de cette guerre contre nature, ou qui agrandissent les dangers pour poursuivre des buts particuliers, se rendent cou-

pables d'un grand crime envers la nation. » En même temps, ces députés de l'Allemagne invitaient « toutes les chambres et toute la nation à réclamer la prompte convocation d'un parlement élu d'après la loi électorale du 12 avril 1849. »

A Berlin, le roi Guillaume était assailli par des pétitions qui toutes lui demandaient le maintien de la paix. De hautes influences de famille, ce que M. de Bismarck appelait « le cousinage, » pressaient dans le même sens le prince, éveillant ses scrupules à l'endroit de ce parlement promis, l'effrayant sur ces éléments révolutionnaires que son ministre mettait en fermentation. Enfin on redoutait à Berlin, au premier échec des armes, une révolte populaire; on la redoutait presque autant qu'une occupation de la capitale par Benedek et ses Croates. Nombre de bourgeois éloignaient leurs familles, et l'ambassadeur d'une grande puissance conduisit sa femme au delà des frontières, ne la croyant pas assez en sûreté à Berlin. L'impopularité de la guerre n'avait donc d'égale que celle de M. de Bismarck lui-même. Le roi, la cour hésitaient encore; mais lui, il n'hésitait pas.

Impassible au milieu des alarmes générales et des clameurs irritées qui de toutes parts montaient jusqu'à lui, il me disait un soir, dans son cabinet, à la veille de la guerre : « J'ai brisé les résistances de la chambre de Berlin parce qu'il nous fallait une armée, et parce que la chambre n'a pas voulu comprendre qu'il nous la fallait absolument. Je sais qu'on me déteste en Prusse, en Allemagne, en France, partout; mais la fortune est changeante, et l'opinion des hommes aussi. Quant à moi, j'ai foi dans l'avenir; je

joue ma tête, je le sais, et j'irai jusqu'au bout, dussé-je la porter sur l'échafaud. La Prusse ni l'Allemagne ne pouvaient pas rester ce qu'elles étaient, et, pour devenir ce qu'elles doivent être, il n'y avait que cette voie-là. » Non, il y en avait une autre, celle de la Révolution nationale et démocratique sous la conduite d'un génie politique aussi puissant que M. de Bismarck. Mais à cela il me répliquait : « Par ma famille, par mon éducation, je suis avant tout l'homme du roi ; or, à son âge, avec ses traditions, on s'obstine dans une idée, alors surtout qu'on la croit bonne. » Il s'agissait de ces grands armements poursuivis obstinément, au mépris de la constitution et de la chambre des députés, afin de résoudre la question allemande en expulsant l'Autriche de l'Allemagne. Et M. de Bismarck me disait encore : « Quant aux moyens, je me suis servi de ceux qui se sont offerts à moi, à défaut d'autres. » Machiavel n'eût pas mieux dit, et M. de Bismarck est tout entier dans ce mot-là.

Le parlement national élu par le suffrage universel n'était donc pas, aux yeux de cet homme d'État, un principe nécessaire, un droit absolu du peuple allemand; ce n'était qu'un moyen, et il s'en est servi, à défaut d'un autre par lequel il pût confondre la cause de la nation germanique avec celle de la Prusse dans la grande lutte avec l'Autriche.

Voilà aussi ce qui va expliquer, dans toute la politique prussienne, cette étrange, coupable et révoltante promiscuité de principes contradictoires, ce mélange détestable du droit populaire et du droit dynastique, de la souveraineté nationale et de la conquête tour à tour invoqués et reniés, exaltés et conspués se-

lon les exigences de la situation avec le plus imperturbable cynisme. C'est à ce mépris absolu de tous les principes, à ce complet abandon du sens moral, non-seulement en Prusse et en Allemagne, mais aussi dans les rapports internationaux, que la politique de Berlin doit surtout attribuer les méfiances et les antipathies qu'elle rencontre aujourd'hui dans l'Europe démocratique. Les peuples veulent des hommes vrais, des hommes justes dans le gouvernement, des hommes incapables de mensonge, de ruse et de trahison pour diriger la chose publique. Ils ont soif d'honnêtes gens pour gérer l'État, car ils ont trop appris à leurs dépens que, dans la vie des nations comme dans la vie privée, la sécurité, la dignité, l'honneur, tout ce qui les élève au-dessus de la mauvaise fortune ou assure leur bonheur, ne se peut obtenir que par le respect du droit, par le culte de la justice.

Voyons maintenant de quelles armes M. de Bismarck se servit pour combattre l'Autriche sur le terrain de la réforme fédérale, avant de lui porter le coup décisif à Sadowa.

Dans une circulaire du 24 mars 1866, le cabinet de Berlin, sous le prétexte de signaler les armements de l'Autriche aux agents diplomatiques de la Prusse, se pose résolûment sur le terrain de la nationalité allemande. « L'expérience que nous venons de faire de nouveau de la solidité d'une alliance avec l'Autriche et des vrais sentiments du cabinet de Vienne à notre égard nous oblige à nous préoccuper de notre avenir. » Après avoir lancé ce trait d'ironie, M. de Bismarck déclare que la position géographique de la Prusse, son

caractère allemand et les sentiments allemands de ses princes lui commandent de chercher avant tout dans l'Allemagne même des garanties de sûreté que l'alliance autrichienne ne peut pas lui donner. « C'est en nous appuyant, dit-il, sur la nationalité allemande et dans une consolidation des liens qui nous unissent aux autres États allemands, que nous pouvons avoir l'espoir de trouver le maintien de notre indépendance nationale et que nous le chercherons toujours en premier lieu. » M. de Bismarck prononçait ainsi, au nom de la Prusse, la sentence de la Confédération germanique de 1815. Il signale alors la nécessité d'une réforme fédérale « qui tienne compte des rapports réels. » Il affirme que la position géographique « rend identiques l'intérêt de la Prusse et l'intérêt de l'Allemagne ; » que le sort de la Prusse entraînera le sort de l'Allemagne, et que si la force de la Prusse était brisée, l'Allemagne ne prendrait plus « qu'une part passive à la politique des nations européennes. » Ceci s'adressait aux princes confédérés qui étaient invités à se prononcer pour ou contre la Prusse. M. de Bismarck allait parler enfin à la nation elle-même.

Dans la séance diétale du 9 avril, le délégué prussien présente une motion ainsi conçue : « Il sera convoqué pour un jour à déterminer ultérieurement une assemblée issue des élections directes et du suffrage universel de toute la nation, laquelle sera saisie des propositions des gouvernements pour une réforme fédérale et délibérera sur ces propositions. »

Les mânes de Frédéric-Guillaume IV durent frémir d'indignation ce jour-là ! Quoi ! la Prusse du droit divin avait, en 1849, repoussé la couronne impériale

que lui offrait une assemblée issue des élections directes et du suffrage universel de toute la nation, et, en 1866, cette même Prusse du droit divin conviait le peuple, c'est-à-dire la Révolution, à délibérer et à se prononcer souverainement sur les destinées de l'Allemagne! Certes l'Esprit de la Marche voua au démon le ministre prévaricateur et sacrilége; mais M. de Bismarck se consola en pensant qu'en dépit de son impopularité, il y avait là de quoi assurer à la Prusse la direction du mouvement unitaire et soulever au besoin toute l'Allemagne populaire contre la diète, ce donjon détesté de la réaction féodale.

Dans les considérants à l'appui de cette motion, il ouvrait fort habilement une large perspective : « Le Zollverein, disait-il, a donné sur un point satisfaction à des nécessités que la Confédération pouvait satisfaire; mais il reste au peuple assez d'autres besoins pour qu'on puisse légitimer, en les invoquant, la demande d'une réforme. De tous les côtés donc apparaît la nécessité pressante de ne pas retarder plus longtemps la grande question. » L'unité politique de l'Allemagne était affirmée : « le principe de l'élection directe, par opposition aux délégations des chambres isolées, est seul admissible pour une assemblée appelée à faire valoir spécialement l'intérêt de l'ensemble et le principe de l'unité. »

A mesure que la querelle s'envenimait entre Berlin et Vienne et que les princes du sud et ceux du centre de l'Allemagne s'éloignaient de la Prusse pour se rapprocher de l'Autriche, ou du moins pour s'appuyer sur le statut fédéral et s'opposer aux entreprises de M. de Bismarck, celui-ci s'appliquait à intéresser de

plus en plus la nation elle-même aux succès de ses plans. A la diète qui lui objectait qu'avant de décider la convocation du parlement, il faudrait que les divers gouvernements s'entendissent d'abord sur le côté matériel de la réforme, il répliquait dans une circulaire du 27 avril, que « la coopération stimulante de l'élément unitaire et national de la représentation du peuple » était indispensable. « La fixation du jour de l'ouverture du parlement, avant que les gouvernements commencent à délibérer sur les propositions de réforme, est, déclarait-il, le nœud de *notre* confédération. Le refus de décider cette question équivaudrait de fait à un refus d'entrer sérieusement en délibération sur la réforme fédérale. »

Le 24 mai, la Prusse fait un nouveau pas en avant sur le terrain national. Elle déclare à Francfort qu'elle a proposé « la convocation d'un parlement allemand, dans la conviction que le parlement assurera la paix. » Elle veut prévenir par là « le retour d'un état de choses contre nature, » où l'on voit des Allemands armés contre des Allemands. Les fractions du peuple germanique n'approuvent pas que « les intérêts particuliers qui les séparent se développent par la voie d'une politique de cabinet belliqueuse. » Et c'est pourquoi la Prusse insiste derechef pour la convocation immédiate du parlement, « le meilleur, peut-être l'unique moyen » d'épargner à la nation la calamité d'une guerre intérieure.

C'est à peine alors si M. de Bismarck laisse encore à la diète germanique et aux princes confédérés le temps de lire ses notes. Dans une circulaire du 27 mai, il lance le projet d'une réforme fédérale appuyée sur

cette base : « l'organisation de la Confédération sera, par la combinaison d'une représentation nationale périodique, formée de manière que le vote de cette représentation nationale remplacera l'unité des voix (les soixante-huit voix de la diète germanique) sur le terrain de la législation fédérale qui sera désigné. » Le projet annonce également « l'organisation d'une protection commune, » la formation d'une marine de guerre « dans un but commun, » la révision de la constitution militaire fédérale « afin d'arriver à une meilleure organisation de l'ensemble des contingents. » Puis M. de Bismarck, avec cette flexibilité d'esprit qu'aucun homme d'État ne possède au même degré que lui, sait tout à la fois faire de la morale à la diète, rassurer les princes absolus et se donner un air de libéralisme. Il prévoit que les vices de la Confédération doivent, si on ne les corrige, aboutir « à un bouleversement révolutionnaire complet. »

Il veut prévenir le mal par ses réformes ; car, dit-il, « ce n'est pas le grand nombre des demandes *non justifiées* (ces mots sont soulignés par M. de Bismarck) qui donnent de la force aux mouvements révolutionnaires, mais ordinairement c'est la part peu considérable des *demandes justifiées* qui offre les prétextes les plus efficaces à la révolution... » Il propose donc de donner satisfaction aux « besoins justifiés du peuple allemand » que la diète a laissés en souffrance ; et si la diète refuse de lui accorder cela, alors, ajoute-t-il sur le ton de la menace, « nous élargirons notre programme restreint. »

Et en effet, l'empereur d'Autriche et les princes, ses alliés, ayant fait la sourde oreille, M. de Bis-

marck, le 10 juin, leur jeta le gant de la Prusse dans un programme amplement élargi. L'article 1er porte : « Le territoire fédéral se compose des États qui ont appartenu jusqu'ici à la Confédération, à l'exception des territoires appartenant à l'empereur d'Autriche et au roi des Pays-Bas. »

Il est à propos de rappeler ici que l'envoyé du roi de Hollande, grand-duc de Luxembourg, avait présenté à la diète, dans la séance du 19 mai, une motion ainsi conçue : « La résolution fédérale du 5 septembre 1839 sera rapportée et la diète agrée la sortie du duché de Limbourg de la Confédération germanique. » Par son projet de réforme du 10 juin, c'est-à-dire dès avant la guerre, la Prusse excluait de la nouvelle confédération, non-seulement le Limbourg, mais aussi le Luxembourg; cette puissance renonçait donc déjà alors implicitement à la forteresse de Luxembourg où son droit de garnison était attaché au caractère fédéral du grand-duché et de la forteresse.

Quant à l'exclusion des territoires de l'Autriche, c'était la déclaration de guerre non-seulement à cette puissance et à sa fidèle alliée la Saxe royale, mais aussi à tous les États confédérés qui opposaient le statut fédéral de 1815 à la réforme prussienne. Du même coup, M. de Bismarck fit appel aux unitaires du *Nationalverein* de 1859 et aux hommes de la révolution de 1848, en proclamant l'unité allemande (art. 4) : « La représentation nationale émane d'élections directes opérées d'après les dispositions de la loi du 12 avril 1849 pour les élections de l'empire. »

L'unité allemande, si résolûment affirmée en ma-

tière politique, civile, commerciale, et même pour la marine de guerre de la Baltique et de la mer du Nord, « unitaire (art. 8) sous le commandement supérieur de la Prusse, » était cependant partagée en deux par M. de Bismarck lui-même : « La force de terre de la Confédération sera divisée (art. 9) en deux armées fédérales, l'armée du Nord et l'armée du Sud. Dans la guerre et la paix, S. M. le roi de Prusse est commandant en chef fédéral de l'armée du Nord, et S. M. le roi de Bavière commandant en chef de l'armée du Sud. » Ici encore M. de Bismarck se signalait par un trait d'habileté rare : ne fallait-il pas rassurer l'Europe et particulièrement la France à l'endroit d'une Allemagne armée et tout entière au pouvoir de la Prusse? C'est pourquoi l'on coupait en deux l'unité militaire, et puis on se flattait de détacher la Bavière de l'alliance autrichienne en lui assignant le même rang qu'à la Prusse à la tête de l'armée du Sud.

L'Autriche ayant, dans la séance diétale du 11 juin, proposé la mobilisation de six corps de l'armée fédérale dans le but, non encore ouvertement avoué pourtant, de s'en servir contre la Prusse, celle-ci déclare le 14 juin à la diète qu'elle regardait « le pacte fédéral en vigueur jusqu'à ce jour comme rompu, et que, partant, loin de le tenir désormais pour obligatoire elle le considérera comme expiré et agira en conséquence. »

La Prusse tendait la main aux États allemands qui voudraient constituer avec elle la nouvelle union germanique. Et le 16 juin elle adresse un manifeste aux populations : la diète, leur dit-elle, a représenté depuis un demi-siècle, non l'unité, mais la

désunion; vis-à-vis de l'étranger, elle a montré l'Allemagne impuissante; « la base de la Confédération, *l'unité vivante de la nation allemande*, subsistant seulement, il est du devoir des gouvernenents et du peuple de trouver l'expression nouvelle et viable de cette unité. »

Les troupes prussiennes franchissaient en ce moment les frontières de la Saxe royale, du Hanovre et de la Hesse-Électorale. Le manifeste déclare qu'elles ne venaient pas en ennemies des populations « dont la Prusse respecte l'indépendance et avec les représentants desquelles elle espère discuter dans l'assemblée nationale les destinées futures de l'Allemagne. » C'était là un langage très-libéral, très-démocratique, très-digne d'un roi et d'un ministre qui se disaient animés d'une seule ambition, la plus noble de toutes, celle du bien public; mais comment s'y prend-on à Berlin pour concilier l'indépendance des populations, si solennellement promise, avec le traitement infligé à celles du Hanovre, du Nassau, de la Hesse-Électorale, de Francfort et du Schleswig-Holstein, qui toutes ont été incorporées à la Prusse au nom de la conquête? Voilà ce que la conscience publique ne pardonne pas à cette puissance du droit divin et de l'absolutisme dynastique qui s'est appliqué, en 1866, le masque du droit moderne.

CHAPITRE III

Le Zollverein. — Comment la Prusse combattit l'Autriche sur le terrain économique avant Sadowa.

Avant la guerre de 1866 et avant que M. de Bismarck eût pris en main le pouvoir, la Prusse avait trouvé une autre voie pour parvenir à son but : la suprématie en Allemagne. Ce fut la réforme économique au moyen des traités de commerce avec la France. Il faut rappeler ici que, par une convention du 1er juin 1861, le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, alors le chef couronné du *Nationalverein*, incorporait les troupes de son duché dans l'armée prussienne ; et l'envoyé prussien auprès de la diète de Francfort déclarait, dans la séance du 31 octobre, « que le droit et les besoins de la nation allemande exigeaient une administration commune de la guerre, de l'armée et de la flotte, une direction unitaire des intérêts communs à l'intérieur. »

La Prusse imagine alors de prendre dans un seul coup de filet tous les États du Zollverein qui, une fois liés par leurs intérêts matériels, engagés commercialement, seraient bien forcés aussi d'en passer politiquement par où on le souhaiterait à Berlin. Dès le mois de septembre 1860, la Prusse avait obtenu l'assentiment de tous les États de l'association douanière pour négocier en leur nom avec la France ; de plus, les traités avec la France, ainsi que les nouveaux tarifs

établis par ces traités, allaient servir de base au renouvellement du Zollverein qui comprenait toute la Confédération à l'exception de l'Autriche, du Mecklembourg, des trois villes hanséatiques et de la principauté de Lichtenstein. On se flattait à Berlin que les États commercialement associés formeraient cette Union restreinte dont le roi de Prusse devait être le chef militaire et diplomatique.

Dans cette rapide esquisse des hommes et des choses de l'Allemagne de 1815 à 1866, il faut montrer comment la Prusse, avant de porter à l'Autriche le coup décisif de Sadowa, avait déjà vaincu sa grande rivale sur le terrain économique.

La Prusse a commencé sa fortune par le Zollverein ou association douanière. Après avoir conclu depuis 1819 un grand nombre de traités commerciaux et douaniers avec les divers États de la Confédération germanique, la Prusse, de concert avec les deux Hesse, traça le premier cadre d'une association générale des douanes et du commerce dans un traité signé à Berlin, le 22 mars 1833, avec la Bavière et le Wurtemberg.

Dans le préambule, les contractants déclarent que « leur désir est de favoriser la liberté du commerce et les relations commerciales entre leurs États et dans l'Allemagne en général. » Le traité établit « une réunion générale, liée par un système commun de douanes et de commerce, » pour les États associés et pour tous ceux qui en voudront faire partie en Allemagne. Il fonde la liberté du commerce entre les États associés ainsi que la communauté des recettes de douane, qui seront réparties dans la proportion

de la population de chacun d'eux, déduction faite des dépenses communes. Il stipule que des lois uniformes seront établies sur les droits d'entrée, de sortie et de transit. Enfin les États contractants s'engagent « à continuer leurs efforts communs pour encourager l'industrie par l'adoption de principes uniformes et pour que les sujets d'un État jouissent, d'une manière aussi étendue que possible, de la faculté de chercher du travail et de l'occupation dans un autre État. »

Ainsi la Prusse, il y a trente-cinq ans, semait dans le champ fécond des intérêts économiques la graine de l'unité nationale; et en même temps, elle convoitait déjà la récolte qu'elle pourrait faire un jour, car le chiffre de sa population, son état militaire, son rôle de grande puissance européenne, tous ces éléments de prépondérance allaient nécessairement associer à sa propre fortune celle de tous les membres du Zollverein.

Par les traités des 30 mars, 10, 11, 25 et 30 mai, 8 et 26 juin, 24 et 27 décembre 1833, 12 mai et 10 décembre 1835, 2 janvier 1836, les petits princes allemands s'unissent à l'association douanière, se jetant ainsi les uns après les autres dans les filets de la Prusse. Le 8 mai 1841, un nouveau contrat proroge le Zollverein jusqu'au 31 décembre 1853. Les contractants sont, d'une part, la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe royale, Bade et les deux Hesse; d'autre part, l'association de Thuringe, savoir : les quatre duchés saxons de Weimar, Meiningen, Altenbourg, Cobourg-Gotha, puis Nassau, Schwarzbourg-Rudolstadt, Schwarzbourg-Sonderhausen, les trois Reuss et la ville alors libre de Francfort-sur-Mein.

Des traités d'accession au Zollverein sont ensuite signés à Berlin par Lippe-Detmold le 18 octobre, par Brunswick le 19 octobre et par Waldeck le 11 décembre 1841 ; par le grand-duché de Luxembourg le 8 février 1842, par le Hanovre le 7 septembre et par Schauenbourg-Lippe le 25 décembre 1851 ; enfin par Oldenbourg le 1er mars 1852. Sous le nom de Steuerverein, il existait encore en 1852 une association douanière comprenant le Hanovre, l'Oldenbourg et quelques territoires enclavés. Le Steuerverein se fond, par le traité du 4 avril 1853, dans la grande association douanière, qui embrasse alors tous les États de l'Allemagne, à l'exception de l'Autriche, du Mecklembourg, de la principauté de Lichtenstein et des trois villes hanséatiques, Hambourg, Lubeck et Brême. Le Zollverein est prorogé jusqu'au 31 décembre 1865.

Chose incroyable ! pendant plusieurs années, l'Autriche, alors au pouvoir des diplomates de cour et des jésuites de toute robe, ne vit point combien cette association des intérêts économiques était une arme redoutable que l'on fourbissait à Berlin contre sa puissance en Allemagne. Mais, lorsqu'on reconnut enfin à Vienne ce danger qui allait grandissant avec le développement prodigieux du commerce et de l'industrie, on mit en œuvre toutes les ressources de la diplomatie pour se faire ouvrir la porte du Zollverein. La Prusse la tint résolûment fermée devant l'Autriche.

L'historique de ce conflit engagé entre Vienne et Berlin sur le terrain douanier dépasserait le cadre de cette étude ; il faut donc se borner ici à rappeler que

tout ce que l'Autriche put obtenir de la Prusse par le traité du 19 février 1853, ce fut d'abord une déclaration insérée dans le préambule, et portant que les deux parties avaient en vue de « préparer l'union douanière de toute l'Allemagne. » Puis, aux termes de l'article 25 du traité, les commissaires de la Prusse et de l'Autriche devaient se réunir en 1860, pour négocier l'union douanière des deux puissances et des États qui, à cette époque, feraient partie de leur système douanier; ou, si cette union ne pouvait se réaliser, pour négocier des facilités commerciales plus étendues que celles réciproquement accordées par le traité du 19 février 1853, lequel, conclu pour un terme de douze années, prenait fin, comme les traités constitutifs du Zollverein, au 31 décembre 1865.

Les commissaires prussiens et autrichiens ne se réunissent pas en 1860 pour préparer l'union douanière de toute l'Allemagne; mais cette année-là, la Prusse se met à négocier le traité de commerce avec la France, tant en son nom que pour le compte des États associés du Zollverein dont elle avait réclamé et obtenu l'assentiment.

Alors l'Autriche devient de plus en plus pressante; le 15 septembre 1861, elle réclame vivement la réunion des commissaires et l'exécution de l'article 25 du traité austro-prussien. Le cabinet de Berlin lui fait une réponse dilatoire, et ne la lui fait que le 7 avril 1862, après avoir parafé, le 27 mars précédent, le protocole qui engageait la Prusse et le Zollverein envers la France. On proteste à Vienne le 8 mai; mais à Berlin on se borne à répliquer le 5 juillet que « les raisons sont épuisées de part et d'autre. » Le 10 juil-

let, trop tard, le Habsbourg prend un parti énergique : il envoie à tous les gouvernements d'Allemagne le projet d'une nouvelle union douanière entre l'Autriche et le Zollverein. A cette attaque, le Hohenzollern répond en signant le 2 août le traité de commerce avec la France.

Ce traité, la Prusse ne le signait, il est vrai, que pour son compte propre, l'adhésion des États du Zollverein demeurait réservée; mais la Prusse les ayant menacés de se retirer de l'association douanière si son œuvre n'était pas unanimement acceptée, il leur fallut bien céder à cette menace, car il eût été impossible aux États du Zollverein de soutenir la concurrence sous le régime des nouveaux tarifs franco-prussiens. Le 16 mai 1865, le Zollverein renouvelle son contrat jusqu'au 31 décembre 1877, et, cette fois encore comme toujours, l'Autriche en est exclue par la Prusse.

Le traité franco-prussien du 2 août 1862 est ainsi devenu le premier Sadowa de l'Autriche, puisque cette puissance se vit expulsée de l'Allemagne unifiée sous le rapport économique et douanier.

CHAPITRE IV

La question des duchés de l'Elbe. — Le Schleswig-Holstein et la couronne de Danemark. — Le Lauenbourg. — Le conflit dano-allemand de 1816 à 1848. — Les premières invasions austro-prussiennes en 1848 et en 1850. — La querelle de 1854 à 1863. — La question de succession et le traité de Londres. — Les prétendants ; les légistes de la couronne de Prusse et le droit de conquête.

En 1866, avant le drame, l'Europe eut la comédie. Celle-ci se joua à Berlin, à Vienne, à Dresde, à Florence et à Paris, mais surtout à Francfort, siége de la Confédération germanique. Il y eut aussi un long prologue où le sang est mêlé aux jongleries diplomatiques : la question des duchés de l'Elbe.

Jusqu'ici je me suis appliqué à indiquer l'action, à désigner les acteurs et à éclairer le théâtre. Maintenant le rideau se lève sur le prologue.

Si j'étais un républicain allemand et que je voulusse dégoûter ma nation de ses princes plus ou moins absolus, de ses diplomates plus ou moins retors et cyniques, je lui mettrais sans cesse devant les yeux le ridicule le disputant à l'odieux dans ce triomphe du machiavélisme complice de la conquête. Jamais la vérité n'a été insultée, la justice méprisée, la conscience bafouée, la fraude enfin élevée au pinacle et couronnée par le succès comme dans cette affaire du Schleswig-Holstein. En juin 1866, je suis allé dans le Holstein, et bien souvent depuis lors je me suis demandé par

quelle ironie de la destinée ce peuple inoffensif, qui n'aspirait qu'à vivre ignoré et tranquille, a fait répandre des flots de sang et mettre le feu aux quatre coins de l'Allemagne.

Le duché de Schleswig ne faisait point partie du vieil empire d'Allemagne. A une époque reculée, le margraviat de Schleswig, c'est-à-dire la contrée située entre l'Eider, la Treene, la Schlei, appartenait à cet empire; mais déjà en l'an 1026, sous Conrad III, il en fut séparé pour être réuni au reste du duché.

D'autre part, l'histoire constate la séparation du Schleswig et des autres pays sur lesquels le fondateur de la monarchie danoise, Gorm le Vieux, établit de 893 à 935 son autorité souveraine. Depuis le commencement du douzième siècle, le duché de Schleswig apparaît comme un fief héréditaire de la couronne de Danemark; ce sont les princes cadets de la maison royale qui en sont investis.

En 1326, la constitution de Waldemar porte que le duché de Schleswig ne devra pas être incorporé au royaume de Danemark; mais nous sommes ici en pleine époque féodale, et c'est surtout la noblesse allemande qui est nombreuse dans le duché. En 1375, à l'extinction des ducs de Schleswig, les comtes de Holstein prennent possession de leur domaine, et la reine Marguerite de Danemark leur en accorde l'investiture. En 1460, les états de Schleswig-Holstein élisent pour leur suzerain, Christian Ier, roi de Danemark, de Suède et de Norvége, neveu par sa mère du dernier duc de Schleswig-Holstein, Adolphe VIII, mort sans héritiers directs en 1454. Pour remplir les conditions de son élection, Christian Ier reconnait par une patente l'auto-

nomie du Schleswig-Holstein vis-à-vis du Danemark. Cette patente porte : « Les ci-dessous (prélats, nobles, etc.) nous ont reconnu pour leur suzerain, et nous ont prêté serment, non comme au roi de Danemark, mais comme au maître des deux pays susdits, » le Schleswig et le Holstein. En outre, l'union existant à cette époque entre le duché et le comté fut confirmée : non-seulement ils devaient « rester ensemble toujours sans être séparés, » mais il y eut aussi une constitution et une diète communes aux deux pays. Cette autonomie et cette union du Schleswig-Holstein ont existé sans interruption durant quatre siècles, depuis 1460 jusqu'en 1848. Cependant par une de ces anomalies qui abondent à l'époque féodale, tandis que le Schleswig est désigné dans les actes des rois de Danemark comme duché souverain, le comté de Holstein faisait partie du vieil empire d'Allemagne ; après 1815, il forma un des trente-huit États de la Confédération germanique. Quant au duché de Lauenbourg, il fut cédé à Frédéric VI, roi de Danemark, en 1816 ; mais il conserva sa constitution, sa législation et son administration spéciales ; il entra seulement dans une sorte d'union avec le Schleswig-Holstein par une cour d'appel commune, et avec le Holstein par l'obligation commune d'un contingent militaire pour la Confédération.

Ainsi, depuis 1816 jusqu'au traité de Vienne du 30 octobre 1864, la monarchie danoise se composa des trois pays suivants, séparés entre eux par le droit d'État : le royaume proprement dit de Danemark, le Schleswig-Holstein et le Lauenbourg.

Comment la Prusse et l'Autriche en sont-elles venues à arracher à la couronne danoise ses beaux fleu-

rons du Scheswig-Holstein et du Lauenbourg? Comment le Hohenzollern et le Habsbourg ont-ils pu se conduire impunément, sous les yeux de l'Europe, comme des détrousseurs de grand chemin, se ruant sur le voyageur isolé, le saisissant à la gorge, s'emparant d'abord ensemble de sa bourse et de son manteau, puis se partageant le butin pour en arriver enfin à se le disputer dans une lutte furieuse? Comment la nation germanique ne s'est-elle pas révoltée contre un attentat aussi odieux, alors surtout qu'à Berlin et à Vienne on osait le commettre en son nom? Comment enfin la France a-t-elle pu rester sourde aux cris de la victime, son vieux et fidèle allié, le Danemark? Ces faits appartiennent à l'histoire, et je n'en dois rappeler ici que ce qui tient étroitement à la grande crise de 1866, ou ce qui éclaire d'un jour très-vif la vie politique en Prusse et en Allemagne.

De 1816 à 1848, ce sont des querelles incessantes entre le Schleswig-Holstein et la couronne de Danemarck. Celle-ci s'efforce de séparer le Schleswig du Holstein et d'incorporer le premier de ces deux pays avec l'État danois. Le Schleswig-Holstein maintient opiniâtrément l'union quatre fois séculaire, et affirme avec une persévérante énergie son autonomie souveraine.

On prévoyait dès lors à Copenhague que cet antagonisme de jour en jour croissant entre l'élément allemand et l'élément danois aboutirait à quelque catastrophe également fatale à tous deux. A la suite des vains efforts de Frédéric VI pour écarter le conflit au moyen de la constitution de 1834, son successeur, Christian VIII, voulut tenter de fonder un État uni-

taire danois sur une constitution commune à toute la monarchie. Il fit connaître ses intentions par lettre royale du 8 juillet 1846. Les Allemands du Schleswig et du Holstein protestèrent que c'étaient là des pays autonomes, souverains et de plus inséparablement unis.

En même temps que Christian VIII s'efforçait inutilement de réaliser son projet de fusion entre toutes les parties de la monarchie danoise, il se formait à Copenhague un parti affirmant hautement la nécessité de séparer le Schleswig et le Holstein, d'incorporer le premier au Danemark et de reconnaître au second une complète autonomie. Son but était d'assigner de la sorte aux deux nationalités, la danoise et l'allemande, une frontière précise et définitive, l'Eider qui coule entre les deux provinces. Le parti des Danois de l'Eider se résignait à abandonner à l'Allemagne le Holstein qui d'ailleurs, depuis 1815, faisait partie de la Confédération germanique; mais il se montrait fermement résolu à défendre contre la politique envahissante des Allemands le Schleswig, où les Danois, les Angles et les Frisons se trouvaient mêlés avec eux. Ce duché n'avait jamais appartenu à l'Allemagne, la partie septentrionale en est essentiellement danoise, et de plus il suffisait d'un simple coup d'œil jeté sur une carte pour se convaincre que le Danemark n'aurait plus qu'une existence précaire en terre ferme, si l'Allemagne parvenait à lui enlever le Jutland méridional. Malheureusement ce parti ardemment patriote montra plus de passion que de prudence. Il força le gouvernement à envoyer dans le Schleswig des pasteurs, des instituteurs et des fonctionnaires danois pour y faire de la propagande danoise ; elle y

fut poussée jusqu'à la contrainte, jusqu'à la persécution. C'est que derrière les résistances du Schleswig-Holstein on voyait grandir les convoitises allemandes, et ce péril toujours croissant exaspérait à Copenhague le patriotisme en alarmes.

Ainsi, lorsque éclata en France la révolution du 24 février, le parti démocratique ou des Danois de l'Eider voulut poursuivre par la voie révolutionnaire la réalisation de ses projets sur le Schleswig. Des affiches placardées dans les rues de Copenhague proclamèrent comme l'expression de la volonté du peuple souverain, la séparation du Schleswig et du Holstein, et l'incorporation du Schleswig avec le Danemark. Par une pétition que quinze mille citoyens allèrent porter au palais, les Danois de l'Eider contraignirent le roi à choisir ses ministres parmi les chefs du parti. Le nouveau cabinet supprima non-seulement la constitution du Danemark, mais aussi les lois particulières au Schleswig-Holstein; il décréta la séparation et l'incorporation du Schleswig et il fit des préparatifs de guerre afin d'exécuter ces décrets par la force des armes. Ces funestes violences eurent pour effet de soulever la population allemande et de faire réussir les projets de ses meneurs. C'est en vain qu'on essaya d'éloigner les Allemands du Holstein de leurs frères du Schleswig par la promesse d'une constitution libérale et même d'une complète autonomie. Les uns et les autres coururent aux armes.

L'emportement des Danois de l'Eider attira donc sur la monarchie danoise tous les malheurs de l'intervention germanique. Les patriotes d'Allemagne s'émurent; la diète de Francfort parla de maintenir les

droits du Holstein, membre de la Confédération. La Prusse, qui convoitait déjà le Schleswig-Holstein, surtout Rendsbourg, le port de Kiel et l'embouchure de l'Elbe, chargea le feld-maréchal Wrangel d'aller occuper les duchés. Elle n'avait pourtant reçu aucun mandat de la diète de Francfort; au point de vue du droit fédéral, comme au point de vue du droit divin qui régnait à Berlin, le roi de Prusse ne pouvait être pour le roi de Danemark qu'un allié contre des sujets rebelles et non pas un adversaire. Le gouvernement de Copenhague protesta à Berlin et à Francfort contre cette violation du droit des gens. On lui répondit que les forces prussiennes allaient rétablir l'ordre dans le Holstein, pays allemand et fédéral, ce qui n'empêcha pas les Prussiens d'attaquer les Danois le jour même de Pâques, ni l'Autriche et la Confédération d'accourir à la rescousse au mépris de tous les traités comme aussi de tous les droits.

Après l'armistice de Malmoë, signé le 26 août 1848, le vieux Wrangel, qui voulait absolument avoir conquis le Jutland, refusait de l'évacuer bien que l'ordre lui en eût été envoyé de Berlin.

Je n'ai pas à raconter ici cette invasion tudesque, cette guerre injuste de l'Allemagne contre le Danemark qui se prolongea jusqu'au 2 juillet 1850; mais il me fallait montrer comment à Berlin, à Vienne et à Francfort, on préludait alors aux ineffaçables prouesses de 1864. Encore un trait des plus édifiants pour les peuples : la paix conclue par le Danemark avec la Prusse et l'Allemagne, la lutte n'en continua pas moins acharnée entre les Danois et les insurgés du Schleswig-Holstein. Après le sanglant combat

d'Idstedt, la Prusse et l'Autriche rentrèrent dans les duchés avec cinquante mille hommes, non pas pour secourir leurs frères allemands, mais pour replacer des sujets rebelles sous l'autorité du souverain légitime!

La Révolution, qui avait fait alors son tour d'Allemagne, ne laissait aux princes encore pâles d'épouvante d'autre envie que celle de restaurer au plus vite, par la force des armes, partout et même dans le Schleswig-Holstein, le droit divin. Et le roi Frédéric VII ayant accordé au Danemark une constitution très-libérale dont la base était le suffrage universel, les cabinets de Berlin et de Vienne l'invitèrent, par une note du 26 décembre 1851, à ne la point introduire dans les duchés. Ce libéralisme, d'un mauvais exemple, n'était point de leur goût; et puis ils voulaient préparer pour l'avenir l'annexion des duchés à l'Allemagne en séparant définitivement du Danemark le Schleswig comme le Holstein au moyen de constitutions spéciales à chacune des deux provinces et qui furent en effet imposées à Copenhague en 1852.

Ainsi la Prusse et l'Autriche abandonnaient elles-mêmes cette fameuse union des duchés qui avait été le grand cheval de bataille des meneurs allemands et leur principal argument contre l'incorporation du Schleswig au Danemark. Le 24 juillet 1852, la diète germanique approuva les arrangements austro-prussiens et déclara en outre « non-justifiée la résistance armée des duchés. » En vertu de ces conventions, il ne devait pas y avoir moins de quatre États autonomes et souverains dans la petite monarchie danoise : le

royaume de Danemark, le duché de Schleswig, le duché de Holstein et le duché de Lauenbourg. Or, ces quatre États se trouvant liés ensemble par des rapports constants et par des obligations réciproques, il fallait bien pourtant régler les droits et les devoirs généraux et assurer l'intégrité de la monarchie au moyen d'une constitution pour les affaires communes. On s'efforça à Copenhague de résoudre ce difficile problème par la charte du 11 juin 1854.

Immédiatement le conflit dano-allemand recommence. Les députés allemands protestent au sein du parlement danois. La Prusse et l'Autriche prennent fait et cause pour eux. C'est une véritable bataille de notes et de contre-notes entre Berlin, Vienne et Copenhague, jusqu'à ce que les deux grandes puissances allemandes, en août 1857, répondent à une circulaire danoise adressée aux puissances, en invitant la diète germanique à intervenir dans ce nouveau conflit.

La diète se rendit à leur invitation en déférant l'affaire à une commission de sept membres. Les Allemands prétendirent que la compétence de la Confédération s'étendait maintenant aussi au Schleswig, puisque, disaient-ils, les engagements du Danemark envers la Prusse et l'Autriche, concernant ce duché, avaient été sanctionnés par la diète de Francfort. Les 11 et 25 février 1858, la sérénissime assemblée déclarait fondées les réclamations du Holstein et du Lauenbourg, appuyées par les cabinets de Berlin et de Vienne. En conséquence, elle invitait le cabinet de Copenhague à établir dans les duchés un état de choses conforme aux lois de la

Confédération ainsi qu'aux stipulations austro-prussiennes de 1851 et 1852.

Cette méchante querelle continua sans interruption jusqu'au 3 septembre 1863.

A cette date, le cabinet de Copenhague disait dans une circulaire adressée à ses agents à l'étranger : « Une crise paraît imminente, mais le gouvernement du roi ne la craint pas ; car, d'un côté, nous avons la conscience d'avoir fait tout ce qui dépendait de nous pour l'écarter ; de l'autre, il est évident que, des longues négociations et des nombreuses phases qu'a traversées la question, nous avons tiré au moins cet avantage que le véritable fond s'est enfin peu à peu dégagé des nuages qui empêchaient l'Europe de voir *de quel genre d'aspiration il s'agissait réellement de la part de l'Allemagne.* » En effet, ce genre d'aspiration, c'était la conquête recouverte d'un vernis patriotique et masquée par la revendication du droit. Il y avait là, tant de la part des deux grandes puissances allemandes que de celle de la Confédération germanique tout entière, une telle persévérance dans le parti pris et la mauvaise foi, qu'il faut supposer que si l'Europe n'a pas vu alors ce qui se préparait, c'est qu'elle n'a pas voulu le voir. En face des exigences fédérales, il ne restait au Danemark d'autre alternative que de recommencer la guerre, ou bien d'abdiquer sa nationalité pour suivre le sort des duchés de l'Elbe en se faisant Allemand lui-même. Le 20 septembre 1863, le roi Frédéric VII déclarait au rigsraad danois qu'il ne voulait pas encore « renoncer à l'espoir d'arriver à une entente. » Mais, ajoutait-il, si pourtant cet espoir ne venait point à se réaliser, « il

sera évident alors à tous les yeux que ce n'est point le droit fédéral de nos territoires allemands fédéraux qui est en jeu, mais bien l'indépendance de nos États danois. Or, cette indépendance, nous sommes fermement résolu à la maintenir contre toute attaque, et *nous sommes convaincu que nous ne serons pas seul dans cette défense.* » Le roi faisait allusion au Schleswig, et il comptait sur la France et sur l'Angleterre. On verra tout à l'heure combien Frédéric VII se faisait illusion.

Le 1er octobre, la diète de Francfort décida que le gouvernement royal danois n'ayant pas rempli ses obligations fédérales relatives aux affaires constitutionnelles du Holstein et du Lauenbourg, le mandat d'exécution serait donné aux gouvernements d'Autriche, de Prusse, de Saxe et de Hanovre; que les gouvernements de Saxe et de Hanovre seraient invités à nommer deux commissaires civils qui, le cas échéant, prendraient en main l'administration des duchés de Holstein et de Lauenbourg; qu'ils seraient également invités à adjoindre aux commissaires civils un corps de troupes de six mille hommes environ; qu'enfin les gouvernements d'Autriche et de Prusse seraient conviés en même temps à tenir prêtes des forces supérieures destinées à soutenir le corps saxon-hanovrien au cas d'une résistance de fait contre les mesures d'exécution fédérale.

A cette provocation aussi impudente que brutale, le cabinet de Copenhague répondit le 29 octobre avec le calme du bon droit : « Le gouvernement royal est disposé à venir au-devant des désirs de la Confédération sur tous les points au sujet desquels l'auto-

nomie et l'égalité des droits, demandées pour les pays confédérés, pourraient être considérées comme n'étant pas encore suffisamment assurées. D'autre part, il est tout aussi certain que ce que la Confédération cherche à obtenir ne pourrait, en aucun cas, être obtenu dans les duchés de Holstein et de Lauenbourg au moyen d'une exécution. »

Le roi Frédéric VII meurt le 15 novembre 1863 sans laisser d'héritiers directs, et c'est ici qu'à l'odieux va se mêler le ridicule. Je n'ai point encore touché la fameuse question de la succession agnatique et cognatique qui a si profondément agité les duchés de l'Elbe et toute l'Allemagne. Pour nous qui, en France, lorsque la succession de la souveraineté est ouverte dans un pays, ne reconnaissons d'autre héritier légitime que le peuple lui-même, nous ne pouvons que nous émerveiller de cette grande et solennelle dispute des Allemands argumentant sur la succession agnatique et cognatique de façon à épuiser la patience bénédictine.

Le 8 mai 1852, les plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie, de la Suède et de la Norvége, réunis au plénipotentiaire du Danemark dans la première conférence de Londres, avaient réglé la question de succession pour la monarchie danoise. Les « hautes parties contractantes » avaient décidé qu'à la mort du roi Frédéric VII, qui n'avait point d'héritiers directs, elles reconnaîtraient au prince Christian de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg « le droit de succéder à la totalité des États actuellement réunis sous le sceptre de Sa Majesté le roi de Danemark. » Elles avaient solennellement reconnu, en outre, « comme

permanent le principe de l'intégrité de la monarchie danoise. » Quand Christian IX succéda à Frédéric VII, le 16 novembre 1863, il était donc déjà reconnu par la Prusse et par l'Autriche, depuis le 8 mai 1852, comme souverain légitime non-seulement du royaume de Danemark, mais aussi des duchés de Schleswig-Holstein et Lauenbourg. Tous les souverains de l'Europe, auxquels on avait demandé en 1852 d'accéder au traité de Londres, s'empressèrent de reconnaître le nouveau souverain danois; mais en Allemagne, où la diète de Francfort venait de menacer son prédécesseur d'une exécution fédérale dans le Holstein et le Lauenbourg, on vit sortir de dessous terre tout un essaim de prétendants.

Saluons d'abord monseigneur le prince héréditaire Frédéric d'Augustenbourg, héritier de Norvége, duc de Schleswig-Holstein, de Stormarn et de Dithmarsch, d'Oldenbourg, etc., celui que l'empereur des Français appelait « mon cousin[1], » tandis que les Gaulois du Rhin ajoutaient devant moi, en mai 1866, à tous ses titres celui-ci : « la poupée nationale. » Le 16 novembre 1863, le jour même de l'avénement de Christian IX, ce prétendant très-convaincu annonça de son côté aux Schleswigeois, aux Holsteinois et aux Lauenbourgeois qu'il allait régner sur eux. « Je déclare par la présente, leur disait-il, que, comme aîné de la seconde branche d'Oldenbourg, je prends le gouvernement du Schleswig-Holstein, en assumant les droits et les devoirs que la Providence a conférés à notre maison et à moi le pre-

[1] Lettre de Compiègne, du 10 décembre 1863.

mier, » Or, pour ceux qui ont la foi dynastique et qui croient fermement que la Providence confère des droits aux maisons régnantes, je rappellerai ici que, le 10 décembre 1852, le grand-duc d'Oldenbourg s'était, en accédant au traité de Londres, « désisté pour lui et ses descendants de ses droits éventuels de succession. » Il est vrai de dire que monseigneur le prince Frédéric n'invoquait que les droits de la seconde branche ! mais ceux-là non plus ne pesaient pas d'un grand poids dans la balance de justice; car la maison de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Augustenbourg avait, par les actes des 3 septembre 1731, 28 mai 1786 et 30 décembre 1852, renoncé à toute prétention contraire à la loi de succession établie dans la monarchie danoise; elle s'était engagée à se comporter « *secundum tenorem legis regiæ.* »

Par le dernier de ces actes, le duc Christian-Auguste, père du prétendant actuel, avait en outre pris cet engagement : « Nous faisons vœu et promettons, sur notre parole et notre honneur de duc, pour nous et notre famille, de ne rien entreprendre qui puisse troubler ou mettre en péril la tranquillité dans le royaume et pays de Votre Majesté, et aussi de ne nous opposer en aucune manière aux mesures prises ou à prendre par Votre Majesté relativement à l'ordre de succession pour tous les pays actuellement réunis sous son sceptre, ou à l'organisation éventuelle de la monarchie danoise. » Voilà ce qu'avait solennellement promis et juré le père de celui que Napoléon III appelait « mon cousin. » Et, en retour, il avait accepté du roi de Danemark « 1,500,000 doubles rix-

dalers, dont neuf pièces font un marc d'argent fin de Cologne, » versés par à-compte « de six en six mois, à la Saint-Jean et à la Saint-Nicolas, et cela pour la première fois à la Saint-Nicolas 1852. » Ce qui n'empêcha pas cet excellent prince et père de déclarer, le 16 novembre 1863, le jour de l'avénement *in partibus* de son fils, qu'il voulait « passer ses derniers jours dans son château de Primtenau, » et qu'en conséquence ces mêmes droits qu'il avait vendus en 1852, il les cédait de son vivant au prince héréditaire Frédéric, héritier de Norvége, etc. Celui-ci « justifia » ses droits dans un mémoire daté de Kiel, 23 août 1864, et qui restera comme un inimitable monument d'arguties agnatiques, cogniatiques et princières.

Parmi les autres prétendants, je n'en signalerai ici que deux. Ce fut d'abord le grand-duc d'Oldenbourg, le fils de celui-là même qui, en 1852, avait aussi renoncé au droit éventuel de succession dans les duchés de Schleswig-Holstein; encore une poupée allemande que M. de Bismarck eut la malice d'opposer un moment au prince Frédéric appuyé par l'Autriche et par la Saxe. Ce fut ensuite le roi de Prusse en personne. L'arbre généalogique de la maison de Brandebourg a des rameaux singulièrement élastiques, et on eut un moment l'idée à Berlin de les étendre jusqu'au Schleswig-Holstein. Tandis qu'à la chambre des députés, les unitaires, dans leur ardeur à démembrer la monarchie danoise au profit de l'Allemagne, condamnaient le traité de Londres qui en garantissait l'intégrité, le comte Schwerin voulait que « la chambre offrît à Sa Majesté tous les moyens nécessaires *pour faire valoir ses droits sur les duchés.* » Enfin M. de

Bismarck s'avisa de soumettre le cas aux légistes de la couronne. Ceux-ci ayant reconnu qu'aucun des prétendants n'avait de droits à la succession du Schleswig, du Holstein et du Lauenbourg, et que Christian IX était le seul héritier légitime, le premier ministre du roi Guillaume s'en tint à cette décision-là. De concert avec l'Autriche, sa complice et sa dupe, il n'invoqua plus d'autre droit que la conquête, et contraignit le Danemark à signer le traité de Vienne, du 30 octobre 1864. Mais comment ces choses inouïes s'accomplirent-elles? Encore une fois, comment la France et l'Europe les laissèrent-elles s'accomplir?

CHAPITRE V

La question des duchés de l'Elbe en 1863 et 1864. — Le démembrement de la monarchie danoise est résolu à Berlin. — La chambre des députés de Prusse et le droit divin. — L'Allemand voit l'ennemi au delà de chaque frontière. — Le procès intenté au Danemark par la Prusse, l'Autriche et la Confédération germanique. — Les prétendants mystifiés par M. de Bismarck. — La conquête du Schleswig-Holstein et du Lauenbourg. — Comment la France et l'Angleterre abandonnèrent le Danemark à sa mauvaise fortune.

J'ai montré la Confédération menaçant le Danemark d'une exécution fédérale au moment où mourait Frédéric VII. Dès son avénement, Christian IX promulgua une nouvelle « loi fondamentale pour les affaires générales du royaume de Danemark et du duché de Schleswig. » Afin de satisfaire autant que possible aux exigences de l'Allemagne et jusqu'à ce qu'un accord eût été établi, on séparait des autres pays de la monarchie danoise le Holstein et le Lauenbourg, pays allemands et fédéraux; on n'appliquait point à ceux-ci la loi pour les affaires communes; on laissait en outre au Schleswig son autonomie en se bornant à régler, par cette charte du 18 novembre 1863, les rapports généraux et les obligations réciproques du duché et du royaume.

La rupture de l'ancienne union du Schleswig et du Holstein était l'œuvre des deux grandes puissances allemandes elles-mêmes, et les arrangements de 1851 et de 1852 avaient été sanctionnés par la diète de

ces inconcevables démocrates : ils affirmaient aussi « que l'honneur et l'intérêt de l'Allemagne exigeaient » que le glorieux droit divin triomphât dans la personne du prince Frédéric, et que tous les États allemands « lui prêtassent une aide efficace *pour le recouvrement de ses droits.* » Est-ce que ceci se passait en l'an mil? Non, en 1863 ; et ces hommes-là s'imaginent avoir la notion exacte des principes et des devoirs que la société moderne impose à ceux qui la représentent dans un parlement! Ils se considèrent sincèrement, naïvement, comme la tête et le cœur de la démocratie allemande! Et faut-il donc s'étonner que cette même seconde chambre de Berlin qui, en 1863, confondait avec le droit divin du prince Frédéric d'Augustenbourg « l'honneur et l'intérêt de l'Allemagne, » pût en arriver, en 1866, jusqu'à acclamer l'annexion à la Prusse, par la conquête, non-seulement des duchés de l'Elbe, mais encore du Hanovre, du Nassau, de la Hesse électorale et de la ville libre de Francfort?

Dans l'intervalle, à ce qu'il semble, les parchemins de Sa Majesté augustenbourgeoise avaient perdu toute leur valeur aux yeux de MM. les députés de Berlin ; « l'honneur et l'intérêt de l'Allemagne » exigeaient maintenant que le Schleswig, le Holstein et le Lauenbourg, violemment arrachés à la monarchie danoise, fussent incorporés à la monarchie prussienne. N'est-ce pas là un trait qui peint vigoureusement les mœurs politiques d'outre-Rhin, et ne nous aide-t-il pas à comprendre bien des choses qui ont pu s'accomplir pendant et depuis 1866?

Plus ma sympathie est sincère et profonde pour ce

grand peuple d'Allemagne si intelligent, si laborieux, si patient, si ardemment dévoué à la science, si passionnément épris de sublimes chimères, plus je lui dois la vérité. Eh bien! chez ces Allemands qui sont la droiture même et dont la parole est d'or dans les rapports individuels, le sens moral disparaît et la conscience s'efface dans la vie politique et surtout dans les rapports internationaux. Vis-à-vis des autres peuples, ils perdent absolument la notion du juste et de l'injuste; ils la perdent même, et ils ne l'ont que trop fait voir en 1866, dans les rapports des groupes divers dont se compose la patrie allemande. Au delà de ses frontières, ils ne voient plus que l'ennemi.

Ils le voient, à certaines heures d'égarement, derrière chaque frontière intérieure.

Si haut que se soient élevés leurs philosophes, si profondément que leurs savants aient fouillé le sol de la science, les Allemands, ou du moins la plupart de ceux qui parlent et qui votent en leur nom dans les assemblées publiques, n'ont pas encore prouvé à la démocratie européenne qu'ils sentent battre dans leurs poitrines le grand cœur de l'humanité! Ni par leurs discours, ni par leurs actes, ils n'ont contribué jusqu'ici à faire prévaloir la loi de solidarité qui n'établit pas le droit de tel ou tel groupe national, mais celui de la famille humaine tout entière. Ils disent et répètent sans cesse : notre droit allemand, notre grande patrie allemande, mais ils ne disent pas, comme la Convention française : les droits de l'homme.

Et, ce qui est plus regrettable encore, ce qui constitue un danger permanent pour eux-mêmes comme

aussi pour la paix de l'Europe, c'est que, dans leur ambition de grandeur nationale, ils sont sans cesse portés à confondre sans le moindre scrupule ce qu'ils appellent le droit allemand avec ce qui leur paraît être l'intérêt allemand. Ainsi, le parlement national de 1848 ne fut-il pas sur le point de traiter la Vénétie jusqu'à la limite de l'Adige comme un appendice territorial de l'Allemagne? Ne repoussait-il pas opiniâtrément les efforts des députés du Trentin, qui voulaient séparer leur province italienne de la Confédération germanique? Le président de la chambre des députés de Prusse ne s'écriait-il pas, en 1867, que l'histoire avait passé à l'ordre du jour sur l'inexpiable attentat de 1772 contre la Pologne? Est-ce que dans les séances des 23 novembre et 1er décembre, le libéral M. Virchow n'invoquait pas comme un argument en faveur de l'invasion des duchés de l'Elbe que « le Schleswig avait de l'importance pour l'Allemagne, » et le libéral M. Twesten, pour justifier cette conquête, ne montrait-il pas « une armée française débarquant dans le Holstein, et de là se dirigeant sur Berlin? » Enfin est-ce qu'aujourd'hui la Prusse et l'Allemagne ne veulent pas garder Alsen et Duppel, qui sont exclusivement danois, parce que c'est là une position stratégique contre l'ennemi que les Allemands voient partout au delà de leurs frontières?

Qu'ils y prennent garde! Dans cet égoïsme patriotique, poussé jusqu'au mépris des droits et des devoirs internationaux, il y a pour eux, je le répète, plus d'un péril, et ce ne serait certes pas le moindre à mes yeux que le monde moderne pût en venir à

dire : la foi germanique, de même que l'antiquité disait : la foi punique.

Ce furent donc les libéraux unitaires de Berlin qui, à la fin de 1863, mirent M. de Bismarck en selle pour la conquête des duchés de l'Elbe, en attendant que M. de Bismarck, à son tour, mît en selle l'Allemagne tout entière pour le plus grand profit et la plus grande gloire de la maison de Hohenzollern, régnante par la grâce de Dieu. Bien que la question de la réforme fédérale et celle aussi du Zollverein et des traités commerciaux conclus par la Prusse avec la France eussent alors singulièrement refroidi déjà les relations entre Berlin et Vienne, l'Autriche se laissa pourtant entraîner dans la guerre contre le Danemark, ne voulant point que sa rivale fût seule à soutenir « la cause nationale. »

Le 21 novembre, les deux grandes puissances invitent la diète germanique à protester contre la nouvelle constitution promulguée à Copenhague le 18 du même mois, en affirmant sans vergogne que « le gouvernement royal de Danemark ne peut point restreindre les droits de la Confédération, lesquels s'opposent à l'incorporation du Schleswig. »

D'abord le Danemark n'incorporait point le Schleswig, et puis la Confédération n'avait aucune espèce de droits à exercer sur ce duché. C'était de leur autorité privée que les cabinets de Berlin et de Vienne plaçaient tout à coup le Schleswig sous la juridiction de la diète de Francfort, et l'envoyé danois était parfaitement fondé à faire cette déclaration : « En tant que les demandes de la haute diète germanique vis-à-vis du Danemark tendent à un but plus

étendu que celui d'assurer aux duchés de Holstein et de Lauenbourg une indépendance autonomique, *la question prend un caractère international...* » Elle prit en effet ce caractère, mais le Danemark n'en resta pas moins seul en face de toute l'Allemagne ameutée contre lui. Pourquoi? je le dirai. Montrons d'abord les conquérants à l'œuvre.

Le 7 décembre, à la demande de la Prusse et de l'Autriche, la diète décide que la menace du 1er octobre sera exécutée. Les contingents saxon et hanovrien envahissent le Holstein. Les commissaires fédéraux établissent leur résidence à Altona, et enjoignent « aux autorités et aux fonctionnaires des duchés de Holstein et de Lauenbourg de leur adresser désormais tous leurs rapports et communications. » Mais il n'est pas question du Schleswig. La sérénissime diète ne décrète pas d'exécution fédérale dans ce duché, qui ne fait point partie de la Confédération. Elle ne se reconnaît donc pas le droit de le faire occuper; et cependant ce n'est qu'à propos de ce duché, on vient de le voir à l'instant même, que l'exécution fédérale a été proposée à Berlin et à Vienne, puis résolue à Francfort. O foi punique!

Cependant les deux grandes puissances ne démasquent point encore leurs plans; elles affectent de vouloir remplir un rôle modérateur. Les petits rois ou ducs faisaient rage à Francfort contre le Danemark; ils exhumaient leurs parchemins; ils sommaient l'envoyé danois de se retirer de la diète, sous ce prétexte admirable que la Confédération germanique n'avait pas accédé au traité de Londres, et que dès lors, pour eux, Christian IX n'était pas le souverain légitime

des duchés de l'Elbe. M. de Bismarck et son compère de Vienne trouvaient bon de leur dire : « La Prusse et l'Autriche n'exigent pas de leurs confédérés qu'ils renoncent à leurs propres opinions sur la question de succession ; mais ce qui serait dangereux, ce serait que la Confédération, au lieu des garanties d'ordre et de paix que l'on attend d'elle, créât des périls et des éléments de discorde. Les deux grandes puissances allemandes ne peuvent, sous le nom d'occupation ou d'intervention, violer, les armes à la main, le traité de Londres, *aussi longtemps du moins qu'elles en reconnaissent la validité*[1]. »

Ainsi, à cette date, la Prusse et l'Autriche maintenaient le traité de Londres contre ces révolutionnaires couronnés ; c'est-à-dire qu'elles affirmaient la souveraineté légitime de Christian IX sur les duchés de l'Elbe, le principe de l'intégrité de la monarchie danoise, ainsi que « les droits et les obligations réciproques du roi de Danemark et de la Confédération germanique concernant les duchés de Holstein et de Lauenbourg » (art. 3). Mais le Schleswig, cet objet de si ardentes convoitises, le traité de Londres le protégeait encore contre M. de Bismarck et contre la diète de Francfort qui n'avait pas osé le faire occuper par les troupes fédérales. Il fallait pourtant trouver un motif quelconque pour mettre la main dessus sans faire crier au voleur ! par toute l'Europe. M. de Bismarck, qui a l'esprit très-inventif, ne fut pas embarrassé pour si peu.

On a vu que, le 21 novembre, il avait invité la séré-

[1] Note identique austro-prussienne du 5 décembre 1863.

nissime assemblée à protester contre l'application dans le Schleswig de la nouvelle constitution promulguée à Copenhague le 18 du même mois. Or, le 28 décembre la Prusse et l'Autriche présentent à la diète une nouvelle motion « relativement à la sauvegarde des droits qui appartiennent à la Confédération germanique touchant le Schleswig. » Quels droits? Ils sont et resteront éternellement inconnus. Si le Danemark ne consentait pas à retirer la loi fondamentale du 18 novembre, c'est-à-dire à abdiquer aux pieds de l'Allemagne, « la Confédération germanique, dans le sentiment de son droit et de sa dignité, serait obligée de prendre les mesures nécessaires pour se procurer, au moyen de l'occupation militaire du duché de Schleswig, *un gage* en vue de l'accomplissement de ses vœux légitimes. » Voilà ce qu'imagina M. de Bismarck.

Les poupées allemandes qui jusqu'alors avaient joué son jeu, prirent très-vivement l'alarme. Le prince Frédéric d'Augustenbourg se hâta d'annoncer, dans une proclamation du 31 décembre, qu'il avait pris en main le gouvernement des duchés et que « l'exécution fédérale qui, dès l'origine, n'était pas dirigée contre son gouvernement, était devenue maintenant sans objet. » Quel rire à Berlin et à Vienne, où l'on avait enfin jeté le masque! A Francfort, les petits rois ou ducs votèrent le 14 janvier 1864 contre la motion austro-prussienne; mais dans la même séance diétale, la Prusse et l'Autriche déclarèrent qu'elles sauvegarderaient les droits de la Confédération sur le Schleswig, malgré elle, en occupant militairement ce duché.

M. de Beust essaya de parer le coup en proposant « la participation de tous les corps fédéraux

à la défense de cette cause nationale. » Mais la diète devint alors la cour du roi Pétaud ; et pendant que les criailleries sérénissimes assourdissaient l'Europe, le feld-maréchal Wrangel, à la tête de « l'armée austro-prussienne du Schleswig Holstein, » envoyait le 30 janvier 1864 au lieutenant-général de Méja, commandant en chef de l'armée danoise, sommation d'évacuer le duché de Schleswig.

Je n'ai pas non plus à raconter ici cette deuxième guerre plus inique encore que la première et où la proportion des forces était de un contre trente; car deux millions de Danois se trouvaient aux prises avec soixante millions d'Allemands, de Hongrois, de Slaves et même d'Italiens. Mais que faisaient donc les signataires du traité de Londres devant cet écrasement d'un petit peuple héroïque par deux puissances militaires de premier ordre? Quant à la Russie, en réponse aux remontrances des puissances occidentales sur sa conduite criminelle en Pologne, elle venait de déclarer avec la dernière impudence qu'elle assumait devant l'Europe l'entière responsabilité de ses actes. L'héritier de Nicolas et de Catherine achevait de mettre une fois encore au tombeau une nation qui, égorgée tous les trente ans par le bourreau moscovite, ressuscite à chaque génération nouvelle, impérissable comme la justice. Un petit État envahi et démembré par la conquête, le faible égorgé par le fort, ce n'était pas là un spectacle à émouvoir le tzarisme mongolo-tartare; il y trouvait au contraire la *justification* de sa politique traditionnelle. D'ailleurs, la Russie était occupée à renverser ce qui restait encore debout de la grande Pologne ; ce royaume que les *partageux* couronnés de

1772, obéissant malgré eux à un sentiment de pudeur, avaient érigé en 1815 au congrès de Vienne, Alexandre II « le bien-intentionné » était résolu maintenant à le détruire aussi. Surpassant ses ancêtres fameux par leurs attentats de lèze-humanité, il voulait lui, à l'aide de l'expropriation forcée, de la déportation et du gibet, effacer jusqu'au nom même de la Pologne, de cette nation vieille de huit siècles. Et, puisque le roi Guillaume et l'empereur d'Autriche fermaient les yeux sur ses sinistres exploits, il était naturel, conforme à la morale princière que le tzar de toutes les Russies n'ouvrît point les siens sur leurs scandaleuses prouesses. Mais l'Angleterre et surtout la France!

Si l'alliance anglo-française n'était pas un vain mot, si ces deux puissances étaient réellement unies pour la défense du droit, nous ne verrions point se commettre des attentats dont l'Europe du dix-neuvième siècle aura à rougir devant l'histoire.

Le 28 décembre 1863, le cabinet de Saint-James adressa à la diète de Francfort une copie du traité de Londres. Il invitait en même temps la Confédération germanique à discuter dans une conférence européenne la question dano-allemande. Cette invitation fut également envoyée à la France. Le cabinet des Tuileries commença par la décliner.

Le 4 novembre de la même année, Napoléon III avait proposé à tous les princes de l'Europe le congrès de la paix où ils devaient se réunir, « sans systèmes préconçus, sans ambition exclusive, animés par la seule pensée d'établir un ordre de choses fondé désormais sur l'intérêt bien compris des souverains

et des peuples. » C'était là une conception grandiose ; mais, livrée à des souverains pour lesquels le droit des peuples n'existe pas et qui ne reconnaissent qu'un seul droit, le leur appuyé sur la conquête, elle n'était que chimérique. A Berlin, à Vienne et à Saint-Pétersbourg, on fit mine pourtant d'accueillir « en principe » l'invitation française. Mais, après l'intervention platonique de la France en Pologne, Napoléon III ayant déclaré le 5 novembre au sénat et au corps législatif que les traités de 1815 avaient cessé d'exister, ce projet d'un congrès de la paix eut en réalité pour effet immédiat de rapprocher les cours du Nord et de rétablir entre elles la triple alliance. Et lorsque ce pacte détestable eut été renoué contre la France, la Prusse et l'Autriche eurent l'audace d'envahir le Danemark. Quant à l'Angleterre, elle avait brutalement repoussé le projet de l'empereur des Français, en affirmant dans sa réponse du 12 novembre que « la majeure partie des stipulations des traités de 1815 n'ont nullement été ébranlées, et que c'est sur ces fondements que repose l'équilibre de l'Europe. » Voilà pourquoi la France, justement blessée d'un si mauvais procédé, répondit d'abord, elle aussi, par un refus à l'invitation anglaise au sujet d'une conférence. « Un congrès ayant à régler les intérêts les plus divers, déclarait M. Drouyn de Lhuys le 4 janvier 1864, eût offert des éléments de transaction qui feront nécessairement défaut si la délibération demeure circonscrite à un intérêt isolé. Guidés par cette considération, et ne voulant pas d'ailleurs prendre sous nos auspices une négociation dont nous serions obligés d'exclure plusieurs des puissances qui ont adhéré à l'idée d'un congrès, nous ne pou-

vions que décliner la proposition de réunir la conférence à Paris. »

Cependant tout le Schleswig avec Alsen et Duppel étant tombé au pouvoir de l'armée austro-prussienne, une trêve fut conclue et les plénipotentiaires des puissances signataires du traité de Londres se réunirent dans Downing-Street le 20 avril 1864. Le plénipotentiaire anglais développa de stériles arguments pour obtenir une transaction honorable en faveur du Danemark. Le plénipotentiaire français se borna à exprimer le vœu que les populations fussent consultées. Mais la Prusse et l'Autriche, qui tenaient leur proie, ne voulaient plus la lâcher. Alors l'Angleterre, abandonnant tout à coup elle-même le traité de Londres qui garantissait l'intégrité territoriale de la monarchie danoise, proposa la cession par le Danemark, non-seulement du Holstein et du Lauenbourg, mais encore de la partie méridionale du Schleswig, jusqu'à la Schlei et le Danewirke. La France appuya cette proposition, ne faisant pas moins bon marché que l'Angleterre du traité de Londres. A Berlin et à Vienne, c'était tout le Schleswig qu'on voulait avec Duppel et Alsen. Cette tentative échoua donc ; les plénipotentiaires se séparèrent sans avoir pu tomber d'accord sur rien. Les deux grandes puissances allemandes recommencèrent de plus belle à étrangler le Danemark.

Il parut alors un moment que l'Angleterre voulût tenter quelque chose de plus efficace pour défendre les intérêts danois, ou, pour parler plus exactement, les intérêts britanniques du côté de la Baltique ; il fut question « d'établir un accord entre la France et

l'Angleterre sur le tracé d'une frontière qu'elles soutiendraient comme un *ultimatum* [1]. » Le cabinet des Tuileries demanda au cabinet de Saint-James, si, devant l'éventualité d'une grande guerre, « l'Angleterre serait disposée à nous prêter un appui illimité? » Mise ainsi au pied du mur et contrainte à s'expliquer, l'Angleterre fit bien voir qu'elle n'avait en vue, pour sa part, qu'une simple démonstration maritime. La France indignement délaissée cette fois encore par son alliée britannique comme dans leur intervention diplomatique en Pologne, ne tomba point dans ce piége d'Albion. On fit cette réponse au cabinet de Saint-James : « Une démonstration maritime qui nous amènerait à tirer le canon, entraînerait pour nous la guerre sur terre comme sur mer. Nous ne serions pas libres, ainsi que l'Angleterre, de limiter nos opérations selon notre seule volonté... Avant le résultat regrettable qu'ont eu nos démarches communes dans l'affaire de Pologne, l'autorité des deux grandes puissances n'avait subi aucune atteinte ; elles pouvaient l'exposer sans hésitation. Mais aujourd'hui des paroles non suivies d'effet et des manifestations vaines seraient fatales à leur dignité. » En juillet **1864**, M. Drouyn de Lhuys disait à M. de Moltke-Hvitveld, ministre de Danemark à Paris : « L'attitude que l'Angleterre prend relativement à vous est tristement curieuse; elle vous accuse d'obstination et d'ingratitude. » Le **14** du même mois, le cabinet des Tuileries donnait au cabinet de Copenhague ce conseil : « dans la crise actuelle, il faut nécessairement que vous mettiez de côté

[1] Dépêche de M. Drouyn de Lhuys, du 10 juin 1864.

toute question d'amour-propre. Adressez-vous aussitôt que possible à l'Allemagne. » Epuisé par une lutte héroïque, le Danemark s'y résigna.

Le 30 octobre 1864 fut signé le traité de Vienne par lequel le roi de Danemark renonçait à tous ses droits sur les duchés de Schleswig, Holstein et Lauenbourg en faveur du roi de Prusse et de l'empereur d'Autriche « en s'engageant (art. 3) à reconnaître les dispositions que Leurs dites Majestés prendront à l'égard de ces duchés. » Le tour était joué. Voilà le prologue ; voyons maintenant la comédie.

CHAPITRE VI

La question des duchés de l'Elbe. — Le traité de Vienne. — M. de Bismarck renvoie la diète germanique à ses protocoles et le prince d'Augustenbourg à ses parchemins. — La motion de la Bavière, de la Saxe royale et de la Hesse-Darmstadt. — Le pacte de conquête est rompu entre Berlin et Vienne. — La dépêche prussienne du 25 février. — L'Autriche ouvre un moment les yeux sur les projets de la Prusse. — M. de Bismarck lui remet son bandeau : la convention de Gastein. — S. M. Augustenbourgeoise et M. le président. — Protestation de la France et de l'Angleterre. — La conquête des duchés de l'Elbe et l'opinion publique en Allemagne. — Le piége de M. de Bismarck, et comment l'Autriche s'y laissa prendre.

Les légistes de la couronne avaient décidé que Christian IX était le seul héritier légitime des duchés de l'Elbe; et M. de Bismarck, ainsi que je l'ai dit, s'en tint à cette décision-là qui donnait « une base légale » au traité de Vienne. Le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche devenaient ainsi les co-propriétaires du Schleswig-Holstein et du Lauenbourg. Ils s'étaient réservé la faculté de disposer au gré de leur fantaisie de ces acquisitions territoriales. Les populations n'avaient pas été consultées; et, pas plus à Vienne qu'à Berlin, il n'était question de leur demander leur avis. Elles avaient totalement perdu leur autonomie, leur indépendance; mais en revanche elles avaient maintenant le bonheur d'appartenir à deux maîtres et à deux armées d'occupation.

Ce traité léonin où le conquérant austro-prussien ne s'attribuait pas seulement la plus grosse part de

la proie, mais la proie tout entière, provoqua dans la diète de Francfort une explosion de récriminations impuissantes. Ces bons petits princes crièrent comme si c'était eux qu'on dépouillait. M. de Bismarck renvoya la sérénissime diète à ses protocoles, et toutes les poupées allemandes à leurs jouets de parchemin ; de concert avec l'Autriche, sa complice et sa dupe, il chassa du Holstein les commissaires ainsi que les contingents fédéraux de la Saxe et du Hanovre ; il laissa crier le Saxon de Beust, le Bavarois de Pfordten, le Wurtembourgeois de Varnbüler, et avec eux tous les diplomates mystifiés de la Confédération germanique.

Déjà le 13 février 1864, quand les Prussiens et les Autrichiens avaient envahi le Holstein, alors occupé par le corps fédéral saxo-hanovrien, M. de Beust avait protesté contre cette mesure prise contrairement à « une promesse solennelle et sans l'assentiment de la diète fédérale. » Le maréchal Wrangel, commandant en chef de l'armée austro-prussienne, n'en avait pas moins occupé Altona, Kiel et Neumunster. En outre, la Prusse et l'Autriche avaient présenté le 12 mars, à la diète, une motion tendant à ce que « le commandement général des troupes d'exécution réunies dans le Holstein passât au commandant en chef des troupes autrichiennes et prussiennes.» La prétendue exécution fédérale terminée par la conquête dans les duchés de l'Elbe, M. de Bismarck invita gracieusement la Saxe royale et le Hanovre à rappeler leurs commissaires civils et à retirer leurs troupes du Holstein. Dans une note identique du 27 novembre 1864, il s'attachait à leur prouver, quel-

ques jours après la signature du traité de Vienne, que « la procédure d'exécution devait être considérée comme accomplie suivant les prescriptions; » en d'autres termes, que la Confédération germanique n'avait plus rien à faire ni la sérénissime diète plus rien à dire à propos d'une proie sur laquelle le sire lion avait posé sa griffe.

Cependant la Saxe et d'autres petits États ayant osé demander que l'occupation fédérale fût maintenue et même renforcée dans le Holstein et le Lauenbourg, la Prusse et l'Autriche sommèrent, le 1er décembre, la Confédération d'évacuer les pays conquis par elles. On obéit. M. de Bismarck prenait alors déjà le ton de la menace. Le 13 décembre 1864, il disait à la Bavière qu'un gouvernement, « qui attache du prix aux avantages et à la sûreté que lui donne le maintien de la Confédération, devrait se garder avec soin de toute transgression de compétence qui peut déchirer le lien commun. Nous ne sommes pas disposés, ajoutait-il, à laisser porter atteinte à notre indépendance politique au delà de la mesure de nos obligations fédérales prouvées. » Et il se montrait résolu à « faire de la liberté d'action qui serait résultée pour la Prusse de la violation des traités, l'usage le plus complet en vue de sauvegarder ses droits. »

Pendant six mois, les petites cours allemandes continuèrent à protester, mais en catimini. Le premier ministre du roi Guillaume donnait la chair de poule à toutes ces Majestés. Elles auraient bien voulu, mais elles n'osaient lui résister en face. Il avait eu l'habileté singulière de faire jouer son jeu à l'Autriche, et l'Allemagne dynastique se voyait à la fois mystifiée

et impuissante. M. de Bismarck, qui, en 1863 et en 1864, affirmait « les droits » de la Confédération sur le Schleswig comme sur le Holstein et le Lauenbourg, les niait maintenant avec la même assurance. « La Confédération germanique, écrivait-il le 22 février 1865 à M. de Werther, ministre de Prusse à Vienne, ne peut étendre sa protection au duché de Schleswig qui ne lui appartient pas. » Et ce n'était pourtant qu'à propos du Schleswig et de la constitution danoise du 18 novembre 1863, introduite dans ce duché, que l'exécution fédérale avait été demandée par la Prusse et par l'Autriche, puis résolue par la diète de Francfort. L'armée austro-prussienne n'avait envahi le Schleswig que parce que les deux grandes puissances allemandes n'avaient pas cru « pouvoir se soustraire à l'obligation de prendre en main propre la défense des droits » de la Confédération. Maintenant M. de Bismarck déclarait nettement que la diète de Francfort n'était « pas compétente. » Selon lui, « l'Autriche, la Prusse et la Confédération pouvaient bien être considérées comme les organes appelés à examiner, mais non à trancher la question. *La décision appartient plutôt exclusivement à l'Autriche et à la Prusse.* » Il soulignait de sa propre main ces mots dans la dépêche prussienne du 24 mars 1865.

Les petits princes allemands, ayant perdu toutes leurs illusions à l'endroit de la politique austro-prussienne, firent cependant, le 25 du même mois, une suprême tentative en faveur du soi-disant héritier légitime, le prince d'Augustenbourg. La Bavière, la Saxe royale et la Hesse-Darmstadt présentèrent à la

diète une motion tendant « à ce qu'il plût aux très-hauts gouvernements d'Autriche et de Prusse » de remettre audit prince l'administration du Holstein et du Lauenbourg. A ce vœu si timide, où il n'était pas même fait mention du Schleswig, la Prusse répondit que le vote d'une pareille proposition « enlèverait le terrain à une entente désirable dans l'intérêt de toutes les parties. » Ce fut à ce moment-là aussi que M. de Bismarck tira de sa boîte la poupée prussienne, le grand-duc d'Oldenbourg; il l'opposa à la poupée allemande, le prince Frédéric, et pour qu'il ne manquât rien à ce coup de théâtre, il annonça qu'on avait l'intention à Berlin « de ne pas tarder plus longtemps à faire valoir les droits de la Prusse, soit en vertu de la cession du roi Christian IX, soit en vertu des anciens titres de la maison de Brandebourg. » La motion fut pourtant votée le 6 avril, et elle le fut grâce à l'adhésion de l'Autriche.

Le Danemark dépouillé, les prétendants éconduits, la Confédération bafouée, le moment était venu pour l'homme de Berlin de préparer les voies à l'accomplissement de ses grands projets contre l'Autriche elle-même. Pleine de présomption à l'endroit de sa propre force et de dédain pour celle de sa rivale, charmée jusqu'à l'aveuglement par cette facile conquête des duchés de l'Elbe, l'Autriche n'avait pas vu jusqu'alors que M. de Bismarck, — qu'on me passe cette expression un peu triviale, mais si vraie, — la menait par le bout du nez. Maintenant elle commençait à voir clair.

Le 25 février 1865, le cabinet de Berlin lui avait indiqué « les conditions auxquelles la Prusse consen-

tirait à la formation de l'État de Schleswig-Holstein. » Ces conditions n'allaient à rien moins qu'à faire des duchés de l'Elbe une annexe prussienne.

M. de Bismarck signalait la position géographique et la situation politique des duchés comme un danger pour toute l'Allemagne du Nord, et particulièrement pour la Prusse. « Ce danger, disait-il, ne pourra être évité que si les forces défensives et les institutions militaires existantes dans le Schleswig se trouvent dans un lien organique avec celles de la Prusse ; si ce duché forme, sous le rapport militaire, une partie intégrante de notre propre système de défense... » De la sûreté du Schleswig dépendait la sûreté du Holstein ; or, donner au Holstein une autre organisation militaire qu'au Schleswig, cela « conduirait à un affaiblissement de leur union politique et paralyserait l'intervention de la Prusse en temps de guerre. » Il fallait donc que ce duché fût traité comme l'autre.

Ce n'est pas tout : pour la marine de guerre des duchés, ajoutait M. de Bismarck, « on tend à la même fusion organique. » La formation d'une marine indépendante du Schleswig-Holstein serait « difficile à réaliser, » et ne pourrait être « utilisée au profit de la force maritime de l'Allemagne. » Ce n'est pas tout : M. de Bismarck ne mentionnait « qu'en passant » quelques acquisitions territoriales pour la Prusse, « calculées, au plus juste, suivant les exigences les plus pressantes des fortifications à élever dans le pays et les besoins de la marine prussienne. » Rien, ou presque rien : pour la protection du Schleswig du Nord, la ville de Sonder-

bourg avec le territoire environnant sur les deux côtés du détroit d'Alsen, puis Duppel, Kjaer, Rackeball, Burgmark, Uckbull, Zinkermark, Horrup, dans les parties de leurs territoires destinées à être fortifiées; pour la défense de Kiel, le fort de Frederichsort avec le territoire ambiant, particulièrement les localités de Holtenau, Stifi, Pries, Seckamps, Scheide, ainsi que l'espace réservé aux ouvrages militaires sur le côté occidental du port de Kiel. Ce n'est pas tout : la Prusse s'attribuait tous les droits sur le canal à ouvrir entre la Baltique et la mer du Nord; elle réclamait le terrain nécessaire pour élever des fortifications aux bouches du canal projeté. Sommes-nous au bout de ses exigences? Pas encore : Rendsbourg deviendrait une place fédérale, mais les Prussiens en formeraient la garnison. Est-ce tout? Non : les duchés entreraient avec tout leur territoire dans le système douanier prussien; l'administration des postes et des télégraphes serait confondue avec l'administration de ces mêmes services en Prusse; les droits et les obligations qui en résultent passeraient « pour toujours et d'une façon inaltérable au gouvernement prussien. »

M. de Bismarck ne demandait pas autre chose, et faisait ressortir lui-même à quel point il était modeste en ses prétentions. « L'indépendance intérieure du nouvel État et de son administration reste entière, » affirmait-il; quant aux cessions territoriales, elles n'apporteraient aucun accroissement notable à la Prusse, et pour le nouvel État « elles constituaient moins un sacrifice qu'une mesure d'utilité prise dans son propre intérêt. » Voilà ce que la Prusse disait à l'Autriche dans la dépêche du 25 février, où le Ho-

henzollern dissimulait sous les formes les plus captieuses du langage diplomatique son projet dès lors arrêté de prendre au Habsbourg sa part de conquête.

Mais, dans l'annexe jointe à cette dépêche, la vérité apparaissait tout entière : M. de Bismarck y demandait que le roi de Prusse fût « libre de » former en un corps d'armée particulier les troupes des duchés, ou bien de les confondre avec d'autres troupes, de leur assigner leurs quartiers, soit en Prusse, soit dans les duchés, de faire stationner des troupes prussiennes dans les duchés et d'en régler les rapports de garnison. Pour la marine, c'était en principe les mêmes conditions que pour l'armée. La flotte prussienne serait admise de droit à circuler librement dans toutes les eaux du Schleswig-Holstein et à stationner dans tous les ports. Les sujets schleswig-holsteinois entrant dans l'armée ou dans la flotte devraient « prêter serment au roi de Prusse. » Voilà comment on entendait à Berlin « l'indépendance intérieure du nouvel État. »

Cette fois on vit clair à Vienne dans le jeu de l'homme de Berlin, mais on s'obstinait à ne le point prendre au sérieux lui-même. On ne considéra donc cette fameuse dépêche du 25 février que comme une de ces extravagances par lesquelles le premier ministre du roi Guillaume aimait à se signaler, et qui faisaient alors sourire tous les grands diplomates de l'Europe. Le démon de l'orgueil montrait toujours à l'Autriche la Prusse signant sa déchéance à Olmütz.

Cependant l'Autriche vota, le 6 avril, la motion proposée à la diète de Francfort par la Bavière, la Saxe et la Hesse-Darmstadt en faveur du prince d'Augustenbourg. Et c'est ainsi que la poupée natio-

nale devint alors la poupée autrichienne. Le Habsbourg se déclara prêt à abandonner à ce prétendant les droits que le roi Christian IX lui avait cédés par le traité de Vienne, mais il le fit sous cette réserve : « L'Autriche ne renoncera pas à l'usage de son titre de possession avant qu'on soit arrivé à une solution qui réponde à ses propres convictions et aux intérêts de la Confédération germanique. »

Ce vote fédéral ne rapporta ni un sujet ni un écu au prince Frédéric, mais il montra le pacte de conquête rompu entre Vienne et Berlin. Jusqu'alors les deux grandes puissances allemandes s'étaient entendues pour agir de concert d'abord contre le Danemark, puis contre la Confédération ; à présent les deux larrons commençaient à se disputer entre eux au sujet de leurs rapines.

Les souverains régnant par la grâce de Dieu sur trois lieues carrées de pays, humiliés par M. de Bismarck et furieux de leur impuissance, se promirent une belle revanche. MM. de Beust, de Pfordten et de Varnbüler s'agitèrent considérablement. Au milieu de toutes ces allées et venues, de ces notes et contre-notes échangées par centaines, de ces mille intrigues de cour mort-nées, on lança de Berlin l'ordre de transférer de Dantzig à Kiel les établissements maritimes de la Prusse. Il n'y eut qu'un cri dans toute l'Allemagne. M. de Bismarck se boucha les oreilles et garda Kiel comme si ce port lui appartenait déjà définitivement. On put croire un moment que le Hohenzollern et le Habsbourg allaient en venir aux mains.

La Bavière, la Saxe royale et la Hesse-Darmstadt

insistèrent, le 27 juillet, auprès de la diète de Francfort sur l'urgence d'une solution définitive. Devant la sérénissime assemblée, il n'avait jamais été question que du droit de succession appuyé sur les parchemins féodaux; cette fois on parla « d'une représentation générale des duchés de Holstein et de Schleswig issue d'élections libres. » Pour renverser l'homme de Berlin, on ne reculait devant rien, pas même devant ce détestable principe de la souveraineté populaire. On était prêt à suivre l'Autriche dans toute démarche pour la revendication « des droits » de la Confédération, tour à tour si effrontément affirmés puis niés à Berlin. A ce moment-là aussi les populations du Schleswig-Holstein se signalaient par leur hostilité croissante contre la Prusse. L'opinion publique condamnait l'annexion des duchés manifestement projetée à Berlin. Dans cette capitale, le conflit était plus ardent que jamais entre le gouvernement et la chambre des députés. M. de Bismarck n'avait pas encore tiré de son arsenal politique son fameux parlement issu du suffrage universel. En un mot, à Vienne on n'avait pas eu depuis longtemps une si belle partie à jouer. Mais l'homme de Berlin n'était pas au bout de ses artifices. Le 14 août, ce fut un nouveau coup de théâtre : ce jour-là, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche signèrent la convention de Gastein « pour régler l'exercice et le partage des droits acquis en commun sur les duchés de l'Elbe. » Ainsi fut renoué le pacte de conquête.

Comment M. de Bismarck parvint-il à replacer le bandeau sur les yeux de l'Autriche au point de lui

faire signer un pareil acte, en vertu duquel les extravagances de la dépêche du 25 février passaient en grande partie à l'état de faits accomplis? C'est son secret.

La Prusse s'emparait du Schleswig et l'Autriche du Holstein; quant au Lauenbourg, le roi Guillaume l'achetait à l'empereur François-Joseph pour « 2 millions 500,000 rixdalers de Danemark, payables à Berlin en espèces sonnantes d'argent de Prusse. » En vérité, pas trop cher : environ 50 rixdalers par tête lauenbourgeoise. Plus tard, Kiel deviendrait un port fédéral et Rendsbourg une forteresse fédérale; mais en attendant, on convenait d'y mettre une flotte et une garnison austro-prussienne. Cependant la Prusse était autorisée « à construire les fortifications nécessaires à la défense vis-à-vis de la passe de Friedrichsort et à installer, sur la rive holsteinoise de la baie, des établissements maritimes appropriés aux nécessités du port de guerre. » Ces établissements devaient être « soumis au commandement de la Prusse. » Les troupes de marine et les équipages prussiens nécessaires à leur occupation, « pouvaient être logés à Kiel et dans les environs. » Enfin, la Prusse gardait deux routes militaires à travers le Holstein : l'une de Lubeck à Kiel, l'autre de Hambourg à Rendsbourg. Ainsi M. de Bismarck ne se bornait pas à prendre le Schleswig tout entier avec Duppel et Alsen, où l'Autriche ne pouvait envoyer ni un vaisseau ni un soldat, il faisait également main basse sur les positions stratégiques du Holstein; et on fermait là-dessus les yeux à Vienne. On lui accordait en outre tout ce qu'il demandait au sujet du canal à établir sur le territoire

du Holstein, « d'après les études techniques dirigées par le gouvernement royal. » Pour dissiper les méfiances autrichiennes, il avait eu soin de n'attribuer à la convention qu'un caractère provisoire, « jusqu'à ce qu'il fût pris *des arrangements ultérieurs* et sans préjudice *de la persistance des droits des deux puissances* sur la totalité des deux duchés. » Un trait d'ironie à ajouter à beaucoup d'autres : les seuls arrangements ultérieurs qu'on eût dès lors en vue, à Berlin, c'était la possession exclusive du Holstein comme du Schleswig et du Lauenbourg.

Les droits des prétendants, les droits de la Confédération germanique, le droit des populations, le seul véritable celui-là, on les faisait tomber au fond de la même oubliette ; on n'invoquait plus rien absolument que le traité du 30 octobre 1864, c'est-à-dire la conquête. Les syndics de la couronne de Prusse avaient décidé que les titres des divers prétendants ne valaient pas mieux les uns que les autres ; que le roi Christian IX était le seul héritier légitime des duchés de l'Elbe, et que celui-ci, ayant « par la paix de Vienne du 30 octobre 1864, transféré les droits qui lui revenaient sur les trois duchés aux couronnes de Prusse et d'Autriche, » il n'y avait que ce titre de valable en justice. M. de Bismarck lui-même n'eût pas pu imaginer une plus belle argumentation que celle de MM. les syndics de la couronne ; c'est au point qu'on serait tenté de croire qu'il la leur avait inspirée.

Dans l'intervalle de temps qui s'était écoulé entre le traité de Vienne et la convention de Gastein, Sa Majesté régnante *in partibus*, Frédéric d'Augusten-

bourg, avait continué à négocier avec « M. le président, » par l'entremise de « son représentant » à Berlin, M. Ahlefeld. Dans sa lettre du 25 mars 1865, il s'évertuait à convaincre M. le président qu'il n'était point du tout mêlé aux intrigues que les moyens et les petits États formaient contre la Prusse à Francfort. Il témoignait « de sa prévenance » et de « son empressement » à satisfaire la Prusse; il était prêt à signer avec M. le président « une convention formelle relativement aux rapports futurs des nouveaux duchés avec la Prusse. » Ce monarque en expectative tenait si furieusement déjà au trône où il se figurait être assis, qu'en échange d'un simulacre de cour, de sceptre et de couronne il livrait ses futurs sujets, pieds et poings liés, à la domination prussienne : « Si M. le président, écrivait-il à propos d'une convention à conclure, se montre disposé à entrer à ce sujet en négociation, il ne s'agirait plus que d'en établir les bases. » Il s'en tenait, quant à lui, à celles précédemment débattues dans des pourparlers où M. de Bismarck n'avait pas cessé un seul instant de se jouer du triste sire. « Mais si cependant, disait-il a M. Ahlefeld, *M. le président attachait quelque prix* à prendre pour point de départ les propositions faites à l'Autriche (celles de la fameuse dépêche prussienne du 25 février), *vous auriez à y consentir.* » Sa Majesté Augustenbourgeoise allait au-devant de toutes les exigences de M. le président, sans nul souci de sa propre dignité ni de l'indépendance du peuple sur lequel elle mettait sa gloire à régner. Elle n'élevait quelques objections timides qu'à propos du serment à prêter au roi de Prusse par les soldats schleswig-

holsteinois, la dislocation des troupes au delà des frontières en temps de paix, et la fusion complète de l'armée nationale dans l'armée prussienne. Voilà jusqu'où peut aller la platitude d'un prétendant qui aspire à s'affubler d'un manteau royal.

Quelques membres de la Confédération germanique, du moins, se comportèrent d'une façon plus honorable. On se rappelle que la Bavière, la Saxe royale et la Hesse-Darmstadt avaient insisté, le 27 juillet 1865, sur la nécessité d'une solution définitive. Le 24 août, la Prusse et l'Autriche annoncèrent à la diète de Francfort que, par la convention de Gastein, elles avaient « voulu obtenir une base pour les négociations ultérieures; » mais on lui faisait savoir en même temps que ces négociations se poursuivraient désormais, sans sa participation, entre les deux souverains qui exerçaient dans les duchés les droits acquis par le traité de Vienne. On mettait ainsi définitivement la Confédération à la porte du Holstein comme du Schleswig.

Et M. de Bismarck décochait ce trait à MM. de Beust et de Pfordten : « La haute assemblée fédérale se convaincra, par la teneur de la convention, que les gouvernements d'Autriche et de Prusse font de sérieux efforts pour amener une solution définitive de la question des duchés de l'Elbe. »

La Saxe royale, la Bavière et la Hesse-Darmstadt ripostèrent le 4 novembre, en invitant la diète à convoquer le plus tôt possible « une représentation du duché de Holstein, issue d'élections directes, pour coopérer à la solution des questions encore pendantes; et à agir en vue de l'admission du duché de Schleswig

dans la Confédération germanique. » Mais M. de Bismarck avait su lier les mains à l'Autriche par la convention de Gastein, et les princes tudesques recommençaient à pâlir et à trembler devant l'homme de Berlin. Ils n'osèrent point voter cette motion qui ressemblait trop à une bravade. Les trois États qui l'avaient présentée déclarèrent alors, le 7 novembre, que « si la majorité de la diète était d'avis de garder le silence vis-à-vis de cet état de choses, » ils se devaient à eux-mêmes de protester hautement « contre tout arrangement étranger » au droit fédéral. MM. de Beust et de Pfordten se tiraient ainsi honorablement d'un pas scabreux. Quant à M. de Bismarck, il se souciait bien vraiment de cette protestation, lui qui était déjà résolu à renverser de fond en comble la Confédération germanique.

Deux grandes puissances protestèrent tout aussi vainement : la France et l'Angleterre. Sur quel principe repose la combinaison austro-prussienne? s'écriait le 29 août, M. Drouyn de Lhuys dans un beau mais inutile mouvement d'indignation. Le cabinet des Tuileries regrettait de n'y trouver d'autre fondement que la force, d'autre justification que la convenance réciproque des deux co-partageants : « C'est là une pratique dont l'Europe actuelle était déshabituée, et il en faut chercher les précédents aux âges les plus funestes de l'histoire. La violence et la conquête pervertissent la notion du droit et la conscience des peuples. » Lord John Russell disait de son côté, le 14 septembre, que tous les droits anciens ou nouveaux, fondés sur les pactes solennels des souverains ou sur la claire expression de la volonté populaire, avaient été mis à

néant par la convention de Gastein : « La violence et la conquête sont la seule base sur laquelle les puissances partageantes fondent leur accord. »

Ce résultat si funeste, et qui replongeait en pleine barbarie l'Europe du dix-neuvième siècle, n'eût-il pas été plus rationnel de l'empêcher que d'en faire après coup un sujet de récriminations vaines? Devant la France et l'Angleterre étroitement unies, et se montrant résolues à appuyer au besoin par les armes leur politique commune et désintéressée, la Prusse et surtout l'Autriche eussent hésité à commettre un pareil attentat contre « les principes du droit public et du droit légitime que peut réclamer un peuple d'être entendu lorsqu'on dipose de sa destinée [1]. » Je n'ai pas à revenir sur les mesquines rivalités de cabinet qui contribuèrent à cet éclatant, mais inique succès de la politique prussienne.

De quel œil la nation germanique et les populations des duchés de l'Elbe virent-elles ce scandaleux triomphe de la fraude et de la violence? Au moment même où se signait le traité de Vienne qui consacrait la conquête, le *Nationalverein* se réunissait à Eisenach, le 31 octobre 1864. Cette assemblée des libéraux unitaires affirmait la nécessité d'un parlement et d'un pouvoir central unitaire; elle réclamait « la constitution de 1849, avec la loi électorale et les droits fondamentaux; » elle déclarait qu'à la nation représentée dans un parlement appartenait le droit d'établir le pouvoir central. Quant aux duchés de l'Elbe, elle se prononçait énergiquement contre leur annexion à la

[1] Circulaire de lord John Russell, du 14 septembre 1865.

Prusse, en la signalant « comme un grave péril pour l'unité fédérative de la nation ; » elle imposait le devoir à celle-ci de veiller « sur le droit qu'ont les populations des duchés affranchies par les armes allemandes de décider librement de leur sort. » Le *Nationalverein* condamnait hautement « l'attitude antiallemande et hostile à la liberté du ministère Bismarck. » On était loin alors de cette liaison intime et dangereuse qui s'est formée en 1866, surtout après Sadowa, entre ce même parti, dit libéral-national, et la politique annexionniste et conquérante de Berlin.

Le même jour, le comité des Trente-six établi en permanence à Francfort par le congrès des députés des diverses chambres allemandes lança une proclamation. Il y protestait contre le traité de Vienne, « d'après la teneur duquel la guerre avec le Danemark n'aurait été qu'une guerre de conquête. » Ce traité était frappé de nullité s'il n'obtenait « l'assentiment de l'assemblée représentative du Schleswig-Holstein. » On appelait la réprobation publique « sur l'arbitraire et le mépris du droit national » dont les deux grandes puissances avaient fait preuve dans la conclusion de ce traité : « procédant tout à fait à la façon de l'ancienne politique de cabinet, disait-on, elles n'ont pas cru qu'il valût la peine d'accorder à ce pays même l'apparence de la prise en considération qu'on accorde aujourd'hui à la volonté de tous les peuples européens ; de même qu'une population subjuguée, livrée au droit du vainqueur, on abandonne les duchés à la disposition souveraine des deux puissances. »

Dans les duchés, les réactionnaires comme les libéraux, les partisans de la Prusse ou de l'Autriche comme

ceux du prince d'Augustenbourg signaient des adresses pour protester contre la séparation ou le démembrement du Schleswig-Holstein et pour demander qu'une assemblée nationale fût appelée à se prononcer sur le sort du pays.

Cette protestation qui s'élevait des duchés et de toute l'Allemagne contre la conquête après le traité de Vienne, en 1864, éclata plus indignée et plus universelle encore en 1865, après la convention de Gastein. Le 6 septembre, les députés des états du Holstein adressèrent à la diète de Francfort une pétition où l'amertume de la déception allait jusqu'à leur faire regretter le passé. « Depuis la paix de Vienne, disaient ils, il s'est écoulé près d'une année, mais les duchés sont encore aujourd'hui un pays qui n'a ni son souverain légitime ni une représentation appelée à coopérer à l'organisation de son présent et de son avenir. Tandis que, sous la domination danoise elle-même, les états pouvaient au moins se réunir régulièrement, se plaindre des avanies qu'on faisait au pays et protester contre les injustices qu'il subissait ; le pays n'a pas été entendu depuis qu'il est passé en des mains allemandes. On a changé ses frontières, on lui a donné des gouvernements divers, on a opéré des modifications graves dans son administration et son ordre intérieur, on a disposé de ses moyens financiers sans croire nécessaire d'entendre la voix du pays par l'organe de ses représentants. » Et ils déclaraient que, dans les choses politiques, « une prétendue opportunité ni même la force » ne pouvaient prévaloir contre le droit ; ils n'admettaient pas qu'on voulût « déduire d'une guerre faite pour leur délivrance, des droits tels que ceux qui ap-

partiennent à un conquérant; » ils regarderaient au contraire tout règlement définitif des affaires du pays sans leur assentiment « comme n'existant pas en droit mais comme un acte de violence. »

La presse libérale appela la réprobation publique sur la politique austro-prussienne couronnée par la convention de Gastein.

Le congrès des députés allemands, s'étant de nouveau réuni à Francfort le 1er octobre 1865, dénonça la conduite de la Prusse et de l'Autriche comme indigne des peuples civilisés, et affirma avec plus d'énergie que jamais, pour l'Allemagne aussi bien que pour le Schleswig-Holstein, le principe de la souveraineté populaire. Ici, ce que les politiques appellent l'habileté de M. de Bismarck, et ce que la conscience appelle son cynisme, va être mis en pleine évidence par les faits eux-mêmes.

A propos des moyens dont il s'était servi pour amener l'Autriche à signer la convention de Gastein, cet Olmütz autrichien, je disais tout à l'heure que c'était là son secret; mais, parmi ces moyens, celui qui dut lui réussir le mieux à Vienne, ce fut assurément le spectre de la Révolution évoqué dans les duchés de l'Elbe et en Allemagne. Le roi Guillaume persuada à l'empereur François-Joseph que leur dissentiment à propos du Schleswig-Holstein devait disparaître devant le danger révolutionnaire qui menaçait toutes les couronnes allemandes et le principe du droit divin. La voix publique protestant contre la conquête, les patriotes des duchés réclamant l'indépendance de leur pays, les populations danoises du Schleswig repoussant la domination germanique,

le congrès des députés réprouvant, à Francfort, au nom de toute la nation, les iniquités d'une politique éhontée, tout cela devint l'hydre de l'anarchie que M. de Bismarck montra prête à déchirer les souverains légitimes. Les aristocrates de la cour de Vienne prirent peur, et ils poussèrent l'Autriche dans le piége de la Prusse.

Pour l'Autriche, la convention de Gastein fut un pacte de réaction, une arme dirigée contre la Révolution en Allemagne; pour la Prusse, pour M. de Bismarck, c'était le plus sûr moyen de préparer l'annexion des duchés de l'Elbe, d'abord par une plus complète affirmation de la conquête, puis en séparant l'Autriche non-seulement des princes mais aussi de tous les patriotes libéraux de l'Allemagne qui, les uns comme les autres, voulaient alors que le Schleswig-Holstein formât un État indépendant. L'homme de Berlin ne manqua pas sans doute de remettre sous les yeux des trembleurs cléricaux de Vienne les griefs exprimés en 1864 par le *Nationalverein* contre le concordat de 1855. Bref, il fallait opposer une digue à ce flot des révolutionnaires qui réclamaient la souveraineté nationale pour toute l'Allemagne, et cette digue ce fut l'entente austro-prussienne rétablie, grâce à la convention de Gastein, pour une politique de répression à diriger en commun contre les soi-disant menées démagogiques.

Et cependant le jour approchait où M. de Bismarck allait proclamer le suffrage universel, appeler à lui M. de Bennigsen, le chef du *Nationalverein*, et faire cette fois un pacte avec la Révolution contre l'Autriche; mais à ce moment-là, c'est-à-dire en octobre

1865, il jouait encore si bien son rôle ultra-conservateur, qu'il entraînait sa dupe dans une démarche pleine de menaces contre la ville libre de Francfort.

Le 6 octobre, six jours après la réunion du congrès des députés allemands à Francfort, la Prusse fit remettre à la ville libre une plainte des plus vives « à propos de la tolérance accordée aux tendances subversives » de cette assemblée. On ne pouvait tolérer à Berlin « qu'au siége même de la diète germanique, on travaillât de préférence à miner l'autorité existante dans les principaux États confédérés, et que de là on expédiât dans le monde des produits de presse qui se distinguaient entre tous par leur grossièreté. » On ne permettrait pas « le renouvellement d'un pareil scandale public. » A la plainte, se joignait la menace : on exprimait « le ferme espoir » que la ville de Francfort ne mettrait pas les deux puissances dans la nécessité de prévenir « par leur propre intervention les suites ultérieures d'une tolérance inadmissible. » Car l'Autriche, en effet, jouait admirablement son jeu de dupe; elle aussi se plaignait et menaçait dans une note du 8 octobre; comme la Prusse, elle exigeait que le sénat de Francfort expulsât le congrès des députés allemands et le comité des Trente-six établi en permanence par cette assemblée. Le sénat répondit courageusement qu'il avait conscience de n'avoir pas plus violé les lois de la ville libre que les lois fédérales.

Cependant M. de Bismarck pensa qu'il n'avait pas encore assez effrayé les moyens et les petits États par cette menace d'intervention violente dans les affaires intérieures de l'un d'eux; l'Autriche ne lui semblait

pas non plus suffisamment compromise auprès des princes confédérés et perdue dans l'opinion de l'Allemagne libérale, pour qu'une coalition de tous les intérêts et de tous les amours-propres blessés par l'homme de Berlin fût rendue impossible avant l'heure où il se proposait d'apparaître métamorphosé en démocrate et en révolutionnaire devant les Allemands stupéfaits. Il décida donc les aveugles de Vienne à faire, de concert avec lui, à Dresde, une démarche à peu près semblable à celle qu'on avait faite à Francfort. L'Autriche, comme la Prusse, fit mine de vouloir exercer la police dans la Saxe royale, notamment en matière de presse.

Habiller M. de Beust en démagogue dangereux, ce n'était plus de la comédie; c'était véritablement de la charge. Il est incompréhensible qu'on n'eût pas encore vu à Vienne quel pitoyable rôle on jouait. Dans sa réponse du 11 octobre aux cabinets de Berlin et de Vienne, M. de Beust rappela que « les lois fédérales sur la faculté de se faire droit à soi-même entre membres fédéraux ne pouvaient être mises de côté. » Il décocha en outre à M. de Bismarck cette flèche qui frappait en plein le but : « Avant de répondre au reproche fait au gouvernement saxon de ne pas s'opposer à des tendances *hostiles* à la Prusse, je dois attendre qu'on ait mis fin en Prusse à des tendances qui sont de nature à *anéantir* la Saxe. »

CHAPITRE VII

La campagne diplomatique du 26 janvier au 12 mai 1866. — M. de Bismarck lance son premier défi à l'Autriche. — La circulaire du 24 mars : les intérêts de l'Allemagne identifiés avec ceux de la Prusse; les gouvernements allemands mis en demeure de se prononcer pour la Prusse ou pour l'Autriche. — Attitude de l'Autriche, de la Bavière, de la Saxe et des autres moyens ou petits États. — M. de Bismarck propose, le 9 avril, un parlement issu du suffrage universel. — L'Autriche invoque le droit fédéral de 1815. — Comment échouent les négociations pour un désarmement simultané. — La Prusse invite la diète de Francfort à fixer un jour pour la convocation d'un parlement national. — M. de Bismarck, l'homme du suffrage universel, maintient le droit de conquête dans les duchés de l'Elbe. — La Saxe royale associée à la fortune de l'Autriche ; la motion saxonne du 9 mai.

On avait de meilleurs yeux à Dresde qu'à Vienne. Le jour était arrivé, en effet, où, démasquant des plans profondément mûris, la Prusse allait non-seulement achever la conquête des duchés de l'Elbe, mais bouleverser de fond en comble la Confédération germanique et lancer le défi à l'Autriche avec la volonté bien arrêtée de l'expulser de l'Allemagne. Si ce n'était point là l'idée du roi Guillaume, c'était celle à coup sûr de M. de Bismarck, qui, dans les premiers jours de juin 1866, avant l'invasion du Holstein, du Hanovre et de la Saxe, et même avant la rupture des rapports diplomatiques entre Berlin et Vienne, me disait : « L'Allemagne du Nord constituée dans sa forme logique et naturelle, sous l'égide de la Prusse, pour atteindre ce but, je braverais tout, l'exil et même l'é-

chafaud. » M. de Bismarck n'exprimait point alors sa pensée tout entière, puisqu'à Nikolsbourg il exigeait que l'Autriche fût expulsée de l'Allemagne du Sud comme de l'Allemagne du Nord. Mais entre le commencement de juin et la fin de juillet 1866, il y a Sadowa.

Le 26 janvier [1], M. de Bismarck ouvrit le feu contre l'Autriche. La façon dont il commença la campagne diplomatique est éminemment curieuse. Il se posait plus que jamais en champion du divin principe dynastique, et ce n'était plus M. de Beust, mais l'Autriche elle-même qu'il accusait de favoriser l'anarchie démagogique. Il signalait comme une démonstration des masses destinée à faire « de l'agitation » la réunion à Altona, dans le Holstein, d'anciens combattants et de délégués des associations des duchés de l'Elbe. Il s'étonnait qu'on n'eût pas vu là, à Vienne « aussi clairement » qu'à Berlin, « l'ennemi commun des deux puissances, la Révolution. » Il avait cru l'Autriche et la Prusse d'accord « sur la nécessité de la combattre et sur le plan de la lutte contre elle. » Et c'est dans cette conviction qu'il avait fait à Vienne « la proposition des démarches de Francfort auxquelles le cabinet impérial consentit, mais dont il chercha bientôt à réduire la portée et dont par suite l'effet a été nul. » Ceci jette un jour très-vif sur les intrigues prussiennes qui aboutirent à la convention de Gastein.

Le Hohenzollern dénonçait le Habsbourg comme un agent révolutionnaire! « Le gouvernement impérial, s'écriait M. de Bismarck, n'hésite pas à employer

[1] M. de Bismarck à M. de Werther. Dépêche du 26 janvier 1866.

contre nous ces mêmes moyens d'agitation de l'ennemi commun qu'il avait voulu combattre avec nous. En quoi cette assemblée en masse, ornée de la présence des meneurs de la démocratie de la Hesse, de Francfort, de la Bavière, se distingue-t-elle des assemblées dont l'Autriche elle-même s'est plainte avec nous à Francfort ?» Il invoquait le *principe moral* qui, selon lui, souffrait une grave atteinte « de la non-application par le gouvernement impérial des lois existantes » dans le Holstein ; il montrait le roi de Prusse « douloureusement affecté de voir se déployer, sous l'égide de l'aigle autrichienne, des tendances révolutionnaires et hostiles à tous les trônes. » Enfin, il invitait l'Autriche à « rendre impossible à l'avenir l'action de ce qu'on appelle la cour de Kiel sur le pays, action qui impliquait une protestation contre son droit aussi bien que contre celui de la Prusse. » Si l'Autriche ne lui donnait point complète satisfaction, alors, concluait M. de Bismarck, nous serons « obligés de nous assurer une entière liberté pour toute notre politique et d'en faire l'usage que nous croirons conforme aux intérêts de la Prusse. » Voilà comment parlait, le 26 janvier 1866, l'homme qui, le 8 avril suivant, proclamait une assemblée issue des élections directes et du suffrage universel de toute la nation!

Pour ne point voir clair cette fois, il eût fallu que l'Autriche s'arrachât les yeux à elle-même. Le 7 février, elle releva le gant de la Prusse. On rappela que ce n'étaient pas « les prétentions de la Prusse, mais les droits de la Confédération germanique et les droits des duchés qui avaient motivé la guerre contre le Danemark ; » et que, d'après la convention de Gastein,

« le gouvernement impérial n'était soumis à aucun contrôle dans l'administration provisoire du Holstein. » On repoussa avec fermeté la prétention de l'envoyé prussien demandant compte d'un acte de l'administration du Holstein; « et en disant ceci, ajoutait le comte de Mensdorff, alors ministre des affaires étrangères à Vienne, je ne fais qu'obéir aux ordres de mon maître impérial. » En même temps l'Autriche commença ses préparatifs de guerre.

Au moment même où la Prusse lançait sa provocation, dix-neuf membres de la noblesse holsteinoise présentaient à M. de Bismarck une adresse où ils lui déclaraient que « la prospérité, le bonheur de leur patrie étaient attachés à l'union des duchés avec la monarchie prussienne. » Ils engageaient le roi de Prusse à adopter les mesures propres à réaliser cette union et à « conserver aux pays *bientôt placés sous son sceptre* leurs institutions particulières, en tant que celles-ci seraient compatibles avec le bien public. » C'était là évidemment une manifestation plus anarchique, plus attentatoire aux prétendus droits acquis en commun par la Prusse et par l'Autriche, que toutes celles où M. de Bismarck avait cherché le prétexte de son défi.

Il combla la mesure par sa réponse du 2 mars aux dix-neuf Prussiens du Holstein : « J'ai déjà eu précédemment l'occasion, leur dit-il, de déclarer publiquement que des différentes manières dont les droits de la Prusse et les intérêts de l'Allemagne pourraient être sauvegardés, celle d'une union avec la monarchie prussienne serait la plus avantageuse pour le Schleswig-Holstein lui-même. » Et traduisant ces paroles en fait,

le roi de Prusse fit le 13 mars acte de souveraineté et de despotisme non-seulement dans le Schleswig, mais aussi dans le Holstein : il décréta la peine de cinq à dix ans de réclusion contre quiconque tenterait d'établir dans les deux duchés ou dans l'un d'eux une autre autorité que celle de la conquête. On faisait une bravade à l'empereur d'Autriche et une menace à S. M. Augustenbourgeoise qui continuait à *régner* à Kiel. Alors aussi M. de Bismarck jugea que le moment était venu d'attacher à sa politique la cocarde nationale et démocratique. Il le fit par sa fameuse circulaire du 24 mars.

Après avoir dénoncé les préparatifs militaires de l'Autriche et rejeté sur cette puissance la priorité des armements, ainsi que la responsabilité d'une guerre fratricide, il posa audacieusement ces trois problèmes à la fois : la réforme fédérale, les intérêts de l'Allemagne identifiés avec ceux de la Prusse, les États de la Confédération germanique mis en demeure de se prononcer pour ou contre la Prusse.

Quant aux duchés de l'Elbe, il se montrait décidé à en expulser le prince d'Augustenbourg, « qui, disait-il, n'y a aucun droit. » Il lui fallait obtenir pour la Prusse des garanties qu'il n'avait point trouvées dans « l'alliance avec l'autre grande puissance allemande. » La position géographique de la Prusse, « son caractère allemand et les sentiments allemands de ses princes lui commandaient de chercher avant tout ces garanties dans l'Allemagne même. » Il voulait s'appuyer « sur la nationalité allemande, » pour assurer le maintien de « l'indépendance nationale. » Les institutions fédérales ne suffisaient pas pour faire

participer l'Allemagne à une politique active « ayant quelque chance d'amener le triomphe des vues du peuple allemand. » M. de Bismarck disait bien maintenant le peuple allemand, et non pas les souverains allemands!

L'organisation militaire de la Confédération n'était pas non plus « suffisante pour garantir la sécurité de l'Allemagne. » Il reléguait déjà l'Autriche parmi les puissances étrangères : « A chaque agression, qu'elle vienne de l'Autriche ou d'autres puissances, etc..., » la position géographique de la Prusse, affirmait-il, « rend identiques l'intérêt de celle-ci et l'intérêt de l'Allemagne. » Il voulait éviter à cette dernière le sort de la Pologne au milieu des grandes crises européennes qui pouvaient surgir à chaque instant : « Le sort de la Prusse entraînera le sort de l'Allemagne, et nous ne doutons pas que, si une fois la force de la Prusse était brisée, l'Allemagne ne prendrait plus qu'une part passive à la politique des nations européennes. » Tous les gouvernements devaient considérer « comme un devoir sacré d'éviter cette éventualité et de coopérer à cet effet avec la Prusse. » En conséquence, il demandait à chacun d'eux une réponse catégorique à cette question : « Si et dans quelle mesure nous pourrions compter sur son appui, au cas où nous serions attaqués par l'Autriche, ou obligés à la guerre par des menaces non équivoques. »

A cette déclaration de guerre à peine déguisée sous les formes diplomatiques, l'Autriche se borna à répondre, le 31 mars, par une protestation où elle affirmait son amour pour la paix. Mais en même temps elle poussa avec plus d'énergie ses armements, pré-

voyant d'ailleurs que la guerre était inévitable et que M. de Bismarck la voulait, à défaut de tout autre moyen d'atteindre à son but dans les duchés de l'Elbe et dans toute l'Allemagne. « Quoique la fausseté de pareilles suppositions soit notoire en Europe, déclarait le comte de Karolyi, ambassadeur d'Autriche à Berlin, le gouvernement impérial doit néanmoins regarder comme nécesaire de protester formellement vis-à-vis du cabinet royal contre une accusation aussi complétement inconciliable avec l'évidence des faits. Le soussigné, ministre impérial-royal, a par conséquent reçu l'ordre de déclarer formellement à S. Exc. M. le comte de Bismarck-Schœnhausen que rien n'est plus éloigné des intentions de S. M. l'empereur qu'une attitude offensive contre la Prusse. » L'Autriche rappelait en outre le règlement fédéral et spécialement l'article 11. Les États confédérés s'y engageaient à ne se faire la guerre sous aucun prétexte et à ne point poursuivre leurs différends par la force des armes, mais à les soumettre à la diète : « Celle-ci essayera, au moyen d'une commission, la voie de la médiation. Si elle ne réussit pas et qu'une sentence juridique devienne nécessaire, il y sera pourvu par un jugement austrégal (*austrœgel instanz*) auquel les parties bélligérantes se soumettront sans appel. »

La Bavière invoqua ce même article 11 du règlement fédéral dans sa dépêche du 31 mars, adressée à Berlin et à Vienne. Les biens les plus sacrés de la nation et les intérêts vitaux de tous les membres de la Confédération, disait M. de Pfordten, ne s'opposent pas moins impérieusement que les principes du droit fédéral à une guerre intestine. « En vérité, celui qui

porterait la faute d'une guerre pareille serait bientôt jugé par sa propre conscience, avant même que l'histoire prononçât sur lui la sentence incorruptible. » La Bavière invitait les deux grands cabinets à déclarer que chacun d'eux « s'abstiendrait absolument de toute attaque violente contre tout autre membre de la Confédération, et qu'en outre il était disposé à entrer en négociation pour conserver la paix » de l'Allemagne.

Quant à la Saxe royale, elle reconnaissait, pour la constitution fédérale, la nécessité d'une modification conforme « aux exigences de notre époque. » Mais M. de Beust, dans sa réponse du 6 avril à M. de Bismarck, affirmait qu'on ne pouvait « s'occuper sérieusement de certaines éventualités, telles que celles de la *force anéantie de la Prusse* ou du *sort de la Pologne.* » Au reste, la Saxe royale se montrait prête à voter à la diète conformément aux lois fédérales et à agir en conséquence, « afin de combattre l'agresseur. »

Les autres moyens ou petits États ne contentèrent pas davantage le premier ministre du roi Guillaume. Dans la séance diétale du 9 avril, la Prusse fit savoir à la Confédération que les diverses réponses faites à ses propositions du 24 mars ne pouvaient aucunement donner « au gouvernement royal une tranquillité qui lui permît de passer outre sur l'insuffisance de la constitution fédérale. » En conséquence, la nécessité lui apparaissait « de ne pas retarder plus longtemps la *grande question.* » M. de Bismarck rappelait le congrès des princes réuni par l'empereur d'Autriche à Francfort, en 1863. « L'Autriche déclara

alors, disait-il à la diète, que ni elle ni la Prusse ne pouvaient s'appuyer avec un degré quelconque de confiance sur la Confédération dans son état actuel ; et l'espérance de voir les parois vermoulues de cet édifice résister encore à la prochaine tempête fut qualifiée par elle de simple souhait impuissant à rendre à l'édifice la solidité qui lui manquait. » Il rappelait aussi les échecs constants des gouvernements dans leurs tentatives de réforme fédérale ; il affirmait enfin qu'une « assemblée élue dans toutes les parties de l'Allemagne pouvait seule amener un plus grand rapprochement entre les contrastes. » Et, démasquant sa grande batterie démocratique, il présenta à la sérénissime diète la motion suivante : « Il sera convoqué pour un jour à déterminer ultérieurement une assemblé issue des élections directes et du suffrage universel de toute la nation, laquelle assemblée sera saisie des propositions des gouvernements allemands pour une réforme fédérale et délibérera sur ces propositions. Mais dans l'intervalle, en attendant que cette assemblée se réunisse, lesdites propositions seront concertées entre les gouvernements. » C'était un coup de maître.

M. de Bismarck adoptait le programme du *Nationalverein ;* il associait les prétentions de la Prusse aux aspirations des unitaires et des libéraux de toute l'Allemagne, qui, dans leurs réunions et dans leurs manifestes, ne cessaient de proclamer le parlement national. Par cette métamorphose subite, il faisait du vieux roi Guillaume le chef de la nouvelle Allemagne démocratique, profondément hostile à la diète de Francfort et résolue à briser cet instrument de despotisme.

Quelques semaines plus tard, je signalais à M. de Bismarck les contradictions de sa politique. Vous proclamez, lui disais-je, un parlement national comme l'unique source d'où l'Allemage puisse sortir régénérée, comme la seule puissance qui soit capable d'accomplir ses nouvelles destinées, et en même temps vous traitez la seconde chambre de Berlin à la façon de Louis XIV lorsqu'il entrait au parlement de Paris, son fouet à la main. Nous n'admettons pas en France que, entre l'absolutisme et la démocratie, le mariage soit possible. Puis-je vous demander, monsieur le ministre, comment vous entendez concilier la libre mission d'un parlement national avec le traitement rigoureux qu'a subi la chambre de Berlin? comment surtout vous avez pu décider le roi, représentant du droit divin, à accepter le suffrage universel qui est le principe démocratique par excellence? M. de Bismarck me répondit vivement :

« C'est une victoire remportée par quatre années de luttes! Quand le roi m'a appelé, il y a quatre ans, la situation était des plus difficiles. Sa Majesté m'a placé sous les yeux une longue liste de concessions libérales, mais aucune à attendre d'elle sur la question militaire. J'ai dit au roi : « j'accepte et plus le gouver- « nement pourra se montrer libéral, mieux cela vau- « dra. » La chambre s'est obstinée d'un côté, et la couronne de l'autre. Dans ce conflit, j'ai suivi le roi. Ma vénération pour lui, tout mon passé, toutes mes traditions de famille m'en faisaient un devoir; mais que je sois, par nature ou par système, l'adversaire de la représentation nationale, l'ennemi-né du régime parlementaire, c'est là une supposition toute gratuite.

Je n'ai pas voulu me séparer du roi aux prises avec la chambre de Berlin, alors que la chambre de Berlin se mettait en travers d'une politique qui s'imposait à la Prusse comme une nécessité de premier ordre; mais que je songe à mystifier l'Allemagne avec mon projet de parlement, personne n'est en droit de m'adresser cette injure. Le jour où, ma tâche remplie, mes devoirs envers mon souverain se concilieraient mal avec mes devoirs d'homme d'État, je pourrais prendre le parti de m'effacer sans pour cela renier mon œuvre. »

Le 16 avril, l'Autriche fit une démonstration pacifique. Pour tirer parti contre la Prusse de la répulsion que la guerre inspirait à l'Allemagne, elle proposa le désarmement simultané. Cette puissance se déclarait prête à revenir, par une ordonnance qui serait datée du 24 avril, « sur ces dislocations de troupes que le cabinet de Berlin envisageait comme des préparatifs militaires dirigés contre la Prusse, ainsi qu'à prendre toutes les autres mesures qui amèneraient ce résultat, à la condition que, de son côté, le gouvernement prussien prît l'engagement d'ordonner, le même jour ou le lendemain, la remise sur le pied de paix des différents corps d'armée qui, depuis le 27 mars, avaient été renforcés. » Quant à la réforme fédérale, l'Autriche annonça à la diète, le 21 avril, qu'elle ne voulait pas se soustraire à l'obligation d'examiner sans prévention les propositions de la Prusse; mais elle commit la faute de ne point se prononcer ouvertement en faveur du parlement national.

C'était elle qui, en 1863, à Francfort, avait pris

l'initiative de la réforme; et maintenant elle laissait la Prusse la supplanter et la devancer dans cette œuvre de rénovation. L'empereur François-Joseph avait réuni un congrès des princes; M. de Bismarck faisait, lui, appel à une assemblée issue du suffrage universel. La Prusse allait au-devant des vœux les plus ardents de l'Allemagne libérale, et leur accomplissement était le but même qu'elle assignait à sa politique. L'Autriche, qui avait vu tomber sous le dédain public le grotesque monument édifié par elle devant le congrès des princes, se replaçait au contraire sur le terrain miné de toutes parts et au milieu des ruines croulantes du vieux droit fédéral et féodal de 1815.

Avec une inconcevable imprévoyance, elle achevait ainsi de séparer sa cause de celle de la nation, pour qui la Confédération, la diète et tous ses décrets contre les libertés allemandes, en un mot ce chef-d'œuvre de Metternich, l'homme du droit divin, n'était plus qu'un objet de haine et de risée. Il ne suffisait pas de rappeler que « les propres paroles de l'empereur avaient rendu un témoignage auguste du besoin d'un développement conforme à l'esprit du temps. » Il fallait résolûment s'engager dans les mêmes voies que la Prusse et l'y dépasser en réunissant à Francfort un parlement national, élu conformément à la loi électorale de 1849; de la sorte on eût pris M. de Bismarck dans ses propres filets. Il ne lui eût pas été possible de disperser par les armes cette assemblée populaire sans se parjurer, sans faire éclater sa duplicité aux yeux de l'Allemagne et de l'Europe, sans ruiner le prestige de la Prusse auprès

des libéraux unitaires et sans donner enfin le beau rôle à l'Autriche.

Mais à Vienne, ce que les aveugles de la cour redoutaient le plus, ce n'était pas la Prusse ; non, c'était la Révolution. On se flattait d'avoir facilement raison de cette *landwehr* commandée par des *junkers;* mais on tremblait devant ces placides Allemands qui débitaient de si terribles discours tout en buvant de la bière. Le droit populaire, le suffrage universel, le parlement national, c'était là le *Mane*, *Thecel*, *Pharès* que M. de Bismarck avait, au moment de la convention de Gastein, tracé sur la *Burg* de Vienne en traits d'une fulgurante ironie.

La Saxe royale, dès lors associée à la fortune de l'Autriche, déclara dans la même séance diétale du 21 avril que « la constitution existante était la meilleure garantie pour l'efficacité bienfaisante des institutions améliorées qui devaient la remplacer. » En conséquence, M. de Beust demandait que les délibérations sur la réforme fédérale fussent précédées « de la suspension de préparatifs militaires de toute espèce. » Ainsi, du côté de l'Autriche et de ses alliés, fut inaugurée cette politique conservatrice, pleine de tergiversations et d'incohérence, qui répondait si peu aux exigences de l'esprit public, et dont la Prusse, par ses coups d'audace mûrement préparés, allait déconcerter les combinaisons imaginées au jour le jour et toutes également impuissantes.

C'est le même trait d'hésitation et d'inconsistance qui devait, quelques semaines plus tard, caractériser aussi les opérations militaires des adversaires de la Prusse, tandis que celle-ci étonnait l'Europe par la

sûreté et la rapidité de son action dans la guerre comme dans la politique.

On ne commit point à Berlin la maladresse de repousser les ouvertures relatives au désarmement simultané. D'ailleurs, si MM. de Bismarck et de Moltke étaient prêts à tout depuis longtemps, le roi, à ce moment-là, hésitait encore à jouer si gros jeu. On fit donc savoir à Vienne, le 27 avril, que la réduction de l'effectif augmenté le 28 mars serait décidée « aussitôt que le gouvernement du roi aurait reçu la communication authentique que S. M. l'empereur avait ordonné de cesser les mouvements de troupes se prêtant à une préparation à la guerre contre la Prusse. » M. de Bismarck gardait cependant plus d'une porte ouverte sur la guerre : « Le gouvernement du roi, ajoutait-il, suppose aussi que des armements militaires, commencés par d'autres gouvernements allemands, seront contremandés, et qu'une reprise de ces armements ne le forcera pas de nouveau à prendre des mesures de précaution... » Il exprimait l'espoir que, « dans l'intérêt de la paix, » l'Autriche emploierait son influence en ce sens-là « auprès des différentes cours. » Il s'appliquait de la sorte à montrer la cour de Vienne se liguant avec les autres cours pour livrer la grande patrie allemande aux horreurs d'une guerre fratricide.

Enfin il savait bien que les armements de l'Italie, vigoureusement poussés depuis la conclusion du traité d'alliance entre Florence et Berlin (8 avril), devaient rendre vaines ces tentatives pacifiques auxquelles on feignait à Berlin de se prêter avec empressement. En effet, le cabinet de Vienne an-

nonça[1] que « l'empereur était maintenant parfaitement prêt à ordonner que les troupes dirigées sur la Bohême, afin d'y renforcer les garnisons, fussent retirées pour rentrer dans l'intérieur de l'empire, et aussi à mettre fin à toute apparence d'une concentration contre la Prusse ; » mais il faisait en même temps cette réserve : « les dernières nouvelles d'Italie prouvent évidemment que l'armée du roi Victor-Emmanuel s'apprête à une attaque contre la Vénétie ; l'Autriche est donc forcée de mettre son armée italienne sur le pied de guerre, en rappelant les hommes en congé, et de pourvoir à une protection suffisante non-seulement de sa frontière du Pô, mais aussi de son littoral étendu, ce qui ne pourrait avoir lieu sans des mouvements de troupes considérables dans l'intérieur de la monarchie. » M. de Bismarck ne fit pas attendre sa réponse.

La déclaration autrichienne portait la date du 26 avril. Le lendemain 27, le cabinet de Florence affirmait dans une circulaire que, « au moment même où l'on était partout dans l'attente d'un désarmement qui paraissait convenu entre les cabinets de Berlin et de Vienne, l'Italie se voyait tout à coup en butte à des menaces directes de l'Autriche. » Et sa conclusion était que les forces de terre et de mer, « demeurées jusqu'alors sur le pied de paix, » devaient être accrues sans retard pour la sécurité du royaume. Il est bien évident que si la guerre n'avait pas été résolue à Berlin et à Florence, une démonstration pacifique de l'Italie eût suffi pour décider l'Autriche à se prêter

[1] M. de Mensdorff à M. Karolyi. Dépêche du 26 avril.

au désarmement simultané au midi comme au nord, en Vénétie comme en Bohême.

Cette prise d'armes, ordonnée le 27 avril à Florence, vint donc merveilleusement à son heure pour permettre à M. de Bismarck d'adresser au cabinet de Vienne, le 30 avril, c'est-à-dire au bout du temps indispensable à la transmission de la circulaire italienne à Berlin, cette réponse : « nous espérons que le gouvernement impérial acquerra bientôt, par des informations plus précises, la conviction que ses renseignements sur les intentions agressives de l'Italie étaient dénués de fondement, et qu'il procédera ensuite au rétablissement effectif du pied de paix *dans toute l'armée impériale.* »

Les dernières espérances de paix se rattachaient en Allemagne à ces négociations pour le désarmement. Mais après cette manœuvre de haute stratégie diplomatique, se faire plus longtemps illusion, c'eût été de la démence. On le vit bien à Vienne, et M. de Mensdorff écrivit le 4 mai au comte Karolyi, ministre d'Autriche à Berlin : « votre Excellence comprend qu'en face de cette déclaration, nous devons considérer comme épuisée la négociation sur un retrait simultané des préparatifs militaires faits par la Prusse vis-à-vis de l'Autriche, et par l'Autriche vis-à-vis de la Prusse. » Le même jour, l'Autriche protesta de nouveau que ni la Prusse ni l'Italie n'avaient à redouter de sa part « aucune attaque, ni l'Allemagne aucune rupture de la paix. »

M. de Bismarck venait d'envoyer à Dresde une demande d'explications qui ressemblait terriblement à une déclaration de guerre. L'occupation de la Saxe

royale par les Prussiens était un point prévu et résolu dans le plan de campagne du général Moltke. Il fallait donc que la rupture fût complète avec la Saxe au moment où elle le serait avec l'Autriche. M. de Beust ignorait les combinaisons stratégiques de Berlin; mais il était dans la fatalité des choses que la Saxe, par sa situation géographique, devînt le théâtre d'événements militaires; et comme M. de Beust n'espérait rien de la Prusse, il s'était résolûment jeté dans le parti de l'Autriche. Le bruit courait à ce moment qu'un traité d'alliance était conclu entre Dresde et Vienne, aux termes duquel l'armée saxonne serait réunie à l'armée autrichienne. On affirmait à Berlin qu'en cas de guerre, l'Autriche s'engageait non-seulement à protéger la Saxe royale, mais encore à lui assurer éventuellement un agrandissement territorial aux dépens de la Prusse et du côté de la Silésie. A propos de cela, on prêtait ce mot à M. de Bismarck : l'Autriche a vendu à M. de Beust la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Quoi qu'il en soit de ces arrangements austro-saxons qui n'ont point été jusqu'ici officiellement divulgués, le cabinet de Berlin s'élevait en termes menaçants, le 27 avril, contre les armements de la Saxe : « nous ne pouvons pas, disait-il, rester indifférents lorsque, dans un moment aussi critique, un État dont l'attitude est importante pour chacune des deux parties, prend des mesures qui ne peuvent avoir de sens que si l'on voulait renoncer à la neutralité. » M. de Bismarck se plaignait amèrement « de l'esprit hostile envers la Prusse qui se trahissait dans la presse officieuse de Saxe. » Il en tirait la conséquence

que les armements saxons étaient dirigés contre la Prusse, et il faisait savoir à Dresde que si ces armements « n'étaient pas contremandés, S. M. le roi serait contraint de prendre des mesures militaires correspondantes vis-à-vis de la Saxe. »

La plupart des États commençaient leurs préparatifs militaires. On adressa de Berlin des demandes d'explications à quelques-uns d'entre eux. Le Hohenzollern et le Habsbourg, en faisant agir les influences de famille sur les petits rois et les petits ducs, s'efforçaient de les attirer chacun de son côté. L'opinion publique en Allemagne leur conseillait à tous la neutralité. La Russie, dont la diplomatie pesait alors d'un si grand poids sur les petites cours allemandes, les engageait aussi à laisser le sabre fédéral au fourreau. On parlait d'une correspondance très-suivie entre le roi de Prusse et le roi de Bavière. Cet État restant neutre, le Wurtemberg était réduit à l'impuissance, et la ligue des États du Sud devenait impossible. M. de Bismarck faisait miroiter devant Louis II la perspective d'un grand rôle à jouer par la Bavière dans l'Allemagne du Sud. D'autre part, l'Autriche s'appliquait à lui faire voir que ce n'étaient là que de vains mirages. Et la Bavière demeurait encore flottante entre les deux, tout en mobilisant son armée, sans que M. de Bismarck, indice significatif, crût devoir lui faire la moindre remontrance.

Le conflit s'aggravait aussi de jour en jour sur le terrain politique, à propos de la réforme fédérale et des duchés de l'Elbe. La proposition prussienne relative au parlement national avait été renvoyée par la diète à la commission des Neuf, Mais à Berlin, où

l'on avait rompu avec les lenteurs traditionnelles de la diplomatie tudesque, et où l'on était décidé à en arriver le plus tôt possible à la *grande action* pour laquelle tout était prêt, on poussa le 27 avril un nouvel aiguillon au flanc de la Confédération germanique : « Tandis que le besoin de la réforme est reconnu depuis longtemps de tous côtés, et que la nécessité d'une *coopération parlementaire* à cette réforme ne peut guère être contestée sérieusement, nous trouvons, dans les déclarations faites par divers gouvernements fédéraux, la manière de voir opposée, consistant à dire qu'avant de décider la convocation du parlement, il faudrait que les divers gouvernements s'entendissent d'abord sur le côté matériel de la question de réforme. » Mais il ne convenait nullement à M. de Bismarck de livrer ses projets aux gouvernements, à la diète, à la commission des Neuf, c'est-à-dire à un avortement inévitable. Et, par un trait d'une habileté consommée, il mit en première ligne le peuple germanique lui-même, associé à la Prusse et opposé à la ligue des souverains. Rien ne pourra réussir, disait-il, « si l'on n'exige pas la coopération stimulante de *l'élément unitaire et national* qui résidera dans la *représentation du peuple*... La fixation du jour de l'ouverture du parlement avant que les gouvernements commencent à délibérer sur les propositions de réforme est le nœud de *notre* confédération. Le refus de décider cette question équivaudrait, de fait, à un refus d'entrer sérieusement en délibération sur la réforme fédérale. » En conséquence, la Prusse ne communiquerait son plan complet de réforme à ses confédérés que lorsqu'ils se

seraient décidés à convoquer pour un jour déterminé l'assemblée populaire.

Ainsi la fortune des libéraux unitaires d'Allemagne se trouva étroitement liée, que ceux-ci le voulussent ou non, à celle de la Prusse dynastique et militaire.

Cependant, M. de Bismarck ne jugea pas à propos d'appliquer sa politique démocratique à la question des duchés de l'Elbe. Le 26 avril, le cabinet de Vienne avait proposé au cabinet de Berlin de se joindre à lui « à l'effet de faire une déclaration à Francfort, portant que l'Autriche et la Prusse ont résolu de transférer leurs droits acquis par le traité de Vienne à celui des prétendants auxquel la diète reconnaîtrait le plus de droits à la succession du duché de Holstein. » Autre maladresse : il s'agissait bien vraiment des droits de succession! La Prusse, d'ailleurs, avait fait trancher la question par les syndics de la couronne.

Ici encore, pour mettre M. de Bismarck dans un sérieux embarras et faire éclater au grand jour la duplicité de sa politique, il eût fallu proclamer le droit populaire dans les duchés, et affirmer résolûment, à Francfort, que les populations étaient seules aptes à décider de leur sort. Mais, de même que la vieille politique conservatrice, qui ne conserve rien, avait empêché l'Autriche de battre la Prusse sur le terrain de la réforme fédérale, cette fois encore à Vienne on ne sut lancer contre Berlin qu'un trait impuissant. A défaut d'une entente entre la Prusse et l'Autriche, on menaçait M. de Bismarck de mesures à prendre par les confédérés « pour arriver à une solution de la

question des duchés conforme aux lois fédérales. » On invoquait maintenant les prétendus droits de la Confédération alors qu'on les avait absolument passés sous silence dans le traité de Vienne et dans la convention de Gastein.

M. de Bismarck, l'homme du suffrage universel en Allemagne, répondit ironiquement, le 7 mai, qu'à son avis, le comte de Mensdorff se plaçait sur un terrain où la Prusse ne pourrait le suivre. Ce terrain n'était pas celui des traités de Vienne et de Gastein « qui présuppose le droit qu'avait le roi Christian IX de céder légitimement les duchés et admet, par suite, l'acquisition pleine et entière de ces duchés par les deux puissances allemandes. » M. de Bismarck ne voyait pas « comment il pourrait y avoir encore place pour une décision de la diète au sujet de la possession légitime du duché de Holstein. » Quant à lui, il s'en tenait à ces traités, et, disait-il, « nous les considérerions comme violés, si le gouvernement impérial entendait se soumettre à une décision prise par la diète contre notre gré relativement à nos droits communs sur les duchés. Nous ne pouvons pas reconnaître la compétence de la diète dans cette question... » Et de même qu'il ne voulait pas « abandonner à la diète et à la majorité des gouvernements allemands » la solution de la question, » de même aussi, ajoutait-il, « nous n'avons nulle intention de transférer la part de droits qui nous a été acquise par la conquête et par traité à un tiers qui ne nous assurerait aucun dédommagement des sacrifices que nous avons été obligés de faire pour l'acquisitlon de ces droits. Nous invoquerons donc simplement notre droit clair

et précis qui nous assure une part égale dans la cession consentie par le roi Christian... » Ainsi, en Allemagne, le peuple était tout, et M. de Bismarck n'entendait pas que quelque chose s'y fît sans lui; mais, dans les duchés de l'Elbe, le peuple n'était rien, et il n'y avait là d'autre droit que la conquête. On ne sut pas à Vienne tirer le moindre avantage de ces contradictions où la politique de Berlin pouvait être si aisément prise en flagrant délit de cynisme.

C'est alors que la Saxe apparaît à Francfort comme l'avant-garde de l'Autriche. A la demande d'explications de la Prusse au sujet des armements, M. de Beust répond, le 29 avril, que « le gouvernement royal s'attache à ramener aux moindres proportions possibles les mesures de précaution que commandent ses obligations envers la Confédération germanique et les devoirs envers son propre pays. » Quant aux griefs élevés à Berlin contre la politique de Dresde, « n'avons-nous pas déclaré, ajoutait M. de Beust, que nous voterions à la diète et agirions en ce sens que l'agresseur serait repoussé? »

De son côté, l'Autriche a irrévocablement associé la Saxe à sa fortune; voici, en effet, ce que M. de Mensdorff écrit à M. de Bismarck, le 4 mai : « Le roi de Saxe, aussi bien que l'empereur, notre gracieux maître, ne pense qu'à une défense indispensable du territoire, et s'appuie sur les traités fédéraux qui imposent comme un devoir commun à tous les membres de la Confédération d'empêcher toute rupture de la paix. »

Le lendemain 5 mai, la Saxe, agissant manifestement de concert avec l'Autriche, propose à Francfort

la motion suivante : « Plaise à la haute diète de décider que le gouvernement prussien sera invité à rassurer complétement la Confédération, eu égard à l'article 11 de l'acte fédéral, et à formuler une déclaration conforme au but désiré. » Le vote sur la motion saxonne eut lieu le 9 mai. L'Autriche, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, le Hanovre, la Hesse-Darmstadt, Bade, les quatre duchés saxons de Weimar, Cobourg, Altenbourg et Meiningen, la treizième curie (Brunswick et Nassau) et la seizième (Lichtenstein, Reuss, Lippe, Schaunbourg-Lippe et Waldeck) votèrent pour la motion et contre la Prusse. La Hesse électorale demanda le renvoi à la commission des Neuf. Le Luxembourg s'abstint.

Pour motiver sa motion, M. de Beust avait signalé les menaces dont la Saxe était l'objet de la part de la Prusse. M. de Bismarck fit exprimer à la diète sa surprise de voir que « les choses étaient renversées dans la motion de la Saxe. » Il dénonçait les armements de l'Autriche et de la Saxe, ainsi que leur alliance contre la Prusse. Tous ses efforts avaient été vains pour les arrêter dans leurs préparatifs de guerre. Les nouvelles qu'il recevait de toutes parts sur les armements lui montraient la Confédération transformée en un camp armé, « dont l'appareil guerrier n'était pas tourné par mesure défensive contre l'étranger. » Ici le grand politique se signalait de nouveau : « le gouvernement royal, disait-il, ne saurait malheureusement se dissimuler que l'attitude des gouvernements allemands sous ce rapport est motivée en maint endroit par des tendances qui sont dirigées également contre la Prusse et contre toute tentative sérieuse ayant pour

but de donner satisfaction aux aspirations, même les plus modestes, de la nation allemande. » Celui qui disait cela, c'était le même qui, six mois auparavant, poussait l'Autriche dans la réaction à outrance en Allemagne, et nouait entre elle et la Prusse un pacte contre « l'ennemi commun, » contre la Révolution !

Le dernier mot de M. de Bismarck, dans cette fameuse séance diétale du 9 mai, fut que si la diète ne déterminait pas la Saxe et l'Autriche à suspendre leurs armements, « la Prusse se verrait forcée de tenir compte en première ligne du besoin de sa propre sûreté et du maintien de sa position européenne ; » qu'elle devrait subordonner « aux exigences impérieuses de sa propre conservation ses relations avec une confédération d'États qui, contrairement à ses plus importantes lois fondamentales, mettait en péril la sûreté de ses membres au lieu de la garantir. »

A cela, on répondit à Vienne, le 12 mai, par la proclamation du général Benedek à l'armée du Nord : « L'armée autrichienne, pleine d'enthousiasme et montrant la ténacité de la vieille Autriche, disait à ses soldats ce vaillant et malheureux capitaine, saura toujours vaincre ou mourir avec fidélité et honneur pour l'empereur et la patrie. »

CHAPITRE VIII

L'Allemagne au 15 mai 1866; l'horreur qu'inspire la guerre; l'impopularité de M. de Bismarck. — Quelques traits du caractère allemand. — La seule force disciplinable en Allemagne. — Le sentiment de l'individualisme et le besoin de la contradiction. — Les révolutionnaires prussiens jugés par M. de Bismarck. — Les provinces du Rhin au moment de l'appel aux armes. — Le sabre prussien et le nœud gordien allemand. — Les préparatifs de la guerre; à qui appartient la priorité des armements.

J'ai vu de près les hommes et les choses de l'Allemagne en 1866. A Cologne et tout le long du Rhin, à Francfort, alors le siége de la diète germanique de 1815, puis à Cassel, à Weimar, à Dresde, au cœur de l'Allemagne, et enfin à Berlin, j'ai assisté à la mise en scène de ce terrible drame que la Prusse appelle Kœniggraetz, et l'Europe Sadowa. Les sanglantes péripéties s'en sont déroulées sous mes yeux pendant la campagne des Sept-Jours, du 27 juin au 3 juillet. Je me suis trouvé en relation avec quelques-uns des principaux acteurs et avec celui qui remplissait le premier rôle, M. le comte de Bismarck-Schœnhausen. J'étais à Itzehoë, quand les Prussiens envahirent le Holstein et dispersèrent l'assemblée des députés, le 11 juin, et ce fut le commencement des hostilités. Je fus témoin aussi de l'irruption prussienne en Bohême et des premiers coups échangés dans la montagne des Géants. Après le désastre de l'armée autrichienne autour de Chlum, j'ai été emporté dans cet ouragan du vain-

queur poursuivant le vaincu, l'épée aux reins, sans trêve ni merci, d'abord jusqu'au camp retranché d'Olmütz, et ensuite jusque sous les murs de Vienne. Je ne me suis arrêté qu'à Nikolsbourg, au moment de la suspension d'armes conclue pour cinq jours à partir du 22 juillet à midi, et pendant laquelle la diplomatie française négocia les préliminaires de la paix de Prague.

Tout cela je l'ai vu, je le vois. Le peuple germanique réclamant un parlement national; les souverains se disputant et se provoquant à Francfort à propos de la réforme fédérale et des duchés de l'Elbe; toute une nation éclatant contre une guerre fratricide en protestations non moins inutiles que les résolutions de la diète; les fils de la blonde et pacifique Allemagne allant à l'armée comme au supplice, silencieux et mornes, à travers la campagne en fleur et sous le soleil printanier; à Cassel, les Prussiens attendus comme des libérateurs, tellement ce bon peuple de la Hesse Électorale, le plus patient de tous les peuples d'Allemagne, était las de porter sur ses épaules l'électeur Frédéric-Guillaume I[er]; à Weimar, l'Athènes allemande, la ville de Gœthe, de Schiller, de Herder, de Wieland, des esprits généreux, non moins amoureux de liberté que d'art et de poésie, s'élevant, dans le nuage bleu de la rêverie germanique, vers la grande patrie une et libre; à Dresde, dans la Saxe royale, M. de Beust, l'œil anxieux, la lèvre contractée, s'évertuant en vain à former contre la Prusse la ligue des moyens et des petits États; puis à Berlin, M. de Bismarck, audacieux, résolu à jouer sa tête, impassible au milieu des clameurs furieuses qui, de toutes

parts, retentissaient comme un anathème contre le réformateur « par le fer et par le feu ; » et cependant au fond de ces angoisses de toute une grande famille humaine, une vague espérance et comme le pressentiment d'un avenir meilleur ; enfin la lutte : non pas le combat en champ clos, l'épée et la dague au poing, entre les deux grands barons féodaux qui, depuis plus d'un siècle, se disputent comme une proie la nation germanique, mais le choc formidable de cinq cent mille Allemands mêlés à des Madgyars, à des Slaves, à des Italiens, les uns et les autres condamnés à braver la mort pour une cause dynastique dont le triomphe, de quelque côté qu'il fût, ne devait leur rapporter aucun profit moral ou matériel à eux-mêmes ; tout cela, je l'ai vu du 15 mai au 15 août 1866.

Depuis lors, ce ne fut dans mon souvenir qu'un mélange confus et sinistre dont ma pensée se détournait avec une insurmontable répulsion. Ces attentats contre la justice, ce mépris de la conscience, ce souverain dédain pour des existences humaines, impitoyablement sacrifiées à la réussite d'un plan de domination et de conquête, ces piéges dressés à la bonne foi publique par des hommes d'État sans vergogne qui, tour à tour, alarmaient le patriotisme en évoquant le spectre de l'étranger, ou qui le séduisaient par des promesses de liberté et de grandeur nationale, le mensonge effrontément étalé dans les documents d'État, la paix solennellement affirmée alors que déjà la guerre était résolue, toutes ces supercheries des sophistes gouvernementaux, toutes ces fraudes d'un machiavélisme cynique, toutes ces choses mauvaises que l'aveuglement ou la longanimité des peuples mo-

dernes supporte encore de nos jours, me remplissaient l'âme d'amertume; et puis ces villages en flammes, ces maisons trouées par les boulets, ces vergers hachés par la mitraille, ces populations courant éperdues au milieu des ruines fumantes et se réfugiant, affolées d'épouvante, jusqu'au fond des forêts; enfin, parmi les moissons ravagées, ces sanglants débris qui tout à l'heure encore étaient la jeunesse, « ce printemps de la vie, » l'orgueil des vieux parents, l'espoir de la fiancée, le bras nourricier de la famille : un horrible cauchemar! Chaque fois qu'il venait peser sur ma poitrine, je me demandais à moi-même si en vérité tout cela était arrivé. Un douloureux sanglot me serrait la gorge, et au dedans de moi éclatait la révolte contre tous ces grands politiques, souverains ou ministres, qui s'arrogent le droit d'ordonner des hécatombes humaines et qui vont jusqu'à y attacher leur gloire. J'aurais voulu pouvoir leur dire à tous : « Eh! messieurs, videz donc votre querelle entre vous, entre tuez-vous, si bon vous semble, mais respectez la vie de braves gens qui ne se soucient ni de vos prétentions ni de vos rancunes, et qui ne savent même pas le plus souvent pourquoi vous les envoyez à la mort. »

On trouvera peut-être ma confession bien naïve; à coup sûr elle est sincère. Quand la guerre se montre à vous dépouillée de son masque héroïque, de sa cuirasse étincelante et de son cimier empanaché; quand ce n'est plus sa retentissante fanfare de victoire et de gloire qui vous saisit aux entrailles, mais le râle de milliers d'hommes expirants, et quand enfin le champ de bataille vous envoie son odeur aux narines, oh!

alors, tout ce qu'on a en soi de justice et d'humanité se soulève contre cette prétendue fatalité de la guerre, que les despotes des époques barbares ont léguée à leurs descendants avec leur soi-disant droit divin. On prend en horreur ces grands barons du moyen âge, ressuscités en plein dix-neuvième siècle pour immoler à leurs ambitions ou à leurs ressentiments la fleur de toute une génération d'hommes. On s'indigne contre les peuples eux-mêmes si profondément enfoncés dans un préjugé traditionnel, qui permet à quelques chefs d'État de ravir aux familles leurs enfants les mieux doués pour en faire tout à la fois des instruments d'oppression et de conquête, des bourreaux ou des victimes. Et la conscience, se pressant alors sur vos lèvres, vous force à jeter ce cri : « Peuples, quand on vous dira : Allons, debout, en marche pour la bataille ! répondez hardiment en brisant vos fusils : Messieurs de Hohenzollern, de Habsbourg, de Romanoff ou de n'importe quoi, égorgez-vous donc les uns les autres et laissez-nous en paix ! »

Voilà l'impression la plus vive que j'aie rapportée de la guerre de Bohême : à cela s'ajoute chez moi, à l'endroit de la diplomatie allemande en général et de celle de Berlin en particulier, le sentiment répulsif que tout honnête homme éprouve pour des actes d'une mauvaise foi, d'une duplicité, d'une immoralité tellement flagrantes, que, dans les rapports ordinaires de la vie, ils feraient mettre au ban social le premier d'entre nous qui s'en serait rendu coupable.

Et si aujourd'hui je surmonte ma répugnance à repasser par les mêmes champs de bataille, à revoir les mêmes scènes de destruction et de carnage ; si je

me décide à faire paraître dans tout leur éclat les prouesses diplomatiques, c'est que je me figure qu'il y a quelque utilité à cela. Il me semble que je remplis un devoir de conscience en racontant simplement, sans aucun parti pris, mais avec une franchise qui ne s'incline devant aucun prestige, tout ce que j'ai vu et tout ce que j'ai senti. Si peu que je sois, par cela seul que je suis sincère et que je n'apporte ici d'autre passion que celle de la vérité et de la justice, il ressortira peut-être quelque enseignement de ces impressions de voyage éprouvées par un témoin oculaire d'événements qui marqueront leur trace profonde dans ce siècle. Ceci n'est donc pas un livre d'histoire, mais un récit tout personnel, sans plan ni système, où les actes de politique se mêlent aux faits de guerre, les portraits, les anecdotes, les paysages même aux traits de mœurs. La seule règle suivie pour l'appréciation des hommes et des choses est celle d'une foi absolument vouée au triomphe du droit moderne. Cela dit, j'ouvre mon carnet.

J'arrivai à Cologne le 15 mai au soir; je trouvai la ville pleine de soldats rappelés qui erraient dans ses ruelles étroites et sombres en quête d'un gîte, et leur billet de logement à la main. Ils marchaient par groupes de huit à dix de ce pas lent, pesant et solennel de l'Allemagne. Les uns étaient encore vêtus de la veste et du sarrau de l'ouvrier, les autres avaient déjà endossé la tunique militaire. Tous ces hommes étaient muets. Pas un chant, pas un cri, rien que le bruit des semelles à gros clous sur le pavé sonore. Ce qu'il y avait sur les visages et dans les yeux, ce n'était pas à coup sûr l'enthousiasme héroïque,

La guerre, décidée à ce moment déjà, sinon par le roi de Prusse, du moins dans les plans de son premier ministre, inspirait une répulsion profonde non-seulement aux populations du Rhin, mais à toute l'Allemagne. Au cœur même de la Prusse, à Berlin, les adresses en faveur de la paix affluaient au palais du roi. Le 19 avril, Guillaume I[er] avait chargé M. de Bismarck de répondre à celle du syndicat des marchands de Berlin. On rappela à ces citoyens trop pacifiques que, « d'après l'article 48 de la constitution, la décision de la paix et de la guerre appartient au roi seul. » On leur exprima la conviction qu'ils rempliraient avec empressement et avec joie leurs devoirs envers la patrie, et que « MM. les membres du syndicat de la corporation des marchands de Berlin donneraient aujourd'hui, comme par le passé, l'exemple du dévouement et des sacrifices. » Cependant on voulut bien leur dire aussi que la sagesse et le cœur paternel du roi offraient la garantie la plus certaine que la prospérité du pays ne serait pas exposée aux vicissitudes de la guerre, « à moins que l'honneur et l'indépendance de la Prusse et de l'Allemagne » ne l'exigeassent absolument.

Ce rappel à la constitution qui, en Prusse, comme dans toutes les monarchies de l'Europe, abandonne au souverain le droit de paix et de guerre, ne réussit nullement à étouffer la voix publique. En attendant que là, comme ailleurs, le peuple rentre en possession de ce droit si redoutable et l'exerce lui-même par la représentation nationale, l'Europe assista alors, en avril et en mai, à cet étrange spectacle : d'une part, une nation protestant contre une lutte fratricide, de l'autre

un ministre contraignant cette nation à se lever tout entière en armes, et mettant à l'y contraindre une telle intrépidité d'audace que, tout en le maudissant, des millions d'hommes lui obéissaient.

Le roi de Prusse, d'ailleurs, malgré son culte pour le droit divin et le pouvoir monarchique, était le premier à subir cet ascendant irrésistible de M. de Bismarck. Guillaume Ier ne se rendait pas sans résistance; mais lui aussi, comme tous les autres Prussiens, il finissait par se rendre. M. de Bismarck avait annoncé des projets tendant à la grandeur de la Prusse et de l'Allemagne; il avait promis ce parlement national si ardemment désiré par les unitaires; il s'était appliqué à gagner à sa politique la démocratie en faisant miroiter devant ses yeux le suffrage universel; mais il n'avait encore séduit personne, et les seules couronnes qui ornassent alors son front, c'étaient celles d'une impopularité dont rien ne saurait donner la mesure. Cependant tout le monde marchait à sa baguette : les hommes de l'armée active, ceux de la réserve et ceux de la landwehr. La chaumière, l'atelier, le comptoir, l'étude, le tribunal même étaient abandonnés.

Si le moindre hobereau par la grâce de Dieu se flatte toujours qu'une distance incommensurable le sépare de la tourbe roturière, il y eut pourtant en 1866 une égalité en Prusse : l'égalité devant le fusil. Paysans ou banquiers, artisans ou légistes, la plus infime roture ou la noblesse à trente-six quartiers, tous les hommes en état de marcher marchaient. On abhorrait le premier ministre, on l'accusait de conspirer la ruine de la patrie, on le traitait de mauvais génie de l'Allemagne, mais on marchait. On savait qu'il voulait

la guerre et qu'on allait se faire tuer pour le succès de sa politique; en pleine rue et sur la place publique on la proclamait immorale et détestable, mais on marchait. Tous les rangs étaient confondus, tous les partis réconciliés pour cette protestation contre la guerre, et cependant on endossait l'uniforme, on partait, le sac au dos, le fusil sur l'épaule. La femme, la mère, la fiancée accompagnaient jusqu'au lieu du rassemblement le soldat malgré lui; j'ai assisté à Cologne et sur les bords du Rhin à des scènes déchirantes. Il y eut quelques récalcitrants qu'il fallut mettre en marche la crosse aux reins; mais, une fois en route, ils allèrent comme les autres, d'un pas bien cadencé, égorger des frères allemands ou se faire égorger par eux, donner leur vie ou prendre celle des autres pour le roi de Prusse.

Quelques semaines plus tard, M. de Bismarck me disait à Berlin : « En Prusse et en Allemagne, il n'y a qu'une seule force qui soit *disciplinable.* » Je compris alors toute la portée de ce mot, et depuis je ne m'étonne plus que le premier soin de la politique prussienne, après la victoire, ait été de discipliner tous les Allemands en leur faisant endosser l'uniforme, au sud comme au nord du Mein. Le plus grand succès du Machiavel berlinois, c'est d'avoir su faire de la nation germanique, et malgré elle, une force disciplinée non pour la liberté, mais pour le principe monarchique et la domination des Hohenzollern.

Mais à Cologne, en mai, je ne pouvais comprendre que cette révolte contre la guerre, qui éclatait dans tous les esprits, ne déterminât point les citoyens à jeter leurs fusils, et ne forçât point le roi, par une

pression irrésistible, à renvoyer son ministre. L'Allemand n'a pas le tempérament révolutionnaire, je le savais bien ; mais je me souvenais pourtant de 1848 et de ce grand mouvement populaire qui avait emporté la diète de Francfort, renversé tout l'édifice de 1815, et forcé les princes absolus de la Confédération à s'humilier devant la Révolution, devant la nation souveraine. Je me disais : en Prusse, les ministres sont responsables, et si la nation, sans qu'elle dût même aller jusqu'à la rébellion contre le roi, manifestait avec toute l'énergie nécessaire ce qu'elle pense et ce qu'elle sent à cette heure ; si cette résistance passait de la parole à l'action, si surtout d'individuelle, elle devenait collective et entraînait la masse, il faudrait bien que le roi se résignât à se séparer de son ministre et à changer de politique. On ne fait pas la guerre avec des soldats, si braves d'ailleurs qu'ils soient, quand ils sont fermement résolus à ne point se battre ; et les soldats du Rhin disaient alors publiquement qu'ils jetteraient leurs fusils plutôt que de tirer sur leurs frères.

Mais que M. de Bismarck connaissait bien ses Prussiens et ses Allemands ! « Tandis que la France et l'Italie, me disait-il dans les premiers jours de juin, forment chacune aujourd'hui un grand corps social qu'animent un même esprit et un même sentiment, en Allemagne, au contraire, c'est l'individualisme qui domine. Chacun ici vit à part dans son petit coin, avec son opinion à soi, entre sa femme et ses enfants, toujours en défiance envers le gouvernement comme envers son voisin, jugeant tout à son point de vue personnel, mais jamais au point de vue de la masse. Le

sentiment de l'individualisme et le besoin de
tradition sont développés chez l'Allemand à
inconcevable. Montrez-lui une porte ouverte
que d'y passer, il s'entêtera à vouloir s'ouvri
à côté dans la muraille. » Voilà ce qui em
Prussiens et les Allemands de jeter leurs fus
les tourner contre le premier qui eût voulu l
ner dans une guerre odieuse à tous.

Jusqu'à présent ce n'est que vis-à-vis de l'
étranger que l'Allemagne existe comme un ê
ayant conscience de sa personnalité. En deçà
tières, il n'y a encore que des individus. Un
naturel de contradiction et de dispute les
cessamment sur toutes les questions intérie
dée unitaire est l'expression d'un besoin
lement senti de défendre le peuple et le
l'ennemi du dehors; elle répond aussi à des as
vers la liberté, et elle tend à l'application des
modernes.

Mais si les Allemands sont unis contre l'
ils nous ont trop prouvé qu'entre les me
cette famille nationale le lien moral et fra
loin d'être noué. Ici, point de foi publiq
de communion politique, rien que désordre
sion dans les esprits; des théories et des
soulevant d'interminables disputes; aucun
irrévocablement accepté et maintenu pa
science populaire, aucun droit courageuse
fendu par tous les citoyens, mais le faible
ment foulé aux pieds par le fort; enfin pas le
indice de la solidarité, cette force et cette
nations politiquement viriles, qui établit, co

loi inviolable, que personne ne peut souffrir un dommage sans que la communauté en soit atteinte et s'impose le devoir d'en réparer l'injustice. Ah! si, en 1866, les Allemands avaient été animés de ce grand, de ce généreux, de ce tout-puissant souffle démocratique qui, à l'heure du suprême péril, fait d'un peuple un héros invincible, défiant et bravant non-seulement l'ennemi du dehors, mais encore et surtout l'ennemi du dedans, est-ce que nous aurions vu les Prussiens, les Autrichiens, les Saxons, les Hanovriens, les Hessois, les Badois, les Wurtembergeois et les Bavarois, tous frères de même race, tous fils d'une mère commune, se ruer les uns sur les autres comme des bêtes féroçes? Est-ce que cette guerre fratricide eût été possible? Est-ce que le Hohenzollern aurait pu invoquer le droit de conquête contre des Allemands aux applaudissements des Prussiens de la seconde chambre de Berlin? Est-ce que M. de Bismarck serait parvenu à faire de ce peuple ce qu'il en a fait, une force disciplinée au service de la Prusse dynastique ? Pour moi qui ai eu foi dans la démocratie d'Allemagne, cette abdication a été, je l'avoue, une amère déception.

Avant la guerre, je disais à celui qui l'avait décidée : « On m'assure, monsieur le ministre, que le mécontentement pourrait bien en arriver jusqu'à la rébellion. » Ce n'était pas l'opinion du premier venu, mais celle d'un diplomate en renom, ambassadeur d'une grande puissance ; et la situation lui paraissait tellement menaçante à Berlin même, qu'il se disposait à conduire sa famille au delà des frontières. M. de Bismarck me répondit : « Le gouvernement ne croit

pas avoir à craindre la rébellion, et il ne la craint pas. Nos révolutionnaires ne sont pas si terribles. Leur hostilité s'exhale surtout en épithètes contre le ministre, mais ils respectent le roi. C'est moi seul qui ai fait tout le mal, et c'est à moi seul qu'ils en veulent. D'ailleurs le Prussien qui se ferait casser un bras sur une barricade rentrerait au logis tout penaud, et sa femme le traiterait d'imbécile; mais à l'armée, c'est un soldat admirable, il se bat comme un lion pour l'honneur de son pays. »

Je pris alors cela pour la bravade d'un homme résolu à tout plutôt qu'à renoncer à ses projets, pour la raillerie d'un ministre exaspéré par son impopularité même; mais M. de Bismarck savait son Allemagne par cœur, et il m'avait dit vrai : ces mêmes hommes du Rhin et de la Westphalie que j'avais vus si mornes, si menaçants pour le premier ministre au fond de leur silence, ces mêmes citoyens qui parlaient de briser leurs armes pour se précipiter dans les bras de leurs frères allemands se battirent, en effet, comme des lions et se couvrirent de gloire, selon la formule consacrée. Dans la seule journée du 3 juillet, à Sadowa, où ils formaient l'aile droite, ces Rhénans et ces Westphaliens tuèrent ou blessèrent quinze cents Saxons; de leur côté, ils laissèrent seize cents des leurs sur le champ de bataille.

Je me suis rappelé depuis qu'à Cologne, un vieil Allemand, à l'œil profond, m'avait dit : « Derrière ces visages sombres, il y a de la colère, et de la pire de toutes, de la colère blanche. Elle se porte maintenant sur un ministre dont on fait le démon de l'Allemagne; mais que l'ennemi, quel qu'il soit, se présente

au bout du fusil, c'est sur lui qu'elle retombera, aveugle et terrible. Nous raisonnons beaucoup et longtemps; mais nous voici au bout de tous nos raisonnements sans savoir ce qu'on nous veut, ni ce que nous voulons nous-mêmes, ni à quoi tout cela pourra aboutir. Nous n'avons plus qu'un désir maintenant, c'est d'en finir le plus vite possible, d'une manière ou d'autre, par la destruction s'il le faut! Nous voulons sortir à tout prix de cette incertitude, de cette confusion où la conscience publique se perd, où le crédit national s'épuise. Et vous verrez que si la lutte s'engage, on se battra avec la fureur du désespoir. » Aujourd'hui il me semble que tout le pays me parlait par la bouche de ce vieil homme.

Il faut rendre cette justice à M. de Bismarck, qu'il laissait alors à ses ennemis la plus entière liberté de faire éclater leurs colères contre le gouvernement, c'est-à-dire contre lui. Dans les réunions publiques, on discutait la politique de Berlin, on la condamnait avec une âpreté d'accent, avec une violence de langage qui m'impressionnaient vivement, moi qui venais de France. Ni le roi ni son ministre ne paraissaient s'en émouvoir le moins du monde. Au plus fort de la crise même, on n'empêcha point, comme on l'avait fait quelques mois auparavant, ces rassemblements de citoyens, si animés qu'ils fussent de sentiments hostiles. On n'invoquait point contre eux ces grands mots de menées anarchiques, de passions subversives que nos hommes d'État ont perpétuellement à la bouche; on ne voyait point l'ordre social ébranlé jusqu'en ses fondements, parce que ces assemblées populaires, improvisées soit dans un lieu couvert, soit

en plein air, blâmaient tout haut la conduite du prince et celle de son agent.

Certes, il faut tenir compte de la différence des tempéraments entre les deux peuples ; mais je n'en fus pas moins surpris et humilié de voir le droit de réunion respecté en Prusse dans un pareil moment, tandis qu'en France il était poursuivi et condamné comme un attentat contre la paix publique.

J'appris, en arrivant à Cologne, que le conseil municipal venait de voter une adresse au roi en faveur de la paix, et qu'en cette circonstance les catholiques avaient mis leur main dans celle des libéraux. J'assistai moi-même à une réunion populaire au Gürzenich ou Kaufhaus. Les deux mille citoyens qui s'y pressaient ne fêtaient point le roi de Prusse, ils ne lui demandaient point de conquérir l'Empire d'Allemagne ; mais dans un élan unanime, ils lui disaient : nous ne voulons pas d'une lutte fratricide ! Cette répulsion pour la guerre et pour la politique de Berlin, plus vive encore ici que sur d'autres points, avait sa source non-seulement dans le sentiment national, mais encore dans la nature propre de ces populations.

Quoique fils aujourd'hui de la patrie allemande, c'est dans le sang celte bien plus que dans le sang germain que les Rhénans ont puisé cet esprit d'indépendance, cette humeur frondeuse, cette vivacité toute gauloise qui élèvent comme une barrière entre eux et les Teutons mêlés de Slaves de la vieille Prusse. L'*Esprit de la Marche* fut toujours conspué sur le Rhin ; le *junker* du Brandebourg et sa morgue blasonnée y demeurent, aujourd'hui comme au lendemain de 1815, un éternel sujet de raillerie. Si les

Rhénans n'ouvrent point leurs bras à la France, ce n'est pas qu'ils portent la Prusse dans leur cœur. Ils aiment l'Allemagne; mais pour les chevaliers de la Croix qui, à Berlin, assiégent l'oreille du roi, ce sont des révolutionnaires, des anarchistes, des républicains, j'allais dire des ennemis. Possédant une des plus belles et des plus riches contrées du monde, ces populations sont naturellement vouées à la paix, qui leur procure les jouissances honnêtes où s'épanouit leur humeur joviale et débonnaire. Elles n'aspirent à aucune conquête et ne demandent rien à personne, si ce n'est qu'on les laisse tranquilles dans cette riante vallée où règne le père Rhin bien plus que le Hohenzollern. Elles n'ambitionnent pas la gloire d'être gouvernées par l'empereur des Français; ce qu'elles désirent surtout, c'est d'être gouvernées le moins possible.

Au moment de mon passage à Cologne, on y parlait d'arrangements secrets conclus à Biarritz entre Napoléon III et M. de Bismarck, et cette cession éventuelle des Rhénans de la rive gauche à la France, je dois l'avouer, ne les comblait point d'aise. Cependant un officier du 28e régiment de la landwehr prussienne, qui allait tenir garnison à Luxembourg et qui avait passé à Sarrebruck et à Sarrelouis, m'assura que dans ces trois villes on s'attendait à devenir Français et qu'on ne s'en désolait pas.

Depuis Cologne jusqu'à Bingen, où le Rhin quitte la Prusse pour couler entre le duché de Nassau et la Hesse-Darmstadt, je ne vis que des soldats : les uns déjà tout équipés et armés, le sac au dos, le fusil à l'épaule et, sur la tête, le casque noir en cuir verni

avec la pointe de cuivre; les autres en tenue de route, tunique courte en gros drap bleu à parements rouges, pantalon noir à passe-poil rouge et le bonnet plat sans visière, à bande rouge aussi. Beaucoup avaient en outre le sac aux provisions de route en toile grise et la paire de bottes de rechange. Puis c'étaient des cavaliers à la tunique verte, au casque en acier poli, et d'autres avec la casaque courte à brandebourgs et le bonnet à poil.

A Bonn, toute l'Université, délaissant les pandectes et la question du moi et du non-moi, était rassemblée dans un brillant appareil guerrier, appuyée sur le grand sabre de Prusse.

Dans la vallée du Rhin, partout le même spectacle : les ateliers fermés, les comptoirs désertés; dans toutes les fabriques, les ordres contremandés; d'ailleurs les bras eussent manqué à la besogne, et les wagons aux marchandises. En passant la frontière de Belgique entre Verviers et Aix-la-Chapelle, j'avais remarqué que le personnel du train ne se composait que du machiniste, du chauffeur et d'un seul agent pour le contrôle des billets.

La Prusse, qui depuis longtemps se préparait à cette grande guerre, avait étudié à fond la théorie et la pratique des chemins de fer employés comme moyens rapides de concentration et d'approvisionnement d'une armée en campagne. Les premiers essais, pendant les guerres d'Italie et d'Amérique, l'avaient mise à même d'acquérir une expérience qui d'abord lui permit de conserver jusqu'au dernier moment les apparences de la défensive, et ensuite de déranger les plans stratégiques de l'ennemi par la foudroyante

irruption de trois armées et de deux cent quatre-vingt mille hommes en Saxe et en Bohême. Les chemins de fer et leur outillage, appliqués à la guerre par des officiers d'élite, contribuèrent assurément à ses grands succès militaires. En mai, tous les wagons de troisième classe avaient été requis, ainsi que les wagons à marchandises et même les wagons servant au transport du bétail, car ce n'étaient pas seulement les soldats des trois années du service actif et ceux des quatre années de la réserve qui venaient d'être appelés sous les drapeaux, mais aussi les hommes du premier ban de la landwehr; en sorte que toute la population masculine de vingt à trente-deux ans partait pour une guerre dont nul ne voyait distinctement le but.

Ces uniformes multicolores, ces armes étincelantes, ce grand rassemblement d'hommes et de chevaux en appareil belliqueux formaient un tableau pittoresque au milieu de la flore printanière, parmi les pommiers, les cerisiers en fleur et les moissons d'un vert tendre étalant au soleil leur robe d'espérance.

Ailleurs, au pied des rochers parés de leurs jeunes pampres, sous les vieux burgs croulants et pourtant plus solides encore que la Confédération et toute l'œuvre de 1815, on apercevait aux fenêtres des chalets, des chaumières et des vieilles tours rapiécées, des femmes au regard désolé qui considéraient avec une sorte de stupeur leurs maris et leurs fils, leurs amants et leurs frères s'en allant guerroyer. Et le cœur se serrait; car le printemps, les fleurs, les moissons en promesses, cette jeunesse et cette joie de la nature, la vie enfin dans ce qu'elle a de plus

doux et de meilleur, tout ici protestait contre la destruction, contre la mort.

De Cologne à Coblentz, je fis route avec quelques officiers de landwehr, avocats, médecins, négociants, qui se rendaient à Wetzlar, enclave prussienne au confluent de la Dill et de la Lahn. C'est ici que Gœthe a placé la scène de son Werther, et les soldats se désaltéraient à la fontaine Charlotte. Je fus frappé de retrouver dans la bouche de mes compagnons de train ce que m'avait dit mon vieil Allemand de Cologne : « Autant vaut en finir une bonne fois pour toutes. Nous nous soucions fort peu de nos petits princes. Leurs querelles de cour à cour ne nous touchent guère. Tout cela n'aboutit qu'à troubler notre paix et blesser nos intérêts. Nous n'avons aucune raison de nous égorger entre nous, et il eût mieux valu certes que la nation constituât elle-même la nouvelle Allemagne. Mais si le peuple avait voulu le faire, tous les princes se seraient, comme en 1849, ligués contre lui. Les deux grandes puissances auraient envoyé leurs soldats pour rétablir sur son trône le prince de Reuss ou le prince de Lippe, souverains régnant par la grâce de Dieu. Il vaut donc peut-être encore mieux que le sabre prussien tranche notre nœud gordien, et qu'il écarte de nous à tout jamais la calamité d'une guerre intestine. » C'étaient des Prussiens, il est vrai, qui parlaient ainsi ; mais ce même sentiment où il y avait à la fois l'amer dégoût de la politique féodale si longtemps subie, et le vague espoir d'une grande existence nationale, je l'ai rencontré hors de la Prusse, dans toute l'Allemagne du centre et jusqu'à Dresde même, chez de francs libé-

raux nullement tentés d'ajouter un fleuron à la couronne du Hohenzollern.

Ce sentiment-là et celui de l'individualisme peuvent seuls expliquer, mais non pas justifier, chez cette grande nation, un si complet abandon d'elle-même avant et pendant la lutte. Il n'y eut que des protestations vaines contre la guerre; mais nulle part on ne vit les citoyens se lever au nom de la liberté et tourner leurs armes contre ce qu'ils appelaient eux-mêmes une détestable politique de cabinet.

A ce moment, 16 mai, le mouvement de concentration des armées avait commencé : du côté de la Prusse, en Silésie et sur la frontière de Saxe; du côté de l'Autriche, en Moravie et en Bohême. J'ai déjà levé le rideau sur la comédie jouée devant l'Europe par les princes, grands et petits, dans la diète; j'ai montré comment M. de Bismarck avait, dès le 26 janvier, intenté un méchant procès à l'Autriche à propos des duchés de l'Elbe. Mais avant de signaler les autres incidents politiques et diplomatiques qui précédèrent la guerre, il me faut tracer brièvement ici la scène des préparatifs militaires.

La Prusse voulut s'attribuer jusqu'au bout devant l'opinion un rôle absolument pacifique. M. de Bismarck mit tout en œuvre pour persuader à tout le monde et au vieux roi Guillaume lui-même que ce n'était pas lui, mais l'Autriche qui voulait la guerre. Il est vrai qu'à Vienne on commença les armements dès qu'on y eut reçu le défi de Berlin à peine déguisé sous les formes diplomatiques; mais ce qui n'est pas moins certain, c'est que la Prusse était depuis longtemps préparée à cette guerre, tandis que l'Autriche, à peine

remise du coup de 1859, en proie à des tiraillements intérieurs, en rupture ouverte avec la Hongrie, ses finances obérées et ses lignes stratégiques mal servies par des chemins de fer insuffisants, surtout du côté de la Moravie et de la Bohême, l'Autriche ne l'était pas. Ses équipements et ses approvisionnements militaires étaient loin d'être complets ; les régiments composant chaque corps d'armée étaient éparpillés, et un bon nombre séparés par de grandes distances.

L'Autriche appliquait à son armée, comme à ses peuples, la désolante devise qui a tant contribué à sa déchéance : « Diviser pour régner. » Elle envoyait ses soldats allemands en Hongrie, ses soldats italiens en Bohême, ses soldats madgyars et slaves en Vénétie et jusque dans le Holstein. Le rappel au corps et la concentration de ces troupes si mêlées sur un point déterminé exigeaient donc un grand mouvement militaire et un temps considérable.

Le 24 mars, M. de Bismarck annonça au roi Guillaume, à l'Allemagne et à l'Europe que l'Autriche se préparait à la guerre contre la Prusse, et comme preuve à l'appui de cette grave nouvelle, il fit paraître une série de notes, celles du 24, du 28 et du 29 mars, où toutes les dispositions militaires prises à Vienne se trouvaient signalées jusque dans les moindres détails avec une précision mathématique. Qui donc pouvait le renseigner si merveilleusement ? On ne l'a jamais su, ou du moins on ne l'a jamais dit à Vienne. A coup sûr, de pareilles informations étaient fournies par la main de la trahison.

Pendant la campagne de Bohême, j'ai pu me convaincre, par l'aveu des officiers d'état-major comme

par mes propres yeux, que M. de Bismarck et le général Moltke étaient au courant de tout ce qui se décidait à Vienne, comme s'ils avaient été, l'un le premier ministre de l'empereur François-Joseph, et l'autre le général en chef de ses armées.

Les notes prussiennes relatives aux armements autrichiens montraient tous les services militaires en activité « dans le but de mettre le plus promptement possible l'armée impériale sur le pied de guerre. » Elles signalaient les séances du conseil des maréchaux de l'empire, qui avait en effet siégé à Vienne sous la présidence de l'empereur, du 7 au 15 mars. Le 10 mars, le maréchal Benedek y avait été appelé, et, à partir du 16, les mesures militaires furent poussées avec un redoublement de vigueur.

Les notes allaient dans leur précision jusqu'à indiquer la marche de chaque régiment, de chaque bataillon; on y trouvait par exemple ceci : « Le régiment n° 18 a quitté Pesth et une partie de la garnison est partie d'Ofen; » ou bien encore : « entre Josephstadt et Pardubitz, le régiment Constantin n° 18 de Pesth, le régiment archiduc Joseph n° 37 de Lemberg, le régiment Schmerling n° 67 de Stanislovio (Gallicie); à Teschen, un bataillon de chasseurs venant de Gallicie qui couvre de ses détachements le chemin de fer depuis Schœnbrunn jusqu'à Oswiecim. » On ne pouvait faire ni un pas ni un geste à Vienne sans qu'on en fût immédiatement averti à Berlin.

C'est ainsi qu'on signalait à la date du 28 mars la concentration en Bohême de soixante et onze bataillons d'infanterie, quarante-quatre escadrons de cava-

lerie et trente-trois batteries d'artillerie, comprenant deux cent quarante pièces attelées. D'autres régiments venant de la Hongrie, de la Transylvanie et de la Gallicie étaient en marche sur la Bohême. Ce que les notes prussiennes ne disaient pas, mais ce qu'on n'ignorait pourtant pas à Berlin, c'est qu'à la date du 16 mars, une note secrète avait été envoyée par le cabinet de Vienne à plusieurs cours allemandes en vue de la mise sur le pied de guerre des 7e, 8e, 9e et 10e corps fédéraux, et d'une action combinée avec l'Autriche contre la Prusse.

La priorité des armements appartient donc incontestablement à l'Autriche ; ce que l'historien impartial doit affirmer également, c'est que la provocation à la guerre était partie de Berlin dès le 26 janvier, et que l'Autriche, en s'armant et en cherchant des alliés en Allemagne, ne le fit point à ce moment-là dans un but agressif. En février et en mars, sa politique fut essentiellement défensive. Mais quand la guerre fut devenue inévitable, et qu'on sut à Vienne que l'alliance avait été conclue entre la Prusse et l'Italie, on s'y décida tout à coup pour la politique offensive ; alors aussi on conçut le projet si présomptueux d'une marche triomphale sur Berlin et d'un démembrement partiel de la Prusse dont une province, la Silésie, devait, selon de sérieuses probabilités, en partie servir de compensation à la cession de la Vénétie par l'Autriche, et en partie récompenser le dévouement de la Saxe royale, attachée par M. de Beust à la fortune autrichienne.

Le 28 février, il avait été tenu à Berlin un grand conseil présidé par le roi, et auquel avaient été appe-

lés les ambassadeurs de la Prusse à Paris, à Londres et à Saint-Pétersbourg. On y avait agité la question politique et militaire, surtout au point de vue international. Il y eut ensuite, le 28 mars, un grand conseil de guerre. M. de Bismarck était décidé à tout, dût-il, comme il me le disait à Berlin, « porter sa tête sur l'échafaud » ; mais le roi Guillaume hésitait encore à jouer sur un coup de dé sa couronne et l'avenir des Hohenzollern. Il fut décidé que, jusqu'à nouvel ordre, on continuerait militairement aussi le rôle défensif et pacifique que M. de Bismarck affectait de prendre dans toutes ses communications diplomatiques, afin de rejeter sur l'Autriche la responsabilité de la guerre.

Ni à Vienne ni en Allemagne, personne n'était la dupe de cette comédie politique, où la Prusse s'efforçait de mettre de son côté les apparences du bon droit, et de masquer des plans prodigieusement combinés et depuis longtemps arrêtés dans la pensée de son premier ministre. D'ailleurs ce que l'intelligence et la science, l'étude patiente, la prévoyance appliquée aux plus minutieux détails, ce que la volonté humaine concentrée sur les choses de la guerre peuvent faire en vue d'assurer la victoire, tout cela était achevé, tout cela était prêt. On comptait et on avait raison de compter sur l'armement de l'infanterie, sur le terrible fusil à aiguille, qui avait fait ses preuves pendant la campagne du Schleswig-Holstein, et que l'Autriche, si aveuglément présomptueuse, confondait dans son dédain avec toute l'organisation militaire de la Prusse. Les équipements et les approvisionnements étaient au grand complet. Les arsenaux et les magasins de dépôt

regorgeaient de tout ce qui est indispensable pour une guerre opiniâtrément prolongée. On avait 120 millions de francs en argent sonnant pour les premiers besoins de la campagne. La télégraphie et la poste de guerre étaient merveilleusement organisées; les chemins de fer soumis à la discipline militaire comme des régiments sous le commandement d'officiers capables de tirer tout le parti possible de ces rapides et puissants auxiliaires. On avait dressé des cartes de toutes les provinces où les hasards de la guerre pourraient conduire l'armée ; chaque localité, chaque chemin, chaque ravin et chaque monticule s'y trouvaient indiqués avec un soin si méticuleux, que je vis les troupes prussiennes marcher en pays ennemi comme sur un terrain de manœuvres. Enfin le corps des officiers tout entier, depuis le général Moltke jusqu'au plus jeune des enseignes sortis la veille des écoles militaires, brûlait de la fièvre héroïque.

Cette ardeur belliqueuse n'avait pas uniquement sa source dans le patriotisme, ou dans l'ambition commune aux officiers de toute armée de se signaler par quelque action d'éclat et de conquérir des grades ; elle provenait aussi chez beaucoup de gentilshommes sans fortune, voués par nécessité au métier des armes et très-nombreux en Prusse surtout dans l'infanterie et la cavalerie, de l'esprit de caste et du dévouement à la personne du roi, c'est-à-dire du devoir traditionnel du vassal envers le suzerain. Mais chez tous indistinctement, nobles ou roturiers, c'était la même envie de venger l'armée prussienne du mépris que, depuis la reculade d'Olmütz (27 novembre 1850), on lui prodiguait en Autriche et dans toute l'Allemagne ; la même

volonté inébranlable de prouver à l'Europe, et particulièrement à la France, que la Prusse militaire n'était pas quelque chose que l'on pùt traiter avec le dédain stupide des vieux routiniers.

A Berlin, MM. de Bismarck et de Moltke savaient cela mieux que personne; et si l'enthousiasme faisait encore défaut aux jeunes troupes de l'armée active, si les hommes de la réserve ne marchaient qu'à contrecœur, si ceux de la landwehr criaient contre la guerre, on croyait pouvoir d'abord se fier à l'esprit de discipline, et puis compter, après le premier coup de canon, sur ce feu sacré qui enflamme les citoyens et les soldats devant l'ennemi menaçant la patrie.

Enfin l'armée en Prusse se trouve tout organisée sur place, invariablement attachée aux mêmes localités par ses dépôts et par ses çadres, de telle sorte que les bataillons, les régiments, les brigades et les divisions correspondent à autant de circonscriptions territoriales, et chaque corps d'armée à une province, sauf le corps de la garde dont les bataillons ou les régiments sont fournis par toutes les provinces; il suffisait donc de quelques jours pour réunir les hommes dans leurs cadres, pour mettre en un mot les corps d'armée en état de marcher à la frontière avec leur attirail de guerre. Le passage du pied de paix au pied de guerre pour un corps d'armée n'est qu'une affaire de cadres à remplir, de magasins à vider et de marches de rassemblement à faire dans les limites restreintes d'une province. Cela n'exigeait ni le grand mouvement, ni le temps si long nécessaire à l'Autriche pour réunir un corps d'armée dont les régiments étaient éparpillés aux quatre coins de l'empire.

Ces considérations politiques et militaires déterminèrent sans doute le conseil présidé par le roi à Berlin, le 28 mars, à s'en tenir pour le moment à des armements partiels. Du 29 au 31 mars, on mit sur le pied de guerre plusieurs régiments d'artillerie, on renforça les bataillons qui gardaient le territoire le plus rapproché de la Saxe et de la Bohême, ainsi que ceux qui occupaient le Schleswig, et l'on mit en état de défense Cassel, Neisse, Glatz, Torgau, Glogau, Spandau et Magdebourg.

En avril, au moment même où la Prusse signait son traité d'alliance offensive et défensive avec l'Italie, il y eut pourtant une éclaircie dans ce ciel gros d'orages. A Berlin, plus M. de Bismarck s'avançait audacieusement sur le terrain politique vers une crise suprême, plus le vieux roi Guillaume, retenu par plusieurs de ses proches, alarmé par quelques-uns de ses intimes, hésitait à se lancer dans les grandes aventures. La question du désarmement fut posée et débattue entre la Prusse et l'Autriche. Mais, pendant cette courte éclaircie, l'Italie fit son appel aux armes. D'ailleurs, à Vienne, où l'on savait sans doute ce que le général Govone était allé faire à Berlin, on n'avait pas cessé un seul instant de pousser les armements à outrance du côté de la Vénétie comme du côté de la Bohême. La Saxe royale et le Wurtemberg armaient également. Bientôt la Bavière suivait leur exemple; et cette fièvre d'armements gagnant la plupart des petits États du Nord et de l'Ouest, on vit bien que décidément la foudre allait éclater.

Dans la première quinzaine de mai, l'Autriche achevait la concentration de plusieurs corps d'armée

en Moravie et en Bohême. On avait armé Thérésienstadt et Josephstadt; on réparait les remparts de Kœniggraetz; on fortifiait Cracovie.

Alors la Prusse jeta tout à coup son masque pacifique. Du 3 au 12 mai, elle porta son armée active au pied complet de guerre; elle mobilisa le premier ban de la landwehr.

Les Prussiens ont prétendu qu'ils avaient laissé prendre à leurs adversaires plusieurs semaines d'avance pour les armements : cela est vrai dans une certaine mesure; mais tout ce temps avait été employé par les Autrichiens à remplir leurs cadres, à rassembler leurs bataillons épars, à organiser et à approvisionner leurs corps d'armée, en sorte qu'il n'y avait, à coup sûr, aucun avantage de leur côté au moment où s'ébranla l'armée prussienne. Le problème de sa concentration vers la Saxe et la Bohême avait été mathématiquement résolu à Berlin. Supposer que le général Moltke, assistant jour par jour aux efforts de l'Autriche pour réunir sa grande armée du Nord, eût laissé si longtemps M. de Bismarck dans son rôle défensif, s'il n'avait pas été certain de pouvoir conduire les Prussiens en temps utile aux frontières, ce serait faire injure à cet illustre tacticien.

Le jour donc où j'arrivai à Francfort, la ville libre et la ville de couronnement des empereurs depuis 1356, cinq cent mille hommes se rapprochaient entre Berlin et Vienne pour s'entre-tuer; un autre demi-million d'hommes s'armaient entre le Rhin et les Carpathes.

CHAPITRE IX

Les conférences ministérielles de Bamberg et la motion du 19 mai à la diète de Francfort. — Les moyens et les petits États tentent vainement d'empêcher la guerre. — M. de Beust ne parvient pas à former entre eux une ligue défensive contre la Prusse. — La France, l'Angleterre et la Russie proposent une conférence des grandes puissances et de la Confédération germanique pour résoudre par la voie diplomatique la question des duchés de l'Elbe, celle du différend italien et celle de la réforme fédérale. — Cet effort pacifique n'était pas sérieux de la part de ceux qui mirent le plus d'ostentation à le faire. — La comédie du machiavélisme contemporain.

La paix était à l'agonie. Le dernier espoir de beaucoup d'Allemands était alors que les moyens et les petits États, sauf la Saxe, garderaient la neutralité, et que la lutte décisive ne s'engagerait qu'entre l'Autriche et la Prusse. Les populations n'aspiraient qu'à écarter d'elles les calamités de la guerre. L'amour qu'elles portaient à leurs nombreux souverains n'allait pas jusqu'à les soulever en masse pour la défense de leurs trônes. Cette disposition des esprits se manifestait dans la Saxe royale comme ailleurs. La Saxe royale était comme un grain de blé placé entre deux grosses pierres meulières. En cas de guerre, la neutralité était la seule chance qu'elle eût de n'être point broyée; aussi l'alliance autrichienne n'était-elle point du tout acclamée à Dresde et à Leipzig.

Il y eut, le 19 mai, une séance diétale des médecins fédéraux pour une consultation *in extremis* autour de la paix moribonde. Les ministres de quelques-uns

des moyens et des petits États s'étaient réunis en conférence à Bamberg. La question de la mobilisation fédérale contre la Prusse avait été agitée. M. de Beust, l'homme de la triade allemande, c'est-à-dire de la ligue des moyens et des petits États, allait, me disait-on à Francfort, présenter à la diète une nouvelle motion plus décisive que celle du 9 mai; il devait mettre au jour l'alliance défensive des gouvernements qui avaient voté la première motion saxonne. Il va de soi que, dans les conférences ministérielles de Bamberg, M. de Beust leur montrait à tous l'Autriche les couvrant de son bouclier. Cependant les quatre royaumes par la grâce de Napoléon Ier, la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg et le Hanovre, les quatre duchés saxons, les deux Hesse, Nassau et Bade, ne parvinrent alors à s'entendre sur rien.

A ce moment-là, la Saxe royale, le Wurtemberg et la Hesse-Darmstadt formaient le groupe d'opposition le plus décidé contre la Prusse.

Les petits duchés saxons placés, eux aussi, entre l'enclume et le marteau, se montraient hésitants comme le Nassau; ils n'avaient, les uns et les autres, rien à gagner et tout à perdre. Le Hanovre, très-exposé par sa position géographique, était singulièrement perplexe. Bade, partagé entre le ministre d'Edelsheim qui tenait pour l'Autriche, et le parti de la cour qui penchait vers la Prusse, n'était pas moins douteux. Enfin, la Bavière que non-seulement M. de Bismarck ménageait dans ses dépêches, mais qu'il s'efforçait de prendre au miroir des plus chatoyantes perspectives, la Bavière n'avait su encore se décider pour aucun parti.

De tout cela, il résulta que les conférences de Bamberg n'aboutirent, le 19 mai, qu'à la motion suivante : « Plaise à la haute assemblée d'adresser à tous les membres de la Confédération qui ont pris des mesures ou opéré des armements outrepassant le pied de paix l'invitation de déclarer, dans la prochaine séance diétale, si et à quelles conditions ils sont prêts à ordonner simultanément, et à partir d'un jour à décider par la diète, le retour de leurs forces militaires à l'effectif de paix. »

La Saxe royale ne figure point parmi les États qui présentèrent cette motion; M. de Beust avait l'intelligence politique trop ouverte pour ne pas comprendre que ce n'était là qu'un de ces remèdes de la dernière heure que les médecins administrent au mourant pour l'aider à passer de vie à trépas. Et, en effet, la motion fut votée à l'unanimité le 24 mai, ce qui n'empêcha pas la paix de rendre l'âme.

Mais on n'en put pas moins reconnaître à Berlin que la ligue fédérale sur laquelle comptait l'Autriche, et dont M. de Beust s'était fait le grand ouvrier, paraissait se disloquer de jour en jour, d'heure en heure, à mesure que le danger de la guerre devenait plus imminent, et quand, pour le conjurer, il eût fallu la plus parfaite union, la décision la plus ferme et la plus prompte.

Celles des grandes puissances qui ne se trouvaient point engagées directement dans ce conflit firent de leur côté, pour sauver la paix, un suprême effort dont le cabinet des Tuileries prit l'initiative. On proposa la réunion d'une conférence pour « résoudre par la voie diplomatique la question des duchés de l'Elbe,

celle du différend italien, enfin celle des réformes à apporter au pacte fédéral en tant qu'elles pourraient intéresser l'équilibre européen[1]. » Ce ne fut là, en réalité, qu'une vaine satisfaction donnée à l'opinion publique, qui, dans toute l'Europe excepté en Italie, se prononçait contre la guerre. Au point où les choses en étaient arrivées en Allemagne, devant les plans arrêtés à Berlin et les projets concertés entre Vienne et Paris, il est permis non pas seulement de supposer, mais d'affirmer que cet effort pacifique n'était pas sérieux de la part même de ceux qui mirent le plus d'ostentation à le faire. A ce moment-là, d'ailleurs, la guerre était aussi bien résolue à Vienne qu'à Berlin, et l'Autriche se disposait à prendre l'offensive. On le savait à Paris, et on y savait aussi que l'empereur François-Joseph était décidé à céder la Vénétie, mais seulement après la victoire. Cela entrait dans les combinaisons de la cour des Tuileries et de la *Burg*, lesquelles s'appuyaient exclusivement et aveuglément sur les succès éventuels des armes autrichiennes, considérés comme certains et d'avance escomptés à Paris avec une imprévoyance et à Vienne avec une présomption l'une et l'autre sans égales.

Ce point d'un grand intérêt historique doit être ici mis en lumière; il est nécessaire pour cela de saisir sur le vif et de placer en regard les uns des autres plusieurs faits de politique internationale entre lesquels existe une connexité très-réelle, quoique peu apparente.

En 1863, l'Autriche s'était d'abord associée à l'in-

[1] Circulaire de M. Drouyn de Lhuys, du 24 mai 1866.

tervention diplomatique de la France et de l'Angleterre en faveur de la Pologne. On put croire un moment que le projet grandiose et éminemment politique d'une restauration de la Pologne, avait été conçu à Vienne, à Londres et à Paris.

A vrai dire, les puissances occidentales et l'Autriche se bornaient, dans leurs démarches officielles, à rappeler la Russie au respect des traités de 1815, en ce qui concernait ce fragment de la grande Pologne de 1772 dont le congrès de Vienne avait formé un royaume rattaché à l'empire tzarien par le lien de la souveraineté, mais en possession d'une existence nationale. A défaut d'une assistance active, ce n'en était pas moins le plus grand encouragement moral qu'il fût possible de donner au patriotisme polonais, qui soutenait contre l'oppresseur moscovite une lutte aussi héroïque qu'inégale. Sommer le tzar de reconnaître le droit national des Polonais, n'était-ce pas dire à ceux-ci : résistez, nous sommes avec vous; et si à Saint-Pétersbourg on s'obstine à ne point vous rendre justice, nous vous viendrons plus efficacement en aide à Varsovie? L'Europe disait cela à la nation martyre par la bouche de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche. Et déjà, dans un si noble but, on voyait se nouer entre ces trois puissances l'alliance ébauchée pendant la guerre d'Orient[1].

Cette nouvelle triple alliance eût protégé l'Autriche non-seulement contre les entreprises de la Russie et du panslavisme, mais contre celles aussi de la Prusse et du pangermanisme. Sadowa devenait impossible

[1] Traité du 15 avril 1856.

Il va de soi qu'à Vienne on devait d'abord rompre définitivement l'ancienne, celle de 1815. D'ailleurs ce pacte aussi immoral qu'impuissant, formé par le droit divin et la conquête contre la Révolution et le droit des peuples, qu'avait-il produit de favorable à l'Autriche? Est-ce qu'il l'avait défendue en 1859 lorsqu'elle était aux prises avec l'Italie et la France? Et n'allait-il pas en 1866 la livrer sans alliés aux coups de la Prusse et de l'Italie? On ne pouvait là-dessus se faire illusion à Vienne. On savait que si à Berlin et à Saint-Pétersbourg l'Autriche avait des alliés pour combattre la Révolution en Europe, elle y avait également deux ennemis qui ne se feraient aucun scrupule de la dépouiller elle-même par la conquête. Mais il eût fallu se résoudre à un parti qui dépassait l'intelligence et le courage de cette puissance alors absolutiste et théocratique : prendre fait et cause pour la Pologne, n'était-ce pas reconnaître ce principe des nationalités que l'on s'obstinait à combattre avec un aveugle acharnement en Vénétie et en Hongrie? Pour réconcilier la Hongrie avec l'Autriche, désarmer l'Italie et s'en faire une alliée, pour nouer non pas seulement la triple alliance de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche, mais la quadruple alliance de ces trois puissances et de l'Italie, opposée aux deux puissances conquérantes du Nord et appuyée sur la Pologne reconstituée, il était nécessaire de transformer de fond en comble la politique traditionnelle des Habsbourg, de proclamer le droit moderne, de se mettre résolûment à la tête du mouvement unitaire et libéral en Allemagne, et avant tout de renoncer à la Vénétie. L'homme de cette politique

fit défaut à l'Autriche, et ce fut là pour elle un grand malheur.

L'habile et perfide diplomatie de Berlin et de Saint-Pétersbourg lui fit voir dans l'alliance française le danger d'un pacte avec la Révolution, et dans cet appui donné à la Pologne insurgée une menace pour elle-même aussi bien en Vénétie et en Hongrie qu'en Gallicie. L'Autriche, abandonnant la cause polonaise, tourna le dos à la France. C'est en vain que la diplomatie des Tuileries lui donna à entendre que la France se verrait par là contrainte « à chercher des alliés parmi les États hostiles à l'Autriche ; » Napoléon III ayant ensuite déclaré le 5 novembre 1863 que les traités de Vienne avaient cessé d'exister, les aristocrates de la *Burg* prirent peur, et la Sainte-Alliance de 1815 se trouva restaurée entre Vienne, Berlin et Saint-Pétersbourg.

Si le rôle de l'Autriche fut inepte, et non moins funeste à elle-même qu'aux Polonais qu'elle se mit à persécuter à son tour en Gallicie, après les avoir d'abord encouragés dans leur entreprise héroïque, il n'est qu'un mot pour caractériser celui de l'Angleterre : son rôle à elle fut odieux, car il porte le stygmate de l'égoïsme, de la duplicité et de la couardise. L'Angleterre délaissa misérablement la cause polonaise après l'avoir épousée avec ostentation ; et non-seulement elle la sacrifia aux intérêts les plus étroits de son égoïsme insulaire, mais elle ne négligea rien pour séparer l'Autriche de la France, empêcher de la sorte ces deux puissances de remplir ensemble leur devoir sans elle par une intervention armée en Pologne, rejeter la première dans la coalition du Nord et ré-

duire enfin à l'impuissance la seconde qui, entre Paris et Varsovie, voyait se dresser une fois encore l'Europe du droit divin. La fière et libérale Angleterre garda sur sa joue avec un flegme imperturbable le soufflet du Moskal; et le prince Gortschakoff put la montrer occupant piteusement sa place dans cette ligue de la réaction reformée contre la liberté et le droit. Le vice-chancelier de l'empire des tzars voulait que « l'action de l'Autriche et de la Prusse ne fût point séparée de celle de l'Angleterre et de la Russie dans les questions d'importance. » Et au premier affront infligé par lui à l'Angleterre, il en ajoutait un second : « les quatre gouvernements, disait-il, qui heureusement pensent et agissent maintenant de concert dans une question plus importante encore que celle du Holstein et du Schleswig, ne devraient pas, dans cette affaire, être divisés en deux camps opposés l'un à l'autre[1]. » Ainsi la coalition du Nord imposait sa propre politique à l'Angleterre qui avait lâchement abandonné la Pologne et trahi son alliée, la France.

De son côté, l'Autriche se vit contrainte à marcher contre le Danemark à la suite de la Prusse. Le Habsbourg n'avait aucun intérêt à faire la conquête des duchés de l'Elbe. Il ne pouvait se flatter de les ajouter à ses États qui en étaient séparés par toute l'Allemagne. Mais le Hohenzollern n'ayant rien à redouter de la France engagée au Mexique, ni de l'Angleterre qui abdiquait toute dignité dans la question danoise comme dans la question polonaise, ni d'une action commune de ces deux puissances à ce moment-

[1] Lord Napier au comte Russell, dépêche du 6 janvier 1864.

là profondément divisées, protégé d'ailleurs par la triple alliance restaurée, le Hohenzollern pensait, lui, à s'arrondir de ces territoires. Or M. de Bismarck allait caresser la passion germanique : c'est au nom de ce même droit national si indignement foulé aux pieds en Pologne, que la guerre fut entreprise contre le Danemark. Ce qu'on faisait à Berlin soi-disant dans un intérêt allemand, on crut devoir aussi le faire à Vienne. Ici, à cette préoccupation d'un prestige constamment disputé en Allemagne, s'ajoutait la trop juste défiance à l'endroit de la Prusse. Voilà comment l'Autriche se fit l'auxiliaire des premières conquêtes prussiennes.

Les deux larrons de Berlin et de Vienne dépouillèrent le Danemark sous les yeux de l'Europe révoltée dans sa conscience. La France et l'Angleterre leur laissèrent commettre cette mauvaise action, et aussi la Russie qui leur devait bien cette marque d'amitié. Les derniers mois de l'année 1863 virent donc le principe des nationalités tour à tour dénié en Pologne, affirmé dans le Holstein, conspué dans le Schleswig, partout anéanti par la conquête; ce chef-d'œuvre du cynisme triomphant fut celui d'hommes qui se posent devant les nations en exécuteurs des lois divines sur la terre!

Si l'Autriche s'était faite la très-humble servante de la Prusse dans les duchés de l'Elbe, M. de Bismarck avait bien voulu lui promettre en échange [1] l'appui éventuel des armes prussiennes contre l'Italie. De son côté, la France s'était rapprochée de son alliée ita-

[1] Traité secret de février 1864.

lienne. Le cabinet des Tuileries s'était décidé enfin à réaliser un projet qu'il repoussait depuis plusieurs années : l'évacuation du territoire pontifical par les troupes françaises. La convention du 15 septembre venait d'être signée. Le cabinet de Vienne rappela alors au cabinet de Berlin ses engagements en prévision d'une attaque contre la Vénétie. La réponse de M. de Bismarck fut une fin de non-recevoir pure et simple : la Prusse ne s'était engagée à rien, si ce n'est à défendre l'Autriche en Vénétie pendant le temps de l'occupation fédérale dans les duchés de l'Elbe ; or, ce temps-là était passé, puisque par le traité de Vienne, signé le 30 octobre, le roi de Danemark venait de mettre le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche en possession des duchés.

Voilà donc ce que les aveugles de la *Burg* avaient gagné à s'engager de nouveau dans la coalition du Nord : la Hongrie ennemie, la Vénétie constamment en révolte, tous les peuples de l'empire plus ou moins opprimés et hostiles, et au dehors pas un seul allié; l'ambition prussienne excitée par de faciles succès, la Russie convoitant les Slaves d'Autriche après avoir massacré, déporté, réduit à l'impuissance les Slaves de Pologne; enfin le Habsbourg, avec ses finances obérées et sa monarchie désagrégée, seul en face de l'Italie et de la France.

Ce n'est pas tout : en octobre 1864, M. de Bismarck avait nettement déclaré qu'à Vienne on ne devait pas compter sur l'appui de la Prusse en Vénétie ; au mois d'août 1865, au moment même où le roi de Prusse arrivait à Gastein et où le bon frère de Berlin allait renouer avec le bon frère de Vienne le pacte de conquête des du-

chés de l'Elbe [1], M. de Bismarck engageait avec le général La Marmora les premières négociations de l'alliance contre l'Autriche. A Gastein on s'embrassait en se partageant le butin qu'on avait fait ensemble pendant le vol à main armée de 1863 et 1864 ; à Florence, le roi « trop honnête, » selon M. de Bismarck, Guillaume Ier qui avait dit [2] que la Prusse ne devait « faire que des conquêtes morales, » ou du moins son premier ministre préparait les moyens de dépouiller l'empereur François-Joseph de sa part du butin ; ce roi et ce ministre, qui élevaient si haut le drapeau de l'Allemagne, ne se faisaient aucun scrupule de rechercher contre l'Autriche et ses alliés, c'est-à-dire contre des frères alllemands, l'appui des armes étrangères. Ce baiser de Judas, ce cynisme éhonté, ce mépris absolu de la conscience humaine, tout cela s'appelle la grande politique ; et quand le succès est au bout, eût-il coûté la vie à cent mille hommes, il se trouve encore aujourd'hui des honnêtes gens pour l'admirer et l'applaudir. Or, cette admiration est détestable, ces applaudissements sont scandaleux comme les actes mêmes qui les provoquent. Il n'y a point deux morales, l'une pour la vie publique, l'autre pour la vie privée, et ce qui déshonore un particulier ne saurait ennoblir le prince ou le ministre. Cette vérité est déjà universellement reconnue, mais ce n'est pas assez : il faut aussi que les peuples tiennent la main à ce qu'elle soit partout appliquée en politique. Renverser les faux dieux du machiavélisme ; dans les rapports internationaux, substituer à la diplomatie

[1] La convention de Gastein fut signée le 14 août 1865.
[2] Le 8 novembre 1858.

d'État qui intrigue misérablement sous le masque, la bonne foi populaire, qui parle et qui agit à visage découvert, il le faut! C'est là une des grandes réformes, de demain, car si les ignobles pratiques de la vieille politique d'État révoltent la conscience des peuples contemporains, ils voient aussi plus clairement de jour en jour qu'elles sont une atteinte fragrante au droit moderne, la cause immédiate des alarmes sans cesse renaissantes, le principal obstacle à la paix définitivement fondée.

En 1865 comme en 1864, M. de Bismarck alla se retremper à Biarritz dans « sa fontaine de Jouvence. » Il eut de fréquents entretiens avec Napoléon III ; et la conviction se répandit alors que Biarritz allait devenir le pendant de Plombières.

On disait partout que l'homme de Berlin avait pris des arrangements secrets avec l'homme des Tuileries. On parlait même d'une convention écrite où M. de Bismarck aurait acheté la neutralité de la France et son adhésion aux projets de la Prusse sur l'Allemagne au prix de la cession éventuelle d'un territoire rhénan. Dans les premiers mois de 1866 et jusqu'à Sadowa, c'était un des griefs qu'on élevait avec le plus d'amertume contre l'émule de Cavour. Le congrès des députés réuni à Francfort avant la guerre lançait « l'anathème de la nation » contre ceux qui, « dans des négociations avec des puissances étrangères, font marchandise du territoire allemand. »

Aucune convention secrète ne fut signée à Biarritz : il semble du moins que ce soit là un point définitivement acquis à l'histoire. M. de Bismarck y prit-il un engagement moral au sujet d'une rectification de la

frontière française? On l'a affirmé à Paris; on l'a nié à Berlin. Un jour à Nikolsbourg, pendant qu'on négociait la paix, M. de Bismarck avait vivement exprimé devant moi la gratitude de la Prusse pour les bons procédés de la France. Quelques instants après je rencontrai M. Benedetti qui se rendait chez le roi Guillaume. Je lui fis part de ce que je venais d'entendre : « Eh ! sans doute, me répondit l'ambassadeur français; la Prusse n'aura pour nous que des louanges aussi longtemps que nous ne lui demanderons rien. »

L'homme des Tuileries promit-t-il quelque chose à l'homme de Berlin? Traça-t-il du bout de son crayon sur la carte d'Allemagne la ligne du Mein, de même qu'il avait tracé sur la carte d'Italie la frontière pontificale? A cet égard on ne peut que faire des conjectures. Cependant ces conjectures empruntent aux événements mêmes de 1866 un certain fonds de réalité.

Les négociations de l'alliance contre l'Autriche suspendues mais non pas rompues par les embrassements de Gastein, avaient été reprises entre Berlin et Florence, quand elles reçurent, le 9 mars 1866, les encouragements très-significatifs d'un homme lié par d'étroites attaches à la cour des Tuileries. Le marquis Pepoli déclarait ce jour-là en plein parlement que le moment était venu pour l'Italie d'affirmer sa politique et de « fonder les alliances de l'Europe sur des bases nouvelles, sur la communauté des principes et des intérêts. » Le général Govone partait le soir même pour Berlin, avec la mission ostensible d'étudier le système des fortifications prussiennes. Mais, à Paris, on n'ignorait évidemment pas qu'à la suite du grand conseil tenu le

28 février à Berlin, sous la présidence du roi, avec le concours de M. de Goltz et d'autres diplomates prussiens appelés pour la circonstance, M. de Bismarck avait, le 1er mars, invité le cabinet de Florence à lui adresser un homme versé dans l'art militaire pour débattre plusieurs points importants et « donner une forme concrète à un accord éventuel. » Les paroles prononcées le 9 mars par le marquis Pepoli, devant la chambre des députés d'Italie, ne feraient-elles pas supposer que cet accord éventuel entre Berlin et Florence n'était pas alors vu d'un mauvais œil à Paris? Assurément cette alliance contractée par le droit divin avec la Révolution dans la personne de Guillaume, roi de Prusse par la grâce de Dieu, et dans celle de Victor-Emmanuel, roi d'Italie par la volonté nationale, ne devait pas déplaire à Napoléon III, au parvenu du suffrage universel. N'allait-elle pas achever de ruiner le prestige du vieux principe dynastique en Europe, consacrer en quelque sorte la légitimité moderne et du même coup renverser de fond en comble ce qui restait encore debout de l'édifice de 1815?

Le traité prusso-italien fut signé le 8 avril. Le lendemain, 9 avril, — les dates ont ici leur éloquence, — M. de Bismarck lançait comme une bombe sur la Confédération son projet « d'une assemblée issue des élections directes et du suffrage universel de toute la nation. » La France n'envoyait pas un seul soldat sur le Rhin.

Cependant les méfiances de la cour de Berlin étaient toujours très-vives à l'endroit de la France. Si le mi-

[1] *Les Préliminaires de Sadowa*, par M. Julian Klaczko.

nistre de Guillaume Ier n'hésitait pas à saluer la Révolution jusqu'à terre, après l'avoir conspuée ; s'il avait l'air de compter sur l'élu du suffrage universel comme sur un autre lui-même, il n'en était pas ainsi du vieux roi, ce pieux chevalier de la Croix. Assailli de scrupules, bourrelé même de remords à propos de son pacte avec l'ami et le frère d'armes de « l'homme à la chemise rouge, » il aurait bien voulu rompre à Florence ce commerce illicite et dangereux; car il tremblait, en outre, de tomber dans quelque traquenard dressé contre lui au palais des Tuileries. Il avait peur des Buonaparte; ayant vu l'oncle à l'œuvre, il ne se fiait guère au neveu.

La France se maintenait sur le pied de la réserve la plus absolue. En mars, le cabinet de Florence avait envoyé à Paris le comte Arese, ami personnel de Napoléon III, afin de s'assurer « qu'on approuvait aussi bien les visées du roi Guillaume que celles du roi Victor-Emmanuel, et que la France ne mettrait pas les mêmes obstacles aux progrès de la Prusse en Allemagne qu'avait soulevés la Prusse en 1859 aux progrès de la France en Italie [1]. » Le comte Arese n'avait pu obtenir aucun renseignement positif à cet égard. La cour des Tuileries affectait de se montrer aussi gracieusement cordiale envers la cour de Vienne qu'envers la cour de Berlin. M. de Bismarck jugea alors nécessaire de faire un peu de lumière sur la situation.

A Berlin il menaça de donner sa démission, si le roi le laissait là au milieu de la route avec tous ses projets avortés; à Florence, il imaginait une de ces

[1] *Les Préliminaires de Sadowa*, par M. Julian Klaczko.

finesses avocassières qui feraient la gloire d'un robin sans foi ni loi.

Le traité du 8 avril, « conçu du reste en termes très-généraux[1], » ne prévoyait que le cas où la Prusse déclarerait la guerre à l'Autriche. Or, disait au général La Marmora M. d'Usedom, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté prussienne, le cas prévu ne s'est point réalisé ; si donc l'Autriche prenait aujourd'hui le parti d'attaquer l'Italie, il n'y aurait point obligation pour nous de vous défendre, car notre traité n'a point été conclu en vue de cette agression autrichienne. Cela fut dit le 2 mai à Florence, afin surtout qu'on l'entendît à Paris.

Le programme de 1859, l'Italie indépendante et libre des Alpes à l'Adriatique, n'était pas exécuté ; cette promesse solennellement faite par l'héritier de celui qui avait signé l'odieux traité de Campo-Formio, était une dette que le second empire n'avait pas su acquitter. Et qu'on suppose maintenant M. de Bismarck éloigné du pouvoir, le roi Guillaume et l'empereur François-Joseph échangeant dans quelque autre Gastein le baiser du droit divin, l'Autriche enfin prenant la soudaine résolution d'utiliser ses grands armements et de tenter une fois encore la fortune guerrière, cette puissance invoquant les traités de Villafranca et de Zurich pour tomber de tout son poids sur l'Italie trahie et délaissée par la Prusse, est-ce que la France n'eût point été contrainte de repasser les Alpes pour sauver son œuvre de 1859 ?

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.

Il paraît d'ailleurs que Napoléon III avait préparé un plan d'ensemble en vue des grands événements qui s'annonçaient au centre de l'Europe, et ce fut apparemment pour ces diverses raisons qu'il se décida à lever un coin du voile qui enveloppait sa politique. Le 3 mai, un ancien ministre de Louis-Philippe dénonçait au Corps législatif les ambitions prussiennes comme un danger pour la France et pour l'Europe. Le 6 mai, à Auxerre, l'empereur des Français manifestait publiquement sa haine contre les traités de 1815, « dont on veut faire aujourd'hui, disait-il, l'unique base de notre politique extérieure. » Et dans ses paroles, il associait « la grande majorité du peuple français » à cette manifestation qui était un nouvel encouragement donné aux entreprises de la Prusse et de l'Italie contre l'ordre des choses établi en Europe par le congrès de Vienne. L'Autriche, en effet, ne défendait-elle pas les traités de 1815 à Venise et à Francfort? M. de Bismarck ne donna pas sa démission, et le roi Guillaume entraîné, sinon persuadé et rassuré par son ministre, écrivit au roi Victor-Emmanuel une lettre autographe où, pour le cas d'une agression de l'Autriche, il lui promettait formellement cette fois l'appui de la Prusse.

Si M. de Bismarck avait son plan, Napoléon III avait également le sien; il en poursuivait l'exécution non pas à Berlin et à Florence, mais à Vienne, contrairement à la version si accréditée alors dans toutes les capitales d'après laquelle la France, la Prusse et l'Italie se trouvaient liées par des engagements réciproques. Depuis plusieurs mois il était question du rachat de

la Vénétie par l'Italie ou de la cession de la Vénétie par l'Autriche moyennant une compensation territoriale. Quelque soin qu'on eût pris de garder le secret des négociations ouvertes sur cet objet entre Paris et Vienne, le bruit en avait percé. Dans les premiers jours de mai, on crut même un moment que l'Autriche allait se résigner au sacrifice de Venise, afin de pouvoir employer toutes ses forces contre son ennemie allemande.

Le 23 mai, un jeune officier autrichien, plein d'intelligence, de courage et de foi dans la victoire, M. Elder de Vivenot, qui allait porter des ordres au général Gablenz, dans le Holstein, me disait entre Francfort et Cassel : « nous pourrons céder la Vénétie après la première victoire. » C'était là en effet le dernier mot du cabinet de Vienne au cabinet des Tuileries ; et ce mot paraît avoir été prononcé dès le mois d'avril. En sorte qu'en proposant le 24 mai la réunion d'une conférence pour résoudre le différend italien en même temps que la question des duchés de l'Elbe et celle des réformes à apporter au pacte fédéral, la diplomatie française savait parfaitement que l'Autriche était décidée à céder la Vénétie, mais seulement après la première victoire. L'Angleterre et la Russie s'associèrent à cet effort apparent et non réel de la France pour sauver la paix. Se faisait-on illusion à Londres et à Saint-Pétersbourg sur l'efficacité de cette tentative, entreprise en commun? Cela est douteux; mais à coup sûr on savait à Paris que ce n'était là, comme je l'ai dit, qu'une vaine satisfaction donnée à l'opinion publique qui dans toute l'Europe, excepté en Italie, se prononçait contre la guerre.

Et ce que tout le monde ignorait alors, c'est que l'empereur Napoléon et l'empereur François-Joseph s'étaient concertés et mis d'accord sur un plan de remaniements territoriaux, qui non-seulement aboutissait à la guerre dans l'exécution, mais qui même, pour réussir, rendait absolument nécessaire la victoire de l'Autriche.

Entre Paris et Vienne, on ne s'en tint pas à un simple échange de vues; un traité secret fut signé et le *Times* en a fixé la date au 9 juin. Par ce traité, l'empereur d'Autriche cédait la Vénétie à l'empereur des Français avant la guerre, avant même la rupture officielle des relations diplomatiques entre Vienne et Berlin, laquelle eut lieu le 12 juin.

Les clauses de ce traité secret n'ont point été jusqu'ici divulguées ; mais on peut du moins relever dans les documents du mois de juin 1866 plusieurs indices qui jettent une assez vive lumière sur ces combinaisons austro-françaises. Dans les instructions relatives à la conférence adressées le 1er juin aux agents de l'Autriche à Paris, Londres et Saint-Pétersbourg, le comte de Mensdorff déclarait que « le gouvernement impérial ne saurait accepter une indemnité pécuniaire » pour la Vénétie ; que son honneur et sa dignité « s'y opposeraient. » L'indemnité pécuniaire irrévocablement refusée, restait la compensation territoriale. A cet égard, M. de Mensdorff disait : « Si malheureusement la guerre venait à éclater; si la Providence, bénissant ses drapeaux, amenait par des succès militaires la consolidation de sa puissance, si son ascendant moral en Europe se relevait et si des remaniements territoriaux s'effectuaient à son avantage,

alors l'Autriche pourrait, usant avec modération de ses succès, consentir à renoncer à une de ses anciennes possessions. Dans l'intérêt de la pacification générale, elle serait portée à souscrire à des concessions qu'elle ne pourrait accorder à des menaces sans montrer une faiblesse qui ne ferait qu'enhardir ses adversaires et redoubler leurs exigences. »

Ce problème d'une compensation territoriale était-il résolu par le traité secret? Tout ce que l'on peut affirmer, c'est qu'il avait été posé et débattu entre Paris et Vienne, puisque l'empereur François-Joseph, le rachat de la Vénétie écarté, n'en avait pas moins cédé cette province à l'empereur Napoléon. Une pareille cession n'était point faite évidemment à titre gratuit et seulement pour les beaux yeux de la France; elle ne pouvait l'être qu'en prévision de remaniements territoriaux que rendraient possibles les succès de l'Autriche et auxquels la France s'engageait d'avance à ne point mettre obstacle.

Cela n'entraînait-il pas, comme je l'ai affirmé, la guerre, la guerre voulue et reconnue nécessaire par la diplomatie française elle-même, dans un moment où, en convoquant une conférence européenne, elle avait l'air de vouloir s'évertuer à sauver la paix? On montrait plus de franchise à Vienne qu'à Paris : « Une combinaison de nature à amener un échange contre une compensation territoriale, disait encore M. de Mensdorff, ne pourrait être que la conséquence d'une guerre et de grands changements territoriaux qui s'ensuivraient. Mais une pareille combinaison ne saurait être le résultat d'une délibération paisible autour d'un tapis vert. »

Ainsi la politique des Tuileries travaillait ostensiblement à la paix ; mais en réalité, enveloppée d'un voile impénétrable, elle soufflait la guerre tout à la fois à Florence, à Berlin et à Vienne. Elle encourageait l'Italie, par la bouche du marquis Pepoli, à s'allier à la Prusse contre l'Autriche; en jetant, à Auxerre, l'anathème aux traités de 1815, en évitant d'envoyer un soldat sur le Rhin, elle poussait M. de Bismarck à détruire de fond en comble l'œuvre de Metternich, la Confédération germanique ; en échange de la Vénétie, elle promettait à l'Autriche la neutralité de la France et lui montrait une compensation territoriale ; mais où cela ?

Évidemment en Allemagne et au détriment de la Prusse. Peut-être bien avait-on en vue la Silésie prussienne dont la Saxe royale aussi convoitait un morceau ; et M. de Bismarck aurait pu dire : la France et l'Autriche vendent la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Les futures conquêtes de Benedek, c'était là en effet tout le nœud de cette combinaison austro-française.

Le plan de Napoléon III, comme on va le voir, embrassait un plus large horizon; mais ce plan, je le répète, avait pour unique base la victoire décisive que Benedek allait remporter sur Moltke, le territoire que l'Autriche devait conquérir sur la Prusse et en échange duquel la Vénétie était d'avance cédée par un traité secret à la France. La défaite autrichienne et ses conséquences, rien de cela n'était prévu comme s'il était écrit dans le livre du destin que la Prusse serait vaincue et l'Autriche victorieuse. M. de Bismarck, son génie politique et ses audaces heureuses,

ses projets de réforme fédérale, l'organisation militaire de la Prusse, son fusil à aiguille, cette arme terrible éprouvée dans la guerre du Schleswig-Holstein, enfin le grand mouvement unitaire de l'Allemagne, tout cela n'était rien; aux Tuileries, on ne voyait, on ne voulait voir que le Habsbourg courant sus au Hohenzollern, le renversant dans l'arène et lui mettant le genou sur la poitrine. A ce moment-là, on fût intervenu et on eût dit :

Le pouvoir personnel qui préside aux destinées de la France impériale[1] « désire pour les États secondaires de la Confédération une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important; » c'est-à-dire quelque chose comme un troisième groupe allemand, indépendant de la Prusse et de l'Autriche, la triade de M. de Beust.

« Pour la Prusse, plus d'homogénéité et de force dans le Nord; » par exemple, la Prusse agrandie du Schleswig-Holstein, mais diminuée de la Silésie.

« Pour l'Autriche, le maintien de sa grande position en Allemagne. » Enfin la Vénétie cédée à l'Italie, « moyennant une compensation équitable. » Vraisemblablement la Silésie; car la Prusse vaincue, cette riche province, par sa position géographique même, s'offrait à l'Autriche victorieuse.

Et la rive gauche du Rhin? Avant la guerre, Napoléon III ne fit publiquement aucune allusion à une compensation territoriale pour la France, ni même à une rectification de sa frontière de l'Est. Dans son manifeste du 11 juin, il déclarait repousser « toute

[1] Lettre de l'empereur Napoléon à M. Drouyn de Lhuys en date du 11 juin 1866.

idée d'agrandissement territorial, tant que l'équilibre européen ne serait point rompu. En effet, ajoutait-il, nous ne pourrions songer à l'extension de nos frontières que si la carte d'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance, et si les provinces limitrophes demandaient, par des vœux librement exprimés, leur annexion à la France. » Après la guerre, le plan de l'empereur des Français ayant été mis à néant par des événements qu'on n'avait pas prévus, mais qu'on aurait dû prévoir puisqu'ils appartenaient à l'ordre des choses naturelles et possibles, M. Benedetti fut chargé de soulever, peut-être déjà à Nikolsbourg en juillet 1866, et à coup sûr à Berlin dans les premiers jours d'août, le problème d'une rectification de frontière. J'aurai à faire connaître en temps et lieu de quelle manière sommaire il fut résolu à cette époque par M. de Bismarck. Mais comment l'eût-il été si le miracle de la médaille sans revers se fût accompli pour assurer le succès de la combinaison austro-française? A cette question, le manifeste du 11 juin ne fait aucune réponse. Nul autre document officiel ne met en lumière ce point historique, où se rattache un si grand intérêt français. On en est donc réduit aux hypothèses. Est-il vrai que la monarchie protestante de Brandebourg aurait dû renoncer non-seulement à la Silésie catholique, mais encore « aux provinces catholiques du Rhin situées trop en dehors de son orbite naturelle[1]? » Est-il vrai qu'on en eût formé un nouvel État adjoint au troisième groupe allemand, « et neutre, à l'instar de la

[1] *Les Préliminaires de Sadowa*, par M. Julian Klaczko.

Belgique? » Est-il vrai enfin que la France se fût contentée « d'une modeste et juste rectification de frontières du côté de la Sarre et du Palatinat? » Il ne faut pas aller plus avant dans le chemin où se tient le sphinx qui donne à deviner des énigmes.

M. de Bismarck avait-il été renseigné par ses espions sur ce traité secret, sur cette conception chimérique où la Prusse, déjà battue avant même de s'être mesurée avec l'Autriche, payait d'une de ses provinces la rançon de la Vénétie? Ce qui est certain, c'est qu'à cette prétention affichée par un souverain étranger de régler les destinées de l'Allemagne, il opposa audacieusement, le 10 juin, un programme où l'Autriche se trouvait exclue du territoire fédéral.

Pour lui, il ne s'agissait pas d'échanger une province contre une autre, ni de broder un canevas préparé aux Tuileries; non, il jouait le tout pour le tout, c'était une « guerre à fond » qu'on voulait à Berlin. Ne la voulait-on pas aussi à Vienne, maintenant qu'on avait reçu de la Prusse le suprême défi et la dernière insulte?

Ceci à propos de la fameuse dépêche Usedom et de cette « guerre à fond » dont on fait un si terrible grief à la Prusse, comme si quand deux grandes puissances ennemies en viennent aux prises, elles ne cherchaient pas toujours à se faire le plus de mal possible : dans tous les rapports militaires, en temps de guerre, c'est la formule consacrée. D'ailleurs ce jeune officier autrichien que j'ai déjà cité, M. Elder de Vivenot, ne me disait-il pas aussi le 23 mai : « nous ne ferons qu'une marche de Vienne à Berlin, *cette boîte à sable* de l'Empire d'Allemagne. Entre l'Autriche et la Prusse,

c'est aujourd'hui comme jadis entre Rome et Carthage : l'une des deux est de trop. » Voilà qui vaut certes toutes les notes échangéees au sujet de la guerre à fond.

La conférence pour la paix échoua donc, et elle devait échouer, car ce ne fut là qu'un incident de la comédie que jouaient alors quelques grands acteurs de la diplomatie européenne.

CHAPITRE X

Les adresses contre la guerre. — La protestation du comité des Trente-six. — Le congrès des députés allemands à Francfort. — Un prêche révolutionnaire. — Le flegme germanique. — Comment les patriotes de la grande Allemagne envisageaient, à la fin de mai, la question soulevée entre Berlin et Vienne. — Mon entretien avec M. de Beust, premier ministre du roi de Saxe. — Les perplexités des moyens et des petits États.

Cependant le peuple allemand ne se lassait pas de protester contre la guerre. En Prusse, pour n'avoir plus les oreilles assourdies des criailleries de la chambre des députés, M. de Bismarck l'avait fait dissoudre par un décret royal du 9 mai. Mais alors les conseils municipaux recommencèrent à envoyer des adresses au roi, et celui notamment de Kœnigsberg, la ville du couronnement, lui disait dans la sienne : « Les représentants légaux du pays ne sont pas rassemblés autour du trône, et d'ici au moment où ils se réuniront les destinées du pays peuvent être accomplies. Dans un pareil moment, les représentants des villes ne sauraient se soustraire au devoir de porter à la connaissance de leur roi les sentiments de la nation. La politique extérieure, poursuivie par les ministres de Votre Majesté et surtout la position qu'ils ont prise en face de l'Allemagne et du Schleswig-Holstein, nous ont entraînés vers une guerre fatale sans que le lien de la confiance réciproque unisse le peuple et le gouvernement. Le bon accord et l'action commune entre ces

ministres et le peuple sont devenus impossibles. » Le conseil municipal de Kœnigsberg demandait « un changement radical des personnes et du système du gouvernement. » Ce n'est qu'en entrant dans cette voie, « la voie de la liberté publique, » que la Prusse pourra « recouvrer les sympathies des peuples frères de l'Allemagne et maintenir la situation qui lui est due parmi les États de l'Europe. »

Dès le 6 avril, le comité des Trente-six, siégeant à Francfort en dépit des menaces de la Prusse et sous la protection de l'Autriche, avait lancé une protestation énergique contre « la funeste politique de cabinet » et contre « toute guerre civile. » Montrant l'Allemagne tout à la fois menacée d'une guerre civile, de l'immixtion de l'étranger, de la ruine de la liberté et de la prospérité publique, « il faut, avait déclaré le comité, que le peuple allemand, s'il ne veut pas assumer la responsabilité du malheur national, manifeste en tous lieux si clairement et si vigoureusement son opinion et sa volonté que ceux qui conseillent les couronnes ou ceux qui les portent ne puissent s'empêcher de l'entendre. » Il dénonçait aussi « les plans patents d'une annexion violente formés par le gouvernement prussien » contre les duchés de l'Elbe, dont les deux grandes puissances disposaient « comme d'un butin de guerre, » la faiblesse de la plupart des autres gouvernements confédérés et une organisation fédérale qui excluait complétement « le peuple de la direction de ses destinées. » Tout cela, disait le comité, appelle sur l'Allemagne des troubles et des catastrophes : « une transformation complète de la constitution est nécessaire si nous voulons écarter pour

l'avenir les misères et les dangers de la situation actuelle. »

Le 20 mai, ce ne fut plus seulement le comité des Trente-six qui se réunit à Francfort, mais le congrès des députés lui-même. J'assistai à la séance dont le début fut marqué par un singulier incident.

Au moment où le président de l'assemblée, M. de Bennigsen, le chef du *Nationalverein*, vient de donner la parole au rapporteur du comité des Trente-six, une forte détonation éclate tout à coup, une épaisse fumée envahit la salle, une odeur de poudre me saisit aux narines. Ceux qui sont près des portes gagnent les couloirs. L'auditoire des tribunes fuit en poussant des cris d'épouvante. Le bureau se lève, le président agite sa sonnette, plusieurs députés s'écrient : « Restons, quoi qu'il arrive ! » C'est une confusion inexprimable. Cependant le calme se rétablit : on apprend que des pétards à mèche avaient été placés dans les couloirs par des mains inconnues. Les déserteurs rentrent dans la salle et le congrès recommence ses délibérations.

Ces pétards étaient-ils prussiens, autrichiens ou simplement francfortois ? Évidemment ils n'étaient pas prussiens, car la manifestation était dirigée contre le *Nationalverein* largement représenté à ce congrès, et qui, déjà suspecté de connivence avec M. de Bismarck, rencontrait une vive antipathie chez les Francfortois, partisans déclarés de l'Autriche. La haine des opulents républicains allait jusqu'à la frénésie à l'endroit de l'homme de Berlin, qui d'ailleurs le leur rendait bien. Certes, ils attachaient un grand prix aux franchises de leur ville libre ; mais ce qui ne leur tenait pas

moins au cœur, c'était cette paix facile, cette quiétude dorée et ce gras bien-être dont ils jouissaient depuis cinquante ans au milieu de l'Allemagne agitée, et qu'ils devaient à l'état de choses établi en 1815. La Confédération germanique était leur bouclier ; ils recevaient de la diète de Francfort tout leur prestige. L'Autriche avait prodigieusement enrichi les gros banquiers francfortois avec l'argent de ses emprunts multipliés. Cette aristocratie républicaine se souciait bien vraiment de la grande Allemagne unitaire et démocratique! Dès lors, quiconque voulait troubler le cours limpide de ses prospérités matérielles devenait aussitôt son plus mortel ennemi. Retournons au congrès des députés allemands.

En dehors des propositions du comité des Trente-six, il n'y avait pas moins de dix-sept motions présentées par des individualités ou par des groupes divers.

La veille au soir, je m'étais rendu à la *Saalbau*, le siége du congrès, et j'y avais trouvé pacifiquement assis autour des tables, mangeant, buvant et fumant flegmatiquement, un grand nombre d'hommes résolus à développer le lendemain dans leurs discours les idées les plus révolutionnaires, à proposer les mesures les plus décisives et allant même jusqu'à vouloir constituer le congrès en comité de salut public. On se borna à voter, après une discussion de six heures, la motion du comité des Trente-six qui condamnait la guerre, ainsi que le faisaient d'ailleurs toutes les autres motions : « Nous condamnons la guerre qui nous menace, car ce ne serait qu'une guerre de cabinets, ne servant qu'à des buts dynastiques. Elle est indigne

d'une nation civilisée, compromet tous les biens que nous avons acquis par une paix de cinquante années et nourrit les envies de l'étranger. Les princes et les ministres qui portent la faute de cette guerre contre nature, ou qui agrandissent les dangers pour poursuivre des intérêts particuliers, se rendent coupables d'un crime envers la nation. Le peuple frappera de sa malédiction et des peines de haute trahison ceux qui compromettront des territoires allemands dans des négociations avec les puissances étrangères. » L'étranger, c'est-à-dire la France, était alors la grande préoccupation.

La conviction s'était répandue partout que M. de Bismarck, pour obtenir la neutralité de la France, avait signé à Biarritz avec Napoléon III un traité secret en vue de la cession éventuelle d'un territoire rhénan. Les corps d'armée que la France n'avait pas concentrés sur sa frontière de l'Est, troublaient profondément toutes ces cervelles inquiètes et méfiantes. Cela leur semblait une énigme redoutable; ne pouvant pas la deviner, on accusait de haute trahison l'homme de Berlin, on le menaçait par anticipation du supplice réservé aux traîtres.

En même temps, on engageait les moyens et les petits États à garder la neutralité, mais à s'armer « pour éloigner l'immixtion de l'étranger et couvrir les frontières, pour opposer à l'ennemi étranger des forces toutes fraîches dans le cas où la guerre prendrait un caractère européen. » Ceci s'adresssait surtout « aux États du groupe méridional et occidental, » auxquels, selon le congrès, incombait la tâche « de maintenir leurs forces intactes pour défendre, le cas échéant, l'in-

tégrité du territoire germanique. » Deux cent cinquante représentants des diverses chambres allemandes prirent part à ces délibérations : Francfort en avait délégué 39, Nassau 36, Bade 35, la Hesse Électorale 28, le Schleswig-Holstein 30, la Hesse-Darmstadt 26, la Prusse 17, la Bavière 19, le Mecklembourg 4, le Hanovre 3, Brême 3; le Wurtemberg, l'Oldenbourg et Meiningen, chacun 2 ; Weimar, Cobourg-Gotha, le Lauenbourg, Lippe-Detmold, la Saxe royale, chacun 1 : ensemble 250.

L'Autriche n'avait pas envoyé un seul député; et en dépit des protestations du comité des Trente-six contre la guerre, les méfiances de l'assemblée se manifestèrent si vivement au sujet d'une entente dissimulée avec Berlin, que M. Schulze-Delitsch crut devoir protester contre l'idée que les propositions du comité fussent « favorables à la politique Bismarck. »

Je ne veux point dire qu'il y eût là une intrigue prussienne; ce serait faire injure à d'honorables citoyens qui, à Berlin, étaient en révolte ouverte contre M. de Bismarck et sa férule. Mais sous la peau de la grande Allemagne, il y avait la Prusse pourtant, et l'on vit percer le bout de l'oreille. Le comité des Trente-six qui avait organisé le congrès, était le bras droit du *Nationalverein*. Or l'association allemande, dans son manifeste du 14 mai, repoussait la guerre, non pour la guerre elle-même, mais parce qu'elle « ne pourrait être justifiée que par les plus hauts intérêts de la nation. » N'était-ce pas là un encouragement donné à M. de Bismarck? Quant à la neutralité des États secondaires armés contre la France, est-ce que les hommes éminents du comité des Trente-

six pensaient sérieusement qu'avec ces forces-là il fût possible de résister à la France? Ce n'était donc qu'un chauvinisme national habilement employé en faveur d'une neutralité qui devait profiter à la Prusse, car la Prusse ne demandait rien, en effet, aux moyens et aux petits États que de ne point se liguer contre elle avec l'Autriche.

Une autre motion tendait à faire appuyer par eux celle des deux grandes puissances qui la première attaquerait l'autre. Par là, on faisait acte d'indépendance vis-à-vis de la Prusse et de l'Autriche, on attribuait à l'Allemagne non engagée dans le conflit austro-prussien, un vrai rôle politique, efficace peut-être pour le maintien de la paix. Mais cette motion, repoussée par le comité des Trente-six, le fut aussi par le congrès. Un Berlinois, M. Grese, prononça ce mot caractéristique : « le *Nationalverein* a perdu la confiance du peuple allemand, parce qu'il appuie l'idée d'une hégémonie prussienne. » Ce fut là en définitive la véritable signification du congrès des députés de Francfort. Tout en criant très-fort contre « la politique Bismarck, » les unitaires étaient au fond d'accord avec elle; et l'on touchait au moment où le chef du *Nationalverein* et le premier ministre du roi Guillaume allaient, dans un entretien qui eut lieu à Berlin, échanger leurs vues au sujet d'une alliance non avouée mais réelle.

Dans la même journée du 20 mai, j'assistai à ce qu'on pourrait appeler un prêche révolutionnaire. Figurez-vous un millier d'hommes de tout âge, de toute condition et de tous les pays d'Allemagne, rassemblés sur les gradins du cirque de Francfort. Dans

une petite tribune, dressée en face de la porte d'entrée, un orateur tient un discours à faire sauter en l'air tous les gouvernements du monde. Des applaudissements frénétiques éclatent : il s'agit de la patrie allemande, de la grande (*das weitere*) et aussi de la petite (*das engere*); car on ne s'imagine pas combien les partisans les plus déclarés de l'unité se montrent attachés en même temps à leurs clochers bavarois, hanovriens, saxons et hessois. On traîne M. de Bismarck aux gémonies; son *déplorable roi* (sic) n'est pas digne de la corde qui... On parle d'armer la nation à la mode suisse ; et « si les trônes d'Allemagne consentaient à armer le peuple de la sorte, le peuple reconnaissant daignerait leur accorder encore vingt années d'existence. » Un autre orateur succède à celui-ci, et son discours n'est qu'une variante. Les mêmes applaudissements éclatent après chaque phrase à effet. La seule différence, c'est que le premier est de Stuttgard ou de Cassel, le second de Munich ou de Dresde. Puis un troisième vient répéter la même chose en d'autres mots ; ensuite un quatrième... Le programme comprend quatre questions : la question de la guerre, celle du Schleswig-Holstein, celle du parlement national et la question des moyens de défense contre la Prusse et contre la France.

Quand ces quatre questions ont été débattues dans tous les sens et que tous les orateurs ont été applaudis à tour de bras, alors ces terribles révolutionnaires, ces anarchistes redoutables contre lesquels la Prusse et l'Autriche avaient formé leur pacte d'alliance à Gastein, ces funestes héritiers de 89 et de 93 s'en

retournent paisiblement chez eux. La conscience allégée, convaincus d'avoir bien rempli leur devoir envers la patrie, la grande et la petite, ils soupent tranquillement avec leurs femmes et leurs enfants; puis ils vont à la brasserie fumer considérablement et vider philosophiquement plusieurs verres de bière.

En sortant d'un de ces meetings dont on avait eu si peur à Vienne, et que M. de Bismarck avait si bien fait servir à sa politique, voici ce que j'écrivis sur mon carnet de voyage : lorsqu'on voit de près ce flegme et qu'on mesure la distance qui sépare ici le fait de l'idée, l'action de la parole, on serait tenté de dire que jamais les Allemands ne fonderont eux-mêmes leur unité nationale ; qu'il faut que des événements extraordinaires, en les arrachant violemment à leurs habitudes placides, plus fortes que tout, leur viennent en aide pour cette grande œuvre politique, et qu'enfin M. de Bismarck est aujourd'hui le vrai, le seul révolutionnaire.

Les discours les plus incendiaires avaient retenti tout le jour, mais le feu n'avait pris nulle part. Un peu de fumée seulement, produite par les pétards de la *Saalbau*. Dès quatre heures de l'après-midi, à tout ce bruit de paroles, à cette exaltation politique du matin, succédait la plus profonde quiétude. Le comité de salut public n'avait pas été constitué; mais tout le monde mangeait, buvait, fumait et digérait en se promenant dans les jardins qui forment une ceinture fleurie à la ville.

C'était le cas ou jamais de répéter ce mot d'un homme d'État : « nos révolutionnaires pensent et parlent en héros, mais ils agissent en chanoines. »

Cependant ayant pris le chemin de Weimar le 23 mai, je vis bientôt les hommes et les choses se présenter à moi sous un autre aspect qu'à Francfort ou à Cologne.

Sur les bords du Rhin on se refusait encore à croire à la guerre, parce que ces populations industrieuses, vouées aux travaux et aux jouissances de la paix, demeuraient en quelque sorte étrangères aux passions politiques de la grande Allemagne. Quant aux républicains de Francfort, partisans déclarés de l'Autriche et de la diète germanique qui, sans les troubler dans leur heureuse somnolence, entretenait le prestige traditionnel de leur cité, ils se persuadaient volontiers que toute la nation partageait leurs sentiments hostiles non-seulement envers M. de Bismarck, mais envers la Prusse elle-même. A mesure pourtant que j'avançais au cœur du pays, le problème soulevé entre Berlin et Vienne prenait à mes yeux un caractère et des proportions de plus en plus grandioses.

Ici, dans la pensée publique, c'était tout l'avenir de la nation qui se trouvait en question. A Cassel, à Weimar, au centre comme au nord de l'Allemagne, un grand nombre de patriotes, tout en déplorant la guerre, la considéraient comme inévitable et même nécessaire. Je fus vivement frappé de rencontrer, le long de ma route, des dispositions envers la Prusse bien différentes de celles qui se manifestaient par des cris hostiles à Francfort. « Nous réprouvons, me disait-on, les procédés politiques de M. de Bismarck ; mais il faut bien que nous nous résignions à nous appuyer sur l'une ou l'autre des deux grandes puis-

sances pour constituer notre unité nationale et politique; sinon nous les aurions toutes les deux contre nous, comme en 1850, et avec elles tous nos petits princes par la grâce de Dieu. »

Or, depuis un demi-siècle, l'Autriche était aux yeux des libéraux l'incarnation du despotisme, le symbole de la réaction; elle représentait des intérêts étrangers, madgyars, slaves et italiens, tandis que la Prusse était exclusivement vouée aux intérêts allemands. Et puis M. de Bismarck proclamait le parlement national!

Les libéraux unitaires protestaient bien avec les progressistes de Berlin contre la violence et l'arbitraire de ses actes; mais, il y faut insister, le concours de la Prusse leur paraissait indispensable pour abattre définitivement l'édifice austro-fédéral de 1815, qui, renversé en 1848 par le peuple, avait été relevé en 1850 par les princes parjures et tous ligués ensemble contre les libertés publiques. Ne se flattant point de pouvoir atteindre à leur but par la seule force démocratique et révolutionnaire, il fallait, pensaient-ils, détacher de la ligue féodale l'une des deux grandes puissances qui se disputaient le sceptre germanique; et, disaient-ils, « quand nous serons un peuple, un peuple un et libre, la Prusse alors sera bien forcée de disparaître dans la nation allemande. »

C'est le contraire qui arrive aujourd'hui : la nation allemande est menacée de disparaître dans la Prusse militaire et dynastique.

Mais il n'en est pas moins vrai qu'à la veille de Sadowa, le plus grand nombre des patriotes de la grande Allemagne, tout en détestant la guerre et M. de

Bismarck, se prononçaient en faveur de la Prusse, sinon ouvertement, du moins dans leur for intérieur. Et voilà ce qui permit à M. de Bismarck de porter en Bohême contre l'Autriche la masse des forces prussiennes, en n'opposant qu'une faible armée aux alliés de cette puissance dans l'ouest. Évidemment cette armée n'eût pas suffi pour combattre les forces de la Bavière, du Wurtemberg, du Hanovre, de Nassau, de Bade et des deux Hesse, si elles avaient été secondées par un soulèvement populaire.

Dans les derniers jours de mai, on posait le problème en ces termes : L'Autriche imposera-t-elle ses destinées à l'Allemagne? Réussira-t-elle à confondre ses intérêts slaves, madgyars et italiens avec les intérêts allemands? Ou bien la nation germanique parviendra-t-elle à se constituer en dehors de l'Autriche? L'Autriche dominant sur toute l'Allemagne, ou la nation germanique expulsant de son sein tous les éléments étrangers, voilà ce qu'il y avait au fond de la pensée publique.

On comptait là-dessus à Berlin et on avait raison : la Prusse, en déguisant ses projets de domination, les appuyait sur une idée toute-puissante, l'idée nationale et unitaire; l'Autriche ne défendait que des intérêts dynastiques. Elle n'était alors elle-même qu'une dynastie régnant despotiquement sur diverses races sans cohésion entre elles; et en Allemagne elle subissait inévitablement la loi qui, à notre époque, pousse les peuples à se former en groupes nationaux.

Au seul mot de grande patrie les cœurs battaient à l'unisson; en même temps les regards se tournaient vers la Prusse, et avant l'heure où le peuple voulût

entreprendre la tâche qui doit le faire un et libre, M. de Bismarck s'emparait de cette force nationale et s'en servait au profit de la Prusse. En réalité, les Allemands ont commencé leur révolution intérieure, et ce qui s'est fait à Sadowa et depuis ne l'a point achevée. La Prusse se flattait alors et elle se flatte encore aujourd'hui de pouvoir conduire l'Allemagne vers l'accomplissement de ses nouvelles destinées : c'est là un problème que l'avenir résoudra ; mais en 1866, au milieu de l'exaltation produite par cette grande crise, la conviction était générale que la nation elle-même allait le résoudre, d'abord contre l'Autriche et ensuite contre la Prusse, si la Prusse ne réalisait point entièrement les vœux de la nation.

M. de Bismarck comptait d'ailleurs des partisans déclarés qui affirmaient tout haut que la Prusse n'avait pas armé cinq cent mille hommes pour un autre but que celui-là. Il avait aussi mesuré combien de l'idée au fait la distance est longue chez ce peuple rêveur, flegmatique, qui vit bien plus par la pensée que par l'action et qui, en politique comme en tout, a pour passion dominante l'habitude ; le lendemain de cette alliance avec la Révolution ne lui faisait donc pas plus peur que la menace d'une rébellion à Berlin pour le jour même. Il avait pu reconnaître enfin que cette unité en théorie était pourtant déjà un lien réunissant en un faisceau intellectuel les groupes du Nord et du Centre, et qu'il y avait là une communauté de vues, de tendances et d'intérêts, un esprit d'essence propre qui n'attendait que le concours des événements ou même seulement un ébranlement et une impulsion,

pour opérer entre des éléments épars une fusion complète. Ce fut lui-même qui l'opéra après Sadowa, non pas conformément aux vœux de l'Allemagne démocratique, mais dans l'intérêt exclusif d'une monarchie militaire et conquérante, en établissant au nord du Mein une confédération avec un parlement sans pouvoirs politiques, avec des souverains qui portent la livrée prussienne, avec des sujets qui sont tenus d'endosser l'uniforme prussien et de se faire tuer pour le roi de Prusse.

Les patriotes du Nord et du Centre s'éloignaient donc irrésistiblement de l'Autriche qui, loin de rien tenter pour les conquérir à sa cause, s'obstinait aveuglément au contraire, nous l'avons vu à Francfort, dans une politique surannée, affirmant le droit fédéral de 1815 et livrant ainsi elle-même la nouvelle Allemagne à la Prusse. Telles étaient les véritables proportions du conflit au moment de mon passage à Weimar, le 24 mai.

La guerre paraissait nécessaire à beaucoup de libéraux parce qu'ils étaient excédés de cette vie entre l'enclume prussienne et le marteau autrichien; elle était inévitable parce qu'il n'était pas possible de concevoir même que la maison d'Autriche voulût déposer le sceptre des empereurs aux pieds d'un de leurs anciens vassaux. La guerre était certaine aussi parce qu'à Vienne le peuple et l'aristocratie l'appelaient plutôt que de consentir à cette déchéance, et parce qu'enfin l'Autriche avait reçu de la Prusse des offenses si graves qu'en l'état de nos mœurs elles ne se peuvent laver qu'avec du sang.

Rien ne saurait peindre l'exaspération qui régnait

alors à Vienne contre Berlin. C'était bien, comme me le disait ce jeune et brillant aide de camp du général Gablenz, Rome et Carthage. Mais M. de Bismarck et le général Moltke n'étaient pas hommes à se laisser traiter en Carthaginois par l'Autriche; et comme en Prusse on savait tirer parti de tout, même de cette présomption et de cette animosité viennoises, on répandit le bruit que le maréchal Benedek parlait de brûler Berlin et d'en jeter la cendre au vent. On présenta cette guerre comme un duel à mort « entre les Slaves et les Allemands. » On inventait un conte absurde et l'on disait que le généralissime autrichien n'avait accepté le bâton du commandement qu'aux conditions suivantes : « des Slaves, rien que des Slaves; les vides incessamment remplis sans qu'il faille compter le nombre des hommes sacrifiés; enfin, si Berlin est pris, Berlin sera brûlé. » On donnait ainsi à entendre aux Prussiens qu'ils allaient combattre non pas des frères de race, mais des hordes à moitié sauvages de Croates qui voulaient mettre la patrie à feu et à sang. Devant l'Allemagne aussi, la Prusse apparaissait armée contre des étrangers, des Slaves, des ennemis séculaires.

Voilà sous quelles impressions j'arrivai le 26 mai à Dresde. Pendant le voyage, depuis Francfort, j'avais rencontré à Gunterhausen, dans la Hesse Électorale, les hommes de la landwehr de Westphalie en route pour Wetzlar, où l'on concentrait un corps d'armée prussien menaçant les petits duchés du Rhin. De vraies têtes germaniques : fronts carrés, fortes mâchoires, visages impassibles; tous ces hommes mangeaient de grand appétit un morceau de pain noir

doublé d'une tranche de lard cru. La Prusse les faisait passer sur le domaine de S. A. Électorale sans lui en demander la permission.

A Cassel je ne m'arrêtai point pour contempler ce triste monarque qui, d'ailleurs, ne sortait jamais de son triste palais. La capitale du duché avait un air morose et je ne sais quelle odeur de moisi qui m'en éloignèrent au plus vite. J'allai voir les fameuses cascades de Willemshœhe et l'Hercule Farnèse, où il fut dépensé de telles sommes que le prince d'alors en fit jeter au feu tous les comptes afin que les bons Hessois ignorassent toujours ce que sa ruineuse fantaisie leur coûtait. Cela remonte au temps où les petits princes tudesques, jouant au Soleil de Versailles, recommençaient chacun à son tour la fable de la grenouille et du bœuf.

A Erfurth, forteresse prussienne de deuxième classe, je ne vis rien que des canons, des fusils et des casques à pointe de cuivre.

A Weimar, un doux et riant jardin où se promènent les grandes ombres de Gœthe, de Schiller, de Herder et de Wieland, la petite-fille de celui-ci me mena en pèlerinage aux tombeaux de ces hommes divins qui ont plus fait cent fois pour le bonheur et la gloire de l'Allemagne que tous les conquérants et tous les politiques, depuis Charlemagne jusqu'à M. de Bismarck.

En suivant la route de Weimar à Leipzig, on voyage en pleines bucoliques; là, dans de frais vallons, au pied de collines verdoyantes, deux petites rivières, l'Ilm et la Saale, courent joyeusement en formant de capricieux méandres. Au fond de ce cadre champêtre

on cherche des amoureux d'Allemagne, marchant la main dans la main et les yeux perdus dans l'azur; mais rien au milieu de ces campagnes fleuries ne vous rappelle l'horrible boucherie humaine. Et pourtant tout cela n'est qu'un champ de bataille : Rosbach, Auerstædt, Iéna, Lutzen ; enfin Leipzig, dont la maigre plaine s'enrichit du sang de cent mille hommes pendant ce massacre de trois jours que les Allemands ont appelé la *Bataille des nations* (octobre 1813).

A Leipzig je trouvai les esprits en alarmes; il ne restait pour garder la ville qu'une compagnie d'infanterie. La garnison était allée rejoindre l'armée saxonne irrévocablement liée par M. de Beust à l'armée autrichienne.

Ici, comme à Weimar et à Cassel, comme dans toute l'Allemagne du Centre et du Nord, les tendances prussiennes prévalaient; le plus grand nombre des libéraux se déclaraient contre l'Autriche. On se prononçait surtout pour la neutralité.

On reconnaissait au ministre du roi Jean les qualités de l'homme d'Etat; mais la Saxe royale, presque entièrement protestante, lui reprochait avec amertume d'avoir poussé le pays hors de ses voies naturelles par cette alliance avec les Habsbourg ultramontains et déjà plus Hongrois et Slaves qu'Allemands. L'homme de la triade avait pourtant aussi ses partisans, même dans la démocratie saxonne, divisée sur la question allemande. Il y avait là de vieilles haines contre la Prusse qui remontaient à la guerre de Sept ans. Ces ennemis de M. de Bismarck rêvaient comme M. de Beust un troisième groupe en dehors de la Prusse et de l'Autriche; tandis que la majeure partie

de la jeunesse saxonne attachait ses espérances d'avenir au succès des armées prussiennes et traitait ce troisième groupe d'utopie.

Dans cette belle et charmante Dresde, la vraie capitale de l'Allemagne policée, gracieusement couchée au bord de l'Elbe comme Florence, sa sœur, au bord de l'Arno, et vouant comme elle un culte aux arts, la guerre inspirait à tous la plus profonde horreur. Assurément l'armée saxonne se comporta avec une grande bravoure pendant la campagne de Bohême; mais en versant généreusement son sang pour l'honneur du drapeau, elle fit un sacrifice que la grande majorité de ses compatriotes avait déploré d'avance comme inutile.

Quant à M. de Beust, il avait dans la victoire de l'Autriche une foi exclusive, partagée d'ailleurs par la plupart des hommes d'État et même par des notabilités militaires. Il caressait l'espoir d'un agrandissement territorial de la Saxe, à la suite duquel il lui eût été moins difficile de réaliser son idée favorite de la triade allemande, par la formation d'un groupe des moyens et des petits États appuyé sur la Saxe et la Bavière. Mais ce désir, cette passion d'affranchir l'Allemagne de la domination soit prussienne, soit autrichienne, troublant la lucidité de son coup d'œil politique, l'empêchait de voir que le grand mouvement unitaire se détournait de Vienne pour se porter vers Berlin, et qu'entre les libéraux patriotes et l'Autriche slave et madgyare autant et même plus qu'allemande, le divorce était dès lors consommé. Au point de vue économique, il ne tenait pas assez compte de ce fait que l'Autriche ne faisait point partie du Zollverein fondé, orga-

nisé et dirigé par la Prusse, et que les intérêts commerciaux, cet élément si important de la richesse publique, poussaient, eux aussi, l'Allemagne du côté de Berlin plutôt que du côté de Vienne. Enfin, M. de Beust croyait pouvoir compter sur une action énergique des principaux États du Sud, la Bavière et le Wurtemberg, où les Prussiens étaient détestés encore plus par le peuple que par l'aristocratie. Mais là, comme partout, la perspective d'une grande patrie avec un parlement national avait jeté bien des hésitations dans les esprits même les plus hostiles à la Prusse. L'antagonisme religieux ne parvint pas à soulever les catholiques du Sud contre les protestants du Nord.

Le 27 mai, je me présentai au ministère des affaires étrangères de Dresde où M. de Beust me reçut immédiatement. Je vis un homme d'une cinquantaine d'années, grand, maigre, aux dehors distingués, à la physionomie fine et souriante. Le visage, dont les lignes sont fermes et régulières, s'est un peu affaissé sous l'effort d'une lutte opiniâtrément soutenue pendant quinze ans pour le triomphe d'une idée. Le regard, à moitié voilé par le rapprochement des paupières, est lumineux et pénétrant. Haut, large et plein, le front est magnifique. Sa bouche, aux contours nets, spirituelle, aiguisée même par l'ironie, a le rire saccadé des natures nerveuses incessamment aux prises avec les obstacles et en butte aux déceptions. Mais au fond de ce rire, il y a comme un suprême dédain des difficultés et de tout ce qui, injustice, péril, menace ou moquerie, s'attaque à une conviction sincère appuyée sur la persévérance du vouloir. Dans toute la personne d'ailleurs, dans l'attitude ou le geste comme dans la

parole, on retrouve cette fièvre intérieure aiguillonnant une volonté de fer. On reconnait du premier coup d'œil une grande intelligence, et dès les premiers mots l'homme d'État se révèle.

Les adversaires de M. de Beust, et ils sont nombreux en Prusse surtout, ont voulu faire de lui un ambitieux vulgaire : « Il s'est, disaient-ils alors, mis en croupe d'une chimère pour s'élancer à la conquête de la célébrité. Au fond de sa fameuse triade, il n'y a rien sinon le désir effréné de jouer un rôle en Allemagne et de devenir un personnage en Europe. » Quant à moi, après l'avoir entendu exposer simplement son idée d'un troisième groupe et le rôle de la Saxe dans la crise de 1866, je ne fus nullement tenté de me ranger du côté de ses railleurs; je tins, au contraire, M. de Beust pour un esprit aussi convaincu qu'éminent; utopiste, c'est possible, mais alors noblement, grandement utopiste et incapable de sacrifier à une ambition mesquine la fortune de son pays. Je ne rapporterai ici de cet entretien que les traits les plus saillants, ceux qui offrent un intérêt actuel et permanent en éclairant d'une vive lumière les affaires d'Allemagne.

M. de Beust avait présenté son projet de triade allemande à la diète de Francfort le 15 octobre 1861. « Cette idée d'un troisième groupe, me dit-il en souriant finement, n'est pas si folle en vérité qu'on voudrait le faire croire à Berlin. Il n'y a en définitive que trois choses possibles : le dualisme, l'unité ou la triade. La Prusse et l'Autriche ont pu vivre assez paisiblement côte à côte jusqu'en 1848 ; mais depuis, et surtout dans ces derniers temps, vous savez ce

que le dualisme a produit. La Prusse veut prendre le premier rang en Allemagne; l'Autriche refuse de le lui céder. La question des duchés de l'Elbe est venue se jeter entre elles, comme une pomme de discorde. Je me suis déclaré pour l'indépendance du Schleswig-Holstein avec le prince d'Augustenbourg ou tout autre, parce que la saine logique m'avertissait que par cette voie-là seulement il était possible d'échapper à de graves complications. J'ai dit à Berlin et à Vienne que, de la sorte, chacune des deux grandes puissances pourrait, de concert avec la Confédération, se ménager une juste part d'influence et d'intérêts dans les duchés en évitant des compétitions dangereuses. Au reste, depuis quinze ans, toutes les fois qu'il m'est arrivé de proposer quelque chose, c'est le contraire que l'on a cru devoir adopter à Berlin. »

Je fis observer à M. de Beust que ce qu'on lui reprochait surtout, c'était d'avoir engagé la Saxe dans une alliance avec l'Autriche contre la Prusse. « Si je ne m'abuse, ajoutai-je, les Prussiens ont maintenant deux politiques : celle qui concerne leurs affaires intérieures, où M. de Bismarck est leur bête noire; puis celle qui embrasse toute la question allemande, et ici, permettez-moi de vous le dire, c'est vous qui... »

M. de Beust m'assura qu'il n'était pas plus l'adversaire de la Prusse que le partisan de l'Autriche, et qu'il avait les mains libres à l'égard de l'une comme de l'autre; quant à l'attitude militaire de la Saxe, ce n'était point là un acte d'hostilité, ainsi qu'on le prétendait à Berlin, mais un acte d'indépendance et un bon exemple donné aux moyens et aux petits États.

« Pour en revenir à la question allemande, continua-t-il, il se peut que l'unité se fasse un jour; mais imaginez-vous à quel prix? Sans parler ici des différences de religion, d'intérêts, d'esprit et de tendances, quelle guerre et quels désastres! Quant à l'absorption des petits États par la Prusse, je vois bien ce que la nation pourrait y perdre, mais je ne vois pas ce qu'elle pourrait y gagner. Matériellement rien, et politiquement, je ne sais trop, à en juger par les libertés de la Prusse, ce que deviendraient les libertés de l'Allemagne. »

Je lui fis part alors de quelques-unes de mes impressions de voyage : « A coup sûr, lui dis-je, nous ne voyons pas en France que les libertés florissent dans un grand empire militaire fortement centralisé; aussi je m'étonne de rencontrer chez tant d'Allemands des petits États des aspirations à l'unité, et pour tout dire à l'unité prussienne. L'idée d'une grande Allemagne avec la Prusse compte ici même, à Dresde, de nombreux partisans qui n'éprouvent d'ailleurs aucun sentiment hostile contre le gouvernement ni contre la dynastie saxonne. Partout et toujours, la raison qu'on allègue est celle-ci : mieux vaut faire corps avec la Prusse, qui en définitive ne représente que des intérêts nationaux, que de vivre en des transes perpétuelles entre les deux grands adversaires; car nous voyons mieux que jamais aujourd'hui l'impuissance des petits États, et que la rivalité et l'impéritie des souverains nous enlèvent toute sûreté, toute véritable indépendance et toute légitime influence sur les affaires d'Allemagne. »

M. de Beust eut un sourire où il y avait un peu

d'ironie et beaucoup de tristesse : « Oui, me dit-il, c'est bien cela. Dans cette partie de l'Allemagne, le peuple est excellent, plein d'intelligence, laborieux et doux; mais les bons politiques sont vraiment rares partout. Voilà quinze ans que je leur dis : vous qui n'êtes ni la Prusse ni l'Autriche, unissez-vous étroitement, et vous deviendrez quelque chose. Ils reconnaissent la justesse de cette idée ; mais, par je ne sais quel esprit frondeur, ils y résistent. Et si nous, ministres des moyens et des petits États, nous conseillons aux princes de former entre eux cette fédération qui nous affranchirait tous de la Prusse et de l'Autriche, ils nous répondent : « A quoi bon faire des sacrifices que nos sujets ne nous demandent pas ? »

Quels étaient ces sacrifices, et comment ce troisième groupe pourrait-il se former? Ce fut la question que j'adressai à M. de Beust. « On traite cela d'utopie, me répondit-il, et c'est la chose du monde la plus simple. Une fédération entre les moyens et les petits États, avec un parlement, une armée, une représentation diplomatique à l'étranger et une législation commune, qu'y a-t-il là d'impossible? Renoncer à avoir une armée en propre et des envoyés accrédités par chacun d'eux auprès des cours, voilà les sacrifices que les princes auraient à faire, et certes ils les feraient sous la pression de l'opinion publique. »

Je demandai enfin à M. de Beust si les conférences ministérielles de Bamberg l'avaient rapproché de son but. « On prétend, lui dis-je, le contraire... »

— « A Berlin, fit-il très-vivement, la Prusse se flatte de tenir l'oreille de la Bavière ; je pense, moi, que c'est là une des illusions de M. de Bismarck. »

L'homme de Berlin continuait à caresser la Bavière, tandis qu'il reprochait avec amertume au Wurtemberg ses armements. « Nous reconnaissons volontiers, écrivait-il le 22 mai, que le gouvernement bavarois est resté étranger à toute initiative tendant à amener les complications actuelles[1]. » Mais il accusait ouvertement le gouvernement wurtembourgeois d'hostilité envers la Prusse. « D'après les nouvelles qui nous sont parvenues, disait-il à M. de Varnbüler, il apparaît, aux côtés de l'Autriche et de la Saxe, au premier rang des gouvernements qui ont provoqué la tension actuelle par des armements inattendus et non motivés. »

Ainsi, pour rompre la ligue armée que M. de Beust s'évertuait à former « contre le premier qui attaquerait, » m'avait-il dit, mais en réalité, au point où en étaient les choses, contre la Prusse, on flattait à Berlin la Bavière et on effrayait le Wurtemberg en le signalant comme « l'un des premiers qui eussent armé » de concert avec l'Autriche et la Saxe. Mais si M. de Bismarck croyait tenir l'oreille de la cour de Munich, M. de Beust tenait, en effet, celle de M. de Pfordten, ainsi que l'événement le prouva; et quand le ministre bavarois se présenta à Nikolsbourg, après Sadowa, pour négocier la paix entre la Bavière et la Prusse, il y fut d'abord très-mal accueilli : M. de Bismarck ne lui pardonnait pas de lui avoir fait perdre une de ses illusions.

Dans les derniers jours de mai, le roi de Bavière n'avait pas encore pris son parti; au reste, le jeune

[1] Dépêche de M. de Bismarck à M. de Canitz, ministre de Prusse à Stuttgart.

Louis II s'occupait alors beaucoup moins de politique que de musique, et il faut citer ici un assez joli trait de mœurs princières. Les chambres de Munich étaient convoquées pour le 27 mai. M. de Pfordten avait préparé le discours royal, où il annonçait la mobilisation de l'armée et déclarait que « la Bavière devait être en position de soutenir, comme le commandent le devoir et l'honneur, le droit de la Confédération, les intérêts de la nation allemande et sa propre indépendance. » Mais voici la cour et les ministres en grand émoi ! Le roi a disparu, et pendant trois jours on cherche vainement Sa Majesté Louis II. Enfin, elle se retrouve : le roi, échappant à tous les soucis politiques, était allé à Zurich embrasser son ami Wagner qu'il a exilé.

Quant aux autres petites cours, elles continuaient de vivre dans des transes mortelles. Ce que M. de Bismarck appelait le cousinage, en me parlant des relations de famille entre les cours souveraines d'Allemagne, s'agitait considérablement. Le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, courant de Berlin à Vienne et de Vienne à Berlin, se donnait un mal énorme pour sauver la paix, sa couronne et celles de ses proches. Le Hanovre, tiraillé en tous sens, ne savait à quel saint se vouer. Les deux Hesse étaient de plus en plus perplexes, ainsi que le Nassau ; cependant S. A. Électorale armait comme son frère et cousin de Darmstadt, mais en catimini. Bade se tenait de plus en plus à l'écart. Enfin, les petits ducs saxons se décidaient pour la neutralité, sauf celui de Saxe-Meiningen qui voulait absolument massacrer les Prussiens. Les autres principicules, surtout dans le Nord, se retiraient sous leur tente ou, pour mieux dire, au fond de leur alcôve, en

fermant les yeux et en se bouchant les oreilles. Le troisième groupe n'était donc pas bien menaçant pour la Prusse, au moment de mon arrivée à Berlin, le 1er juin.

CHAPITRE XI

La conférence échoue. — L'Autriche convoque les états du Holstein et défère à la diète de Francfort le règlement de la question des duchés de l'Elbe. — L'homme des traités de Vienne et de Gastein condamne les convoitises dynastiques. — Mon entretien avec M. de Bismarck. — Occupation du Holstein par les Prussiens. — Les Holsteinois et la guerre. — La dissolution des États à Itzehoé. — La rupture entre Vienne et Berlin. — La campagne diplomatique du 12 au 16 juin : la réforme du 10 juin ; le vote fédéral du 14 ; l'alliance du *Nationalverein* et de M. de Bismarck ; la sommation d'alliance aux États limitrophes de la Prusse ; l'invasion de la Saxe, du Hanovre et de la Hesse Électorale ; l'Autriche et ses alliés. — Le général Moltke me remet ma passe militaire.

C'est ce jour-là même que la guerre fut irrévocablement décidée. Le 1er juin, en effet, M. de Mensdorff déclarait verbalement aux ministres de France, d'Angleterre et de Russie que l'empereur François-Joseph ne pouvait consentir à ce que la cession de la Vénétie fût discutée par la conférence. Cette déclaration fut aussitôt communiquée par la voie télégraphique à Paris, Londres et Saint-Pétersbourg. Immédiatement aussi les grandes puissances neutres firent savoir à Vienne que si cette déclaration recevait une forme officielle et définitive, elle serait nécessairement considérée par elles comme un refus de l'Autriche, et rendrait inutiles leurs efforts pour le maintien de la paix.

Avant que cette réponse des neutres fût parvenue à M. de Mensdorff, l'empereur François-Joseph,

poussé par le parti militaire et cédant d'ailleurs à ses propres ressentiments, avait déjà donné à son ministre des affaires étrangères l'ordre d'expédier la réponse officielle de l'Autriche à la proposition d'une conférence. Elle est datée du 1er juin, et voici ce qu'elle porte : « Pour que l'œuvre de paix que les cabinets ont en vue puisse s'accomplir, il nous semble indispensable qu'il soit convenu d'avance qu'on exclura des délibérations toute combinaison qui tendrait à donner à un des États invités aujourd'hui à la conférence un agrandissement territorial ou un accroissement de puissance. Sans cette garantie préalable, qui écarte les prétentions ambitieuses et laisse plus de place à des arrangements équitables pour tous au même degré, il nous paraîtrait impossible de compter sur une heureuse issue des délibérations proposées. » En réalité, l'Autriche ne faisait que se défendre ; mais par la façon dont le conflit se trouvait engagé et le problème posé aussi bien en Allemagne qu'en Italie, même en ne faisant que se défendre, l'Autriche rendait la paix désormais impossible.

Pour éviter la guerre, il lui eût fallu céder sur tous les points ; et maintenant elle était résolue à ne céder sur rien, mais à relever le prestige de ses armes abaissé à Solférino, et à porter à la Prusse de tels coups qu'il n'y aurait plus en Allemagne qu'une seule grande puissance. D'ailleurs, une sorte de vertige guerrier emportait la cour de Vienne. Un diplomate éminent qui n'était point attaché au cabinet de M. de Bismarck, mais dont les sympathies étaient plutôt acquises à l'Autriche, me disait à Berlin : « l'empereur François-Joseph est assailli par des donneurs

d'avis; son oreille n'est ouverte qu'à ceux des militaires qui lui promettent la victoire. Il mène à lui seul les affaires de l'État, suivant en cela ses traditions de famille. Ses ministres, et M. de Mensdorff tout le premier, ne sont que les simples instruments de ses volontés. L'empereur d'Autriche est un jeune et bouillant caporal entouré de commis. »

En voyant la conférence échouer par la faute de l'Autriche, M. de Bismarck se frottait les mains d'aise. Dès le 29 mai, il avait eu connaissance des réserves que le cabinet de Vienne opposerait à la proposition des neutres; il leur fit alors savoir que si l'Autriche élevait des difficultés, la Prusse serait bien en droit, elle aussi, de faire ses réserves, notamment en ce qui concernait la réforme fédérale, laquelle dans son projet, affirmait-il, n'affectait en rien l'équilibre européen. On croyait donc à Berlin que la Prusse, de son côté, allait faire échouer la conférence en repoussant toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Mais, dès que M. de Bismarck eut acquis la certitude que la réponse de l'Autriche équivaudrait à un refus et que la paix était bien décidément morte et enterrée, il donna, par un nouveau coup de maître, son adhésion pleine et entière à la conférence, « désirant contribuer autant qu'il dépendait de lui à écarter tous les motifs de l'inquiétude qui pesait sur l'Europe[1]. »

Le 1er juin aussi l'Autriche, déchirant le traité de Gastein, rompit ce fameux pacte d'alliance où elle avait

[1] Dépêche de M. de Bismarck aux représentants de la Prusse à Paris, Londres et Saint-Pétersbourg, en date du 29 mai.

été si cruellement mystifiée par la Prusse. Elle déféra à la diète de Francfort le règlement de la question des duchés de l'Elbe, et autorisa son gouverneur dans le Holstein à convoquer les états de ce duché. Il avait été un moment question à Vienne d'appeler aux armes les milices holsteinoises, pour appuyer au besoin le général Gablenz qui n'avait sous la main que cinq mille hommes, la brigade Kalik. Mais ce projet fut abandonné soit en raison des difficultés d'exécution, soit qu'on ne voulût point encore si ouvertement casser les vitres.

Jusqu'alors M. de Bismarck, dans la question des duchés de l'Elbe, se trouvait placé sur un mauvais terrain puisqu'on n'avait invoqué à Berlin que le droit de conquête. L'Autriche, après l'avoir invoqué elle aussi, en appelait maintenant non-seulement à la Confédération, mais aux populations des duchés elles-mêmes dans la personne de leurs députés.

Elle en était enfin venue à rechercher à son tour, en 1866, l'alliance de la Révolution contre laquelle elle s'était si aveuglément armée en 1865.

Elle essayait, quand il n'était plus temps, de prendre le beau rôle, et lançait cette accusation : « Dans une guerre entreprise contre le Danemark, la Prusse n'a voulu voir qu'une question de puissance, et elle n'a même pas reculé devant la déplorable résolution de s'appuyer sur des ennemis extérieurs de l'État impérial. Déjà, vers l'époque de la convention de Gastein, le gouvernement royal prussien avait visé à s'assurer contre l'Autriche l'alliance du cabinet florentin, et il renouvela cette tentative quand plus tard le gouvernement impérial déclina la

prétention injuste selon laquelle le Holstein aurait dû être administré par le bon plaisir de la politique prussienne d'annexion. » Le coup n'était pas maladroit, et l'envoyé prussien auprès de la diète ne fut pas en état d'y riposter sur l'heure. Mais M. de Bismarck qui n'est jamais embarrassé de rien, sut tourner la difficulté cette fois encore et de la façon la plus ingénieuse.

Comme la question des duchés de l'Elbe l'inquiétait par son côté international, il adressa d'abord le 4 juin, à ses agents diplomatiques à l'étranger, une circulaire évidemment écrite par lui, car on y retrouve à chaque ligne la griffe du maître. Il y déclarait que l'Autriche, ayant rompu le traité de Gastein, la copossession des duchés par la Prusse et par l'Autriche se trouvait rétablie en vertu du traité de Vienne. Dès lors, disait-il, en faisant sans notre concours « acte de souveraineté dans le Holstein, savoir la convocation des états, » et en disposant « de nos droits, » par la remise qu'elle a faite du Schleswig-Holstein à la diète, l'Autriche a commis un acte injustifiable contre lequel « nous avons déjà protesté à Vienne et nous nous réservons de prendre des mesures ultérieures. » M. de Bismarck trouvait ainsi le prétexte et préparait les voies à l'occupation du Holstein par les Prussiens du général Manteuffel.

Il affirmait de nouveau le sincère amour du roi de Prusse pour la paix; et le bruit courait en effet, à Berlin, que Guillaume Ier, retenu par plusieurs de ses proches, alarmé par les dispositions hostiles des grandes cités du royaume, en proie d'ailleurs à des angoisses patriotiques, hésitait au moment de « sauter le fossé

de la guerre. » Il venait, disait-on, d'écrire une lettre autographe à l'empereur François-Joseph, et il n'est point du tout invraisemblable que son ministre lui en eût suggéré l'idée, étant obligé de prouver chaque jour « à son auguste maître » que l'agresseur n'était pas à Berlin, mais à Vienne.

Et puis M. de Bismarck savait bien qu'emportée par le courant irrésistible des événements, la paix ne pourrait pas se sauver sur cette planche de salut. Mais cela lui permettait de faire part confidentiellement aux puissances étrangères d'une proposition que la Prusse avait faite à l'Autriche par l'intermédiaire du duc de Saxe-Cobourg-Gotha. « Cette proposition, disait M. de Bismarck, consistait à traiter la question du Schleswig-Holstein et celle de la réforme fédérale en commun, et, grâce à cette simultanéité, de faciliter la solution des deux questions. Les négociations, appuyées par les désirs les plus conciliants de la part des médiateurs, n'ont fait, ainsi que Sa Majesté m'en informe, que démontrer qu'un sentiment correspondant n'existe pas à Vienne. Elles ont constaté (nonobstant l'amour de la paix que l'empereur professe en théorie) l'aspiration à la guerre qui domine toute autre considération dans le sein de son conseil entier, même parmi ceux qui, à notre connaissance, avaient précédemment voté contre la guerre et contre les armements, et que cette aspiration a maintenant obtenu une influence décisive sur l'empereur lui-même [1]. »

Enfin M. de Bismarck, pour rendre tout recul et

[1] **Circulaire de M. de Bismarck aux agents diplomatiques de la Prusse à l'étranger, en date du 4 juin.**

toute hésitation impossibles à son souverain, lançait à l'Autriche une de ces provocations qui mettent inévitablement face à face et l'épée à la main deux États comme deux hommes : « Il est parvenu au roi, par une source authentique, des expressions d'hommes d'État autrichiens influents et de conseillers de l'empereur, qui ne permettent pas de douter que les ministres impériaux désirent la guerre à tout prix, en partie dans l'espérance d'obtenir des succès sur les champs de bataille, *en partie pour triompher d'embarras intérieurs, et même avec l'intention expresse de venir au secours des finances autrichiennes par des contributions prussiennes ou par une honorable banqueroute.* » A cela il n'y avait à répondre que par des coups de fusil ; c'était le pendant diplomatique du tableau populaire où, pour rallumer chez les Prussiens une ardeur guerrière qui paraissait éteinte, on leur montrait Benedek et ses terribles Croates brûlant Berlin et en jetant la cendre au vent.

Restait le droit de conquête incessamment invoqué par la Prusse contre les duchés de l'Elbe, et qui se conciliait mal avec le parlement issu du suffrage universel.

L'Autriche faisait appel à la diète de Francfort et convoquait les états du Holstein ; M. de Bismarck se montra plus révolutionnaire que l'Autriche : le 9 juin il déclara à la diète que la Prusse était « prête à résoudre pacifiquement la question du Schleswig-Holstein conjointement avec celle de la réforme fédérale, le gouvernement comptant dans ce cas sur le concours des représentants du peuple. » Il s'en fallait de peu vraiment que le premier ministre du roi Guillaume

ne se coiffât du bonnet phrygien; car il en appelait, lui, à « un pouvoir fédéral au sein duquel le concours de la représentation nationale servira de contre-poids à l'influence d'intérêts particuliers, et fournira la garantie que les sacrifices faits par la Prusse tourneront en définitive au bien de la patrie entière *et non à l'avantage de convoitises dynastiques!* »

L'homme des traités de Vienne et de Gastein condamnant les convoitises dynastiques, c'était le couronnement de cet étonnant édifice diplomatique.

C'est à ce moment que, m'étant présenté un matin au ministère des affaires étrangères, je demandai à être introduit auprès de M. le ministre-président. Un huissier me conduisit devant un fonctionnaire qui m'accorda le regard compatissant des gens raisonnables pour les échappés des petites-maisons. Il poussa la bienveillance jusqu'à ne point me rire au nez et me répondit poliment : « Ne cherchez point à voir M. de Bismarck, vous y perdriez votre temps. Il ne reçoit personne; il vit au fond de son cabinet et n'en sort que pour aller chez le roi. C'est à peine si ses plus intimes conseillers parviennent jusqu'à lui. » Je n'insistai pas; rentré dans mon appartement, sous les Linden, je pris la plume du journaliste et j'écrivis à M. le ministre-président pour lui demander une audience. Je n'ai point gardé la copie de ma lettre, mais voici à peu près ce que je disais à M. de Bismarck : un grand journal démocratique de Paris, *le Siècle*, qui a un million de lecteurs, m'a confié la mission de le renseigner aussi exactement que possible sur les hommes et les choses de l'Allemagne. On m'assure dans vos bureaux que vous êtes invisible pour tout le

monde, excepté pour le roi de Prus se. Je le regrette bien vivement, monsieur le ministre, car vous êtes une énigme dont j'eusse voulu envoyer le mot à la nation française. Promoteur du suffrage universel en Allemagne et allié de l'Italie, vous êtes en même temps parvenu par vos actes comme par vos paroles, en Prusse, à un degré d'impopularité où n'atteignit jamais aucun ministre. J'eusse été bien aise d'apprendre de votre bouche comment il vous semble possible de concilier désormais les contradictions de votre politique, et si ce parlement promis doit être une institution sérieuse, ou si ce n'est là pour vous qu'un expédient nécessaire au milieu de cette grande crise.

Deux heures après avoir remis ma requête au cabinet du ministre, je recevais un pli cacheté aux armes de Prusse : M. de Bismarck me faisait savoir qu'il me recevrait « avec plaisir » le soir même, à dix heures.

Ce ne fut pas sans émotion, je l'avoue, que j'entrai dans ce cabinet où pensait et écrivait tout le jour et toute la nuit cet homme extraordinaire qui tenait alors dans sa main la paix de l'Europe suspendue à un fil. Il se leva, vint à moi, me prit la main, me fit asseoir dans un fauteuil en face de lui et me dit : « Fumez-vous? » Il m'offrit un cigare. Si je retrace ces détails, c'est qu'étant pris sur le vif, il me semble qu'ils font voir l'homme. Haute stature et visage tourmenté ; sur un front élevé, large et plein, la bienveillance unie à l'opiniâtreté. De grands yeux profonds et doux, mais qui deviennent terribles lorsqu'ils s'allument au feu de la colère. Les cheveux sont blonds, clair-semés sur

le sommet de la tête. M. de Bismarck porte la moustache militaire qui voile l'ironie de son sourire; dans sa parole toujours imagée, la rondeur du soldat se marie à la circonspection du diplomate. C'est aussi le grand seigneur et l'homme de cour armé de toutes les séductions d'une politesse raffinée.

Je crois devoir reproduire ici en son entier cet entretien auquel, dans le cours de mon récit, j'ai emprunté plus d'un trait caractéristique. D'abord M. de Bismarck s'y peint vigoureusement lui-même; je ne saurais donc mieux mettre en lumière cette figure historique qui a pris place parmi les plus puissantes et les plus originales de ce siècle. Et puis cette conversation de l'homme d'État et du journaliste emprunte, pour quelques-unes de ses parties, un intérêt particulier à cette circonstance sur laquelle j'appelle l'attention du lecteur : c'est le 4 juin que tout cela me fut dit par cet étrange et prodigieux diplomate; le 4 juin, avant l'occupation du Holstein, avant l'invasion du Hanovre et de la Saxe par les Prussiens, avant la rupture des relations diplomatiques entre Berlin et Vienne, avant même que M. de Bismarck eût lancé ce projet de réforme fédérale (10 juin) où il mettait l'Autriche à la porte de l'Allemagne.

— Monsieur le ministre, lui dis-je, j'ai pris à tâche de renseigner, le mieux possible, le public français sur tout ce qui se passe en Allemagne. Permettez-moi donc de vous parler avec une entière franchise. Je reconnais volontiers que, dans sa politique extérieure, la Prusse paraît tendre aujourd'hui vers des buts éminemment sympathiques à la nation française,

savoir : l'Italie définitivement affranchie de l'Autriche, l'Allemagne constituée sur la base du suffrage universel. Mais, entre votre politique prussienne et votre politique allemande, la contradiction n'est-elle pas flagrante? Vous proclamez un parlement national comme l'unique source d'où l'Allemagne puisse sortir régénérée, comme le seul pouvoir suprême qui soit capable d'accomplir ses nouvelles destinées; et en même temps vous traitez la seconde chambre de Berlin à la façon de Louis XIV, lorsqu'il entrait au parlement de Paris son fouet à la main. Nous n'admettons pas en France que, entre l'absolutisme et la démocratie, le mariage soit possible. Et pour aller jusqu'au bout de la vérité, à Paris, l'opinion publique n'a pas pris au sérieux votre projet de parlement national; on n'a vu là qu'une machine de guerre fort bien imaginée, et l'on croit généralement que vous êtes homme à briser cet instrument après vous en être servi et le jour où il deviendrait incommode ou inutile.

— A la bonne heure, me répondit M. de Bismarck, vous allez au fond des choses. En France, je le sais, je jouis de la même impopularité qu'en Allemagne. Partout on me rend seul responsable d'une situation que je n'ai pas faite, mais qui s'est imposée à moi comme à tous. Je suis le bouc émissaire de l'opinion publique, mais je m'en tourmente peu. Je poursuis, avec la conscience parfaitement tranquille, un but que je crois utile à mon pays et à l'Allemagne. Quant aux moyens, je me suis servi de ceux qui se sont offerts à moi, à défaut d'autres. Sur la situation intérieure de la Prusse, il y aurait bien des choses à dire. Pour la

juger avec impartialité, il faudrait étudier et connaître à fond le caractère particulier des hommes de ce pays. Tandis que la France et l'Italie forment chacune aujourd'hui un grand corps social qu'animent un même esprit et un même sentiment, en Allemagne, au contraire, c'est l'individualisme qui domine. Chacun ici vit à part dans son petit coin, avec son opinion à soi, entre sa femme et ses enfants, toujours en défiance envers le gouvernement comme envers son voisin, jugeant tout à son point de vue personnel, mais jamais au point de vue de la masse. Le sentiment de l'individualisme et le besoin de la contradiction sont développés chez l'Allemand à un degré inconcevable : montrez-lui une porte ouverte, plutôt que d'y passer il s'entêtera à vouloir s'ouvrir un trou à côté dans la muraille. Aussi, quoi qu'il fasse, aucun gouvernement ne sera jamais populaire en Prusse. Le plus grand nombre se montrera toujours d'un avis opposé. Par cela seul qu'il est le gouvernement et qu'il se place comme une autorité en face de l'individu, il est condamné à être perpétuellement contredit par les modérés, décrié, conspué par les exaltés. Ç'a été le sort commun de tous les régimes qui se sont succédé depuis le commencement de la dynastie. Les ministres libéraux, pas plus que les ministres réactionnaires, n'ont pu trouver grâce devant nos politiques... »

Et, passant en revue les règnes et les régimes divers depuis l'origine de la monarchie, M. de Bismarck s'attacha à me prouver dans un langage très-coloré, très-pittoresque et tout semé de saillies, que les Auerswald et les Manteuffel avaient eu même fortune, et que Frédéric-Guillaume III, qu'on appelait le *Juste*,

avait perdu son latin à vouloir contenter les Prussiens, aussi bien que Frédéric-Guillaume IV.

« — Ils acclamaient, ajouta-t-il, les victoires de Frédéric le Grand ; mais à sa mort ils se frottèrent les mains d'aise de se voir débarrassés de ce tyran. Cependant à côté de cet antagonisme existe un attachement profond pour la dynastie. Point de souverain, point de ministre, point de gouvernement qui puisse conquérir la faveur de l'individualisme prussien; mais tous crient du fond du cœur : Vive le roi ! Et ils obéissent quand le roi ordonne.

« — Il y en a pourtant qui disent, monsieur le ministre, que le mécontentement pourrait bien en arriver jusqu'à la rébellion.

« — Le gouvernement ne croit pas avoir à la craindre, et il ne la craint pas. Nos révolutionnaires ne sont pas si terribles. Leur hostilité s'exhale surtout en épithètes contre le ministre, mais il respectent le roi. C'est moi seul qui ai fait tout le mal, et c'est à moi seul qu'ils en veulent. Avec un peu plus d'impartialité, peut-être reconnaîtraient-ils que je n'ai pas agi autrement parce que je ne l'ai pas pu. Dans la situation actuelle de la Prusse en Allemagne, et en face de l'Autriche, il nous fallait avant tout une armée. En Prusse, c'est la seule force disciplinable... Je ne sais pas si le mot est français...

« — A coup sûr, monsieur le ministre, on peut l'employer en France.

« — Le Prussien qui se ferait casser un bras sur une barricade, reprit M. de Bismarck, rentrerait au logis tout penaud, et sa femme le traiterait d'imbécile; mais, à l'armée, c'est un soldat admirable, et il se bat

comme un lion pour l'honneur de son pays. Cette nécessité d'une grande force armée, imposée par les circonstances, une politique frondeuse n'a point voulu la reconnaître, si évidente qu'elle fût. Quant à moi, je ne pouvais pas hésiter : par ma famille, par mon éducation, je suis avant tout l'homme du roi. Or, le roi tenait à cette organisation militaire comme à sa couronne, parce que lui aussi, en son âme et conscience, il la jugeait indispensable. Là-dessus, personne ne pouvait le faire céder ou transiger. A son âge, — il a soixante et dix ans, — et avec ses traditions, on s'obstine dans une idée, alors surtout qu'on la croit bonne. D'ailleurs, au sujet de l'armée, je partage entièrement sa manière de voir.

« Il y a seize ans, je vivais en gentilhomme campagnard, lorsque la volonté souveraine me désigna comme envoyé de la Prusse auprès de la diète de Francfort. J'avais été élevé dans l'admiration, je pourrais dire dans le culte de la politique autrichienne. Il ne me fallut pas beaucoup de temps pour perdre mes illusions de jeunesse à l'endroit de l'Autriche, et je devins son adversaire déclaré.

« L'abaissement de mon pays, l'Allemagne sacrifiée à des intérêts étrangers, une politique cauteleuse et perfide, tout cela n'était pas fait pour me plaire. J'ignorais que l'avenir dût m'appeler à remplir un rôle; mais dès cette époque je conçus l'idée dont je poursuis la réalisation aujourd'hui, celle de soustraire l'Allemagne à la pression autrichienne, du moins cette partie de l'Allemagne unie par son esprit, sa religion ses mœurs et ses intérêts aux destinées de la Prusse, l'Allemagne du Nord. Dans les projets que j'ai mis en

avant, il n'est pas question de renverser des trônes, de prendre à celui-ci son duché, à tel autre son petit domaine. Le roi, d'ailleurs, n'y prêterait pas la main. Et puis il y a les relations de famille, le cousinage, une foule d'influences hostiles contre lesquelles j'ai eu à soutenir un combat de toutes les heures.

« Tout cela, pas plus que l'opposition avec laquelle j'ai eu à lutter en Prusse, n'a pu m'empêcher de me dévouer corps et âme à cette idée : l'Allemagne du Nord constituée dans sa forme logique et naturelle sous l'égide de la Prusse. Pour atteindre ce but, je braverais tout : l'exil et même l'échafaud. Et j'ai dit au prince royal, qui par son éducation et ses tendances est plutôt l'homme du gouvernement parlementaire : qu'importe si l'on me pend, pourvu que ma corde de pendu attache solidement votre trône à cette nouvelle Allemagne!

« — Puis-je aussi vous demander, monsieur le ministre, comment vous entendez concilier la libre mission d'un parlement national avec le traitement rigoureux qu'a subi la chambre de Berlin? Comment surtout vous avez pu décider le roi, représentant du droit divin, à accepter le suffrage universel qui est le principe démocratique par excellence? »

M. de Bismarck me répondit vivement :

« — C'est une victoire remportée après quatre années de luttes! Quand le roi m'a appelé, il y a quatre ans, la situation était des plus difficiles. Sa Majesté m'a placé sous les yeux une longue liste de concessions libérales, mais aucune à attendre d'elle sur la question militaire. J'ai dit au roi : J'accepte, et plus le gouvernement pourra se montrer libéral, mieux cela vaudra.

La chambre s'est obstinée d'un côté et la couronne de l'autre. Dans ce conflit, j'ai suivi le roi. Ma vénération pour lui, tout mon passé, toutes mes traditions de famille m'en faisaient un devoir. Mais que je sois, par nature ou par système, l'adversaire de la représentation nationale, l'ennemi-né du régime parlementaire, c'est là une supposition toute gratuite. Je n'ai pas voulu me séparer du roi aux prises avec la chambre de Berlin, alors que la chambre de Berlin se mettait en travers d'une politique qui s'imposait à la Prusse comme une nécessité de premier ordre. Mais que je songe à mystifier l'Allemagne avec mon projet de parlement, personne n'est en droit de m'adresser cette injure. Le jour où, ma tâche remplie, mes devoirs envers mon souverain se concilieraient mal avec mes devoirs d'homme d'État, je pourrais prendre le parti de m'effacer sans qu'il me fallût pour cela renier mon œuvre. »

Comme je me retirais vers minuit, M. de Bismarck me prit la main et me dit avec la plus grande bienveillance : « Je désire vous revoir et causer encore avec vous. Venez donc demain dîner avec nous en famille. C'est la seule heure du jour et de la nuit où je m'appartienne un peu ; et maintenant il me faut travailler jusqu'à ce que le soleil éteigne ma lampe. »

Je ne franchirai point le mur qui protége la vie privée de l'homme d'État. Je n'introduirai point le public dans cet intérieur familial où je ne sais quel parfum d'élégance française est répandu sur la simplicité poméranienne. Mais ce qu'il m'est pourtant permis de révéler ici, c'est que M. de Bismarck assaisonna le repas au sel tout gaulois de saillies intarissables.

Aucune préoccupation sur son front ni dans ses yeux; et cependant on en était au moment le plus terrible de la crise, la guerre allait être déclarée le lendemain. Il me parla de la France, de Paris, n'oubliant rien, pas même le bal Mabille, et comme s'il y avait été la veille. C'était un jet non interrompu de plaisanteries fines ou mordantes jaillissant de ses lèvres sous mille formes pittoresques; il en riait, lui, tout le premier et de tout son cœur. Mais en s'abandonnant à sa verve tour à tour enjouée ou sarcastique, il ne perdait pas un mot de ce qui se disait autour de lui.

Des journaux de Paris, arrivés le matin à Berlin, mettaient en doute l'existence du traité prusso-italien ou du moins l'égalité des conditions de cette alliance pour la Prusse et pour l'Italie. Dans le cours de la conversation j'avais fait à cela une allusion, intéressée, je l'avoue, car j'eusse bien voulu être renseigné à cet égard. M. de Bismarck fit d'abord la sourde oreille; mais au moment où on allait se lever de table : « Il faut, me dit-il, que je vous offre le dessert. » Et il m'indiqua, une par une sur ses doigts, les clauses du traité prusso-italien.

Cette liberté d'esprit et cette humeur joviale dans un moment aussi critique m'avaient d'autant plus impressionné qu'en vérité M. de Bismarck n'était pas couché sur un lit de roses. D'abord il était incessamment aux prises avec l'esprit flottant du vieux roi. Il avait contre lui le prince royal, esprit calme et sensé, opposé à la guerre et dont les tendances parlementaires ne s'accordaient nullement avec une politique à l'emporte-pièce. Parmi ses adversaires déclarés il comptait la reine, qui se tenait à l'écart à Bade, et

aussi la reine-douairière, qui travaillait à la paix à Pilnitz auprès de la famille royale de Saxe. En sorte qu'il lui fallait sans cesse ramener Guillaume Ier dans la voie où il marchait, lui, avec l'inflexible ténacité de l'homme d'État qui poursuit son but et qui veut l'atteindre. Le ministre, disait-on à Berlin, est obligé d'être tous les matins auprès du roi l'horloger qui remonte la pendule.

Il avait à lutter avec une fraction notable du parti féodal. Si parmi les hommes de la Croix les uns le suivaient résolûment dans toutes ses entreprises, ne voulant voir dans ce parlement national, solennellement annoncé, qu'un instrument de succès qu'on briserait après s'en être servi, les autres au contraire répudiaient un pareil compromis avec la Révolution, craignant que le peuple prussien et la nation allemande, en possession de ce parlement réclamé comme la suprême panacée, n'en vinssent à vouloir remplir sérieusement un rôle politique et imposer leurs volontés au roi par la grâce de Dieu.

A l'intérieur aussi, M. de Bismarck, en dépit de son programme démocratique, voyait se dresser contre lui les libéraux de la seconde chambre qui jusqu'à cette heure repoussaient toute transaction et allaient, dans leur animosité, jusqu'à faire d'une question politique une question de personne.

A l'extérieur, il avait à combattre l'hostilité publique dans les duchés de l'Elbe, à déjouer les intrigues des moyens et des petits gouvernements allemands qui voyaient en lui un ogre prêt à les dévorer, à avancer d'un pas exactement mesuré sur le terrain si ardu de la réforme fédérale ; il avait enfin à briser la puissance mi-

litaire de l'Autriche, dont le prestige était si considérable alors dans toute l'Allemagne et à Berlin même, que la voix populaire accordait au moins deux chances contre une à Benedek et à ses Croates, et que beaucoup de Berlinois effrayés envoyaient leurs familles loin de la capitale afin de les mettre autant que possible à l'abri.

Je ne tiens même pas compte ici des complications internationales qui pouvaient surgir d'un moment à l'autre, particulièrement du côté de la France, et au sujet desquelles le représentant d'une puissance neutre, un diplomate rompu aux affaires d'Europe, M. le baron Nothomb, me disait : « Quel que soit le vainqueur, la guerre peut s'imposer à la France : si l'Autriche est victorieuse, la guerre avec l'Autriche pour sauver son œuvre italienne ; si la Prusse l'emporte, la guerre avec la Prusse parce que, agrandie, celle-ci voudrait moins que jamais consentir à des concessions envers la France, placée avec ses frontières ouvertes en face d'une grande Allemagne ou plutôt d'une grande Prusse. »

Le 9 juin je partis par le train de nuit pour Hambourg, Altona et Itzehoë, siége des états du Holstein et où l'Autriche les avait convoqués pour le 11. Dès le 7, M. de Bismarck, brûlant ses vaisseaux, avait fait envoyer au général Manteuffel l'ordre d'occuper militairement ce duché qui, aux termes de la convention de Gastein, formait alors la part de l'Autriche dans la conquête.

Voici comment on expliquait à Berlin cette démarche violente : le cabinet de Vienne a déchiré la convention de Gastein ; c'est donc maintenant le traité de Vienne qui est remis en vigueur ; la Prusse oc-

cupe le Holstein en vertu de son droit de copossession des deux duchés, mais elle ne fait point la guerre à l'Autriche.

Cependant le général Gablenz, gouverneur du Holstein pour l'Autriche, s'étant replié avec ses deux régiments vers Hambourg, dans le triangle formé par Altona, Wedel et Pinneberg, le général Manteuffel, « gouverneur du Schleswig-Holstein pour la Prusse, » occupa Brunstœdt et Itzehoë, évacués par les Autrichiens. Le cabinet de Vienne protesta le 9 juin et lança à Berlin la menace d'une exécution fédérale : « Par l'occupation du Holstein, la Prusse a violé les traités qui règlent les rapports de cette puissance et de l'Autriche, ainsi que l'article 11 du pacte fédéral, et par conséquent elle a donné lieu à l'application de l'article 19 de l'acte final de Vienne. » Cet article était ainsi conçu : « Lorsque les voies de fait sont à craindre ou ont effectivement eu lieu entre des membres de la Confédération, la diète procédera à des mesures provisoires pour prévenir ou arrêter toute entreprise tendant à obtenir justice par des moyens violents ; elle veillera avant tout au maintien de l'état de possession. »

A l'heure donc où je me mis en route pour Itzehoë, la Prusse et l'Allemagne éprouvaient cette émotion poignante qui s'empare d'un peuple comme d'un homme à la vue d'un péril imminent. On savait que les Prussiens empêcheraient les députés holsteinois de s'assembler le 11 juin, et l'on se demandait si les premiers coups n'allaient pas être portés de ce côté-là dans les quarante-huit heures.

J'arrivai à Hambourg à cinq heures et demie du

matin, et quelle ne fut pas ma surprise de trouver cette république marchande dormant sur les deux oreilles avec la guerre à ses portes!

Une large rue ombragée d'arbres sépare Hambourg d'Altona, la ville holsteinoise alors occupée par le général Gablenz et la brigade Kalik; sur cette frontière du Holstein, aucun appareil militaire et pas une sentinelle. Les Autrichiens se promenaient sans armes dans les rues d'Altona. Personne n'avait l'air de se douter qu'une lutte sanglante pouvait éclater là d'un moment à l'autre.

J'appris bientôt que les Prussiens étaient entrés à Itzehoë la veille; mais il répugnait, disait-on, au roi Guillaume d'engager la lutte dans le Holstein où les forces étaient par trop inégales; à Kiel, les Prussiens avaient fait la conduite aux Autrichiens en leur jouant l'hymne de l'Autriche, et le général Manteuffel, dans ses rapports avec le général Gablenz, semblait vouloir répéter le fameux « A vous, messieurs, de tirer les premiers! » Les adversaires n'en étaient pas moins à une si courte distance l'un de l'autre qu'il suffisait d'un ordre lancé soit de Berlin, soit de Vienne, pour que le premier combat fût livré le jour même.

Je pensais donc trouver ici des populations en proie à de mortelles alarmes. Eh bien! non; voici ce que je vis : sur l'Elbe et sur l'Alstor, qui baignent les vieilles maisons en bois d'un aspect si pittoresque et les villas modernes, couchées au bord de l'eau comme de grands cygnes blancs, toute une flottille de bateaux à vapeur joyeusement pavoisés et de barques aux voiles déployées emportant vers les frais ombrages de pacifiques Allemands qui étaient à mille lieues de la guerre. A

Altona même, pas un visage soucieux : de vieux bonshommes fumant avec un flegme béat, sur le seuil de leur porte, le grand calumet germanique; des familles amplement pourvues des bénédictions célestes s'en allant aux champs, le père, la mère, six, huit ou dix enfants et la servante qui livrait aux baisers du soleil ses beaux bras, nus jusqu'aux épaules; dans la grande rue, sous les tilleuls, des soldats en veste blanche et en pantalon bleu contant fleurette aux jeunes filles blondes. Au premier étage d'une maison de modeste apparence, le général Gablenz attendait l'ordre de se replier sur Staden ou d'attaquer les Prussiens; dans une autre maison qui ne ressemblait à rien moins qu'à un palais, le souverain *in partibus*, le prince Frédéric d'Augustenbourg, se reposait d'une course rapide.

En apprenant l'entrée des Prussiens dans le Holstein, le prétendant avait pris par le plus court, abandonnant à Kiel sa femme et ses enfants. Le peuple holsteinois en faisait des gorges chaudes.

Quant à une prise d'armes contre la Prusse, voici le petit discours que me tint un bon citoyen d'Altona : « La Prusse s'est fait beaucoup de tort par ses procédés arbitraires, mais la grande masse de la population holsteinoise ne participe pas à la vie politique. Elle ne demande rien, sinon de payer le moins possible d'impôts et de ne point aller à l'armée. D'humeur sédentaire et bénigne, elle ne sent que de l'éloignement pour le sabre et le fusil. Lorsqu'on la menace de rester sa vie durant au service du roi de Prusse, elle envoie au prince d'Augustenbourg des adresses qu'on lui fait signer; si, au contraire, on

lui ouvre devant les yeux la perspective de payer plus d'impôts pour l'entretien de la nouvelle cour, elle souhaite à tous les diables le trente-cinquième souverain de la Confédération germanique. Elle flotte donc entre des influences contraires, sans trop savoir à quel saint se vouer. Parmi les partisans déclarés du duc, il y a beaucoup d'avocats, docteurs et gens lettrés qui ne sont rien et qui voudraient être quelque chose. Assurément il en est qui pensent de très-bonne foi que l'indépendance du Schleswig-Holstein sous un gouvernement séparé serait la meilleure de toutes les solutions; mais ce qui caractérise ce pays, c'est dans les esprits la plus complète anarchie, rendue inoffensive par un grand fond d'insouciance. Ceux qui ne sont pas allés ce matin à la campagne iront après dîner se promener en barque sur l'Elbe ou sur l'Alster. Ils rentreront chez eux à la brune, souperont sans émoi et s'endormiront également indifférents au bonheur d'être gouvernés par la Prusse, par l'Autriche ou par le duc d'Augustenbourg. Ici on songe avant tout à vivre en paix et à bien vivre. Le gouvernement qui gouvernerait le moins serait à coup sûr le plus populaire de tous. »

J'allai moi aussi faire une promenade sur l'eau; et tout le long des rives de l'Alster, j'entendais rire les violons avec les clarinettes; entre les arbres d'un vert tendre, je voyais valser les jeunes Holsteinoises à la barbe des Autrichiens d'Altona et des Prussiens d'Itzehoë.

Le lendemain matin, 11 juin, je partis pour Itzehoë où devaient se réunir ce jour-là les états du Holstein convoqués par l'Autriche.

Pendant la nuit, le commissaire autrichien, M. Lesser, chargé d'en faire l'ouverture, avait été arrêté et traité en prisonnier de guerre. Deux officiers prussiens s'étaient présentés vers une heure du matin à l'*Hôtel du Nord* où il était descendu ; ils lui demandèrent s'il persistait à vouloir ouvrir le lendemain l'assemblée holsteinoise, et sur sa réponse affirmative, ils le déclarèrent en état d'arrestation. M. Lesser fut contraint de monter dans une voiture où le capitaine Gottberg se plaça à côté de lui pour le conduire pendant la nuit à la forteresse de Rendsbourg.

Avant d'arriver à Itzehoë, je vis les Prussiens en marche sur Pinneberg et Altona. Au siége même des états, je trouvai le Rathhaus, lieu ordinaire de la réunion des députés, occupé par un poste militaire. Les rues étaient pleines de soldats et il en arrivait sans cesse. Le général Manteuffel se promenait avec son état-major sur une petite place qui s'étend devant le Rathhaus ; il y avait là des guérites aux couleurs autrichiennes.

La veille, dans une proclamation datée de Rendsbourg, il avait dissous la régence établie par l'Autriche à Kiel et décidé que le baron de Scheelplessen prendrait la direction de toutes les affaires du Schleswig-Holstein au nom du roi de Prusse, « comme président supérieur des deux provinces en même temps. » A Itzehoë, il avait fait fermer la salle des états ; les députés ayant manifesté l'intention d'assister en corps à un service religieux dans l'église Saint-Laurent, il avait aussi contraint le pasteur Versmann à lui remettre les clefs de son église. Enfin il défendait les réunions politiques et supprimait jusqu'à nouvel

ordre les journaux, notamment les *Nachtrichten*, dont il fit garder les bureaux par des sentinelles.

Cependant il n'empêcha point un certain nombre de députés de se rendre discrètement au cercle du Muséum où ils rédigèrent une protestation. Ils la signèrent au nombre de vingt-six, en réservant d'autres signatures. Puis ils s'assirent autour d'une table à laquelle je pris place aussi ; et ce banquet, où personne ne but à la santé du roi de Prusse, ne fut pourtant troublé, je dois le dire, par l'apparition d'aucun casque à pointe de cuivre. Le lendemain, 12 juin, l'Autriche rompit les relations diplomatiques avec la Prusse. C'était l'état de guerre.

En demandant ses passe-ports, le comte Karolyi, ambassadeur d'Autriche à Berlin, disait, le 12 juin, à M. de Bismarck : « Monsieur le comte, l'occupation violente, et en opposition avec les traités, du Holstein par les troupes prussiennes, oblige l'empereur d'Autriche à rompre ses relations diplomatiques avec la Prusse. » Mais on avait, à Vienne, bien d'autres griefs contre Berlin. Lorsque M. de Bismarck, dans sa circulaire du 27 mai, avait proposé aux princes confédérés de donner satisfaction aux « besoins justifiés du peuple allemand, » il associait du moins l'Autriche à la réforme fédérale ; il n'était pas allé au delà de cette menace : « quand la Prusse aura vainement épuisé, par la voie d'une entente au sein de la Confédération, tous les moyens d'obtenir les concessions les plus indispensables, alors seulement nous élargirons notre programme restreint. » Or, voici que, dans une circulaire du 10 juin, il venait de lancer un programme si considérablement élargi, que l'Autriche

se trouvait exclue de la nouvelle Allemagne par l'article 1[er] : « Le territoire fédéral se compose des États qui ont appartenu jusqu'ici à la Confédération germanique, à l'exception des territoires appartenant à l'empereur d'Autriche... »

On a prétendu que le roi Guillaume, voulant jusqu'au bout éviter la responsabilité de la guerre, n'avait pu se résoudre à la déclarer régulièrement à Vienne. Mais n'était-ce pas là, de sa part, un scrupule assez puéril dans un moment où son ministre appliquait sur la joue autrichienne un pareil soufflet ?

En même temps la Prusse mettait « ses confédérés » en demeure de répondre à cette question : « si éventuellement, dans le cas où à la suite des dangers de guerre les relations actuelles de la Confédération viendraient à se rompre, ils seraient prêts à entrer dans une confédération réorganisée sur ces bases ? » Puis, dans sa main tendue aux libéraux unitaires, il offrait à ceux-ci la grande patrie allemande constituée par une « représentation nationale (art. 4) émanant d'élections directes, d'après les dispositions de la loi du 12 avril 1849 pour les élections de l'empire. » Enfin, pour séduire la Bavière, la gagner à ses plans et rendre de la sorte impossible la ligue hostile des moyens et des petits États, il proposait (art. 9) que « la force de terre de la Confédération serait divisée en deux armées fédérales : l'armée du Nord et l'armée du Sud ; » le roi de Prusse serait « le commandant en chef fédéral » de la première, et le roi de Bavière celui de la seconde.

Par cette combinaison où se révèle un génie politique de premier ordre, M. de Bismarck apaisait du

même coup les susceptibilités internationales, particulièrement celles de la France, au sujet d'un accroissement excessif de la puissance prussienne dans cette Allemagne unifiée. Et l'on ne peut se défendre d'admirer la profonde sagacité de cet homme d'État, si l'on se rappelle surtout que le lendemain, 11 juin, Napoléon III écrivait ceci à son ministre des affaires étrangères : « Les cours qui ont participé aux actes constitutifs de la Confédération germanique avaient le droit d'examiner si les changements réclamés n'étaient point de nature à compromettre l'ordre établi en Europe. Nous aurions, en ce qui nous concerne, désiré, pour les États secondaires de la Confédération, une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important ; pour la Prusse, plus d'homogénéité et de force dans le Nord ; pour l'Autriche, le maintien de sa position en Allemagne. » Au fond de ce programme qui blessa les unitaires, parce qu'il allait contre leurs vues, et tous les Allemands en général, parce qu'il émanait de l'étranger, il y avait une adhésion à la triade germanique, et c'était là une baume répandu sur les blessures de M. de Beust. Mais si le ministre prussien fit un acte d'habileté consommée en affectant de vouloir séparer les forces militaires du Nord de celles du Sud et attribuer un grand rôle à la Bavière, l'empereur Napoléon ne réussit, par cette manifestation inopportune, qu'à rallier le *Nationalverein* et presque tous les patriotes autour de M. de Bismarck.

La politique de Berlin reçut de là un secours inespéré. La préoccupation de l'étranger devenant tout à coup la plus forte, les rancunes, les ressentiments,

les partis eux-mêmes disparurent devant le sentiment de la patrie en danger.

Je fus vivement frappé de ce revirement des esprits en revenant d'Itzehoë à Berlin, le 14 juin. Ce qui s'était passé ce jour-là à la diète de Francfort jetait un grand émoi dans la capitale prussienne. La nouvelle s'était répandue que la majorité de la diète venait de se prononcer pour l'Autriche, et que M. de Savigny, l'envoyé prussien, s'était retiré sur-le-champ en déclarant solennellement le pacte fédéral rompu. On ignorait encore la forme précise de laquelle ce vote contraire avait été revêtu, mais on sentait là un acte d'hostilité ; et si l'émotion était profonde, je pus reconnaître, par mes yeux comme par mes oreilles, que ce n'était point celle de la peur. La fibre patriotique s'éveillait en face du péril grandissant : pour la première fois, j'entendis les Berlinois acclamer un régiment de landwehr qui défilait sous les Tilleuls.

Ce n'est point à travers les déceptions qui ont suivi Sadowa qu'il me faut montrer les événements d'alors, les passions et les espérances qui, à ce moment suprême de la crise, s'emparèrent de la Prusse et d'une grande partie de l'Allemagne. En France, on m'a appelé le Prussien de Paris parce que je rapportais fidèlement, sans parti pris, tout ce que je voyais ou entendais à Berlin comme à l'armée. Mais n'étant ni diplomate ni homme d'État, je n'ai et ne dois avoir d'autre souci que celui de la vérité, qui peut seule jeter quelque intérêt sur mon récit. Cet avis donné au lecteur, je rouvre mon carnet de voyage.

Le 11 juin, l'Autriche, lançant à son tour le javelot de la Rome antique, avait proposé à Francfort la mobi-

lisation fédérale contre la Prusse. Sa motion portait : « Plaise à la haute diète, sous la réserve de ses décisions ultérieures, ordonner la mobilisation des 1er, 2e, 3e, 7e, 8e, 9e et 10e corps de l'armée fédérale et inviter les hauts gouvernements à placer leurs contingents sur le pied de guerre, de telle façon qu'au bout de quatorze jours lesdits contingents soient si bien en état de se mettre en marche ou de combattre, qu'ils puissent, au premier appel, partir avec tous leurs effets de guerre, etc... » Le vote eut lieu le 14.

Avec l'Autriche votèrent la Bavière, la Saxe royale, le Hanovre, le Wurtemberg, Bade, les deux Hesse, Brunswick et Nassau ; avec la Prusse, les duchés de Saxe, Mecklembourg, Oldenbourg, la 18e curie et les Villes libres. Quelques États firent la réserve expresse qu'ils n'entendaient point faire acte d'hostilité envers la Prusse ; mais, en définitive, la mobilisation de quatre corps d'armée, les 7e, 8e, 9e et 10e, n'en était pas moins résolue sur la proposition de l'Autriche.

L'envoyé prussien se leva immédiatement pour affirmer que la motion autrichienne et le vote des États qui venaient d'y adhérer étaient une déclaration de guerre à la Prusse ; puis il ajouta : « Au nom et sur l'ordre auguste de Sa Majesté le Roi, son très-gracieux maître, l'envoyé déclare donc que la Prusse regarde le pacte fédéral en vigueur jusqu'à ce jour comme rompu ; que partant, loin de le tenir désormais pour obligatoire, elle le considérera comme expiré et agira en conséquence. »

Il déposa ensuite le projet du 10 juin, concernant « une nouvelle Union d'États, plus en rapport avec les besoins de l'époque. » Il insista sur ce point, que

l'extinction de l'ancienne Confédération ne détruisait pas, aux yeux du roi de Prusse, les bases nationales sur lesquelles cette Confédération avait été établie; mais qu'au contraire, le roi de Prusse « tenait fermement à ces bases et à l'*unité de la nation allemande*, unité planant au-dessus des formes transitoires; » et qu'il considérait « comme le devoir absolu des États germaniques de trouver à cette unité sa plus parfaite expression. »

Cela dit et cela fait, M. de Savigny s'était retiré de la diète, atteinte d'un coup mortel et déjà en proie aux angoisses de l'agonie.

Le baron de Kubeck, envoyé autrichien et président de l'assemblée, déclara d'une voix altérée, en manière d'oraison funèbre, que « la Prusse, par la démarche qu'elle venait de faire, se rendait seule responsable des maux qui allaient fondre sur l'Allemagne. »

A cette heure décisive, sous la pression des événements, un rapprochement encore inavoué s'opérait non-seulement en Prusse, entre le gouvernement et les partis opposants, mais dans toute l'Allemagne aussi, entre les unitaires du *Nationalverein* et M. de Bismarck. Si la chambre des députés et la couronne ne s'étaient pas ouvertement réconciliées, il y avait du moins entre elles une trêve imposée à toutes les deux par le danger public. En arrivant à Berlin, j'avais pu croire la révolution imminente; j'en cherchais en vain maintenant les signes précurseurs. La satire et la caricature se donnaient libre carrière contre l'homme qui tenait dans sa main les destinées du pays. Il était toujours détesté, car en Prusse pas plus qu'ailleurs

on n'aime son maître ; mais de jour en jour, d'heure en heure, on en venait davantage à croire que, pour faire face à une situation aussi critique, on avait besoin de lui. Les esprits les plus rétifs à sa politique allaient jusqu'à se dire : M. de Bismarck renversé du pouvoir, la Prusse pourrait-elle à présent reculer d'un seul pas sans retomber au fond d'un autre Olmütz ? Et le patriotisme en alarmes acclamait les soldats en marche vers la frontière.

Certes la guerre était profondément impopulaire, surtout au moment de l'appel aux armes. A travers d'épais nuages diplomatiques, on n'en distinguait point alors les causes, les mobiles, les résultats possibles. On s'écriait : ce sont des frères allemands qui vont se battre, et pourquoi? On avait horreur de cette lutte fratricide, on maudissait celui qui la provoquait. Chacun pourtant prenait le sabre et le fusil, et, parmi tant de milliers d'hommes, la pensée ne vint à personne de tourner ces armes contre une politique exécrée qui les envoyait à la mort.

Mais à présent qu'on s'imaginait voir clair, voici ce qu'on voyait : d'une part, la vieille Allemagne dynastique debout aux côtes de l'Autriche qui n'était elle-même qu'une dynastie ; de l'autre, la Prusse agitant le drapeau national et proclamant un parlement issu du suffrage universel. Le choix pouvait-il être douteux ?

La sérénissime diète de Francfort, cet instrument du despotisme monarchique depuis un demi-siècle, avait mérité l'animadversion de tous les libéraux ; M. de Bismarck savait bien qu'en l'assommant d'un coup de massue, le 14 juin, il ne faisait que ce que

la nation eût voulu faire elle-même. Grâce à l'habileté consommée de cet homme d'État à tirer parti de la force des choses, la Prusse apparaissait donc aux yeux du plus grand nombre comme le champion de la nouvelle Allemagne. De l'avis unanime, l'ancienne diète et l'ancienne confédération ne devaient plus revivre, et la presse, naguère encore la plus hostile à la politique de Berlin, reconnaissait maintenant une réelle valeur à la réforme fédérale de M. de Bismarck.

L'idée dominante était celle-ci : il faut en finir avec l'Autriche, cette ennemie des peuples, qui ne peut exister qu'en les armant les uns contre les autres, et qui veut livrer l'Allemagne de l'intelligence et du travail à ses soldats hongrois ou croates; il faut en finir aussi avec cette multitude de petits princes qui, devant l'étranger, nous vouent tout à la fois à l'impuissance et au ridicule, et qui, pour conserver les oripeaux d'une souveraineté grotesque, se liguent avec le Habsbourg, comme lui éternels champions du droit divin.

Le vote hostile du 14 juin produisit donc un grand revirement d'opinion en faveur de la Prusse; car au milieu de cette anxiété qui s'était emparée de toutes les âmes, on ne vit plus rien, on ne voulut plus rien voir que l'Allemagne du suffrage universel luttant contre l'Allemagne de la réaction dynastique.

On avait contesté jusqu'alors l'entente possible de M. de Bismarck et du *Nationalverein*, représenté par M. de Bennigsen, son chef, dans une entrevue récente que celui-ci avait eue à Berlin avec le premier ministre. Voici pourtant ce que M. de Bennigsen avait

dit à M. de Bismarck : « Nous poursuivons le même but, celui de constituer l'union, sinon l'unité de l'Allemagne ; nous différons seulement sur le choix des moyens. Vous voulez atteindre ce but par la guerre, et moi je considère cela comme une faute grave ; car vous serez obligé de briser les forces de l'Allemagne du Sud. Vos forces, à vous aussi, s'épuiseront dans cette lutte terrible, et vous serez alors fatalement contraint de faire à la France des concessions qu'on aurait pu éviter peut-être en formant cette union ou cette unité par les voies pacifiques. »

L'homme de Berlin rassura-t-il à cet égard le chef du *Nationalverein?* Lui prouva-t-il que, vis-à-vis de la France, il avait les mains entièrement libres, et que c'était à tort qu'on le soupçonnait d'avoir éventuellement sacrifié au succès de sa politique une portion quelconque du territoire allemand ; que l'empereur des Français, comptant absolument sur le succès des armées autrichiennes, s'était lié par un traité secret avec Vienne, et non pas avec Berlin ; que Napoléon III se flattait de former une Allemagne à sa guise et n'avait exigé de la Prusse ni promesse formelle, ni engagement positif, afin de se réserver de son côté, vis-à-vis de celle-ci, une entière liberté d'action? Tout cela, je l'ignore ; mais ce qui est certain, c'est qu'après Sadowa, dans les premiers jours d'août 1866, M. de Bismarck répondit par une fin de non-recevoir aux ouvertures confidentielles que l'ambassadeur de France, M. Benedetti, avait été chargé de lui faire au sujet d'une compensation territoriale.

Le 8 août, M. le baron de Keudell, le secrétaire intime et l'ami du premier ministre, me disait à moi-

même : « Avant quinze jours, nous aurons la guerre sur le Rhin si la France persiste dans ses revendications territoriales. Elle nous demande ce que nous ne pouvons ni ne voulons lui donner. La Prusse ne cédera pas un pouce du sol germanique ; nous ne le pourrions pas sans soulever contre nous l'Allemagne tout entière, et, s'il le faut, nous la soulèverons contre la France plutôt que contre nous. »

Ce qui n'est pas moins certain, c'est que déjà avant la guerre, M. de Bismarck avait complétement conquis M. de Bennigsen et le *Nationalverein*.

Dès lors aussi apparaissait à l'horizon ce point noir d'une grande Prusse victorieuse, ou d'une grande Allemagne militaire en face de la France gardant ses frontières du nord-est ouvertes comme une brèche. Les patriotes vivaient les yeux anxieusement attachés sur la rive gauche du Rhin. Ces méfiances rancunières à l'endroit de la France dominée par un Bonaparte, avaient leur source dans les guerres iniques du premier empire. Les Prussiens et les Allemands de 1812 les ont transmises à leurs fils avec leur sang ; et elles devinrent pour M. de Bismarck un puissant auxiliaire avant et après Sadowa, car la Prusse n'était pas seulement la force promotrice de l'idée unitaire, mais elle était et elle est encore, même aux yeux de ses plus ardents adversaires, le rempart et le bouclier de l'Allemagne contre l'agresseur étranger.

L'heure de la « grande action » avait enfin sonné. Le 16 juin, M. de Bismarck fit savoir aux cabinets européens que la Prusse avait proposé une nouvelle alliance aux États de l'Allemagne du Nord, limi-

trophes de ses frontières. Le cabinet de Berlin, disait-il, « s'est déclaré prêt à entrer en délibération avec ces gouvernements et avec un parlement national pour fixer les points principaux de cette alliance. » Mais en cas de refus de leur part, la Prusse était résolue à marcher contre eux les armes à la main.

Dès la veille, en effet, M. de Bismarck avait riposté au vote hostile du 14 juin par une sommation d'alliance avec la Prusse, où il imposait au Hanovre et à la Saxe royale les conditions suivantes : « Les troupes royales seront replacées, sans délai, sur le pied de paix ; le Hanovre (la Saxe royale) consent à la convocation d'un parlement allemand et convoquera les électeurs en même temps que la Prusse ; la Prusse garantit au roi son territoire et ses droits de souveraineté dans la limite des propositions de réforme du 10 de ce mois. » Pour faire leur choix entre cette alliance ou la guerre, on ne laissait au roi Georges et au roi Jean ni quarante-huit heures, ni même vingt-quatre heures; on exigeait d'eux « une réponse dans le courant de la journée. »

Le roi Guillaume eût bien voulu, disait-on à Berlin, en agir avec plus de ménagement envers « ses frères et bons amis » de Hanovre et de Dresde, et certes il devait lui en coûter de traiter aussi cavalièrement des majestés de droit divin ; mais M. de Bismarck invoquait la raison d'État et le général Moltke la raison stratégique. D'ailleurs, pour la réussite des plans arrêtés entre ce grand politique et ce grand tacticien, les heures valaient des journées; car ils voulaient par la rapidité foudroyante de l'action soit diplomatique, soit militaire, surprendre et déconcerter leurs adver-

saires, leur ôter le temps de la réflexion, les empêcher de s'entendre entre eux, en un mot les rendre incapables de combiner des moyens d'ensemble qui pussent déranger l'admirable et audacieux mécanisme préparé de si longue main à Berlin en vue de cette guerre.

Le roi de Hanovre répondit immédiatement à la sommation prussienne par un refus, en déclarant que la réforme proposée n'offrait point « une garantie pour ses droits de souveraineté. » En même temps il quitta sa capitale pour aller se mettre, quoique aveugle, à la tête de sa petite armée.

Rien ne lui eût été plus facile que d'appeler M. de Bennigsen, à la fois le chef du *Nationalverein* et celui des libéraux hanovriens. Il aurait pu lui dire : « Vous n'avez pas l'intention, je suppose, de supprimer le Hanovre; eh bien, arrangez-vous avec les Prussiens. » Mais plutôt que de transiger avec ces détestables libéraux, le roi Georges préféra livrer son royaume à la Prusse et sacrifier jusqu'à sa couronne même sur l'autel du droit divin. Il le fit avec beaucoup de noblesse, annonçant dans une proclamation datée de Gœttingue, le 17 juin, qu'il avait repoussé l'alliance prussienne, parce qu'elle aurait « humilié l'honneur et le droit de sa couronne et porté préjudice au bien-être de son peuple fidèle. »

La Saxe royale envoya, elle aussi, son refus dans la journée du 15. « Si dans les circonstances actuelles, répondit M. de Beust à M. de Bismarck, il plaisait effectivement au gouvernement de S. M. le roi de Prusse de considérer le rejet de sa proposition d'alliance comme un *casus belli*, il ne resterait au gou-

vernement du roi de Saxe qu'à protester énergiquement contre ces procédés, en se fondant sur les lois fondamentales de la Confédération germanique, et à invoquer le secours de cette dernière. »

Le 16 juin au matin, les Prussiens envahirent à la fois le Hanovre, la Saxe royale et la Hesse électorale; le même jour, le roi Jean quitta Dresde pour rejoindre l'armée saxonne concentrée sur la frontière de Bohême, et M. de Beust fit proposer à la diète de Francfort une motion qui devait enlever à M. de Bismarck, non pas une de ses illusions, mais la seule illusion qu'il eût essayé de se faire : « Plaise à la haute assemblée d'inviter en particulier les hauts gouvernements d'Autriche et de Bavière à repousser au besoin par la force les actes du gouvernement du roi de Prusse... »

La Bavière donna son assentiment à la motion saxonne, et se trouva ainsi décidément liée à la fortune de l'Autriche, qui se déclara prête « à s'opposer de toutes ses forces à la violence exercée contre ses confédérés et à agir sur-le-champ en conséquence, en déployant toutes ses ressources militaires. »

Au reste, la ligue de l'Autriche, de la Saxe, de la Bavière, du Wurtemberg, du Hanovre, des deux Hesse et du Nassau contre la Prusse, était déjà formée antérieurement à cette date, puisque des conventions conclues à Olmütz le 14 juin, entre l'Autriche et ses alliés, garantissaient la Bavière contre toute perte territoriale. Bade fut contraint d'y entrer par sa position géographique et en dépit de ses sympathies prussiennes.

Quant aux autres petits États du Centre ou du Nord,

ces alliés volontaires ou forcés de la Prusse se retirèrent les uns après les autres de la diète de Francfort à la « prière » de M. de Bismarck qui leur disait : n'allez pas là frayer avec nos ennemis, et puis d'ailleurs la Confédération germanique n'est-elle pas dissoute? Il les invita également à joindre leurs contingents à ceux de la Prusse. La plupart obéirent tout en se faisant tirer l'oreille; et le bouffon vint une fois encore ici se mêler au tragique : tandis que Waldeck envoyait son armée de vingt et un hommes combattre pour l'Allemagne de l'avenir, Schwartzbourg-Rudolstadt, se drapant fièrement dans son manteau féodal, faisait mine d'aller se ranger avec son armée de cent cinquante hommes aux côtés de l'Autriche. Ce n'est certes pas l'étendue d'un État qui constitue son droit; mais en vérité les Allemands n'avaient-ils pas raison de faire des gorges chaudes de toutes ces augustes niaiseries?

Le 19 juin, les armées étaient en présence et pouvaient en venir aux prises d'un moment à l'autre. M. de Bismarck m'avait fait accorder par le général en chef, c'est-à-dire par le roi, l'autorisation d'accompagner les troupes en campagne. Mais où fallait-il aller, en Silésie, en Saxe ou dans l'ouest de l'Allemagne? Je demandai conseil à M. de Bismarck, que je trouvai rivé à sa table de travail entre deux et trois heures du matin. Il me dit avec le meilleur des sourires : « Si vous voulez être aux premières loges, partez pour Neisse où est le quartier général du prince royal. C'est un esprit libéral et bienveillant; il aime la France; il vous accueillera bien. Vous avez l'autorisation du roi; mais il vous faut encore une passe mi-

litaire pour être en règle avec les avant-postes et les patrouilles. Allez de ma part chez le général Moltke, il constatera votre identité et vous remettra votre passe. » Je n'avais pas franchi le seuil du cabinet que déjà la plume de l'homme d'État courait en grinçant sur le papier; ayant tourné la tête, je surpris sur le visage de M. de Bismarck une expression dure, menaçante, terrible.

Le lendemain matin, je me présentai à l'état-major général de l'armée. Je fus immédiatement introduit auprès d'un homme de haute taille et d'aspect maladif. Le visage portait la profonde empreinte de la fatigue, de l'insomnie et de la souffrance. La vie semblait entièrement concentrée sur le front et au fond des yeux. Il se tenait courbé sur une grande carte militaire. « Restez quelques jours encore à Berlin, me dit le général Moltke; vous ne verriez en ce moment que des soldats en marche et des rassemblements de troupes. En quinze heures vous rejoindrez le quartier général de la deuxième armée, à Neisse; et quand il faudra vous mettre en route, je vous en aviserai, si cela peut vous être agréable. » J'exprimai au chef de l'état-major général le désir de me rendre à l'armée dès le soir même, à moins qu'il n'y trouvât quelque obstacle : « aucun, » me répondit-il gracieusement, et il me fit tenir sur-le-champ ma passe militaire.

LA CAMPAGNE DES SEPT JOURS

CHAPITRE XII

Dénombrement et concentration des armées ennemies : l'armée prussienne de l'Ouest ; ses opérations dans le Holstein, le Hanovre et la Hesse électorale, du 7 au 20 juin. — L'armée hanovrienne à Gœttingue. — L'armée bavaroise à Bamberg et Schweinfurt. — Le huitième corps fédéral à Friedberg. — La grande armée prussienne de l'Est : la première armée, l'armée de l'Elbe et la deuxième armée ou armée de Silésie. — La grande armée autrichienne du Nord. — Les combinaisons stratégiques d'Olmütz. — Le plan du général Moltke. — Occupation de la Saxe et invasion de la Bohême par les Prussiens du 16 au 25 juin. — La brèche prussienne entre Gablonz et Liebau. — Le plan de Benedek.

De cette grande guerre qui a jeté un lustre si éclatant sur les armes prussiennes, je ne veux et ne dois raconter que ce que j'ai vu. Étranger à la science militaire, je ne ferai point, sur la tactique ou la stratégie, des commentaires d'une valeur contestable. En campagne et sur un champ de bataille comme ailleurs, il est des choses pourtant qui tombent sous le sens, des faits qui sautent aux yeux et qui, fidèlement rapportés par un témoin inexpérimenté mais sincère, peuvent servir à l'histoire. Voilà quelle sera ici ma tâche ; quant à l'ensemble des opérations militaires,

je n'en signalerai que ce qui est indispensable à l'intelligence du récit. Et d'abord quelle était au 20 juin la situation respective des armées ennemies?

Dans l'ouest de l'Allemagne, les forces actives de la Prusse ne s'élevaient qu'à 48,000 hommes; mais elles étaient placées sous le commandement d'un officier du plus haut mérite, le général Vogel de Falkenstein. Cette armée comprenait la 13e division (général Gœben), faisant partie du septième corps d'armée, 14,300 hommes; le corps d'occupation des duchés de l'Elbe (général Manteuffel), 14,100 hommes; et la division (général Beyer) nouvellement formée à Wetzlar avec une brigade détachée du huitième corps d'armée et plusieurs régiments fournis par les garnisons des forteresses du Rhin, 19,660 hommes.

Le 9 juin, quand déjà la guerre paraissait imminente, la diète germanique, sur la proposition de la Bavière, avait décidé que les Prussiens et les Autrichiens évacueraient les places fédérales de Mayence et de Radstadt, ainsi que Francfort-sur-Mein. Les contingents fédéraux de Bavière, de Saxe-Meiningen, d'Anhalt, de Schwartzbourg, de Lippe et de Detmold devaient occuper Mayence; Radstadt serait gardé par ceux de Bade, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg-Gotha, de Waldeck et de Reuss. Francfort recevrait un bataillon bavarois. La Prusse adhéra à cette proposition comme l'Autriche; et bien plus, c'est la Prusse qui l'avait inspirée à la Bavière. Elle offrait au général Moltke l'avantage de rendre disponibles pour l'action toutes les forces prussiennes; et, au cas d'une intervention armée de la France, elle plaçait tous ces États dans l'alternative ou de trahir l'Allemagne, ou

de se rallier à M. de Bismarck pour la défense de la commune patrie.

Le 7 juin, le général Manteuffel avait passé l'Eider pour occuper le Holstein; le 8 et le 9, il s'était avancé sur la route d'Itzehoë, et était entré dans cette ville évacuée par les Autrichiens. Le général Gablenz n'avait à lui opposer que la brigade Kalik, composée de deux régiments d'infanterie, un bataillon de chasseurs, deux escadrons et une batterie à pied. Ne pouvant résister à un adversaire tellement supérieur en nombre, il s'était retiré non-seulement d'Itzehoë, mais aussi de Rendsbourg. Ici les Prussiens lui avaient fait la conduite en poussant des hourras en l'honneur de l'empereur d'Autriche : la guerre n'était pas déclarée, et c'était un incident d'un goût contestable, ajouté à la comédie du *condominium* austro-prussien dans les duchés de l'Elbe.

Le 10 juin, tout le Holstein était évacué par les Autrichiens, à l'exception d'Altona où ils se concentrèrent ce jour-là. En revenant d'Itzehoë le 11, je les vis qui faisaient leurs préparatifs de départ. En chemin, j'avais vu également les Prussiens marchant sur Borstell, Thimen et Pinneberg. Le lendemain, 12, ils devaient s'avancer sur Altona, et une collision devenait imminente, les relations diplomatiques étant rompues entre Berlin et Vienne.

Le général Gablenz prit le seul parti possible pour échapper à un désastre, celui d'abandonner entièrement le Holstein; dans la nuit du 11 au 12, la brigade Kalik se porta d'Altona sur Harbourg, d'où elle alla rejoindre la grande armée du Nord en Bohême.

Ce n'en fut pas moins un premier échec qui frappa vivement les esprits dans toute l'Allemagne.

Pour éviter une lutte trop inégale, les Autrichiens avaient dû traverser le Hanovre. De leur côté, les Prussiens passèrent l'Elbe et occupèrent Harbourg; le général Manteuffel entra en Hanovre avec tout le corps d'occupation des duchés de l'Elbe qui s'étendit vers Lunebourg et Celle.

Quelques détachements de l'armée active et deux régiments de la landwehr de Westphalie gardèrent seuls le Schleswig, le Holstein et le Lauenbourg.

Certes une pareille résolution ne manquait pas d'audace; mais c'était l'heure où le général Moltke, à l'exemple de M. de Bismarck en politique, allait étonner l'Europe par la hardiesse et la rapidité inouïes des opérations militaires. Ils possédaient l'un et l'autre au même degré cette intrépidtié raisonnée et préméditée de l'action foudroyante, produisant des effets calculés d'avance avec une sûreté et une profondeur de coup d'œil qui ont pu être égalées, mais non pas surpassées. Et sans qu'on soit diplomate ou stratégiste, lorsqu'on embrasse dans son ensemble toute l'œuvre prussienne de 1866, on voit aussitôt que cet immense succès est dû surtout à un emportement si audacieux qu'il semblait braver la fortune, mais en réalité froidement voulu, mathématiquement mesuré, et ne livrant rien ou le moins possible au hasard. Les plans de la Prusse, exécutés avec une sorte de frénésie apparente, réussirent dans leurs parties essentielles parce qu'on ne laissa à l'ennemi ni le temps ni la réflexion nécessaires pour en déranger les combinai-

sons aussi ingénieuses que savantes, mais toutes marquées au coin de la plus rare audace.

Dans l'ouest de l'Allemagne notamment, la Prusse n'opposait que 48,000 hommes aux alliés de l'Autriche, à une armée de 119,000 hommes qu'allaient former les contingents de la Bavière, du Wurtemberg, du Hanovre, des deux Hesse, de Nassau et de Bade. Il fallait donc, pour n'être point accablé lui-même sous cette masse redoutable, que le général Vogel de Falkenstein en dispersât les éléments divers avant qu'ils eussent pu se rassembler.

En outre, sur la rive gauche du Rhin, la Prusse n'opposait pas un seul corps d'armée à la France. A Cologne, à Coblentz comme à Luxembourg, il n'y avait guère que des troupes de landwehr ; mais M. de Bismarck eût au besoin soulevé toute la nation germanique contre l'ennemi du dehors, fallût-il pour cela se coiffer du bonnet phrygien.

Du côté de la Saxe et de la Bohême, l'armée bavaroise devait agir de concert avec l'armée saxonne d'après le premier plan de campagne arrêté par l'Autriche et ses alliés à Olmütz du 10 au 15 juin. Les Prussiens auraient eu là 80,000 Bavarois et Saxons sur leur flanc droit, avec toute l'armée de Benedek sur leur front. Mais on en était informé à Berlin, et avant que la Bavière eût mis en marche un seul de ses régiments, Dresde et toute la Saxe étaient déjà au pouvoir de la Prusse. L'offensive prise dès le 16 juin avec une vigueur irrésistible, et poursuivie jusqu'à la fin de la campagne avec une vitesse vertigineuse, contraignit les Bavarois à opérer dans l'ouest, refoula l'armée saxonne sur l'armée autrichienne en Bohême,

permit à Moltke d'exécuter son plan admirable d'une marche concentrique de trois armées prussiennes en territoire ennemi et sous les yeux de Benedek, fit, en un mot, échouer les premières combinaisons stratégiques de ce malheureux capitaine, ainsi que toutes celles qu'il y substitua par la suite.

Voilà le trait le plus caractéristique de cette guerre; je reviens maintenant à ce que j'ai à dire sur la situation respective des belligérants au début des hostilités.

Le 16 juin au matin, le général Vogel de Falkenstein quitta Minden sur le Weser et pénétra dans le Hanovre avec la division Gœben; le même jour, la division Beyer, qui se trouvait dans l'enclave de Wetzlar, entra dans la Hesse électorale.

L'armée hanovrienne comptait 18,000 hommes, mais elle était loin d'être prête pour la guerre. Les troupes étaient disséminées, elles manquaient d'approvisionnements et même de munitions; ce qui prouve que le roi George avait jusqu'au dernier moment considéré cette agression comme impossible. Il envoya immédiatement par le télégraphe aux chefs de corps l'ordre de se porter avec les soldats, les chevaux, les canons et tout le matériel de guerre à Gœttingue, dans le sud du Hanovre où il se rendit de sa personne.

On était moins préparé encore à la résistance dans la Hesse électorale. Les troupes étaient sur le pied de paix. Le duc Frédéric-Guillaume dirigea sur-le-champ vers Hunfeld, puis vers Hanau sur la frontière méridionale du duché, les 4,500 hommes qu'il avait sous les armes, afin de les réunir au huitième corps

fédéral alors en formation et qui venait d'être placé sous le commandement du prince Alexandre de Hesse.

A partir du 17, les Prussiens eurent à exécuter une série de marches forcées, d'évolutions rapides et très-pénibles sous un soleil ardent ; car les Hanovriens et les Hessois avaient rendu partout le chemin de fer impraticable. Ce jour-là, le général Vogel de Falkenstein entra dans la capitale du Hanóvre avec la division Gœben ; il s'y empara de nombreux approvisionnements et y établit un gouvernement au nom du roi de Prusse, représenté par un commissaire civil. La division Beyer se porta vers Gunterhausen ; la division Manteuffel, formant la réserve de l'armée, s'avança sur les routes de Celle et de Lunebourg.

Le 17 aussi, les Prussiens firent main basse sur un grand matériel de guerre à Stade. Le 19, ils occupaient Cassel où ils établirent un gouvernement à l'instar de celui de Hanovre.

Ainsi, au 20 juin, par cette irruption soudaine qui avait pris au dépourvu l'Autriche et ses alliés, la Prusse s'était rendue maîtresse sans coup férir non-seulement des duchés de l'Elbe, mais encore du Hanovre et de la Hesse électorale qui assuraient les communications avec son territoire rhénan. De ce côté, elle n'avait plus d'ennemis sur ses flancs ni sur ses derrières. En face d'elle, c'est-à-dire dans la direction du sud, il n'y avait pour le moment que la petite armée hanovrienne qui se concentrait à Gœttingue.

Ces soldats, animés du plus noble héroïsme que puisse inspirer l'amour du sol natal, étaient dépourvus de tout ce qui est nécessaire à des troupes en

campagne. Les munitions étaient rares, les chevaux manquaient à l'artillerie, les vivres même faisaient presque défaut aux hommes. Il avait fallu équiper dans les cantonnements trois mille de ces braves gens accourus sous les drapeaux au premier appel et dans les vingt-quatre heures. C'était moins une armée régulière qu'une bande de généreux patriotes qui se sacrifiaient pour l'indépendance du Hanovre. Tandis que le roi George avait voulu, quoique aveugle, partager les périls de ses soldats, l'électeur de Hesse, enfermé dans son palais de Willemshœhe, s'obstinait à n'en pas vouloir sortir, prétendant régner sur les Hessois en dépit d'eux et du roi de Prusse.

Les Hanovriens attendaient l'assistance des Bavarois. C'était le moment ou jamais pour les alliés de l'Ouest et du Sud de réunir leurs forces et de marcher tous ensemble contre le général Vogel.

Le vulgaire bon sens leur conseillait de se serrer les uns contre les autres sans perdre un jour ni une heure, de se porter au secours des Hanovriens, qui s'étaient dirigés vers Gœttingue afin de leur épargner une partie du chemin, en un mot d'agir en masse pour éviter que les Prussiens ne rencontrassent leurs corps éparpillés et ne les missent en déroute les uns après les autres. Mais « ces gros Bavarois, » comme disait M. de Bismarck, n'étaient pas si ardents à l'action ; et puis ils se flattaient de battre à eux tout seuls les Prussiens dans l'Ouest. Leur commandant en chef, le prince Charles de Bavière, attendait paisiblement, dans son quartier général de Bamberg, que la mobilisation des troupes fût achevée. Le jeune roi Louis II se montrait beaucoup plus soucieux des lau-

riers de son ami Wagner que de ceux de ses soldats.

Cependant l'armée bavaroise, forte de 52,000 hommes, se trouva concentrée, vers le 20 juin, entre Bamberg et Scweinfurt. En se mettant immédiatement en marche, elle pouvait encore dégager l'armée hanovrienne; mais elle ne s'ébranla que le 25 juin : cinq jours trop tard, comme on le verra en temps et lieu. A Berlin, on traitait assez légèrement l'armée bavaroise; mais on avait un grand fond d'estime pour elle à Munich et dans toute l'Allemagne du Sud. Elle était bien exercée et pourvue d'un bon matériel de guerre; elle possédait une artillerie excellente; et si l'impéritie des chefs ne lui attira que des revers, il est juste de reconnaître que la bravoure dont les soldats, surtout l'infanterie, firent preuve en plusieurs rencontres, eût mérité une meilleure fortune.

Quant au huitième corps fédéral, qui se formait assez péniblement aux environs de Francfort, ses éléments divers et disparates étaient loin d'avoir la cohésion, la solide organisation de l'armée bavaroise. Le contingent wurtembergeois, fort de 16,250 hommes, vint le premier se joindre aux 9,500 hommes de la Hesse-Darmstadt et aux 4,500 hommes du Nassau. Bade, qui n'agissait qu'à contre-cœur, mobilisa seulement le 20 juin son contingent de 10,850 hommes. Les soldats de la Hesse électorale, qui avaient pu échapper aux Prussiens, s'unirent au huitième corps. L'Autriche n'y adjoignit qu'une seule brigade, formée des garnisons de Mayence, Padstadt et Francfort.

Cette armée, placée sous les ordres du prince Alexandre de Hesse, avait son quartier général à

Friedberg. Les opérations de ces 50,000 soldats se bornèrent à des marches et à des contre-marches autour de Francfort jusqu'aux premiers jours de juillet.

Passons maintenant aux armées de l'Est. J'ai montré la Prusse faisant son appel aux armes dans la première quinzaine de mai. Le transport des troupes mobilisées, commencé le 16 mai, était entièrement achevé le 6 juin. En vingt et un jours, des points les plus extrêmes du royaume, de Cologne et de Kœnigsberg comme de Berlin, on avait amené en Silésie sur la frontière de Bohême, en Lusace et en Thuringe sur la frontière de Saxe, 197,000 hommes, 55,000 chevaux et 5,300 voitures. D'autres forces considérables étaient en formation ou même déja formées et en mouvement.

Au 16 juin, la grande armée prussienne de l'Est, placée dès lors sous les ordres du roi avec le général Moltke comme chef d'état-major général, comprenait trois armées.

La première était commandée par le prince Frédéric-Charles de Prusse, général de cavalerie, cité pour sa rare énergie autant que pour ses connaissances militaires. Elle se composait de trois corps d'armée: le deuxième corps (Poméranie), le troisième et le quatrième (Brandebourg, Magdebourg et Thuringe); mais ces deux derniers avaient été dissous afin que leurs divisions, plus libres de leurs mouvements, pussent agir chacune séparément. A la première armée était adjoint le corps de cavalerie sous les ordres du prince Albert de Prusse, ainsi que la réserve d'artillerie de la grande armée.

La deuxième armée, dite armée de Silésie, était

commandée par le prince royal de Prusse, général d'infanterie ; elle se composait de trois corps d'armée et du corps de la garde. Ce corps d'élite, sous les ordres du prince Auguste de Wurtemberg, comprenait deux divisions, une brigade de grosse cavalerie, détachée du corps de l'arme, et une réserve d'artillerie. La 1re division avait à sa tête le général Hiller de Gœrtringen, le héros de Chlum. Les trois corps de l'armée de Silésie avaient chacun deux divisions, comme ceux de la première armée ; c'étaient le premier corps (Prusse orientale), le cinquième corps (Prusse occidentale, Brandebourg, Posen et Silésie), celui-ci commandé par le général Steinmetz, le vainqueur de Nachod et de Skalitz, et le sixième corps (Silésie). A la deuxième armée était réunie une division de cavalerie ; enfin deux petits corps en étaient détachés pour faire des démonstrations à l'extrême gauche prussienne, entre Oswiecim et le comté de Glatz.

La troisième armée, dite armée de l'Elbe, avait pour chef le général Herwarth de Bittenfeld, général d'infanterie. Elle était composée d'une division du septième corps (Westphalie) et des deux divisions du huitième corps (Rhin), ainsi que de la réserve d'artillerie de ces deux corps et de deux brigades de cavalerie.

La première armée et l'armée de l'Elbe formaient alors ensemble l'aile droite, et l'armée de Silésie l'aile gauche.

En dehors des troupes spécialement employées à la garde des places fortes et au service de garnison, toutes ou à peu d'exceptions près fournies par la landwehr, un premier corps de réserve était dès lors organisé à

Berlin. Il était commandé par le général Mulbe et comprenait deux divisions d'infanterie et une division de cavalerie de landwehr, soit 24 bataillons et 24 escadrons, avec 54 pièces de campagne. Cette réserve, attachée en grande partie à l'armée de l'Elbe dès le 21 juin, suivit celle-ci d'abord en Saxe, puis en Bohême.

En résumé, au 16 juin, quand s'ouvrirent les hostilités, la grande armée prussienne comptait 46,000 hommes à l'armée de l'Elbe, cantonnés autour de Torgau, entre Duben et Elsterwerda; 93,000 hommes à la première armée, autour de Gœrlitz, entre Niesky, Bunzlau et Wiegandsthal; 115,000 hommes à l'armée de Silésie sur la Neisse, entre Brieg et Patschkau, avec deux petits corps détachés à l'extrême gauche; soit, en ajoutant à ces forces les 24,300 hommes du corps de réserve, une masse de 278,000 combattants debout et en armes tout le long des frontières de Saxe et de Bohême, depuis l'Elbe jusqu'à l'Oder.

La grande armée autrichienne dite du Nord formait, elle aussi à ce moment-là, une masse formidable de 271,000 combattants, Allemands, Hongrois, Slaves et Italiens.

Quoique composée d'éléments hétérogènes, elle avait en son chef et en elle-même une confiance absolue, et qui allait chez les officiers de tout grade jusqu'à la présomption aveugle. J'ai fait route et j'ai campé avec les Prussiens pendant toute la campagne; j'aurai donc plus d'une occasion d'exprimer, dans le cours de mon récit, ce qu'ils pensaient ou ce qu'ils éprouvaient soit avant, soit après la victoire. Mais

c'est ici le meilleur endroit, ce me semble, pour constater que les premières et sanglantes déceptions de Nachod ou de Munchengraetz n'avaient nullement ébranlé, chez les prisonniers autrichiens, surtout chez les officiers avec lesquels je pus m'entretenir, cette foi dans le triomphe de l'Autriche, cette certitude d'un complet désastre pour la Prusse. Au reste, le prestige de Benedek et de son armée était tel en Allemagne, en Prusse, à Berlin même et partout, que rien ne l'égalait si ce n'est le dédain que l'on montrait à Vienne pour les milices prussiennes.

On y parlait d'une promenade militaire jusqu'à Berlin ; dans toute l'Europe et à Paris, les hommes d'État les plus en renom s'étaient laissé prendre à ce leurre, si bien qu'à la nouvelle des défaites autrichiennes, on se récria en affirmant que c'était faux et que les Prussiens devaient nécessairement avoir été battus sur toute la ligne. Cette illusion de diplomates fameux était partagée par d'illustres guerriers, et leur stupéfaction fut alors si profonde que quelques-uns paraissent n'en être pas encore entièrement revenus aujourd'hui. Tout cela aussi combattit contre l'Autriche; car la présomption fanfaronne n'est une arme dangereuse que pour celui qui s'en sert. Et bien qu'il faille tenir comme apocryphe cette proclamation attribuée au feldzeugmestre Benedek, où il était question de disperser les Prussiens avec la crosse du fusil, je n'en vis pas moins par mes yeux que le dédain universel, et surtout les stupides bravades jetées à la face d'une armée intelligente et instruite, exaltèrent son patriotisme jusqu'au mépris de la mort.

A Vienne, on avait commencé les armements bien

plus tôt qu'à Berlin; mais l'Autriche ne s'était pas, comme la Prusse, préparée depuis plusieurs années à cette grande guerre.

En sorte que, vers le milieu de juin, en dépit de tous les efforts déployés pendant les trois derniers mois pour combler les cadres, rassembler les corps d'armée, compléter le matériel et les approvisionnements de toute nature, on n'était pas aussi bien organisé de ce côté-ci que de l'autre pour entrer en campagne. La concentration de l'armée était surtout loin d'être achevée. On trouve, à ce moment-là, les corps éparpillés sur une étendue considérable, en Bohême et en Moravie, depuis le comté de Glatz jusqu'à Vienne.

Pour le transport des troupes et du matériel aux frontières, les Prussiens avaient pu se servir de plusieurs lignes ferrées à double voie. Les Autrichiens n'en possédaient qu'une seule à double voie de Vienne à Lundenbourg; et à partir de ce point méridional de la Moravie, les deux lignes vers Brunn et Olmütz n'étaient qu'à une seule voie. De là de grandes difficultés pour le ravitaillement des troupes en mouvement, des marches forcées qui épuisaient leurs forces, des lenteurs excessives dans la concentration de l'armée, et même le péril croissant de jour en jour, d'heure en heure, avec le nombre des ennemis sur la frontière septentrionale.

Sur les dix corps de l'armée autrichienne, sept composaient l'armée du Nord; les trois autres, formant l'armée du Sud, opéraient dans le quadrilatère vénitien.

Le commandement en chef des deux armées, ainsi que la direction supérieure des opérations des alliés

de l'Autriche dans l'Ouest, étaient dévolus au feldzeugmestre Benedek, soldat aussi expérimenté que brave, très-capable de bien conduire une division ou même un corps d'armée, mais accablé sous le poids d'une mission et d'une responsabilité trop lourdes pour son génie militaire. Il s'était distingué à Solferino, où sa ferme contenance avait favorisé la retraite de l'armée autrichienne; la voix publique, aussi bien que le choix impérial, confiait aujourd'hui à sa renommée trop enflée la fortune de l'État. Il s'était adjoint, comme chef d'état-major général et comme chef du bureau des opérations les généraux Henikstein et Krismanic, ainsi que lui plus malheureux que coupables, car ils ne manquaient pas de mérite ni surtout de dévouement; leur plus grand tort, comme celui de Benedek, ce fut de présumer beaucoup plus de leurs forces que de celles de l'ennemi, et d'avoir affaire à un véritable homme de guerre, le général Moltke.

Au 16 juin, le premier corps (général Clam-Gallas), le plus considérable des sept, occupait le nord-ouest de la Bohême, vers Reichenberg; aux 36,000 hommes de ce corps furent réunis les 24,000 hommes bien armés et bien organisés de la Saxe royale. Le deuxième corps (général Thun-Hohenstadt) se trouvait à une grande distance au sud-est, vers Wildenschwerdt et Bœhmish-Trubau; le troisième corps (archiduc Ernest) plus loin encore en arrière autour de Brunn, en Moravie. Le quatrième corps (général Festetics) était à la droite, vers Teschen et Troppau; le sixième corps (général Ramming) à Olmütz; le huitième corps (archiduc Léopold), plus à gauche et très en arrière au sud, vers Austerlitz,

Sélowitz et Auspitz; enfin le dixième corps (général Gablenz), plus vers le nord-ouest, entre Brunn et Méseritsch.

L'Autriche possédait une nombreuse et magnifique cavalerie, objet légitime de son admiration, sinon de son orgueil. Cette arme d'élite se composait de deux divisions de cavalerie légère, hussards et dragons, alors échelonnées au nord de la Bohême et à l'est du comté de Glatz, le long de la frontière de Silésie, et de trois divisions de grosse cavalerie de réserve, hulans et cuirassiers; soit une masse de 128 escadrons et de 20,000 cavaliers supérieurement montés. A ces 128 escadrons, il en faut ajouter 30 autres répartis entre les sept corps d'armée. L'artillerie, qui se signala par une grande supériorité pendant toute la campagne et qui, à Sadowa, se sacrifia au salut de l'armée en déroute, allait mettre en action 752 pièces. De leur côté, les Prussiens avaient 218 escadrons de cavalerie et 846 pièces.

Mentionnons encore un détachement autrichien, la brigade Trentinaglia, placée à l'extrême droite pour couvrir la Gallicie occidentale.

D'après ce que l'on sait des premières combinaisons stratégiques adoptées à Olmütz du 10 au 15 juin, et à en juger par la position des corps d'armée autour de cette place forte avec le premier corps (Clam-Gallas) entièrement isolé et livré à lui-même à l'extrême gauche, il est tout au moins présumable que le plan du maréchal Benedek consistait alors en ceci : réunir les Bavarois et les Saxons au corps de Clam-Gallas, opposer cette armée de plus de 100,000 hommes aux Prussiens dans le nord de la Saxe, les contraindre

par là à diviser leurs forces; marcher lui-même contre eux avec le gros de son armée; envahir la Silésie à gauche ou à droite du comté de Glatz, par Gœrlitz ou Breslau; battre la deuxième armée prussienne, séparée de la première, refouler l'ennemi vers l'ouest, tandis que Clam-Gallas, les Bavarois et les Saxons le rejetteraient vers le nord, l'attaquer de nouveau en front et en flanc, et le ramener enfin, tambours battants, jusqu'à Berlin même.

Pour que ce plan, très-beau sur le papier, pût réussir sur le terrain, il eût fallu d'abord qu'au 16 juin les Bavarois fussent prêts et qu'ils se trouvassent, non pas autour de Bamberg, ni même en Franconie, comme le voulait l'article 5 des conventions signées le 14 juin à Olmütz, mais dans le nord de la Saxe; ensuite que le corps de Clam-Gallas, au lieu d'être cantonné vers Reichenberg, en Bohême, eût opéré sa jonction avec les Saxons et les Bavarois devant Dresde; il eût fallu enfin que les six autres corps de l'armée autrichienne fussent concentrés à la même date sur la frontière de Prusse, et non pas disséminés, comme ils l'étaient, sur une ligne immense s'étendant à travers la Bohême et la Moravie jusqu'aux approches de Vienne.

Les minutes, comme je l'ai déjà dit, valaient des heures : le jour même où s'achevait la concentration de la grande armée prussienne de l'Est aux frontières, le 6 juin, on envoyait de Berlin au général Manteuffel l'ordre d'occuper le Holstein. C'était la guerre, et on la voulait maintenant sans perdre une heure ni une minute.

On connaissait l'éparpillement des forces de l'Au-

triche et de ses alliés; on savait que Benedek était hors d'état de prendre à ce moment-là l'offensive. On résolut immédiatement de tirer parti de cette situation de l'ennemi, si désavantageuse pour lui, que l'on avait d'ailleurs prévue et en prévision de laquelle aussi le général Moltke avait dressé ses plans en les mettant d'accord avec ceux de M. de Bismarck.

D'après les plans de l'illustre stratégiste, le moment était venu pour les Prussiens de prendre l'offensive eux-mêmes, ce qui leur offrait le triple avantage de réduire à néant les combinaisons militaires d'Olmütz, de porter la guerre en territoire ennemi et de rassembler leurs trois armées en Bohême par une marche concentrique. Il fallait donc en arriver tout de suite aux hostilités déclarées, et voilà pourquoi, en même temps que le général Manteuffel occupait le Holstein, M. de Bismarck lançait le dernier défi dans son projet de réforme du 10 juin, où il expulsait l'Autriche de l'Allemagne, et dans son ultimatum du 15, où il n'accordait plus même vingt-quatre heures de réflexion au Hanovre et à la Saxe royale.

Le 16 juin au matin, l'armée de l'Elbe entra en Saxe sur trois colonnes; la 14e division (général Münster) occupa Zœschau, la 15e (général Canstein) Seerhausen, la 16e (général Etzel) Riesa. Les Saxons, n'étant soutenus ni par les Bavarois, ni par les Autrichiens, s'étaient repliés sur Pirna; cette brave armée, commandée par le prince royal de Saxe, se voyait contrainte de battre en retraite devant un ennemi six fois plus nombreux et de lui livrer le pays sans combat; car le même jour les Prussiens de la première armée étaient, eux aussi, entrés en Saxe sur

la gauche de l'armée de l'Elbe et avaient occupé Lobau.

En se retirant, les Saxons mirent le feu au magnifique pont de Riesa, où le chemin de fer de Dresde à Berlin passe l'Elbe près de la frontière prusso-saxonne. Ceci avait été prévu ainsi que tout le reste : un bataillon prussien, amené en train-express, était arrivé trop tard pour empêcher l'incendie ou l'éteindre ; mais cette communication si importante ne s'en trouva pas moins rétablie comme par enchantement. La Prusse avait en magasin un autre pont de Riesa. On en transporta toutes les pièces sur les lieux, et il n'y eut ensuite qu'à les ajuster pour réparer le dommage.

Le 18, l'armée de l'Elbe occupa Dresde, la première armée Bautzen. Dès le 19, elles étaient maîtresses de toute la Saxe et avaient rétabli entre elles leurs communications.

On prit aussitôt les dispositions suivantes pour l'invasion de la Bohême au nord-ouest : le général Herwarth de Bittenfeld fut placé sous les ordres du prince Frédéric-Charles avec toutes ses troupes réunies à celles de la première armée. C'était une masse de plus de 150,000 hommes qui n'avait alors devant elle que les 36,000 Autrichiens de Clam-Gallas rejoints par les 24,000 Saxons, soit 60,000 hommes. Le général Mulbe fut chargé de garder la Saxe avec la 2[e] division du corps de réserve et quelques autres troupes de landwehr détachées des garnisons frontières. On exécuta des travaux de défense à Dresde, du côté de l'ouest, et on coupa le chemin de fer au delà de Werdau, pour se protéger autant que pos-

sible contre une attaque des Bavarois. La 1re division du corps de réserve fut adjointe aux trois divisions du général Herwarth de Bittenfeld.

Le 22 juin, l'ordre fut envoyé aux trois armées d'entrer en Bohême et de prendre leurs mesures pour se rencontrer dans la direction de Gitschin. Le général Moltke disait dans ses instructions : « D'après tous les renseignements que nous possédons, il est tout à fait improbable que les Autrichiens puissent, d'ici à quelques jours, avoir réuni au nord de la Bohême la grande masse de leurs forces. En prenant l'initiative, nous pourrons peut-être trouver les forces ennemies divisées, les attaquer en ayant pour nous la supériorité du nombre, et nous porter dans une autre direction pour remporter la victoire. Mais on ne devra jamais perdre de vue qu'il faut arriver à réunir toutes nos forces pour obtenir un résultat décisif. »

Du 22 au 25 juin, l'armée de l'Elbe et la première armée réunies pénétrèrent en Bohême et s'avancèrent sans rencontrer de résistance jusqu'à Gabel et Reichenberg : le général Herwarth, venant de Torgau, en Saxe par Stolpen, Burkersdorf, Schluckenau, Rumburg et Gross-Mergenthal ; le prince Frédéric-Charles, venant de Zittau, Herrenhut, Hirschfelde, Seidenberg et Marklissa. Il n'y eut qu'un petit engagement à Langenbrück, entre des hulans prussiens et des hussards autrichiens, marchant les uns et les autres en éclaireurs.

La deuxième armée ou armée de Silésie devait de son côté s'ébranler le 23 juin pour entrer en Bohême. «La deuxième armée est la plus faible, disait également le

général Moltke dans ses instructions, et c'est à elle qu'incombe la tâche la plus difficile, puisqu'elle doit déboucher des montagnes; en conséquence, dès que la première armée aura effectué sa réunion avec le corps du général Herwarth, elle devra, afin d'abréger la crise, redoubler d'efforts pour hâter son mouvement en avant. » Cet ordre venait d'être exécuté en partie par le prince Frédéric-Charles. Mais, entre Gablonz, extrême gauche de la première armée, et Liebau, extrême droite de l'armée de Silésie, la distance était considérable encore; il y avait là une grande brèche ouverte sur la Prusse et qu'il fallait fermer le plus tôt possible.

La tâche du prince royal était en effet la plus difficile; car, outre qu'il avait à sortir des défilés si resserrés et sur plusieurs points presque impraticables du comté de Glatz et de la montagne des Géants, il lui fallait exécuter ce mouvement stratégique d'une rare témérité devant toute l'armée autrichienne, moins le premier corps et les Saxons; et il n'avait à opposer à celle-ci que 115,000 hommes, sans espoir de secours en cas d'échec.

Mais Moltke avait exactement calculé le temps indispensable à Benedek pour concentrer ses forces au nord de la Bohême; il savait que ses divers corps ne pourraient pas se trouver rassemblés sur le haut Elbe avant le 2 juillet, et il comptait qu'à cette date la deuxième armée aurait entièrement débouché des défilés pour opérer sa jonction avec la première. L'intelligence du général Steinmetz, la bravoure des soldats et la fortune justifièrent ces prévisions.

Depuis l'irruption des Prussiens en Saxe et en Bohême, le feldzeugmestre déployait les plus grands efforts pour concentrer son armée au sud et à l'ouest du comté de Glatz, en s'appuyant sur les places fortes de Kœniggraetz et de Josephstadt. Il comprenait parfaitement que la brèche ouverte entre l'Iser et l'Elbe, avec Gitschin au centre, était le point vulnérable de l'ennemi.

On n'a point divulgué le plan mystérieux que tout le monde lui attribuait ; mais il est présumable que ce plan consistait alors à refouler la deuxième armée dans les défilés de la Bohême, à empêcher ainsi sa jonction avec la première et à tomber ensuite sur celle-ci avec toutes les forces autrichiennes. Ce qui vient à l'appui de cette hypothèse, c'est que le premier corps et les Saxons, qui étaient en marche pour se joindre au gros de l'armée sur l'Elbe, reçurent le 21 juin l'ordre de s'établir près de Jung-Buntzlau sur l'Iser. Évidemment les 60,000 hommes de Clam-Gallas ne pouvaient repousser ni arrêter les 150,000 hommes du prince Frédéric-Charles ; mais Benedek se flattait sans doute que ces troupes abandonnées à elles-mêmes et sacrifiées à un ennemi tellement supérieur en nombre, parviendraient cependant à retarder assez la marche du prince Frédéric-Charles et du général Herwarth pour lui permettre d'en finir d'abord avec l'armée de Silésie, et de se jeter ensuite de tout son poids sur la première armée et sur l'armée de l'Elbe.

En cas de succès, la grande armée prussienne était coupée en deux et la route de Berlin ouverte aux Autrichiens. Les grands avantages remportés par les

Prussiens du 26 juin au 1er juillet, tant à leur aile droite qu'à leur aile gauche, la précision et surtout la rapidité de leurs mouvements offensifs mirent une fois encore à néant toutes ces combinaisons.

A ce moment-là aussi, ils usèrent d'une ruse de guerre qui leur réussit, puisqu'elle apporta un nouveau retard dans la concentration des forces autrichiennes. A la gauche de l'armée de Silésie, le sixième corps prussien opéra une démonstration en passant la frontière à Zuckmantel, pour faire croire à une irruption par le sud-est en Moravie. Abusé par cette feinte, le deuxième corps autrichien se porta de ce côté, s'éloignant ainsi du centre des opérations ; et à l'état-major de Benedek on hésita à cette heure décisive où il eût fallu non pas seulement des jambes, mais des ailes, pour aller occuper, à l'ouest du comté de Glatz, les défilés du nord de la Bohême. Les Autrichiens eussent dû s'y établir comme dans une forteresse naturelle ; car le prince royal commençait alors, avec le cinquième corps à sa gauche vers Glatz, le premier corps à sa droite vers Landshut, la garde entre les deux au centre et le sixième corps en réserve sur la Neisse, cette audacieuse marche de flanc vers Gitschin, du succès de laquelle dépendait le sort de toute la campagne.

CHAPITRE XIII

Le quartier général de l'armée de Silésie à Neisse. — Les troupes prussiennes au physique et au moral. — Le prince royal de Prusse, général en chef de la deuxième armée. — De Neisse à Frankenstein et à Camenz. — L'armée de Silésie concentrée sur la frontière de Bohême. — La grande marche de flanc vers Gitschin. — Pourquoi les Autrichiens n'occupaient pas les défilés le 26 juin. — La première armée et l'armée de l'Elbe se portent dans la même journée vers Niemes et Münchengraetz. — Position des armées ennemies le 27 juin au matin. — La bataille de Nachod.

A Neisse, en Silésie, où je rejoignis le 22 juin le quartier général de la deuxième armée, la grande guerre m'apparut pour la première fois, et c'est ici que le drame commence.

Neisse est une place forte de premier ordre. Ses premiers remparts datent du grand Frédéric. Sa triple enceinte, renforcée par de récents ouvrages, en faisait un point stratégique très-important et la base des opérations à l'est.

Je trouvai les rues encombrées de soldats, gris ou blancs de poussière, de canons, de fourgons, de bagages, de tout l'attirail d'une armée en campagne. Ce qui me frappa le plus vivement, ce fut l'aspect martial des troupes. Quel contraste avec ces hommes gauches, lourds et tristes que j'avais vus depuis le Rhin jusqu'à Berlin au moment de l'appel aux armes! La vie des camps et la bonne nourriture avaient donné en quelques semaines des muscles de fer et des jambes d'acier

à toutes ces natures, solides au fond, mais apathiques et comme endormies au sein de la douce somnolence allemande. Il n'y avait guère de malades et point de traînards. Au moral comme au physique, l'armée était transfigurée : brunis au soleil, rompus à la fatigue par la marche, animés du plus mâle courage, pleins de confiance en eux-mêmes, amplement pourvus de tout ce qui pouvait leur assurer la santé et dans la mesure du possible le bien-être, tous ces hommes marchaient au combat « pour le roi et pour la patrie.»

Ils puisaient leur principale force dans la conscience d'un grand devoir à remplir; car la fanfaronnade autrichienne d'une promenade militaire jusqu'à Berlin, commentée au bivac par les plus intelligents et les plus instruits, inspirait à beaucoup d'entre eux la résolution de vaincre ou de mourir.

Dans cette armée où tous les rangs sociaux étaient mêlés et confondus sous l'uniforme, beaucoup aussi voulaient combattre non pas seulement pour la patrie prussienne, mais pour la grande patrie allemande. Ceux-ci encourageaient les timides, enflammaient les tièdes, entraînaient les indifférents. Le sentiment patriotique et l'idée unitaire étaient les deux puissants alliés de la Prusse dans cette guerre. Et comme tous ces hommes, en apprenant à lire et à écrire, avaient aussi appris à raisonner, leur intelligence et leur cœur s'ouvraient à l'enthousiasme de leurs compagnons d'armes plus instruits qu'eux.

Si donc le fusil à aiguille « fit merveille, » ce fut en réalité le maître d'école qui remporta la plus grande victoire.

En arrivant à Neisse, j'allai tout droit à l'état-

major, établi dans un château de construction récente, au nord de la ville, entre la deuxième enceinte et la troisième. Le général en chef de l'armée de Silésie me fit un accueil dont je fus très-touché. Il me présenta à son état-major, chargea spécialement deux de ses officiers, le major Verdy du Vernois et le major de Burg, de me renseigner pendant la campagne; puis, il me dit : « Vous ferez route et vivrez avec nous, car, en pays ennemi, vous auriez beaucoup de mal à vous tirer d'affaire, n'étant attaché à aucun régiment. Mais comme nous parlerons librement devant vous, permettez-moi de vous faire une recommandation, la seule : c'est de ne point donner, dans vos lettres destinées à la publicité, notamment sur la marche des troupes, des indications dont nos adversaires pourraient tirer parti contre nous. Pour tout le reste, vous avez liberté entière. » J'offris de remettre mes lettres ouvertes à l'état-major. Le général en chef ne le voulut pas : « Je me fie, ajouta-t-il, à votre loyauté ainsi qu'à votre tact. »

Ce jour-là, je pris place à la *mess* de l'état-major, présidée par le prince royal. Je n'avais pas d'habit noir ni même de cravate blanche, et mon habit de voyage faisait assez triste figure parmi tous ces brillants uniformes que la guerre n'avait pas encore dédorés. Je n'en fus pas moins traité le plus cordialement du monde; je n'aperçus ici nul vestige de cette morgue du *junker* qui devait, m'avait-on dit à Berlin, me rendre la vie insupportable à l'armée. A table, ni roideur ni étiquette. On causait, on riait librement. Entre ces frères d'armes, depuis le général en chef jusqu'au sous-lieutenant, il y avait un abandon tout

familial. Au dessert, le prince royal alluma la grande pipe de porcelaine et tout le monde fuma.

C'est un homme de haute taille, blond, à la physionomie intelligente et douce. La bienveillance du regard vous attire dès le premier abord. Il a naturellement la mine imposante de l'homme élevé pour le commandement; mais, à coup sûr, il a horreur des poses solennelles. On dirait, au contraire, qu'il s'attache par des manières simples et des paroles cordiales à faire oublier qu'il n'est pas le premier venu.

Le prince Frédéric-Guillaume est très-populaire en Prusse. Pendant tout le cours de cette campagne et à Eisgrub devant Vienne, comme à Neisse ce jour-là, il se plut à m'entretenir de la Prusse, de l'Allemagne et surtout de la France. Dans ces conversations, il se livrait de jour en jour davantage, à mesure qu'il avait en moi plus de confiance, et voici l'impression qu'il m'a laissée : le futur roi de Prusse est un esprit sensé et droit, tourné vers l'avenir bien plus que vers le passé. Il serait absurde de vouloir en faire un révolutionnaire dans le sens démocratique et français; je doute même que le suffrage universel soit fort prisé par lui; mais il n'a pas non plus la foi de l'absolutisme monarchique. Il m'a paru être un constitutionnel sincère et un parlementaire convaincu. Bien des fois, et même après la victoire, il s'est montré à moi l'adversaire déclaré de la guerre : « Ainsi que ma mère, me disait-il, je me suis opposé à la guerre autant que je l'ai pu. Le roi y a été entraîné malgré lui; et maintenant je ne suis ici qu'un de ses soldats et son lieutenant. »

J'appris de lui, le 22 juin, que les Autrichiens

avaient fait un mouvement oscillatoire : d'abord à gauche, vers la première armée prussienne, puis à droite, vers la deuxième, à la suite de la démonstration du sixième corps au sud-est du comté de Glatz. L'armée de Silésie allait entreprendre sa grande marche par le flanc droit, et l'état-major général devait se porter le lendemain matin vers l'ouest, à Camenz.

Je venais de faire la connaissance d'un jeune officier aussi aimable que vaillant, le comte de Lutichau, lieutenant au 1er régiment de la garde. Je ne me serais jamais imaginé qu'il y eût en Prusse un Prussien si Français et si Parisien. Qu'on se figure un beau garçon de vingt-huit ans, courageux comme un lion, sans fanfaronnade, enchanté de vivre et défiant la mort, allant à la bataille comme au bal ; aimant, quoique *hobereau*, ses soldats comme des frères et adoré d'eux ; enfin, spirituel et gai, bon des pieds à la tête, si bien qu'en quelques heures il prit pour toujours dans mon souvenir la place d'un ami. A vrai dire, M. de Lutichau avait vécu en France.

Il me proposa de faire route avec lui, en poste et la nuit : « Vous éviterez, me dit-il, la chaleur du jour et verrez nos cantonnements au clair de lune. » De Neisse à Munsterberg et Frankestein, on suit une route sablonneuse qui court à deux milles allemands de la frontière de Bohême. Tout ce pays était gardé par des détachements prussiens.

Au loin, dans le brouillard nocturne, les feux de bivac brillaient comme des étoiles rouges. Dans les champs, de chaque côté de la route, on voyait vaguement d'innombrables fantômes étendus sur le sol et immobiles. De temps à autre, nous rencontrions des

groupes d'hommes armés marchant en silence. Un peu plus loin, c'était une patrouille de cavaliers faisant sa ronde. Ayant passé la revue de tous ces soldats endormis sur la terre nue, je dis à mon compagnon : « Vous n'avez donc pas établi dans votre armée, la tente-abri ?

« — Non et c'est dommage, me répondit-il. Je sais combien elle a rendu service aux troupes françaises, en Afrique et dans la campagne d'Italie. Mais nos hommes supportent à merveille le chaud et le froid, et vous les verrez demain aussi dispos que s'ils avaient dormi dans un bon lit. Pendant la guerre des duchés de l'Elbe, ils ont bivaqué dans la neige et par dix degrés de froid sans se plaindre. Ce sont de rudes gaillards que nos Prussiens, quand une fois ils sont trempés à la fatigue. »

M. de Lutichau me fit aussi comprendre à quel point le fusil à aiguille était une arme redoutable, surtout en bataille rangée :

« — Il tue ou blesse à quatre cents pas ; en une minute, des soldats exercés tirent de cinq à six coups. Quant à la précision du tir, mes hommes mettent, à trois cents pas, quatre-vingt-quinze balles sur cent dans la cible. Pendant une charge de cavalerie ennemie, en tenant compte de l'émotion du combat, nos fusiliers pourront tirer trois fois avant de recevoir les cavaliers à la pointe des baïonnettes. »

Mon compagnon m'apprit encore que le soldat en campagne recevait chaque jour une demi-livre de viande, des légumes, du pain, du café noir, de l'eau-de-vie et des cigares. Les vivres étaient organisés par bataillon. Chaque compagnie avait son cuisinier qui la

suivait partout avec une cantine approvisionnée dans les villes ou les villages. A la cantine, le soldat se procurait des douceurs avec l'argent de sa solde. M. de Lutichau voulut enfin m'édifier sur les rapports de l'officier et du soldat :

« — On a fait là-dessus bien des contes en France, je le sais, me dit-il. Quand vous aurez passé quelque temps à l'armée, vous pourrez affirmer que si la fraternité militaire entre l'officier et le soldat existe quelque part au même degré qu'en France, c'est en Prusse. Cherchez cette prétendue morgue qu'on nous jette à la tête, vous ne la trouverez pas. Demandez à nos soldats si nous les rudoyons, ils vous répondront en haussant les épaules. »

En face de nous était assis, dormant, un grand Poméranien à figure douce, qui ronflait comme un bourdon de cathédrale : c'était un fusilier de la garde, volontairement attaché au service du lieutenant. Au point du jour : « *Mein liebes Kind* (mon cher enfant), lui dit l'officier en souriant, as-tu bien passé la nuit ? »

Le géant se mit à rire en nous montrant toutes ses dents.

« — Il rit toujours, reprit le lieutenant, c'est le meilleur garçon que je connaisse. »

Le jour venait. Maintenant des chaumières, tout le long de la route, sortaient des soldats qui, favorisés par la fortune guerrière, avaient dormi sur la paille de la grange. Ils faisaient leur toilette au bord du ruisseau, fourbissaient leurs armes ou brossaient leurs tuniques. A chaque pas c'était le même tableau si pittoresque, mais se reproduisant sous une forme nouvelle. Vers cinq heures du matin, nous arrivions à

Frankenstein; la bourgade dormait encore. La grande place était encombrée de chariots militaires attendant leurs attelages. Je m'inclinai devant l'hôtel de ville, chef-d'œuvre de pierre taillé et ciselé par le ciseau d'un maître inconnu.

Après deux jours et deux nuits de fatigues, me voici enfin étendu sur une précieuse paillasse, à l'auberge du *Cerf rouge*. Je m'endors ; mais bientôt un grand tumulte me réveille. La voix vibrante de jeunes hommes se mêle à la fanfare des clairons. Au pas cadencé de l'infanterie succède le piétinement des chevaux ; puis c'est l'artillerie qui, roulant sur le pavé sonore, fait tressaillir les maisons et remplit l'air d'une clameur déjà menaçante avant la bataille. Une brigade de la garde défilait en chantant l'hymne national.

Cette troupe d'élite avait marché une partie de la nuit, et allait marcher tout le jour vers la frontière. Après les hommes, les chevaux, les canons, venaient les fourgons, les poudres, les ambulances, les bagages, et cela ne finissait pas. Le lieutenant de Lutichau s'écria tout à coup : « Voilà mon régiment ! » Il serra mes mains dans les siennes et courut dehors, me laissant tout ému de sa chaleureuse étreinte. Je ne sentais plus la fatigue.

Cette ardeur patriotique qui éclatait devant moi, et puis ce que j'avais vu : la belle Silésie parée de ses moissons luxuriantes, et les paysannes dans leurs riants costumes, avec leurs grands chapeaux de feutre, plats, à larges bords ornés de rubans multicolores, et la scène fantastique de milliers d'hommes dormant sous le regard de la lune, et le tableau si coloré des soldats au réveil, enfin ce spectacle d'une grande ar-

mée marchant à l'ennemi, tout ce que j'avais vu, tout ce que je voyais et même l'hôtel de ville de Frankenstein, ce bijou gothique, me montait au cerveau comme un vin capiteux. Je m'en allai à pied, mon sac de voyage au dos, comme un troupier, à Camenz où le quartier général devait se porter ce jour-là, 24 juin.

Camenz est un plantureux village que domine sur une colline un château de plaisance. Cette résidence royale ne date que de quelques années. C'est une vaste construction de style composite, avec tours gothiques, galeries byzantines, terrasses italiennes. L'intérieur du palais est d'une grande richesse. Les beaux marbres, les peintures élégantes y abondent. On y jouit d'une vue magnifique sur les montagnes bohêmes. Le château n'a qu'un tort, celui d'être placé près d'une frontière ennemie. J'y retrouvai le brave capitaine de Rauch, commandant du quartier général, et j'appris de lui que nous allions entrer en campagne le lendemain matin.

Toute la deuxième armée se trouvait concentrée sur la frontière, le cinquième corps pour déboucher par Reinerz et Nachod, le premier corps par Liebau, le corps de la garde entre les deux, la 1re division (général Hiller) par Braunau et Weckelsdorf, la 2e division (général Plonski) par Hronow.

Un mouvement tournant des Autrichiens par leur extrême droite, à l'est vers Breslau, était maintenant tout à fait improbable, pour ne pas dire impossible; c'eût été laisser Prague et la Bohême au prince Frédéric-Charles. Bon gré, mal gré, ils se voyaient contraints de se porter à marches forcées au-devant du prince royal débouchant du comté de Glatz à l'ouest.

Si les Prussiens de la deuxième armée étaient victorieux, ils devaient s'avancer vers Gitschin, où ils opéreraient leur jonction avec ceux de la première armée et de l'armée de l'Elbe. Si, au contraire, ils essuyaient un échec, ils appuieraient leur retraite sur les forteresses de Glatz, de Neisse et sur le sixième corps.

Le quartier général quitta Camenz le 25 au matin. Nous traversâmes un ravissant pays de montagnes en suivant d'abord la Neisse jusqu'à Wartha, puis en marchant vers la frontière bohême entre Frankenstein et Glatz. Dans ces délicieux vallons où chantaient les rossignols et les merles, où les sources vives babillaient joyeusement en courant parmi les fleurs, où le soleil faisait resplendir les épis d'or, au milieu de cet épanouissement de la vie, la mort m'apparut tout à coup comme aux bords du Rhin : je vis défiler un sombre convoi d'ambulances, avec les caissons de charpie et les infirmiers, la bande blanche autour du bras. Et comme nous arrivions à Eckersdorf où le quartier général devait s'établir pour quelques heures dans le château du comte Magny, le général Stoch, de l'état-major, m'annonça que la deuxième armée entrerait en Bohême le lendemain 26 juin.

A Eckersdorf, je fis une connaissance précieuse, celle du *wachtmeister* Mejov, le chef de la gendarmerie du quartier général, le plus aimable et le plus obligeant des gendarmes qui oncques furent. C'était un bon petit Polonais du duché de Posen, très-intelligent, très-actif et singulièrement énergique quoique blond. Nous avions causé, fumé et pris le café ensemble; nous étions les meilleurs amis du monde. Il

ne m'appelait plus que *mein gute Fransmann*, mon bon ami le Français. J'avais la perspective de dormir sur le banc de bois d'une auberge, quand mon ami Mejov m'offrit gracieusement de partager sa chambre qui avait deux lits. Mettant le comble à son bienfait, il me proposa de la partager également les nuits suivantes, toutes les fois qu'il en aurait une : « A moins, me dit-il en souriant, que je ne sois tué, car nous aurons, nous aussi, une rude besogne sur le champ de bataille. » Je fis les vœux les plus sincères pour que les balles autrichiennes épargnassent le meilleur des gendarmes, d'abord parce que ses prévenances m'avaient touché; et puis mon ardeur belliqueuse n'allait pas jusqu'à dédaigner un lit ni même un toit avec une botte de paille.

Le 26 juin, j'assistai à un spectacle qui ne s'effacera jamais de mon souvenir : l'irruption d'une grande armée en territoire ennemi. On s'attendait à rencontrer les Autrichiens d'un moment à l'autre; au point du jour le général Blumenthal, chef de l'état-major, m'avait dit : « Préparez votre carnet pour aujourd'hui. » Dès la veille, du haut d'une colline où gisait un vieux donjon ruiné, j'avais vu, avec une lorgnette, se dérouler un long cordon vivant du côté de la Bohême : c'était une avant-garde prussienne qui déjà passait la frontière.

A sept heures du matin, les clairons sonnèrent le départ. Nous avancions assez péniblement sur une route défoncée et boueuse, quand nous rencontrâmes deux des premières victimes de cette guerre terrible qui, en sept jours, du 27 juin au 3 juillet moissonna plus de soixante mille hommes. C'était un cavalier

autrichien et son cheval, tués l'un et l'autre dans une rencontre de patrouilles.

Nous avions avec nous les gendarmes de mon ami Mejov, un détachement du régiment des gardes et plusieurs autres petits détachements d'infanterie et de cavalerie. Vers dix heures du matin, nous arrivions à Scharfen-Eck, petit village situé près de la frontière autrichienne. Il y a là un *schloss*, un château avec un comte propriétaire. Il n'est guère hospitalier le sire de Scharfen-Eck; mais, bon gré mal gré, il lui fallait recevoir le prince de Prusse, et sa grande maison moisie était sens dessus dessous dans l'attente de cet honneur. A peine descendus de cheval, nous courons au plus pressé, aux vivres. Le grand souci en campagne, c'est de savoir ce qu'on mangera, quand on mangera et si l'on mangera. La marche et le soleil nous avaient ouvert l'appétit; mais au village où des milliers de Prussiens ont passé la veille, il n'y a plus un morceau de pain. Je jette un regard de commisération sur beaucoup de mes compagnons de route, en me disant : tu jeûneras jusqu'au dîner, mais du moins tu dîneras puisque tu as ton couvert mis à la table du général en chef. Déjà son fourgon est déballé; le chef-cuisinier est à l'œuvre. Les fourneaux sont allumés, les casseroles envoient une bonne odeur aux narines, quand tout à coup, alerte! un officier d'ordonnance accourt à toute bride; il faut repartir et se porter en avant. La trompette sonne : en route! en route! Au bout de dix minutes nous sommes en marche. Nous touchons à la frontière.

Quel aimable paysage! au fond d'une vallée du vert le plus tendre bruit une jolie rivière; un peu plus

loin, c'est un pont rustique, et sous ce pont, au bord de l'eau, un troupeau se désaltère. Mais au milieu de cette pastorale, voici la guerre qui défile : d'abord le régiment prince Charles; puis deux figures graves et tristes, des aumôniers militaires; ensuite, à la tête de sa demi-compagnie, un enseigne de dix-sept ans, frais et rose comme Chérubin; c'est enfin un flot débordant et toujours grossissant de fantassins, de cavaliers, de canons, de caissons, d'engins de mort de toute sorte, et le cortége fantastique des *marketender* ou cantines ambulantes, avec leurs chariots invraisemblables et leurs chevaux impossibles, marchands forains, juifs de Pologne, gens de sac et de corde, truands et ribaudes, chiens affamés se nourrissant des reliefs de l'armée, corbeaux immondes s'abattant la nuit sur les morts du champ de bataille.

A midi, nous atteignons le village de Tunchendorf, à l'extrême point de la frontière prussienne. Tout à coup ce cri éclate : hourra! hourra pour la Prusse! Nous sommes en Bohême.

Ici, au milieu de cet enthousiasme, quelque chose de poignant me saisit à la gorge · les villages sont presque entièrement abandonnés. Les habitants ont fui dans les bois ou se cachent au fond de leurs caves. Ces maisons si pittoresques avec leurs grands toits de chaume offrent le plus riant aspect au milieu de paysages incomparables; mais elles sont vides. D'énormes verrous pendent aux portes. Les riches sont partis, redoutant le pillage, les pauvres seuls sont restés. Quelques femmes, le regard effaré, les mains jointes, se tiennent au seuil des chaumières avec des cruches d'eau. Les grand'mères, en tremblant, of-

fraient la cruche aux lèvres du soldat altéré, exténué par la marche : cela m'a profondément remué. Je vis dès lors, et jusque sous les murs de Vienne, les Prussiens se conduire noblement envers les populations vouées aux maux de la guerre. Point de rapines, point de violences; en dehors des réquisitions imposées par les autorités militaires, le soldat ne mangea pas un morceau de pain et ne but pas un verre de vin ou de bière, sans le payer avec l'argent de sa solde. Ces bonnes gens du nord de la Bohême ne pouvaient en croire leurs yeux; et à mesure que nous avançions, ils se pressaient plus nombreux autour de nous.

A deux heures et demie, nous entrions dans la petite ville de Braunau sans avoir rencontré l'ennemi. Près du pont, un groupe de femmes, de jeunes filles et d'enfants nous attendaient, se serrant les uns contre les autres et implorant du regard la pitié de ces terribles Prussiens qui les rassuraient du geste. Dans la rue principale, chaque maison avait au-dessus de sa porte des branches vertes en signe de bon accueil. Sur la place, où le quartier général s'établit à l'hôtel Lupka, arrivaient sans interruption les bagages de l'état-major et des troupes que nous avions rencontrées en chemin. C'est d'abord une confusion indescriptible, mais au bout d'une heure l'ordre est rétabli; chaque fourgon est à sa place, chaque soldat a trouvé son gîte; personne ne se douterait que nous sommes en pays ennemi et que les Autrichiens peuvent arriver d'un moment à l'autre. Toutes les maisons regorgent; je cherche d'un œil inquiet mon bon gendarme-chef qui me fait de la main un signe rassurant, mais il n'a pas

fini son service, et je vais voir en attendant le monument de la place.

C'est une statue de la Vierge, appuyée sur une colonne torse; sur le piédestal, il y a une demi-douzaine de saints et de saintes avec de l'or plein leurs habits. Toute cette contrée est catholique à outrance. Les saints abondent partout en peinture ou en pierre avec des ornements de clinquant. Ce que j'en rencontrai ce jour-là et les jours suivants est inimaginable. Les bénédictins possèdent à Braunau un couvent tellement vaste et magnifique que je l'avais pris d'abord pour une résidence impériale. Ces bons pères envoyèrent au général en chef un tokai comme je n'en boirai plus de ma vie.

A la nuit tombante, je rejoignis mon ami Mejov; et notre hôte but avec nous à la réconciliation définitive des Autrichiens, des Prussiens et des Français. Puis m'ayant pris à part il me dit : « Pour l'amour de Dieu et de la sainte Vierge, retournez en arrière, vous, monsieur, qui n'êtes point mêlé à cette guerre; car tout ce qui vient de Prusse sera anéanti. »

Pendant toute la journée du 26 juin, l'état-major de la deuxième armée s'était attendu à rencontrer l'ennemi qui ne se montra nulle part. Il n'y eut qu'un petit combat de patrouilles du côté de Trautenau.

Vers le soir, l'avant-garde du cinquième corps (général Steinmetz) s'avança jusqu'à Nachod, qu'elle trouva occupé par un faible détachement ennemi. Les Autrichiens se retirèrent, après avoir détruit le pont sur le Métau. Pendant la nuit, les pionniers prussiens le rétablirent et préparèrent deux autres passages sur ce cours d'eau. Le sixième corps (géné-

ral Mutius), suivant le cinquième dans sa rapide évolution vers l'ouest, était arrivé à Glatz. Une brigade en avait été détachée pour renforcer les deux divisions du général Steinmetz. Au centre de la deuxième armée, le corps de la garde (général prince de Wurtemberg) s'était porté jusqu'à Politz et Braunau. Enfin, le premier corps d'armée (général Bonin), marchant vers Trautenau, s'établit à Liebau et à Schömberg avec la division de cavalerie à Waldenburg.

L'armée de Silésie avait donc pu exécuter déjà en partie, sans rencontrer le moindre obstacle, cette marche de flanc vers Gitschin, si difficile et si périlleuse en pays de montagnes. Benedek ne lui avait opposé ni une barricade, ni un régiment, ni un canon dans ces défilés étroitement resserrés entre des collines boisées, à pentes roides, et présentant à chaque coude de la route l'aspect d'une forteresse naturelle. Aussi, pendant la grande marche du 26 juin, à tout moment pensait-on recevoir une volée d'obus et de mitraille, ou du moins trouver le chemin barré par des troncs d'arbres qu'il eût suffi de faire rouler du haut de la montagne jusqu'au fond du ravin. Tous les chefs avaient le regard soucieux, car leurs soldats, avec l'artillerie et les bagages, s'étendaient sur une étendue de plusieurs lieues en une ligne interminable; et non-seulement il fallait un temps très-long pour rassembler et déployer un corps d'armée ou même une division sur un terrain si abrupte, mais la retraite par ces routes étroites et encombrées devenait presque impossible; elle s'y fût très-promptement changée en déroute et en désastre.

Puisqu'à cette date les Autrichiens ne s'étaient

point établis et fortifiés dans ces défilés, il faut nécessairement supposer qu'ils n'avaient pas eu le temps d'arriver jusque-là malgré leurs marches forcées, et en dépit de tous les efforts déployés par Benedek pour concentrer le gros de son armée au nord-est de la Bohême.

Un éminent patriote tchèque, M. Rieger, avait proposé à Vienne d'organiser des guérillas pour la défense de ces montagnes. Il ne demandait que des armes pour les paysans qui n'en possédaient pas. Mais l'Autriche, aveuglée par un triple bandeau, dédaigna l'héroïsme de tout un peuple défendant ses foyers et ses champs, soit par défiance envers les Tchèques, soit par mépris des Prussiens, soit enfin qu'à Vienne l'impéritie militaire n'eût point encore assez reconnu le côté faible de l'ennemi; car la deuxième armée refoulée dans les défilés vers l'est, sa jonction avec la première armée et l'armée de l'Elbe devenait impossible, et une grande brèche fût demeurée ouverte devant les Autrichiens entre les deux ailes prussiennes.

Il paraît d'ailleurs avéré que Benedek, qui venait de porter son quartier général à Josephstadt, n'avait point pris ses dispositions en vue de cette brusque irruption de l'armée de Silésie; la marche de plusieurs de ses corps d'armée dirigée au nord-ouest vers Kœniggraetz, Josephstadt, Lanzow et Gitschin, et non pas vers les défilés bohêmes, montre clairement qu'à la date du 26 juin le feldzeugmestre, mal renseigné, croyait encore les Prussiens de la deuxième armée concentrés autour de Neisse; ce n'est que dans le courant de cette journée, et quand déjà la frontière

était franchie sur plusieurs points, qu'il eut connaissance de leur grande marche de flanc.

Au lieu de se porter alors avec des forces supérieures contre le prince royal, il se borna à diriger le dixième corps d'armée (général Gablenz) sur Trautenau, et le sixième corps (général Ramming), avec la 1re division de cavalerie de réserve, sur Skalitz et Nachod. Ces troupes marchaient à la rencontre du premier corps prussien (général Bonin) et du cinquième corps (général Steinmetz), et Benedek se proposait manifestement de réserver pour une action décisive la grande masse de ses forces qui n'étaient pas encore entièrement concentrées.

Mais, dans cette tactique en partie inspirée par la fatale présomption de la supériorité autrichienne, il n'était tenu aucun compte de ce fait qu'entre le premier et le cinquième corps prussiens s'avançait le corps de la garde.

A la gauche autrichienne aussi, le premier corps (général Clam-Gallas) et les Saxons étaient alors comme sacrifiés, puisque ces 60,000 hommes avaient devant eux les 150,000 hommes du prince Frédéric-Charles et du général Herwarth de Bittenfeld. En cas de défaite, ils n'avaient aucun secours à attendre; car entre la position qu'ils occupaient à l'extrême gauche, sur l'Iser, et le gros de l'armée qui se concentrait sur l'Elbe, il y avait un grand espace vide; et là pas un seul corps d'armée, ni même un seul régiment qui pût leur venir en aide.

Dans la journée du 27, l'armée de l'Elbe se porta en avant vers Niemes et Münchengraetz, et occupa Hühnerwasser après deux combats assez sanglants. L'avant-

garde de la première armée, formée par la 8e division (général Horn), s'empara de Podol et des ponts sur l'Iser à la suite de plusieurs engagements très-meurtriers qui se prolongèrent jusqu'à une heure du matin au clair de lune. Les Prussiens perdirent 12 officiers et 118 soldats tués ou blessés; les Autrichiens, 11 officiers et 1041 hommes, dont 509 prisonniers.

Le même jour, la 7e division (général Fransecky) occupait Turnau sans rencontrer de résistance, tandis que Benedek envoyait au général Clam-Gallas et au prince royal de Saxe l'ordre de conserver à tout prix Turnau et Münchengraetz.

Clam-Gallas jugea qu'il ne pouvait défendre à la fois ces deux localités, ce qui l'eût d'ailleurs obligé à diviser ses forces; il conçut le projet d'aller reprendre Turnau le 27 au matin et d'occuper la hauteur de Swigan. Il communiqua ce plan par télégramme au quartier-général de Josephstadt. Le lendemain à midi seulement, le prince royal de Saxe reçut la réponse du feldzeugmestre qui le laissait maître de décider s'il fallait ou non tenter un effort sur Turnau. Mais devant des forces plus que deux fois supérieures en nombre, les Austro-Saxons n'ayant, comme je l'ai dit, aucun secours à attendre, ne pouvaient prendre qu'un seul parti, celui de battre en retraite sur Gitschin et d'abandonner la ligne de l'Iser aux Prussiens.

Vouloir conserver à tout prix Turnau et Münchengraetz, c'eût été s'exposer à un complet désastre : 60,000 hommes n'étaient pas capables d'en arrêter 150,000 réunis sur une seule ligne de bataille.

Les Austro-Saxons, pressés par l'ennemi sur leur front et sur leur flanc, étaient menacés, s'ils ne se dérobaient pas par une marche rapide, d'être entièrement enveloppés ou du moins coupés du gros de l'armée autrichienne rassemblée sur l'Elbe.

En résumé donc, voici quelle était la position des armées ennemies au 27 juin, cette date fameuse dans les fastes militaires de la Prusse, où s'ouvrit la campagne dite des Sept-Jours : d'un côté, les Prussiens de la première armée et de l'armée de l'Elbe s'avançaient par Turnau et Münchengraetz vers Gitschin; les Austro-Saxons du général Clam-Gallas et du prince royal de Saxe se retiraient vers le même point, en laissant à Münchengraetz de forts détachements pour couvrir leur retraite. De l'autre côté, le dixième corps autrichien marchait sur Trautenau à la rencontre du premier corps prussien; le sixième corps autrichien sur Skalitz et Nachod à la rencontre du cinquième corps prussien. Le corps de la garde prussienne se trouvait à Braunau et à Politz, prêt à venir en aide soit à l'aile droite, soit à l'aile gauche de l'armée de Silésie.

Du côté des Autrichiens, le huitième corps fut dirigé sur Dolan pour servir au besoin de soutien au sixième; le quatrième corps fut ramené de Lanzow à Jaromir, se rapprochant ainsi du comté de Glatz; le troisième corps était à Kœniggraetz; le deuxième que les Prussiens croyaient alors réuni aux Austro-Saxons sur la ligne de l'Iser, se trouvait au contraire à la droite autrichienne, vers l'est au delà de Pardubitz. La réserve de cavalerie, sauf la 1re division, et la réserve d'artillerie étaient encore à

une journée de marche en arrière vers Wildenschwerdt, Hohenmauth et Leitomischel.

Dans la matinée du 27 juin, le quartier général de l'armée de Silésie avait quitté Braunau; le prince royal et son état-major suivaient un long défilé, tantôt entre des montagnes boisées, tantôt à travers des villages abandonnés, quand soudain un bruit terrible éclate dans l'air : c'est le canon.

Ceux qui n'ont pas été à la guerre ne peuvent s'imaginer quelle angoisse poignante vous étreint au moment où cette voix sinistre vient pour la première fois frapper vos oreilles, et que vous vous dites : là-bas, derrière cette colline, il y a des milliers d'hommes qui ne se haïssent pas, qui ne se connaissent même pas, et que la politique contraint pourtant à s'entretuer. A l'idée de ce sang qui coulait, de cette boucherie humaine que j'allais voir, moi, spectateur désintéressé, je ne pus retenir un sanglot convulsif, et c'est la sensation la plus pénible que j'aie éprouvée dans toute ma vie. Vers onze heures, le général en chef arriva sur le plateau de Nachod.

Nachod est une bourgade couchée au fond d'un ravin où coule la Métau. Deux routes s'y rejoignent : celle de Braunau par Hronow que nous avions suivie, et celle de Glatz par Reinerz, sur laquelle s'avançait le cinquième corps (général Steinmetz). Au delà de Nachod, le défilé monte vers un plateau où la route, se bifurquant de nouveau, court à l'ouest vers Skalitz par Kleny, au sud vers Neustadt par Wrchowin. C'est dans l'angle formé par ces deux bras, au sortir du défilé de Nachod, que la lutte était engagée depuis le matin entre l'avant-garde du cinquième

corps et trois brigades du sixième corps autrichien (général Ramming).

Le général Steinmetz devait occuper Nachod ce jour-là avec son corps d'armée et la brigade Hoffmann du sixième corps prussien, qu'on lui avait adjointe. Dès la veille au soir, ainsi que je l'ai dit, un détachement avait restauré le pont de la Métau et établi deux autres passages sur cette rivière.

Le 27, l'avant-garde commandée par le général Lœwenfeld se mit en marche à six heures du matin pour gravir le plateau, et atteignit vers huit heures, au delà d'Alstadt, le point de bifurcation des deux routes de Skalitz et de Neustadt. L'ennemi ne se montrant nulle part, l'avant-garde reçut l'ordre d'établir ses bivacs sur le plateau, et des dispositions furent prises pour le campement du corps d'armée tout entier qui était en marche depuis le point du jour.

A ce moment-là des dragons prussiens, envoyés en reconnaissance, signalèrent de fortes colonnes autrichiennes sur la route de Neustadt : c'était la brigade Hertweck qui occupa bientôt Wenzelsberg et Prowodow ainsi que les bois autour de ces deux villages; sur sa gauche, à Domkow, s'avançait la brigade Jonak, et en arrière, à Schonow, marchait la brigade Rosenweiz. En outre, par la route de Skalitz, venait la brigade Waldstætten se dirigeant sur Wisochow et Branka, c'est-à-dire vers le point où le défilé de Nachod débouche sur le plateau.

Ainsi, vers dix heures du matin, l'avant-garde prussienne qui ne se composait que de cinq bataillons et demi de ligne et de deux pelotons de chasseurs avait en face d'elle tout le sixième corps autrichien, soit vingt-

huit bataillons; de plus, le général Ramming avait fait marcher de Kleny sur Wisochow la brigade de cavalerie Solms.

La situation des Prussiens était donc des plus critiques : il fallait absolument que leur avant-garde se maintînt sur le plateau pour que le cinquième corps pût y déboucher ; or, cela exigeait un temps considérable, les troupes marchant sur une seule ligne dans un étroit défilé et devant toutes passer par Nachod avant d'atteindre le plateau à Alstadt, Branka et Wisochow. Et ce qui rendait la position plus périlleuse encore, c'est qu'au delà de la route de Neustadt, à l'est, le plateau se termine brusquement par des pentes rapides descendant vers Brazetz et la Métau, et tout à fait impraticables à l'artillerie. De ce côté la retraite était donc impossible ; elle ne pouvait se faire que par le défilé de Nachod, et il est inconcevable que les Autrichiens n'aient point fortement occupé la veille, ou même pendant la nuit, un point stratégique d'une si réelle importance.

De huit heures et demie du matin à midi, l'avant-garde du cinquième corps se maintint sur le plateau dans l'angle formé par les deux routes, entre Wisochow, Branka, Alstadt et Wenzelsberg. Ces jeunes soldats qui étaient au feu pour la première fois, résistèrent avec une intrépidité héroïque à tous les efforts d'un ennemi au moins quatre fois plus nombreux ; ils prouvèrent ainsi, dès le début de la campagne, qu'une force morale animait l'armée prussienne au point de lui inspirer le mépris de la mort.

En voyant venir les Autrichiens par Wenzelsberg, Prowodow et .Domkow, le général Lœwenfeld avait

fait occuper Wisochow pour garder la route de Skalitz à Nachod ; il envoya ensuite au-devant de l'ennemi un détachement formant l'extrême avant-garde, tandis que ses autres bataillons se déployaient sur le plateau, le long de la route de Neustadt et dans les bois à gauche de cette route.

Au moment où s'engageait le combat, 12 pièces prussiennes seulement purent répondre au feu de 42 pièces autrichiennes.

Le premier choc eut lieu vers neuf heures près de Wenzelsberg entre le 37e régiment dit des fusiliers de Westphalie et la brigade Hertweck. Celle-ci fut rejetée au sud de ce village : en voyant leurs lignes décimées par le terrible fusil à aiguille, les Autrichiens prirent peur et tournèrent les talons. En même temps et avec un égal succès, dû aux effets foudroyants de leur tir autant qu'à leur bravoure, les Prussiens repoussaient l'attaque ennemie à leur gauche dans le ravin de Bracetz, et à leur droite au nord et à l'ouest de Wenzelsberg où la brigade Jonak venait d'entrer en ligne.

Ce succès les laissa en possession des bois de Wenzelsberg et raffermit encore davantage le moral des défenseurs du plateau, bien qu'ils eussent de leur côté subi des pertes cruelles, car chez les Autrichiens, la supériorité numérique tant de l'infanterie que de l'artillerie avait largement compensé la puissance destructive du fusil à aiguille.

Vers dix heures et demie, la lutte cessa pour reprendre bientôt avec une nouvelle violence. Le général Ramming rassemblait ses forces en vue d'une attaque générale et décisive. Le général Steinmetz pressait la

marche de ses régiments, celle surtout de son artillerie toujours engagée dans les défilés de Nachod et de Reinerz. A onze heures, la brigade de cavalerie Wnuck avait seule pu atteindre le plateau.

A onze heures et demie, les Autrichiens attaquèrent sur toute la ligne : la brigade Rosenweig à gauche, la brigade Jonak au centre et la brigade Hertweck à droite.

La brigade Rosenweig se porta sur les bois au nord de Wenzelsberg et contraignit le faible détachement prussien qui l'occupait à se retirer vers Alstadt. La brigade Jonak fut un moment arrêtée et dut même reculer; mais ici également les Prussiens, accablés par le nombre, rétrogadèrent pas à pas, jusqu'à la lisière orientale du plateau; enfin à la gauche prussienne s'opéra le même mouvement de recul, et toute l'avant-garde du cinquième corps fut ainsi ramenée vers la route de Neustadt, poursuivie, attaquée ou menacée sur son front et sur ses deux flancs, car la brigade Waldsdætten s'avançait elle aussi, venant de Skalitz par Kleny. Par derrière, c'était le précipice vers Brazetz et la Métau, ainsi que le défilé de Nachod tellement encombré de troupes de toutes armes que la retraite de ce côté n'était point praticable.

Il était environ midi et ce fut le moment le plus critique de la journée. Soutenu par la conscience de ce qu'exigeait le salut commun autant que par l'exemple de ses chefs, le soldat résolut de ne plus reculer d'une semelle; et en effet les Autrichiens se trouvèrent bientôt arrêtés sur toute la ligne de bataille.

Alors aussi des hauteurs d'Alstadt, le général en

chef de la deuxième armée vit, près de Wisochow, le choc terrible de la brigade Wnuck et de la brigade Solms. La cavalerie autrichienne jouissait d'une grande renommée ; la cavalerie prussienne avait encore à faire ses preuves. Les hulans et les dragons de Prusse marchèrent à la rencontre des cuirassiers d'Autriche d'abord au pas, puis au trot et comme si l'on eût été à la parade. Tout à coup, ce fut une mêlée furieuse qui laissa sur le terrain un effroyable amas d'hommes et de chevaux mutilés, sanglants, expirants. La brigade Solms venait de tourner bride, abandonnant au vainqueur deux de ses étendards, quand à midi le cinquième corps déboucha enfin sur le plateau si héroïquement défendu par son avant-garde.

En moins d'une heure, les bois de Wenzelsberg furent repris par les Prussiens qui s'y établirent solidement ainsi qu'à Wisochow. L'artillerie prussienne vint à son tour prendre position sur le plateau que quatre-vingts pièces autrichiennes, mises en batterie sur les hauteurs de Kleny, couvraient d'une grêle d'obus et de mitraille.

Cependant les trois brigades, ayant échoué dans la seconde attaque comme dans la première, se retiraient en inclinant sur la gauche vers Kleny où arriva à une heure la brigade Waldstætten, la seule du sixième corps qui fût encore intacte. Deux attaques successives dirigées par le général Ramming sur Wisochow à une heure et à une heure et demie demeurèrent sans succès, de même qu'un mouvement tournant exécuté au nord de ce village sur la ferme de Llotek. Un combat acharné s'engagea dans Wisochow même, et se termina vers trois heures de l'après-midi par la déroute

des Autrichiens qui perdirent de ce côté un drapeau, sept canons et un grand nombre de prisonniers.

Alors le sixième corps autrichien tout entier battit en retraite sous le feu de quatre-vingt-quatorze pièces prussiennes.

Le général Ramming rassembla ses quatre brigades mutilées à Skalitz, en établissant son arrière-garde à Dubno et à Kleny. Si la poursuite n'avait pas été poussée plus loin par le vainqueur, c'est que les hommes et les chevaux, marchant ou combattant depuis le point du jour, tombaient littéralement de fatigue. Les Autrichiens avaient perdu 225 officiers et 7,275 soldats dont environ 2,500 prisonniers. L'état officiel des pertes prussiennes s'élève pour la journée de Nachod à 62 officiers et 1,060 soldats tués ou blessés.

Le cinquième corps établit ses bivacs sur le champ de bataille. Jusqu'à minuit on releva les blessés, et pendant toute la nuit on enterra les morts. Quel horrible spectacle ! Je verrai toujours, près de Nachod, ce défilé où les morts et les mourants étaient couchés les uns sur les autres, tous frappés par devant; et, sur le plateau même, le 6e bataillon de chasseurs tyroliens, tombé sur place par rangs entiers, frappé comme une cible par la balle du fusil à aiguille.

Le quartier général de l'armée de Silésie s'établit à Hronow près Nachod le 27 au soir. J'y vis arriver le général en chef à la nuit tombante; sur le siége de sa voiture était planté le drapeau du régiment Deutmeister, fameux dans les fastes militaires de l'Autriche. Le vainqueur de Nachod, qui était allé visiter les blessés et les prisonniers après la bataille, vint à moi et me

dit : « C'est une bataille et une victoire. Ce premier succès produira un bon effet sur l'esprit de l'armée. » Et d'une voix altérée, il ajouta : « Mais croiriez-vous qu'un des régiments les plus maltraités est précisément celui qui porte mon nom en Autriche ! Il m'a été bien pénible de trouver parmi les blessés, son colonel, le comte Wimpffen. »

La *mess* de l'état-major, ce soir-là, fut silencieuse, grave, triste même. Il y avait de la joie pourtant au fond des cœurs, mais contenue par je ne sais quelle amertume. Au milieu du repas, le prince de Pless vint s'asseoir à côté de moi : il était très-pâle et il y avait du sang sur son uniforme. Il porta sa cuiller jusqu'à ses lèvres, puis la remit sur son assiette. Le prince de Pless était le chef des Johanniter ou chevaliers de Saint-Jean, c'est-à-dire des ambulances volontaires de la deuxième armée. Il avait passé la journée et la soirée à relever les blessés du champ de bataille.

CHAPITRE XIV.

Berlin après la victoire de Nachod. — La soudaine popularité du roi et du ministre. — L'ennemi héréditaire des peuples. — Le droit de guerre. — Départ du grand quartier général pour l'armée. — L'affaire de Langensalza. — De Berlin à Reichenberg, Turnau et Gitschin. — La Feldpost. — Opérations de la première armée et de l'armée de l'Elbe : Münchengraetz et Gitchin. — Opérations de la deuxième armée : Trautenau, Oswiecim, Soor, Skalitz, Schweinschadel, Kœniginhof. — L'armée autrichienne concentrée sur le plateau de Dubenetz le 29 juin au soir. — Le mouvement rétrograde de Benedek vers Kœniggraetz le 30. — Position des armées ennemies le 1er juillet. — La bataille de Sadowa est décidée le 2 juillet au soir.

Le 28 juin, au point du jour, je repartis pour Berlin. Ce voyage de vingt-cinq heures n'était pas sans péril jusqu'à la frontière de Prusse; car les paysans tchèques réfugiés dans les bois commençaient à tirer des coups de fusil contre la poste de guerre ou le soldat isolé. Mais le premier et si éclatant succès des armes prussiennes à Nachod devait nécessairement produire un effet politique, et je voulus aller le constater dans la capitale même; je me proposais également de me joindre au grand quartier général encore établi à Berlin, afin d'être à la source des renseignements sur l'ensemble des opérations militaires.

Le bulletin officiel de la bataille de Nachod fut affiché sous les Tilleuls dans la matinée du 29 juin; je pus me convaincre que les Prussiens n'enflaient point

leur victoire. C'était le rapport même que le général Stoch avait dicté à des sous-officiers d'état-major dans la nuit du 27 au 28; le fait d'armes accompli sous mes yeux y était raconté avec la précision et le laconisme du soldat.

Aussitôt éclate un immense enthousiasme dans cette population la veille encore si hostile. Tout Berlin s'est pavoisé. Les bureaux et les ateliers sont abandonnés. La foule se porte avec des cris de joie au palais du roi et autour des ministères. Cette allégresse patriotique était d'autant plus vive que les télégrammes autrichiens annonçaient à toute l'Europe, par la voie de Francfort, le désastre des Prussiens dans les défilés bohêmes. Vers dix heures du matin, plus de cent mille Berlinois se pressent devant le palais royal en poussant des hourras frénétiques. Guillaume Ier paraît au balcon et harangue le peuple en pleurant à chaudes larmes.

De là, on se rend en chantant l'air national au ministère des affaires étrangères, dans la Wilhelm-Strasse. Celui qu'on avait appelé jusqu'alors le mauvais génie de la Prusse et de l'Allemagne est à son tour acclamé par le peuple toujours prompt, à Berlin comme ailleurs, à s'incliner devant le succès. Si les Prussiens avaient eu le dessous, peut-être ces couronnes de la popularité se seraient-elles changées en pavés. M. de Bismarck, d'ailleurs, il faut le dire à sa gloire, ne s'enivrait pas plus de ces ovations qu'il ne se fût laissé abattre par la fortune contraire. Un orateur adressa de la rue la parole au premier ministre, et lui dit qu'il fallait rejeter l'Autriche dans l'Est, que son rôle était là et qu'il appartenait à la

Prusse seule de faire l'Allemagne grande. M. de Bismarck saisit l'occasion au vol pour annoncer que les Hanovriens avaient mis bas les armes, et adoucir le coup de Langensalza qui venait d'atteindre un assez grand nombre de familles berlinoises.

Tout le jour, la population se promena sous les Tilleuls en chantant et en poussant des hourras. Les esprits étaient montés au point qu'on ne parlait dans les brasseries que d'aller droit à Vienne. Une adresse au roi se couvrit de signatures et, vers huit heures du soir, on se rassembla sur la place de Paris, devant la porte de Brandebourg. Le cortége se dirigea vers le palais, musique en tête et drapeaux déployés. Guillaume Ier, qui ne s'était jamais trouvé à pareille fête, était tremblant d'émotion en recevant l'adresse; il harangua de nouveau le peuple du haut de son balcon, et dans ce second discours comme dans le premier, des larmes se mêlèrent aux paroles. Berlin illumina ; cette fièvre d'enthousiasme ne se calma qu'au milieu de la nuit.

Assurément cette popularité soudaine du roi et de son ministre ne mettait point fin au conflit de la chambre des députés et de la couronne. M. de Bismarck, pour avoir les mains plus libres, avait fait dissoudre la seconde chambre par décret royal; et les électeurs, convoqués à ce moment-là, allaient renvoyer au parlement les mêmes députés. Mais il était dès lors aisé de prévoir que le plus grand nombre d'entre eux ne tiendraient pas rigueur au gouvernement amnistié par le succès, que ses actes inconstitutionnels seraient à leurs yeux effacés par la victoire, et qu'enfin le militarisme serait porté au pinacle en Prusse et en Alle-

magne par cette funeste ivresse qui, de nos jours encore comme aux époques barbares, aveugle chaque nation que favorise la fortune guerrière et la ramène en arrière jusqu'au dédain de sa propre liberté, jusqu'à l'admiration de la force brutale. La triste expérience, tant de fois renouvelée, du despotisme demandant à une guerre heureuse d'absoudre ses attentats, voulant les laver dans le sang des victimes égorgées sur les champs de bataille, ne devrait-elle pas guérir les peuples modernes de ce mal chronique et invétéré : la gloire militaire? Et l'heure, n'est-elle pas enfin venue pour eux de comprendre que ces lauriers sanglants, cette popularité du massacre dont le prince se montre toujours si avide, sont leurs véritables et leurs seuls ennemis?

Oui, le préjugé antique de la victoire illustrant le vainqueur, voilà l'ennemi héréditaire. C'est lui qui égare la conscience des nations et qui recule de siècle en siècle le règne de la justice sur la terre.

Pendant la guerre de 1866, cent mille hommes ont été sacrifiés et parmi eux un grand nombre sont morts en héros. Mais qu'a produit cette hécatombe héroïque pour le peuple prussien, pour la nation allemande, pour l'Europe et pour l'humanité? Est-ce que la liberté est née au delà du Rhin? Est-ce que la paix est fondée en Europe? Est-ce que le droit international est établi sur une basse inébranlable? Rien de tout cela. Le roi de Prusse a montré comment on peut violer la constitution d'un pays et conquérir à la fois la popularité et plusieurs millions d'hommes. L'armée est devenue un véritable fétichisme en Prusse et dans toute l'Allemagne.

Devant cet absurde et barbare prestige des armes, les députés de Berlin se sont inclinés en 1866 au point d'acclamer l'absorption par la force de plusieurs peuples allemands. Sadowa a tellement ébloui les unitaires soit-disant libéraux, qu'ils ont livré au militarisme prussien la grande patrie allemande jusqu'au Mein, la Confédération de l'Allemagne du Nord, dépouillée des droits essentiels de tout peuple vraiment libre. Ajoutez à cela les ruines accumulées en Bohême et en Moravie, les armées doublées dans toute l'Europe, les dépenses militaires accrues dans la même proportion ; et puis l'angoisse de luttes prochaines étreignant toutes les nations et entravant tous les progrès de la civilisation ; enfin la Prusse dynastique, la Prusse du droit divin armée jusqu'aux dents contre ce que M. de Bismarck, en parlant à l'Autriche, appelait encore dans les premiers mois de 1866 « l'ennemi commun, » contre la Révolution, c'est-à-dire contre le peuple germanique, le jour où il voudrait rentrer en possession de lui-même : voilà les fruits de cette guerre et de toute guerre entreprise par le prince dans un but d'ambition ou de popularité.

Une nation défendant ses foyers contre l'agression étrangère, ses libertés contre la tyrannie intérieure : le droit de guerre est là tout entier, et ce n'est pas seulement un droit, c'est aussi un devoir ; mais en dehors de ces deux cas, ainsi nettement déterminés, la guerre est un crime qui appelle la justice populaire sur quiconque ose le commettre, souverain ou ministre.

Le départ du roi pour l'armée était fixé au lendemain, 30 juin. Le grand quartier général devait se

porter d'abord à Reichenberg, au nord de la Bohême, du côté de la Saxe.

Je revis M. de Bismarck au moment où il prenait congé de sa famille. Il avait l'uniforme des cuirassiers de landwehr; mais il était en petite tenue, sans casque et sans cuirasse : « Venez, me dit-il, nous rejoindre à Reichenberg; et ne vous attardez pas à Berlin, car tout se prépare pour une action décisive. » Je me remis en route dès le soir même. Avant de retracer d'une plume rapide les incidents si divers, presque tous émouvants ou terribles, de ce voyage à travers la Bohême et la Moravie, par Gitschin et Sadowa jusque sous les murs de Vienne, il me faut dire ici quelques mots du combat très-meurtrier de Langensalza qui mêlait bien des larmes à l'allégresse berlinoise.

J'ai montré les Prussiens faisant irruption le 16 juin dans le Hanovre et la Hesse électorale, la division Gœben occupant, le 20, la capitale du royaume et la division Beyer celle du duché, tandis que le général Manteuffel s'avançait sur les routes de Lunebourg et de Celle avec le corps d'occupation des duchés de l'Elbe.

A la même date, l'armée hanovrienne se rassemblait précipitamment autour de Gœttingue. Bien que le roi George, dans ses négociations avec le roi Guillaume, eût constamment affirmé la neutralité du Hanovre, son envoyé auprès de la diète de Francfort n'en avait pas moins voté, le 14, la motion autrichienne relative à la mobilisation fédérale contre la Prusse; et, le 15, son gouvernement avait fièrement repoussé la sommation d'alliance lancée par M. de Bismarck aux États limitrophes. Le 16 au matin, la

Prusse déclarait la guerre au Hanovre. Ainsi que je l'ai déjà dit, le roi George ne s'attendait à rien moins qu'à être traité en ennemi par son « bon frère » de Berlin, car il ne s'était nullement préparé à repousser cette agression violente et si soudaine. Tout en votant à Francfort la motion autrichienne, le Hanovre avait déclaré ne pas faire acte d'hostilité envers la Prusse, mais se maintenir rigoureusement dans le droit fédéral. La faute irréparable du gouvernement hanovrien, ce fut de ne pas voir que l'édifice de 1815 s'écroulait aux applaudissements de l'Allemagne libérale, et que dès lors le droit fédéral n'était plus qu'un parchemin en lambeaux. A la politique si prompte, si décisive de M. de Bismarck, il eût fallu opposer non pas une diplomatie impuissante et inutile, mais des actes tout aussi prompts et décisifs, se prononcer résolûment pour la Prusse ou pour l'Autriche, et dans ce dernier cas, soustraire l'armée hanovrienne aux coups d'un adversaire trois fois plus nombreux, en la portant par une marche rapide au devant de l'armée bavaroise. L'indécision du roi et diverses négociations militaires, dans lesquelles le malentendu et la duplicité paraissent se toucher de bien près, aboutirent le 27 juin à la catastrophe de Langensalza, où les Hanovriens victorieux se virent pourtant contraints de mettre bas les armes, après avoir laissé à l'armée prussienne de l'Ouest le temps de les envelopper entièrement.

Le 21 juin, ils s'étaient mis en marche de Gœttingue sur Munden. Leur projet était de gagner l'Allemagne du Sud en traversant la Hesse électorale; mais en apprenant l'occupation de Cassel par la division

Beyer, ils prirent plus à l'est, par Heiligenstadt, Mulhausen et Langensalza, afin de rejoindre les Bavarois par Eisenach, la vallée de la Werra et la forêt de Thuringe. Le 24 leur avant-garde atteignit Eisenach qui n'était occupé que par deux bataillons prussiens. Le combat s'était engagé à Mechterstedt; la brigade Bulow, qui avait l'avantage du nombre, allait s'emparer de la ville d'Eisenach et ouvrir ainsi la route du sud à l'armée hanovrienne, quand des parlementaires firent cesser la lutte. La brigade hanovrienne dut rétrograder au nord, et toute l'armée, au lieu de saisir cette unique chance de salut, se laissa enfermer dans le cercle de fer que, d'heure en heure, les Prussiens resserraient davantage autour d'elle.

Tandis qu'au quartier général du roi George on perdait un temps si précieux à discuter, avec le duc de Saxe-Cobourg-Gotha et d'autres agents du roi Guillaume, une convention militaire aux termes de laquelle les Hanovriens auraient obtenu le libre passage vers le sud, en s'engageant à ne point combattre les Prussiens pendant une année, le général Vogel de Falkenstein mettait à profit toutes les heures et toutes les minutes pour couper la retraite à un adversaire trop hésitant et trop confiant.

Depuis le 20, la division Beyer s'était portée de Cassel vers Munden, Witzenhausen et Allendorf; la division Gœben, de Hanovre vers Gœttingue par Gandersheim; et la division Manteuffel à Seesen et Nordheim. Ainsi au nord, à l'ouest et au sud-ouest, toutes les routes étaient fermées devant l'armée hanovrienne; elle ne pouvait prendre celles de l'est qui

menaient en Prusse. La seule voie encore ouverte était celle du sud-est, entre Eisenach et Gotha.

De ce côté, les Prussiens n'avaient encore, à la date du 23, que les deux bataillons du contingent de Saxe-Cobourg, trois bataillons et un escadron de landwehr détachés de la garnison d'Erfurt; mais ce jour-là ils reçurent les premiers renforts dirigés en toute hâte sur Gotha d'Erfurt, de Berlin et même de Dresde. Et tandis que les négociations étaient successivement engagées, suspendues, reprises et enfin rompues les 24 et 25, le général Vogel de Falkenstein employa ces deux journées à rendre impossible par Eisenach la retraite des Hanovriens vers le sud. Il envoyait le général Flies à Gotha, par les voies ferrées de Brunswick, Magdebourg et Halle avec un détachement de la division Manteuffel, de manière à réunir sur ce point 8,150 fantassins, 225 cavaliers avec 24 canons; par le chemin de fer de Cassel, il rassemblait à Eisenach 12,000 fantassins, 550 cavaliers avec 28 canons; enfin il concentrait 8,000 fantassins, 250 cavaliers avec 6 canons à Kreuzbourg et à Treffurt.

L'armée hanovrienne, ayant laissé passer l'heure où il lui eût été possible de se dérober entre Eisenach et Gotha par une rapide marche en avant, rétrograda au nord vers Langensalza, le 26 juin, devant ces forces supérieures qui la menaçaient sur son front et sur ses deux ailes.

C'est en vain aussi qu'elle avait attendu le secours des Bavarois. Le conseiller hanovrien Klopp, envoyé au quartier général de Bamberg, y fut assez froidement accueilli par le prince Charles de Bavière, qui se borna à envoyer, le 25 au soir, une brigade de

cavalerie légère jusqu'à Meiningen et quelques détachements dans la direction de Bacha.

Si les Prussiens n'avaient négligé aucun moyen d'empêcher que les Hanovriens ne s'échappassent au sud, il ne leur convenait pas davantage d'être par eux ramenés au nord. Outre que ces marches et ces contremarches sous un soleil brûlant épuisaient le soldat, le général Vogel de Falkenstein allait bientôt se trouver lui-même très-exposé entre l'armée hanovrienne et l'armée bavaroise qui s'ébranlait enfin. D'ailleurs le plan de l'armée prussienne de l'Ouest consistait à attaquer et à battre séparément les alliés de l'Autriche, avant qu'ils eussent pu former un seul faisceau de toutes leurs forces disséminées. Il fallait donc en finir le plus tôt possible avec les braves soldats du roi George ; et comme la masse des troupes prussiennes étaitencore séparée d'eux par une journée de marche, le général Flies qui, à Gotha, les touchait de plus près, reçut l'ordre de les suivre afin de les arrêter, le 27, dans leur évolution au nord.

Les Prussiens obtinrent d'abord quelques avantages; mais ceux-ci ayant successivement engagé toutes leurs forces et leurs adversaires la majeure partie des leurs, le général Flies dut battre en retraite malgré la grande bravoure déployée par ses soldats. L'armée hanovrienne plus nombreuse, mais moins bien armée, se dévouait à la défense du sol natal avec le plus noble héroïsme. Dans cette journée très-meurtrière, les Prussiens perdirent 41 officiers et 613 soldats, tués au blessés; les Hanovriens 102 officiers et 1,327 soldats. Ceux-ci firent 860 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient un certain nombre de blessés

prussiens. Plusieurs bataillons de landwehr avaient été cruellement éprouvés, notamment le bataillon de Potsdam.

L'armée hanovrienne, sans munitions, sans vivres et entièrement cernée, capitula le 29 juin, le surlendemain de sa victoire. Et c'est ainsi que la Prusse a conquis le Hanovre.

Le 30 juin, je partis de Berlin pour le quartier général établi ce jour-là à Reichenberg. J'allais me trouver cette fois sur le théâtre des opérations de la première armée et de l'armée de l'Elbe.

J'arrivai à Gœrlitz dans l'après-midi. De cette ville prussienne, située près de la frontière saxonne, à Reichenberg, en Bohême, la ligne ferrée n'est qu'à une seule voie. Rails, wagons, locomotives, et aussi voitures, chevaux, tous les moyens de transport étaient exclusivement au service de l'armée. Grâce à ma passe militaire, je surmontai pourtant ce premier obstacle; mais il fallut attendre qu'un train se mît en marche, et j'attendis avec cette patience résignée qu'on acquiert vite en guerre.

Vers cinq heures et demie, je vis arriver dans la gare un long convoi de prisonniers autrichiens. Il y en avait au moins douze cents, quelques-uns légèrement blessés. On les rangea en plusieurs files pour leur distribuer du pain avec du lard. C'étaient des prisonniers de Podol et de Münchengraetz, soldats de toutes armes, fantassins, cavaliers, artilleurs; les nationalités aussi étaient mêlées dans leurs rangs: Allemands, Hongrois, Croates, Italiens. La douce musique de l'idiome vénitien caressa mes oreilles, et j'allai aussitôt vers un groupe de jeunes et beaux hommes,

à l'œil noir, au nez finement dessiné et à la lèvre expressive. *Italiani amici!* leur dis-je très-ému. Ces pauvres prisonniers tendirent vers moi leurs mains en criant : *Tutti Italiani!* Ils étaient là trois à quatre cents de Venise, de Vérone, de Mantoue. L'un d'eux me prit la main et me dit : « Pour l'Italie, je veux mourir, mais pour l'Autriche... » Et de ses yeux jaillissait la haine, tandis qu'il faisait le geste du soldat qui jette son fusil.

Ces malheureux avaient une peur affreuse d'être rendus aux Autrichiens : « on nous fusillerait, me disaient-ils, et comment voulez-vous que nous nous battions pour l'oppresseur de notre patrie! » Ils ne savaient rien de l'alliance de la Prusse et de l'Italie. Je les rassurai en leur apprenant qu'ils se trouvaient en pays ami et que la Prusse les rendrait à l'Italie et non pas à l'Autriche. Ce fut alors à qui m'embrasserait; et comme ils me remerciaient pour ces paroles d'espérance! Plusieurs pleuraient de joie; en me séparant d'eux, j'avais moi-même les yeux remplis de larmes.

Nous partons enfin; mais avant d'être sortis de la gare, halte!... un autre train est signalé venant de Reichenberg, et il n'y a qu'une seule voie. Il faut attendre encore; l'impatience me gagne. Ces Prussiens, autrefois cités pour leur lenteur, ont maintenant des ailes; le grand quartier général qui est à Reichenberg aujourd'hui, y sera-t-il demain et pourrai-je le rejoindre ailleurs?

Voici d'autres prisonniers, ceux-ci traversent lentement la gare de Gœrlitz sans s'y arrêter. Des chants sortent des wagons : une mélopée étrange, ni

allemande, ni italienne, à la fois énergique et triste; un lointain écho de l'Orient. La plupart de ces prisonniers sont des Hongrois qui chantent pour tromper leur infortune.

Maintenant, c'est un convoi de blessés; ils sont là plusieurs centaines sur la paille sanglante des wagons. Les victimes, l'œil ardent de fièvre, la joue pâlie par la souffrance, sont retirées du train avec des précautions infinies. Tout à l'heure, ces pauvres mutilés seront couchés dans de bons lits, et ce sera pour eux une grande douceur au fond de leur misère. Les blessés ont été traités avec beaucoup d'humanité pendant cette campagne. Autrichiens ou Prussiens, tous les soldats frappés recevaient les mêmes soins. Tout ce qu'il était possible de faire pour soulager leurs maux, on le fit avec un dévouement si soutenu que beaucoup de médecins et d'infirmiers succombèrent à la tâche. C'est qu'aussi il n'y eut jamais un tel ravage d'hommes dans une si courte période de temps, ni un pareil encombrement de blessés dans aucune guerre contemporaine.

Quant aux prisonniers, ils n'eurent pas non plus à se plaindre du vainqueur. Le soldat prussien trinquait avec ces ennemis désarmés. Il les régalait de tabac et de bière; s'il n'avait qu'un morceau de pain et un verre d'eau, il les partageait avec eux. Et ce n'est certes pas un don banal en guerre, quand on a faim soi-même et que la soif vous brûle. Aux officiers prisonniers on laissait leurs épées; je me rappelle ce mot de l'un d'eux: « on se comporte envers nous d'une manière chevaleresque. » Je n'insisterais pas sur ces détails, si je n'y découvrais un bon augure : quand les mœurs

militaires s'adoucissent au point que, même au plus fort de la lutte, des soldats ennemis en viennent à s'entr'aider, n'est-ce point là un signe évident que les sentiments d'humanité s'élargissent chez tous les peuples, et que le jour n'est pas loin où la guerre, souverainement condamnée par eux, disparaîtra du monde civilisé comme la lèpre et la peste?

Enfin nous voilà partis. En temps ordinaire, on va de Gœrlitz à Reichenberg en trois heures par Zittau, petite ville saxonne qui touche à la frontière bohême. La nuit est venue; à moins de malencontre, nous serons à destination vers une heure du matin. Mais dès la plus prochaine gare, nouvel arrêt : ce sont d'autres blessés et d'autres prisonniers. Combien sont-ils? on les compte par milliers; à leur aile droite comme à leur aile gauche, les Prussiens sont vainqueurs, et cependant la télégraphie autrichienne de Francfort continue à annoncer leur défaite à toute l'Europe.

Il me faudra passer la nuit sur le banc de bois du wagon; je prends aussitôt mes mesures en conséquence. Le grand art en campagne, c'est de savoir tout prévoir et se prémunir de son mieux contre les hasards de la route. Je me mets en quête d'une botte de paille, je la trouve et me procure un lit pour la somme de cinq *groschen*. Bien m'en a pris : quand je me réveille, il fait déjà grand jour, et c'est à peine si nous avons dépassé Zittau. Enfin, pour la seconde fois, je franchis la frontière de Bohême.

La contrée n'est pas moins charmante ici que du côté de Braunau : ce sont des collines onduleuses et de riantes vallées où des petits cours d'eau ba-

billent joyeusement. Rien ne parle de la terrible guerre; mais elle m'apparaît de nouveau à Reichenberg, où nous arrivons enfin vers midi : la gare est encombrée de blessés et de prisonniers. Parmi eux, aussi des Italiens ; je leur distribue des cigares, je les console en leur montrant la délivrance prochaine.

Je trouvai dans la salle d'attente une cinquantaine d'officiers autrichiens. Les visages étaient consternés, et pourtant la foi en Benedek n'était pas encore morte. « Il nous a sacrifiés, nous tous soldats du premier corps, me dit l'un d'eux; mais il a son plan, soyez-en bien persuadé, et il ne s'en est ouvert à personne. Quand le moment sera venu de le mettre à exécution, nous aurons notre revanche; elle sera éclatante ! » Quelques-uns, les plus découragés, faisaient mal à voir. Ceux-ci me répétaient à l'envi que le fusil à aiguille était une arme si meurtrière qu'à courage et à nombre égal on n'y pouvait résister longtemps. « Dans le temps qu'il faut, me disaient-ils, à un fantassin d'Autriche pour charger son arme, le fusilier de Prusse tire de quatre à cinq coups. Nous devrions donc opposer à l'ennemi nos bataillons dans la proportion de quatre à un; autrement nous sommes décimés par les balles que l'infanterie prussienne nous envoie en une minute. » D'autres encore, debout ou assis dans un coin de la salle, le regard fixe, la bouche amère, s'abandonnaient à un morne désespoir. Quel désolant spectacle depuis vingt-quatre heures ! Et combien il contrastait avec celui de l'armée de Silésie marchant à l'ennemi, le patriotisme au cœur, la victoire dans les yeux !

J'apprends alors que le grand quartier général

n'est plus à Reichenberg et qu'il s'est porté à Turnau. La ligne ferrée est réparée jusqu'à cette bourgade; mais aucun train ne m'y conduira, car l'unique voie est encombrée par les nombreux convois qui amènent à Reichenberg les blessés de la sanglante bataille de Gitschin, livrée l'avant-veille, 29 juin. Comment rejoindre l'armée?

Je m'adresse au commandant des étapes pour obtenir une voiture ou un cheval de réquisition; je payerai tout ce qu'on voudra. Il me répond avec beaucoup de politesse qu'il n'y a plus de voiture ni de cheval à trouver dans la ville ou aux environs, à n'importe quel prix, tous les moyens de locomotion ayant été mis en œuvre pour l'armée. Il faut bien se rendre à cet argument-là, et je vais assez piteusement m'asseoir parmi des prisonniers autrichiens et des soldats des deux armées atteints de blessures légères. Retourner sur mes pas au moment décisif, quand j'ai vu naître et grandir cette crise qui sera comptée au nombre des événements les plus mémorables de ce siècle? Non, j'irai en avant, n'importe comment et s'il le faut à pied, mon sac de voyage au dos, en volontaire de la vérité historique. Mais quel trait de lumière : si aucun train ne part pour Turnau, on y enverra du moins une poste de campagne, car ce service-là ne reste point en souffrance; et la poste de campagne ne s'arrêtera pas à Turnau, elle portera les dépêches de Berlin au grand quartier général, partout où il sera.

Je cours au bureau de la *Feldpost* et j'expose ma requête : une petite place, s'il vous plaît, n'importe où, sur l'impériale ou sur le marchepied. « Je vais

cette nuit à Turnau, me dit l'agent postal, et demain au point du jour, à Gitschin; s'il est possible que je vous emmène, ce sera fait, je vous en donne ma parole. » C'est bien le moins que je paye ici mon tribut de reconnaissance aux postes prussiennes. Pendant toute la guerre, en Bohême et en Moravie, sur le champ de bataille de Sadowa comme au château d'Eisgrub près de Vienne, je reçus régulièrement mes lettres et mes journaux de Paris. L'armée victorieuse poursuivant les Autrichiens sans trêve ni repos, c'était chaque jour un nouveau service de six à huit lieues à organiser par la *Feldpost*, attachée à l'état-major de chaque corps d'armée. Le grand quartier général et les quartiers généraux des trois armées avaient en outre chacun leur poste spéciale. Officiers et soldats écrivaient à leurs familles et en recevaient des nouvelles aussi souvent qu'ils le voulaient. Pendant toute la campagne, du 20 juin au 1er août, non-seulement la *Feldpost* n'égara ni une de mes lettres ni un de mes journaux, mais elle ne me les remit même pas une seule fois avec un retard de plus de douze heures.

Nous partons pour Turnau dans la soirée. L'agent postal m'a réservé une place à côté de lui, et la meilleure de la voiture. Il me met un revolver dans la main, car nous pourrons avoir à nous défendre contre des paysans patriotes ou contre les malandrins qu'un espoir de rapine entraîne à la suite des armées en campagne. Le postillon sonne la vieille et joyeuse fanfare des postes allemandes. Sur la route qui serpente en pays de montagnes, nous rencontrons encore et toujours des convois de blessés;

des prisonniers autrichiens conduisent beaucoup de ces chariots sinistres où les ennemis de la veille, réconciliés par la douleur, sont étendus pêle-mêle sur la paille ensanglantée.

A Liebenau nous faisons une courte halte; l'hôtel de ville qui porte à son fronton un ours couronné sur champ d'azur, est rempli d'agonisants. Nous remontons en poste, et la fanfare de Tour et Taxis étouffe l'horrible cri d'un malheureux qu'on ampute. De longues files de fantassins suivent la même route que nous en égayant leur marche par des chansons. Ils chantent en allant à la bataille; voici des débris qui en reviennent : des chariots pleins de fusils, de sabres, de tambours, de shakos, de buffleteries tachées de sang. Un amas horrible! Cela vient de Podol, où les Prussiens ont brisé la fameuse *brigade de fer* (*die eisene brigade*), ainsi appelée pour sa grande bravoure dans la récente guerre de Schleswig-Holstein.

Alors les Autrichiens et les Prussiens, frères d'armes, combattaient les Danois : O peuples, voilà la logique des grands politiques qui vous mènent! Quand donc ouvrirez-vous les yeux?

Nous arrivons à Turnau au milieu de la nuit; deux heures de repos, et nous voici de nouveau en route. Le grand quartier général s'est porté au château de Sichrow qui appartient à la famille de Rohan, et il doit aujourd'hui s'établir à Gitschin. Des fenêtres du château on a dû voir la tempête humaine du 29 se déchaînant furieusement. Bientôt des bandes de corbeaux annoncent le champ de bataille.

Gitschin est une grosse bourgade couchée dans un

bas-fond. Devant elle, au nord-ouest, se dressent les hauteurs abruptes du Priwicin dominant un grand plateau incliné qu'on monte en venant de Turnau.

Tout le long de la route, depuis Krisnitz, petit village entièrement incendié, le ravage s'étend jusqu'à Gitschin et dans la bourgade même, dont les maisons sont trouées par les boulets. On voit à perte de vue les épis renversés dans le sens des hauteurs que les Prussiens ont prises d'assaut. Les arbres sont brisés, hachés; les chaumières sont en cendres. Sur le champ du carnage, mille débris informes et des cadavres en uniforme attendant leur sépulture. Des corbeaux planent là-haut en poussant des cris féroces. Contre la route, sur un grand tumulus de terre fraîche, se dresse une petite croix de bois où la main du soldat fossoyeur a tracé ces mots à la craie : « Ici reposent des Prussiens et des Autrichiens. »

C'est devant Gitschin que Clam-Gallas, avec le premier corps autrichien et les Saxons, a vainement tenté d'arrêter le prince Frédéric-Charles et le général Herwarth de Bittenfeld dans leur marche à l'est, poursuivie par eux depuis le 26 juin, en vue de la jonction de la première armée et de l'armée de l'Elbe avec l'armée de Silésie débouchant des défilés de Glatz et de la montagne des Géants.

Il me faut indiquer ici rapidement les opérations militaires de la grande armée prussienne, du 27 juin au 1er juillet, et d'abord celles de l'aile droite.

J'ai montré la première armée et l'armée de l'Elbe établies sur la ligne de l'Iser le 26 au soir, après les combats de Podol et de Huhnerwasser. Le 27, il n'y eut qu'un mouvement de concentration sur cette ligne;

mais le prince Frédéric-Charles résolut d'enlever Münchengraetz le lendemain et de marcher sur Gitschin avec toutes ses forces. Il croyait le premier corps autrichien et les Saxons rejoints par le deuxième corps, et le général Clam-Gallas bien résolu à défendre avec la plus grande énergie la ligne de l'Iser à Münchengraetz. Il prit donc ses mesures pour se trouver devant l'ennemi au moins en nombre égal. L'armée de l'Elbe reçut l'ordre d'attaquer, le 28 au matin, Münchengraetz à l'est, en venant de Bœmisch-Aicha, Niemes et Huhnerwasser; en même temps la 7e division (général Fransecky) et la 8e division (général Horn) de la première armée, en partant de Podol et de Preper, devaient se diriger du nord au sud pour prendre en flanc les Autrichiens et les Saxons et leur couper la retraite derrière Münchengraetz, à Bossin, sur la route de Furstenbruck. D'autres divisions, marchant en réserve, appuieraient ce mouvement agressif, car toute l'aile droite prussienne allait forcer le passage afin d'atteindre Gitschin.

Mais déjà le général Clam-Gallas se retirait sur cette ville avec le gros de ses forces; il n'avait laissé à Münchengraetz qu'un fort détachement, la brigade Leiningen, pour masquer sa retraite. Quant au deuxième corps autrichien, il n'était pas de ce côté-ci, mais, comme je l'ai dit, à l'extrême droite de l'armée du Nord. Les Autrichiens du premier corps et les Saxons n'avaient aucun secours à espérer, car les corps les plus rapprochés d'eux se trouvaient à deux journées de marche.

Le général Herwarth de Bittenfeld, s'avançant sur la route d'Huhnerwasser, enleva successivement Nie-

der-Gruppay, Weissleim, Haber et Kloster en avant de Münchengraetz. En même temps l'attaque était dirigée sur Ober-Bukowina et Mankowitz. Vers onze heures et demie, des détachements des divisions Canstein et Etzel pénétrèrent dans Münchengraetz, et ils y trouvèrent déjà établie l'avant-garde de la division Münster.

L'infanterie autrichienne, qui d'ailleurs n'était pas en nombre, n'avait point sérieusement résisté; ce fut surtout l'artillerie qui se distingua ici comme dans toutes les rencontres. Les batteries placées sur le mont Musky, par delà Münchengraetz au nord-est, firent du mal aux divisions Fransecky et Horn, qui descendaient par Zdiar et Brezina vers Bossin. Ces batteries protégèrent efficacement la marche en retraite des Autrichiens et des Saxons sur Gitschin.

Vers le soir, la division Fransecky bivaqua à Bossin, la division Horn à Dobrawoda, entre Bossin et Münchengraetz. L'armée de l'Elbe s'établit autour de cette dernière bourgade. Toutes les autres divisions et les réserves de l'aile droite s'étaient avancées d'une journée de marche vers l'aile gauche, et les Prussiens étaient entièrement maîtres de la ligne de l'Iser. Le combat de Münchengraetz leur avait coûté 341 tués ou blessés. Ils évaluent la perte des Autrichiens à 2,000 hommes, dont 1,393 prisonniers.

A mesure que la première armée et l'armée de l'Elbe s'avançaient au sud-est, en se concentrant toutes deux et en se rapprochant de plus en plus l'une de l'autre, les difficultés croissaient non-seulement pour la marche, mais aussi pour l'alimentation des troupes.

De ce côté de la Bohême comme de l'autre, tous les villages étaient abandonnés. Les populations avaient fui, poussant devant elles leur bétail; elles se cachaient au fond des forêts et des cavernes. Beaucoup de puits étaient non pas empoisonnés, comme on l'a dit, mais comblés avec des pierres. Pendant quelques jours, le soldat fut donc très-mal nourri et souffrit cruellement de la soif, tandis qu'il s'épuisait en longues marches sous un ciel de feu. Mais la même force morale qui animait l'armée de Silésie se retrouvait ici, grandissant par le succès, défiant les privations et les fatigues.

Il s'agissait maintenant de marcher sur Gitschin et de s'en emparer au plus vite. Bien que Benedek ne fût point parvenu à se jeter entre les deux ailes prussiennes, ni à arrêter les trois armées, ou même seulement l'une d'elles dans leur marche concentrique vers un point de jonction sur l'Elbe, la brèche que j'ai signalée entre la droite du prince royal et la gauche du prince Frédéric-Charles n'en demeurait pas moins ouverte; et c'était là un péril que Moltke voulut écarter le plus tôt possible. Le matin du 29 juin, il envoya au prince Frédéric-Charles un télégramme ainsi conçu : « Malgré une série de combats victorieux, la deuxième armée se trouve momentanément dans une situation difficile; Sa Majesté le roi compte que la première armée se hâtera de se porter en avant pour la dégager. »

Déjà le prince Frédéric-Charles avait résolu qu'on prendrait Gitschin à tout prix ce jour-là et qu'on s'avancerait aussi loin que possible, afin de combler le redoutable vide entre la Cydlina et le haut Elbe.

Le principal obstacle à ce grand mouvement au sud-est, c'était l'extrême concentration des corps d'armée le long de l'Iser, de Podol à Münchengraetz. De ces deux points, il n'y a que deux routes sur Gitschin, l'une par Podkost et l'autre par Furstenbruck; elles se rejoignent à Sobotka en avant de Gitschin. Une troisième route aboutit à Gitschin même, partant de Turnau et passant à Libun : celle que je suivis avec la poste de campagne. La première armée fut échelonnée sur ces trois routes, tandis que l'armée de l'Elbe appuya plus à droite, c'est-à-dire plus au sud, vers Jung-Bunzlau.

La 5e division (général Tumpling) fut chargée d'enlever Gitschin par la route de Turnau; la 3e division (général Werder) devait l'y rejoindre par la route de Sobotka. En arrière suivaient les autres divisions de la première armée ainsi que les réserves.

Entre les deux divisions marchant au combat, l'une par Libun, l'autre par Sobotka, dans l'angle formé par les deux routes de Turnau et de Münchengraetz qui se joignent au faubourg de Hotin devant Gitschin, se dressait le Priwicin, énorme masse rocheuse, hérissée d'arbres séculaires et de buissons impénétrables : une citadelle construite par la nature.

Quant aux Autrichiens et aux Saxons, ils s'étaient remis en marche au point du jour vers Gitschin. Leur projet n'était pas de s'y arrêter, mais de rejoindre au plus vite le gros de l'armée autrichienne. Vers midi, les premiers avaient établi leurs bivacs au nord-ouest de Gitschin : au centre, sur la hauteur de Brada qui touche au Priwicin, la brigade de Poschacher, avec la brigade Leiningen derrière elle; à droite, à

Markt-Eisenstadtl, la brigade Piret ; à gauche, à Prachow, la brigade Abele, et du même côté, à Lochow vers la route de Sobotka, la brigade Ringelsheim. A Diletz, entre Brada et Markt-Eisenstadtl, s'était placée la 1re division de cavalerie légère.

Les Saxons, venant d'Unter-Bautzen, bivaquaient au sud-ouest de Gitschin, à Brézina et Wokschitz, avec leur cavalerie à Staremjesto.

Le général Clam-Gallas et le prince royal de Saxe, s'étant concertés ensemble à Gitschin dans la matinée, avaient dû reconnaître une fois de plus qu'en présence d'un ennemi tellement supérieur en nombre, le parti le plus raisonnable était de se replier sur l'armée du Nord. Mais à ce moment-là, ils reçurent une dépêche du grand quartier général de Josephstadt : le feldzeugmestre Benedek leur annonçait qu'il allait prendre l'offensive sur Turnau avec le gros de ses forces, et que le troisième corps d'armée leur viendrait en aide à Gitschin le jour même. Ils se décidèrent alors à défendre la forte position qu'ils occupaient à l'ouest de Gitschin.

L'ordre de combat fut immédiatement envoyé au 1er corps autrichien; deux divisions saxonnes se mirent en marche sur Diletz. Il était midi et l'on supposait que les Prussiens exécuteraient leur principale attaque par la route de Turnau et Libun.

L'action ne s'engagea de ce côté que vers trois heures et demie. L'avant-garde de la division Tumpling rencontra à Libun des éclaireurs autrichiens qui signalèrent l'approche des Prussiens. Le général Tumpling, ayant traversé sous une grêle d'obus Krisnitz en flammes, reconnut que sur la droite de la route,

les hauteurs du Priwicin et de Brada étaient fortement occupées ainsi que Podulsch et Klein-Ginolitz. Une formidable artillerie battait tout le plateau qui s'étend là en montant vers Gitschin. Il résolut donc de tourner la position à gauche par le ravin de la Cydlina, en dirigeant son attaque sur Zames et Diletz.

Ce mouvement tournant réussit : Zames fut emporté vers cinq heures et demie, malgré le ravage que les batteries autrichiennes faisaient également de ce côté dans les rangs prussiens.

Cependant la division Tumpling était menacée d'être coupée en deux ou tournée par sa droite si les brigades Poschacher et Abele faisaient un mouvement offensif par Klein-Ginolitz et Jawornitz. Il fallut donc porter sur ces deux points une partie de ses forces. Vers six heures, la situation était des plus critiques pour les Prussiens ; ils se trouvaient aux prises avec un ennemi bien supérieur en nombre et retranché dans une forteresse naturelle.

A la même heure, la division Werder venait, elle aussi, d'engager le combat au delà du Priwicin sur la route de Sobotka en attaquant Unter-Lochow, tandis qu'un de ses détachements tournait le mont Sainte-Anne, à droite de cette route, et se portait sur Wostruschno. Mais en ce moment la tâche la plus difficile incombait à la division Tumpling qui, n'ayant plus que deux bataillons en réserve, voyait arriver à Diletz, pour appuyer les Autrichiens, la division saxonne Stieglitz.

Après avoir emporté Zames, les Prussiens s'étaient avancés sur Diletz et leurs tirailleurs d'avant-garde entraient dans ce village, quand apparurent les Saxons.

Une lutte acharnée et corps à corps s'engagea dans le village même et ne se termina que vers sept heures et demie par la retraite de la division Stieglitz.

La bataille ne continuait pas moins furieuse et meurtrière à Klein-Ginolitz et au delà, dans les rochers du Priwicin où l'on se battait à la baïonnette.

Les Autrichiens avaient encore dix-neuf bataillons intacts; les Prussiens n'avaient plus de réserves et ils étaient épuisés. Alors pourtant se dessina un mouvement général de retraite dans le premier corps autrichien et dans l'armée saxonne. Non-seulement le troisième corps, annoncé le matin par le feldzeugmestre Benedek, n'avait point paru à sept heures et demie du soir, mais le général Clam-Gallas et le prince royal de Saxe venaient de recevoir à l'instant même un ordre ainsi conçu : « Éviter toute rencontre avec des forces supérieures en nombre et opérer la jonction du premier corps avec l'armée principale, à Horsitz et à Miletin, car dans l'intervalle on avait donné une nouvelle destination aux quatre corps d'armée. »

J'ai déjà montré que les Autrichiens du premier corps et les Saxons avaient été sacrifiés par une impéritie sans égale, et en voici une preuve de plus : le matin du 29 juin, tandis qu'ils se dérobaient devant l'aile droite prussienne pour opérer leur jonction avec l'armée du Nord, le feldzeugmestre leur promet un puissant renfort et leur annonce qu'il va prendre lui-même l'offensive sur Turnau. Évidemment, c'était leur dire : arrêtez l'ennemi devant Gitschin. Le soir du même jour, il leur dit : ne résistez pas à Gitschin, mais rejoignez l'armée principale. Et il ne leur envoie ni un soldat ni un canon. Il ne prévoit pas les consé-

quences funestes de ces ordres contradictoires ; mais du matin au soir, ainsi qu'on le verra en temps et lieu, il change toute sa stratégie.

La défense de Gitschin était utile et même nécessaire, si la grande armée autrichienne prenait l'offensive au nord-ouest contre l'aile droite prussienne ; elle n'était qu'une perte de temps irréparable et un sacrifice de milliers d'hommes bien plus déplorable encore, si le troisième corps ne renforçait pas le premier corps et les Saxons le 29 juin, et si l'offensive n'était point prise dès le lendemain par Benedek accourant avec toutes ses forces pour frapper un coup décisif sur la première armée et sur l'armée de l'Elbe. Que le général Clam-Gallas se soit montré inhabile à Podol, à Münchengraetz, à Gitschin dans ses opérations militaires, c'est possible ; mais la faute stratégique ne retombe pas sur lui : il s'est borné à exécuter les ordres du général en chef, et ce fut là son principal tort.

La retraite des Autrichiens et des Saxons commença donc vers sept heures et demie, bien que les premiers fussent toujours maîtres des hauteurs de Brada et du Priwicin, et que les seconds n'eussent eu qu'une seule division engagée.

Cependant la division Tumpling était en possession de Klein-Ginolitz et de Diletz, des deux côtés de la route de Turnau ; la division Werder entrait à Wostruschno, menaçant Wohawec, et forçant la brigade Ringelsheim à se replier sur Gitschin par la route de Sobotka. Wohawec enlevé, les Prussiens allaient de ce côté toucher à Gitschin même, et tous les détachements autrichiens ou saxons qui se trou-

vaient sur la rive droite de la Cydlina, entre Gitschin et Diletz, étaient en danger d'avoir la retraite coupée.

Vers huit heures, la brigade Piret s'avança de Markt-Eisenstadtl sur Diletz et Zames pour refouler les détachements de la division Tumpling qui occupaient ces villages, et dégager l'artillerie qui protégeait la retraite générale. La brigade Abele essaya dans le même but de pousser une pointe vers Klein-Ginolitz. Mais ce double effort échoua devant la fermeté des Prussiens armés du fusil à aiguille, et par suite surtout du découragement qui s'empara des troupes autrichiennes lorsqu'elles virent le mouvement de retraite s'accuser encore une fois.

A huit heures et demie, le général Tumpling, voulant profiter des échecs successifs de l'ennemi, résolut l'attaque de la haute colline de Brada, qui était la clef de la position; il conduisait cette attaque en personne lorsqu'il fut atteint d'un coup de feu et obligé de remettre le commandement au général Kamienski. Brada fut bientôt enlevée, et la retraite austro-saxonne se prononça sur toute la ligne de bataille.

Les premiers détachements de la 5e division atteignirent Gitschin vers dix heures du soir par Klebnitz, en suivant la Cydlina. L'avant-garde de la 3e division y arrivait en même temps par la route de Sobotka.

Toutes les brigades autrichiennes avaient pu se retirer à l'est de Gitschin, mais dans une grande confusion et en abandonnant leurs blessés ainsi qu'un nombre considérable de prisonniers. Les Saxons réussirent, eux, à opérer en bon ordre cette retraite de nuit, sous la protection d'une de leurs brigades qui

fut laissée à Gitschin, où le quartier général austro-saxon achevait d'expédier ses ordres de marche. La ville fut immédiatement attaquée par l'ouest et par le nord; le combat se prolongea dans les rues jusqu'à minuit.

Gitschin, entièrement évacué par les Austro-Saxons, resta au pouvoir des Prussiens. Cette journée, où ils avaient vaincu un ennemi très-supérieur en nombre, leur coûta 71 officiers et 1,482 soldats tués ou blessés. Les fatigues furent telles que quelques-unes de ces victimes périrent d'épuisement. Les Austro-Saxons perdirent en tués, blessés et prisonniers environ 7,000 hommes.

Tandis que le prince Frédéric-Charles et le général Herwarth poursuivent leur marche au delà de Gitschin vers l'est, reportons-nous à la deuxième armée ou armée de Silésie.

. En repartant pour Berlin le 28 juin au matin, j'avais laissé le quartier général du prince royal à Hronow après la victoire de Nachod, remportée la veille par le cinquième corps prussien sur le sixième corps autrichien. Le 27 juin, à l'heure même où le général Steinmetz, débouchant du défilé de Nachod, refoulait le général Ramming sur Skalitz, le dixième corps autrichien infligeait un sérieux échec au premier corps prussien, le général Gablenz rejetait le général Bonin dans les défilés de la montagne des Géants.

Ce jour-là les Prussiens commirent la même faute que les Autrichiens à Nachod, en ne prenant point leurs mesures pour occuper aussitôt et aussi solidement que possible le Galgenberg et le Kapellenberg,

deux hautes collines qui se dressent presque verticalement au sud de Trautenau. Il en résulta que le premier corps ne put sortir assez à temps des défilés ni déployer des forces suffisantes pour soutenir efficacement l'avant-garde et les détachements aux prises vers la fin de la journée avec le dixième corps tout entier.

Les Prussiens, formés en deux colonnes, s'étaient mis en marche de bonne heure sur Parschnitz, où se joignent, au nord-est de Trautenau, les routes de Liebau et de Schömberg. Un détachement se porta sur Trautenau par Schatzlar et Ober-Altstadt, à l'ouest.

L'arrivée tardive de l'une des colonnes à Parschnitz ne permit à l'avant-garde du corps d'atteindre Trautenau qu'à dix heures du matin. A l'entrée de la ville, le pont de l'Aupa était barricadé; mais il n'y avait là que des dragons autrichiens qui se retirèrent. Cet obstacle bientôt franchi, un détachement d'infanterie prussienne s'avança vers la grand'place. Il y fut accueilli par une assez vive fusillade qui partait des maisons. Le principal magistrat de la ville était allé au-devant des Prussiens et leur avait assuré que Trautenau n'était pas occupé. En effet, ce n'étaient pas des soldats autrichiens, mais les habitants eux-mêmes qui les recevaient à coups de fusil. Cet acte de patriotisme ne se renouvela point ailleurs, et cela, comme je l'ai dit, par la faute de l'Autriche qui n'avait pas voulu armer la population tchèque.

Si Trautenau n'était pas occupé, le retard subi par le premier corps dans sa marche avait pourtant laissé au général Gablenz le temps d'envoyer sur le Galgen-

berg et le Kapellenberg, la brigade Mondl tout entière. Là était la clef de la position; et le général Bonin vit bien qu'il fallait à tout prix s'emparer de ces collines pour sortir du défilé de Trautenau. L'avant-garde reçut donc l'ordre de les attaquer à l'est, par le ravin de Kriblitz; en même temps un fort détachement fut envoyé de Parschnitz contre la droite autrichienne, dans la direction d'Alt-Rognitz et d'Hohenbruck, au sud-ouest. Enfin le détachement qui marchait par la route d'Ober-Altstadt sur Trautenau, vint énergiquement appuyer cette attaque au nord-ouest.

Vers trois heures, après des efforts inouïs, les Prussiens étaient parvenus à gravir les hauteurs en combattant et par des sentiers impraticables aux chevaux, ainsi qu'à rejeter la brigade Mondl jusqu'au delà d'Hohenbruck et d'Alt-Rognitz où ils s'établirent eux-mêmes.

La 1re division de la garde, accourue à Parschnitz au bruit du canon, avait offert son concours au général Bonin. Celui-ci ne crut pas devoir l'accepter, les choses ayant pris alors une tournure favorable; et ces troupes s'éloignèrent dans la direction d'Eypel où, d'après l'ordre général de marche, elles devaient se porter ce jour-là. D'autre part, le premier corps n'avait pu se déployer, ni même guère s'avancer dans les défilés en deçà de Trautenau et de Parschnitz, pendant le long assaut du Kapellenberg et du Galgenberg où les assaillants, plus que décimés, avaient en outre entièrement épuisé les forces humaines.

Ce fut alors, c'est-à-dire vers trois heures et demie, que le général Gablenz fit un retour offensif avec les quatre brigades du dixième corps. La brigade

Grivicic attaquait la gauche des Prussiens vers Alt-Rognitz, la brigade Mondl leur front à Hohenbruck, la brigade Wimpffen leur droite du côté de Kaltenhof, et enfin la brigade Knebel apparaissait au loin, appuyant la brigade Wimpffen. Le général Bonin opposa vainement à l'ennemi toutes ses forces disponibles, à mesure qu'elles arrivaient de Parschnitz. L'offensive des Autrichiens, entreprise et poursuivie par le général Gablenz avec autant d'intelligence que d'énergie, aboutit, vers cinq heures, à la retraite des Prussiens sur toute la ligne de bataille.

Le premier corps regagna dans la nuit ses bivacs de la veille, vers Liebau et Schömberg. Cependant les Autrichiens, rentrés en possession de Trautenau, restèrent en deçà de l'Aupa, et c'est un point à noter; car si cette résolution du général Gablenz était marquée au coin de la prudence et conforme aux instructions de Benedek, qui recommandait aux chefs de corps de « courir sus partout à l'ennemi, » sans toutefois dépasser la frontière, il n'en est pas moins vrai qu'elle tourna singulièrement à l'avantage des Prussiens. Ce fut là, en effet, ce qui permit à la garde de dégager le premier corps dès le lendemain 28 juin, de reprendre ensuite avec lui la marche concentrique vers la ligne de l'Elbe et d'arriver enfin, le 3 juillet, sur le champ de bataille de Sadowa, assez à temps pour y frapper le coup décisif à Chlum. Rien ne prouve mieux qu'en guerre surtout, il n'y a point de petites erreurs : ce succès signalé n'aboutit qu'à un désastre parce qu'on n'avait pas su en tirer tout le parti nécessaire. A Trautenau, les Prussiens perdirent 56 officiers et 1,282 soldats.

Le fusil à aiguille fit un plus grand ravage encore dans les rangs du vainqueur.

Le 27 juin, il y eut enfin un engagement assez meurtrier, mais sans résultat appréciable, à Oswiecim, sur la frontière de la Haute-Silésie et de la Gallicie occidentale. Les petits corps détachés des généraux Stolberg et Knobbelsdorf engagèrent la lutte avec la brigade Trentinaglia. Les Prussiens passèrent la Vistule le matin pour aller inquiéter les Autrichiens sur leur extrême droite; ils rentrèrent le soir même dans leurs cantonnements.

Dans la nuit du 27 au 28 juin, le quartier général de la deuxième armée, établi à Hronow, reçut avis de l'échec essuyé la veille par le premier corps à Trautenau. Mais le prince royal ignorait que ce mouvement rétrograde l'avait ramené jusqu'à la frontière même, et il pensait que le général Bonin tenterait de nouveau de forcer le passage de Trautenau dès le 28 au matin. En conséquence, il expédia au corps de la garde, qui devait ce jour-là se porter par Eypel et Raatsch à Kaile, l'ordre de remonter au nord à partir de ce dernier point, vers Trautenau, si le premier corps s'y trouvait de nouveau engagé.

Au point du jour, le général prince de Wurtemberg, commandant de la garde, mit en marche la 2e division (général Plonski) de Kosteletz sur Eypel. Elle y rejoignit, vers huit heures du matin, la 1re division (général Hiller de Gœrtringen), arrivée la veille au soir de Parschnitz et déjà en mouvement vers Raatsch. A la même heure, les éclaireurs signalèrent de grandes masses ennemies à l'ouest, sur la route de Kœniginhof à Trautenau. En prévision d'un mou-

vement offensif des Autrichiens sur Eypel, la division Hiller se disposait à aller prendre une forte position derrière l'Aupa et le long de la route qu'elle avait suivie la veille, quand on reconnut que l'ennemi battait au contraire en retraite de Trautenau sur Kœniginhof.

C'était en effet le dixième corps qui se repliait sur le gros de l'armée autrichienne, le général Gablenz redoutant d'en être coupé sur son flanc droit par la garde prussienne. Le 27 au soir, il avait informé le maréchal Benedek du danger qui le menaçait de ce côté, en insistant pour qu'il fît fortement occuper Deutsch-Praussnitz, près de Kaile. Quatre bataillons furent dans ce but détachés du quatrième corps; mais au lieu de se porter sur le point menacé, ils s'en allèrent par erreur à Ober-Praussnitz, situé à quatorze kilomètres au sud-ouest de Deutsch-Praussnitz. D'ailleurs, ces quatre bataillons n'eussent pu arrêter la garde prussienne, ni préserver d'un désastre le dixième corps autrichien.

Le général Gablenz n'eut plus alors qu'un seul parti à prendre, celui d'une prompte retraite de Trautenau sur Deutsch-Praussnitz.

Les trois brigades Knebel, Mondl et Wimpffen s'ébranlèrent sur-le-champ, les équipages et la réserve d'artillerie marchant en tête; la brigade Grivicic, chargée de protéger cette retraite, fut dirigée par Alt-Rognitz sur les collines faisant face à Rudersdorf au sud-est. Les Prussiens s'étant rendu compte du mouvement ennemi prirent immédiatement l'offensive. Le général prince de Wurtemberg était d'ailleurs persuadé, comme le prince royal, que le général

Bonin s'était remis en marche sur Trautenau. Il n'en était pourtant pas ainsi : l'épuisement d'une partie des hommes et des chevaux, ainsi que le désordre inévitable d'une retraite opérée dans d'étroits défilés, avaient contraint le premier corps à demeurer ce jour-là dans ses bivacs de Liebau et Schömberg.

Trautenau et Parschnitz au nord, Deutsch-Praussnitz et Eypel au sud, forment un quadrilatère dont les côtés sont déterminés par quatre routes. C'est là que se livra la bataille de Soor, surtout dans la moitié méridionale de ce quadrilatère, entre Staudenz, Burkersdorf, Rudersdorf, Alt-Rognitz, Neu-Rognitz et Ober-Altenbuch.

L'action s'engagea vers neuf heures et demie par une violente canonnade entre la réserve de l'artillerie autrichienne qui avait atteint Burkersdorf sur la route de Trautenau à Kœniginhof, et les batteries de la division Hiller de la garde prussienne qui débouchait de Staudenz par la route d'Eypel à Deutsch-Praussnitz. Malgré la violence du feu, l'avant-garde s'avança, protégée par la hauteur des blés, jusqu'aux approches de Burkersdorf, en rejetant sur ce village la brigade Knebel. Le gros de la 1re division suivait ce mouvement. Quant à la division Plonski, elle était encore en arrière vers Raatsch, arrivant de Kosteletz par Eypel.

Cependant la brigade Mondl avait pris position à Neu-Rognitz, au nord de Burkersdorf, où se ralliait la brigade Knebel. La brigade Wimpffen, faisant un coude à droite en venant de Trautenau, était allée se placer à Ober-Altenbuch, en arrière de ces deux

brigades; enfin la brigade Grivicic marchait sur Rudersdorf.

Vers onze heures eut lieu simultanément une attaque furieuse des deux divisions de la garde sur Burkersdorf, Neu-Rognitz, Alt-Rognitz et Rudersdorf. Après une lutte acharnée et diverses alternatives de succès ou de revers partiels, les trois brigades autrichiennes qui combattaient sur le côté occidental du quadrilatère, le long de la route de Trautenau à Deutsch-Praussnitz, furent rejetées en complet désordre sur Pilnikau, Kaltenhof, Ober-Altenbuch et Soor. Quant à la quatrième, la brigade Grivicic, qui avait eu la retraite coupée, elle n'existait plus : une faible partie seulement put s'échapper par Pilnikau ; tout le reste fut tué, blessé ou avait mis bas les armes. Les Prussiens firent 3,000 prisonniers; ils prirent un drapeau, huit canons, une quantité de bagages. Le dixième corps était entièrement désorganisé. La garde perdit, en tués et blessés, 28 officiers et 685 soldats. Les Autrichiens évaluent leurs pertes à 102 officiers et 3,572 soldats. La 2e division occupa Trautenau le soir même, ouvrant ainsi au premier corps la route vers l'Elbe. La 1re division bivaqua à Burkersdorf, avec ses avant-postes vers Soor, au sud.

La nécessité de faire marcher le corps de la garde tout entier sur Trautenau, pour dégager le général Bonin, avait imposé au général Steinmetz une tâche singulièrement difficile dans cette même journée du 28 juin. La veille au soir, après la victoire de Nachod, le prince royal lui avait promis de faire appuyer le lendemain le cinquième corps par la 2e division de la garde ; mais cette promesse ne put être remplie.

Quant au sixième corps, il était encore en arrière à Lewin, dans le comté de Glatz. Le général Steinmetz ne pouvait donc compter que sur ses propres forces, auxquelles avait été adjointe, ainsi que je l'ai dit, la brigade Hoffmann. A ce moment, 70,000 Autrichiens, échelonnés entre Skalitz et Jaromir, pouvaient tomber sur lui.

A vrai dire, les troupes du général Ramming avaient été si maltraitées à Nachod, que le chef du sixième corps autrichien les déclarait hors d'état de repousser, le 28 juin, l'attaque des Prussiens. Le feldzeugmestre désigna donc le huitième corps pour défendre Skalitz en première ligne; le sixième corps fut ramené en arrière à Zagezd, et l'archiduc Léopold prit le commandement de ces deux corps. Le quatrième corps fut dirigé sur Dolan pour y remplacer le huitième. En sorte que trois corps ennemis auraient pu barrer la route de l'Elbe au général Steinmetz. Mais Benedek voulait toujours réserver le plus possible de ses forces pour une action décisive. En dépit de Nachod, il persistait à croire que rien n'était plus facile que d'arrêter l'armée de Silésie dans les défilés bohêmes. D'ailleurs, à cette date, il projetait encore un grand mouvement offensif contre la première armée et l'armée de l'Elbe sur l'Iser. Et voilà pourquoi la funeste présomption autrichienne achevant de l'aveugler, il n'opposa, le 28 juin, à la deuxième armée, que deux corps : le huitième qui fut cruellement atteint à Skalitz, et le dixième dont il ne resta, après la bataille de Soor, que trois brigades sur quatre, celles-ci même totalement désorganisées.

Au point du jour, l'archiduc Léopold passa l'Aupa avec trois brigades du huitième corps; la quatrième, la brigade Rothkirch, en avait été détachée pour garder le chemin de fer à Wildenschwerdt. La brigade Fragnern alla occuper les hauteurs au nord de Skalitz, où elle forma l'aile gauche. La brigade Kreyssern s'établit sur la route de Skalitz à Nachod, au centre de la position. Enfin la brigade Schultz, formant l'aile droite, se plaça au sud de la ville sur la ligne ferrée de Josephstadt et vers Spitta. La brigade Schindlœcker, de la cavalerie de réserve, renforçait l'aile gauche à Zlitsch.

En résumé, le général Steinmetz qui, ce jour-là, aurait pu avoir affaire à 70,000 hommes, n'avait devant lui que vingt-trois bataillons et dix-sept escadrons, avec quatre-vingt-huit bouches à feu. Ses forces étaient au moins égales en infanterie, sinon en cavalerie, et supérieures en artillerie, puisqu'il avait cent deux canons. Mais, à Skalitz comme à Nachod, il avait le désavantage de ne pouvoir les déployer que lentement, en avançant sur des chemins étroits, tandis que l'archiduc Léopold, libre de ses mouvements, avait placé les siennes dans des positions bien choisies pour la défensive.

Le cinquième corps, formé en deux colonnes, se mit en marche à sept heures du matin. La première colonne, composée de troupes de la 9e division (général Lœwenfeld) se dirigea au nord-ouest vers Studnitz, où était attendue la 2e division de la garde, annoncée depuis la veille. La seconde colonne s'avança à l'ouest vers Skalitz, par la route de Nachod; c'était la 10e division (général Kirbach). La brigade Hoffmann, dé-

tachée du sixième corps, fut laissée à Wisochow en arrière-garde.

Si l'ennemi se présentait en grande masse ou en cas d'échec à Skalitz, les deux divisions devaient se replier au nord, la 10e sur la 9e, et celle-ci sur la garde, vers Kosteletz, afin que le cinquième corps ne fût point, quoi qu'il arrivât, refoulé dans le défilé de Nachod. Par ces dispositions, le général Steinmetz faisait preuve d'un excellent coup d'œil militaire.

Vers onze heures ayant reçu la nouvelle que la garde, engagée entre Trautenau et Soor, ne pouvait lui venir en aide ce jour-là, il prit immédiatement l'offensive.

Tout le terrain accidenté qui s'étend vers l'Aupa, entre Kleny, Dubno, Starkoc et Zlitsch, fut promptement conquis sur la gauche autrichienne. Au centre, la brigade Kreyssern, étant sortie de Skalitz, ne trouva devant elle que quelques bataillons prussiens qui l'attendaient de pied ferme. Elle fut assaillie à courte distance par un feu tellement violent et rapide, qu'en voyant ses rangs décimés en quelques instants, elle tourna les talons et s'enfuit en plein désordre. Cependant la droite autrichienne occupait fortement les bâtiments de la gare au sud de Skalitz, ainsi que la chaussée ferrée où l'on avait accumulé des poutres formant parapet. En outre, quatre-vingts pièces d'artillerie couvraient d'obus et de mitraille les abords de Skalitz. C'était pourtant sur la ville même que devait se porter maintenant l'attaque décisive. Tandis que l'artillerie prussienne l'accablait sous le feu de quarante-huit pièces rayées; plusieurs détachements de la 10e division s'élancèrent à découvert pour emporter d'assaut la

chaussée et la gare. Ils n'y arrivèrent qu'en subissant des pertes énormes ; et là s'engagea un combat furieux à coups de fusil tirés à bout portant et à coups de baïonnette. La chaussée et la gare enlevées, la lutte se poursuivit de maison en maison, dans Skalitz même, jusqu'à sept heures du soir. Beaucoup de Prussiens y furent frappés par leurs propres obus.

Les Autrichiens expulsés de la dernière maison et pourchassés dans diverses directions jusqu'à Zagezd, Rzikow et au delà de Spitta, il fallut faire sortir de Skalitz les troupes du cinquième corps tellement elles s'y étaient mêlées et confondues. Le général Steinmetz établit ses bivacs au sud-est de la ville. Cette journée, plus meurtrière encore que celle de Nachod, avait coûté au cinquième corps 62 officiers et 1,303 soldats. Le 2e bataillon d'un régiment de grenadiers du roi avait laissé sur le terrain 306 hommes, à peu près le tiers de son effectif. Du côté des Autrichiens, les deux chefs des brigades Kreyssern et Fragnern se trouvaient parmi les morts; 6,000 hommes environ étaient tués, blessés ou prisonniers.

Le général en chef de la deuxième armée avait, le 28 juin, donné l'ordre au sixième corps de se joindre au cinquième par Nachod et Skalitz. Le général Steinmetz prit le commandement de ces deux corps, auxquels fut ajoutée une brigade de grosse cavalerie de la garde. Il laissa les troupes au repos pendant la matinée du 29, et, vers deux heures de l'après-midi, il poursuivit sa marche de flanc vers Gradlitz, à l'ouest.

Malgré les succès si éclatants de Nachod et de Skalitz, cette marche était pour lui pleine de périls, car il avait maintenant à sa gauche, au sud, le quatrième corps

autrichien, occupant Trzebeschow, Schweinschadel, Sebuc et les hauteurs en face de Miskoles et de Chwalkowitz vers Langwasser. Il fallait passer devant cette ligne ennemie en lui présentant le flanc gauche, et comme les jours précédents, par des chemins difficiles où les divisions, les brigades et même les régiments s'étendaient à l'infini en un mince cordon.

Le général Steinmetz, pour ménager ses forces, voulut éviter la lutte autant que possible ce jour-là.

Dans ce but, il fit remonter le gros de ses troupes vers Ratiboritz au nord, pour aller rejoindre ensuite, par Wetrnik à l'ouest, la route de Chwalkowitz à Gradlitz; en même temps, il détacha une brigade d'infanterie et une autre de cavalerie afin de couvrir sa gauche; elles devaient suivre le mouvement vers l'ouest par Zagezd et Miskoles, puis se rallier à Chwalkowitz. Ce détachement eut à soutenir un rude combat contre deux brigades du général Festetics à Schweinschadel et à Sebuc. Mais les Autrichiens, encore une fois repoussés, ne purent empêcher le général Steinmetz d'atteindre Gradlitz le soir même. Ils perdirent inutilement 37 officiers et 1,447 soldats, car ils n'avaient pu retarder, même d'une heure, les Prussiens dans leur marche vers l'Elbe. Ceux-ci eurent de leur côté environ 400 tués ou blessés.

Le même jour, le centre de la deuxième armée atteignit l'Elbe à Kœniginhof, où s'établit la 1re division de la garde venant de Burkersdorf. Son avant-garde eut un engagement devant cette bourgade et dans les rues mêmes, avec le régiment Coronini, du quatrième corps autrichien, qui y perdit son drapeau et 597 tués, blessés ou prisonniers. La 2e division de

la garde bivaqua à Rettendorf. Sur la gauche, à Gradlitz, arrivait par l'est le cinquième corps suivi du sixième; sur la droite, au nord-ouest, le premier corps, ayant enfin débouché de Trautenau, s'avançait par Pilnikau vers l'Elbe.

Enfin, le soir du 29 juin, la première armée et l'armée de l'Elbe occupaient Gitschin; en sortequeles deux ailes prussiennes allaient pouvoir non-seulement communiquer ensemble et agir de concert, mais menacer aussi de leurs feux croisés tout corps autrichien qui se trouverait, entre Gitschin et Kœniginhof, sur leur ligne de bataille.

Dès le lendemain, 30 juin, ce danger d'être pris entre deux feux s'accrut encore pour Benedek. Ce jour-là, en effet, Moltke envoya au prince Frédéric-Charles et au général Herwarth de Bittenfeld l'ordre de continuer leur mouvement en avant. La première armée et l'armée de l'Elbe devaient s'avancer sans s'arrêter dans la direction de Kœniggraetz. Déjà, avant d'avoir reçu cet ordre, le prince Frédéric-Charles s'était remis en marche vers Miletin et Horsitz, et le général Herwarth, plus au sud, dans la direction de Smidar. Ils s'étaient également mis en relation avec le prince royal par Arnau.

On a vu que Benedek se proposait encore, le 29 juin au matin, de prendre l'offensive contre l'aile droite prussienne sur la ligne de l'Iser vers Turnau. Il avait fait part de son projet au général Clam-Gallas et au prince royal de Saxe, en leur annonçant pour ce jour-là l'arrivée à Gitschin du troisième corps autrichien. C'est vraisemblablement aussi dans ce but qu'il avait amené le gros de son armée sur le plateau

de Dubenetz, vers le haut Elbe. Mais dans la journée du 29, lorsqu'il fut exactement renseigné sur les graves échecs essuyés par le huitième corps à Skalitz et par le dixième corps à Soor, il lui fallut renoncer à cette offensive; et voyant l'armée de Silésie tout entière concentrée sur le haut Elbe, il appela immédiatement à lui, de Gitschin, le premier corps et les Saxons. Ainsi s'expliquent, mais ne se justifient pas, les ordres contradictoires envoyés à Clam-Gallas à quelques heures d'intervalle.

Le 29 au soir, Benedek occupait, en face du prince royal, sur le plateau de Dubenetz, une très-forte position protégée par le fleuve à l'est et au nord; il reçut alors aussi, coup sur coup, la nouvelle de la défaite de Gitschin ainsi que celle de la marche du prince Frédéric-Charles et du général Herwarth de Bittenfeld sur Horsitz, Miletin et Smidar. Pour éviter une attaque simultanée sur son front, sur son flanc gauche et sur ses derrières, il fut forcé de déplacer de nouveau sa ligne de bataille et de la porter plus au sud.

Il commença ce mouvement rétrograde dans la nuit du 30 juin au 1er juillet, après avoir adressé à Vienne un télégramme ainsi conçu : « Le premier corps et les Saxons ont été refoulés; cet échec m'oblige à reculer moi-même dans la direction de Kœniggraetz. »

Le 1er juillet, la première armée se porta sur la ligne de Miletin, Horsitz, Gutwasser; l'armée de l'Elbe poursuivit également sa marche au sud-est, vers Smidar et la Bistritz. La deuxième armée resta devant l'Elbe, entre Kœniginhof et Gradlitz, le sixième corps se rapprochant du cinquième vers ce

dernier point, et le premier corps descendant de Pilnikau sur Ober-Praussnitz.

Quant à l'armée autrichienne, rejointe par le premier corps et les Saxons, elle s'échelonna, le 1er juillet, sur la ligne de Lubno, Dobalicka, Dohalitz, Nedelist, occupant ainsi, entre la Bistritz, l'Elbe et la Trotina, un arc de cercle dont le centre était à Kœniggraetz.

C'est à Kœniggraetz même, dans le faubourg de Prague, que le felzeugmestre établit son quartier général.

Le roi de Prusse se porta avec le sien du château de Sichrow à Gitschin, le 2 juillet. De ce côté, on ne savait rien de précis touchant les derniers mouvements de l'armée autrichienne; on ignorait sa concentration d'un jour sur le plateau de Dubenetz ainsi que sa marche rétrograde vers Kœniggraetz. Moltke pensait que Benedek l'attendait en arrière de l'Elbe et sur la rive gauche du fleuve, sa droite appuyée sur Josephstadt et sa gauche sur Kœniggraetz.

Il fallait avant tout s'assurer de la position des Autrichiens, et c'est dans ce but que ces ordres partirent d'abord, le 2 juillet, du grand quartier général de Gitschin : la première armée s'avancerait le lendemain pour reconnaître la ligne de l'Elbe entre ces deux places fortes; la deuxième armée resterait encore le 3 juillet sur la rive gauche du fleuve, en opérant des reconnaissances vers l'Aupa et la Métau; le premier corps seul passerait l'Elbe, le jour même, 2 juillet, en marchant sur Miletin en avant-garde pour relier la deuxième armée à la première. Enfin le général Herwarth de Bittenfeld devait s'avancer

par Chlumetz sur Pardubitz et s'y emparer des ponts, afin de couper de ce côté la retraite à l'armée autrichienne.

Ces ordres étaient à peine expédiés, quand arrivèrent de toutes parts des renseignements signalant de grandes masses ennemies, non pas sur la rive gauche, mais sur la rive droite de l'Elbe, entre ce fleuve et la Bistritz, au nord-ouest de Kœniggraetz.

Dès que l'on connut à Gitschin la position choisie par Benedek et dans laquelle le feldzeugmestre employait la journée du 2 juillet à faire exécuter des ouvrages militaires en vue d'une lutte décisive, Moltke, de son côté, soumettait sur-le-champ au roi l'ordre pour le lendemain d'une attaque générale des Autrichiens par les trois armées prussiennes. Il est à supposer que M. de Bismarck appuya cette résolution par des considérations politiques, car on venait de recevoir la veille, au château de Sichrow, la nouvelle de l'arrivée prochaine au grand quartier général de M. Benedetti, ambassadeur de France. Le roi prit son parti et la bataille de Sadowa fut décidée.

CHAPITRE XV

LA BATAILLE DE SADOWA

En arrivant à Gitschin, le 2 juillet, j'avais trouvé la ville encombrée de blessés, de prisonniers, de troupes en marche, pleine aussi de bruits contradictoires. On parlait d'une bataille imminente; on disait que le grand quartier général se porterait à Horsitz le soir même. Au milieu de cette confusion, ne voulant point demeurer en arrière, je me joignis à un convoi militaire, et fis route toute la nuit sur un chariot, exposé à une pluie battante. Au point du jour, le 3 juillet, à Horsitz, j'entrai dans la première maison ouverte. Là, succombant à la fatigue après trois nuits sans sommeil, je me couchai par terre tout mouillé et m'endormis profondément, la tête sur mon sac de voyage. Tout à coup vers huit heures du matin, le canon me réveille. Je déjeune d'un morceau de pain arrosé d'un verre d'eau claire; et m'étant informé de ce qui se passe, je n'apprends rien sinon que la lutte s'engage dans la direction de Sadowa. Je m'avançai à pied de ce côté, sur la grande route bordée de cerisiers qui part d'Horsitz et va à Kœniggraetz par Milowitz, Sadowa, Lipa, Rosberitz et Wsestar.

La pluie tombait; un épais brouillard enveloppait

le ciel et comme un rideau masquait l'horizon. Mais d'innombrables flammes rouges traversant ce rideau sombre annonçaient qu'une grande bataille était engagée. A droite, à gauche et en face de moi, tonnait une formidable artillerie. Si peu d'expérience que j'eusse de la guerre, je vis bien cependant que la première armée aurait un terrible combat à soutenir et je pressentis le danger qui la menacerait, si l'armée de Silésie n'accourait point à son aide. Le roi était arrivé vers huit heures sur la hauteur de Dub, avec le général Moltke et l'état-major général. On entreprit une reconnaissance des positions et des forces autrichiennes. Mais il ne fut pas possible de les reconnaître exactement à cause du brouillard entremêlé de pluie. Cependant le feu, éclatant sur beaucoup de points à la fois, faisait présumer que Benedek avait pris lui aussi ses dispositions pour livrer ce jour-là une bataille décisive.

Le 3 juillet au matin, plus de quatre cent mille hommes étaient en présence des deux côtés de l'Elbe et de la Bistritz. Pendant les dernières heures de la nuit, les armées ennemies avaient pris leurs positions de bataille.

Les Autrichiens occupaient tout l'espace compris entre l'Elbe à l'est, la Bistritz à l'ouest; Sadowa, Benatek, Horenowes, Racitz et la Trotina au nord; Nechanitz, Stézirck et Kœniggraetz au sud. Ce n'était donc pas sur la rive gauche de l'Elbe que Benedek attendait les Prussiens, ainsi que Moltke le supposait encore la veille, mais sur la rive droite, dans une position fortifiée par la nature : son centre assis sur les hauteurs de Chlum et de Lipa, son aile gauche ap-

puyée sur celles de Problus et de Prim. Son front était en outre protégé par la Bistritz et par des bas-fonds marécageux d'un passage difficile pour l'artillerie et la cavalerie, ses derrières par la place forte de Kœniggraetz, tandis que son aile droite était couverte par l'Elbe.

Cependant il semble qu'en choisissant ce champ de bataille, Benedek ait eu surtout en vue de repousser l'attaque de la première armée et de l'armée de l'Elbe et de les rejeter au nord-ouest, afin de prendre ensuite lui-même l'offensive de ce côté vers Gitschin et Turnau. C'était là son idée favorite; et il semble également que, le 3 juillet au matin, le feldzeugmestre ne se préoccupait pas beaucoup de l'armée de Silésie qui allait tomber sur son flanc droit. Il la savait séparée, au nord, par le haut Elbe, du champ de bataille; il ne prévoyait pas qu'elle pût franchir le fleuve, parcourir la distance entre le haut Elbe et Chlum, et arriver en temps opportun pour dégager la première armée prussienne et pour frapper un coup décisif sur le centre autrichien. De plus, si l'Elbe couvrait à l'est son flanc droit, qui d'ailleurs n'était point menacé de ce côté-là, mais au nord et au nord-est, il se rendait bien compte pourtant que le fleuve deviendrait, en cas d'insuccès, un obstacle et un péril pour l'armée autrichienne battant en retraite; aussi, quatre ponts de bateaux devaient être jetés sur l'Elbe : deux entre Lochenitz et Predmeritz et deux plus au sud, à Placka. Enfin, certaines dispositions prises par les commandants des deuxième et quatrième corps, contrairement à l'instruction pour la bataille donnée par Benedek le 2 juillet au soir, contribuèrent beaucoup

à rendre plus désastreux encore le défaut de prévoyance du feldzeugmestre à l'endroit de l'armée de Silésie.

D'après cette instruction, le quatrième corps devait prendre position entre Chlum et Nédelist, le deuxième corps, avec la 2e division de cavalerie légère, entre Nédelist, Lochenitz et l'Elbe, formant ensemble la droite autrichienne. Des ouvrages de défense pour l'artillerie et l'infanterie avaient été exécutés sur cette ligne dans la journée du 2 juillet. Cependant les commandants de ces corps d'armée, les généraux Festetics et Thun-Hohenstadt, ayant jugé que les hauteurs de Cistowes, Maslowed et Horenowes offraient de meilleures positions stratégiques, ils prirent sur eux d'aller les occuper. Par suite le front de bataille, de ce côté, s'étendit jusqu'à Racitz au nord-est, en une courbe très-allongée, au lieu de s'arrondir en un arc de cercle aboutissant à Nédelist et à Lochenitz sur l'Elbe.

Quant aux autres corps autrichiens, le troisième se déploya à la gauche du quatrième à Chlum et à Lipa; le dixième corps plus à l'ouest, vers Dohalitz, Dohalicka et Mokrowous, sa gauche appuyée à la droite des Saxons. Ceux-ci occupaient au point du jour la ligne des hauteurs entre Popowitz et Trésowitz jusqu'à la Bistritz; ils formaient la gauche autrichienne, tandis que les dixième et troisième corps étaient placés en première ligne au centre. La position des Saxons ayant été reconnue mauvaise à cause de la rareté des chemins, le prince royal de Saxe s'établit un peu en arrière au sud-est, entre Problus et Nieder-Prim. Le huitième corps, placé entre Ober-Prim et

Charbusitz, servait de réserve au corps saxon ainsi que la 1re division de cavalerie légère. Le premier et le sixième corps prirent position à Wsestar et à Rosnitz; les trois divisions de cavalerie de réserve à Swéti et à Briza; l'artillerie de réserve entre Wsestar et Swéti. Ces diverses troupes, concentrées sur un espace assez resserré au centre, derrière la première ligne de bataille et le long de la route de Horsitz à Kœniggraetz, composaient la réserve générale de l'armée. Si donc le centre paraissait avoir une solidité à toute épreuve, il n'en était pas de même des deux ailes, surtout de l'aile droite très-étendue au nord-est et reliée à l'Elbe par une seule brigade, la brigade Henriquez. On voit en outre qu'au lieu de former un demi-cercle entre Popowitz, Lipa, Chlum et Nédelist, comme l'avait ordonné Benedek, le 2 juillet, le front de bataille se prolongeait sur une ligne presque droite de Problus à Racitz par Lipa, Cistowes, Maslowed et Horenowes.

A partir de la Bistritz, monte en pente douce vers Kœniggraetz, au sud-est, un vaste plateau entrecoupé de ravins, parsemé de bois et de villages et que dominent les hauteurs de Lipa et de Chlum. Ces hauteurs n'étaient pas seulement défendues, en première et en deuxième ligne, par cinq corps d'armée, trois divisions de grosse cavalerie et les réserves d'artillerie; à ces forces considérables, ainsi qu'aux obstacles naturels, s'ajoutaient des ouvrages militaires pour rendre ce rempart inexpugnable. On avait déterminé les distances, fait des abatis, creusé des fossés pour les chasseurs, établi des retranchements pour l'infanterie et des épaulements pour l'artillerie,

surtout devant Lipa, Chlum et Nédelist. Enlever cette position de front, en perçant le centre autrichien, cela paraissait impossible, même au prix de sacrifices énormes. C'est pourquoi Moltke se décida pour une attaque lentement poursuivie au centre, en attendant que l'armée de Silésie et l'armée de l'Elbe eussent fait ployer les deux ailes autrichiennes.

Le grand péril pour les Prussiens, c'était d'avoir eux-mêmes leur centre percé par la masse des forces ennemies entre Mokrowous et Benatek, avant que l'armée de l'Elbe eût passé la Bistritz sur une seule ligne à Nechanitz, et que l'armée de Silésie eût franchi la distance qui séparait l'Elbe supérieur du champ de bataille. La première armée devait, elle aussi, traverser la Bistritz, puis marcher sur un terrain découvert et en beaucoup d'endroits impraticable pour l'artillerie; elle avait à combattre des forces très-supérieures occupant une position dominante, et pendant plusieurs heures il lui fallait avancer pas à pas sous les feux croisés de plus de deux cents canons. Son artillerie, retardée sur bien des points au passage de la rivière, ne pouvait agir en masse; la nature du sol et ses déclivités la plaçaient presque partout dans des conditions désavantageuses. Enfin, si le prince Frédéric-Charles était en mesure d'opposer des forces nombreuses à une offensive énergique des Autrichiens sur son centre, il était sérieusement menacé d'être tourné sur sa gauche sans pouvoir rien faire pour la défendre.

De ce côté, on n'avait de secours à attendre que de la deuxième armée. A vrai dire, on comptait sur ce secours-là.

On avait exactement calculé le moment où le prince royal entrerait en ligne. Dès la veille, le prince Frédéric-Charles l'avait prié d'appuyer son flanc gauche en faisant passer le haut Elbe par la garde ou par un plus grand nombre de troupes. En outre, l'ordre envoyé par Moltke, le 2 juillet, à onze heures du soir, au quartier général de l'armée de Silésie établi à Kœniginhof, portait ceci : « Votre Altesse royale voudra bien prendre sur-le-champ les dispositions nécessaires pour venir au secours de la première armée avec toutes ses forces, en se dirigeant sur le flanc droit de l'ennemi qu'elle trouvera probablement en marche, et en l'attaquant immédiatement. » Cet ordre parvint à quatre heures du matin au prince royal qui se mit, à l'instant même, en mesure de l'exécuter.

Le corps de la garde fut dirigé sur Jericek. La division Hiller partit de Kœniginhof et la division Plonski de Rettendorf entre sept et huit heures. Le cinquième corps se mit en marche de Gradlitz sur Choteborek. Le sixième corps était déjà en mouvement pour faire une démonstration sur Josephstadt en longeant la rive droite de l'Elbe, quand il reçut l'ordre de se porter sur Welchow. Ce corps était placé à l'extrême gauche de la grande armée prussienne; ayant acquis la certitude que la ligne de l'Aupa n'était plus occupée par les Autrichiens, il se dirigea immédiatement à l'ouest vers le champ de bataille, en marchant au canon. Quant au premier corps qui formait l'aile droite de l'armée de Silésie, il avait en partie passé l'Elbe dès la veille; dans la nuit du 2 au 3 juillet, le grand quartier général lui avait enjoint de se rassembler pour être prêt à se porter au secours

de la première armée. Il resta sous les armes, attendant les instructions du prince royal, et ne s'ébranla que vers neuf heures et demie dans la direction de Gross-Burglitz. Le défaut d'initiative du général Bonin mit en grand péril l'aile gauche de la première armée. C'est à lui en effet qu'incombait la tâche de fermer la brèche encore ouverte entre les deux ailes prussiennes; mais il arriva trop tard, et ce fut la division Hiller, de la garde, qui sauva la division Fransecky d'une destruction complète.

La première armée se mit en mouvement à six heures du matin pour aller prendre position sur la Bistritz. La division Fransecky qui occupait l'extrême gauche s'était portée pendant la nuit à Cerekwitz, d'où elle fit connaître sa situation périlleuse à la division Hiller à Daubrauwitz, en réclamant son appui. La division Horn, établie la veille à Milowitz sur la route de Sadowa à Kœniggraetz, se dirigea à dix heures du matin vers Klenitz. De là, elle se relia à gauche avec la division Fransecky. Sur la droite de ces deux divisions s'avançaient la division Herwarth marchant au nord de Stracow vers Mzan et Sadowa, et à côté de celle-ci, plus à l'ouest, la division Werder, de Psaneck par Lhota à Zawadilka. Les divisions Manstein et Tumpling, qui formaient la réserve, suivaient dans la direction de Klenitz le mouvement général de la première armée vers la Bistritz. L'artillerie de réserve se mettait en marche pour aller prendre position au nord-ouest de Sadowa. Enfin le corps de cavalerie, qui se trouvait à Gutwasser, au sud de Horsitz, fut chargé d'établir les communications entre la première armée et l'armée de l'Elbe.

Celle-ci avait marché une partie de la nuit vers la Bistritz, la division Munster par Podolib, la division Canstein par Neu-Bidsow et la division Etzel par Kobilitz. Toute l'armée de l'Elbe se portait sur Nechanitz, seul point où le passage de la Bistritz fût pour elle praticable. Son avant-garde l'atteignit à six heures et demie du matin et engagea immédiatement l'action avec les Saxons. Ceux-ci ne lui opposèrent point une résistance sérieuse à Nechanitz ; ils se retirèrent sur Lubno et Popowitz, puis sur Problus, centre de leur position. Les Prussiens réparèrent le pont sur la Bistritz et s'établirent solidement à Lubno ; ils s'emparèrent également de Kuncitz au sud de Nechanitz, puis de Hradek d'où les Saxons se replièrent sur Nieder-Prim. En sorte que le général Herwarth de Bittenfeld occupa bientôt, avec son avant-garde, à Lubno, à Hradek et sur les hauteurs situées entre ces deux localités, une forte position derrière laquelle l'armée de l'Elbe continuait de déboucher lentement par Nechanitz.

Tandis que la bataille s'engageait à la droite des Prussiens, entre l'armée de l'Elbe et les Saxons, au centre la première armée continuait d'avancer vers la Bistritz, son aile gauche en avant. A huit heures du matin, quand le roi Guillaume parut sur les hauteurs de Dub, à la tête de l'état-major général, le brouillard très-épais et par moment entremêlé de pluie, empêchait encore de reconnaître exactement la position de l'ennemi et de dénombrer ses forces. D'ailleurs, l'infanterie et la cavalerie autrichiennes étaient presque entièrement masquées aussi soit par les collines, soit par les bois où elles s'abritaient. Cependant le feu de l'artillerie qui, d'instant en instant, s'étendait davan-

tage sur la ligne de bataille, convainquit Moltke que Benedek l'attendait avec le gros de son armée sur les hauteurs de Lipa et de Chlum. En conséquence, il fut décidé que la première armée passerait la Bistritz avec lenteur et prudence, sans s'engager beaucoup au delà. Elle devait occuper les Autrichiens sur leur front et leur résister opiniâtrément s'ils prenaient l'offensive, mais attendre l'attaque de leurs ailes par l'armée de l'Elbe et par l'armée de Silésie avant de marcher elle-même résolûment sur leur centre.

Le prince royal ne pouvait entrer sérieusement en action avant onze heures et demie ou midi; il fallait plusieurs heures aussi au général Herwarth de Bittenfeld pour amener des forces suffisantes sur la rive gauche de la Bistritz par le défilé de Nechanitz, et refouler les Saxons à Problus et à Prim. Pendant ce temps le prince Frédéric-Charles allait avoir à supporter tout le fardeau de la bataille. C'est pourquoi il n'engagea que le moins possible de ses forces, laissant même mutiler sur place plusieurs de ses régiments, afin d'être toujours en mesure de résister à une attaque en masse de l'armée autrichienne. En prenant les choses au pire, c'est-à-dire la première armée tournée sur son aile gauche, la division Fransecky détruite, la division Horn dispersée, les divisions Herwarth et Werder refoulées, Benedek se fût heurté contre une seconde ligne prussienne formée par les divisions Manstein et Tumpling, ainsi que par le corps de cavalerie et par l'artillerie de réserve; et il eût couru le danger d'être lui-même assailli sur ses deux flancs, à gauche par l'armée de l'Elbe, et à droite par l'armée de Silésie, lesquelles se rapprochaient d'heure en

heure entre la Bistritz et le haut Elbe. Il suffisait donc que le prince Frédéric-Charles se maintînt sur la Bistritz, même sans avancer d'une semelle, pour que le péril de la première armée diminuât à mesure que le prince royal et le général Herwarth de Bittenfeld s'avançaient vers le centre autrichien par une double marche de flanc. Et quand bien même les Prussiens eussent été contraints de reculer au centre, à moins d'une panique soudaine et d'une déroute complète dans leurs rangs, l'entrée en action des ailes eût sans doute rétabli promptement leurs affaires en menaçant même l'armée autrichienne de se trouver enveloppée par les feux croisés de leurs trois armées.

Pour moi, témoin oculaire de la bataille, c'est donc une opinion erronée que celle qui s'est accréditée et d'après laquelle le centre des Prussiens aurait été exposé à un complet désastre et le succès de la journée non-seulement compromis, mais un moment même perdu pour eux. Tout ce qu'on a dit d'un mouvement rétrograde du prince Frédéric-Charles est absolument faux. Un pareil mouvement n'aurait pu s'opérer sans que je le visse de l'endroit où je me trouvais sur la route de Horsitz à Kœniggraetz par Sadowa ; j'y eusse inévitablement été emporté moi-même. J'affirme que la première armée s'avança incessamment ou qu'elle se maintint dans les positions qui lui avaient été assignées, et sous un feu terrible. Seule, la division Fransecky, après avoir enlevé le bois de Maslowed et l'avoir héroïquement défendu pendant plusieurs heures contre un adversaire quatre fois plus nombreux, se vit contrainte à se replier sur Benatek vers une heure et demie et quand elle

eut perdu le quart de son effectif. Mais à ce moment déjà, la brèche était fermée entre la première armée et la deuxième, la garde marchait sur Chlum et envoyait des détachements au secours de la division Fransecky, les Autrichiens étaient forcés de renoncer à leur offensive contre le prince Frédéric-Charles et de se replier eux-mêmes sur leur centre et sur leur droite pour faire face au prince royal; car derrière le corps de la garde et le sixième corps qui avaient alors dépassé Horenowes et Sendrasitz, s'avançaient rapidement dans la direction d'Horenowes, Maslowed et Chlum, le premier corps et le cinquième. Le prince Frédéric-Charles n'était donc plus menacé d'être tourné sur sa gauche; et si les divisions de son armée placées en première ligne avaient cruellement souffert, surtout la division Fransecky dont un régiment, le 26e, laissait 735 de ses hommes parmi les morts et les blessés du bois de Maslowed, il n'avait pas jugé pourtant le péril assez extrême pour engager un seul bataillon de sa réserve.

Le plan stratégique de Benedek à Sadowa était essentiellement conçu en vue de la défensive et contre une attaque des Prussiens de la première armée et de l'armée de l'Elbe. Il s'était établi à Lipa et à Chlum dans une position dominante, défendue par une artillerie formidable, d'où il croyait pouvoir défier tous les assauts. Mais il n'avait rien combiné, rien imaginé en vue de l'offensive. Pour frapper un coup décisif sur le centre prussien, il eût dû, dès l'aube du 3 juillet, descendre des hauteurs de Lipa et de Chlum, et, laissant à sa gauche les Saxons et le huitième corps aux prises avec l'armée de l'Elbe, tomber lui-même, avec

le gros de l'armée autrichienne, sur la première armée prussienne, afin de la refouler au nord-ouest avant que l'armée de Silésie eût pu atteindre le champ de bataille. S'il ne prenait pas ce parti-là, le nombre de ses ennemis allait inévitablement s'accroître d'heure en heure et s'élever au double avant la fin de la journée. Mais le feldzeugmestre, il y faut insister, n'avait rien ordonné ni rien conçu en vue d'une pareille attaque à diriger contre le prince Frédéric-Charles, dans la matinée du 3 juillet et tandis que le prince royal était encore éloigné du champ de bataille. Il s'était retranché dans une sorte de forteresse naturelle, il l'avait armée de canons et il était résolu à s'y défendre à outrance, mais voilà tout. Dès lors le prolongement jusqu'à Racitz, donné malgré lui à sa ligne de bataille par les commandants des deuxième et quatrième corps, était une faute très-grave ; en effet, l'aile droite, singulièrement affaiblie par son extension même, devenait un moindre obstacle pour l'armée de Silésie, et par suite aussi le centre à Chlum cessait d'être inabordable par le nord-est.

Une autre faute, ce fut l'attaque obstinément poursuivie contre l'extrême gauche de la première armée. Les Autrichiens engagèrent successivement dans le combat de Maslowed plusieurs brigades et plus de trente mille hommes sans résultat possible. Refouler, anéantir même la division Fransecky, cet avantage partiel ne pouvait exercer une influence décisive sur l'issue de la bataille. C'était, comme je l'ai dit, la première armée tout entière qu'il eût fallu rejeter au nord-ouest avant l'arrivée de la deuxième. Pour cela, quarante mille hommes ne suffisaient évidemment

pas. La grande masse des forces autrichiennes, descendant des hauteurs de Lipa et de Chlum, dès l'aube, eût seule pu entreprendre une pareille tâche, qui devait être achevée avant midi. Du moment qu'on était décidé à la défensive, toute offensive partielle était une faute éminemment regrettable, puisqu'elle ne pouvait aboutir qu'à une perte inutile d'hommes.

Une rapide esquisse de l'action mettra mieux en lumière ces quelques points de stratégie, que je signale ici parce qu'ils me sont entrés dans l'esprit par les yeux, le 4 juillet, tandis que je parcourais le champ de bataille.

J'ai montré l'armée de l'Elbe passant la Bistritz sous la protection de son avant-garde, qui occupait Lubno et Hradek ainsi que les hauteurs intermédiaires. Remontons maintenant la Bistritz à gauche, vers le nord, pour assister à l'entrée en ligne de la première armée. Le corps de cavalerie, qui faisait partie de la réserve générale de l'armée, avait reçu à Gutwasser l'ordre d'établir les communications entre le prince Frédéric-Charles et le général Herwarth de Bittenfeld. Il se porta à Sucha. L'une de ses divisions se détacha par erreur de ce point vers le sud pour aller appuyer l'armée de l'Elbe; l'autre division fut alors dirigée à l'est vers Sadowa. Par suite de ce faux mouvement, la moitié de la cavalerie de réserve fit défaut au moment de la poursuite.

Au nord de Sucha, la division Werder et la division Herwarth s'avançant vers la Bistritz à huit heures du matin, l'une de Zawadilka et l'autre de Mzan, engagèrent des combats d'artillerie avec les batteries autrichiennes des troisième et dixième corps postées

sur les hauteurs de Strésetitz, Langenhof et Lipa. Les batteries prussiennes eurent beaucoup à souffrir dans les bas-fonds de la Bistritz. Beaucoup d'entre elles, appuyées par des détachements d'infanterie, n'en continuèrent pas moins à se rapprocher des positions ennemies, si bien que les postes avancés du dixième corps durent se replier sur son centre entre Langenhof et Strésetitz. La division Werder, passant la Bistritz à neuf heures et demie, se porta sur Mokrowous et Dokalicka qu'elle enleva sans rencontrer une forte résistance. Son avant-garde s'élança vers Langenhof; mais elle fut arrêtée à mi-chemin par le feu de l'artillerie autrichienne. En même temps, la division Herwarth atteignit le bois de Sadowa, puis, au delà de la rivière, Dohalitz et Dobalicka, où elle rejoignit la division Werder. Le passage de la Bistritz n'avait pas été plus sérieusement disputé de ce côté par les Autrichiens que par les Saxons à Nechanitz; mais leur artillerie faisait un grand ravage dans les rangs des deux divisions. Des batteries prussiennes cherchèrent à la prendre en flanc, en poussant une pointe vers Trésowitz; elles durent se retirer promptement des bas-fonds pour échapper à une destruction complète.

A Sadowa, sur la route de Horsitz à Kœniggraetz, nous trouvons la division Horn reliée par sa droite à la division Herwarth et par sa gauche à la division Fransecky. Là-bas, au nord-ouest de Sadowa, est la hauteur de Dub, où le roi de Prusse assiste à la bataille, ayant à ses côtés les deux hommes qui l'ont décidé à risquer un si terrible enjeu, le général Moltke et M. de Bismarck. De la hauteur de

Dub, le regard, en se dirigeant vers l'est en ligne droite, rencontre un autre point culminant : c'est la hauteur d'Horenowes; et ici se dressent deux tilleuls séculaires, pareils à deux géants dominant tout le champ de bataille. Le roi, le général Moltke, tous les officiers et tous les soldats de la première armée les interrogent incessamment; car sous ces arbres passe une route, et par cette route accourt la garde. Mais au fond du ciel sombre qui s'appesantit sur l'horizon, la hauteur d'Horenowes leur apparaît maintenant comme une citadelle infranchissable, élevée par le destin contraire devant l'armée de Silésie. Les innombrables flammes rouges projetées dans le brouillard par les canons ennemis ajoutent à cette illusion, et l'impatience de l'attente, croissant avec le péril, la rend d'abord d'heure en heure plus pénible, et bientôt de minute en minute plus poignante. Quoique désintéressé dans la lutte, j'ai partagé cette angoisse de cent mille hommes. C'était comme un poids écrasant sur toutes les poitrines. Je dois ajouter que le moral des troupes n'en fut pourtant pas un seul instant ébranlé; et ici encore une fois les faits sont plus éloquents que les paroles.

A huit heures du matin, la division Horn s'était portée de Klenitz sur Sowetitz, en tournant la hauteur de Dub et le Roskosberg. Son avant-garde, trouvant Sadowa occupé par l'ennemi, avait engagé avec lui un combat de tirailleurs. Bientôt son artillerie ouvrit le feu contre celle des brigades Prohazka et Appiano du troisième corps autrichien, laquelle s'était avancée devant Lipa, au nord de la route de Sadowa à Kœniggraetz. La division Horn commença à passer la Bistritz, et plu-

sieurs de ses bataillons occupèrent le bois de Sadowa sans résistance sérieuse. La brigade Prohazka, foudroyée par les batteries prussiennes, avait battu en retraite sur Lipa. Mais dès que le vainqueur, emporté par ce succès, voulut dépasser la lisière méridionale du bois, il y fut accueilli à son tour par une épouvantable canonnade partant de toutes les hauteurs entre Lipa et Strésetitz. La division reçut l'ordre de ne point se hasarder plus avant, mais de tenir sans rompre d'une semelle et à tout prix dans cette position, où, selon l'expression pittoresque d'un de ses défenseurs survivants, « la mort tombait dru comme grêle. » Pendant six heures, en effet, de neuf heures du matin à trois heures de l'après-midi, ce fut dans le bois de Sadowa un ouragan de boulets et d'obus déchaîné par cent cinquante canons du troisième corps et de l'artillerie de réserve.

Une tâche plus rude encore était imposée à la division Fransecky, qui, sans autre secours que deux bataillons de la division Horn, eut à repousser, de neuf heures du matin à deux heures de l'après-midi, les attaques réitérées du quatrième corps autrichien tout entier, appuyé par le deuxième ainsi que par des détachements du troisième et même par deux bataillons du huitième. Le prince Frédéric-Charles s'avançant vers la Bistritz, sa gauche en tête, ce fut la division Fransecky qui entra la première en action. Dès sept heures et demie du matin, l'avant-garde de celle-ci, après avoir traversé la Bistritz, se porta sur Benatek dont elle s'empara. Sans se laisser arrêter par le feu très-meurtrier des batteries du quatrième corps postées sur les hauteurs d'Horenowes et de Maslowed, elle

dépassa Benatek en flammes et atteignit bientôt la lisière d'un grand bois, dominé par une sorte d'escarpement naturel qui s'avance au nord-est en forme de bastion. Ce bois, situé à la sortie occidentale de Maslowed, était occupé par la brigade Brandenstein du quatrième corps, laquelle s'y était fortement retranchée derrière des abatis et en mettant à profit de nombreux accidents de terrain.

Tandis que le gros de la division se déployait derrière Benatek, ses premiers détachements s'élançaient à l'assaut du bois de Maslowed et forçaient l'ennemi à se retirer sur Cistowes. Une partie des assaillants, dépassant la lisière méridionale, poussa la poursuite jusqu'à l'entrée du village; d'autres enlevèrent l'escarpement naturel au nord-est; un certain nombre enfin continuaient de livrer des combats partiels dans l'intérieur du bois à ceux de ses défenseurs qui n'avaient pas suivi le mouvement en retraite de la brigade. Quarante pièces autrichiennes les accablaient les uns et les autres de leurs projectiles. Dix-huit pièces prussiennes seulement ripostaient à cette artillerie qui allait bientôt doubler et tripler, car le quatrième corps tout entier s'avançait et le deuxième s'ébranlait également pour l'appuyer dans son offensive. Plus de quarante mille hommes avec plus de cent canons marchaient contre la division Fransecky, qui n'avait à leur opposer que ses douze bataillons et ses vingt-quatre pièces. La division Horn ne lui avait pas encore envoyé deux de ses bataillons.

C'était là une situation éminemment critique pour les vaillantes troupes placées en quelque sorte en

corps perdu à l'extrême gauche de la première armée, car elles n'avaient de secours à attendre que de l'armée de Silésie, et elles étaient menacées d'une destruction complète avant que le prince royal leur vînt en aide. Le prince Frédéric-Charles ne pouvait rien faire pour elles, ayant à conserver intacte toute sa réserve, afin de l'opposer au besoin à une attaque générale de l'ennemi contre son centre. Mais le péril imminent de la division Fransecky ne s'étendait point à la première armée tout entière. Celle-ci n'eût été sérieusement exposée elle-même que si un obstacle infranchissable se fût élevé devant l'armée de Silésie accourant au canon, de manière à empêcher le prince royal d'atteindre en temps utile le champ de bataille et d'opérer une diversion sur le centre de Benedek ainsi que sur sa droite. Or, cet obstacle n'existait pas, rien n'avait été tenté pour le créer ; et maintenant, la position des corps d'armée sur le champ de bataille, la façon dont ils se trouvaient engagés semblaient mettre au défi le génie de la stratégie lui-même de faire surgir un pareil obstacle. Entre l'Elbe et Racitz, il n'y avait qu'une brigade d'infanterie et une division de cavalerie pour couvrir sur la Trotina l'extrême droite autrichienne ; et voici que le deuxième corps, qui suivait le quatrième dans sa marche sur Maslowed à l'ouest, affaiblissait encore l'aile droite en s'éloignant de l'Elbe, comme si une sorte de fatalité eût poussé les Autrichiens à ouvrir eux-mêmes la route de Chlum par Racitz, Sendrasitz et Nédelist devant l'armée de Silésie, et particulièrement au sixième corps prussien accourant par Welchow et Habrina.

Suivons maintenant le quatrième corps et le deuxième

dans leur mouvement offensif contre la division Fransecky. La brigade Fleischhacker du quatrième corps se trouva la première engagée en marchant sur Cistowes. La lutte continuait dans ce village entre des bataillons du troisième corps qui l'occupaient et les détachements prussiens débouchant du bois de Maslowed au sud. La brigade Fleischhacker fit une vigoureuse attaque en ramenant au feu une partie des fuyards de la brigade Brandenstein. Les Autrichiens se remirent en possession de Cistowes; les Prussiens repassèrent la lisière méridionale du bois. Il était neuf heures et demie, et à partir de ce moment la lutte devint acharnée.

D'une part, le général Festetics, commandant du quatrième corps, était grièvement blessé; le général Thun-Hohenstadt, commandant du deuxième, était contusionné à la tête; de l'autre, le général Fransecky avait eu son cheval tué sous lui, puis il avait failli être fait prisonnier. Une compagnie, la 8e du 27e régiment prussien, avait perdu tous ses officiers et son sergent-major.

Des deux côtés, on comprenait que l'heure décisive de cette grande guerre allait sonner, et on se signalait par un égal mépris de la mort. Mais six mille Prussiens se trouvaient alors aux prises, dans le bois de Maslowed, avec dix-huit mille Autrichiens, car les brigades Pœckh et archiduc Joseph du quatrième corps venaient d'entrer en action. En artillerie, l'écart était plus excessif encore : dix-huit canons prussiens seulement répondaient au feu de quatre-vingt-seize pièces autrichiennes. Bientôt aussi les brigades Thom et Wurtemberg du deuxième corps se déployèrent

entre Horenowes et Maslowed, tandis que la brigade Saffran du même corps continuait à marcher sur ce dernier village.

Pour faire face à cette masse d'ennemis qui menaçait de l'écraser, le général Fransecky dut engager jusqu'à son dernier soldat de réserve. En voyant la division Horn défiler sur sa droite, au bois de Skalka, il lui demanda du secours et obtint d'elle deux bataillons, qui portèrent à quatorze bataillons avec vingt-quatre pièces les seules forces disponibles de ce côté jusqu'à l'arrivée de l'armée de Silésie. Or, maintenant que le deuxième corps entrait en action à côté du quatrième, les Prussiens avaient devant eux quarante bataillons en première ligne, onze bataillons en réserve, avec cent vingt-huit pièces déjà au feu, et vingt-quatre pièces prêtes à agir d'un moment à l'autre.

Il y avait là de quoi ébranler le plus mâle courage; mais le général Fransecky, ses officiers et ses soldats, étaient à la hauteur du péril. Les chefs combattaient partout au premier rang, animant leurs hommes par leur exemple et leur faisant comprendre que l'armée tout entière attendait d'eux un suprême sacrifice.

L'attaque générale du bois de Maslowed commença vers dix heures et demie. La brigade Pœckh, ayant derrière elle la brigade archiduc Joseph, en deuxième ligne, se porta sur la partie orientale du bois; la brigade Saffran, appuyée par la brigade Wurtemberg, se dirigea du même côté, mais plus au nord et à la droite des précédentes. Sur la lisière méridionale ainsi qu'à l'intérieur du bois, la lutte continuait toujours aussi furieuse, disproportionnée par le nombre,

mais égalisée dans une certaine mesure par le terrible fusil à aiguille, entre des compagnies prussiennes disséminées, réduites de moitié, ou même des pelotons formés de soldats épars, combattant sans chefs, et des détachements des brigades Fleischhacker, Brandenstein et Appiano.

Cependant la première attaque de la brigade Saffran fut repoussée ; celle de la brigade Pœckh ne réussit guère mieux ; mais la deuxième ligne autrichienne, revenant alors à la charge avec la première, les Prussiens, sauf ceux qui s'étaient solidement établis dans une grande ferme près de Cistowes, furent partout refoulés sur l'escarpement naturel qui s'avance en forme de bastion au nord-est du bois.

Il était onze heures, et voici qui peut donner une idée de cette effroyable mêlée : la 8e compagnie du 26e régiment prussien, perdit en quelques instants quatre-vingt-deux officiers et soldats. Cependant le major de Burg, aide de camp du prince royal, était accouru pour annoncer l'arrivée prochaine de la garde. La bonne nouvelle se répandit, rapide comme l'éclair, dans les rangs mutilés. Le général Fransecky, au milieu de ses bataillons confondus les uns dans les autres, attendit de pied ferme, sur le bastion septentrional, le dernier assaut de l'ennemi.

L'attaque eut lieu simultanément au sud et à l'est. La brigade Thom appuyait ce retour offensif des brigades Saffran, Wurtemberg, Poeckh et des autres brigades jusqu'alors engagées dans le bois ou sur sa lisière méridionale. En même temps des détachements autrichiens, tournant le bois au nord-est, s'avançaient rapidement sur le chemin de Benatek.

Cette fois il fallut céder au nombre; mais on ne recula que lentement, pas à pas, et en disputant le terrain par une série de retours offensifs. Les bataillons prussiens opéraient leur retraite sur Benatek qu'ils occupèrent solidement, lorsque, entre une et deux heures, on vit que l'ennemi ne poussait pas plus avant son attaque. Bientôt même se dessina un mouvement de recul dans les deuxième et quatrième corps. Le général Fransecky reforma immédiatement ses bataillons devant Benatek, et, sur son ordre, l'artillerie de la division se mit à canonner les Autrichiens qui se repliaient vers Chlum et Nédelist. Des détachements prussiens, qui s'étaient obstinément maintenus sur la lisière du bois de Maslowed au nord-ouest, se reportèrent en avant; et ceux qui, depuis le matin, occupaient des bâtiments de ferme devant Cistowes, voyant leurs frères d'armes de la garde s'élancer à l'assaut de ce village, coururent se joindre à eux en poussant des hourras.

La division Fransecky avait héroïquement accompli sa tâche. Entre la première armée et la deuxième la jonction était faite. L'apparition de la garde sur la hauteur d'Horenowes et celle du sixième corps à Racitz avaient contraint les Autrichiens à renoncer à leur offensive contre la gauche du prince Frédéric-Charles, et cela au moment même du succès. Ils étaient forcés maintenant d'opérer, en face des cent mille hommes du prince royal, une marche de flanc des plus périlleuses pour aller occuper sur la ligne de Chlum, Nédelist, et Lochenitz, les positions défensives qui avaient été primitivement désignées aux quatrième et deuxième corps. Le moment approchait où la faute que j'ai

signalée, celle de l'extension du front de bataille jusqu'à Racitz, encore aggravée par la marche de ces deux corps sur le bois de Maslowed à l'ouest, allait avoir ses effets désastreux. Mais avant d'en présenter le tableau, en même temps que celui des exploits de la garde prussienne et du sixième corps qui accouraient en tête de l'armée de Silésie, il me faut indiquer sommairement les opérations des autres divisions de la première armée pendant le mémorable combat de la division Fransecky, ainsi que les avantages obtenus par l'armée de l'Elbe sur l'aile gauche autrichienne.

J'ai montré la division Horn occupant le bois de Sadowa et s'y maintenant, au prix de pertes énormes, sous une grêle de projectiles qui tombait incessamment des hauteurs de Lipa, Langenhof et Strésetitz. A sa droite, les divisions Herwarth et Werder avaient solidement occupé la Bistritz et les villages en avant de cette rivière, notamment Dohalitz, Dohalicka et Mokrowous, où elles avaient aussi cruellement à souffrir. Le bas-fond de la Bistritz et le terrain en grande partie découvert qui monte en pente douce vers les hauteurs au sud-est, étaient criblés de boulets et d'obus par deux cents pièces autrichiennes. Malgré de grands efforts d'intelligence et de bravoure, l'artillerie prussienne, soit celle des trois divisions du centre, postée sur la Bistritz entre Mokrowous et Sadowa, soit celle de la réserve, d'abord partiellement déployée entre Dub et Sadowa puis vers Cistowes, ne soutenait point la lutte avec succès. La plupart des batteries, séparées par la rivière de leurs caissons de réserve, avaient beaucoup de peine à s'approvisionner. Celles qui essayaient d'avancer sans s'abriter derrière quelque pli de ter-

rain étaient promptement désorganisées par l'artillerie ennemie, non moins bien commandée et servie qu'outillée. Il eût fallu pouvoir agir par grande masse; mais outre qu'une partie des batteries se trouvait encore en deçà de la Bistritz, celles qui se seraient portées en avant eussent dû être appuyées par de forts détachements de cavalerie et d'infanterie, et ceux-ci se fussent exposés, sous cette pluie de fer, à une destruction inévitable. D'ailleurs, dans le plan de Moltke, la tâche n'était pas assignée au prince Frédéric-Charles de forcer le centre des Autrichiens, mais de les occuper sur leur front en résistant opiniâtrément à toute offensive de leur part, jusqu'au moment où les progrès du prince royal et du général Herwarth de Bittenfeld se seraient assez prononcés aux deux ailes pour permettre l'attaque simultanée et concentrique des trois armées prussiennes contre la position de Lipa et de Chlum où devait se décider la bataille. Voilà ce qui obligea la première armée à se maintenir pendant plus de cinq heures dans le bois de Sadowa et le long de la Bistritz jusqu'à Mokrowous sous un feu épouvantable, sans qu'il lui fût permis d'avancer ou de reculer d'une semelle.

La division Horn qui occupait le bois de Sadowa fut particulièrement éprouvée; à midi les pertes étaient telles qu'il fallut la faire appuyer par une partie de la division Herwarth. A plusieurs reprises, des détachements tentèrent de dépasser la lisière méridionale du bois; mais dès qu'ils marchaient à découvert, ils tombaient par rangs entiers sous les coups de l'ennemi. Derrière les arbres ou les accidents de terrain, le soldat était frappé par des éclats d'obus. La position

n'était pas tenable; il fallait pourtant s'y maintenir à tout prix dans une inaction plus terrible que la lutte corps à corps, car on mourait là sur place, par centaines, sans pouvoir même disputer sa vie. De ce côté donc, comme au bois de Maslowed, les Prussiens de la première armée se signalèrent par une grande énergie morale.

A midi, en prévision d'une attaque sérieuse des Autrichiens contre son centre, le prince Frédéric-Charles fit avancer sa réserve vers la Bistritz. La division Manstein passa la rivière à Unter-Dohalitz, la division Tumpling au pont de Sadowa. Celle-ci s'établissait en arrière du bois de Sadowa lorsque, entre une et deux heures, l'archiduc Ernest, commandant du troisième corps autrichien, commença de sa propre initiative un mouvement offensif. Il reçut bientôt de Benedek un ordre contraire, mais déjà la brigade Kirchberg s'était engagée. Les détachements prussiens qui occupaient le bois de Sadowa se précipitèrent sur elle, mirent le désordre dans ses rangs et la forcèrent à se replier sur le gros du corps, vers Lipa. D'ailleurs l'approche de l'armée de Silésie, aussi bien que la défense du feldzeugmestre, contraignit alors l'archiduc Ernest à abandonner son projet d'une offensive contre le centre prussien.

Reportons-nous maintenant à l'armée de l'Elbe. Nous avons laissé le général Herwarth de Bittenfeld occupant avec son avant-garde une forte position à Lubno, sur la rive gauche de la Bistritz. Les divisions de l'armée de l'Elbe, obligées de passer toutes les trois par le défilé de Nechanitz, avançaient péniblement sur des chemins détrempés, effondrés; elles ne pou-

vaient se déployer que successivement pour attaquer l'armée saxonne. Celle-ci, se retirant de Popowitz et de Trésowitz, était allée s'établir sur les hauteurs de Problus, avec son centre à Problus même, sa droite vers Strésetitz, où elle se reliait au dixième corps autrichien, et sa gauche vers Nieder-Prim ; de ce côté, le huitième corps autrichien, posté dans le bois de Stézirek et vers Charbusitz, devait appuyer les Saxons, tandis que la première division de cavalerie légère, renforcée par une brigade de cavalerie saxonne, inquiéterait les Prussiens sur leur droite.

Séparé du prince Frédéric-Charles par tout l'espace compris entre Lubno et Mokrowous, le général Herwarth de Bittenfeld reconnut que ce qu'il avait de mieux à faire pour dégager la première armée menacée par le gros des Autrichiens, c'était d'attaquer résolûment leur aile gauche à Problus. En conséquence, il résolut d'enlever cette position austro-saxonne et de marcher ensuite de là directement sur Chlum.

Cependant la hauteur de Problus, défendue par vingt-cinq mille braves soldats ainsi que par une nombreuse et excellente artillerie, était d'autant plus difficilement abordable de front que l'armée de l'Elbe tout entière, infanterie, cavalerie, artillerie, ne pouvait déboucher que par le seul défilé de Nechanitz. Le général Herwarth de Bittenfeld se décida pour une double attaque de flanc. Après avoir réuni à Lubno autant d'artillerie que possible, il ordonna à la division Canstein, qui marchait en tête, de se porter au sud-est sur Ober-Prim par Hradek déjà occupé par l'avant-garde ; la division Munster, qui suivait de près

la division Canstein, devait se diriger au nord-est sur Problus en tournant la hauteur et le bois de Popowitz; enfin la division Etzel, qui venait la dernière, formerait la réserve. Ces dispositions prises, tandis qu'une moitié de l'avant-garde allait occuper le bois de Popowitz pour y attendre la division Munster et lui ouvrir le chemin de Problus, l'autre moitié marcha résolûment vers Neu-Prim qu'elle occupa sans résistance. Mais ayant dépassé ce hameau à l'est, ces faibles détachements se heurtèrent dans le bois de Stézirek contre le huitième corps autrichien. Au même instant s'avançait la 4e brigade saxonne. Les Prussiens furent violemment rejetés sur Hradek et Jehlitz.

La 2e brigade saxonne vint alors appuyer la 4e dans son mouvement offensif, et le prince royal de Saxe demanda instamment au général Weber, qui avait remplacé l'archiduc Léopold à la tête du huitième corps, d'empêcher que les Saxons ne fussent débordés par l'ennemi sur leur gauche. Deux brigades autrichiennes s'avancèrent d'Ober-Prim à l'ouest, pour seconder dans leur attaque les deux brigades saxonnes.

Il était environ deux heures. Les Saxons et les Autrichiens marchaient de Nieder et Ober-Prim contre la division Canstein, ou du moins contre ceux de ses détachements qui occupaient Hradek, Neu-Prim et la partie occidentale du bois de Stézirek; car plusieurs bataillons, l'artillerie, ainsi que la brigade de cavalerie Goltz, adjointe à la division Canstein, étaient encore en arrière. L'action s'engageait sur toute la ligne, quand un régiment prussien, le 68e, se jetant tout à coup sur le front autrichien, parvint à le couper en deux.

Ce coup d'audace fit échouer l'offensive des Austro-Saxons. Beaucoup de soldats du huitième corps, menacés en front, en flanc et même sur leurs derrières, se mirent à fuir en grand désordre. Ces mêmes régiments avaient déjà été cruellement éprouvés dans la journée du 28 juin, à Skalitz, et leur moral était très-affecté par les effets terribles du fusil à aiguille. Une partie des fuyards courut vers Ober-Prim et Stézirek ; les autres, s'échappant vers le nord, mirent la confusion dans les rangs de la 2e brigade saxonne dont plusieurs détachements furent entraînés dans la débandade.

A la suite de cet échec, le prince royal de Saxe rappela ses deux brigades sur le centre de la position, en arrière de Problus. Les deux brigades autrichiennes se reformèrent à Ober-Prim.

Soixante-six pièces prussiennes ripostaient sur les hauteurs de Lubno aux batteries saxonnes de Problus et de Nieder-Prim ; mais sur le point où l'infanterie se trouvait le plus vivement engagée, entre Nieder- et Ober-Prim, la cavalerie et l'artillerie continuaient à faire défaut au général Canstein, qui n'en reprit pas moins l'offensive à l'instant même. Ober-Prim fut enlevé aux Autrichiens après une défense opiniâtre où périt le général Schultz : c'était le troisième chef de brigade que perdait le huitième corps; les deux autres, les généraux Fragnern et Kreyssern, étaient tombés à Skalitz. Cependant, pour protéger la retraite des Saxons sur Problus et des Autrichiens sur Charbusitz, vingt-huit pièces se mirent alors à battre Ober-Prim, et les Prussiens ne purent dépasser ce village. Ils l'évacuèrent presque aussitôt afin d'aller s'abriter sous bois en attendant du renfort.

C'est vers la même heure que la cavalerie austro-saxonne fit sa démonstration sur l'extrême droite prussienne, à Radikowitz; mais elle y fut accueillie par un feu violent d'artillerie et d'infanterie qui la décidèrent à tourner bride vers Stœsser à l'est.

Le général Canstein avait fait attaquer Nieder-Prim en même temps qu'Ober-Prim. Et la nombreuse artillerie postée sur la hauteur de Lubno, s'étant avancée vers Nieder-Prim, il devint impossible aux Saxons de tenir plus longtemps dans ce village dont les Prussiens s'emparèrent à la suite d'un rude assaut.

Quant à la division Munster, elle n'avait pu déboucher que vers une heure et demie du défilé de Nechanitz. S'étant déployée derrière Lubno, elle se mit immédiatement en marche sur le bois situé entre Popowitz et Problus. A ce moment-là le général Herwarth de Bittenfeld reçut avis de l'entrée en ligne de l'armée de Silésie. « Il est de la plus haute importance, mandait Moltke, que le général Herwarth avance sur l'aile qui est en face de lui pendant que les Autrichiens tiennent encore au centre. » L'ordre fut immédiatement envoyé aux divisions Munster et Canstein d'exécuter sur Problus une attaque concentrique que le général en chef de l'armée de l'Elbe dirigea en personne.

Entre le bois de Popowitz et Problus s'étend un large espace découvert que la division Munster avait à franchir sous les feux de l'infanterie et de l'artillerie saxonnes qui défendaient la hauteur. Des officiers m'ont rapporté que les Prussiens marchaient là dans le plus bel ordre et comme sur un champ de manœu-

vres, bien que la mort les moissonnât par rangs entiers. Un seul bataillon du 56e régiment perdit 12 officiers et 200 soldats, près du quart de son effectif. Le village de Problus ne fut emporté qu'à la suite d'un combat acharné, continué de maison en maison et jusqu'à la dernière. Il était environ trois heures; l'armée saxonne battait en retraite.

Le prince royal de Saxe avait assisté aux progrès incessants de la division Canstein sur sa gauche à Nieder et Ober-Prim, lorsqu'il vit, vers deux heures et demie, le dixième corps autrichien commencer un mouvement de recul sur sa droite, entre Strésetitz et Lipa. Au même instant, la division Munster s'avançait contre son centre à Problus. Pour n'être pas enveloppé, il ordonna la retraite sur Rosnitz et Briza, en la faisant couvrir par les détachements d'infanterie et d'artillerie qui occupaient Problus ainsi que le bois de Bor, au sud-est de ce village.

A trois heures donc, l'armée de l'Elbe était maîtresse de la position des Saxons et avait contraint l'aile gauche de l'armée autrichienne à se replier sur le centre. En outre elle avait entièrement débouché du défilé de Nechanitz, car la division Etzel achevait de se déployer à Lubno. Traversons maintenant tout le champ de bataille, du sud-ouest au nord-est, afin de suivre l'armée de Silésie dans sa marche prodigieuse sur Chlum, depuis l'Elbe.

En recevant du grand quartier général, à quatre heures du matin, l'ordre de « venir au secours de la première armée avec toutes ses forces, » le prince royal avait immédiatement adressé à ses chefs de corps des instructions tendant à réunir la deuxième armée, dans

le plus bref délai possible, sur la ligne de Burglitz, Jericek, Choteborek et Welchow. On sait déjà que le corps de la garde et le sixième corps s'ébranlèrent les premiers, l'un au centre, l'autre sur la gauche, suivis du cinquième corps qui marchait entre les deux en réserve, tandis que le premier corps ne se mit en mouvement sur la droite que deux heures seulement après la garde, c'est-à-dire vers neuf heures et demie du matin.

Celle-ci n'avait pas attendu l'ordre de marche pour se porter en avant. De Daubrauwitz, son avant-garde, bientôt suivie de la division Hiller, se dirigea sur Dubenetz à travers champs par le plus court : on entendait gronder le canon. La division Plonski était, elle aussi, déjà en mouvement lorsqu'elle reçut à Kœniginhof les instructions du prince royal. La réserve d'artillerie s'élança sur les traces de l'avant-garde du corps. Le terrain était très-accidenté, le sol profondément détrempé par les pluies ; il fallut faire des efforts surhumains pour atteindre Choteborek, puis Jericek vers onze heures. Des hommes et des chevaux étaient tombés morts d'épuisement.

A Choteborek, d'où la vue embrasse un large horizon à l'ouest, le prince royal reconnut que le prince Frédéric-Charles se trouvait aux prises sur la Bistritz avec le gros des forces autrichiennes. En face de lui, au fond du brouillard sombre, se dressait, pareille à une muraille bâtie par les Cyclopes, la hauteur d'Horenowes avec ses deux arbres géants. Pour dégager la première armée prussienne, il fallait emporter d'assaut ce rempart formidable. En ce moment, on ne distinguait à son sommet, près des tilleuls, qu'une

seule batterie; mais dans la deuxième armée, comme dans la première, la conviction était générale que la lutte décisive allait se livrer là. Aussi le prince royal envoya-t-il l'ordre à tous ses corps d'armée d'accourir au canon en franchissant tous les obstacles : les deux tilleuls d'Horenowes leur serviraient de boussole. Et ce fut comme un orage qui, grossissant d'instant en instant à l'horizon, devait bientôt faire éclater la foudre sur l'aile droite et sur le centre de Benedek.

Cependant cet obstacle qui paraissait presque insurmontable aux chefs les plus expérimentés, et contre lequel ils croyaient devoir réunir les efforts de cent mille hommes, la hauteur d'Horenowes était à peine gardée par les Autrichiens. Rien n'avait été fait pour rendre imprenable cette forteresse naturelle, ni même pour la mettre en état de défense contre un assaut de l'armée de Silésie. L'ennemi arrivant par le nord ne pouvait l'atteindre qu'en traversant une vaste esplanade sans aucun abri; elle avait à lui opposer du même côté ses pentes abruptes ainsi que les marécages de la Trotina. Les avantages que cette position offrait pour la défensive avaient si vivement frappé les commandants des deux corps autrichiens composant l'aile droite, qu'ils avaient pris sur eux le matin du 3 juillet, comme je l'ai dit, de porter plus au nord le front de bataille et de l'étendre en une courbe très-plate par Maslowed et Horenowes jusqu'à Racitz, tandis que Benedek, dans son instruction de la veille, avait décidé qu'il formerait un demi-cercle aboutissant à Nédelist et Lochenitz sur l'Elbe. Et malgré tout, à l'heure où l'armée de Silésie se préci-

pitait là comme une avalanche, ce rempart si justement redouté des Prussiens n'était point sérieusement défendu ; en effet, le deuxième corps s'était éloigné comme le quatrième pour aller attaquer l'extrême gauche du prince Frédéric-Charles, les défenseurs de la hauteur d'Horenowes se trouvaient aux prises dans le bois de Maslowed avec la division Fransecky. Quant à les remplacer par des soldats détachés de la réserve générale de l'armée, cela n'était pas possible : ceux-ci étaient à une bien plus grande distance d'Horenowes que les Prussiens.

Benedek avait été informé dans la matinée du déplacement et de l'extension de sa ligne de bataille au nord-est. Vers onze heures, il fit amener dans les ouvrages préparés sur le plateau de Lipa soixante-quatre pièces de l'artillerie de réserve ; des renforts furent envoyés au dixième corps à l'ouest de Lipa, et la 3e division de cavalerie de réserve dut se déployer du même côté, en avant de Langenhof. Enfin le quatrième corps fortement engagé à Maslowed reçut l'ordre de se replier sur la position qui lui avait été assignée dans l'instruction pour la bataille. Ces dispositions du feldzeugmestre prouvent qu'il se préoccupait alors exclusivement de son centre, car elles ne tendaient aucunement à fortifier sa droite contre une attaque de l'armée de Silésie.

L'ordre envoyé au quatrième corps ne fut point exécuté. Le général Mollinary, qui avait remplacé dans le commandement le général Festetics grièvement blessé, manda au feldzeugmestre que, « par une manœuvre offensive sur le flanc gauche de l'ennemi, on pouvait espérer le vaincre. » Le général Mollinary

s'exprimait ainsi à l'endroit de la première armée prussienne, mais lui non plus ne paraissait nullement se préoccuper de l'armée de Silésie; et, comme on l'a vu, il entraîna dans son mouvement offensif contre la division Fransecky le général Thun-Hohenstadt, commandant du deuxième corps.

Vers midi, l'apparition des Prussiens au nord-est ayant été signalée à Benedek, celui-ci expédia cette fois le même ordre aux deux généraux. Le général Mollinary vint en personne insister auprès du feldzeugmestre pour qu'il fît continuer le mouvement offensif du quatrième corps, appuyé par le deuxième. Cette proposition dut nécessairement être repoussée, car la garde prussienne avançait rapidement sur Horenowes, et la tête du sixième corps avait dépassé Racitz. Il ne s'agissait plus dès lors pour les Autrichiens de prendre l'offensive, surtout à l'aile droite, mais de s'établir de ce côté dans la meilleure position possible, afin d'y repousser l'attaque de l'armée de Silésie.

Le deuxième corps se mit en marche de Maslowed sur Nédelist, où il devait « se former en potence pour couvrir le flanc droit de l'armée. » Ce mouvement de recul au sud-est s'exécuta sous la protection de quarante bouches à feu, qui prirent position à l'est du village d'Horenowes, tandis que cinq bataillons occupaient les crêtes des collines entre Maslowed et Sendrasitz. Mais cette artillerie et cette infanterie durent bientôt se retirer devant les forces supérieures des Prussiens. En sorte que la hauteur d'Horenowes se trouva au pouvoir de ceux-ci sans qu'ils eussent été obligés de faire aucun effort pour s'en rendre maîtres. A

leur grande surprise, elle n'avait pas été un seul instant sérieusement défendue ; car, tandis que le deuxième corps rétrogradait vers Nédelist, le quatrième se repliait sur les retranchements établis entre Nédelist et Chlum, ne laissant en arrière que la brigade Fleischhacker à Cistowes, et par erreur. Vers une heure, il ne restait plus un seul canon autrichien sous les deux tilleuls; les premiers détachements de la garde y arrivaient, et Moltke eût pu dès lors pousser un cri de triomphe, car son plan si hardiment conçu et exécuté des trois armées se rapprochant par une marche concentrique pour se joindre et agir de concert sur le champ de bataille, à l'heure décisive, avait pleinement et merveilleusement réussi.

Nous avons laissé la garde à Choteborek et à Jericek. Suivons-la dans sa marche victorieuse sur Chlum. Vers midi, la division Hiller, derrière laquelle accourait la division Plonski, s'élança avec une ardeur irrésistible dans la direction des deux tilleuls. Fantassins, cavaliers, artilleurs, tous depuis le simple soldat jusqu'au général commandant du corps, déployaient le même courage et faisaient preuve d'un égal dévouement; tous aussi étaient entraînés au sacrifice de la vie par cette conviction raisonnée d'ailleurs autant que généreuse : c'est de nous, de notre énergie, de la rapidité de nos mouvements, de l'impétuosité de notre attaque que dépend à cette heure le succès de la journée. Au reste, ce jugement si clair en face du plus grave péril distinguait les autres corps de l'armée presque au même degré que la garde, troupe d'élite formée d'éléments choisis, non pas seulement



pour la vigueur physique, mais aussi pour l'intelligence [1].

La garde courait donc à l'assaut de la position d'Horenowes par Zelkowitz et Wrchownitz, franchissant les ravins et les collines, surmontant tous les obstacles que la nature du terrain opposait à son élan. De Zelkowitz, elle envoya du secours à la division Fransecky, et bientôt elle atteignit le village d'Horenowes dont elle s'empara en un clin d'œil, tandis que quatre-vingt-dix canons jetaient la destruction et la mort dans les batteries et les brigades du deuxième corps autrichien en marche sur Nédelist.

A deux heures, la division Hiller se déploie sur la hauteur d'Horenowes. Son avant-garde en est déjà descendue et occupe Maslowed. Le quatrième corps autrichien achève son mouvement de recul et s'établit dans les retranchements préparés entre Chlum et Nédelist. Le deuxième corps continue d'avancer vers le dernier de ces villages, devant lequel la brigade Saffran a seule déjà pris position. L'artillerie de réserve autrichienne avait encore, à Swéti, soixante-quatre pièces disponibles; on les met en batterie sur la hauteur à l'ouest de Nédelist; à côté de celles-ci, quarante pièces

[1] En Prusse la garde n'est pas, comme en France, composée en partie de soldats rengagés à prime, de vétérans à double ou à triple chevron, mais de jeunes soldats bien constitués, aussi intelligents et aussi instruits que possible. Certes les Prussiens ont bien prouvé pendant cette campagne, et surtout à Sadowa, que la supériorité appartient à une armée dont l'intelligence et l'instruction éclairent le patriotisme. Pour le soldat, lire, écrire, raisonner, savoir pourquoi il obéit et pourquoi il combat, c'est la moitié de la victoire. A armes égales, avec de bons cadres, les milices citoyennes seraient invincibles.

du quatrième corps s'abritent derrière des épaulements à l'est de Chlum. La division Hiller a donc devant elle un corps d'armée, avec plus de cent canons, entre Chlum et Nédelist; le premier de ces villages est en outre défendu par des détachements du troisième corps, et avant de pouvoir aborder cette position formidable, il faut enfin que la garde expose son flanc gauche aux coups de plusieurs batteries du deuxième corps.

Il est à supposer que Benedek considérait cet obstacle comme infranchissable, puisque les deux corps d'armée en réserve à Wsestar et à Rosnitz, le premier et le sixième, ne reçurent point l'ordre du feldzeugmestre soit de se rapprocher du centre à Chlum, soit d'opérer un mouvement vers l'aile droite.

Alors, sans mesurer le péril, sans calculer le nombre des ennemis, la division Hiller se précipite de la hauteur d'Horenowes. C'est un torrent humain qui roule vers Chlum, renversant tout sur son passage. La mort elle-même ne peut pas l'arrêter. En un instant, les retranchements autrichiens sont envahis. La brigade archiduc Joseph, la seule encore intacte du quatrième corps et placée en première ligne, cède au flot furieux. L'infanterie, frappée d'épouvante, fuit et laisse en fuyant l'artillerie en grand danger devant Chlum. Plusieurs batteries sont successivement atteintes par le feu des assaillants. Celles qui ne se résignent point à une prompte retraite sont bientôt enveloppées. Le fusil à aiguille abat en un clin d'œil leurs attelages; puis officiers et soldats se ruent sur les canons, bravant la mitraille à bout portant. Beaucoup d'artilleurs autrichiens refusent de suivre les fantassins dans leur

fuite; ils se font tuer sur leurs pièces plutôt que de les abandonner. Un seul bataillon du 3e régiment de la garde s'empare ainsi de quatorze canons.

Cette trouée faite, le torrent se déchaîne sur Chlum même. Le village est attaqué au nord, à l'est et au sud. La lutte est acharnée, la résistance opiniâtre derrière les murs de chaque maison. Mais Chlum aussi est emporté, et une batterie autrichienne, moins un canon, tombe ici encore au pouvoir des Prussiens, après avoir perdu 52 hommes et 58 chevaux.

Quatre compagnies d'infanterie de la garde prussienne descendent alors de la hauteur de Chlum vers Rosberitz; mais tout à coup deux brigades de cavalerie autrichienne apparaissent devant elles : ce sont les brigades Solms et Schindlœcker, composant la 1re division de cavalerie de réserve. L'infanterie ne forme point le carré; elle se déploie contrairement à la tactique traditionnelle : c'est que le soldat a une foi absolue dans l'efficacité de son arme. Et, en effet, une décharge générale à deux cents pas, suivie d'un feu à volonté, produit un tel ravage dans les premiers escadrons de la brigade Schindlœcker, que les autres tournent bride[1].

Aussitôt les Prussiens se remettent en marche sur Rosberitz; ils y détruisent ou font prisonnier un bataillon entier; ils s'emparent de plusieurs canons, repoussent un retour offensif de la brigade Appiano, et restent enfin maîtres du village. A Chlum, les ef-

[1] Cet incident, qui me fut signalé par M. de Bismarck le lendemain de Sadowa, montre combien les armes perfectionnées ont réduit le rôle de la cavalerie sur le champ de bataille.

forts tentés par des détachements autrichiens venant du bois de Lipa pour reprendre les canons perdus, demeurent tous également infructueux.

Il était trois heures, et, par cette pointe audacieuse, la division Hiller avait percé le centre de la position autrichienne ; elle mettait en un extrême péril l'aile droite de Benedek et elle possédait un trophée de 55 canons, le plus grand nombre enlevés au quatrième corps, quelques-uns à l'artillerie de réserve.

A l'est de Chlum, dans la direction de Nédelist, deux autres brigades du quatrième corps, la brigade Brandenstein et la brigade Pœckh, déjà épuisées par le combat de Maslowed, s'étaient moins énergiquement défendues que la brigade archiduc Joseph à Chlum même. Toutes ces troupes, infanterie et artillerie, battaient en retraite devant des détachements de la garde, s'avançant de ce côté vers Swéti.

Quant à la brigade Fleischhacker, elle était, ainsi que je l'ai dit, restée par erreur à Cistowes. Vers deux heures, elle voulut aller rejoindre le quatrième corps entre Chlum et Nédelist. Après s'être heurtée sur divers points contre l'ennemi, et notamment contre l'avant-garde de la division Hiller, elle se porta sur Maslowed, s'imaginant que les Autrichiens occupaient encore ce village. Fort maltraitée là aussi, elle prit enfin le parti de tourner Chlum à l'ouest pour se frayer un passage. Dans cette sanglante promenade sur le champ de bataille, elle avait perdu plusieurs canons et un grand nombre d'hommes tués, blessés ou prisonniers.

A l'extrême gauche prussienne, le sixième corps, on se le rappelle, s'était déjà mis en mouvement pour

aller faire sur Josephstadt la démonstration ordonnée la veille, lorsqu'il reçut avis, vers huit heures du matin, qu'une grande bataille était engagée et que toute la deuxième armée devait se porter au secours de la première. La division Zastrow entreprit immédiatement une marche de flanc sur Welchow. La division Prondzynski, partie de Gradlitz à six heures du matin, avait pu s'assurer que l'ennemi n'était pas en nombre aux approches de Josephstadt. Elle fut chargée de couvrir le flanc gauche en se tenant reliée à la division Zastrow qui marchait au canon.

Le sixième corps éprouvait la plus grande difficulté à avancer sur ce terrain accidenté ou marécageux, coupé de nombreux cours d'eau, et dont les chemins, rendus impraticables par les pluies, étaient si étroits que les canons n'y pouvaient passer qu'un à un et les hommes sur les côtés en une ligne interminable. Mais ici encore le patriotisme intelligent qui animait l'armée prussienne, semblait défier tous les obstacles. On traversait les cours d'eau à la nage, on improvisait des ponts avec des poutrelles, avec des planches, on soulevait à force de bras les canons embourbés, on les hissait sur les collines; et partout enfin où cela était possible, on courait à travers bois et champs, dans la direction de la bataille, car tous, officiers et soldats, comprenaient que l'heure était venue pour chacun de dépenser la somme entière de son énergie et de son dévouement.

Vers onze heures, la division Zastrow avait passé la Trotina et allait atteindre Racitz; à sa gauche, la division Prondzynski avait traversé Habrina. Le général Mutius, commandant du sixième corps, engagea

immédiatement l'action avec une partie de son artillerie, qui prit position au sud de Racitz pour tirer sur les batteries autrichiennes d'Horenowes.

En même temps les premiers détachements de la division Zastrow s'élancèrent sur Racitz. Là se trouvait la brigade Henriquez, chargée de couvrir l'extrême droite autrichienne, tandis que les autres brigades du deuxième corps entreprenaient cette marche à l'ouest et cette attaque du bois de Maslowed si désastreuses par leurs conséquences. Elle se mettait en mouvement pour les rejoindre elle-même par Sendrasitz, lorsque le sixième corps vint lui tomber sur les bras. Ainsi la brigade Henriquez avec deux bataillons détachés de la brigade Thom, voilà ce que l'imprévoyance ou la présomption opposait ici à tout un corps d'armée; car la 2e division de cavalerie légère, chargée elle aussi de protéger l'extrême droite, se trouvait beaucoup en arrière au sud, vers Lochenitz et Predmeritz, où elle gardait les ponts sur l'Elbe. Les rudes échecs essuyés par les Autrichiens, du 27 juin au 3 juillet, ne leur avaient-ils donc rien appris? Ils ne pouvaient pourtant pas ignorer que l'armée de Silésie, et notamment le sixième corps, accouraient au canon : outre que cela était dans la logique des choses, on voyait de Josephstadt l'ennemi depuis le matin, et plusieurs détachements de la division Prondzynski s'étaient assez approchés de cette place forte pour qu'elle leur envoyât ses boulets. Vers midi, quand Benedek eut reçu avis de l'arrivée du prince royal sur le champ de bataille, il fit ramener son aile droite de la ligne Maslowed, Horenowes et Racitz sur la ligne Chlum, Nédelist et Lochenitz.

Mais ce mouvement, qu'exécutaient péniblement des troupes déjà épuisées par la marche et décimées par la lutte, ne répara point les fautes irrémédiablement commises à cette heure-là : le front de bataille étendu jusqu'à Racitz et l'aile droite trop faible ou trop peu appuyée, puis le mouvement à l'ouest du quatrième corps et du deuxième; enfin la hauteur d'Horenowes livrée sans combat à la garde prussienne, et le passage ouvert au sixième corps ennemi entre Racitz et l'Elbe, car la seule brigade Henriquez ne pouvait point le fermer. La division Zastrow enleva promptement Racitz, tandis que la division Prondzynski chassait les Autrichiens du mont Horicka. Rodow fut pris ensuite, et bientôt les premiers détachements des deux divisions se rencontrèrent à Sendrasitz. Sur ces divers points, de même qu'à Trotina, les Prussiens ne rencontrèrent qu'une faible résistance.

Il était environ deux heures. La division Zastrow accomplit alors à Nédelist le même exploit que la division Hiller à Chlum. De Sendrasitz, des détachements d'infanterie se dirigent au pas de course vers Nédelist qui est emporté d'assaut. Sur leur droite, les assaillants aperçoivent la ligne des soixante-quatre pièces de la réserve autrichienne, qui venaient de prendre position à l'ouest de ce village. Les fantassins s'élancent vers les canons à leur portée; ils sont accueillis par des volées de mitraille. Les survivants abattent les attelages et se ruent sur les artilleurs qui défendent leurs pièces dans un combat corps à corps. Un bataillon du 50e régiment prussien s'empare de treize canons.

De son côté, la division Prondzynski, en marchant

de Trotina sur Lochenitz, avait rencontré quelque résistance au nord de ce village, devant un camp de baraques où s'étaient retranchés des détachements de la brigade Henriquez. Ce campement fut enlevé, et l'on fit là de nombreux prisonniers, comme sur beaucoup d'autres points, d'ailleurs, à ce moment de la bataille; car, le découragement commençait alors à s'emparer de l'armée austro-saxonne, partout excepté au centre, entre Chlum et Lipa.

Il était trois heures de l'après-midi. Les Prussiens étaient maîtres de Problus à l'aile droite, de Chlum et de Rosberitz au centre, de Nédelist à l'aile gauche, et ils approchaient de Lochenitz, où était établi sur l'Elbe un des quatre ponts de bateaux destinés à l'armée autrichienne.

Les Saxons se repliaient vers Rosnitz et Briza, sur la réserve générale de l'armée, suivis dans ce mouvement rétrograde par les Autrichiens du huitième corps. Ceux du dixième corps reculaient du même côté. Au centre, le troisième corps tenait ferme à Lipa. Mais entre Chlum et l'Elbe, le quatrième corps et le deuxième étaient en pleine retraite sur Wœstar, Swéti, Predmeritz et Lochenitz.

Si grave que fût la situation de Benedek, elle n'était pourtant pas encore désespérée. Outre le troisième corps presque intact et le dixième qui se trouvaient en première ligne, il pouvait faire entrer de suite en action les deux corps d'armée, le premier et le sixième, qui, avec les trois divisions de grosse cavalerie, composaient sa réserve. Or, si la pointe si audacieuse de la division Hiller sur Chlum, avait été poussée, dans un transport héroïque, jus-

qu'au plus éclatant succès, le feldzeugmestre se trouvait en mesure de le faire payer chèrement aux Prussiens par un retour offensif immédiatement entrepris avec des forces nombreuses et résolues à vaincre.

En effet, la division Hiller qui avait jonché sa route de morts et de blessés depuis Horenowes, n'avait pour le moment aucun secours à attendre. La division Plonski qui la suivait, n'avait point dépassé Maslowed; son avant-garde seule approchait de Chlum. Le sixième corps n'avait encore que d'assez faibles détachements à Nédelist et devant Lochenitz. Quant au cinquième corps, il n'avait pas atteint la hauteur d'Horenowes, et le premier corps était plus loin encore en arrière, du côté de Wrchownitz. Enfin, la première armée continuait à être écrasée entre Mokrowous et le bois de Sadowa par la formidable artillerie établie depuis le matin sur les hauteurs de Langenhof et de Lipa.

A ce moment décisif, où est Benedek? Qu'a-t-il résolu?

C'est à Lipa, au milieu des batteries, qu'il reçoit la funeste nouvelle : Chlum et Rosberitz sont au pouvoir des Prussiens. Cela n'est pas, cela ne peut pas être: il en est convaincu. Le rapport est faux, mais il veut s'en assurer par ses propres yeux et s'élance vers Chlum au galop de son cheval. Aux approches du village, une fusillade éclate : la moitié de l'escorte du feldzeugmestre est à terre; un de ses aides de camp, le major Grünne, est tué à son côté. Il faut alors se rendre à l'évidence, et le malheureux capitaine se précipite vers sa réserve; mais près de Rosberitz il

essuie une nouvelle décharge, et cette fois c'est l'archiduc Guillaume qui est blessé à la tête. Cependant, on atteint Wsestar ; on a là sous la main, prêts à marcher, cinquante mille fantassins et douze mille cavaliers. Benedek va se mettre à leur tête, avec eux rejeter les Prussiens hors de Rosberitz, de Chlum et de Nédelist, rétablir de la sorte sa ligne de bataille; ramener à l'ennemi le quatrième corps ainsi que le deuxième, et ranimer enfin, par ce succès succédant à tant de revers, tous les courages défaillants.

Non ; le feldzeugmestre s'obstine à n'engager encore qu'une faible portion de sa réserve : il n'envoie qu'une brigade sur Chlum et une autre sur Problus. Il laisse échapper l'unique chance qui lui reste, sinon de remporter la victoire, du moins d'échapper à une défaite complète, à un désastre irréparable.

Ce n'était certes pas la bravoure personnelle qui faisait défaut à Benedek, et il l'a bien montré ce jour-là en regardant la mort en face depuis le matin jusqu'au soir. Mais ce qu'il fit trop voir aussi, pendant la campagne des Sept-Jours et surtout à l'heure de la crise suprême, c'est qu'il ne possédait pas le coup d'œil de l'homme de guerre ; c'est qu'il avait assumé une tâche que, pour sa gloire comme pour la fortune de l'Autriche, il lui eût fallu décliner.

A trois heures, la division Hiller occupait donc Chlum et Rosberitz presque sans artillerie, et sans pouvoir encore recevoir aucune aide. Plus de cent canons autrichiens, disposés en demi-cercle entre Langenhof et Swéti, la foudroyaient; elle était menacée en face par toute la réserve ennemie, et en flanc par la brigade Benedek du troisième corps, ainsi que par

la brigade Fleischhacker du quatrième, lesquelles, sur la lisière orientale du bois de Lipa, entretenaient contre elle un feu des plus nourris. Le général Hiller de Gœrtringen, ayant alors demandé du secours au général Plonski, celui-ci ne put lui envoyer que son avant-garde, tandis que le gros de la division était dirigé par le prince de Wurtemberg, commandant de la garde, sur le bois de Lipa, contre le troisième corps qui paraissait vouloir prendre l'offensive.

La situation était plus critique encore à Rosberitz qu'à Chlum. Les compagnies des 1[er], 2[e] et 3[e] régiments de la garde qui occupaient ce village voyaient leurs rangs s'éclaircir d'instant en instant sous une effroyable grêle de balles, de boulets et d'obus. Elles eurent à repousser une attaque quatre fois renouvelée par un nombre toujours croissant d'ennemis. A la suite de ces efforts infructueux pour reprendre Rosberitz, les batteries autrichiennes redoublèrent de violence; et la position ne paraissait plus tenable, lorsque le prince Hohenlohe réussit, vers trois heures et demie, à amener sur la hauteur de Chlum la réserve d'artillerie de la garde, que divers obstacles avaient retardée dans sa marche à travers le champ de bataille. Ce secours atténua pour un moment l'extrême disproportion des forces.

Alors seulement, du côté des Autrichiens, on commence à reconnaître cette faute, toujours la même depuis le début de la campagne, et qui consiste à n'agir qu'avec des forces insuffisantes contre un adversaire d'un si ferme courage et dont la puissance est triplée par le fusil à aiguille. Cependant ce n'est pas un corps d'armée qu'on envoie à l'assaut de Ros-

beritz, mais deux brigades qui l'abordent à la fois par l'est et par l'ouest. Ces troupes, mitraillées, fusillées à bout portant, ne reculent plus; elles avancent en laissant derrière elles une horrible traînée de morts et de mourants. Transportées par la fureur du désespoir, elles pénètrent dans les vergers, dans les maisons, et là elles tuent ou meurent. On s'attaque à la baïonnette, on lutte corps à corps, car les Prussiens n'ont plus de munitions, et les Autrichiens n'ont pas le temps de recharger leurs fusils. Enfin, les premiers sont refoulés vers Chlum; les seconds restent maîtres de Rosberitz, qui n'est plus qu'un amas de ruines fumantes et de débris humains. Le prince Antoine de Hohenzollern, frappé de quatre coups de feu, est là gisant parmi les blessés du 2e régiment des fusiliers de la garde, dont plusieurs compagnies ont perdu la moitié de leur effectif.

Pour Benedek, c'était le moment ou jamais de poursuivre avec toute sa réserve ce retour offensif qui avait réussi, et de chasser les Prussiens de Chlum comme de Rosberitz, avant qu'ils y eussent reçu du renfort. Il ne lui restait que ce moyen-là, d'ailleurs, pour relever le moral de ses troupes et se ménager une retraite régulière. Et quoique dût coûter cette revanche, ne valait-il pas mieux engager la réserve que de l'offrir comme une cible immanquable entre Wsestar, Rosnitz et Swéti, aux coups de l'artillerie prussienne couronnant les hauteurs de Chlum?

Le feu de cette artillerie faiblissait visiblement: outre qu'elle avait éprouvé des pertes énormes, ses munitions étaient en grande partie épuisées, et il ne lui était pas possible de les renouveler de suite.

C'était une raison de plus pour que le feldzeugmestre se résolût à lancer immédiatement la réserve sur Chlum, avant que l'infanterie et l'artillerie du premier corps prussien qui s'approchait, eussent enlevé aux Autrichiens l'avantage momentané du nombre sur ce point où se décidait la bataille.

Mais ce parti-là, Benedek ne le prend pas. Les deux brigades qui ont reconquis Rosberitz sont seules lancées contre Chlum. Les compagnies prussiennes, refoulées vers Chlum, se sont rassemblées sur la hauteur à l'est de ce village. Alors, dans un ravin qui en descend vers Rosberitz, six officiers et deux cents soldats, réunis autour d'un drapeau que le lieutenant-colonel Waldersee plante en terre, jurent de mourir là sans reculer d'une semelle.

Du côté des Autrichiens, les clairons sonnent la charge; les musiques des régiments jouent des airs patriotiques. Les colonnes sortent de Rosberitz au nord; elles s'avancent d'un pas ferme, jonchant la route de leurs hommes mutilés; elles s'arrêtent deux fois pour décharger leurs armes, puis se remettent en marche. En tête est un bataillon de chasseurs. Tout à coup il prend son élan; mais à cent pas il reçoit une volée de mitraille, il est criblé de balles. La moitié du bataillon est renversée et le reste prend la fuite. Les colonnes qui le suivent demeurent un moment indécises, puis retournent à Rosberitz afin de s'y retrancher. L'échec de ce retour offensif laisse définitivement Chlum au pouvoir des Prussiens. Il est environ quatre heures; en cet instant se décide le sort de la bataille.

L'avant-garde du premier corps prussien atteint

et dépasse Chlum ainsi qu'une brigade de grosse cavalerie adjointe au corps de la garde. Déjà le général Hiller de Gœrtringen prend ses dispositions pour s'emparer de nouveau de Rosberitz, quand il est frappé d'un éclat d'obus en pleine poitrine, et l'armée prussienne perd en lui un de ses officiers les plus intelligents et les plus braves.

Cependant d'autres détachements autrichiens apparaissent à l'ouest de Rosberitz. Ils sont décimés au bout d'un instant. Ceux qui s'élancent vers Chlum en bravant le fusil à aiguille, sont à moitié détruits. Alors aussi l'artillerie du premier corps commence à renforcer les batteries de la division Hiller et à jeter le ravage dans les colonnes autrichiennes à Rosberitz et autour de ce village.

L'avant-garde du premier corps, appuyée par des détachements de la division Hiller, l'attaque à l'est et à l'ouest. Au même instant, plusieurs compagnies du sixième corps accourent de Nédelist et prennent part à l'assaut. La lutte recommence à Rosberitz, furieuse, désespérée; mais cette fois les Autrichiens n'ont plus la supériorité du nombre, et leur fusil ne peut rien contre l'arme terrible des Prussiens. Bientôt quiconque ne veut pas être tué est obligé de se rendre, car le village est cerné : trois mille prisonniers et six canons restent aux mains du vainqueur.

A partir de ce moment, la retraite se prononça dans toute l'armée autrichienne, battue sur les deux ailes et percée au centre. Mais avant d'en retracer les principaux incidents, il me reste à signaler les progrès incessants des Prussiens sur les autres points du champ de bataille.

Et d'abord transportons-nous à leur extrême gauche, où nous avons laissé le sixième corps : la division Zastrow à Nédelist et la division Prondzynski devant Lochenitz. De Nédelist, on apercevait au sud, entre Predmeritz et l'Elbe, une masse de cavalerie qu'on se mit à canonner. C'était la 2ᵉ division de cavalerie légère chargée de couvrir, avec la brigade Henriquez, l'extrême droite autrichienne. Deux régiments prussiens, hussards et dragons, voulurent se jeter sur elle; mais ne s'étant point fait précéder par des éclaireurs, ils se trouvèrent soudain arrêtés devant un ravin profond que la hauteur des blés leur avait dérobé, et un grand nombre de cavaliers y tombèrent pêle-mêle. La cavalerie autrichienne, fort maltraitée par les batteries de Nédelist et ne se voyant pas d'ailleurs sérieusement appuyée, se retira bientôt vers les ponts de bateaux établis sur l'Elbe.

Le deuxième corps autrichien, en venant de Maslowed, devait, on se le rappelle, se former en potence à Nédelist. Il ne put exécuter cet ordre en face du sixième corps prussien qui s'approchait rapidement. Il continua alors à marcher par le plus court vers Lochenitz et Predmeritz, afin de n'avoir pas la retraite coupée. Il réussit à passer l'Elbe avec une partie de la cavalerie, grâce à la brigade Henriquez qui arrêta pendant quelque temps les Prussiens devant Lochenitz; mais en mettant le fleuve entre elles et l'ennemi, ces forces cessèrent d'être d'aucun secours pour Benedek au moment décisif, et elles permirent à la division Zastrow, bientôt suivie de la division Prondzynski, de se porter rapidement au secours de la garde vers Rosberitz et Swéti.

Les batteries de réserve autrichienne, d'abord établies sur la hauteur à l'ouest de Nédelist où elles avaient laissé aux mains du sixième corps une partie de leurs pièces, s'étaient remises en position plus en arrière, au nord-est de Swéti. En concentrant tous leurs feux sur la division Zastrow, elles lui firent beaucoup de mal. Les Prussiens laissèrent derrière eux une large trace sanglante, mais rien ne put les faire reculer, ni les arrêter même un seul instant. Les Autrichiens essayèrent aussi de les refouler par plusieurs charges de cavalerie. Ici pas plus que devant Chlum, ou sur n'importe quel autre point du champ de bataille, un régiment, une brigade, une division de cavalerie autrichienne ne parvint une seule fois à aborder un bataillon de fantassins prussiens, ceux-ci fussent-ils même déployés : le fusil à aiguille abattait les hommes et les chevaux avec une telle rapidité, que les escadrons étaient forcés de tourner bride pour échapper à une destruction complète.

Les premiers détachements du sixième corps avaient contribué à la reprise de Rosberitz. D'autres détachements atteignirent Swéti vers quatre heures et demie et en chassèrent la brigade archiduc Joseph, qui, ainsi que les autres brigades du quatrième corps, continuait à battre en retraite sous la protection de l'artillerie autrichienne. Celle-ci, après s'être signalée tout le jour par la précision de son tir autant que par la fermeté de son courage, commençait alors à se sacrifier partout au salut de l'armée, à Swéti et à Wsestar, comme à Langenhof et à Lipa, et elle devait persévérer jusqu'au dernier moment dans ce dévouement héroïque.

J'ai dit que le gros de la division Plonski, de la garde prussienne, avait été dirigé contre le bois de Lipa vers trois heures. Dans cette position choisie avec Chlum comme base d'opérations pour le centre autrichien, Benedek avait établi le troisième corps, encore intact au début de la bataille, n'ayant point combattu avant le 3 juillet. Ici les choses paraissaient en être au même point que le matin : la brigade Prohazka s'était de bonne heure repliée du bois de Sadowa sur Langenhof, devant la première armée prussienne; le retour offensif de la brigade Kirchberg pour reprendre ce bois n'avait pas réussi ; mais les quatre-vingts bouches à feu du troisième corps, secondées par soixante-quatre pièces de l'artillerie de réserve, continuaient à tonner contre le prince Frédéric-Charles et à le tenir en respect entre Mokrowous et le bois de Sadowa. Toutefois, Problus en possession de l'armée de l'Elbe et Chlum au pouvoir de l'armée de Silésie, la position de Lipa formait maintenant une pointe avancée au nord, où les Autrichiens étaient menacés non-seulement sur leurs flancs, mais aussi sur leurs derrières. L'artillerie n'en demeurait pas moins à son poste de combat, au risque d'avoir la retraite coupée. Quant à l'infanterie, elle avait été rejointe dans le bois de Lipa par la brigade Fleischhacker, à la suite des vains efforts tentés par celle-ci pour rejoindre le quatrième corps.

La défense du bois de Lipa était spécialement confiée à la brigade Benedek. Elle opposa aux assaillants une résistance énergique ; mais le bois ayant été rapidement cerné par les Prussiens, les Autrichiens ne purent tenir sous leurs feux concentriques, et ils

prirent la fuite vers Langenhof en laissant derrière eux seize cents prisonniers. Le chef de la brigade, parent du feldzeugmestre, était au nombre des blessés.

A ce moment-là, vers trois heures un quart, la brigade Appiano essayait bravement, mais inutilement, de reprendre la hauteur de Chlum. En sorte que les quatre brigades du troisième corps, ayant successivement échoué dans toutes leurs entreprises, se mirent à battre en retraite entre Lipa et Chlum, comme celles du quatrième corps entre Chlum et Nédelist, et celles du deuxième corps entre Nédelist et Lochenitz. Cependant près de Lipa, l'artillerie, abandonnée par l'infanterie, se maintenait encore sur la première ligne de bataille. A Lipa même, un bataillon de chasseurs autrichiens se défendit héroïquement; mais ce village emporté, les Prussiens arrivèrent sur les derrières des batteries qui continuaient à accabler de leur feu l'armée du prince Frédéric-Charles. Ici, comme à Chlum et à Nédelist, ils se ruèrent sur les pièces et en prirent plusieurs, après avoir abattu les attelages, tué ou blessé les artilleurs. Une d'elles tira sur eux à bout portant un dernier coup de mitraille : elle n'avait plus que trois servants.

Ainsi donc, au centre et à l'aile droite, à Lipa et à Chlum comme à Nédelist et à Lochenitz, les Autrichiens étaient partout refoulés. A l'aile gauche également, l'armée saxonne ayant perdu la position de Problus et de Prim, battait en retraite avec le huitième corps autrichien.

De ce côté cependant, les Saxons appuyés par une

brigade autrichienne, tenaient ferme encore dans le bois de Bor, à l'est de Problus, sous la protection de leur artillerie qui s'était placée au nord de ce bois. L'attaque fut simultanément entreprise par des détachements de la division Munster à l'ouest, et de la division Canstein au sud. Les Saxons résistèrent opiniâtrément derrière des abatis préparés pour la défense; mais, de même que les Autrichiens, ils finirent par lâcher pied et reculèrent lentement vers Briza et Rosnitz. Le huitième corps se retirait du côté de Charbusitz.

On sait que Benedek avait détaché de sa réserve la brigade Piret, pour l'envoyer au secours des Saxons. Elle atteignit la lisière de Problus et s'y laissa décimer par les feux croisés des Prussiens. Des détachements saxons s'avançaient pour la soutenir, quand ceux-ci la virent s'éloigner tout à coup sans avoir pu s'emparer du village.

Il était quatre heures, et le dixième corps autrichien était, lui aussi, en pleine retraite à la droite des Saxons. Le prince royal de Saxe reçut alors du feldzeugmestre l'ordre de se diriger au sud sur Opatowitz et Pardubitz, pour y passer l'Elbe. Mais déjà une partie de l'armée saxonne était en marche à l'est vers le pont de bateaux jeté sur le fleuve à Placka; et voilà pourquoi cette armée se trouva divisée le soir de la bataille, bien qu'elle eût opéré sa retraite en bon ordre.

Ce moment prévu et si impatiemment attendu par Moltke était enfin arrivé, où les trois armées prussiennes, après s'être incessamment rapprochées par une marche concentrique, allaient pouvoir exécuter

une attaque simultanée et générale avec toutes leurs forces réunies à l'heure décisive sur le champ de bataille.

De la hauteur de Dub, le roi de Prusse s'était porté avec son état-major sur le Roskosberg ; mais les aides de camp, porteurs d'ordres ou de nouvelles, avaient d'énormes distances à franchir entre ce point et l'armée de Silésie ou l'armée de l'Elbe. Le brouillard et la nature du terrain empêchaient Moltke de se rendre compte de la situation par un coup d'œil d'ensemble. En face de lui, l'artillerie autrichienne continuait à canonner la première armée avec la même violence depuis le matin, et quand déjà l'infanterie des troisième et dixième corps avait commencé sa retraite derrière la ligne des hauteurs de Lipa et de Langenhof. En sorte que, sur le Roskosberg, on ne connut exactement que vers trois heures et demie les progrès signalés des deux ailes prussiennes. On vit alors aussi le feu des batteries ennemies les plus rapprochées se ralentir tout à coup, ou même s'éteindre entièrement.

L'ordre est immédiatement donné de marcher en avant sur toute la ligne de bataille. Il est accueilli par des hourras dans les rangs de la première armée. Pendant six heures, ces troupes l'avaient attendu l'arme au pied, entre le bois de Sadowa et Mokrowous, décimées par les projectiles de plus de deux cents bouches à feu. De ce côté, sauf dans les bois de Sadowa et de Maslowed, la lutte n'avait été qu'une prodigieuse canonnade, où l'artillerie prussienne, constamment inférieure par le nombre et forcée de prendre position dans des bas-fonds à découvert, n'avait pas

eu moins à souffrir que l'infanterie, sans pouvoir obtenir aucun avantage notable.

Infanterie, cavalerie, artillerie, tout s'élance, et telle est l'ardeur des soldats après cette longue et meurtrière attente, que l'ordre ne peut être maintenu que parmi ceux de la seconde ligne : les divisions Herwarth, Werder et Horn vers Langenhof et Strésetitz; derrière elles les divisions Manstein et Tumpling formant la réserve; la division Fransecky vers Chlum.

Mais l'artillerie et surtout la cavalerie ont bientôt pris l'avance. Les hussards et les dragons de la brigade Grœben atteignent les premiers à Langenhof les positions ennemies. Le prince Frédéric-Charles s'est mis à la tête de cette brigade, derrière laquelle accourent les dragons, les hussards et les hulans de la brigade Mecklembourg. Ces cinq régiments faisaient partie de la division Hann de Weyhern, du corps de cavalerie; ils étaient venus se placer en réserve au Roskosberg, tandis que la division Alvensleben du même corps était allée, on se le rappelle, se joindre par erreur à l'armée de l'Elbe.

Transporté par cet immense succès, le vieux roi Guillaume lui-même descend du Roskosberg pour s'élancer à la poursuite du vaincu : Moltke et Bismarck sont aux côtés de leur « auguste maître, » tous deux rayonnants comme lui. La route triomphale est semée de milliers de victimes; mais qu'est-ce qu'il en coûte aux rois conquérants et à leurs aides, généraux ou ministres, de répandre à flots le sang humain sur ces vastes échafauds dressés par leurs ambitions éphémères!

A Langenhof, on ne rencontra plus d'ennemis. La division Plonski, de la garde, avait enlevé ce village, après s'être emparée de Lipa. L'infanterie autrichienne a disparu ; mais ici comme partout l'artillerie continue à disputer le terrain aux batteries prussiennes qui se sont le plus avancées.

Vers quatre heures un quart, les hussards et les dragons de la brigade Grœben, en se portant vers Rosberitz, aperçoivent tout à coup sur leur droite, dans la direction de Rosnitz, de nombreuses troupes à cheval : c'était la 1re division de cavalerie de réserve autrichienne, commandée par le prince de Holstein.

Alors s'engage une furieuse mêlée d'hommes et de chevaux, où l'on s'entre-tue avec un acharnement égal des deux parts. Les charges se succèdent sans interruption pendant plus d'une heure : c'est le suprême effort du vaincu !

Dans la première rencontre près de Rosberitz, les Prussiens eurent le dessous. Ils n'étaient pas en nombre, d'ailleurs, pour résister à cette masse d'ennemis qui allait grossissant sans cesse, car la division Holstein ne comprenait pas moins de six régiments, dont quatre de cuirassiers et deux de hulans. La brigade Grœben se repliait donc vers Langenhof, lorsqu'elle reçut le secours du régiment de hulans attaché à la division Herwarth.

Les premiers escadrons se jettent sur le flanc des cuirassiers autrichiens, tandis que le feu de détachements d'infanterie accourus de Rosberitz les accable et les force à tourner bride.

Bientôt c'est une nouvelle mêlée qui s'engage, près

de Langenhof, entre les cuirassiers autrichiens de la brigade Solms et les hussards prussiens de la brigade Mecklembourg. Cette vaillante et magnifique cavalerie, l'orgueil de l'Autriche, se dévouait comme l'artillerie au salut de l'armée; elle voulait aussi venger tant de victimes qu'avait faites dans ses rangs le fusil à aiguille. Elle réussit à retarder la poursuite des Prussiens; mais n'étant point secondée par l'infanterie, elle n'obtint ce résultat qu'au prix de sacrifices énormes, car elle ne se trouvait pas seulement aux prises avec la cavalerie de l'ennemi; dans l'intervalle des charges, elle recevait les coups d'instant en instant multipliés de son artillerie et de son infanterie qui accouraient de toutes parts.

Au moment même où la lutte cessait près de Langenhof, elle recommença non moins furieuse devant Strésetitz. De ce côté s'avançait la 3e division de cavalerie de réserve autrichienne, composée comme la 1re, de cuirassiers et de hulans. Les Prussiens n'avaient encore en avant de Strésetitz que trois escadrons de dragons de la brigade Grœben, mais ce village était déjà occupé par leur infanterie.

Ces escadrons se replient pour attirer sous son feu la cavalerie ennemie. La brigade Windischgrætz qui accourt la première, l'essuie en effet. Alors les dragons prussiens se ruent sur elle, car derrière eux, au nord de Strésetitz, ils ont aperçu les hulans de la brigade Mecklembourg qui leur viennent en aide. Ceux-ci se précipitent à leur tour sur les cuirassiers autrichiens. C'est un effroyable carnage, où périssent en un instant cinq cents hommes.

Le prince Windischgrætz, mortellement atteint,

était tombé là avec le quart de sa brigade. Le vainqueur n'avait pas été moins maltraité.

Enfin un troisième combat, tout aussi meurtrier, se livrait immédiatement après les deux autres sur la droite de Strésetitz. Les cuirassiers, les hulans et les dragons de la division Alvensleben, ayant rejoint l'armée de l'Elbe, venaient de déboucher du défilé de Néchanitz et de tourner Problus, lorsque le régiment de dragons qui s'avançait en tête aperçut la brigade autrichienne Mengen. Les feux de l'artillerie et de l'infanterie prussiennes avaient empêché celle-ci de se porter au secours de la brigade Windischgrætz à Strésetitz même.

Dragons et hulans, hussards et cuirassiers se heurtent, et, dans ce choc terrible, un régiment autrichien, celui des hulans de l'empereur Alexandre, laisse sur le terrain le tiers de son effectif. Dans la brigade Mengen, tout ce qui n'est point tué ou blessé est obligé de fuir sous une grêle de boulets et de balles. Pour se soustraire à ce feu destructeur, une soixantaine de hulans s'élancent ventre à terre dans la direction du nord. Le roi de Prusse arrive du même côté à leur rencontre, et déjà son escorte se prépare à les charger ; mais voici qu'en un clin d'œil ces malheureux cavaliers ont mordu la poussière : des détachements d'infanterie étaient près de là, et il leur avait suffi de décharger leurs armes.

Vers cinq heures, la cavalerie autrichienne, battant elle aussi en retraite pour échapper à la destruction, les Prussiens reprennent avec un élan irrésistible la poursuite de l'ennemi, que ses vaillants escadrons avaient pendant quelque temps retardée. Après Ros-

beritz, Wsestar avait été emporté et l'on y avait fait sept cents prisonniers. Swéti était atteint et même dépassé. Ces trois villages étaient au pouvoir du sixième corps, dont cinquante-quatre bouches à feu prirent position sur la hauteur entre Swéti et Wsestar. Le prince royal était arrivé à Chlum avec le gros du premier corps, et il établit là une ligne d'artillerie de quarante-deux pièces. En avant de Langenhof et de Strésetitz, le prince Frédéric-Charles en formait une autre avec les batteries de la première armée au fur et à mesure qu'elles arrivaient; en sorte que, de ce côté également, il y eut bientôt plus de cent pièces en action. C'est sous le feu de ces deux cents canons, dont tous les coups portaient dans leurs masses profondes, que les Autrichiens durent opérer leur retraite; aussi se changea-t-elle en une indescriptible déroute, quand vers six heures Rosnitz eut été emporté par la division Zastrow.

Briza enfin est bientôt conquis par les mêmes troupes du sixième corps qui, à elles seules, avaient pris 52 canons et fait 5,000 prisonniers. Alors la déroute devient un désastre, car l'armée de Silésie s'est avancée jusqu'à Wsestar, Rosnitz et Briza, l'armée de l'Elbe s'étend de Bor vers Stézirek et Charbusitz : sur cette partie du champ de bataille, les Autrichiens en fuite ne peuvent plus s'échapper que par l'étroit espace compris entre les deux ailes prussiennes et qui va se resserrant de minute en minute.

Ici, les feux croisés de l'infanterie et de l'artillerie ennemie les foudroient par rangs entiers au milieu de leur course désordonnée; et plus au sud, sur toute la pente inclinée vers Kœniggrætz, le tir plongeant des

nombreuses batteries qui couronnent les hauteurs produit le ravage dans cette masse énorme et confuse d'hommes, de chevaux, de canons, de fourgons, d'équipages militaires, où cavaliers, fantassins, soldats de toutes armes, régiments, brigades, corps d'armée, tous pêle-mêle, emportés par la panique, se pressent, se heurtent, se renversent, s'écrasent même les uns les autres pour échapper à la mort.

Seule, une partie de l'artillerie, s'obstinant dans le sacrifice d'elle-même, oppose un dernier obstacle au flot dévastateur qui descend de Chlum, de Wsestar, de Swéti, de Rosnitz, de Briza. Une puissante ligne de batteries autrichiennes s'établit entre Stœsser, Freihœfen, Ziegelschlag et Plotist.

Il était six heures et demie : les trois armées prussiennes se donnaient la main à Klacow, à Charbusitz et à Stézirek. Le vainqueur avait, comme le vaincu, épuisé toutes les forces humaines, et le général Steinmetz chargé d'exécuter la poursuite avec le cinquième corps et la division de cavalerie Hartmann, s'arrêta à Klacow vers huit heures du soir. L'armée prussienne s'était ébranlée dès l'aube, elle avait marché ou combattu tout le jour sans manger ni boire; les hommes et les chevaux tombaient d'épuisement sur le champ de bataille. Moltke dicta sous Kœniggrætz, aux officiers d'état-major réunis autour de lui, un ordre portant ceci : « Demain, il y aura repos pour tout le monde; les troupes ne feront que les mouvements nécessaires pour s'établir plus commodément, ou pour rejoindre les corps auxquels elles appartiennent. »

Une terrible besogne leur était pourtant réservée

ce jour-là : celle d'enterrer les morts et de relever les blessés. L'armée austro-saxonne avait perdu 44,200 hommes dont 19,800 prisonniers. L'admirable dévouement de l'artillerie coûtait à celle-ci, outre des pertes énormes d'hommes et de chevaux, 160 canons. Pour l'infanterie ce fut un véritable désastre : en tués, blessés ou prisonniers, le quatrième corps laissait sur le champ de bataille plus de dix mille hommes, le tiers de son effectif; les deuxième et troisième corps, chacun plus de six mille. Pendant une grande partie de la journée, plus de mille bouches à feu avaient vomi la mort. Et la victoire enfin coûtait à l'armée prussienne 9,153 hommes tués ou blessés. Pendant la nuit du 3 au 4 juillet, la pluie ne cessa pas de tomber; c'était du moins un soulagement pour ces milliers de malheureux gisant là tout sanglants, sans eau, sans pain, sans secours d'aucune sorte, maudissant leurs semblables qui les abandonnaient au fond de leur misère, ou invoquant le ciel non moins sourd à leurs cris. Certes les ambulances prussiennes firent leur devoir, mais que pouvaient-elles pour secourir un pareil nombre de victimes?

Quand on a assisté à l'horrible hécatombe, on revoit toujours le fantôme au rictus hideux qui, les soirs de bataille, plane au milieu des corbeaux avides, sur les agonisants brûlés de fièvre; et ce cri s'échappe incèssamment de la conscience en révolte : Malheur à vous, souverains ou ministres, qui déchaînez de pareils maux sur l'humanité! Que la justice populaire vous fasse expier le forfait de vos ambitions iniques, de vos machinations funestes! Puissent les peuples

civilisés comprendre enfin qu'il ne faudrait pas la centième partie des victimes d'une seule bataille pour les délivrer des tyrans qui les oppriment à l'aide des armées permanentes, qui les détruisent par la guerre, et pour fonder à jamais sur les ruines du despotisme politique et militaire le règne de la liberté et de la paix dans le monde !

CHAPITRE XVI

Les premières négociations pour un armistice : le général Gablenz est envoyé en parlementaire au quartier général du roi de Prusse, le 4 juillet; l'empereur d'Autriche cède la Vénétie à l'empereur des Français, qui intervient comme médiateur; aucun des deux belligérants ne veut conclure la paix. — Un lendemain de bataille : la parade des mutilés et des morts. — La retraite des Autrichiens sur Olmütz, où se rassemble l'armée de Benedek poursuivie par les Prussiens; l'armée de Silésie devant Olmütz; la première armée et l'armée de l'Elbe en marche sur Vienne. — Le général Gablenz apporte à Pardubitz de nouvelles propositions qui ne sont point accueillies. — Révélations autrichiennes. — La Bohême. — Les armées du Nord et du Sud sont placées sous le commandement en chef de l'archiduc Albert et rappelées sous Vienne. — La troisième tentative d'armistice échoue comme les deux précédentes. — Les Prussiens se placent, à Gœding et à Lundenbourg, entre les troupes de Benedek et la capitale ennemie. — Le combat de Tobitschau. — La plus grande partie des Autrichiens est forcée de prendre la route des Petites-Carpathes. — Les trois armées prussiennes se concentrent sur le Danube. — La trêve du 22 juillet et le combat de Blumenau. — Le corps de partisans hongrois à Neisse.

Le 4 juillet au matin, je me rendis au château d'Horsitz où venait de s'établir le grand quartier général. Le roi de Prusse y était arrivé inopinément le soir de la bataille, après être resté plus de quinze heures à cheval en dépit de ses soixante et dix ans. Il dormit là du sommeil du vainqueur, non moins paisible et agréable, dit-on, que le sommeil du juste.

Pour moi qui n'avais pas le front ceint d'un laurier tout dégouttant du sang de quarante mille hommes moissonnés en un seul jour, cette nuit ne fut qu'un épouvantable cauchemar : au tonnerre de mille canons qui éclatait toujours dans mes oreilles, se mêlait une immense clameur humaine. J'entendais la plainte des blessés, le râle des agonisants, le cri désespéré de tant de victimes parvenues au dernier degré du malheur immérité. Je voyais partout des yeux dilatés et fixes, des bouches contractées et livides, des poitrines trouées, des crânes fracassés, des membres pantelants, des monceaux de cadavres, tout un fleuve de sang et aussi tout un fleuve de larmes; car au delà du champ de bataille, c'était les mères, les épouses, les fiancées et les sœurs qui, atteintes de blessures non moins cruelles, se tordaient dans la douleur. Et alors de tout mon être s'échappa un sanglot, puis une malédiction contre quiconque ose commettre ce crime inexpiable : la guerre entre deux nations.

M. de Bismarck que je trouvai campé dans les dépendances du château, n'avait pas bien dormi lui non plus cette nuit-là. Ce n'est pas qu'il eût été hanté comme moi par le spectre de la bataille : le succès ne laisse point de place au remords dans la conscience de ces grands politiques qui vont à leur but par tous les chemins. Mais après la victoire, M. de Bismarck avait accompagné le général Steinmetz et le cinquième corps dans la poursuite du vaincu. Il avait voulu mesurer de ses propres yeux le désastre des Autrichiens. Cela l'avait conduit jusqu'aux approches de Kœniggraetz, et il n'était revenu à Horsitz que fort avant dans la nuit. « J'étais mourant de faim et de

soif, me dit-il, je tombais de fatigue. J'allai frapper à plusieurs portes; aucune ne s'ouvrit. Perdant patience, je brisai un carreau avec le pommeau de mon sabre, mais sans plus de succès. Au milieu de l'obscurité profonde, ma bonne étoile me fit découvrir un amas de paille sous les arcades de la grand'place, et c'est là que j'ai dormi jusqu'au jour. »

M. de Bismarck me fit part des premiers renseignements qu'il avait recueillis sur les résultats de la bataille. Il me parla de dix mille prisonniers et d'une cinquantaine de canons enlevés aux Autrichiens; mais il ne savait pas encore, et à ce moment-là d'ailleurs le général Moltke ignorait lui-même à quel point le succès dépassait toutes leurs espérances. On ne s'en rendit compte exactement qu'après quarante-huit heures, quand on eut comparé les rapports des chefs de corps, relevé les blessés, enterré les morts, compté les prisonniers et déblayé en partie le champ de bataille. Alors des traînards ramassés sur toutes les routes, des soldats épuisés que la faim chassait des bois, des blés, des fossés où ils s'étaient réfugiés, apprirent au vainqueur combien l'armée autrichienne était grièvement atteinte aussi dans son moral.

Le feldzeugmestre Benedek ne pouvait plus se faire aucune illusion, et il ne déguisa point à Vienne l'étendue du désastre; car le 4 juillet vers deux heures de l'après-midi, je vis arriver en parlementaire au château d'Horsitz le général Gablenz, commandant du dixième corps autrichien. Il venait proposer la cessation des hostilités, la bataille de la veille, disait-il, ayant été décisive. Mais il n'était muni d'aucuns

pouvoirs soit politiques, soit militaires; et sa mission se bornait évidemment à sonder les dispositions du roi de Prusse.

M. de Bismarck lui répondit que le roi ne se refusait pas à traiter de la paix, mais que les négociations ne pouvaient être entamées que sur des bases formelles et de concert avec l'Italie. De son côté, le général Moltke lui fit savoir que jusqu'au moment où ces bases seraient arrêtées en commun, les armées prussiennes poursuivraient leurs opérations. Cependant le roi consentirait à un armistice de trois jours à la condition qu'on lui livrât Theresienstadt, Josephstadt et Kœniggraetz, ces places fortes barrant les lignes ferrées nécessaires au ravitaillement des troupes.

Le général Gablenz fut ramené, les yeux bandés, au de là des lignes prussiennes à l'issue d'un court entretien qui lui fit voir l'Autriche réduite à cette alternative : ou subir toutes les conditions de la Prusse, ou persévérer jusqu'au bout dans une lutte à outrance. Ce fut pour ce dernier parti qu'on se décida à Vienne. L'orgueil autrichien s'était élevé trop haut à l'endroit de cette superbe armée du Nord, et la certitude de la victoire avait aussi été trop absolue pour qu'on ne se refusât pas à considérer comme mortel le coup reçu à Sadowa. Et puis cette rapide campagne était loin d'avoir épuisé les ressources d'une vieille monarchie militaire que l'histoire montre forte et constante surtout au milieu de ses plus grands revers. D'ailleurs si chaque étape depuis le 27 juin venait d'être marquée par un échec en Bohême, sauf à Trautenau, un succès

signalé avait été remporté à Custozza en Vénétie. On avait de ce côté un général vainqueur, l'archiduc Albert, qui, en rendant publiquement hommage à la bravoure italienne, avait encore rehaussé l'éclat de sa victoire, et toute une armée qui, loin de craindre les Prussiens, ne demandait qu'à marcher contre eux pour venger les affronts de Nachod, de Gitschin et de Sadowa. En outre les dépôts des régiments pouvaient, par la formation de nouveaux bataillons, fournir une cinquantaine de mille hommes. On avait enfin la ressource de l'appel aux armes dans toute la monarchie, et celle surtout du recours au dévouement traditionnel des Hongrois. Mais ces moyens-là se réduisaient à rien si l'on ne parvenait pas d'abord à s'assurer du temps nécessaire pour les mettre en œuvre.

Il y avait un autre obstacle : bien que les Italiens n'eussent point cherché leur revanche de Custozza depuis le 25 juin jusqu'au 4 juillet, on était toujours en guerre avec eux, et dès lors il était impossible de ramener sous les murs de Vienne l'armée du Sud sans leur livrer le quadrilatère. On se décida donc à exécuter une des clauses du traité secret conclu entre l'empereur d'Autriche et l'empereur des Français, celle qui concernait la cession de la Vénétie.

Dans la matinée du 5 juillet, je revis M. de Bismarck au château d'Horsitz. « Savez-vous, me dit-il, la grande nouvelle? L'empereur d'Autriche cède la Vénétie à l'empereur des Français, et accepte sa médiation pour amener la paix entre les belligérants. Ce n'est pas tout : le *Moniteur universel* annonce

que l'empereur Napoléon s'est empressé de répondre à cet appel, et qu'il va s'adresser aux rois de Prusse et d'Italie pour conclure un armistice. » Évidemment dans la pensée de M. de Bismarck, le but de l'Autriche était celui-ci : gagner du temps, ramener sous Vienne son armée du Sud en désintéressant l'Italie dans la guerre, décider la France à intervenir en sa faveur et contre la Prusse. D'après lui, on se flattait à Vienne d'arrêter les Italiens devant le drapeau français, si le drapeau français était arboré sur les murs du quadrilatère vénitien. Mais ce calcul lui paraissait mal fondé pour deux raisons : d'abord parce que l'empereur Napoléon s'était prononcé en faveur de la neutralité, et ensuite parce que le roi Victor-Emmanuel s'était engagé par traité à ne point déposer les armes avant que la Prusse et l'Italie eussent ensemble atteint le but en vue duquel elles avaient contracté leur alliance.

Ce jour-là le roi Guillaume fit savoir à l'empereur des Français qu'il acceptait « en principe » sa proposition relative à un armistice. Mais le surlendemain, 7 juillet, le prince de Reuss partit pour Paris, porteur d'une lettre autographe du roi, où il était déclaré que la situation militaire ne permettait pas de conclure un armistice « sans obtenir des garanties pour la teneur éventuelle du traité de paix. » De ces négociations qui aboutirent non sans de sérieuses difficultés aux préliminaires de Nikolsbourg et à la paix de Prague[1], je n'ai pour le moment à signaler que ce qui a trait à cette situation militaire, et cela peut se

[1] Voir le chapitre XVIII.

résumer ainsi : l'Autriche ne se résignant pas à accepter sa défaite comme définitive n'avait pas plus envie de faire la paix que son ennemie; la Prusse, de son côté, ne croyait pas avoir poussé assez avant son succès en territoire ennemi pour imposer au vaincu la condition essentielle, celle qui réaliserait le rêve des Hohenzollern : les Habsbourg expulsés de l'Allemagne.

A Vienne donc ce qu'on voulait, c'était un armistice, mais un armistice conclu en dehors des conditions de paix, et suffisamment prolongé pour qu'il fût possible de réunir toutes les chances d'une éclatante revanche. Cette tactique était trop clairement indiquée par les actes de l'Autriche et par la force même des choses; M. de Bismarck la fit échouer en persistant à subordonner la conclusion de tout armistice à un accord préalable sur les bases politiques d'une paix définitive, tandis le général Moltke faisait rapidement avancer les Prussiens jusqu'au cœur de la monarchie autrichienne. D'autre part, l'espoir qu'avait l'Autriche de voir la France planter son drapeau en Vénétie devant les Italiens ne s'était pas réalisé : l'empereur Napoléon voulait exercer une action médiatrice, mais non pas s'interposer entre les belligérants en prenant ouvertement parti pour l'empereur François-Joseph. Quant à l'Italie, si elle ne pouvait pas repousser l'armistice, elle faisait du moins dépendre son consentement de celui de la Prusse son alliée; et bien que sa longue inaction depuis Custozza fût le sujet de nombreux commentaires dans les armées prussiennes, elle se montrait cependant « disposée, en attendant, à poursuivre ses

opérations militaires en Vénétie[1]. » En sorte que la fortune ne semblait pas plus favoriser l'Autriche sur le terrain diplomatique que sur le champ de bataille. Ces points nettement marqués, je rouvre mon carnet de voyage et je transcris mes notes.

Depuis trois jours à Gœrlitz, à Reichenberg, à Liebenau, à Turnau, à Gitschin et à Horsitz, je vois défiler toutes les misères humaines. Aujourd'hui 4 juillet dès l'aube, je passe la revue fantastique et sinistre de milliers de mutilés et de moribonds, de milliers de prisonniers hâves, farouches, souillés de sang et de boue. Tout ce qui est en état de marcher marche; le reste est traîné sur des chariots de paysan. L'éternel convoi se prolonge à perte de vue sur la grand'route. Membres broyés, poitrines trouées par des balles, plaies hideuses provenant d'éclats d'obus, visages défigurés par des coups de crosse, joues creusées par la faim, yeux brillants de fièvre ou écarquillés par l'horreur du massacre, rires stridents et désespoirs mornes, du sang, partout du sang sur les pompons, sur les plumets, sur l'or des uniformes; et puis une plainte sourde, un cri aigu ou le silence de la mort remplaçant les tambours, les clairons et les musiques militaires : la belle parade à étaler aux regards de ceux que grisent encore toujours les fumées de cette gloire qui consiste à détruire, entre le lever et le coucher du soleil, le plus grand nombre d'hommes possible! Mais voici une longue file de chariots qui ne suivent point les autres; ils s'arrêtent devant la

[1] M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti. Dépêche du 7 juillet 1866.

porte d'une église. Allons! un coup de main, gens de Horsitz; ne voyez-vous donc pas que ces malheureux sont pour la plupart des vôtres, des blessés autrichiens. Et comme ils sont pâles! A peine ont-ils la force de tendre leurs lèvres enfiévrées vers l'eau que quelques pauvres femmes leur apportent en sanglotant. Des Prussiens accourent, officiers et soldats; je me joins à eux : au bout d'une heure, tous ces blessés sont étendus sur de la paille dans l'église. J'ai les mains rouges et une sueur froide découle de mes tempes : ils sont là trois ou quatre cents, pas un seul n'a vingt-cinq ans et ils agonisent, ils seront tous morts demain! Le médecin militaire demeure en face d'eux, les bras inertes : sa science est inutile; et pas une main indifférente même pour leur fermer les yeux! C'est une admirable chose que la guerre, et celui qui remporte des victoires à ce prix est un digne objet d'adoration pour les peuples!

Mais j'ai voulu contempler de plus près encore ce chef-d'œuvre des grands capitaines ornés du laurier de Bellone, le champ de bataille. De Horsitz je suis allé à Sadowa, puis à Lipa et à Chlum, et enfin à Rosberitz : la victoire s'est dévoilée devant moi; j'ai admiré toutes ses splendeurs parmi les champs ravagés, les villages incendiés et les débris humains. Dix mille tués et vingt-cinq mille blessés; d'immenses fosses que l'on ouvre, d'autres déjà ouvertes où l'on range par files symétriques des cadavres en uniforme : après la parade des mutilés, la parade des morts; des ambulances improvisées dans chaque maison qu'ont épargnée les flammes, dans les bivacs de la veille,

dans les bois à moitié détruits par les boulets et la mitraille, partout où il y a quelque abri ou même seulement un peu d'ombre; et là des imprécations, des hurlements, des morceaux d'homme tout palpitants au milieu des flaques de sang; et les populations chassées par la famine des forêts et des cavernes, leurs refuges pendant le grand carnage, accourant les mains étendues vers le ciel sourd, en quête de leurs demeures en cendres, de leurs récoltes anéanties, ou fuyant de nouveau, affolées d'horreur, leurs maisons encore debout, mais transformées en charniers; et le soldat tombé au fond d'un fossé obscur ou derrière quelque buisson ignoré, et mourant là lentement, seul et abandonné de tous, non pas de sa blessure, mais de son désespoir et de sa misère; toute une génération enfin, moissonnée dans sa fleur, et pourquoi? Pour l'orgueil d'une dynastie et l'ambition d'un ministre! Voilà le champ de bataille, cet échafaud monstrueux du haut duquel des bourreaux couronnés ont l'audace de proclamer leur droit au massacre, en affirmant devant les hommes du dix-neuvième siècle qu'ils le tiennent de je ne sais quelle divinité féroce! Mais l'heure est sur le point de sonner pour le dieu des armées; la raison et la conscience des peuples le chassent du ciel et renversent ses autels. L'épée de la justice populaire se lève déjà contre quiconque tenterait de remettre en honneur le culte de ce dieu funeste que la fable païenne nous montrait buvant du sang dans un crâne humain, et auquel le fanatisme catholique avait, lui aussi, élevé un temple d'innombrables victimes, amoncelées durant une longue série de siècles.

Il est possible que cet attentat contre l'humanité, la guerre, soit commis encore une fois; mais cette guerre-là serait la dernière, car les armes perfectionnées la rendraient à un tel point destructive et atroce, qu'elle aurait même raison de ce chauvinisme plus léger que méchant, mais pourtant si dangereux parce qu'il est aveugle, qui en est encore à fredonner les refrains du premier empire, à célébrer Mars orné du cimier à panache par la main de Vénus. Oui, le dieu des armées va disparaître, écrasé sous l'horreur et le dégoût de l'Europe civilisée. C'est là ma foi et mon espérance; je les exprime sincèrement ou naïvement, comme on voudra, et ma franchise ne dût-elle provoquer que des sourires.

De Horsitz à Sadowa, la route court entre des plaines ondulées, couvertes de moissons magnifiques. Des cerisiers la bordent de chaque côté; leurs fruits ont rafraîchi le soldat altéré par la marche. Des convois de blessés se succèdent incessamment, alternant avec des convois de prisonniers. Pendant une courte halte, je m'approche d'un chariot où sont étendus des blessés autrichiens. Celui-ci a reçu un coup de sabre sur la tête; il est couvert de sang, mais la figure est bonne. Cet autre a la jambe traversée par une balle; il a pansé lui-même sa blessure avec un mouchoir. Un troisième a le pied broyé par un éclat d'obus. Ils racontent leurs exploits et leurs souffrances à des soldats prussiens qui les traitent en camarades. L'un d'eux disait : « Pendant trois jours et trois nuits nous avons marché continuellement; les vivres ne pouvaient nous suivre. Voilà ce que nous avons mangé chaque jour. » Et il tirait de son sac de toile

un morceau de pain à peine gros comme le poing. Je cherche à consoler un blessé saxon qui pleure comme un enfant. Il ne m'entend point, il ne relève même pas la tête. Je n'ai vu de ma vie une douleur plus poignante.

Le nombre des blessés que Benedek a dû abandonner est énorme. Les ambulances prussiennes sont impuissantes à soulager leurs maux. On évacue sur les hôpitaux prussiens tous ceux qui sont en état de supporter le transport.

Aux approches de Sadowa le ravage commence. Voici de grands bivacs qu'ont occupés les Autrichiens dans la nuit du 2 au 3 juillet; puis, sous un bouquet d'arbres, un monticule de terre fraîche avec une croix de bois : là dorment les premiers soldats frappés la veille; Prussiens et Autrichiens partagent fraternellement le lit de la mort. Nous sommes au champ de bataille. A Sadowa même, la Sainte-Trinité a assisté tout le jour à l'effroyable mêlée de quatre cent mille hommes. Dans une niche dorée, Dieu le Père est assis à côté de Dieu le Fils, et au-dessus d'eux plane le Saint-Esprit sous la forme d'une colombe. Ils ont vu le grand massacre, mais ils ne l'ont point empêché.

Maintenant il n'y a plus un arbre debout le long de la route, et dans les champs plus un épi; mais partout et aussi loin que s'étend la vue, ce sont des fusils, des sabres, des gibernes, des buffleteries, des débris sans nom jonchant le sol, et des cadavres en uniforme; des tombes ouvertes ou fermées, celles-ci surmontées de petites croix de bois, et des centaines de chevaux, les uns déjà roidis, le ventre enflé, les jambes de derrière écartées, les autres soulevant en-

core la tête comme pour demander la charité d'un coup de fusil qui mette fin à leur torture; et là-haut enfin, dans le ciel orageux et sombre comme la veille, d'immenses nuées de corbeaux attirés par l'odeur de la chair fraîche, préludant au festin par des clameurs joyeusement féroces.

Dans le fossé à droite de la route, un fantassin en tunique blanche est adossé au talus. Le regard est fixe; l'une des mains est serrée contre la poitrine frappée d'une balle. Il s'est traîné jusque-là, et maintenant il attend le soldat fossoyeur.

Voici ce qui était hier encore un riant village; aujourd'hui c'est un amas de décombres : des murs noircis par l'incendie, troués ou renversés par les boulets. Près d'un tas de pierres écroulées, un officier de santé, le bistouri à la main, opère un blessé. Le sang jaillit, la victime pousse des cris déchirants; mais le jeune chirurgien lui montre d'un air triomphant la balle extraite de la blessure. Au sortir du village près d'une chaumière en cendres, une femme, une mère, sanglote avec deux petits enfants sur les bras.

Au milieu de ces horreurs, je rencontre un bataillon prussien marchant allègrement au son du fifre et du tambour. Tout à coup éclatent au loin des hourras frénétiques : c'est un régiment au bivac qui acclame le vainqueur de Sadowa. Le roi de Prusse va assister à Chlum aux funérailles du général Hiller de Gœrtringen. La nuit vient; et bientôt s'élève du champ de bataille une mélopée funèbre. Des aumôniers de l'armée entonnent le chant des morts; les soldats en marche ou au bivac le répètent avec eux

Cette plaine dévastée et jonchée de cadavres, puis au milieu des ombres crépusculaires, de grands feux allumés et tous ces hommes à l'aspect farouche adressant le suprême adieu aux victimes : quelle scène ! A Horsitz le soir même, j'en vis une autre qui n'a pas laissé dans mon souvenir une empreinte moins profonde. Les survivants d'un bataillon du 27e régiment de ligne reviennent du champ de bataille, après avoir enterré leurs morts et ceux des Autrichiens au bois de Maslowed. Il ne reste du bataillon que quatre officiers et moins de six cents hommes. Quant à la mine de ces soldats, rien ne saurait la peindre : couverts de boue, ruisselants de sueur, le visage noirci par la fumée de la poudre, ils ont encore au fond des yeux l'horrible mêlée de la veille. Épuisés de fatigue, ils se couchent sur le pavé de la grand'place. La pluie qui recommence à tomber les transperce; ils ne se plaignent pas, et pour se mettre à couvert, la pensée ne vient à aucun d'eux de s'ouvrir une porte avec la crosse du fusil. Il y avait là des femmes avec de grands paniers pleins de cerises : dévorés d'une soif ardente, ils regardent d'un œil d'envie ces fruits rafraîchissants ; ceux qui ont de l'argent en achètent, mais pas un seul n'étend la main pour prendre même une cerise. Ce trait de mœurs militaires méritait d'être rapporté, car il ennoblit une armée.

Ce jour-là, le maréchal Wrangel s'est présenté au grand quartier général. Au début de la guerre, le roi de Prusse lui avait dit : « Maréchal, vous avez assez fait pour avoir acquis le droit de vous reposer sur vos lauriers. » Mais le vieux Wrangel n'en a point jugé ainsi : il s'est engagé comme volontaire dans le

régiment qui porte son nom. Un volontaire de quatre-vingt-trois ans! Je l'ai vu entrer chez le roi en uniforme de cuirassier, la cuirasse à la poitrine et au dos, le casque sur la tête.

Enfin le 4 juillet, un autre Wrangel, le fils ou le neveu du maréchal, se signalait par un trait d'audace qui faillit ouvrir aux Prussiens les portes de Kœniggraetz. Ce jeune lieutenant de hussards s'élance vers la forteresse à la tête de trente cavaliers. Un avant-poste se rend à lui sans tirer un coup de fusil. Il pénètre alors jusqu'au cœur même de la place avec l'interminable convoi des canons, des caissons, des ambulances et des bagages de l'armée autrichienne en déroute. Il s'annonce comme parlementaire, et somme le commandant de rendre la forteresse au général en chef de l'armée de Silésie.

Presque au même instant le major de Burg, aide de camp du prince royal, venait renouveler d'une façon régulière cette sommation qui fut appuyée par une démonstration du sixième corps. La négociation n'aboutit point, et ce n'était qu'une ruse de guerre pour en arriver à une courte suspension d'hostilités. Le temps accordé aux pourparlers fut en effet mis à profit par les Prussiens qui s'avancèrent rapidement à leur aile gauche vers Pardubitz, presque sous le canon de la place et sans être aucunement inquiétés. Le lendemain 5 juillet, le commandant de Kœniggraetz ayant répondu par un refus catégorique, on canonna la place avec des pièces à longue portée, mais sans autre résultat que l'incendie de quelques maisons du faubourg. Du côté de Josephstadt, le capitaine Mischke, de l'état major de l'armée de Silésie,

ne put se faire reconnaître comme parlementaire ; on ne l'accueillit que par des coups de fusils et on lui blessa même son trompette.

Le 6 juillet, le grand quartier général se portant de Horsitz à Pardubitz, il me fallut traverser une fois encore tout le champ de bataille. Les corbeaux festoyaient, et une odeur fétide me saisissait aux narines. Le fantassin à tunique blanche était toujours assis dans le fossé à droite de la route, attendant le soldat fossoyeur ; mais il avait le visage horriblement enflé et noir. Le roi de Prusse me dépassa dans une voiture à quatre chevaux, précédé et suivi de pelotons de lanciers. Beaucoup de ces cavaliers qui s'étaient distingués le 3 juillet, avaient les flammes de leurs lances toutes rouges de sang.

Aux approches de Kœniggraetz, je pus me convaincre par mes propres yeux que, de ce côté, la déroute des Autrichiens s'était changée en un véritable sauve-qui-peut. Armes, fourniments, canons, bagages jonchaient la route et la campagne à perte de vue. Il y avait là aussi tout un équipage de pont.

Les deuxième et quatrième corps autrichiens avaient réussi à passer l'Elbe à Lochenitz, à Predmeritz et à Placka. Le gros de l'armée battant en retraite s'était également dirigé d'abord à l'est sur ces divers points, afin d'y opérer le passage du fleuve. Mais les progrès du sixième corps prussien l'avaient bientôt contraint à se tourner vers le sud, dans la direction de Pardubitz. Il en résulta un grand désordre : les régiments, les brigades, les corps d'armée, les troupes de toutes armes se mêlèrent dans cette fuite précipitée ; et la confusion fut au comble

quand la cavalerie, après avoir fait héroïquement son devoir, dut elle aussi demander son salut à la vitesse des chevaux.

Un nombre considérable de fuyards avaient couru vers Kœniggraetz pour y passer l'Elbe, ou dans l'espoir de trouver un refuge derrière les murs de la forteresse. Mais le commandant craignant que, au milieu de cette panique, la place ne fût emportée par surprise, en avait fait fermer les portes qui ne se rouvrirent devant l'armée débandée que vers onze heures du soir. Beaucoup de malheureux, échappés au massacre, avaient péri dans les marais et les inondations de Kœniggraetz; beaucoup d'autres s'étaient noyés en voulant traverser à la nage l'Elbe gonflé par les dernières pluies.

Deux divisions de cavalerie, la 1re légère et la 2e de réserve, atteignirent Pardubitz dans la nuit qui suivit la bataille. Le 4 juillet, sur la rive gauche de l'Elbe, le deuxième corps gagna Kosteletz avec la 2e division de cavalerie légère, la brigade Henriquez formant l'arrière-garde; le quatrième corps se porta à Borohradek à l'ouest de Kosteletz. Les premier, troisième et sixième corps avec une partie du corps saxon, ayant passé le fleuve soit à Kœniggraetz, soit au sud de la place sur des ponts de bateaux, se dirigèrent vers Hohenmauth; enfin les huitième et dixième corps avec une grande masse de cavalerie et le reste des Saxons, marchèrent sur Pardubitz en longeant la rive droite de l'Elbe, traversèrent le fleuve devant cette ville et allèrent vers Hohenmauth se joindre au gros de l'armée après avoir incendié les ponts.

Le vainqueur s'était arrêté le soir de la bataille,

tandis que le vaincu avait marché toute la nuit; le lendemain 4 juillet, Benedek avait donc pu mettre une assez grande distance entre l'ennemi et lui. Il lui fallut alors prendre un parti : devait-il opérer sa retraite sur Olmütz, ou bien diriger l'armée directement sur Vienne même? Quant à livrer de suite une nouvelle bataille, cela était matériellement impossible. Non-seulement l'armée avait perdu du 27 juin au 3 juillet plus du tiers de son effectif en tués, blessés et prisonniers, mais plusieurs de ses corps étaient totalement désorganisés, beaucoup de bataillons s'étaient mêlés les uns aux autres; et après tant d'efforts n'aboutissant qu'à des revers, l'abattement moral du soldat se manifestait par une discipline de plus en plus relâchée. Les symptômes menaçants d'une complète dissolution de ses régiments ne pouvaient échapper à un militaire aussi expérimenté que le feldzeugmestre. Il comprit que vouloir ramener les troupes sous Vienne dans leur état actuel et avec les Prussiens sur leurs talons, c'était s'exposer à un désastre plus irréparable encore que celui de Sadowa. Il adopta le parti qui lui était imposé par la force des choses, celui de rassembler ses soldats dans un endroit où, à l'abri des coups de l'ennemi, il pût grâce à un peu de repos, ranimer ces hommes épuisés et rétablir dans leurs rangs l'ordre et la discipline. C'est donc injustement qu'on lui a reproché comme une dernière faute, de n'avoir point marché tout droit sur la capitale. Avant d'être atteintes et coupées par les Prussiens, les lignes ferrées d'Olmütz et de Brünn, qui d'ailleurs se rejoignent en une seule ligne à Lundenbourg, pouvaient bien transporter jusqu'à Vienne

un corps d'armée, mais non pas 150,000 hommes avec leur matériel de guerre. Quant à obliger cette armée désorganisée et démoralisée à faire à pied une si longue route sans un jour, sans une heure de repos, pour ainsi dire en une seule étape, et avec le vainqueur sur ses derrières, c'eût été affronter le danger d'une débandade générale.

Benedek ordonna donc la retraite sur Olmütz. Cette place forte et ce camp retranché ne lui offraient pas de grands moyens de ravitaillement; mais il était sûr du moins d'y trouver les deux choses les plus nécessaires de toutes : un repos paisible de quarante-huit heures pour ses soldats exténués, et la fin de ce grand désordre qui, en se prolongeant, pouvait devenir plus funeste que la défaite même.

En conséquence un seul corps d'armée, le dixième, fut envoyé à Vienne par le chemin de fer. La 1re division de cavalerie légère et les trois divisions de cavalerie de réserve, placées sous le commandement du prince de Holstein, devaient opérer séparément et se replier sur le Danube en observant les mouvements de l'ennemi. Les autres corps de l'armée autrichienne, formés en trois colonnes, furent dirigés sur Olmütz : les premier, troisième et sixième corps avec la réserve d'artillerie par la route de Hohenmauth; les deuxième et quatrième corps avec la 2me division de cavalerie légère par la route de Wildenschwerdt; le huitième corps et les Saxons, composant la réserve par la même route, mais à une journée de marche en arrière.

Le 7 juillet, l'armée autrichienne atteignit Lanskron, Mœrish-Trübau et Zwittau. La cavalerie du

prince de Holstein se porta entre Hlinsko et Policka. Le même jour commença la mise en wagon du dixième corps pour Vienne. Les 8, 9 et 10 juillet, les trois colonnes poursuivirent leur route sur Olmütz où elles arrivèrent le 11. En huit jours ces troupes à peine nourries avaient franchi, malgré leur complet épuisement, une distance de vingt-et-un milles d'Allemagne, soit environ quarante-deux lieues de France, en échappant à la poursuite du vainqueur.

Moltke ne s'était pourtant pas attardé après la victoire; il serrait Benedek de très-près. Dès le 4 juillet, la division de cavalerie Hartmann, attachée à l'armée de Silésie, s'était avancée jusqu'à Opatowitz, Bohdanec et Pardubitz. Elle avait reconnu que les ponts sur l'Elbe étaient en flammes devant cette ville, en sorte qu'on fit avancer des équipages de pont. Les trois armées prussiennes s'étaient portées ce jour-là au sud du champ de bataille, sauf le sixième corps qui fut chargé de le déblayer. Le même corps envoya des détachements devant Josephstadt et Kœniggraetz, et établit par une ligne d'étapes les communications avec le comté de Glatz, tandis que l'armée de Silésie marchait sur Pardubitz et Chrudim à la poursuite des Autrichiens. La première armée et l'armée d'Elbe se relièrent de la même manière avec la Prusse par Turnau, et s'avancèrent en décrivant un arc de cercle par la droite vers Olmütz. Une forte avant-garde, commandée par le duc Guillaume de Mecklembourg-Schwerin, fut dirigée sur Leitomischel pour garder l'ennemi en vue de ce côté. Enfin la division de landwehr de la garde (général Rosenberg), qui avait atteint Nechanitz le soir de la bataille, marcha sur Podie-

brad pour protéger le flanc droit contre une attaque venant de Prague.

Le 5 juillet, l'armée de Silésie occupa Hradish, Ceperka et Opatowitz; le cinquième corps qui marchait en tête, passa l'Elbe sur deux ponts de bateaux devant Pardubitz où l'avait précédée la division de cavalerie Hartmann. Celle-ci avait ramassé sur les routes beaucoup d'hommes à bout de forces, et recueilli une quantité de blessés abandonnés partout sans chirurgiens, sans infirmiers, sans secours d'aucune sorte. Quant à la première armée, elle atteignit Prelouc, Melitz et Lan; les ponts sur l'Elbe n'ayant point été détruits, elle établit ses avant-postes sur la rive gauche du fleuve. Enfin l'armée de l'Elbe se porta à Kladrub en reliant sa gauche à Wapno avec la première armée, tandis qu'à sa droite la division Rosenberg gagnait Dlahopolsko vers Podiebrad.

Jusqu'alors Moltke avait poursuivi Benedek sans savoir si le feldzeugmestre opérait sa retraite sur Olmütz ou sur Vienne. Mais le 6 juillet, ayant acquis la certitude que les Autrichiens se retiraient sur Olmütz, il se décida immédiatement à les « faire suivre de ce côté par l'armée de l'aile gauche seulement et à faire marcher les deux autres armées directement sur Vienne pour terminer la campagne dans le plus bref délai. » En conséquence le prince royal s'avança le 7 juillet vers Olmütz par Hohenmauth, Chroustowitz et Béla. Des détachements de cavalerie, qui rejoignirent l'arrière-garde ennemie à Zwittau et à Lanskron, éclairaient l'armée de Silésie dans son mouvement à gauche. Elle devait s'établir entre Littau

et Konitz, avec le comté de Glatz comme base d'opérations.

Moltke ne songeait nullement à mettre le siége devant Olmütz, et cette forteresse ne devait pas plus arrêter les Prussiens sur la route de Vienne que Kœniggraetz ou Josephstadt. Mais tandis que le prince Frédéric-Charles allait se porter par Policka, Kreutzberg et Rosinka sur Brünn, et le général Herwarth, par Deutsch-Brod et Iglau sur Brünn ou Znaïm selon les circonstances, le prince royal se plaçait devant l'armée autrichienne rassemblée à Olmütz; de la sorte avec l'aile gauche, il couvrait le centre et l'aile droite des Prussiens dans leur mouvement offensif contre la capitale ennemie. Si Benedek se retirait d'Olmütz sur Vienne, il devait le suivre pour lui faire le plus de mal possible suivant le terme consacré par les usages de la guerre; si au contraire le feldzeugmestre venait lui offrir la bataille avec des forces trop supérieures, il chercherait à l'attirer du côté de la Silésie, afin de l'éloigner du point où Moltke se proposait de frapper le dernier coup. L'exemple de Josephstadt, de Kœniggraetz et surtout d'Olmütz, forteresse de premier ordre, a bien montré l'inefficacité des places de guerre pour la protection d'une capitale; et cela par suite de la concentration, inévitable aujourd'hui, de grandes armées évoluant avec une rapidité extraordinaire. La tactique et la stratégie, aussi bien que l'organisation des armées et les armes perfectionnées, les chemins de fer multipliés à l'infini, qui rassemblent nécessairement sur un point quelconque, dans un espace de temps très-court, la grande masse des forces ennemies, en un mot la guerre elle-

même, comme le bon sens des nations, condamne les remparts, les bastions et les casemates : on n'assiége plus les forteresses, on les tourne; et le moment approche où elles seront rasées non-seulement parce qu'elles offensent la civilisation, mais encore et surtout parce qu'elles sont inutiles.

Le 6 juillet au soir, des remparts m'apparaissent tout à coup au fond du crépuscule. Leur pied baigne dans une eau profonde, au courant très-rapide. Les Autrichiens ont incendié les ponts; destruction inutile : les Prussiens les ont remplacés par deux ponts de bateaux. L'obstacle n'a pu, même pendant une heure, retarder la poursuite. Le grand quartier général traverse l'Elbe. Nous sommes à Pardubitz. Dans les rues, pas une âme; toutes les maisons closes; à peine quelques fenêtres éclairées aux étages supérieurs. La grand'place, du dix-septième siècle, régulière et formant un quadrilatère oblong, offre un tableau des plus pittoresques avec ses hautes maisons à façades arrondies par le haut et historiées, avec sa tour d'église surchargée de méchantes sculptures sacrées et d'un style que les soldats prussiens appellent le *style jésuitique*, avec ses feux de bivacs autour desquels dort un bataillon de la garde.

Je monte les degrés de l'hôtel de ville. Dans l'escalier voûté et sombre, brûle devant un grand christ noir une petite lampe qu'entoure un buis béni. Au fond d'une salle basse à larges arceaux, et près d'un vieux poële en faïence, une merveille! je trouve le bourgmestre; j'obtiens de ce digne homme une paillasse dans sa propre maison. Il me dit que les Prussiens inspiraient une telle épouvante que les cinq

sixièmes des habitants ont abandonné la ville. A Horsitz, mon hôte m'avait assuré que, dans les campagnes bohêmes, les soldats du roi Guillaume passaient pour des ogres dévorant les petits enfants. Quelle éducation à faire! Le lendemain à mon réveil, j'aperçois, fourbissant ses armes au pied de ma couchette, un géant qui me souhaite le bonjour en riant. Je le reconnais : c'est le soldat de mon ami Lutichau, ce bon garçon qui rit toujours. A Soor, à Chlum, à Rosberitz, il a vu la mort d'aussi près que possible, mais elle ne lui a point dérobé son rire. « Et ton lieutenant, où est-il et comment va-t-il? — A Kœniginhof, blessé d'un éclat d'obus à la tête; mais il en reviendra. — Et toi? » Pour toute réponse, il me montre ses trente-deux dents. Nous échangeons une poignée de main, et me voici sur la grand'place. Autre figure de connaissance : c'est le prince de Pless, le *Johanniter*. Il ne rit pas, lui : « Les Autrichiens, me dit-il, nous laissent vraiment trop de besogne sur les bras. Ici encore des centaines de blessés sans un médecin et qui meurent de faim! Le choléra se met aussi de la partie. C'est horrible! Le roi a pourtant fait savoir à Benedek que les ambulances seraient considérées comme neutres. Mais l'Autriche qui seule n'a point adhéré à la convention de Genève, nous impose la tâche impossible de secourir le plus grand nombre de ses blessés et de ses malades. » Un peu plus loin, j'aperçois un officier prussien prenant le frais sur un balcon. C'est un vieillard à tête chauve. Il a déboutonné son uniforme; le cou nu et la chemise ouverte sur la poitrine, il cause familièrement avec des soldats rassemblés dans la rue. Je re-

connais Guillaume Ier, roi de Prusse par la grâce de Dieu. Un peu plus loin encore, je rencontre mon bon Mejov, le *Wachtmeister* du prince royal. Il pousse un cri de joie et court m'annoncer au quartier général de l'armée de Silésie. Le général en chef et tous ses officiers me font fête. Cet accueil me décide à rester avec eux jusqu'à fin de la campagne.

A onze heures du matin, nous nous mettons en route pour Chroustowitz par Chrudim, et dans l'après-midi nous touchons presque aux avant-postes. Vers dix heures du soir, le général Gablenz s'y présentait pour la seconde fois en parlementaire. Le lendemain 8 juillet, le prince royal se rendit avec lui au grand quartier général qui se trouvait encore à Pardubitz.

L'envoyé autrichien était muni d'une simple instruction du comte de Mensdorff, ministre des affaires étrangères, qui venait d'arriver à Zwittau pour se rendre exactement compte de l'état des choses. Il y était question d'un armistice d'au moins huit semaines à conclure entre toutes les armées, celles de l'Ouest comme celles de l'Est. On offrait de remettre en gage les forteresses de Josephstadt et de Kœniggraetz, mais à la condition que ces forteresses seraient rendues à la paix avec tout leur matériel, et que les garnisons en sortiraient avec les honneurs de la guerre pour rejoindre l'armée autrichienne.

En revenant de Pardubitz, le prince royal me dit : « Les propositions de l'Autriche sont celles d'un vainqueur et non pas celles d'un vaincu. » Un fait singulier, c'est que le général Gablenz ignorait absolument la cession de la Vénétie. Il va de soi que cet aveu du

parlementaire produisit le plus mauvais effet au grand quartier général. Dans ces secondes ouvertures comme dans les premières, M. de Bismarck et le général Moltke ne virent ou ne voulurent voir qu'un détour imaginé à Vienne pour gagner du temps. Et comme en outre on venait d'acquérir la certitude que l'Italie, fidèle à ses engagements, refusait d'accepter la Vénétie sans l'assentiment de la Prusse; on renouvela la condition déjà précédemment imposée à l'Autriche, d'un accord préalable sur les bases mêmes de la paix. On remit donc au général Gablenz, sur sa demande, un écrit portant que le roi « consentirait volontiers à conclure un armistice pour entamer des négociations d'où pût sortir une paix durable entre la Prusse et l'Autriche. Mais votre instruction, ajoutait-on, ne contient pas d'ouvertures qui puissent servir de base politique à ces négociations, et d'ailleurs nos relations avec l'Italie exigent que nous nous entendions avec cette puissance avant de prendre des résolutions définitives. »

Le 7 juillet, l'empereur d'Autriche avait fait appel « aux peuples fidèles de son royaume de Hongrie. » Il les adjurait de se réunir autour de lui. « J'ai la ferme croyance, leur disait-il, que les guerriers de la Hongrie, conduits par leur fidélité traditionnelle, s'empresseront spontanément d'accourir sous nos drapeaux pour secourir leurs concitoyens et pour protéger leur patrie, directement menacée par les événements de la guerre. » Mais depuis dix-sept ans, les Hongrois n'avaient plus de patrie. En poursuivant la chimère de l'empire unitaire, le Habsbourg avait porté une main coupable et cruelle sur leurs

institutions, sur leur indépendance même. Ils se montraient bien plutôt disposés à se soulever contre lui qu'à se dévouer au salut de l'Autriche comme au temps de Marie-Thérèse. Si l'état de la Hongrie paraissait menaçant, ce n'était pas pour les Prussiens. Ceux-ci s'étaient entendus avec Klapka pour la formation d'un corps de partisans à Neisse. Ils invitaient les prisonniers madgyars à s'y enrôler; ils fournissaient les vivres et les armes. Ils voulaient enfin, en franchissant la frontière, se présenter aux populations non pas en ennemis, mais en libérateurs proclamant l'indépendance nationale. De ce côté la situation était donc des plus critiques pour l'Autriche; car si la révolte n'avait pas éclaté parmi les Hongrois, ceux-ci du moins demeuraient sourds à l'appel d'un souverain qui n'était pas allé chercher à Pesth la couronne de Saint-Étienne, ce symbole de la nationalité madgyare.

Le 10 juillet, l'empereur François-Joseph lançait un manifeste à tous les peuples de la monarchie : « Jamais, leur disait-il, je n'accepterai une paix par laquelle les bases de la puissance de mon empire seraient ébranlées. Je suis résolu plutôt à une guerre à outrance avec la certitude de l'appui de mes peuples. » Ce langage héroïque ne trouva guère d'écho. Quelques bandes de volontaires se formèrent dans le Tyrol allemand, et même en Bohême et en Moravie. Mais il n'y eut point de véritable soulèvement. On avait follement dédaigné le dévouement des Tchèques au début de la guerre; et maintenant il était trop tard : le 8 juillet, les Prussiens étaient entrés à Prague évacuée par les Autrichiens. Les magistrats et l'archevêque étaient allés au-devant de la division

Rosenberg arrivant de Podiebrad. La ville avait arboré des drapeaux blancs. Le roi de Prusse, bien inspiré par M. de Bismarck, avait dit aux Tchèques dans une proclamation : « Si notre juste cause a le dessus, alors le moment serait peut-être venu pour la Bohême et la Moravie, comme pour la Hongrie, de réaliser leurs vœux nationaux. Puisse une bonne étoile briller sur vous à jamais ! »

Ainsi au 11 juillet, l'armée autrichienne du Nord se trouvait tout entière réunie dans le camp retranché d'Olmütz, sauf le dixième corps dirigé sur Vienne par la voie ferrée. Du côté des Prussiens, la première armée approchait de Brunn, l'armée de l'Elbe avait atteint Iglau, et l'armée de Silésie se portait devant Olmütz, entre Littau et Konitz. Le sixième corps recevait l'ordre de la rejoindre en ne laissant que quelques bataillons devant Josephstadt et Kœniggraetz. Les troupes du général Knobbelsdorf, détachées sur la frontière orientale de la Silésie, furent également rappelées. Enfin la division Bentheim, du corps de réserve de la landwehr et qui avait jusqu'alors occupé la Saxe, notamment Dresde, Hof et Teplitz, fut dirigée sur Prague où venait d'arriver la division Rosenberg, du même corps. Du 4 au 10 juillet, il n'y avait eu entre les armées ennemies que quelques rencontres de cavalerie sans résultat appréciable.

Le 11 juillet à Trübau en Moravie, les Prussiens saisirent l'ordre de marche de Benedek pour sa retraite sur Olmütz, ainsi qu'un grand nombre de lettres d'officiers autrichiens. Ces documents irrécusables qui me passèrent sous les yeux attestaient que

le désastre était plus grand encore que je n'avais pu me l'imaginer. Avec le respect dû au malheur, j'en reproduis ici quelques extraits pour servir à l'histoire. Une de ces lettres est adressée par un lieutenant du génie à un fonctionnaire public : « Je déplore amèrement l'infortune du feldzeugmestre : elle l'écrase ! Bon patriote et le père de ses soldats, il méritait un meilleur sort... » Une autre lettre est écrite au comte C..., à Vienne, par son frère : « Pour dire toute la vérité, nos affaires vont misérablement. Et même, d'après l'opinion d'officiers expérimentés, *notre armée est totalement ruinée;* en sorte qu'on n'en peut rien espérer du tout... La bataille de Kœniggraetz a fini par la fuite la plus honteuse; c'est le dire d'hommes versés dans les choses de la guerre et qui ont été souvent dans les batailles; le commandement surpasse en impéritie celui de 1859... » Une lettre du prince Wr... porte ceci : « Tu me demandes s'il y a des chances pour nous : il n'y en a pas. Nous avons livré plusieurs combats et une bataille aux Prussiens, et toujours nous avons été vaincus, non par la supériorité de leurs troupes, mais à cause de l'impéritie de nos généraux. Le service de nos approvisionnements a aussi été bien misérable (*sic.*) Il est arrivé plusieurs fois que, pendant trente-six et même quarante-huit heures, nous n'avons rien eu à manger. Dans la lutte, les soldats ont été sacrifiés contre toutes les règles du sens commun. » Je pourrais citer d'autres témoignagnes accablants; mais c'est assez de ceux-ci dont l'éloquence est poignante.

Toute la Bohême avec Prague était au pouvoir des Prussiens. Sur ce pays, voici une note extraite

de mon carnet de voyage : C'est sans regret que j'ai quitté la Bohême; la terre féconde et bien cultivée, les moissons abondantes promettent le bien-être aux habitants, et pourtant dans les villages ou les bourgades on ne rencontre que des gens amaigris, couverts de haillons. Péniblement frappé de ce contraste d'un sol si riche et d'une population si pauvre, j'ai fait parler à Leitomischel mon hôte, un pauvre diable de clerc de notaire qui gagne par mois vingt florins de papier-monnaie pour nourrir toute sa famille. Cet homme, comme tous les gens du pays, avait une peur effroyable des Prussiens; sur un signe, il se serait couché à plat ventre. Beaucoup vont l'échine courbée comme accablés sous le fardeau d'une longue servitude.

« Pourquoi, demandai-je à mon hôte, êtes-vous si pauvres au milieu d'un pays si riche? — Ah! me répondit-il avec une mine piteuse, les impôts nous écrasent, et il en est parmi nous qui n'ont jamais vu une pièce d'argent. Et puis il n'y a guère d'industrie; on ne vit que de la terre. Ceux même qui auraient de quoi acheter un champ ne peuvent pas se le procurer pour leur argent : tout appartient aux grands domaines. » Les impôts, les propriétés seigneuriales et les couvents, voilà les trois misères de la Bohême. Presque pas de village qui n'ait son couvent, agréablement assis au sommet de la colline prochaine. Ces bons pères ne manquent de rien, à en juger par le vin qu'ils envoient au quartier général pour se le rendre favorable. Ce que le grand seigneur ne mange pas, le moine le dévore; et ce que le moine laisse au paysan, c'est l'impôt qui le lui prend. En

compensation, ces pauvres gens possèdent des saints dorés par milliers. Tout le paradis s'étale en statues sur les places publiques, en images dans les maisons : une façon imaginée par Loyola d'en donner un avant-goût au Tchèque réduit à un dur morceau de pain noir, tandis que la gent à froc s'épanouit dans l'abondance pour la plus grande gloire de Dieu. Ce peuple possède pourtant un fonds de patriotisme dont n'a pu le dépouiller la double persécution politique et religieuse. S'il n'a point défendu ses foyers, c'est qu'il n'avait pas d'armes; et puis entre les Allemands de Vienne et les Allemands de Berlin, il ne faisait guère de différence : le passé ne lui montrant dans les uns comme dans les autres que des ennemis de la race slave.

L'empereur François-Joseph ne pouvait donc compter ni sur le soulèvement de la Bohême et de la Moravie, ni sur le dévouement de la Hongrie. Le comte de Mensdorff avait dû reconnaître que l'armée de Benedek était pour le moment hors d'état de rien entreprendre contre les Prussiens; et l'ambassadeur de France en Autriche l'annonçait à son gouvernement le 9 juillet, en ajoutant que si l'armistice ne se concluait pas, les Prussiens pouvaient être dans quelques jours à Vienne [1]. Enfin l'empereur Napoléon faisait savoir à la *Burg* que, selon lui, la continuation de la lutte serait la ruine complète de l'Autriche [2]. Trahi par la fortune, pitoyablement secondé par ses alliés alle-

[1] Le duc de Grammont à M. Drouyn de Lhuys. Dépêche télég. du 9 juillet.

[2] M. Drouyn de Lhuys au duc de Grammont. Dépêche télég. du 12 juillet.

mands, ne pouvant espérer aucun secours du dehors ni même aucune aide des peuples de la monarchie, François-Joseph prit la résolution de courir la chance des armes et de « périr avec honneur » plutôt que de consentir à une autre cession de territoire que celle de la Vénétie[1].

Le 11 juillet, l'ordre fut expédié à Olmütz de diriger sur la capitale tous les corps de l'armée du Nord sauf un seul, le sixième. En même temps on rappelait sous Vienne la plus grande partie de l'armée du Sud. On ne laissait qu'un corps, le septième, sur l'Isonzo et une division en Istrie. Les cinquième et neuvième corps accouraient avec l'archiduc Albert, le vainqueur de Custozza, substitué à Benedek dans le commandement en chef et qui lança le 13 sa proclamation aux troupes : « Soldats du Nord et du Sud ! fidèles et braves Saxons! leur disait-il, une armée plus puissante que jamais se réunit, composée de combattants éprouvés, braves et persévérants qui, les uns avec la conscience d'une victoire déjà remportée, et les autres ardents à se venger d'un désastre immérité, sont tous également impatients de mettre fin à l'arrogance de l'ennemi. »

L'armée du Nord commença son mouvement sur Vienne dès le 11 juillet au soir. On possédait encore la ligne ferrée d'Olmütz, Prérau et Lundenbourg; le troisième corps et une partie des Saxons, transportés en wagon, purent rejoindre rapidement le dixième corps sous Vienne. Mais le chemin de fer n'étant qu'à

[1] Le duc de Grammont à M. Drouyn de Lhuys. Dépêche télég. du 13 juillet.

une seule voie entre Olmütz et Lundenbourg, il ne fallait pas songer à s'en servir pour ramener sur le Danube toute l'armée avec son matériel de guerre. Il fut donc décidé que les autres corps feraient la route à pied par Kremsier, Gœding et Presbourg, formés en trois colonnes échelonnées qui partiraient d'Olmütz les 14, 15 et 16 juillet. Le sixième corps devait protéger les derrières et la cavalerie couvrir à l'ouest le flanc de l'armée qui, pour éviter un trop long détour, était obligée de suivre jusqu'à Gœding la rive droite de la Marsh, où elle allait se trouver très-sérieusement exposée.

En effet Moltke, ayant pu s'assurer que les Autrichiens n'étaient pas en état de reprendre l'offensive à Olmütz, avait le 11 juillet assigné une nouvelle tâche à l'armée de Silésie, celle d'interrompre toute communication entre Olmütz et Vienne sur la rive droite de la Marsh. En conséquence le prince royal qui venait de s'établir entre Littau et Konitz, devait, en exécutant un mouvement tournant par Mœrisch-Trübau, Gewitsch et Plumenau, se porter entre Prossnitz et Urschitz et rendre impraticable la voie ferrée à Prérau. Pendant cette évolution de l'armée de Silésie, la première armée continua de marcher sur Brünn que le prince Frédéric-Charles atteignit le 12 juillet. Le roi de Prusse y fit son entrée le lendemain, tandis que l'armée de l'Elbe occupait avec son avant-garde Znaïm sur la Thaya.

Une troisième tentative d'armistice avait échoué comme les deux précédentes. En arrivant au grand quartier général dans la nuit du 11 au 12 juillet, M. Benedetti, ambassadeur de France, avait vivement

insisté en faveur d'un armistice. M. de Bismarck lui objecta qu'il était impossible de « conclure, sans le consentement de l'Italie, l'armistice proposé par la France. » Cependant, « voulant donner à l'empereur Napoléon un témoignage de ses bons sentiments », le roi Guillaume consentit le 12 juillet à une trêve de trois jours, afin de laisser le temps de constater « les intentions du gouvernement italien. » Le secrétaire de l'ambassade française, M. Lefebvre de Béhaine, porta à Vienne, dans la nuit du 12 au 13, la proposition prussienne. Les conditions de cette trêve n'y furent point acceptées. Le roi Guillaume exigeait que « le terrain situé entre la position actuelle de l'armée prussienne et la Thaya serait immédiatement évacué par les troupes autrichiennes. » En outre toutes les troupes autrichiennes, celles de l'armée du Sud comme celles de l'armée du Nord, et aussi les Saxons, devaient s'abstenir de tout mouvement pendant ces trois jours; de leur côté, les troupes prussiennes resteraient immobiles; elles se tiendraient à trois milles de distance d'Olmütz, mais le chemin de fer de Dresde à Prague serait ouvert aux transports des vivres. La principale objection de l'empereur François-Joseph fut celle-ci : « la trêve dont il s'agit ne s'étendant point à l'armée italienne qui peut pendant ce temps continuer sa marche en avant, il est tout à fait impossible que l'Autriche prenne pour son armée du Sud un engagement qui la condamnerait à une immobilité absolue et l'exposerait ainsi à un désavantage marqué. » A Vienne, on proposa d'établir entre les armées ennemies une ligne de démarcation derrière laquelle celles-ci auraient « une entière liberté de mouve-

ment. » On offrit la Thaya depuis sa source jusqu'à deux milles à l'ouest de Lundenbourg; à partir de ce point la ligne suivrait parallèlement le chemin de fer de Lundenbourg à Olmütz, également à une distance de deux milles à l'ouest. Cette contre-proposition que M. Lefebvre de Béhaine rapporta à Brünn fut immédiatement repoussée par les Prussiens qui se montrèrent indignés d'une hypothèse que les Autrichiens y avaient formulée en ces termes : « Les troupes prussiennes se tiendront à trois milles de distance d'Olmütz : ce qui n'exclurait nullement la possibilité de cerner de tous côtés, à cette distance, la place d'Olmütz pendant les trois jours de suspension d'armes. » Le Habsbourg ne se fiait donc pas à la parole du Hohenzollern s'engageant à arrêter ses soldats !

L'animosité s'accrut encore des deux parts à la suite de ces négociations inutiles, mais qui firent bien voir que si le vaincu ne pouvait se résigner à sa défaite, le vainqueur était résolu à lui imposer ses conditions, au besoin jusque dans les murs mêmes de la capitale ennemie. On le comprit à Paris, et c'est alors que Napoléon III prit son parti d'envoyer le 14 juillet, à M. Benedetti et au duc de Grammont, ces préliminaires de paix aux termes desquels l'Autriche demeurait exclue de l'Allemagne[1]. M. de Bismarck avait mis en pièces le traité secret ainsi que le programme du 11 juin, où l'empereur des Français façonnait la Prusse et l'Allemagne selon les inspirations de sa fantaisie.

Après comme avant Sadowa, la France n'avait pas

[1] Voir le chapitre XVIII.

envoyé un seul soldat sur le Rhin; mais son intervention médiatrice n'en était pas moins un sujet d'inquiétude pour la Prusse. La perspicacité de M. de Bismarck en découvrait toutes les suites éventuelles, et si elles irritaient son audace, sa prudence en était alarmée. Cependant, la Vénétie cédée par l'Autriche et celle-ci exclue de l'Allemagne, le but essentiel de la guerre serait atteint; si donc l'empereur François-Joseph se décidait à accepter ces préliminaires de paix, il ne serait bientôt plus possible au roi Guillaume de repousser un armistice appuyé sur de telles bases et si vivement recommandé par l'empereur des Français. On résolut donc, au grand quartier général alors établi à Brünn, de mettre à profit les heures et les minutes pour obtenir de nouveaux avantages militaires, afin qu'on pût ensuite se montrer d'autant plus exigeant sur les conditions soit d'un armistice, soit de la paix elle-même.

Moltke prit ses dispositions pour franchir avec célérité l'espace compris entre la Thaya et le Danube, réunir les moyens de passer le fleuve et livrer une dernière bataille devant Vienne. La première armée fut dirigée sur la capitale ennemie par les trois routes d'Ernstbrunn, Ladendorf et Gaunersdorf. Une division se porta sur Lundenbourg, précédée d'une avant-garde qui fut chargée de couper le chemin de fer dans la direction de Prérau. L'armée de l'Elbe se remit en marche sur Hollabrunn et Enzersdorf, en détachant quelques bataillons vers Meissau, à l'extrême droite prussienne. Le corps de réserve de la landwehr devait rejoindre la grande armée par les voies rapides, en ne laissant qu'un déta-

chement à Prague et un autre à Pardubitz. Ce corps comprenait, on se le rappelle, les deux divisions Rosenberg et Bentheim, formées la première de la landwehr de la garde, la seconde de la landwehr de Westphalie et de Poméranie, ainsi que trois brigades de cavalerie. Enfin cinquante pièces de siége furent expédiées par Dresde sur Brünn, où le prince royal et le prince Frédéric-Charles envoyèrent leurs équipages de pont. Moltke se préparait donc à frapper le dernier coup dans la Marshfeld devant Vienne, ou si les circonstances l'exigeaient, à Vienne même.

De son côté, l'archiduc Albert redoublait d'efforts pour se mettre en état de livrer aux Prussiens une grande bataille qui fût la revanche de Sadowa. L'orgueil des Habsbourg ne s'était pas encore résigné à abandonner à leur ancien vassal le sceptre de l'Allemagne. D'innombrables wagons amenaient à toute vitesse l'armée du Sud; le 14 juillet, l'armée du Nord commença aussi à marcher d'Olmütz sur Vienne.

Une reconnaissance opérée ce jour-là vers Tobitschau et Prérau par la division de cavalerie Hartmann, apprit au général Steinmetz, commandant du cinquième corps prussien, que les Autrichiens se dirigeaient vers le sud à marches forcées et avec une discipline assez relâchée. « Je crois, disait le général Steinmetz dans son rapport au prince royal, que les circonstances commandent de poursuivre vivement l'ennemi et de l'attaquer là où il se trouvera. » Le prince royal envoya immédiatement au général Bonin, commandant du premier corps qui se trouvait plus à portée de l'ennemi que le cinquième, l'ordre de faire appuyer par une brigade la pointe que la division

Hartmann allait pousser le lendemain jusqu'à Prérau même. Le général Stoch, de l'état major de l'armée de Silésie, se rendit au grand quartier général pour renseigner Moltke sur les mouvements de l'ennemi.

On crut alors que toute l'armée autrichienne était sortie d'Olmütz et qu'elle avait réussi à éviter la deuxième armée dans sa retraite sur Vienne. S'il en était ainsi, le prince royal n'avait plus rien à faire entre Prossnitz et Urschitz, et il reçut l'ordre de suivre le prince Frédéric-Charles dans la marche générale de la grande armée vers le Danube, en ne laissant que le premier corps seulement en arrière sous Olmütz.

Cependant si les Autrichiens avaient évité l'armée de Silésie à Prérau, la première armée pouvait les atteindre à Gœding et à Lundenbourg, car pour gagner Vienne en temps opportun ils étaient forcés de suivre la vallée de la Marsh. Le 15 juillet, le prince Frédéric-Charles appuya donc à gauche vers Lundenbourg, et le général Herwarth de Bittenfeld fit de même vers Lâa.

Ce jour-là, la division de cavalerie Hartmann s'étant portée sur Tobitschau avec la brigade d'infanterie Malotki, du premier corps, les Prussiens aperçurent sur la route d'Olmütz de nombreuses troupes ennemies, précédées ou suivies de grands convois militaires : c'était la deuxième colonne de l'armée autrichienne, formée des premier et huitième corps, avec la 2me division de cavalerie légère. Sortie d'Olmütz au point du jour, elle cherchait à gagner Kojetein par Tobitschau; la brigade Rothkirck protégeait son flanc droit. La brigade Malotki engagea avec celle-ci

avec les premier et huitième corps. Il y avait embrassé le colonel Glasenapp, des hussards de la landwehr prussienne, atteint de sept blessures et fait prisonnier la veille, au combat de Rokeitnitz. Le feldzeugmestre se disposait à descendre la vallée de la Marsh, mais cette fois par la rive gauche, lorsqu'il reçut la nouvelle que déjà les Prussiens occupaient Gœding et qu'ils avaient détruit le chemin de fer au sud de cette localité. Il n'y avait plus dès lors pour lui d'autre alternative que celle-ci : ou atteindre Vienne en s'ouvrant un passage à travers les armées prussiennes, ou gagner Presbourg par les Petites-Carpathes et la vallée de la Waag. Cette dernière route, à peine tracée dans un pays de montagnes abruptes, n'était pas seulement la plus pénible, elle obligeait aussi à faire un long détour. C'était là un retard irréparable. Il fallut pourtant que Benedek se résignât à le subir, n'étant pas en état de livrer une grande bataille, où il se fût d'ailleurs exposé à être enveloppé par les armées du prince royal et du prince Frédéric Charles.

Le 16 juillet, il dirigea donc les deuxième et quatrième corps sur Presbourg par Ungarisch-Radisch et les Petites-Carpathes. Les premier et huitième corps, suivis du sixième et d'une partie des Saxons, durent se porter par Weisskirchen, à l'est d'Olmütz, vers la vallée de la Waag.

Le même jour l'armée de Silésie, laissant le premier corps sous Olmütz, longeait le cours de la Marsh et reliait à Brünn sa droite à l'arrière-garde de la première armée. Celle-ci occupait Gœding, Lundenbourg et Nikolsbourg. L'avant-garde du duc de Meck-

lembourg atteignit le lendemain, sur la grande route de Brünn à Vienne, Wilfersdorf où l'armée de l'Elbe établissait elle aussi ses avant-postes en venant de Lâa. Ainsi les trois armées prussiennes se rapprochaient de Vienne, étroitement reliées entre elles.

Le 18 juillet, le grand quartier général se porta de Brünn à Nikolsbourg, et Moltke fit continuer le mouvement général vers le Danube. Le prince Frédéric Charles, en suivant le cours de la Marsh, occupa sur les deux rives Feldsberg et Spanberg, Holitsch et Saint-Johann; il fit réparer les ponts et observer les routes d'Olmütz et de Tyrnau. A sa droite, le général Herwarth de Bittenfeld s'avança jusqu'à Gauners-dorf. Derrière eux, le prince royal marchait dans la direction de Nikolsbourg et de Lundenbourg, tandis que le premier corps cernait Olmütz.

La Moravie comme la Bohême était maintenant au pouvoir des Prussiens. Quant aux négociations pour un armistice, elles n'avançaient guère. Le 17 juillet à Predlitz, le prince royal me donnait sa parole qu'il ignorait absolument où elles en étaient. On savait seulement que M. Benedetti venait de partir de Brünn pour Vienne. Dans l'armée prussienne, la télégraphie de campagne avait été très-bien organisée par le colonel de Chauvin; mais les paysans moraves ou bohêmes coupaient les fils tantôt sur un point et tantôt sur un autre, en sorte que le service des dépêches était fréquemment interrompu. M. Benedetti se rendait à Vienne, disait-on, pour obtenir de l'Autriche qu'elle mît ses lignes télégraphiques à la disposition des négociateurs. Il est à supposer que ce diplomate éminent était chargé d'une autre mission encore : il avait

été à même de mesurer exactement les exigences prussiennes; il savait que le roi Guillaume, que M. de Bismarck étaient irrévocablement résolus à ne rien rabattre de leurs prétentions relativement à une Allemagne constituée en dehors de l'Autriche; il était donc mieux en situation que personne de décider l'empereur François-Joseph à accepter les préliminaires de paix, surtout en lui ôtant sa dernière illusion : l'intervention armée de la France.

Certes l'armée prussienne avait eu à supporter de cruelles épreuves dans un pays ennemi, déjà dévoré par l'armée autrichienne et où les vivres de 200,000 hommes avançant de six à huit lieues par jour, devaient être apportés sur d'innombrables chariots. Les Prussiens comptaient eux aussi par milliers leurs blessés et leurs malades. Le choléra commençait à faire de terribles ravages dans leurs rangs. Mais la fièvre de la victoire les possédait à tel point qu'il fallait toute la force de la discipline pour les empêcher de courir d'une haleine jusqu'à Vienne même. Tous enfin montraient un mépris du danger qui allait jusqu'à la témérité aveugle. En voici un exemple : à Predlitz le 17 juillet, je vis arriver les dix-huit canons enlevés aux Autrichiens par trois escadrons de cuirassiers à Tobitschau l'avant-veille. Environ 300 prisonniers accompagnaient ces pièces conduites par leurs propres artilleurs. Trente ou quarante cavaliers prussiens au plus escortaient ce grand convoi ; et ils n'avaient pas même pris la précaution de retirer des caissons les munitions d'artillerie. Je partageai mes provisions de route avec un officier prisonnier qui, en se défendant, avait reçu un coup de sabre sur la

tête : « Nous sommes perdus, me dit-il; nos soldats lâchent pied partout. » Le 18 juillet, je vis la population de Brünn faire un excellent accueil à l'armée de Silésie. En Moravie pas plus qu'en Bohême, aucun symptôme de soulèvement populaire contre l'étranger envahisseur; mais au contraire à Vienne même, des signes tellement menaçants pour le gouvernement que celui-ci crut devoir, quelques jours plus tard, proclamer l'état de siége : la voix publique imputait à la *Burg* tous les malheurs de l'empire.

Cependant l'empereur François-Joseph n'avait pu se résoudre encore à subir une paix qu'il considérait comme humiliante. Tout en « se montrant disposé[1] » à en accepter les préliminaires, proposés par la France, si la Prusse les acceptait d'abord, il continuait à appeler à lui sa belle armée du Nord qui n'était plus que l'ombre d'elle-même. A cette date on trouve le malheureux Benedek avec les deuxième et quatrième corps à Trentschin, dans les Petites-Carpathes. Il ne devait atteindre Presbourg que le 24 juillet par Malzenice, Cziffer et Wartberg. Un aide de camp de l'empereur, le major Fejervary, vint lui apporter l'ordre pressant d'accourir au secours de Presbourg, menacée par le prince Frédéric-Charles et défendue seulement par la brigade Mondl, du dixième corps, laquelle avait été forcée de se retirer de Lundenbourg sur Marchegg et de Marchegg sur Blumenau devant la première armée prussienne. Le deuxième corps autrichien était spécialement chargé de garder « Presbourg et la partie des

[1] M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti. Dépêche du 19 juillet.

Petites-Carpathes la plus rapprochée de cette ville. » Déjà ce corps s'était remis en marche sur Tyrnau; mais là on avait réuni plus de mille chariots qui transportèrent à Presbourg les soldats exténués. La brigade Henriquez y arriva la première le 20 juillet au soir. Le quatrième corps, moins favorisé, dut faire la route à pied par Trébéthe et Kosztolan, en doublant les étapes afin d'atteindre le Danube le 22. Quant aux autres corps, ils se trouvaient trop loin en arrière pour qu'il fût possible de compter sur eux, quelque vitesse qu'ils fissent.

Avec quelles forces l'Autriche allait-elle donc livrer le suprême combat, tenter un coup de fortune dont l'enjeu était son existence même? A Vienne, les troisième et dixième corps, moins la brigade Mondl, huit bataillons saxons et quatre divisions de cavalerie : environ soixante mille hommes de l'armée du Nord, mais profondément démoralisés par une suite non interrompue de revers; puis une cinquantaine de mille hommes des cinquième et neuvième corps de l'armée du Sud; devant Presbourg, le deuxième corps et la brigade Mondl. En comptant même le renfort des nouveaux bataillons en voie d'organisation, l'effectif de l'armée autrichienne rassemblée sur le Danube, ne s'élevait pas à 150 mille hommes. Celui des trois armées prussiennes atteignait 184 mille combattants.

Le 19 juillet, Moltke concentra la première armée et l'armée de l'Elbe sur la ligne de Malaczka, Gaunersdorf et Gœllersdorf, tandis que l'armée de Silésie se rapprochait en brûlant l'étape. Tout était prêt pour attaquer le camp retranché de Florisdorf et passer le

Danube, ou pour accepter la bataille si l'archiduc Albert se décidait à l'offrir dans la Marshfeld. On pouvait également tenter de prendre Presbourg par surprise, et de marcher rapidement sur Vienne avec le gros des forces prussiennes en laissant devant Florisdorf un corps d'armée.

Rien de définitif ne fut arrêté ce jour-là au sujet de l'action décisive. Cependant Moltke envoya aux commandants en chef des armées quelques instructions générales qui semblent indiquer que, dans son plan, les Prussiens ne devaient point atteindre Vienne par Florisdorf et le Danube, mais par Presbourg en s'emparant de cette ville. En effet, ses instructions du 18 portaient : « Dans la première armée on se préparera à désigner une division pour qu'elle puisse partir de Malaczka à marche forcée et aller s'assurer de Presbourg, du pont du Danube et, s'il est possible, des points de Hainburg et de Kitsée : Sa Majesté se réserve de donner cet ordre en temps opportun. » Dans ses instructions du 19, Moltke assignait à la première armée et à l'armée de l'Elbe Deutsch-Wagram et Wolkersdorf comme points de concentration en arrière du Russ; à l'armée de Silésie, Schœnkirchen pour y former la réserve. Le prince Frédéric-Charles et le général Herwarth de Bittenfeld devaient envoyer leurs troupes avancées ainsi que des reconnaissances sur le Russ; puis, « en même temps qu'on s'avancerait de ce côté, essayer de s'emparer de Presbourg par surprise et, dans le cas où l'on réussirait, s'assurer du pont du Danube. »

Le 20 juillet, la grande armée prussienne porta son front de bataille entre Stampfen à l'est, et Stocke-

rau à l'ouest. Le gros de ses forces se dirigea vers Deutsch-Wagram et Wolkersdorf.

Ce fut alors que le choléra redoubla de violence. Il m'apparut dans toute son horreur entre Brünn et Eisgrub où le prince royal établit ce jour-là son quartier général, dans le magnifique château du prince de Lichtenstein. Plusieurs hommes de l'escorte tombèrent foudroyés sous mes yeux. Il fallut créer des hôpitaux pour les pestiférés à Prossnitz, Tobitschau et Prérau. Le fléau venait de Sadowa, se nourrissant des charognes abandonnées le long des routes : des chevaux morts par centaines, par milliers, empoisonnaient l'air, car on ne se donnait pas la peine de les enterrer.

Le lendemain, m'étant rendu d'Eisgrub à Nikolsbourg, au grand quartier général, je revis M. de Bismarck et j'appris de lui que les hostilités seraient suspendues pendant cinq jours à partir du 22 juillet à midi. L'Autriche se résignait à sortir de l'Allemagne; le nœud gordien était donc tranché. M. Benedetti me confirma la bonne nouvelle : si les ambitions territoriales de la Prusse n'étaient point excessives, les négociations pouvaient maintenant aboutir sans nouvelle effusion de sang. Et cependant le sang fut encore versé abondamment et inutilement.

Le 20 au soir, la brigade Henriquez, du deuxième corps autrichien, avait seule pu rejoindre sous Presbourg la brigade Mondl, du dixième. Ces troupes n'étaient évidemment pas en état de défendre la ville contre le gros de l'armée ennemie qui s'en rapprochait d'heure en heure; et les autres brigades du deuxième corps n'y pouvaient arriver que successive-

ment dans la journée du lendemain. On n'avait aucun autre secours à attendre de l'armée du Nord. Quant aux forces rassemblées à Florisdorf sur la rive gauche du Danube, il fallait nécessairement les laisser dans ce camp retranché que les Prussiens pouvaient attaquer d'un moment à l'autre avec plus de cent mille hommes. Cependant Presbourg pris, et par suite le fleuve franchi dans cette ville, non-seulement le chemin de la capitale s'ouvrait devant le vainqueur, mais celui-ci, à cheval sur le Danube entre l'Autriche et la Hongrie, séparait en deux tronçons la monarchie elle-même. Dans cet extrême péril et d'ailleurs assuré de l'intégrité du territoire, l'empereur François-Joseph céda.

Le Habsbourg expulsé de l'Allemagne, c'était là un événement tellement extraordinaire que M. de Bismarck, doutant encore d'un si prodigieux succès, engagea apparemment le général Moltke à ne point s'endormir sur ses lauriers. Le 21 juillet, quoiqu'on fût tombé d'accord sur la condition essentielle d'un armistice, les Prussiens n'en continuèrent pas moins d'avancer vers Presbourg.

Le 22 juillet au matin, le général Fransecky marchait contre la ville avec les 7e et 8e divisions d'infanterie, une division de cavalerie et soixante dix-huit canons. Les hostilités devaient être suspendues pour cinq jours à midi sonnant; mais on comptait s'être rendu maître avant cette heure-là de Presbourg et du pont sur le Danube. Tandis qu'on engageait vivement l'action avec la brigade Mondl entre Blumenau et Kaltenbrunn, on se portait d'un autre côté et par un mouvement tournant sur Presbourg

même. Cependant la brigade Henriquez, puis les brigades Thom, Saffran et Wurtemberg du deuxième corps, ayant envoyé au feu plusieurs de leurs régiments à mesure qu'ils arrivaient, les Prussiens échouèrent dans leur tentative. A midi, quand les trompettes sonnèrent pour arrêter le combat, les Autrichiens pliaient; le général Fransecky approchait du but, mais il ne l'avait pas atteint, et 502 victimes avaient inutilement répandu leur sang sur le champ de bataille. C'est la guerre! Mais les usages qu'elle consacre doivent soulever la conscience de ceux-là même qui s'efforcent de la justifier en invoquant l'histoire, la nécessité politique et je ne sais quel droit des gens. Ainsi, après seize jours de négociations, une trêve est enfin décidée le 21 juillet, et le jour même, « avis de cette convention est expédié aux commandants des armées : on leur faisait savoir en même temps que, par suite, on ne devrait plus, à partir du 22 au matin, faire aucun mouvement qui pût amener une rencontre avec l'ennemi[1]. » Cependant par une circonstance inexpliquée, mais éminemment regrettable puisqu'elle coûta la vie à tant d'hommes, cet avis ne parvint au général Fransecky que le 22 juillet à sept heures et demie du matin; et alors voici ce qui arriva : « Le général Fransecky était très-sérieusement engagé. Pour le moment il ne pouvait pas, sans danger pour son centre, rappeler en arrière les troupes qui exécutaient un mouvement tournant. Il pouvait attendre le plus brillant résultat des dispositions qu'il avait

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.

prises. Du reste, il demeurait parfaitement libre d'agir comme il l'entendrait pendant les heures qui restaient à courir jusqu'à midi, et il ne se crut pas obligé d'interrompre auparavant la lutte qu'il avait entamée[1]. » En effet, les usages de la guerre permettaient aux Prussiens de mettre à profit jusqu'à la dernière heure et jusqu'à la dernière minute précédant la trêve, pour s'emparer de Presbourg le 22 juillet; mais la trêve étant devenue dès la veille une « convention » librement acceptée par les belligérants, il faut avouer que ce sont là des usages qui révoltent l'humanité.

Pendant cette trêve de cinq jours, la ligne de démarcation établie entre les deux armées, partant de Krems à l'ouest, suivait le cours du Danube jusqu'à Stockerau d'où elle remontait vers Gœllersdorf, pour s'incliner ensuite au sud-est, le long du Russ, vers Léopoldsdorf. De ce point elle se prolongeait à l'est par Lassée et Stampfen jusqu'à Lozorn et au delà.

La trêve expirait le 27 juillet à midi; mais les préliminaires de paix ayant été signés à Nikolsbourg le 26, elle fut prolongée jusqu'au 2 août. En même temps on concluait un armistice pour quatre semaines. Cette fois la ligne de démarcation passait à l'ouest par Eger, Pilsen, Tabor, Neuhaus, Zlabings et Znaym; au sud elle était formée par la Thaya jusqu'à son confluent avec la March, puis à l'est par la March jusqu'à Napagedl; de là elle se dirigeait directement sur Oderberg. Les Prussiens devaient se retirer à deux milles d'Olmütz, et à un mille de Kœniggraetz, Josephstadt et Theresienstadt. Ces places pouvaient

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. **Relation prussienne.**

tirer leurs approvisionnements des pays situés en dehors de ces zones. Une route d'étapes par Weisskirchen et Meseritsch était accordée à la place d'Olmütz à travers les lignes prussiennes.

Ainsi se termina dans l'Est cette rapide et prodigieuse campagne qui, en vingt-cinq jours, du 27 juin au 22 juillet, avait coûté à l'Autriche 90,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, et qui la réduisait à subir la loi du vainqueur sous les murs mêmes de sa capitale.

Les succès imprévus qui plaçaient tout à coup la Prusse au premier rang des puissances militaires et à côté des plus renommées, n'étaient pas dûs seulement à la supériorité de l'armement, ou à une organisation préparée de longue main et achevée jusqu'en ses moindres détails en vue de cette « guerre à fond, » ou enfin au génie audacieux de deux hommes exceptionnels, aussi habiles l'un que l'autre à calculer les chances de leur audace et à les multiplier. A ces divers mobiles de la victoire, il faut ajouter le plus puissant de tous : l'enthousiasme, qui éclata dans l'armée après les premiers succès de Nachod et de Munchengraetz. Exaspérée par la fanfaronnade autrichienne et par ce dédain qu'on prodiguait partout à ses drapeaux, animée d'ailleurs de ce souffle irrésistible qui, aux heures décisives, donne à des milliers de soldats un seul cœur et un seul bras, tendus vers ce but héroïque : le sacrifice pour la patrie, l'armée prussienne possédait la force morale par excellence ; et celle-ci recevait son aliment de la présence dans les rangs d'une masse de jeunes gens intelligents et instruits, citoyens autant que soldats, qui communi-

quaient leur généreuse ardeur à leurs frères d'armes.

Rien de semblable dans l'armée autrichienne, composée d'éléments hétérogènes et même en partie hostiles. Si le sentiment du devoir militaire existait chez les troupes de Benedek, et si la passion de la gloire martiale transportait ses officiers, les Italiens, les Hongrois et les Slaves ne combattaient point pour la patrie, car la patrie leur faisait défaut aux uns comme aux autres ; et la cause pour laquelle il leur fallait verser leur sang était celle d'un pouvoir oppresseur de leur nationalité même.

Cette faute politique et cet attentat contre le droit national, l'Autriche les expiait cruellement. Les Italiens, enrégimentés de force, avaient jeté leurs armes ; la Hongrie était demeurée sourde, comme la Bohême et la Moravie, à l'appel de l'empereur. Et ce n'est pas tout : cette « guerre à fond » dont il est question dans la fameuse dépêche Usedom[1], cette guerre par laquelle la Prusse proposait à l'Italie de « pousser leur adversaire dans ses derniers retranchements et jusqu'à ses dernières ressources », allait être portée en Hongrie, si l'Autriche, conseillée par la France, ne s'était point décidée à conclure la paix.

Au début des hostilités, la Prusse avait engagé l'Italie à envoyer une forte expédition sur la côte orientale de l'Adriatique. « D'après tous les renseignements parvenus au gouvernement prussien, mandait-on de Berlin à Florence, elle trouverait parmi les Slaves et les Hongrois une réception des plus cordiales[2]... » On affirmait en outre que les régiments

[1] M. d'Usedom à M. de La Marmora, 17 juin 1866.
[2] Même dépêche.

croates et hongrois « refuseraient bientôt de se battre contre des armées qui auraient été reçues en amies dans leurs propres pays. » Enfin on annonçait que « du nord et des confins de la Silésie prussienne, un corps volant, composé autant que possible d'éléments nationaux, pourrait pénétrer en Hongrie et y rejoindrait les troupes italiennes et les forces nationales qui n'auraient pas tardé à se former. »

La Révolution, signalée par la Prusse à l'Autriche en janvier 1866 comme « l'ennemi commun, » devenait six mois plus tard une alliée que recherchait M. de Bismarck. Le roi Guillaume lui-même qui avait pris la couronne du droit divin « sur la table du Seigneur » à Kœnigsberg, donnait maintenant à la Révolution en Hongrie le baiser du treizième apôtre! En effet par un décret du 14 juillet il formait à Neisse, sur la frontière de la Silésie prussienne, un corps de partisans « où l'on se proposait de faire entrer ceux des nombreux prisonniers qui y consentiraient volontairement et qu'on destinait à envahir la Hongrie[1]. » Le général Klapka devait en prendre le commandement.

Les partisans et leur chef étaient prêts à entrer en campagne, quand arriva à Neisse la nouvelle que la paix venait d'être signée à Nikolsbourg. Le 1er août, ce petit corps hongrois se mit en marche vers les monts Jablunka, et l'on eut beaucoup de peine à le ramener en deçà de la frontière. La Prusse n'avait plus besoin de la Révolution en Hongrie et lui tournait le dos.

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.

CHAPITRE XVII

LES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DU MEIN.

Pendant que ces faits décisifs s'accomplissaient en Bohême et en Moravie, les Prussiens de l'armée du Mein en étaient aux prises en Allemagne avec les alliés de l'Autriche. N'ayant pu suivre les opérations militaires de l'Ouest comme celles de l'Est, c'est-à-dire sur le terrain, je dois me borner à les indiquer ici d'après des documents officiels.

J'ai déjà fait d'une manière approximative le dénombrement des forces ennemies et rapporté les premiers incidents de cette campagne [1]. On a vu le général Vogel de Falckenstein envahissant le Hanovre et la Hesse-Électorale, à la tête des divisions Gœben, Beyer et Manteuffel le 16 juin, enfermant l'armée hanovrienne dans un cercle de fer à Langensalza le 29, et la forçant à mettre bas les armes le surlendemain d'une victoire remportée par le patriotisme sur la conquête. On sait enfin que le plan adopté par Moltke pour l'armée du Mein consistait en ceci : attaquer et battre séparément les alliés de l'Autriche dans l'Ouest, avant qu'ils eussent pu réunir en un seul faisceau leurs forces disséminées.

[1] Voir aux chapitres XII et XIV.

Évidemment, l'action rapide était de ce côté la première condition du succès. Laisser aux alliés de l'Autriche le temps de s'organiser complétement, de former un tout compacte et solide de leurs contingents divers, c'eût été s'exposer aux chances d'une bataille décisive où l'armée du Mein aurait eu affaire à un adversaire au moins deux fois plus nombreux.

Les forces ennemies en présence à la fin de juin, après la capitulation de l'armée hanovrienne, étaient[1] : d'une part l'armée du Mein, 48,000 hommes et 97 canons; de l'autre le septième corps fédéral, formé par le contingent bavarois, 40,000 hommes[2] et 136 canons, ainsi que le huitième, comprenant les contingents wurtembourgeois, hessois, badois, et auquel s'étaient joints le contingent nassovien et une brigade autrichienne, celle-ci composée avec les garnisons des places fédérales, 46,000 hommes et 134 canons. Ces chiffres mêmes attestent que les confédérés du Sud et du Centre étaient loin d'être prêts à la guerre au moment où elle éclata. Leurs contingents étaient incomplets; armés et équipés à la hâte, la plupart manquaient aussi des choses les plus indispensables à des troupes en campagne. Entre ces soldats rassemblés au hasard, point de fraternité d'armes, et dès lors nulle cohésion possible. Chez leurs chefs, aucune idée commune, aucune vue d'ensemble; mais des projets divers et contraires, inspirés par des intérêts opposés : car chacun d'eux tendait à ce que l'armée fédérale fût surtout employée à protéger tel

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.
[2] Sur le papier : 52,000 hommes.



ou tel territoire, notamment celui de la Bavière, ou celui de la Hesse-Darmstadt, ou encore celui de Francfort, siége de la diète germanique. Le commandement en chef des forces alliées avait été donné au prince Charles de Bavière. On n'en vit pas moins certains gouvernements, à la suite des premiers revers, sommer le prince Alexandre de Hesse, qui commandait le huitième corps, de se maintenir sur la ligne du Mein vers Francfort, tandis que, de son côté, le prince Charles le sommait de se porter au nord-est vers Schlüchtern, afin de dégager l'armée bavaroise. On vit alors aussi le prince Alexandre, ne tenant compte d'aucune de ces sommations contradictoires, diriger le huitième corps au sud-est, dans le but de le joindre au septième sous Würtzbourg. Ainsi donc, pas plus l'unité dans le commandement que dans l'armée fédérale elle-même. Et lorsque, en regard de défauts tellement saillants, on place les qualités qui, sous tous ces rapports, distinguaient à un si haut degré l'armée du Mein, et que l'on tient compte également de la supériorité du fusil à aiguille, il faut bien reconnaître qne Moltke n'avait point fait un faux calcul en n'opposant qu'un homme à deux dans l'Ouest.

L'armée bavaroise, ou septième corps fédéral, se composait de quatre divisions d'infanterie, les divisions Stephan, Feder, Zoller et Hartmann, d'un corps de cavalerie de réserve commandé par le prince de Taxis, et d'une réserve d'artillerie. Le huitième corps fédéral comprenait : la division wurtembourgeoise (général Hardegg), formée de trois brigades ; la division badoise (général prince Guillaume de

Bade); la division hessoise-grand-ducale (général Perglass); une division combinée de troupes autrichiennes et nassoviennes (général Neipperg). Ce corps possédait également une réserve de cavalerie et d'artillerie, formée de régiments ou de batteries appartenant aux divers États alliés, sauf la Bavière.

Vers la fin de mai, il avait été décidé aux conférences militaires de Munich que les contingents fédéraux seraient rassemblés le 15 juin. Cette résolution n'était que très-imparfaitement exécutée à cette date, quand la Prusse ouvrit les hostilités. Le huitième corps surtout éprouvait beaucoup de difficultés à se constituer. Bade ne mobilisa son contingent que le 17 juin. Il n'y avait alors, dans la région de Francfort, que les troupes de la Hesse-Darmstadt et du Nassau ainsi qu'une brigade wurtembourgeoise. Le prince Alexandre exerçait ses soldats et les passait en revue à mesure qu'ils arrivaient; il leur souhaitait la bienvenue, s'efforçant de leur inspirer une émulation héroïque : « Wurtembourgeois, Badois, Hessois, Nassoviens, leur disait-il le 18 juin, mes regards se portent sur vous avec confiance; et en vous souhaitant la bienvenue, je la souhaite aussi à ces braves camarades autrichiens qui doivent prochainement faire partie de votre corps d'armée. » Le 21, la brigade autrichienne arriva à Darmstadt, et une brigade badoise à Francfort. Mais il est à supposer que l'organisation du huitième corps était loin d'être achevée, car on ne fit pas la moindre démonstration en faveur des Hanovriens qui se retiraient alors devant l'armée du Mein, du côté de Goettingue.

Si la soudaine invasion du Hanovre et de la Hesse-

Électorale par les Prussiens rendait inexécutable, à l'Ouest comme à l'Est, la stratégie arrêtée aux conférences d'Olmütz du 10 au 15 juin, l'armée bavaroise était du moins en état de se porter au secours de l'armée hanovrienne. Le 21, elle se trouvait concentrée autour de Bamberg pour aller opérer au nord du Mein. La division Hartmann occupait Schweinfurt sur la gauche, la division Stephan Lichtenfels sur la droite, la division Zoller Bamberg au centre; la division Feder formait la réserve à Forchheim. La division de cavalerie était établie entre Bayreuth et Hof, et la réserve d'artillerie à Erlangen.

Le prince Charles apprit le 21 au soir que les Hanovriens se proposaient de gagner l'Allemagne du Sud par Fulde. Il aurait dû alors, pour les dégager, marcher à leur rencontre sans perdre ni un jour ni une heure. Mais il n'entreprit sérieusement ce mouvement que le 26 juin, cinq jours trop tard comme on l'a déjà vu[1]. Il venait de recevoir l'avis que les Hanovriens, trouvant la Hesse-Électorale au pouvoir de l'ennemi, ne cherchaient plus à se frayer un passage par Fulde, mais plus à l'est par Mulhausen, Gotha et la forêt de Thuringe. Les Bavarois se portèrent donc ce jour-là dans la même direction, vers Meiningen; ils occupèrent Fladungen, Neustadt, Kœnigshofen, Münnerstadt et Lauringen. Cependant la nouvelle des négociations engagées entre les Hanovriens et les Prussiens étant parvenue au quartier général bavarois, le prince Charles arrêta ses troupes en marche; il leur accordait quarante-huit heures de

[1] Au chapitre XIV.

repos au moment même où se livrait le combat de Langensalza. Puis informé de divers côtés, notamment de Munich, de Vienne et même de Langensalza, que les Hanovriens « espéraient pouvoir tenir jusqu'à l'arrivée de secours[1], » il se décida à continuer le 30 son mouvement vers Gotha par la forêt de Thuringe. Mais ces lenteurs et ces retards avaient porté leurs fruits : la brave armée hanovrienne ne pouvait plus être secourue, et les Prussiens n'avaient plus d'ennemis sur leurs flancs ni sur leurs derrières.

La marche tardive et inutile des Bavarois au nord-est entraînait pour les alliés un autre désavantage : celui d'éloigner le septième corps du huitième, et de rendre dès lors leur jonction plus difficile. Le 26 juin, dans une entrevue du prince Charles et du prince Alexandre à Schweinfurt, il avait été convenu que cette jonction s'opérerait le 7 juillet à Hersfeld dans la Hesse-Électorale, et un ordre de marche fut arrêté en conséquence. Les deux chefs avaient eu beaucoup de peine à se mettre d'accord : l'un voulant placer le huitième corps entre l'ennemi et la Bavière; l'autre, attirer le septième du côté de la Hesse-Darmstadt et de Francfort. L'état-major autrichien fit transiger ces prétentions contraires en proposant le point intermédiaire de Hersfeld, situé au nord de Fulde; mais outre que les Prussiens, pour l'atteindre, avaient moitié moins de chemin à faire que les deux corps fédéraux, le prince Charles s'étant avancé jusqu'à Meiningen était maintenant obligé ou de revenir en arrière, ou d'entreprendre un mouve-

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.

ment à l'ouest pour se rapprocher du prince Alexandre, par les routes de Hilders à Fulde et de Geysa à Hunfeld, c'est-à-dire avec l'ennemi sur son flanc droit. Il se décida pour ce dernier parti, et fit savoir au huitième corps que rien n'était changé à l'ordre de marche.

Le prince Alexandre avait déjà mis le huitième corps en mouvement vers la ligne de Hanau, Fulde et Hunfeld. Mais il en avait détaché la division austro-nassovienne vers Friedberg, Wiesbade et Mayence en apprenant que les Prussiens des garnisons de Coblence et de Cologne se montraient dans le Nassau; il avait également envoyé sur la Lahn, vers Wetzlar et Giessen, les Badois et la réserve decavalerie pour protéger ses flancs et ses derrières; en sorte que le 3 juillet, en atteignant Alsfeld, Lauterbach, Herbstein et Shotten, le huitième corps se trouvait singulièrement affaibli.

Ce jour-là les Bavarois marchèrent, la division Zoller en tête, de Meiningen vers Dermbach. La division Hartmann, chargée de couvrir ce mouvement du côté d'Eisenach, reconnut que les Prussiens avaient quitté cette ville. La cavalerie de réserve se porta par Kissingen vers Bacha, pour essayer de relier le septième corps au huitième.

Après en avoir fini avec les Hanovriens, les Prussiens visaient Francfort, centre de la coalition des alliés de l'Autriche. Mais avant de frapper au but, ils se proposaient d'atteindre séparément les deux corps de l'armée fédérale, le septième d'abord, puis le huitième. Or, en se portant directement sur Francfort, ils avaient à craindre que le prince Alexandre ne se renfermât dans Mayence, et qu'ils

ne se trouvassent eux-mêmes arrêtés devant cette forteresse avec les Bavarois à dos. C'est pourquoi le général Vogel de Falckenstein se décida à aller, par Fulde, à la rencontre du prince Charles et sans laisser à celui-ci le temps de rejoindre le prince Alexandre. Le mouvement au nord-est, si tardivement exécuté par l'armée bavaroise, servit à souhait l'armée du Mein.

Le 3 juillet, les Prussiens occupaient Rasdorf, Geysa, Œchsen, Lengsfeld et Dermbach, barrant les routes par lesquelles les Bavarois s'avançaient à l'ouest en quittant la vallée de la Werra. Une sanglante rencontre eut lieu le lendemain sur deux points, à Zella et à Wiesenthal, entre la division prussienne Gœben et les divisions bavaroises Zoller et Hartmann. Ces deux combats que l'armée du Mein appela les combats de Dermbach, coûtèrent à celle-ci 344 tués, blessés ou prisonniers, et 773 à l'armée bavaroise.

Le prince Charles dut se replier au sud-est sur Kalten-Nordheim, devant la division Gœben, tandis que la division Beyer et la division Manteuffel poursuivaient ce jour-là leur marche vers Fulde par Hunfeld. C'est là, sur la route qui relie l'une à l'autre ces deux villes, que se produisit la panique à jamais fameuse de la cavalerie bavaroise. Un matin à Horsitz près de Sadowa, je rencontrai M. de Bismarck tenant un télégramme à la main et riant d'un rire énorme : « Figurez-vous, me dit-il, qu'un boulet à longue portée a enfilé un escadron de cavalerie bavaroise près de Fulde. Cette avant-garde a fui à bride abattue, entraînant le corps de cavalerie tout entier

jusqu'à Kissingen. Des cavaliers ont couru jusqu'au Mein et courent encore. » Un seul régiment, commandé par le prince de Taxis, avait échappé à cette panique inouïe : commencée le matin près de Hunfeld, elle fut au comble le soir quand des coups de fusil tirés par accident firent croire à ces soldats effrayés qu'un grand bois qu'ils traversaient entre Hettenhausen et Gersfeld, était occupé par l'infanterie prussienne.

Le 5 juillet, le général Vogel de Falckenstein s'attendant à une offensive du prince Charles, resserra l'armée du Mein entre Hunfeld, Geysa et Lengsfeld. Mais en apprenant la retraite des Bavarois, il poursuivit le même jour sa marche vers Fulde que les divisions Gœben et Beyer atteignirent le 6, tandis que la division Manteuffel s'arrêtait à Hunfeld.

A Fulde les Prussiens venaient de se placer entre le septième corps dont l'avant-garde n'était plus qu'à trois lieues de cette ville, et le huitième corps qui s'éloignait au sud-est vers Neustadt. On ne comprend pas que le prince Charles, au lieu d'opérer cette retraite qui servait si merveilleusement les projets de l'ennemi, ne se soit point alors avisé d'ordonner l'attaque simultanée de l'armée du Mein par toutes les forces alliées. Il n'avait que ce moyen-là de réaliser leur jonction, c'est-à-dire d'atteindre le but où tendaient ses efforts depuis le commencement de la campagne. En ne saisissant pas cette chance de pouvoir donner la main au prince Alexandre, mais en s'écartant de lui au contraire, il le laissait exposé seul aux coups du général Vogel de Falckenstein marchant sur Francfort. Enfin si le huitième corps es-

suyait un revers, on livrait de la sorte aux Prussiens la ligne du Mein et le siége de la Confédération germanique. Une seule préoccupation l'emporta : celle de protéger le territoire bavarois; on fixa aux alliés un nouveau rendez-vous pour le 7 juillet, sur la frontière septentrionale de la Bavière. Le prince Charles mandait le 5 au prince Alexandre : « Les colonnes prussiennes ont dépassé la Werra et s'avancent de toutes parts; par suite il n'est pas possible d'effectuer la jonction du septième et du huitième corps au nord du Rhœngebirge; » c'est-à-dire à Hersfeld, ou même à Fulde. En conséquence il l'invitait à se porter le plus promptement possible vers Neustadt afin d'y rejoindre l'armée bavaroise par Brückenau et Kissingen. Dans ce nouveau plan de campagne, on ne tenait aucun compte des obstacles qui se dressaient devant le huitième corps : la longueur de la route, le Rhœngebirge, l'armée du Mein elle-même.

Le prince Alexandre commença par concentrer à Schlüchtern, sur la route de Fulde à Hanau, son corps d'armée alors complété par l'arrivée des derniers contingents wurtembourgeois à Gelnhausen, sur la même route. Mais la nouvelle du désastre de l'Autriche à Sadowa lui étant parvenue ce jour-là, il se sentit peu disposé à conduire en Bavière les soldats des deux Hesse, du Wurtemberg, de Nassau et de Bade, en laissant à découvert le territoire de ces États, Francfort et la diète germanique. Son premier souci fut au contraire de regagner immédiatement la ligne du Mein, de Hanau à Mayence; et dans une lettre au prince Charles, il proposa d'opérer leur

jonction non pas en Franconie, mais sur le Mein, entre Hanau et Aschaffenbourg.

Le 7 juillet, tandis que les Bavarois s'éloignaient de leurs alliés dans la direction de Neustadt, et que la cavalerie de réserve, revenue de sa panique, était envoyée au sud vers Hammelbourg, au lieu de l'être vers Fulde au devant du huitième corps, celui-ci reprenait le chemin de Francfort après une série de marches et de contre-marches sans résultat et avant même d'avoir aperçu l'ennemi. Le gros du corps atteignit le soir Altenstadt, Gelnhausen, Lissberg et Gedern.

Cependant le prince Charles sommait le prince Alexandre d'avoir à revenir le plus tôt possible à Schlüchtern, en détachant une brigade vers Gemunden. Mais à Francfort, d'autres influences agissaient sur lui pour le retenir autour de cette ville, devant Mayence et à l'embouchure du Mein. Ici le grand souci était de défendre non pas la Bavière, mais les petits États du Sud-Ouest. Ainsi l'esprit de clocher divisait les alliés; des intérêts particuliers à chacun d'eux, dominant l'intérêt général, les éloignaient les uns des autres dans un moment où l'action commune eût été plus que jamais nécessaire. Pendant ce temps, les Prussiens se reposaient autour de Fulde.

Le 8 juillet, ils se remettent en marche. La division Gœben s'avance au sud sur la route de Brückenau; la division Manteuffel s'arrête un moment devant Fulde; quant à la division Beyer, elle pousse jusqu'à Schlüchtern à l'ouest, sur la route de Francfort, et le général Vogel de Falckenstein veut, par cette feinte, persuader au prince Charles qu'il marche sur cette

ville avec une partie de ses forces. Mais dès le 9, il rappelle à lui la division Beyer et concentre l'armée du Mein à Brückenau et à Géroda, résolu à la tourner tout entière contre les Bavarois afin de leur porter un coup décisif.

Ceux-ci affaiblis par des marches continuelles et par des campements sans paille sur un sol détrempé, avaient assez péniblement gagné la Saale. N'attendant pas l'ennemi avant le 11 juillet, ils avaient élargi leur front entre Neustadt et Hammelbourg, sur une étendue de dix lieues. Ils croyaient d'ailleurs qu'une partie des Prussiens, notamment la division Beyer, avait suivi le huitième corps fédéral.

Le 10 juillet, des combats se livrèrent sur la Saale à Hammelbourg, Kissingen, Winkels, Friedrichshall, Hausen et Waldaschach. Cette journée coûta à l'armée du Mein en tués, blessés ou prisonniers 36 officiers et 863 soldats; à l'armée bavaroise, 50 officiers et 1171 soldats. Le prince Charles ayant perdu le cours de la Saale, se vit forcé de rétrograder jusqu'au Mein et d'exécuter une retraite excentrique; en sorte que vingt-quatre heures après les combats de la Saale, son armée « était éparpillée sur une ligne de 7 milles de long environ[1]; » soit à peu près quatorze lieues.

Au grand quartier général prussien, en Bohême, on attendait impatiemment la nouvelle d'une victoire sur les Bavarois. Une dépêche arrivée à Kissingen le 10 juillet, en signalait d'avance les résultats, ceux du moins qu'en espéraient le général Moltke et M. de Bismarck : « Les pays situés au nord du

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.

Mein tomberont en notre pouvoir sans que nous y mettions le pied. » Le général Vogel de Falckenstein put faire cette réponse le soir même : « Demain, marche sur Schweinfurt. » Ainsi partout, à l'Ouest comme à l'Est, la fortune guerrière semblait aller au-devant des vœux prussiens. L'armée bavaroise avait été refoulée depuis la Werra jusqu'au Mein, où le prince Charles s'établissait à Schweinfurt sur la rive droite; et l'espace allait s'élargissant entre le septième corps fédéral et le huitième au point qu'il leur devenait très-difficile de se venir l'un à l'autre en aide.

Le 11 juillet, les Prussiens en s'avançant par Kissingen et Ramsthal vers Schweinfurt, reconnaissent la position du prince Charles; et la division Manteuffel se dispose à tenter un effort qui doit le rejeter au delà du Mein, quand une dépêche de M. de Bismarck vient tout à coup assigner une autre tâche au général Vogel de Falckenstein. Le président du conseil mandait au général en chef de l'armée du Mein que « les négociations auraient probablement pour base l'*uti possidetis*, et qu'il était important, au point de vue de la politique, d'occuper réellement les pays situés au nord du Mein. »

Aussitôt on se met en marche sur Francfort. Ce mouvement par le flanc droit, commencé dès le 11 au soir, est continué le 12 et le 13. La division Gœben, placée en avant-garde, accélère le pas pour aller occuper près d'Aschaffenbourg le débouché du Spessart; la division Manteuffel la suit par Gemunden; la division Beyer se porte vers Hanau par les vallées de la Sinn et de la Kinzig.

Quant aux Bavarois, ils ne se mettent point sur la

trace des Prussiens, ils ne tentent rien pour empêcher leur évolution vers l'Ouest; bien au contraire, ils passent le 12 sur la rive gauche du Mein, ne laissant à Schweinfurt qu'une arrière-garde. Le prince Alexandre qui à son tour allait avoir affaire au général Vogel de Falckenstein, n'avait donc aucun appui à attendre du prince Charles.

Le huitième corps, revenant sur ses pas, avait atteint le Mein dès le 9 juillet : les Hessois, les Nassoviens avec la brigade autrichienne autour de Francfort où ces troupes élevaient des retranchements; les Wurtembourgeois entre Hanau et Gelnhausen; les Badois sur la Nidda; la réserve de cavalerie à Assenheim; la réserve d'artillerie vers Offenbach; le quartier général à Borsheim.

Le 11, la brigade nassovienne fut dirigée sur Wiesbade : un petit corps prussien, composé de soldats de Coblence, Juliers, Malmédy, Siegburg et Trèves, parcourait le Nassau sous le commandement du général Roeder. Son but était d'inquiéter les alliés à Francfort, et d'affaiblir le huitième corps en attirant de son côté le contingent nassovien.

Ce jour-là le prince Charles sommait une fois encore le prince Alexandre de revenir à Schlüchtern afin de dégager l'armée bavaroise. Mais presque au même instant on apprit à Francfort que les Prussiens approchaient, et que l'armée bavaroise, battant en retraite de la Saale au Mein, passait sur la rive gauche de ce dernier cours d'eau.

Alors le commandant en chef du huitième corps « se rattache avec ardeur à l'idée d'opérer sa jonction avec les Bavarois, idée à laquelle il n'avait pas attaché

une grande importance jusqu'à ce jour. Sommé collectivement par les gouvernements du Wurtemberg, de Bade et de Hesse, d'éviter autant que possible d'abandonner la ligne du Mein avant l'armistice qui allait se conclure, il n'en tint pas compte ; et le 12, non content de renouveler sa proposition d'opérer sa jonction avec l'armée bavaroise sur le Mein, cette fois à Wurtzbourg, il faisait transporter le jour même par le chemin de fer une brigade hessoise de Hanau à Aschaffenbourg, afin de s'assurer de ce point de passage si important[1]. » Ainsi dans le moment le plus critique, trois avis différents, trois volontés contraires : le prince Charles exigeait que le huitième corps se portât à Schlüchtern ; les alliés du Mein prétendaient que son devoir était de défendre leurs États et Francfort ; le prince Alexandre, après tant de marches et de contre-marches inutiles, se décidait maintenant tout à coup à abandonner à l'ennemi la Hesse-Darmstadt, le Nassau, Bade et Francfort pour aller chercher l'appui des Bavarois jusqu'en Bavière même.

Le 13, le gros du huitième corps se rapproche de Hanau. Les Prussiens s'avancent dans le Spessart ; mais le prince Alexandre se flatte que la route d'Aschaffenbourg à Wurtzbourg demeure encore ouverte. Une brigade hessoise envoyée en reconnaissance se heurte, près de Laufach, contre la division Gœben. Les Hessois commandés par le général Frey déploient un grand courage ; mais ils sont repoussés et, dans cette première rencontre, leurs pertes sont énormes en tués,

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.

blessés ou prisonniers, surtout mises en regard de celles des Prussiens : 777 Hessois et 66 Prussiens. Ceux-ci avaient combattu dans une position abritée ; ceux-là au contraire « avaient dû s'avancer plusieurs fois complétement à découvert, sous des feux croisés. Ce combat avait donné une preuve irréfutable de la valeur du fusil à aiguille dans la défensive[1]. »

Pendant le combat de Laufach, le prince Alexandre dirigea ses principales forces sur Aschaffenbourg où la division Gœben, en poursuivant sa marche à l'ouest, engagea le 14 avec les Hessois et surtout avec la brigade autrichienne, une lutte plus meurtrière encore que celle de la veille. Cette fois les alliés laissaient sur le champ de bataille 710 tués et blessés, et aux mains du vainqueur 1738 prisonniers. La prise d'Aschaffenbourg ouvrait aux Prussiens la route de Francfort. Le prince Alexandre ne put même songer d'abord qu'à réunir ses forces disséminées ; et il leur désigna comme point de rassemblement Diebourg devant Darmstadt. Il devenait impossible aux alliés d'opérer leur jonction à Wurtzbourg. En donnant au huitième corps un nouveau rendez-vous au 20 juillet, le prince Charles proposait cette fois Uffenheim en Franconie, au sud de Schweinfurt et de Wurtzbourg, et à quarante lieues au sud-est de Diebourg. Il invitait le prince Alexandre à s'y rendre par Miltenberg et Tauberbischofsheim.

Le 15 juillet, le huitième corps se met en marche vers le septième à travers l'Odenwald. L'armée du Mein qui s'est concentrée à Aschaffenbourg, détache

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.

vers Hanau la brigade Wrangel, et le lendemain 16, celle-ci arrive par le chemin de fer à Francfort qu'elle trouve entièrement évacué.

La diète germanique s'était réfugiée à Augsbourg le 14. Les bourgmestres et le conseil de la ville libre de Francfort avaient lancé le 15 deux proclamations aux habitants : dans la première, ils leur annonçaient « l'éloignement provisoire de la haute assemblée fédérale, » et exprimaient la ferme résolution « de sauvegarder l'indépendance et l'inviolabilité de la cité de Francfort, fondées et garanties par des traités internationaux et fédéraux ; » dans la seconde, ils invitaient les habitants de la ville et de la campagne « à faire un accueil amical aux troupes prussiennes » qui allaient entrer dans Francfort et occuper son territoire. L'événement s'étant accompli le 16, le général Vogel de Falckenstein commença par notifier que le pouvoir gouvernemental lui était « transmis sur le duché de Nassau, la ville de Francfort et son territoire, ainsi que sur les parties du royaume de Bavière et du grand-duché de Hesse » occupées par les Prussiens. Il maintenait en fonctions les autorités administratives ; mais celles-ci n'auraient à recevoir d'ordres que de lui : « Et je veux, leur disait-il, que ces ordres soient ponctuellement exécutés. »

Un pareil langage ne présageait rien de favorable aux Francfortois. Les Prussiens en général, et M. de Bismarck en particulier, leur gardaient profondément rancune de cette hostilité systématique et aveugle qu'ils avaient fait éclater alors qu'à Francfort comme à Vienne et à Paris, on escomptait les victoires de l'Autriche. M. de Bismarck et les Prussiens se ven-

gèrent cruellement : non contents d'appliquer à cette ville indépendante et libre depuis des siècles, le prétendu droit de conquête, ils lui imposèrent à la suite de nombreuses réquisitions en nature et en argent, une contribution de guerre de vingt-cinq millions de florins. Le sénat et les autres corps municipaux ayant vainement réclamé auprès du roi de Prusse et auprès des puissances, le bourgmestre Fellner se pendit de désespoir.

Du 16 au 20 juillet, l'armée du Mein se reposa à Francfort, Hanau et Aschaffenbourg. Elle y reçut de nombreux renforts qui portèrent son effectif à environ 60,000 hommes. C'était notamment des bataillons de l'armée active ou de la landwehr, des détachements mixtes venant du Rhin et de la Lahn ou qui avaient occupé le Hanovre et la Hesse-Électorale; puis les contingents de Waldeck et de Schwarzbourg-Rudoldstadt, ainsi qu'une brigade d'Oldenbourg et des Villes hanséatiques. Le 20 juillet le général Vogel de Falckenstein, appelé au gouvernement de la Bohême, remit au général Manteuffel le commandement en chef de l'armée du Mein. Le général Flies remplaça le général Manteuffel à la tête du corps d'occupation des duchés de l'Elbe.

Tandis que les Prussiens s'emparaient des États de leurs ennemis au nord du Mein et qu'ils se préparaient à envahir l'Allemagne méridionale, le huitième corps traversait l'Odenwald; le 20 juillet il atteignit la Tauber : les Badois à Wertheim, les Wurtembourgeois à Bischofsheim, la brigade autrichienne à Gerlachsheim. A la même date le septième corps se trouvait concentré devant Wurtzbourg, sur la rive droite

du Mein. Cette fois le prince Charles et le prince Alexandre pouvaient se donner la main et poursuivre ensemble un but commun à la tête de 80,000 hommes et avec 286 canons; mais ils ne parvinrent à se mettre d'accord que le 21, après avoir perdu quarante-huit heures en conférences. Il fut enfin décidé qu'on prendrait l'offensive sur Aschaffenbourg en traversant les forêts de la rive droite du Mein, le septième corps par Lohr et le huitième par Marktheidenfeld. Ce mouvement offensif ne devait commencer que deux jours plus tard, le 24.

Ce nouveau retard allait avoir, pour les alliés, des conséquences d'autant plus funestes qu'ils s'imaginaient que le gros des forces prussiennes était encore du côté de Francfort, tandis qu'au contraire le général Manteuffel s'avançait à marches rapides avec 50,000 hommes et 121 canons. Il n'avait détaché de l'armée du Mein que 10,000 hommes pour garder Francfort, le Nassau et la Hesse supérieure.

Dès le 23 la division Flies rencontrait les Badois à Hundheim; la division Beyer gagnait Miltenberg et la division Gœben Amorbach, sur la rive gauche du Mein. Cela n'empêcha point le prince Charles d'entreprendre, le 24 au matin, sa marche au nord sur la rive droite vers Lohr et Gemunden; en sorte que ce jour-là le prince Alexandre, aux prises avec les Prussiens, n'avait aucun secours à espérer des Bavarois en avant de la Tauber. Les alliés, enfin réunis, se séparaient de nouveau; le septième corps s'éloignait une fois encore du huitième, et cela au moment même où l'armée du Mein se présentait étroitement concentrée.

Le général Manteuffel s'empara le 24 juillet des passages de la Tauber en livrant au huitième corps les combats de Tauberbischofsheim et de Werbach. Le prince Alexandre battit en retraite le 25 sur Gerchsheim, au sud de Wurtzbourg; en même temps il invitait les Bavarois à prendre eux-mêmes l'offensive à Wertheim, au confluent de la Tauber et du Mein, afin de dégager le huitième corps en arrêtant les Prussiens. Le prince Charles lui répondit par un refus catégorique, et par un ordre au huitième corps « de tenir de toutes ses forces sur la Tauber. » Cet ordre ne pouvait pas être exécuté, puisque l'armée du Mein était en possession de ce cours d'eau depuis la veille. Cependant l'armée bavaroise ne continua point son mouvement au nord; elle fut ramenée à Helmstadt et à Hettingen, où elle se mit à dos Wurtzbourg et le Mein.

La lutte recommença le 25 à Helmstadt, entre la division Beyer et les Bavarois; à Gerchsheim, entre la division Gœben et le huitième corps. Les alliés furent refoulés; et cette retraite forcée vers Wurtzbourg et le Mein parut alors présenter de si sérieux périls au prince Charles, qu'il résolut de prendre l'offensive le 26 avec toutes les forces fédérales. Les dispositions étaient prises, les ordres allaient être expédiés, lorsqu'on apprit que le huitième corps qui d'abord s'était replié sur Kist, avait continué ensuite à battre en retraite sur Wurtzbourg, les troupes n'étant pas en état de combattre ce jour-là. Les Bavarois renoncèrent à l'offensive projetée; mais ils ne pouvaient pas empêcher les Prussiens de venir eux-mêmes les attaquer. Le prince Charles ordonna donc

à son armée de se concentrer sur le plateau de Waldbuttelbrunn en avant de Wurtzbourg. Le prince Alexandre devait se porter sur le Nicolausberg, devant la ville et en deçà du Mein, afin de couvrir au besoin la retraite des alliés. La division Flies ayant enlevé la position de Rossbrunn aux Bavarois, ceux-ci reprirent vers une heure de l'après-midi leur mouvement rétrograde sur Wurtzbourg où le huitième corps, d'ailleurs, passait depuis le matin sur la rive opposée du Mein, plaçant de la sorte ce cours d'eau entre les Prussiens et lui. Si le prince Charles n'avait rien accompli ni même rien tenté d'efficace pour ses alliés du Mein, le prince Alexandre à son tour laissait l'armée bavaroise dans une situation très-critique, seule en face d'un ennemi victorieux et avec le Mein derrière elle.

Le lendemain 27 juillet, les Prussiens canonnèrent la citadelle du Marienberg qui domine Wurtzbourg. Les opérations de l'armée du Mein s'arrêtent là. La nouvelle de la signature des préliminaires de Nikolsbourg ayant été communiquée par les Bavarois aux Prussiens, des pourparlers s'ouvrirent sur la reddition de Wurtzbourg et sur une suspension d'hostilités. La difficulté des communications avec le grand quartier général en Moravie, permit de faire traîner en longueur ce débat militaire, pendant lequel le deuxième corps de réserve, créé par un décret royal du 3 juillet, s'avançait en Bavière. Parti de Leipzig le 20 juillet, sous le commandement du grand-duc de Mecklembourg-Schwerin, ce corps composé du contingent grand-ducal ainsi que de troupes prussiennes de l'armée active et de la landwehr, entrait le 28 à

Bayreuth, et le 31 il occupait Nuremberg. Ces 24,000 hommes menaçaient donc les derrières de l'armée fédérale à Wurtzbourg, tandis que l'armée du Mein y menaçait son front. De plus l'armée fédérale paraissait sur le point de se dissoudre ; en effet le contingent badois s'éloigna le 3 juillet : un parlementaire avait apporté au général Manteuffel une dépêche portant « qu'à la suite de négociations que S. A. R. le grand-duc de Bade avait nouées directement avec S. M. le roi de Prusse, ce dernier avait déclaré qu'il consentait à laisser rentrer les troupes badoises dans leur patrie sans les inquiéter. » Enfin le 1[er] août, on occupa militairement Darmstadt, Manheim, Heidelberg au sud du Mein ; on franchit également la frontière du Wurtemberg. Les alliés de l'Autriche durent alors, comme l'Autriche elle-même, subir la loi du vainqueur : du 31 juillet au 4 août furent signées les conventions d'armistice.

CHAPITRE XVIII

Négociations sur les préliminaires de la paix : l'empereur des Français offre sa médiation ; l'Autriche l'accepte et cède la Vénétie ; la Prusse adhère en principe à la proposition française ; l'Italie réserve son adhésion. — Le médiateur insiste en faveur de la conclusion d'un armistice auprès de la Prusse, qui subordonne son consentement à un accord préalable sur les conditions mêmes de la paix. — Les déceptions de l'Autriche. — Les exigences de la Prusse. — Les préliminaires de paix proposés par l'empereur des Français. — Les objections prussiennes et la trêve des cinq jours. — Les négociations de Nikolsbourg.

Comme la guerre, le mystère diplomatique se survit à lui-même. Les documents officiels relatifs aux négociations de la paix de Prague, qui ont été livrés à la publicité depuis 1866, sont loin de mettre dans tout son jour cette œuvre de la diplomatie. Le public n'en connaît guère encore que le côté extérieur. Quoique je me sois trouvé en relation avec quelques-uns des principaux négociateurs, je n'ai point de révélations à faire sur le fond des choses ; mais dans ce que j'ai vu ou entendu, certains indices recueillis en Bohême et en Moravie, à Nikolsbourg, pourront servir à ceux qui écriront l'histoire de cette grande crise européenne. Voilà pourquoi je présente ici, à mon point de vue personnel, le rapide exposé des négociations en insis-

tant plus particulièrement sur le rôle de la Prusse et sur celui de la France.

Les plans de l'homme des Tuileries avaient été dressés exclusivement en prévision de la défaite prussienne; « car, c'était comme une présomption que l'Autriche devait être victorieuse, et que la Prusse devait payer et payer chèrement le prix de ses imprudences[1]. » Le lendemain de Sadowa fut donc une journée pleine « d'angoisses patriotiques » pour Napoléon III et pour les hommes attachés à la fortune du second empire. Fallait-il faire ce que la Prusse avait fait en 1859, et, lui rendant la pareille, envoyer le jour même une armée sur le Rhin? Mais on était engagé au Mexique, et rien n'était prêt pour cette grande guerre. On était bien obligé maintenant de compter avec le fusil à aiguille si aveuglément dédaigné par la routine. Quant à l'Italie, liée par un traité à la Prusse, est-ce qu'on l'aurait pour soi ou contre soi ? Le roi Victor Emmanuel d'ailleurs pourrait-il arrêter son armée vaincue à Custozza, sans soulever contre lui-même toute la nation italienne? Enfin la France libérale répugnait à la guerre, et surtout à la guerre en faveur de l'Autriche ultramontaine et despotique. Le 4 juillet, cet orgueil prodigieux d'un homme qui se substitue à tout un peuple dans la gestion de la chose publique, le pouvoir personnel sentit donc peser lourdement sur lui la responsabilité de ses erreurs et de ses fautes. Il fallait pourtant prendre un parti.

On se décida à offrir la médiation de la France non pas aux trois belligérants, mais d'abord à l'Autriche.

[1] M. Rouher. Séance du Corps législatif du 16 mars 1867.

Celle-ci s'empressa de l'accepter; et dans sa réponse qui fut transmise de Vienne à Paris dans le courant même de la journée, il était dit que l'empereur François-Joseph, « accédant aux idées émises par l'empereur Napoléon dans sa lettre du 11 juin, » lui cédait la Vénétie. Était-ce là une résolution spontanément prise à Vienne ou bien suggérée à Paris? Secret d'État. Ce qui est évident, c'est que la *Burg* autrichienne s'efforçait de confondre sa cause avec celle de la cour des Tuileries, en exécutant une des clauses essentielles de leur traité secret.

Le soir même l'empereur des Français offrait sa médiation au roi de Prusse. Il lui disait que « la situation créée par les succès si grands et si rapides des armées prussiennes l'obligeait à sortir du rôle d'abstention complète qu'il avait adopté jusqu'à ce jour; mais qu'il connaissait trop les sentiments généreux du roi pour ne pas croire qu'après avoir porté si haut la gloire de l'armée prussienne, Sa Majesté accueillerait avec satisfaction les efforts qu'il était disposé à faire pour le rétablissement de la paix; enfin qu'un armistice serait le moyen de préparer la voie aux négociations d'un traité de paix[1]. »

Ce ne fut que le lendemain 5 juillet, au matin, que Napoléon III proposa au roi d'Italie sa médiation tendant à la conclusion d'un armistice comme préliminaire des négocations de paix. « L'armée italienne, mandait-il au roi Victor Emmanuel, a eu occasion de montrer sa valeur. Une plus grande effusion de sang devient donc inutile, et l'Italie peut atteindre hono-

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.

rablement le but de ses aspirations par un arrangement avec moi, sur lequel il sera facile de nous entendre[1]. »

La proposition française parvint dans la nuit du 4 au 5 juillet au grand quartier général des Prussiens, alors établi à Horsitz. Quoiqu'on s'attendît depuis plusieurs jours à cette intervention, elle n'en causa pas moins un très-vif émoi. Dans la matinée M. de Bismarck m'en fit part d'un air tout à fait rassuré; mais la préoccupation était visible chez l'entourage royal. Les officiers ne cessaient de m'interroger sur les dispositions de l'esprit public en France. Non seulement le nom de Bonaparte réveillait les plus extrêmes méfiances; mais on comprenait aussi que cette intervention officiellement annoncée par le *Moniteur universel*, engageait la nation elle-même, et que celle-ci serait bien obligée maintenant de faire la guerre à la Prusse, si Napoléon III le voulait. Enfin on se rendait compte des difficultés avec lesquelles l'acceptation de la Vénétie par l'empereur des Français allait mettre aux prises le roi Victor-Emmanuel, et on n'était guère plus tranquille du côté de l'Italie que du côté de la France.

Un grand conseil fut tenu au château d'Horsitz sous la présidence du roi ; le prince royal et le prince Frédéric-Charles y assistaient. On décida que la médiation française serait acceptée en principe, et que l'ambassadeur prussien à Paris ferait connaître « les conditions auxquelles on pouvait conclure un armistice, eu égard aux obligations contractées envers l'Italie et à la situa-

[1] *Le général La Marmora et l'alliance prussienne.*

tion militaire. » Le roi Guillaume adressa directement cette réponse à l'empereur Napoléon par la voie télégraphique, dans l'après-midi du 5 juillet.

L'Italie fut moins prompte à se décider que la Prusse. Après l'échec de Custozza, conclure un armistice avant d'avoir délivré la Vénétie, accepter celle-ci de l'étranger comme un don et trahir l'alliance prussienne, un pareil projet devait blesser profondément le sentiment national. Le roi Victor Emmanuel, tout en remerciant l'empereur des Français de ses sympathies pour l'Italie, lui fit savoir le 5 juillet qu'il ne pouvait « arrêter aucun plan de conduite avant de connaître les dispositions de son allié, le roi de Prusse. » Et dans une dépêche confidentielle, le général La Marmora disait à M. Nigra, ministre d'Italie à Paris : « Je comprends que l'empereur cherche à arrêter la Prusse ; mais il est extrêmement douloureux qu'il le fasse au détriment de l'honneur de l'Italie. Recevoir la Vénétie en cadeau de la France est humiliant pour nous, et tout le monde croira que nous avons trahi la Prusse. On ne pourra plus gouverner en Italie ; l'armée n'aura plus de prestige [1]. » La défiance de la Prusse à l'endroit de l'Italie n'était donc pas fondée ; on eût pu se dispenser à Berlin d'insérer au journal officiel l'article 3 du traité du 8 avril, où chacune des deux puissances alliées s'engageait à ne pas conclure la paix sans l'assentiment de l'autre.

Le patriotisme italien brûlait du désir d'arracher Venise à l'oppression tudesque. D'un bout à l'autre de la Péninsule, la voix publique réclamait dans ce but la

[1] *Le général La Marmora et l'Alliance prussienne.*

continuation de la guerre. Le roi et les ministres reconnaissaient la nécessité de donner satisfaction au vœu national et de relever surtout le prestige de l'armée.

Dans les journées des 5, 6 et 7 juillet, le cabinet de Florence résista à toutes les sollicitations du cabinet des Tuileries tendant à la conclusion d'un armistice. C'est en vain qu'on offrit de lui remettre Peschiera ou Mantoue, et même ces deux forteresses. L'empereur des Français alla jusqu'à manifester l'intention, « si l'Italie n'acceptait pas l'armistice, de convoquer le corps législatif, de lui exposer la conduite de cette puissance, et de lui annoncer qu'il avait rendu la Vénétie à l'Autriche [1]. » Enfin la menace d'une alliance entre la France et l'Autriche, dont l'opportunité fut discutée non-seulement au ministère des affaires étrangères, entre M. Drouyn de Lhuys et le prince de Metternich, mais aussi au palais des Tuileries, dans un conseil des ministres présidé par l'empereur, cette menace ne put décider l'Italie à manquer à ses devoirs envers elle-même et envers son alliée prussienne. Si la fortune lui fut contraire, et si la déplorable inaction de son armée du 25 juin au 8 juillet, a pu donner lieu aux suppositions les plus malveillantes, il faut affirmer hautement qu'elle sauva son honneur national en résistant, comme elle le fit pendant ces trois journées, aux instances et aux menaces de la France.

Toutes les négociations entre Paris et Florence aboutirent à ceci : « Le roi d'Italie ne croit pas pouvoir consentir à l'armistice s'il n'est préalablement agréé

[1] *Le général La Marmora et l'Alliance prussienne.*

par la cour de Prusse, et il serait disposé, en attendant, à poursuivre ses opérations militaires en Vénétie[1]. » En effet l'armée italienne s'ébranla le 8 juillet pour passer le Pô; et à partir de ce moment elle poursuivit ses opérations avec la plus grande vigueur possible sur le territoire vénitien où Napoléon III, mieux inspiré que son ministre des affaires étrangères, n'arbora point le drapeau français. Dans le Tyrol, Garibaldi et ses partisans, sans artillerie et presque sans fusils, se signalaient par des prodiges d'héroïsme.

N'ayant pu convaincre l'Italie, le médiateur se tourne de nouveau vers la Prusse. Il insiste auprès d'elle pour qu'elle accepte et fasse accepter par l'Italie un armistice en faveur duquel, lui dit-il « se prononcent les vœux unanimes de l'Europe. » La Prusse a obtenu des succès « qui ne lui laissent plus rien à désirer en ce moment. » Quant à l'Italie, elle obtient « tout ce qui était pour elle l'objet de la guerre, » puisque l'Autriche consent à se dessaisir de ses possessions italiennes, et que l'empereur Napoléon « ne les reçoit que pour les transmettre à l'Italie[2]. »

Ces arguments étaient irréfutables; mais la Prusse, qui n'avait pas plus envie de conclure la paix que l'Italie ou que l'Autriche elle-même, n'était pas d'humeur non plus à se laisser persuader surtout au sujet d'un armistice. A Vienne, on ne voulait que gagner du temps afin de pouvoir réunir devant la capitale l'armée du Sud à l'armée du Nord, et obtenir la revanche de Sadowa en épuisant toutes les ressources militaires de

[1] M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti. Dépêche du 7 juillet 1866.
[2] Même dépêche.

l'empire. M. de Bismarck et le général Moltke le savaient parfaitement; ils en acquirent d'ailleurs la preuve incontestable le 8 juillet, quand le général Gablenz se présenta pour la seconde fois en parlementaire aux avant-postes prussiens pour proposer un armistice « d'au moins huit semaines, » avant même que les premiers pourparlers eussent été échangés entre les belligérants sur les bases de la paix. A Florence, la dignité nationale et la foi jurée étaient élevées au-dessus de toute autre considération; et le nouveau président du conseil, M. Ricasoli, multipliait ses dépêches au général Cialdini et à l'amiral Persano pour presser les opérations militaires, ne voulant pas que l'Italie fût « accusée de mauvaise foi et déshonorée. » Enfin la Prusse, si éclatants que fussent ses succès, ne les jugeait pas tels pourtant qu'ils pussent décider le Habsbourg à subir la condition *sine quâ non* que le Hohenzollern était résolu à lui imposer: l'Autriche exclue de l'Allemagne. Et pour atteindre ce but suprême où visait l'audace de M. de Bismarck et du général Moltke, exaltée par leur fortune, ils jugeaient nécessaire l'un et l'autre de pousser la guerre jusque sous les murs de la capitale ennemie et d'y « frapper au cœur la puissance autrichienne[1]. »

Tout cela rendait singulièrement ardue la tâche des négociateurs. La conclusion d'un armistice était subordonnée par l'Italie au consentement de la Prusse, et par la Prusse au consentement de l'Italie. Cependant M. de Bismarck comprit que ce jeu diplomatique

[1] M. d'Usedom au général La Marmora. Dépêche du 17 juin 1866.

ne pourrait pas se prolonger longtemps sans lasser la France. Il se signale alors de nouveau par un coup de maître : le prince Henri VII de Reuss, major à la suite de l'armée et attaché au cabinet du ministre des affaires étrangères, est envoyé à Paris le 7 juillet avec une lettre autographe du roi Guillaume pour l'empereur Napoléon. Dans cette lettre, «on rappelait encore l'empressement du roi à conclure la paix, mais aussi la nécessité du consentement de l'Italie, et on ajoutait que la situation militaire ne permettait pas de conclure un armistice sans *obtenir des garanties pour la teneur éventuelle du futur traité de paix*[1]. » Par là, on renversait les espérances que l'Autriche avait fondées sur un armistice d'au moins huit semaines, pendant lequel elle eût pu restaurer son état militaire si profondément ébranlé, tandis que ses ennemis du Nord et du Sud se seraient trouvés arrêtés sur le chemin de Vienne; on forçait l'empereur François-Joseph et aussi l'empereur Napoléon à jouer cartes sur table et à dévoiler leur pensée sur la question même de paix ou de guerre; on désarmait la France en montrant la Prusse disposée à traiter immédiatement de la paix, en faisant de la paix la condition essentielle et la conséquence nécessaire d'un armistice; enfin on laissait les routes de Vienne ouvertes aux Prussiens et aux Italiens pendant tout le temps des négociations relatives aux préliminaires de paix, ce qui offrait un triple avantage : les armées alliées de la Prusse et de l'Italie pourraient se rapprocher dans la direction du Danube; on empêchait l'Autriche de

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.

rappeler toute son armée du Sud, et on rendait impossible la réorganisation de son armée du Nord qui, incessamment poursuivie, harcelée, allait même être en partie coupée dans sa retraite sur Vienne[1].

En cédant la Vénétie à l'empereur Napoléon et en adhérant publiquement à son plan du 11 juin, l'empereur François-Joseph s'était flatté d'entraîner la France dans la guerre, ou tout au moins de la placer entre l'Italie et l'Autriche dans le quadrilatère vénitien. Mais ce dernier espoir aussi était maintenant déçu. On a mis ce mot dans la bouche de l'homme des Tuileries : « Je ne m'allie pas à un cadavre. » Et bien qu'il n'ait sans doute pas été prononcé, il n'en exprimait pas moins très-exactement alors l'opinion de la grande majorité des Français à l'endroit de l'Autriche. Depuis 1866, l'Autriche a cherché et trouvé son salut entre les bras de la liberté ; mais au lendemain de Sadowa, elle paraissait irrémédiablement perdue, même à ses plus fidèles partisans en France. L'alliance austro-française dont on avait fait un épouvantail pour la Prusse et pour l'Italie, ne fut point nouée ; et Napoléon III, après avoir adressé à Florence des menaces plus apparentes que réelles, prit le parti de ne point arrêter les soldats italiens devant la frontière vénitienne.

Au contraire, le médiateur voulut bien rendre hommage « au sentiment élevé » qui portait le roi Guillaume à ne point se prononcer sans s'être mis d'accord avec l'Italie, et « honorer dans le roi Victor-Emmanuel la même pensée de fidélité à l'alliance qu'il

[1] Voir au chapitre XVI.

avait contractée.[1] » Le 9 juillet, il envoyait M. Benedetti au quartier général du roi de Prusse, en chargeant l'ambassadeur français d'employer tous ses efforts en faveur d'un armistice. Le prince Napoléon allait, de son côté, se rendre auprès du roi d'Italie.

Avant que M. Benedetti eût pu rejoindre M. de Bismarck en Bohême, le prince de Reuss arrivait le 10 juillet à Paris. La lettre autographe du roi Guillaume n'a point été divulguée ; mais à défaut du texte même, on en possède la teneur. La Prusse faisait dépendre toute suspension d'armes d'un accord préalable sur les préliminaires de paix, et ceux-ci devaient avoir « pour point de départ la conformité des intérêts de l'Allemagne et de la Prusse[2]. »

Quant à ce qu'il fallait entendre par là, l'ambassadeur prussien à Paris, M. de Goltz, fut chargé de le faire connaître « lorsqu'il aurait à discuter avec le gouvernement de l'empereur la base de sa médiation[3]. » Et à cet égard, voici la version prussienne : la conformité des intérêts de la Prusse et de l'Allemagne exigeait « une extension fondée sur le principe des nationalités ; » et si ce principe n'avait pas trouvé son application en Allemagne, c'était « par suite de la pression que devait nécessairement exercer un corps composé d'éléments étrangers, tel que l'Autriche. » En d'autres termes, le premier point des préliminaires de paix était celui-ci : l'Autriche expulsée de l'Allemagne. Il y en avait un second : la

[1] M. Drouin de Lhuys à M. Benedetti. Dépêche du 7 juillet 1866.
[2] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.
[3] *Idem.*

Prusse voulait « l'accroissement de sa force dans l'étendue de son rayon naturel d'action, dans l'Allemagne du Nord ; » c'est-à-dire, « l'union directe et réelle des parties jusque alors divisées de la monarchie, et le pouvoir d'exercer sur les autres États de l'Allemagne du Nord une direction comme chef d'une étroite confédération. » On remarquera que cette version prussienne ne dit mot de l'Allemagne du Sud, ni ne fait même allusion à aucun des États qui la constituent géographiquement.

D'après une autre version, celle-ci attribuée au général La Marmora, les premières prétentions de la Prusse embrassaient un horizon beaucoup plus large et les préliminaires de paix auraient été ceux-ci : « L'Autriche serait exclue de la confédération; la Prusse prendrait le commandement des forces fédérales de terre et de mer ; elle aurait la direction des relations diplomatiques de l'Allemagne avec les puissances étrangères ; elle pourrait s'annexer les duchés de l'Elbe et une partie des territoires envahis[1]. »

De la première de ces versions il semblerait résulter que ce n'est pas la France, mais la Prusse elle-même qui aurait tracé une ligne de démarcation entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud. De la seconde il resortirait au contraire que la Prusse, au moment où s'ouvrirent réellement les négociations pour la paix, étendait ses vues à toute l'Allemagne comme dans son projet de réforme fédérale du 10 juin. C'est là, d'ailleurs, une opinion généralement

[1] *Le général La Marmora et l'Alliance prussienne.*

admise que la ligne du Mein n'a point été tracée par le roi Guillaume, mais par l'empereur Napoléon.

Le temps pressait. Les Prussiens se rapprochaient rapidement de la capitale ennemie. «Si l'armistice ne se conclut pas, ils peuvent être à Vienne dans quelques jours: » voilà ce que M. de Grammont annonçait à Paris le 9 juillet; et il ajoutait le lendemain : « Les circonstances sont telles et la prise de Vienne par les Prussiens est si imminente que le temps manque pour des négociations complètes. » Quant à M. Benedetti, en arrivant au quartier général prussien dans la nuit du 11 au 12, il n'était muni d'aucuns pouvoirs. Il ne pouvait donc pas traiter des préliminaires de paix au nom de la France médiatrice. Il dut se borner à insister en faveur d'un armistice ; et ses vives instances décidèrent M. de Bismarck et le général Moltke à présenter ce projet d'une trêve de trois jours que M. Lefebvre de Béhaine alla porter à Vienne dans la nuit du 12 au 13, mais qui n'aboutit pas [1].

M. Benedetti acquit alors la certitude que la Prusse se montrerait intraitable sur un point : l'Autriche exclue de l'Allemagne. A cet égard, il ne laissa subsister aucun doute à Paris; car dans la journée du 12, M. Drouyn de Lhuys envoyait à M. de Grammont un télégramme aussi conçu : « La Prusse subordonne la conclusion d'un armistice à l'acceptation préalable par l'Autriche de certains préliminaires de paix. Nous ne connaissons pas en détail ces préliminaires, mais nous pensons que le principal est celui qui aurait pour conséquence la sortie de l'Autriche de

[1] Voir au chapitre XVI.

la Confédération germanique; les autres seraient de moindre importance et resteraient d'ailleurs soumis à une discussion. Dans les circonstances présentes, l'empereur pense que la continuation de la lutte est la ruine complète de l'Autriche. »

On déclarait ainsi nettement à l'Autriche qu'elle ne devait pas compter sur le secours de la France; que Napoléon III renonçait à faire prévaloir les combinaisons en vue desquelles avait été conclu le traité secret, et qu'il faisait même le sacrifice de son plan publiquement exposé le 11 juin, notamment en ce qui concernait la grande position réservée à l'Autriche en Allemagne.

Tout ce que l'empereur d'Autriche avait cru pouvoir espérer d'une si parfaite entente avec l'empereur des Français n'aboutissait donc qu'à la déception la plus amère. Le coup était rude, mais on le supporta fièrement. Le 13 juillet, on fit savoir au cabinet des Tuileries que si, parmi les préliminaires de paix que celui-ci affirmait ne point connaître encore en détail, « il s'en trouvait d'inacceptables, comme par exemple une cession de territoire, l'Autriche préférait courir la chance des armes et périr avec honneur, plutôt que d'acheter son salut à ce prix. »

C'est alors que M. Drouyn de Lhuys adressa le 14 juillet, à MM. Benedetti et de Grammont, le projet des préliminaires de paix dont l'empereur Napoléon recommandait l'acceptation à la Prusse ainsi qu'à l'Autriche. On proposait: l'intégrité de l'empire autrichien, sauf la Vénétie; la dissolution de l'ancienne Confédération germanique; une nouvelle organisation de l'Allemagne, dont l'Autriche ne ferait plus partie;

une union de l'Allemagne du Nord comprenant tous les États situés au nord de la ligne du Mein, et constituée par la Prusse ; celle-ci investie du commandement des forces militaires de ces États. Quant aux États situés au sud du Mein, le projet portait textuellement ceci : ces États « seront libres de former entre eux une union de l'Allemagne du Sud, qui jouira d'une existence internationale indépendante. Les liens nationaux à conserver entre l'union du Nord et celle du Sud seront librement réglés par une entente commune. » Enfin on proposait de réunir à la Prusse les duchés de l'Elbe, « sauf les districts du nord du Schleswig dont les populations librement consultées désireraient être rétrocédées au Danemark. »

Ces propositions, adressées de Paris par la voie télégraphique au grand quartier général de Brünn, le 14 juillet, n'y arrivèrent que le 16. Elles furent froidement accueillies surtout par le roi Guillaume, bien que le point essentiel fût tranché en faveur de la Prusse. Mais elles ne faisaient aucune allusion à des acquisitions territoriales, et cette question de la conquête tenait la première place dans les préoccupations du vieux roi. M. Benedetti télégraphiait de Brünn à Paris, le 16 juillet : « Je considère comme certain que les propositions seront rejetées par le cabinet de Berlin, si l'Autriche ne consent pas à ajouter une clause qui assure à la Prusse quelques avantages territoriaux dont le résultat soit d'établir la contiguïté des frontières. » Le Hohenzollern voulait au moins prendre au Habsbourg un morceau de son domaine, de chaque côté du comté de Glatz.

Du côté de l'Allemagne, on avait bien d'autres exigences, et ici la question des annexions prussiennes se compliquait des ménagements qu'on était forcé de garder envers la France. Ce fut le tour alors du grand quartier général de Brünn d'être en proie « aux angoisses patriotiques. » On trouvait que le programme envoyé de Paris « était incomplet dans ce qu'il offrait à la Prusse, après les succès qu'elle avait remportés [1]. » Cependant, d'après les explications échangées entre M. de Bismarck et M. Benedetti, il y eut deux points à peu près fixés : « à savoir qu'il ne serait pas possible d'incorporer tous les États du Nord engagés dans la guerre contre la Prusse, sans s'exposer à de nouvelles complications ; mais qu'on pourrait acquérir en même temps que d'autres territoires à l'ouest de l'Allemagne, soit une partie de la Saxe en renonçant à une partie équivalente du Hanovre, soit le Hanovre en entier, sans que ces annexions entraînassent une intervention de la France [2]. »

M. Benedetti partit alors pour Vienne afin d'obtenir que les télégraphes autrichiens fussent mis à la disposition des négociateurs, et surtout pour décider l'empereur François-Joseph à accepter le programme français, en le renseignant aussi exactement que possible sur les intentions de la Prusse et de la France à l'endroit de l'Allemagne.

L'Autriche, dût-elle périr, persistait à vouloir courir la chance des armes plutôt que de céder une parcelle de son territoire ; mais elle n'opposa point

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.
[2] *Idem.*

un refus aux propositions françaises, lesquelles tendaient à lui en assurer l'intégrité. C'est à cela qu'elle attachait le point d'honneur. M. Benedetti, en revenant de Vienne à Nikolsbourg, se trouva en mesure d'annoncer à M. de Bismarck que l'Autriche « se montrait disposée » à donner son adhésion aux préliminaires de paix, « si la Prusse les acceptait également[1]. »

Quant à celle-ci, après bien des perplexités éprouvées pendant les journées des 16 et 17 juillet, elle adressa le 18, à son ambassadeur à Paris, une réponse ainsi conçue : « Il est impossible d'admettre que le programme qu'on a envoyé soit suffisant pour poser les bases d'un traité de paix définitif, car les événements militaires et l'avis unanime de la nation ont fait une nécessité d'un certain accroissement de puissance de la Prusse aux dépens de ses ennemis de l'Allemagne du Nord ; mais si l'Autriche l'accepte, il est bien suffisant pour conclure un armistice dans le but d'entamer la négociation d'un traité de paix définitif, à condition que l'Italie y donnera son consentement. Pour qu'on puisse être fixé sur les intentions de l'Autriche, le roi se déclare prêt à accorder une suspension d'hostilités de cinq jours. Si l'Autriche accepte le programme avant l'expiration de ce délai, on pourra conclure l'armistice et commencer les négociations relatives au traité de paix aussitôt que l'Italie aura envoyé son adhésion. Les négociations n'auront lieu qu'entre la Prusse et l'Autriche ; les autres États belligérants négocieront chacun de leur côté. Si l'Au-

[1] M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti. Dépêche du 19 juillet.

triche n'accepte pas dans le délai fixé, la guerre suivra son cours[1]. »

Bien que le consentement de l'Italie fût réservé dans la réponse prussienne, sinon pour la conclusion d'une trêve de cinq jours, du moins en ce qui concernait l'armistice et la paix, M. de Bismarck avait pris dès lors la résolution d'en arriver le plus tôt possible à un arrangement définitif avec l'Autriche, pourvu que celle-ci consentît non-seulement à sortir de l'Allemagne, mais encore à laisser les mains entièrement libres à la Prusse au sud comme au nord du Mein.

Au moment d'atteindre un but si ardemment poursuivi, il se sentait assailli par les plus vives méfiances. Cet armistice instamment recommandé à Paris, et qu'on demandait à Vienne depuis le lendemain de Sadowa, lui paraissait cacher un piége. Aussi quand il apprit officiellement, le 20 juillet, « que l'Autriche acceptait en principe la base proposée par la France et qu'elle était prête à conclure un armistice afin de pouvoir négocier les préliminaires de paix[2], » n'eut-il plus qu'une seule pensée, celle d'assurer immédiatement et définitivement à la Prusse ce résultat inespéré : l'Autriche hors de l'Allemagne, l'Autriche exclue de toute participation aux affaires allemandes des deux côtés du Mein. Voilà pourquoi on le vit, à partir de ce jour-là, mettre autant d'empressement à négocier et à conclure la paix qu'il en avait mis jusqu'alors à écarter toutes les tentatives pacifiques.

[1] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.
[2] *Idem.*

Mais en même temps le général Moltke, par la rapide concentration des trois armées prussiennes sur le Danube [1], montrait clairement que si dans ces nouveaux efforts tendant à un armistice il y avait un piége, la Prusse n'y tomberait pas, et qu'enfin à Vienne, on n'obtiendrait un armistice qu'en acceptant les conditions essentielles de la paix elle-même.

Avant de savoir que l'Autriche « se montrait disposée » à les accepter, M. de Bismarck disait à M. de Goltz, dans les instructions adressées le 18 juillet à l'ambassadeur prussien à Paris: « Les négociations n'auront lieu qu'entre la Prusse et l'Autriche; les autres États belligérants négocieront chacun de leur côté. » Sa sagacité trouvait de la sorte le moyen d'écarter d'avance l'intervention du cabinet de Vienne soit dans la question des conquêtes prussiennes, soit dans celle des rapports à établir entre la Prusse et les divers États d'Allemagne, situés au sud ou au nord du Mein. Ce qu'il voulait absolument, c'est que l'Autriche ne pût négocier que pour son propre compte. Le reste, c'est-à-dire les agrandissements territoriaux de la Prusse aux dépens de ses ennemis du Nord ou du Sud, les conditions à leur imposer aux uns comme aux autres, était ainsi placé en dehors de la compétence autrichienne. Et dès lors le traité de paix ne devait rien stipuler à cet égard que ce qui allait être impérieusement exigé par la France.

Là était le point épineux. M. de Bismarck reconnaissait que le programme français renfermait « des garanties considérables contre toute immixtion étran-

[1] Voir au chapitre XVI.

gère dans le développement de l'Allemagne. » Mais l'empereur Napoléon n'en avait pas moins tracé la ligne du Mein; il voulait également que les États situés au sud du Mein demeurassent libres de former une union de l'Allemagne du Sud, en possession d'une existence internationale indépendante ; enfin il ne semblait pas d'humeur à tolérer que le roi de Prusse satisfît entièrement ses appétits conquérants qui allaient en grandissant avec le succès de ses armées.

Le premier de ces trois obstacles donnait peu de soucis à M. de Bismarck. Il prévoyait combien la ligne du Mein, tracée par la main de l'étranger et qui coupait en deux l'unité nationale, allait servir les intérêts politiques et militaires de la Prusse. Cette intervention du Bonaparte dans les affaires intérieures de l'Allemagne, en alarmant et en irritant le patriotisme germanique, devait nécessairement contribuer à faire de tous les Allemands une force disciplinée au service du Hohenzollern. Il semble qu'on en ait eu le pressentiment aux Tuileries; car, le 19 juillet, on déterminait ainsi la conduite à tenir par la diplomatie française : « Le rôle que nous remplissons est celui d'intermédiaires amicaux et se borne à user de toute notre influence pour amener les puissances belligérantes sur un terrain commun ; nous ne sommes ni des arbitres imposant aux deux parties des solutions, ni des négociateurs prenant une part directe aux arrangements que nous désirons voir conclure entre elles[1]. » L'ambassadeur français ne devait signer ni les préliminaires de Nikolsbourg, ni le traité de Prague ; mais

[1] M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti. Dépêche du 19 juillet.

personne ne put ignorer que la ligne du Mein n'était qu'un expédient auquel Napoléon III avait eu recours en voyant toutes ses combinaisons avortées. Sur cette fiction géographique qui divisait l'Allemagne en deux parties inégales et disproportionnées, il se mettait à cheval avec les armées de la France, que celle-ci le voulût ou non, et sans que la nation germanique eût été plus consultée que la nation française. La Prusse dynastique et militaire recueillit les fruits de cette erreur et de cette faute qui laissa sans solution le problème allemand, et qui, en réveillant les méfiances et les haines de 1812 à 1815, éloigna l'une de l'autre, une fois de plus, deux nations dont l'accord intime assurerait la paix et la liberté de l'Europe.

Quant au second obstacle : les États de l'Allemagne du Sud libres de former entre eux une union en possession d'une existence internationale indépendante, M. de Bismarck n'eut pas de peine à le tourner. Du moment que l'Autriche en était réduite à renoncer à toute action en Allemagne et à ne négocier même que pour son propre compte seulement, ses alliés du Sud allaient se trouver à la merci de la Prusse. La Bavière, le Wurtemberg, la Hesse-Darmstadt et Bade n'avaient dès lors de recours contre elle qu'auprès de la France; or ces États pouvaient bien solliciter son appui diplomatique afin d'obtenir du vainqueur des conditions moins dures, et plusieurs ne s'en firent pas faute, notamment la Bavière; mais aucun prince, aucun ministre n'eût pu réclamer son intervention armée sans soulever contre lui les populations, sans provoquer la révolution nationale sur laquelle M. de Bismarck comptait, et à laquelle il était

d'ailleurs résolu, le cas échéant, à faire appel en Allemagne comme en Hongrie. Il ne lui fut donc pas difficile d'imposer aux États du Sud, comme une condition de la paix, ces fameux traités secrets d'alliance offensive et défensive en vertu desquels leurs forces militaires étaient placées, en cas de guerre, sous le commandement du roi de Prusse. Leurs armées devenaient ainsi de simples contingents auxiliaires de l'armée prussienne; et l'édifice d'une confédération de l'Allemagne du Sud, miné par sa base, s'écroulait avant même d'avoir reçu son couronnement dans le traité de Prague. En effet ce traité porte la date du 23 août, et les traités secrets étaient signés depuis la veille.

Le troisième obstacle était moins aisé à franchir : il s'agissait des acquisitions territoriales de la Prusse, et cette fois, en ouvrant la main trop grande, on s'exposait à se blesser à l'épée de la France. Mais ici les documents sont rares et les indices même n'abondent pas. Cette partie des négociations fut tenue secrète ; elle se fit verbalement ou par dépêches chiffrées. Ce qu'on peut pourtant affirmer, c'est que M. de Bismarck et M. Benedetti se livrèrent à Brünn et à Nikolsbourg plus d'une bataille diplomatique. La question d'une compensation pour la France fut-elle dès lors posée? J'ai lieu de supposer le contraire puisque le 26 juillet, le jour même où se signèrent les préliminaires de paix, l'ambassadeur français me disait : « La Prusse n'aura pour nous que des louanges aussi longtemps que nous ne lui demanderons rien. » Mais M. de Bismarck avait pu s'assurer, et cela est constaté par la relation prussienne de la campagne de 1866, « qu'il ne serait pas possible d'incorporer tous les États du

Nord engagés dans la guerre contre la Prusse, sans s'exposer à de nouvelles complications. » Une dépêche chiffrée, adressée par M. de Bismarck à M. de Goltz le 20 juillet[1], jette sur cette question alors vivement débattue entre Nikolsbourg et Paris une assez vive lumière : le roi Guillaume ne consentait à l'armistice qu'à son corps défendant, « et par égard pour l'empereur des Français, ainsi que dans la prévision positive que l'acquisition d'un territoire important était assurée à la Prusse dans le nord de l'Allemagne. » M. de Bismarck avouait également que « son auguste maître » attachait moins de prix que lui-même « à la constitution d'une confédération politique du Nord. » Et il ajoutait : « Le roi a déclaré — je vous communique ce détail très-confidentiellement — qu'il préférerait abdiquer plutôt que de revenir sans une importante acquisition territoriale pour la Prusse. » Si donc le ministre, en grand artiste politique qu'il était, s'était fait l'homme de la démocratie, proclamant le suffrage universel, le souverain était resté, lui, le soldat du droit divin, armé pour la conquête. Cette alliance impossible et menteuse de principes irréconciliables n'a pas peu contribué, depuis Sadowa, à affaiblir le prestige de la Prusse en Allemagne et dans toute l'Europe.

En résumé, lorsque s'ouvrirent le 22 juillet, à Nikolsbourg, les négociations sur les préliminaires de la paix, la question des annexions territoriales n'était tranchée qu'en ce qui concernait les duchés de l'Elbe qui devaient être réunis à la Prusse, « sauf les districts

[1] *Relation autrichienne de la Campagne de* **1866. 4e volume.**

du nord du Schleswig dont les populations, librement consultées, désireraient être rétrocédées au Danemark[1]. » M. de Bismarck insistait encore pour qu'une rectification des frontières prussiennes se fît, aux dépens de l'Autriche, des deux côtés du comté de Glatz ; il réclamait la cession d'une partie de la Saxe royale, et notamment de Leipzig. Les prétentions conquérantes du roi Guillaume embrassaient un bien plus large horizon au nord et à l'ouest de l'Allemagne ; mais à l'égard du Hanovre, de la Hesse-Darmstadt, de la Hesse-Électorale, du Nassau, de Francfort et des districts de la Bavière situés au nord du Mein, rien n'était définitivement arrêté, non plus qu'au sujet des rectifications de frontières du côté de la Saxe et de la Bohême.

Les négociateurs de l'Autriche arrivèrent à Nikolsbourg le 21 au soir : le comte Karolyi, le lieutenant-général comte Degenfeld et le baron Brenner. Ceux de la Prusse étaient M. de Bismarck et le général Moltke. L'ambassadeur français ne devait point prendre officiellement part aux négociations ; mais sa tâche qui n'était pas certes la moins ardue, allait consister en ceci : « assurer et hâter l'adoption de l'arrangement[2] » proposé par le médiateur et refréner autant que possible les appétits annexionistes de la Prusse. Quant à l'ambassadeur italien, le comte de Barral, invité à prendre place parmi les négociateurs, « il déclara quil n'avait ni instructions ni pleins pouvoirs[3]. »

[1] Propositions françaises du 14 juillet.
[2] M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti. Dépêche du 19 juillet.
[3] *Histoire de la campagne de* 1866. Relation prussienne.

L'Italie qui eût alors voulu obtenir à tout prix sa revanche de Custozza, voyait avec un amer dépit le soudain empressement de la Prusse à finir la guerre. C'était à son tour maintenant de lui rappeler que la paix ne devait se conclure qu'avec l'assentiment des deux alliées. Mais M. de Bismarck, ayant atteint le but qu'il poursuivait, et cédant d'ailleurs aux instances de plus en plus pressantes de M. Benedetti, passa outre aux objections de M. de Barral. Le prince Napoléon s'était rendu le 16 juillet auprès du roi Victor-Emmanuel, « en vue de faciliter de ce côté l'acceptation de l'armistice et de préparer ainsi la prompte conclusion des arrangements relatifs à la Vénétie[1]. » L'ambassadeur français était chargé de déclarer aux négociateurs de Nikolsbourg que son gouvernement avait l'intention de remettre la Vénétie à l'Italie « sans conditions. » Cependant à Florence on résistait encore; et même le 22 juillet, quand on connut dans toute son étendue le désastre de Lissa, on disait au prince Napoléon : « Pour parvenir au but que Votre Altesse Impériale se propose, il faudrait que l'Autriche consentît à traiter avec les mêmes égards et sur le même pied que les plénipotentiaires prussiens, les plénipotentiaires qui seraient chargés par Sa Majesté le roi d'Italie de le représenter dans les délibérations de l'armistice et de la paix[2]. » Mais le même jour M. de Bismarck exposait à M. de Barral « les motifs importants pour lesquels la Prusse devait, dans les circonstances présentes, limiter son appui à

[1] M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti. Dépêche du 19 juillet.
[2] Dépêche de M. Visconti-Venosta.

l'acquisition de la Vénétie, en ce qui concernait les confins à assurer à l'Italie comme condition *sine quâ non* de l'armistice[1]. » Quant à ces motifs importants, il les trouvait dans son désir « d'engranger tout de suite la moisson de Sadowa, » selon le mot pittoresque d'un diplomate, autant que « dans la pression peu commune[2] » de la France. Il fut donc décidé à Nikolsbourg que le négociateur prussien donnerait communication à l'ambassadeur italien « de la marche des négociations, afin de le mettre en mesure de tenir continuellement son gouvernement au courant de la situation...[3] »

Le 19 juillet, la Prusse consentait à négocier un armistice sur la base des préliminaires de paix proposés par la France ; elle offrait de s'abstenir de tout acte d'hostilité pendant cinq jours sous la condition de réciprocité de la part de l'Autriche, laquelle aurait, dans ce délai, à accepter ou à refuser les préliminaires. Le 20, l'Autriche envoyait son adhésion officielle par l'entremise de l'ambassadeur français à Vienne. Le 21, les négociateurs autrichiens arrivaient à Nikolsbourg, et l'on se mettait d'accord sur les conditions de la trêve. Celle-ci commença à courir le lendemain 22, à midi ; et cette journée se passa en pourparlers entre les plénipotentiaires. « Avec ce sens pratique des choses dont il est doué et sa résolution habituelle[4], » M. de Bismarck avait tenu à s'assurer,

[1] *Le Général La Marmora et l'Alliance prussienne.*

[2] Discours de M. de Bismarck à la chambre des députés de Berlin, séance du 20 décembre 1866.

[3] *Histoire de la Campagne de* 1866. Relation prussienne.

[4] M. Benedetti à M. Drouyn de Lhuys, dépêche du 25 juillet.

dès la première entrevue, que les négociateurs autrichiens « acceptaient toutes les clauses relatives à la future organisation de l'Allemagne, et que l'Autriche était franchement résignée à ne pas en faire partie. » Puis, ayant reçu à cet égard des assurances positives, il s'était immédiatement proposé de « substituer à des clauses pour un armistice, celles de la paix[1]. » En conséquence il avait abordé « la question des frais de guerre et des avantages territoriaux, » en déclarant que le roi Guillaume mettait à la conclusion de la paix une première condition, « celle de l'agrandissement de la Prusse dans le nord de l'Allemagne. »

La question des avantages territoriaux était aussi très discutée dans l'entourage du prince royal, au quartier général de la deuxième armée établi à Eisgrub. Le duc de Saxe-Cobourg-Gotha se trouvait là fort en peine de son duché. Ce souverain qui a composé la musique de plusieurs opéras, n'avait guère « le goût aux chansons, » ainsi qu'il me l'avouait lui-même. Tous les rois, ducs ou margraves, régnant soit au nord, soit au sud du Mein, tremblaient comme les frères du petit Poucet devant l'ogre. Le prince royal m'assurait que le roi son père éprouvait le plus profond chagrin du traitement si dur qu'il lui fallait infliger à plusieurs de ses proches, notamment au roi de Hanovre. Cependant M. de Bismarck annonçait confidentiellement à M. de Goltz que Guillaume Ier « préférerait abdiquer plutôt que de revenir sans une importante acquisition territoriale pour la Prusse. » L'instinct conquérant parlait donc plus haut que le

[1] Même dépêche.

sentiment de famille. Et le 23 juillet, M. Benedetti informait M. Drouyn de Lhuys « que le président du conseil s'était montré, sur ce point, fermement résolu à rompre les négociations s'il ne recevait l'assurance que la cour de Vienne y acquiescerait. M. de Bismarck, ajoutait l'ambassadeur français, m'a assuré que les négociateurs autrichiens s'étaient bornés à défendre l'intégrité territoriale de la Saxe [1]. »

L'Autriche se conduisait noblement envers la Saxe, sa fidèle alliée. Dès le début et pendant tout le cours des négociations, ses plénipotentiaires déclarèrent que l'intégrité du royaume de Saxe était, comme l'intégrité de l'empire d'Autriche, une condition *sine quâ non*. De son côté, la France insista dans le même sens avec la plus grande énergie. Dès le 23 juillet, l'ambassadeur français disait à son gouvernement : « En réalité, je crois que sur cette question on se mettra d'accord : la Prusse, en consentant à respecter la délimitation actuelle du territoire saxon ; l'Autriche, en promettant de ne mettre aucun obstacle aux arrangements qui pourront être pris en ce qui concerne le Hanovre, la Hesse-Électorale ou les possessions d'autres États secondaires [2]. »

En effet, le 25 juillet, l'Autriche avait pris l'engagement formel « de ne pas s'opposer à l'agrandissement de la Prusse dans le Nord [3] ; » et la Prusse, celui « de restituer la Saxe intégralement. » Le vain-

[1] M. Benedetti à M. Drouyn de Lhuys. Dépêche du 23 juillet.
[2] Même dépêche.
[3] M. Benedetti à M. Drouyn de Lhuys. Dépêche du 25 juillet.

queur avait dû se résigner aussi à ne point rectifier ses frontières aux dépens du vaincu, du côté de la Bohême.

A partir de ce moment les négociations s'appuyèrent sur une base certaine. L'Autriche ayant obtenu gain de cause sur les deux points où elle attachait son honneur, livrait à la discrétion de la Prusse la Bavière, le Wurtemberg et ses autres alliés du Nord et du Midi, qui l'avaient d'ailleurs si pitoyablement secondée. Elle ne demandait même pas à négocier pour eux. En ce qui concernait le Hanovre, les deux Hesse, le Nassau, Bade et Francfort, elle laissait carte blanche à M. de Bismarck. Quant à la ligne du Mein, ce n'était pas l'Autriche qui élevait cette barrière devant la Prusse : c'était la France. Ce n'était pas non plus entre Vienne et Nikolsbourg, mais entre Nikolsbourg et Paris, qu'il restait maintenant un dernier problème à résoudre : celui des agrandissements prussiens et des compensations françaises. Ici, c'est l'obscurité des négociations secrètes. Je crois avoir un peu de lumière à y apporter; mais ces éclaircissements, il me faut les réserver pour un autre moment, car ils portent moins sur ce qui s'est passé entre la France et la Prusse à Nikolsbourg, du 22 au 27 juillet, que sur un échange de vues qui eut lieu à Berlin, dans les premiers jours d'août, entre M. Benedetti et M. de Bismarck. Voici pourtant quelques notes détachées de mon carnet de voyage, qui, prises à Nikolsbourg pendant que la diplomatie était à l'œuvre, empruntent à cela même un certain intérêt.

Nikolsbourg est une bourgade assez morose que domine un vieux château appartenant au comte de

Mensdorff, alors ministre des affaires étrangères d'Autriche. On y trouve rassemblés des âges et des styles divers. Dans une cour, sur un rocher percé à sa base, se dresse une tour antique qui a l'air de ne plus tenir debout que par la force de l'habitude. Les appartements du premier étage qu'habitait le roi de Prusse et où siégeaient les plénipotentiaires, portent la marque du siècle dernier. Contre les murs, une quantité de portraits noircis que les marchands de bric-à-brac hésiteraient à étaler dans leurs boutiques : nobles dames à tête poudrée qui me regardaient d'un air stupéfait et farouche; seigneurs à hautes perruques qui semblaient vouloir sortir de leurs cadres pour tomber sur M. de Bismarck et sur son secrétaire particulier, M. de Keudell; puis, à côté de ces Autrichiens horrifiés, des tableaux de chasse, des portraits de chevreuils et de cerfs, décorés par la nature de cornes extraordinaires, et des inscriptions en vieil allemand qui m'apprenaient que ces difformités n'étaient point de l'invention du peintre. Tout cela noir et triste, exhalant une odeur de moisissure.

Dès les premières entrevues des plénipotentiaires, il avait été décidé que l'Autriche se bornerait à négocier et à traiter pour son propre compte et pour celui de la Saxe royale. Cependant lorsque M. de Pfordten se présenta à Nikolsbourg le 23 juillet, comme plénipotentiaire de la Bavière, il était encore tout rempli d'illusions sur l'appui qu'il pensait pouvoir attendre de l'Autriche. Un court entretien qu'il eut avec M. de Bismarck les lui enleva aussitôt. Celui-ci lui exposa en termes brefs et durs les conditions auxquelles la Bavière pouvait obtenir la paix.

M. de Pfordten ayant jeté les hauts cris, M. de Bismarck coupa court à ses récriminations en le renvoyant aux plénipotentiaires autrichiens, afin qu'il apprît d'eux ce que valait une alliance qu'il avait préféréé à celle de la Prusse.

Une autre question que le plénipotentiaire prussien avait entamée dès le début des négociations, était celle des frais de guerre à exiger de l'Autriche. Il lui laissa le choix ou de payer quarante millions de thalers, ou de céder une portion de territoire rectifiant la frontière prussienne de chaque côté du comté de Glatz. Les négociateurs autrichiens n'hésitèrent pas à se décider pour le premier parti, mais en objectant que l'état des finances de l'empire ne leur permettait pas de s'engager pour une pareille somme. La Prusse consentit alors à affecter quinze millions aux dépenses occasionnées à l'Autriche par la guerre du Schleswig-Holstein, et, sur la proposition du prince royal, les exigences prussiennes furent en outré diminuées de cinq millions, « comme équivalent des approvisionnements dont les armées se pourvoiraient dans les territoires occupés, jusqu'à la conclusion de la paix; » en sorte qu'on s'arrêta au chiffre de vingt millions de thalers.

Les arrangements politiques et financiers étaient arrêtés le 25 juillet entre la Prusse et l'Autriche. Le même jour M. Benedetti annonçait à Paris que « les autres points » étaient réglés conformément aux bases françaises. « Les plénipotentiaires autrichiens, ajoutait-il, désirent cependant en référer encore à Vienne. S'ils y sont autorisés en temps opportun, on pourra signer demain. » Le 26 juillet en effet les

préliminaires de paix furent signés en même temps que l'armistice.

L'intégrité de la monarchie autrichienne était maintenue sauf le royaume lombard-vénitien. L'Autriche reconnaissait la dissolution de l'ancienne Confédération germanique, et donnait son consentement à une nouvelle organisation de l'Allemagne dont elle ne ferait point partie. Cette puissance promettait également « de reconnaître l'union plus étroite que le roi de Prusse constituerait au nord de la ligne du Mein, et de consentir à ce que les États allemands situés au sud de cette ligne formassent entre eux une union dont les liens nationaux avec l'union du Nord seraient librement réglés par une entente commune. » Il est à remarquer que les préliminaires de Nikolsbourg ne stipulent point que cette union des États du Sud « aura une existence internationale indépendante. » Mais la France tint la main à ce que cette clause fût insérée au traité de Prague où elle figure à l'article 4. Le Schleswig-Holstein était acquis à la Prusse; mais il demeurait entendu que les populations des districts du nord du Schleswig seraient de nouveau réunies au Danemark, si elles en exprimaient le désir par un vote librement émis. L'Autriche s'obligeait à payer à la Prusse vingt millions de thalers. L'integrité du territoire saxon serait respectée; mais la contribution de la Saxe aux frais de la guerre et la position future de ce royaume dans l'union du Nord devaient faire l'objet d'un traité particulier. L'Autriche par contre s'obligeait à reconnaître la nouvelle organisation que la Prusse établirait dans le nord de l'Allemagne, « y compris les

modifications territoriales qui en seraient la conséquence. »

Quant à l'Italie, son adhésion à l'armistice n'étant point parvenue et son représentant n'ayant pas de pleins pouvoirs, M. de Bismarck se décida à « procéder à la signature » sans la participation de celui-ci. Il avait hâte maintenant d'en finir, car une victoire italienne ne pouvait plus être d'aucun profit pour la Prusse; et il affirmait à M. de Barral que « pour de graves motifs, tout retard pouvait compromettre » les intérêts prussiens[1]. Cependant afin de ménager dans une certaine mesure la dignité italienne, il annonça le 25 juillet que « les engagements pris resteraient en suspens jusqu'à ce que la Prusse fût en mesure de déclarer à l'Italie que la Vénétie lui était acquise, et que l'objet de leur traité était atteint en ce qui la concernait[2]. » Mais cette réserve se trouva singulièrement atténuée dans le traité provisoire signé le lendemain; en effet le roi de Prusse s'y obligeait seulement à obtenir l'assentiment de son allié aux préliminaires de la paix et à l'armistice basé sur ces préliminaires, dès que le royaume lombard-vénitien aurait été « mis à la disposition » du roi d'Italie par l'empereur des Français.

Enfin les États situés au sud du Mein devaient « ouvrir pour leur compte des négociations nouvelles de paix avec la Prusse[3]. » Dans ce but un armistice, commençant le 2 août, était conclu avec la Bavière en

[1] *Le général La Marmora et l'alliance prussienne.*
[2] M. Benedetti à M. Drouyn de Lhuys. Dépêche du 25 juillet.
[3] *Idem.*

même temps qu'avec l'Autriche, et le général Manteuffel était chargé d'en conclure un autre avec le Wurtemberg, le grand-duché de Bade et la Hesse-Darmstadt, sur la base de l'*uti possidetis* militaire et dès que ces États le demanderaient; ce qui eut lieu les 31 juillet, 1er, 3 et 4 août.

Les ratifications des préliminaires de paix furent échangées le 28 juillet à Nikolsbourg. Le 29, M. Benedetti déclarait officiellement et par écrit à M. de Bismarck « que la Vénétie était garantie à l'Italie, » et le 30, le comte de Barral put enfin adhérer à l'armistice. Le programme français avait été adopté, mais aucune allusion n'était faite dans ce programme aux agrandissements territoriaux de la Prusse sauf en ce qui concernait le Schleswig-Holstein. La France comme l'Autriche donnait-elle donc carte blanche à la Prusse dans le nord de l'Allemagne? L'homme des Tuileries se bornait-il à tracer la ligne du Mein et à élever ainsi devant l'homme de Berlin un obstacle plutôt apparent que réel? Non, l'empereur Napoléon avait une arrière-pensée : il songeait à une rectification de la frontière française de l'Est. Mais aucun indice ne fait supposer que ce point ait été touché, même indirectement, à Nikolsbourg pendant les négociations des préliminaires de paix. Quoiqu'il en soit, la Prusse, avec ou sans l'assentiment de la diplomatie française, put incorporer à son territoire le Hanovre, la Hesse-Électorale, le Nassau, Francfort et quelques districts de la Bavière situés au nord du Mein.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'à Nikolsbourg, on exprimât alors des sentiments de gratitude

envers la France : « La Prusse, me disait-on, n'oubliera pas que, dans cette grande guerre contre l'Autriche et ses alliés, la France n'a pas mis un soldat sur le Rhin, et assurément cent mille Français sur le Rhin eussent rendu notre tâche singulièrement difficile. Si la France avait planté son drapeau sur Venise et sur les forteresses du quadrilatère, l'armée italienne n'aurait pu franchir le Pô, et l'Autriche eût ramené devant Vienne toute son armée du Sud. L'alliance de la Prusse, de la France et de l'Italie, concluait-on, est fondée sur une base inébranlable. »

L'ALLEMAGNE APRÈS SADOWA

CHAPITRE XIX

D'Eisgrub à Berlin. — Les alarmes berlinoises. — Le conflit de la chambre des députés et de la couronne ; le bill d'indemnité. — La question des annexions prussiennes et des compensations françaises. — La question des districts danois du Schleswig. — Le congrès des restaurations proposé par la Russie. — Les lois d'annexion du Hanovre, de la Hesse-Électorale, du Nassau et de la ville libre de Francfort ; les députés prussiens et le droit de conquête. — Les transformations politiques, militaires et économiques : les traités secrets du 22 août 1866 ; les traités de paix avec la Bavière, le Wurtemberg, la Hesse-Darmstadt, Bade ; les traités d'alliance avec les États situés au nord du Mein, et le traité de paix avec la Saxe royale ; la réforme fédérale : la loi électorale et le parlement de la Confédération de l'Allemagne du Nord ; la constitution fédérale du 16 avril 1867 ; la protestation du parti progressiste. — Le militarisme prussien au nord et au sud du Mein ; l'unité militaire de l'Allemagne dans la main des Hohenzollern. — Le Zollverein et l'unité douanière. — Une déception de M. de Bismarck.

Les ratifications des préliminaires de paix ayant été échangées à Nikolsbourg le 28 juillet, je retournai à Eisgrub pour y prendre congé du général en chef et du quartier général de l'armée de Silésie. Pendant toute cette campagne depuis Neisse jusqu'aux approches de Vienne, j'avais trouvé le meilleur accueil auprès du prince royal de Prusse et des officiers de son état-major ; je tiens à devoir de leur en exprimer ici ma gratitude.

Le château d'Eisgrub qui appartient au prince de

43.

Lichtenstein, est un pastiche merveilleusement réussi du gothique anglais de Windsor. L'intérieur de ce séjour des *Mille et une Nuits* étale une magnificence extraordinaire, et les paysans de Moravie ont dû suer terriblement pour payer toutes ces dentelles de bois ou de pierre. Près du château et dans ses jardins ornés de fleurs rares, la Thaya aux eaux profondes se promène en formant des méandres pittoresques. Plus loin dans un parc réservé, de grands cerfs rouges attendent de Monseigneur la grâce d'être lâchés, poursuivis et tués en plaine. Plus loin encore, c'est une immense nappe verte, entrecoupée de flaques d'eau; là, d'innombrables troupeaux de chevaux, de bœufs et de moutons vivent en liberté. Ce sont aussi des multitudes de cannes blanches qui, à la tombée de la nuit, regagnent par bandes les villages prochains, la plus vieille ou la plus sage marchant en tête des autres, et toutes criant, si bien qu'à distance on les prendrait pour de longues processions de moines blancs, dodus et lourds, qui retournent à leurs couvents d'un pas lent et traînant en psalmodiant des patenôtres. J'eus un avant-goût de la Hongrie le dimanche 29 juillet au matin, lorsqu'au milieu de ce paysage je vis les femmes d'Eisgrub allant à la messe dans leurs habits des jours fériés : des bottes bien cirées sous le jupon court en étoffe bariolée, puis un châle aux couleurs éclatantes qui enveloppe le buste, la tête et même le front à la manière orientale. Dans ces grands yeux noirs aussi, l'Orient étincelle; et les manteaux en laine blanche dont les larges plis drapent noblement les hommes, ont un air de famille avec l'antique vêtement d'Arabie.

Parti d'Eisgrub le 29 juillet, je ne pus atteindre Berlin que le 4 août. Tous les trains allant de Lundenbourg à Prague par Brünn, emportaient les hommes épuisés et les cholériques que la grande armée prussienne, alors concentrée sur le Danube, envoyait aux hôpitaux déjà partout encombrés de blessés et de malades. Le choléra redoublait de violence, et il fallait éloigner au plus vite les pestiférés. Je ne ferai point ici la peinture de ces convois de misère. La bonne étoile qui m'avait conduit à travers les périls de cette campagne me fit échapper au plus grand de tous : j'arrivai à Prague sain et sauf entre deux moribonds.

De quels yeux ravis je contemplai la vieille cité tchèque avec son pont surchargé de saints, ses tours massives, ses palais superbes, sa physionomie en quelque sorte florentine, et ses femmes à la taille svelte, à la chevelure opulente, au regard lumineux, chez lesquelles la grâce le dispute à la beauté. Avec quelle joie je me retrouvai à ce foyer de vie civilisée, de mœurs policées et élégantes, après avoir assisté à tant de scènes d'une sauvagerie atroce, et vu de si près le triomphe de la destruction et de la mort. Le génie malfaisant de la guerre devait pourtant m'apparaître une dernière fois : ce fut à Nératowitz entre Prague et la frontière de Prusse. Il y avait là un magnifique pont en fer sur l'Elbe. Le 28 juillet, la garnison autrichienne de Theresienstadt étant sortie de cette place forte, avait tué, blessé ou fait prisonnier le faible détachement prussien qui gardait cet ouvrage d'art; elle avait ensuite détruit en partie le pont même pour couronner son inutile prouesse,

accomplie au mépris de la trêve qu'on venait de prolonger jusqu'à l'armistice du 2 août.

A Berlin, je trouvai la population dans l'enthousiasme. On pavoisait les maisons, on préparait des lampions; on s'apprêtait à fêter le roi, le prince royal, M. de Bismarck et le général Moltke attendus ce jour-là. Les Berlinois et tous les Prussiens tressaient les couronnes de la popularité pour ce même souverain et ce même ministre auxquels ils eussent voulu lancer des pavés avant la victoire. Cependant à cet enthousiasme du succès, partout le même et toujours aussi immoral qu'aveugle, il se mêlait de très-vives inquiétudes.

On se rappelle que la chambre des députés avait été dissoute par un décret royal du 9 mai. Une nouvelle assemblée venait d'être élue; elle était convoquée de même que la chambre des seigneurs pour le lendemain 5 août; et l'on se demandait avec anxiété si le roi, dans son discours, allait résoudre la question des annexions que les préliminaires de Sadowa n'avaient point résolue. On s'alarmait aussi au sujet d'un congrès proposé par la Russie, et que l'on appelait « le congrès des restaurations. » Les préoccupations publiques s'attachaient à un troisième point : le conflit existant entre la seconde chambre et le gouvernement depuis le 9 février 1860. A cette date, le gouvernement avait présenté un projet de réorganisation de l'armée. Ce projet ainsi que plusieurs autres, notamment ceux du 14 janvier 1862 et du 8 février 1863, furent repoussés par la seconde chambre qui ne voulut point accorder les crédits nécessaires, ni consentir à une prolongation du service militaire et

à un accroissement de l'armée. Le pouvoir exécutif passa outre; il disposa des revenus publics par ordonnances royales, et réalisa la réforme militaire, évidemment conçue en prévision de la « guerre à fond » de 1866. La couronne se déciderait-elle maintenant à reconnaître l'illégalité des actes accomplis avant la guerre contre la volonté de la chambre des députés et au mépris de la constitution? Solliciterait-elle un bill d'indemnité, et ce conflit qui durait depuis six années, serait-il enfin écarté à cette heure critique où la Prusse, par suite même de ses succès inouïs, pourrait se trouver aux prises avec les plus graves difficultés internationales?

Le 5 août à midi, je vis le roi Guillaume entrer dans la salle blanche du Château et monter sur le trône où il se tint debout. Il portait l'uniforme de général prussien : le sabre au côté, et sur la tête le casque à pointe de cuivre. A sa droite, au pied du trône, se placèrent le prince héritier présomptif et les autres princes de la famille royale ; à sa gauche, les ministres et le président du conseil, M. de Bismarck en uniforme de major des cuirassiers de landwehr.

La couronne reconnut que les dépenses publiques avaient manqué de « base légale » pendant les dernières années. Cette base légale, déclarait le roi, « ne peut aux termes de l'article 99 de la constitution, exister qu'en vertu d'une loi annuellement concertée entre mon gouvernement et les deux chambres du parlement. » Ici des applaudissements éclatèrent. Cepen-le roi ajouta que la conduite tenue par le pouvoir exécutif « était devenue une de ces nécessités absolues auxquelles ne peut et ne doit se soustraire aucun gou-

vernement dans l'intérêt du pays. » Mais il finit par demander un bill d'indemnité en faisant valoir les succès obtenus : « J'ai la conviction, dit-il, que les derniers événements contribueront à amener une entente pour laquelle il est indispensable que le bill d'indemnité soit accordé volontiers. » Le vainqueur de Sadowa déjà amnistié par l'opinion publique, en Prusse, le fut alors également par la chambre des députés qui donna quittance au gouvernement pour toutes les dépenses illégalement faites de 1862 à 1866. Ainsi le sophisme avec lequel Loyola et Machiavel soufflettent la justice et outragent la conscience, celui de la fin justifiant les moyens, reçut une nouvelle et éclatante consécration à Berlin.

Quant à la question des annexions prussiennes, elle n'était pas tranchée par le discours de la couronne. On montrait bien l'armée aplanissant « la voie pour le développement national de l'Allemagne ; » on parlait aussi d'une « extension des frontières de l'État ; » mais on ne donnait aucune indication précise sur l'étendue de ces acquisitions territoriales. Évidemment cette réserve était imposée alors au cabinet de Berlin par le cabinet des Tuileries. Là-dessus ni l'un ni l'autre n'avait dit son dernier mot à la date du 5 août. A Nikolsbourg et à Eisgrub, M. de Bismarck comme le prince royal exprimait devant moi la plus entière confiance au sujet des bons rapports avec la France. La gratitude des chefs politiques et militaires éclatait envers le gouvernement français pour son désintéressement aussi bien que pour l'appui moral qu'il avait prêté à la formation d'une nouvelle Allemagne On allait jusqu'à reconnaître qu'en évitant de porter ses

armées sur le Rhin et d'arborer son drapeau dans le quadrilatère vénitien, la France avait-elle même concouru efficacement à ce qu'on appelait la rénovation germanique. Mais à Berlin, le contraste des méfiances publiques et de cette quiétude que le monde officiel affectait d'éprouver à l'endroit de la politique française, me frappa très-vivement. Le bruit d'une guerre possible ou même probable avec la France commençait à circuler, mêlant de mortelles alarmes à l'allégresse du triomphe.

Ceci me conduit devant le problème international si malheureusement posé par les préliminaires de Nikolsbourg et par le traité de Prague. Il s'agit de la ligne du Mein qui coupe l'Allemagne en deux; il s'agit aussi des pourparlers échangés entre M. Benedetti et M. de Bismarck dans les premiers jours d'août 1866, au sujet d'une compensation territoriale à accorder par la Prusse à la France; il s'agit enfin des districts danois du Schleswig à rétrocéder par la Prusse au Danemark.

Dans l'examen de ce triple problème où la paix de l'Europe est engagée, compromise, qui suspend la menace d'une guerre fratricide sur deux grandes nations parvenues au plus haut degré de la civilisation, il ne faut apporter qu'une seule préoccupation, celle de la vérité. Ici encore nous avons à soumettre les hommes et les faits à une pierre de touche infaillible : le droit, c'est-à-dire la volonté souveraine d'un peuple librement manifestée. Il n'y a pas plus lieu d'admettre en faveur des prétentions de Napoléon III qu'en faveur des visées de M. de Bismarck la raison d'État, les nécessités politiques ou géographiques. Ce sont là des

arguments bons à être invoqués par les diplomates, par tous les avocats de la conquête ou du machiavélisme; mais ils ne conviennent point aux hommes de la Révolution, et ils sont indignes de la France.

Le premier soin, le premier devoir en se plaçant devant cette ligne du Mein tracée par le traité de Prague, doit donc être de rechercher si cette séparation diplomatique de l'Allemagne en deux parties inégales et disproportionnées, répond aux aspirations et aux besoins de la nation, si elle est voulue par elle. Eh bien, nous affirmons qu'il n'est pas un patriote du Nord ou du Sud, baron féodal ou progressiste radical, piétiste, ultramontain ou libre penseur, qui n'entretienne dans son esprit et dans son cœur comme un feu sacré, l'amour de la grande patrie allemande. Assurément, les membres jusqu'ici désunis de la société tudesque sont loin d'être d'accord entre eux sur la forme organique que l'avenir réserve à leur nationalité. Il se rencontre sans doute des individus ou même des groupes qui voudraient conserver au sein de la communauté germanique leur territoire propre, leurs institutions et leurs coutumes particulières; mais ces autonomistes, ces particularistes ne sont pas moins ardents que les unitaires à maintenir l'indépendance nationale, les droits de la famille tout entière et à repousser toute espèce d'ingérence étrangère dans la libre vie du peuple allemand. Nous avons dit quelle funeste semence de méfiance et de haine le premier empire français laissa derrière lui au delà du Rhin. Il nous reste à montrer combien de fruits amers elle a produit de nos jours pour la démocratie de France et d'Allemagne, et comment le second empire français

s'est fait volontairement et aveuglément le principal auxiliaire des œuvres de M. de Bismarck.

L'unité nationale fondée sur la liberté politique, c'est le premier besoin et c'est aussi le droit incontestable des Allemands. Ils peuvent varier entre eux sur la forme constitutive de l'État : démocratie centralisée ou fédérative ; mais telle est l'idée mère de cette grande révolution qui a commencé il y a plus d'un demi-siècle. Tout ce qui fait ou fera obstacle à cela, ils s'efforceront de le briser ; et quiconque se placera en travers de leur route, ils le traiteront comme leur mortel ennemi. Chose déplorable, contre laquelle la raison et le cœur se révoltent à la fois, ce mortel ennemi, ce n'est pas à leurs yeux la Russie, mais la France ! Ce n'est pas la horde moscovite qui s'avance vers l'Occident en broyant sous ses pieds la Pologne ; ce n'est pas la barbarie mongolo-tartare avec son tzar autocrate absolu, adoré comme un dieu par quatre-vingt-dix millions d'esclaves qui vivent prosternés dans la poussière devant lui ; non, c'est la France, cette France qui a proclamé la liberté, l'égalité et la fraternité des peuples ! Voilà certes un des fruits les plus amers des fameux exploits de Napoléon Ier ; car si le peuple français et le peuple allemand se donnaient la main, la paix serait fondée en Europe ; devant cette union des deux grandes nations continentales, la Russie se verrait réduite à l'impuissance, et le militarisme condamné et proscrit aurait bientôt rendu le despotisme impossible.

Avant et pendant la guerre de 1866, personne ne songeait à la Russie en Allemagne, personne ne la craignait. Tous les regards étaient dirigés vers la

France; on ne redoutait que la France. On soupçonnait M. de Bismarck d'avoir, à Biarritz, conclu avec Napoléon III quelque pacte secret pour la cession éventuelle d'un territoire allemand. Le congrès des députés réuni à Francfort avant la guerre, lançait « l'anathème de la nation » contre ceux qui, « dans des négociations avec des puissances étrangères, font marchandise du territoire allemand. » Dans toutes les réunions populaires d'alors, on répétait incessamment que la patrie était en danger, qu'il fallait s'armer pour elle contre l'étranger et l'on chantait la chanson de Becker. Pendant la guerre, ce cauchemar d'une intervention armée de la France poursuivait nuit et jour tous les Allemands et faisait merveilleusement les affaires de la Prusse. Les meilleurs citoyens oubliaient ce qu'ils devaient à la liberté pour ne penser qu'à la défense de la commune patrie. Ils oubliaient que des frères s'égorgeaient entre eux; et comme la Prusse tout entière sous les armes était le mieux en état de protéger la frontière contre l'étranger, ils ne voyaient plus ou ne voulaient plus voir qu'elle était en train de les conquérir eux-mêmes. Cette appréhension accompagna les vainqueurs de Nachod, de Gitschin et de Sadowa jusque sous les murs de Vienne. Au quartier général de la seconde armée où me parvenaient des lettres et des journaux de France, on m'interrogeait sans cesse : que dit-on, que fait-on à Paris? Est-il question d'une intervention de la France? Et lorsque j'affirmais que le peuple français ne voulait point faire la guerre au peuple allemand, que la France était trop sincèrement attachée à la foi démocratique, trop généreuse et trop noble pour mettre sa gloire à asservir

par la conquête des populations germaniques, les fronts se déridaient, mais le doute persistait au fond des yeux. Après la guerre enfin, dans les chambres législatives, dans les réunions populaires, dans toutes les manifestations de l'opinion publique, le même souci persiste et se fait jour au sud comme au nord de l'Allemagne. A Carlsruhe, on propose le 27 février 1867 la formation d'une confédération des États du Sud alliée avec la confédération du Nord « pour la protection de l'intégrité du sol allemand contre toute attaque. » Le 5 août suivant à Stuttgard, des députés bavarois, wurtembourgeois, hessois et badois déclarent que « la réunion des États du Sud avec les États du Nord » est une condition de vie pour le peuple : « Autant la nation allemande, disent-ils, est éloignée de vouloir empêcher les autres peuples de s'organiser selon leur volonté, *autant elle repoussera avec énergie toute ingérence étrangère dans sa reconstitution.* »

Le peuple français a-t-il voulu ou veut-il empêcher le peuple allemand de réaliser son unité nationale? A-t-il voulu ou veut-il s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Allemagne? non! Y a-t-il donc un obstacle? oui, le traité de Prague. Y a-t-il eu ingérence étrangère? oui, celle de la politique des Tuileries qui, en imposant à Nikolsbourg la ligne du Mein, a coupé l'Allemagne en deux. Voilà la faute, la faute capitale d'où sont sorties toutes les complications actuelles. Elle a attiré sur nous l'inimitié plus profonde et plus ombrageuse des Allemands; elle leur coûte à eux la liberté, car leur patriotisme en alarmes les a égarés jusqu'à offrir eux-mêmes leurs épaules au joug mili-

taire de la Prusse; elle a puissamment contribué enfin à cette grande misère du militarisme qui étreint toutes les nations à la honte du dix-neuvième siècle.

La politique des Tuileries voulut arrêter aux portes de Vienne les Prussiens victorieux. Mais était-il donc nécessaire pour cela de tracer cette ligne chimérique du Mein, et de donner ainsi à entendre aux Allemands que la France voulait qu'ils formassent deux nations, tandis qu'ils n'en veulent former qu'une? Et qu'on ne dise pas que ce fut l'Autriche qui la proposa, qui l'imposa. L'Autriche, brisée par la campagne des Sept Jours (27 juin-3 juillet), foudroyée à Sadowa, incapable de disputer au vainqueur l'entrée de sa capitale, était résolue à tous les sacrifices pourvu que la Prusse respectât l'intégrité de son territoire et les frontières de la Saxe, son alliée fidèle dans le malheur commun. Ses plénipotentiaires à Nikolsbourg, le comte Karolyi et le comte Degenfeld, disaient à M. de Bismarck : « Vous ferez ce que vous voudrez en Allemagne; mais pour que nous puissions accepter la paix, il faut que vous respectiez notre territoire et que la Saxe royale ne soit pas traitée moins honorablement. » C'est alors que Napoléon III présente son programme des préliminaires de paix. M. de Bismarck n'hésite point : en se donnant des airs de modération vis-à-vis de la France et vis-à-vis de l'Europe, il accepte la ligne du Mein. Mais le machiavélisme des Tuileries offrait vraiment la partie belle au machiavélisme de Berlin. Dans son projet de réforme fédérale du 10 juin 1866, M. de Bismarck avait proposé l'unité de l'Allemagne, et maintenant il se disait sans doute : c'est à la politique des Tuileries, c'est à la France

elle-même que les patriotes s'en prendront si la passion nationale n'est point satisfaite; l'idée unitaire sera plus puissante d'ailleurs qu'un traité, et grâce à cette ligne du Mein par laquelle Napoléon III coupe en deux la grande patrie allemande, je vais, moi, pouvoir enrégimenter toute la nation et la coiffer du casque à pointe de cuivre opposé aux pantalons rouges.

Mais ce ne fut pas assez de cette première faute : après qu'on eut de la sorte à Nikolsbourg et à Prague, en alarmant et en blessant profondément le sentiment national, fourni à M. de Bismarck le cheval de bataille qu'il lui fallait pour achever de conquérir l'Allemagne à la Prusse, on lui mit dans les mains les meilleures armes possibles. Au commencement d'août, les Prussiens et un grand nombre d'Allemands, grisés par la poudre de Sadowa, acclamaient le roi Guillaume et son premier ministre couronnés des lauriers de la victoire; le prestige militaire de la Prusse à son comble exaltait tous ceux qui avaient eu peur de la France, et remplissait d'une sorte d'orgueil patriotique jusqu'aux adversaires déclarés de la politique de Berlin : ce fut ce moment-là que la politique des Tuileries choisit pour ouvrir à Berlin des pourparlers au sujet de certaines compensations territoriales. Les négociations ne devaient avoir aucun caractère officiel; et cet incident est dès lors demeuré sinon secret, du moins fort obscur. Voici pourtant quelques éclaircissements. Le 7 août, j'allai prendre congé de M. de Bismarck auprès duquel avant, pendant et après la guerre à Berlin, à Horsitz et à Nikolsbourg, j'avais constamment trouvé le meilleur accueil, et je lui en garde une vive gratitude. Mais si vive et si sincère qu'elle

soit, j'appartiens avant tout à la vérité, et n'ayant jamais porté la livrée du courtisan, pas plus en Prusse qu'en France, je dois à M. de Bismarck lui-même l'entière franchise de mes principes et de mes convictions. Donc, vers dix heures du soir, je me trouvais dans le cabinet du premier ministre lorsqu'on annonça M. Benedetti, ambassadeur de France. « Allez prendre une tasse de thé au salon, me dit M. de Bismarck, je suis à vous tout à l'heure. » Deux heures se passèrent, minuit sonna, puis une heure du matin. Une vingtaine de personnes, la famille et les intimes, attendaient le maître de la maison. Il parut enfin, le front calme et le sourire aux lèvres. On prit le thé, on fuma et on but de la bière à l'allemande. La conversation s'engagea, tour à tour légère ou sérieuse, sur l'Allemagne, l'Italie et la France. Comme je l'ai dit, des bruits de guerre avec la France circulaient alors à Berlin. Au moment de partir : « Monsieur le ministre, dis-je, voulez-vous me permettre de vous adresser une question singulièrement indiscrète : est-ce la paix ou la guerre que j'emporte à Paris? » M. de Bismarck me répondit vivement : « L'amitié, l'amitié durable avec la France! J'ai le ferme espoir que la France et que la Prusse formeront désormais le dualisme de l'intelligence et du progrès. » Cependant il m'avait paru surprendre un étrange sourire sur les lèvres d'un homme destiné à marquer grandement sa place dans la politique prussienne, le conseiller privé baron de Keudell. J'allai chez lui le lendemain et lui avouai combien ce sourire m'avait intrigué : « Vous partez pour la France ce soir, me dit-il; eh bien! engagez-vous sur l'honneur à garder jusqu'à Paris le secret de ce que je vais

vous apprendre : avant quinze jours, nous aurons la guerre sur le Rhin si la France persiste dans ses revendications territoriales. Elle nous demande ce que nous ne pouvons ni ne voulons lui donner. La Prusse ne cédera pas un pouce du sol germanique ; nous ne le pourrions pas sans soulever contre nous l'Allemagne tout entière, et s'il le faut, nous la soulèverons contre la France plutôt que contre nous. »

Cette démarche du cabinet des Tuileries si profondément impolitique et maladroite dans un pareil moment, et qui n'aboutit pour la France qu'à un échec infligé à sa diplomatie, servit merveilleusement M. de Bismarck dans toutes ses entreprises sur l'Allemagne. Il y trouva un argument irrésistible pour prouver la nécessité des grands armements contre la France, en même temps que son refus de lui céder la moindre parcelle de terre germanique rehaussait encore aux yeux de tous les patriotes le prestige de la Prusse, bouclier de la grande patrie allemande, et celui aussi du ministre qui tenait haut et ferme vis-à-vis de l'étranger le drapeau national. A partir de ce moment la Prusse dynastique et militaire ne rencontra plus guère d'obstacles dans l'Allemagne libérale déchaînée contre nous. Et voilà comment, à un demi-siècle d'intervalle, la politique napoléonienne sépara, pour la seconde fois, deux grands peuples destinés par leur culture intellectuelle, morale et matérielle, par tous leurs intérêts et toutes leurs aspirations, à nouer entre eux une alliance fraternelle, et à donner ainsi une base inébranlable à la liberté et à la paix de l'Europe.

On dira : fallait-il donc en s'abstenant de toute intervention, laisser aller les Prussiens jusqu'à Vienne

même? Fallait-il permettre à la Prusse d'anéantir l'Autriche et de se placer ensuite sur nos frontières de l'Est, à la tête de quarante-cinq millions d'hommes subjugués par ses armes? A cela les Allemands peuvent répondre en invoquant le droit national, que la constitution intérieure de leur pays est exclusivement leur affaire à eux; qu'ils ne doivent pas plus souffrir notre intervention, soit diplomatique, soit armée, que nous ne souffririons la leur; qu'ils sont libres de former un empire ou une république unitaire, et que nulle puissance étrangère ne saurait légitimement leur imposer la ligne du Mein ou tout autre obstacle; qu'ils sont même les maîtres de se réunir aux Prussiens s'ils jugent que ce soit là le meilleur parti à prendre; que d'ailleurs ils n'invoquent point la protection de la France contre la conquête prussienne, et que dès lors la France ne pourrait aller les protéger malgré eux, sans violer son propre principe : celui de la souveraineté nationale; qu'enfin si le militarisme prussien a pu faire une si rapide fortune en Allemagne, il faut l'attribuer à ce sentiment patriotique qui les unit tous contre l'étranger de quelque côté qu'il vienne, qui est jusqu'à présent la seule, mais la véritable unité vivante, et à laquelle la politique des Tuileries a si imprudemment et si inutilement porté atteinte en traçant cette ligne chimérique du Mein.

Se place-t-on au point de vue français? Alors le vulgaire bon sens est forcé de reconnaître qu'il y avait plus que de l'imprévoyance à combiner des plans uniquement en vue de la victoire de l'Autriche, comme si la défaite de la Prusse se fût trouvée inscrite d'avance dans le livre du destin; que si les intérêts

français, c'est-à-dire la sécurité du territoire, le droit fondé par la Révolution, le libre échange des produits nationaux, exigeaient des garanties, il fallait les réclamer avant ou pendant la guerre, et au besoin les obtenir par les armes; mais que ces garanties ne pouvaient, dans aucun cas, être fournies par la ligne du Mein qui n'est qu'une fiction géographique; que cette ligne du Mein était, au contraire, le plus mauvais des expédients qu'il fût possible d'imaginer puisqu'il blessait le sentiment national et alarmait le patriotisme des Allemands, favorisait les projets de M. de Bismarck tendant à faire de toute l'Allemagne une force disciplinée au pouvoir de la Prusse, laissait une équivoque et une menace suspendues sur la paix de l'Europe et plaçait enfin la France devant cette alternative : ou d'assister bénévolement à la violation du traité de Prague, ou d'engager pour la ligne du Mein, pour cette conception sans consistance ni durée possible, une grande guerre qui réunirait plus promptement encore et plus étroitement, dans la main de la Prusse, les patriotes du sud à ceux du nord de l'Allemagne.

Quant à une compensation territoriale, était-il bien conforme à la dignité de la France qu'on la demandât, non pas publiquement et officiellement, mais en secret comme si l'on n'était pas sûr d'avoir de son côté le bon droit? Était-il conforme à la justice, au droit national, qu'on réclamât une portion quelconque du territoire allemand? S'imagine-t-on la France abandonnant une partie de l'Alsace ou de la Lorraine? Et pourquoi exiger d'autrui un sacrifice qu'on ne ferait pas soi-même, alors surtout que les populations rhénanes, profondément pénétrées du génie germanique,

sont aussi allemandes d'esprit et de cœur que celles de l'Alsace et de la Lorraine sont françaises en dépit de leur origine? N'allait-on pas au-devant d'un refus en réclamant ce que la Prusse n'eût pu accorder sans détruire d'un seul coup tout le prestige de ses victoires; et sans soulever contre elle-même le peuple allemand tout entier? Faut-il donc s'étonner qu'on fît à Berlin cette réponse : « Nous ne céderons pas un pouce du sol germanique, et s'il le faut, nous soulèverons l'Allemagne contre vous plutôt que contre nous. »

En vertu de quel principe ou de quel droit d'ailleurs, disposerait-on des populations de la rive gauche du Rhin sans leur aveu, et pourrait-on les contraindre à demeurer prussiennes ou à devenir françaises? La conquête n'est ni un droit ni un principe, ni même une solution; c'est un attentat contre les peuples. La France met sa gloire à les délivrer comme en Belgique, en Grèce et en Italie; mais elle est trop juste pour vouloir les asservir. Quant aux frontières naturelles, c'est là encore, de même que la ligne du Mein, une fiction plutôt qu'une réalité aujourd'hui qu'entre les nations les barrières semblent tomber d'elles-mêmes. Au point de vue stratégique, ce n'est qu'une théorie de médiocre valeur; et d'ailleurs le droit ne prend point sa source dans un cours d'eau, il ne réside pas au sommet ou sur le versant d'une montagne; il naît et il vit dans la conscience humaine, il se manifeste par la volonté libre et souveraine des peuples. Voilà aussi où il faut chercher la solution du problème rhénan qui continue à séparer, au profit exclusif du despotisme militaire, deux grandes nations que tout au contraire convie à marcher, la main dans la main,

vers ce but glorieux : le désarmement international pour le triomphe de la paix et de la liberté.

Ceci ne s'adresse pas seulement aux chauvins de France, mais aussi et surtout aux chauvins de Prusse et d'Allemagne. S'il est conforme à la raison et à la justice que les droits du peuple allemand soient absolument respectés, qu'ils soient élevés au-dessus de tous les faits contingents de politique ou de stratégie, il ne l'est pas moins que le peuple allemand rejette définitivement comme indignes de lui ces rancunes injustes et ces méfiances aveugles qui jusqu'ici lui ont fait voir l'ennemi de l'autre côté de ses frontières, cet orgueil égoïste, dominateur et pédantesque, qui ne lui a que trop souvent inspiré le mépris des droits d'autrui. Il n'y a pas que des droits pour les peuples; ils ont aussi les uns envers les autres des devoirs à remplir; et le premier de tous, c'est qu'on traite son voisin comme on en veut être traité soi-même. Ce qui est vrai pour les membres d'une famille, pour les membres d'une nation, cette famille agrandie, ne l'est-il pas également pour les peuples qui composent la famille humaine? On se doit plus et mieux que des égards : une mutuelle assistance sur cette route si ardue du progrès où le moindre pas coûte à l'humanité un long et pénible effort. Ce n'est pas assez de s'entr'aider; il faut s'aimer, il faut enfin reconnaître et se convaincre les uns et et les autres qu'au delà de chaque frontière ce n'est pas l'ennemi, mais un frère voué, lui aussi, à l'éternel labeur de la vérité, de la justice et de la liberté.

Ce qui assure à la France une si puissante et une si légitime influence dans le monde, c'est que loin de

ne découvrir que des ennemis autour d'elle, elle sait aimer les autres peuples et se dévouer pour eux ; c'est que le sentiment de l'humanité, l'idée de la solidarité universelle sont entrés plus profondément dans son génie propre que dans celui d'aucune autre nation. C'est grâce enfin à cette suprême vertu que, en dépit des fautes commises par ceux qui la gouvernent, elle demeure la première entre toutes et l'initiatrice. Et voilà certes en quoi elle est un digne sujet d'émulation, surtout pour l'Allemagne.

Il ne faut pas que l'Allemagne justifie plus longtemps un grief qu'élève contre elle la voix publique en Europe et que nous avons ainsi formulé[1] : Les Allemands, ou du moins ceux qui parlent et qui votent en leur nom dans les assemblées publiques, n'ont pas encore prouvé à la démocratie européenne qu'ils sentent battre dans leurs poitrines le grand cœur de l'humanité. Ni par leurs discours, ni par leurs actes, ils n'ont contribué jusqu'ici à faire prévaloir la loi de solidarité qui n'établit pas le droit de tel ou tel groupe national, mais celui de la famille humaine tout entière. Ils disent et répètent sans cesse : notre droit allemand, notre grande patrie allemande ; mais ils ne disent pas comme la Convention française : les droits de l'homme. Et ce qui constitue un danger permanent pour eux-mêmes comme aussi pour la paix de l'Europe, c'est que dans leur ambition de grandeur nationale ils sont sans cesse portés à confondre, sans le moindre scrupule, ce qu'ils appellent le droit allemand avec ce qui leur paraît être l'intérêt allemand.

[1] Au chapitre V.

Dans cet égoïsme patriotique, poussé jusqu'au mépris des droits et des devoirs internationaux, il y a plus qu'un péril grave : un défaut du sens moral, un vice de la conscience dont s'accommodait en Allemagne la politique dynastique, mais qui doivent répugner désormais à la nation elle-même. Si pourtant le funeste préjugé de la race était le plus fort; si l'Allemagne populaire comme l'Allemagne despotique se posait en face des autres peuples, arrogante, méfiante et hostile, ambitieuse de domination et armée pour la conquête; si la démocratie allemande, au lieu d'être pour la démocratie française une alliée décidée à poursuivre avec elle la liberté dans la paix, n'était qu'une ennemie volontairement associée à cette politique qui, à Berlin, affirme le droit divin, invoque la raison d'État et procède par la force brutale, alors la France n'aurait plus qu'un devoir : refouler cette nouvelle invasion des barbares, en couvrant de sa protection plusieurs peuples qui sont comme ses clients naturels, la Belgique, la Hollande et le Danemark. Mais c'est là une hypothèse contre laquelle proteste le bon sens, et l'appliquer à l'Allemagne de demain, ce serait lui faire une injure gratuite, encore que l'Allemagne d'hier ait momentanément offert ses épaules au joug militaire de la Prusse.

Un autre problème international posé par la politique des Tuileries dans les préliminaires de Nikolsbourg et que le traité de Prague n'a point résolu, est celui des districts septentrionaux ou danois du Schleswig. Sur ce petit coin de terre, il y a comme une porte entre-bâillée par où la guerre peut, d'un moment à l'autre, se précipiter sur l'Europe. Les grands poli-

tiques de Nikolsbourg savaient bien pourtant qu'il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée; ils savaient que cette question des districts septentrionaux du Schleswig, où le droit populaire et le droit de conquête demeurent en présence, allait non résolue, mais posée seulement en termes généraux et vagues, soulever de nouvelles et de graves difficultés. Cette considération ne put les déterminer à éteindre ce brandon. Ici encore nous allons voir le machiavélisme à l'œuvre.

Ce fut au nom de la nationalité allemande que la Prusse et l'Autriche, sa complice et sa dupe, arrachèrent violemment en 1864 le Schleswig-Holstein au Danemark. Le coup fait [1], le Hohenzollern et le Habsbourg se partagent comme une proie ce pays autonome, conquis par eux pour le compte de l'Allemagne. La Prusse s'attribue le Schleswig et l'Autriche le Holstein, « sans préjudice de la persistance des droits » cédés par le roi Christian de Danemark sur la totalité des deux duchés [2]. Le cabinet des Tuileries se fâche tout rouge et leur déclare que c'est là « une pratique dont l'Europe est déshabituée » et qu'il en faut chercher les précédents « aux âges les plus funestes de l'histoire [3]. » On vengeait du même coup le Danemark et la morale par cette belle sentence : « La violence et la conquête pervertissent la notion du droit et la conscience des peuples. » Enfin le gouvernement français s'indignait, à fort juste titre, de ce que « les populations n'avaient été consultées sous aucune forme. » Ce fut tout; mais en 1866, le médiateur de

[1] Traité de Vienne, 30 octobre 1864.
[2] Convention de Gastein, 14 août 1865.
[3] Circulaire du 29 août 1865.

Nikolsbourg inscrivit cette clause dans les préliminaires de paix : « Les duchés de l'Elbe seront réunis à la Prusse sauf les districts du nord du Schleswig dont les populations, librement consultées, désireraient être rétrocédées au Danemark. »

Cette clause du libre vote des populations est toute française. Déjà aux conférences de Londres, le cabinet des Tuileries préconisait ce mode de trancher le conflit dano-allemand. « C'est en vertu de leur nationalité, disait le plénipotentiaire français, que les districts septentrionaux du Schleswig doivent être attribués au Danemark, et ceux du sud à l'Allemagne. On n'a pas jugé utile de faire appel au vœu des populations là où ce vœu semblait manifeste; mais on pourrait le consulter là où il est douteux et où aucun autre moyen n'existerait pour établir un accord. » M. de Bismarck ne voulut point refuser à l'empereur Napoléon la satisfaction de faire inscrire dans le traité de Prague le principe du suffrage populaire, alors que les meilleures forces de la Prusse se trouvaient encore rassemblées au fond de la Bohême. Mais ce danger écarté, la paix signée, la Bohême évacuée, la Confédération du Nord organisée militairement, l'Allemagne du Sud liée par des traités d'alliance offensive et défensive, il annexa purement et simplement à la Prusse le Schleswig tout entier comme le Holstein; il incorpora dans l'armée prussienne les Danois des districts septentrionaux; il organisa et administra cette province à la prussienne; il y fit même élire des députés à la seconde chambre de Berlin et au parlement de la Confédération du Nord. Et quand on lui remit sous les yeux l'article 3 des préliminaires de Nikolsbourg et l'article 5

du traité de Prague, l'un et l'autre relatifs au libre vote des populations, ce grand logicien du sophisme diplomatique trouva pour ne point remplir cet engagement positif les plus belles raisons du monde : la France n'a point signé les traités de Nikolsbourg et de Prague ; elle n'a donc aucun titre pour en exiger l'exécution. Le Danemark n'en a pas plus qu'elle : il a cédé tous ses droits sur le Schleswig par le traité du 30 octobre 1864 ou traité de Vienne. Cette affaire ne regarde que la Prusse et l'Autriche; et cette dernière puissance est seule en droit de demander l'exécution des clauses de Nikolsbourg et de Prague.

A ces arguments on en ajouta d'autres : le traité de Prague n'a point déterminé quels sont les districts qui pourront être rétrocédés au Danemark à la suite d'un libre vote; or la Prusse a conquis dans le nord du Schleswig Alsen et Duppel, position stratégique qu'elle ne s'est point engagée à abandonner, et que des considérations géographiques, militaires et politiques l'obligent à garder. Enfin il faut que le Danemark, avant qu'on puisse consentir à une rétrocession quelconque, offre des garanties en faveur des Allemands qui habitent les districts septentrionaux.

On ne peut pourtant pas affirmer que la Prusse se refuse absolument à une transaction : son premier ministre est trop habile pour trancher ainsi la difficulté quand il croit pouvoir la tourner. On a donc proposé à Copenhague un arrangement à l'amiable en insistant sur ces garanties à accorder par le Danemark à la Prusse.

Mais quelles garanties le Danemark pourrait-il donner autres que celles de droit commun qui protégent

sur le sol danois soit les nationaux, soit les étrangers? A propos de cela M. de Bismarck a pourtant avancé une théorie insoutenable au point de vue du droit des gens et irréalisable dans l'application : « Supposé que parmi les habitants à rétrocéder il s'en trouvât d'Allemands, déclarant bien haut qu'ils veulent rester tels, nous ne pourrions, à mon avis, faire autrement que d'assurer leur sort futur, soit en nous réservant des enclaves, soit en concluant avec le Danemark un traité international, pour la scrupuleuse observation duquel nous devrions demander d'autres garanties que celles qui protégeaient si imparfaitement jadis les Allemands du Schleswig [1]. » Ainsi des enclaves prussiennes à Alsen, Duppel et Flensbourg, un traité international qui placerait sans doute le Danemark, sous le rapport militaire, dans un état de dépendance vis-à-vis de la Prusse, voilà quelle semble être la solution qu'on poursuit à Berlin; et c'est pourquoi on a ouvert des négociations avec le Danemark dont on se flattait d'avoir plus facilement raison que de la France.

Mais à Copenhague on a résisté jusqu'ici à la pression de Berlin. Si la France n'a point mis sa signature au bas des traités de Nikolsbourg et de Prague, la rétrocession des districts septentrionaux du Schleswig figure parmi les préliminaires de paix proposés par l'empereur des Français le 14 juillet 1866. Le ministre de France à Copenhague donnait officiellement avis au gouvernement danois, le 26 juillet, de l'acceptation de cette clause par les négociateurs de Nikolsbourg; et à la même date, voici ce qu'il mandait à M. Drouyn

[1] Séance du parlement fédéral du 18 mars 1867.

de Lhuys au sujet de cette communication : « M. le comte Frijs, en présence de la constatation authentique du résultat de nos démarches en faveur du Danemark, m'a renouvelé avec émotion ses sentiments de profonde reconnaissance envers l'empereur et son gouvernement. » Il faut signaler enfin que « cette constatation authentique » a été rendue publique par le *Livre jaune* de 1867. En sorte que la France se trouve ici moralement engagée envers le Danemark.

Les populations du Schleswig septentrional n'ont point été jusqu'ici appelées à exprimer un libre vote. Le seront-elles?

Tout le nord du Schleswig jusqu'à Tonder et Flensbourg, y compris Alsen et Duppel, est essentiellement danois et hostile à la Prusse. Aux élections du 12 février 1867 pour le parlement fédéral, le candidat danois, M. Kryger, obtint 18,772 suffrages, soit 81 1/4 pour 100, dans le premier cercle électoral composé des bailliages de Haderslev, Aabenraa, Logumkloster et le district de Slog. Dans la partie danoise du deuxième cercle électoral, le candidat patriote, M. Alhmann, fut élu par 6,003 voix, soit 86 3/4 pour 100. Il obtint 4256 voix dans les districts d'Alsen ; à Duppel, sur 238 électeurs inscrits 192 votèrent pour lui. Les candidats prussiens éprouvèrent donc un complet échec en dépit de toutes les manœuvres employées pour leur assurer le succès. Ainsi par exemple, des districts du Sud où l'élément allemand domine, furent arbitrairement réunis aux districts du Nord pour former les cercles électoraux. On distribua à profusion des circulaires qui semblent avoir été empruntées à quelque sous-préfet de France. En voici

deux, datées d'Aabenraa les 8 et 9 février, qui méritent d'être conservées pour servir à l'histoire électorale de ce temps :

« Monsieur, vous recevrez ci-inclus un bulletin de vote au nom de M. Kjær, bailli de Haderslev, et on espère que, dans votre propre intérêt comme patenté, vous lui donnerez votre voix le 12 courant. »

« Monsieur, le comité vous prie de donner votre voix à M. Kjær, bailli de Haderslev, et d'agir dans votre cercle en faveur de son élection. Il va sans dire que votre empressement à vous conformer à cet avis exercera une heureuse influence sur votre position comme maître d'école, et aura pour vous-même des conséquences agréables. »

Malgré ces manœuvres, favorisées par l'occupation militaire, les patriotes des districts septentrionaux ont affirmé leur nationalité devant l'urne en renvoyant jusqu'à trois fois les mêmes députés, soit au parlement fédéral, soit à la seconde chambre de Berlin, d'où MM. Alhmann et Kryger se sont fait exclure pour refus de serment à S. M. le roi de Prusse. Si donc les populations avaient à se prononcer par ce libre vote que le traité de Prague a expressément réservé, le résultat ne serait pas douteux : Alsen et Duppel, cette clé du Jutland dont la Prusse s'est emparée par la conquête et qu'elle garde au mépris du droit national, échapperaient à cette puissance. On le sait à Berlin, et on y paraît irrévocablement décidé à ne point restituer au Danemark cette position stratégique.

A cet égard M. de Bismarck déclarait le 18 mars 1867 au parlement fédéral « que ni la puissance ni

l'homogénéité de l'État n'avaient aucun intérêt capital à ce que la Prusse comptât de plus ou de moins au nombre de ses sujets quelques habitants qui, parlant danois, préféreraient appartenir au Danemark. » Mais quant à la frontière que « nous ne pouvons ni ne voulons dépasser, ajoutait-il, elle sera marquée par l'intérêt de notre sécurité militaire. Nous ne reconnaîtrions ni n'accorderions à aucun prix, — rien d'ailleurs ne nous y oblige, — une frontière qui affaiblirait de ce côté notre position stratégique, et pourrait nous mettre dans la nécessité de reconquérir une fois de plus ce Duppel qui nous a coûté tant d'efforts et un sang si précieux. Il n'est pas dit dans l'instrument du traité de paix : *le district nord du Schleswig*, ce qui aurait pu faire supposer que le Schleswig était divisé en deux districts : l'un du Nord et l'autre du Sud. Il n'est pas dit non plus : *un district indiqué par la différence de langue ;* l'on s'est servi de cette expression : *les districts du nord du Schleswig*. Le Schleswig peut compter plusieurs et même un nombre considérable de ces districts. On peut se les représenter de très-petite comme aussi de très-grande dimension ; mais je ne crois pas que leur étendue définitive atteigne les proportions qu'on se figure à Copenhague. » O foi punique ! Et comme ce même ministre qui se montre si intraitable sur le droit national prussien ou allemand, fait bon marché du droit national danois !

Oui, le traité de Prague dit simplement : *les districts du nord du Schleswig ;* mais il stipule que les populations de ces districts « seront de nouveau réunies au Danemark, si elles en expriment le désir par un vote

librement émis. » Cela n'implique-t-il pas nécessairement que c'est le vote même qui, seul, peut et doit fixer cette frontière indécise?

Or, déjà à Nikolsbourg et à Prague, M. de Bismarck connaissait les vœux de ces populations; l'obstacle qu'il a mis jusqu'à ce jour à leur libre vote est à la fois la violation d'un engagement formel de la Prusse et un acte blessant pour la France. Il n'y a pas seulement ici une question de droit international, il y a une question d'honneur pour le roi Guillaume et pour son premier ministre : il faut que l'article 5 du traité de Prague soit exécuté, ou l'histoire dira que la Prusse a poussé la mauvaise foi jusqu'à prendre un engagement qu'elle était résolue déjà à violer au moment où elle le prenait par un acte authentique. Souverains, ministres ou simples particuliers, l'immoralité d'un tel acte est la même chez tous, et ceux qui s'en rendent coupables doivent être condamnés par la conscience publique.

A Berlin, dans les premiers jours d'août 1866, aux deux sujets d'alarmes que je viens d'indiquer, le conflit entre le gouvernement et la seconde chambre, les difficultés relatives aux annexions prussiennes et aux revendications françaises, il s'en ajoutait un troisième : le congrès dit des restaurations, proposé par la Russie. Le prince Gortschakoff que les facéties politiques de M. de Bismarck divertissait naguère, et qui en avait beaucoup ri avec tous les grands diplomates de l'Europe, était comme eux devenu très-soucieux depuis Sadowa. Le suffrage universel, ce principe par excellence de la Révolution, introduit en Allemagne par un gouvernement de droit divin, n'était-ce pas la plus effroyable des apostasies aux yeux de l'autocratie tza-

rienne? En Russie, le tzar est le maître absolu, le pontife infaillible, la divinité incarnée, comme dans les grands empires d'Asie; la souveraineté populaire, proclamée à Berlin, n'allait-elle pas achever de creuser un abîme entre l'empire des tzars et l'Europe du droit moderne? Le prince Gortschakoff essaya donc de parer ce coup terrible; il demanda la participation de l'Europe dynastique « pour résoudre les questions politiques et territoriales qui compromettaient l'équilibre européen, fondé sur des traités signés en commun[1]. » La Russie invoquait les traités de 1815 qu'elle violait outrageusement dans le royaume de Pologne érigé par le congrès de Vienne. La France, l'Angleterre et l'Autriche qu'elle avait insultées en 1863, lui tournèrent le dos, et alors le tzarisme mongolo-tartare s'en vengea par ce nouveau défi : « Puisque le principe de la solidarité européenne est actuellement abandonné par les puissances mêmes sur l'entente mutuelle desquelles il reposait, la Russie a devant elle un libre champ d'action : l'intérêt national de la Russie sera désormais son unique mesure. »

Voici la traduction de ce langage diplomatique : puisque la sainte alliance des rois contre les peuples, de l'absolutisme dynastique contre la Révolution, est abandonnée à Berlin comme à Vienne, moi qui suis voué à la politique de conquête par mes origines et par toute mon organisation comme par mon génie naturel, je ne poursuivrai plus désormais qu'un seul but : l'extension de mes frontières jusqu'au cœur même de l'Europe. J'achèverai de détruire la Pologne, j'impo-

[1] Circulaire russe du 30 août 1866.

serai le joug moscovite aux Allemands des provinces livoniennes; je me couvrirai du masque slave pour démembrer l'Autriche; par la ruse ou par la violence, j'étendrai ma domination sur les peuples de la Turquie; la conquête, déguisée en intérêt national, deviendra pour les Moscovites idolâtres de leur tzar, une mission providentielle.

M. Benedetti, revenu de Nikolsbourg à Berlin, me disait à la même époque : «Il y a maintenant deux politiques en présence : celle de 1815 que le libéralisme de M. Thiers prétend éterniser, puis celle qui détruit de fond en comble l'œuvre de la coalition, et qui se prononce de jour en jour davantage pour la rénovation de l'Allemagne par le suffrage universel. Qu'est-ce que 1815? C'est la domination de l'Angleterre et de la Russie d'une part, et celle de la Prusse et de l'Autriche de l'autre, tenant toutes ensemble depuis un demi-siècle la France dans un état d'humiliation sous le poids écrasant de leurs forces coalisées, l'étreignant dans un cercle de fer pour empêcher l'expansion de son génie naturel en Europe. Toutes les fois que l'Angleterre tramait avec la Russie un complot contre la France démocratique, l'Autriche et la Prusse y entraient aussitôt comme si elles eussent été condamnées elles-mêmes par l'esprit malfaisant de 1815 à subir la loi de Nesselrode et de Palmerston. Ouvrez l'histoire à la page de 1840. Voilà ce qu'il fallait briser. Or cette coalition du Nord, toujours prête à tomber sur la France, est morte et bien morte; elle ne pourrait plus revivre. En effet, des trois grandes puissances entre lesquelles la Prusse vient de grandir si prodigieusement tout à coup, deux sont et resteront

fatalement ses adversaires : l'Autriche, implacable dans son ressentiment, obligée par le soin de sa conservation même à chercher des alliés partout ailleurs qu'à Berlin ou à Saint-Pétersbourg; la Russie qui jusqu'ici a régenté l'Allemagne, et que la Prusse isole en s'élevant devant elle comme le rempart de l'Occident. Quant à la France, délivrée de la coalition de 1815, libre de ses actions et maîtresse de ses alliances, qu'a-t-elle à craindre d'une Allemagne démocratique? Rien. Que pourrait-elle avoir à redouter d'une Prusse despotique et militaire? Si les ambitions prussiennes tendaient à sortir des bornes, est-ce que pour les y contenir, la Russie et surtout l'Autriche ne seraient point disposées à donner la main à la France? »

Ces vues que M. Benedetti exposait devant moi, étaient celles aussi en faveur desquelles se déclarait publiquement le cabinet des Tuileries[1]. « Dans le passé que voyons-nous? disait M. de La Valette qui venait de remplacer M. Drouyn de Lhuys au ministère des affaires étrangères. Après 1815, la Sainte-Alliance réunissait contre la France tous les peuples depuis l'Oural jusqu'au Rhin. La Confédération germanique comprenait, avec la Prusse et l'Autriche, quatre-vingt millions d'habitants; elle s'étendait depuis le Luxembourg jusqu'à Trieste, depuis la Baltique jusqu'à Trente, et nous entourait d'une ceinture de fer, soutenue par cinq places fortes fédérales; notre position stratégique était enchaînée par les plus habiles combinaisons territoriales... Il n'est pas contestable que, pendant près de quarante années, la France a rencon-

[1] Circulaire du 16 septembre 1866.

tré debout et contre elle la coalition des trois cours du Nord, unies par le souvenir de défaites et de victoires communes, par des principes analogues de gouvernement, par des traités solennels et des sentiments de défiance envers notre action libérale et civilisatrice. Si maintenant nous examinons l'avenir de l'Europe transformée, quelles garanties présente-t-il à la France et à la paix du monde? La coalition des trois cours du Nord est brisée. Le principe nouveau qui régit l'Europe est la liberté des alliances... » La liberté des alliances n'est point un principe, ce n'est qu'un fait; et ce fait n'a eu d'autre conséquence jusqu'ici qu'un redoublement des armements européens. Il n'en pourra résulter une garantie pour la paix du monde que le jour où les rapports de la France, de la Prusse et de l'Allemagne seront établis non pas sur le droit de conquête proclamé à Berlin, ni sur le traité de Prague invoqué à Paris, ni sur la ligne du Mein répudiée par l'Allemagne, mais sur le droit, c'est-à-dire sur la souveraineté nationale et populaire; le jour où tous les rapports internationaux s'appuieront sur cette base unique de la paix durable, et où les peuples, affranchis des conquérants et des despotes, formeront entre eux la sainte alliance de la justice et de la liberté! Que les sceptiques sourient et qu'ils s'écrient : chimère! Si les croyants de la foi démocratique, si les soldats du droit, si les bons citoyens de tous les pays le voulaient avec toute l'énergie nécessaire, ce rêve deviendrait d'aujourd'hui à demain une réalité.

La Russie, ayant vu échouer son congrès des restaurations, ne prenait pourtant pas encore son parti de cette chute des princes tudesques, inféodés à sa poli-

tique. On montra alors au roi Guillaume toute l'horreur d'un pacte avec la Révolution. Quoi! lui, le pieux admirateur d'un frère, Frédéric Guillaume IV, qui avait élevé le droit divin à la hauteur d'une théorie philosophique, il serait capable d'étendre un bras sacrilége vers des couronnes placées par Dieu lui-même sur la tête du roi de Hanovre, de l'électeur de Hesse et d'autres souverains qui, avant et après 1848, s'étaient signalés par leur zèle à combattre l'hydre démocratique! Un beau thème pour un diplomate aussi délié que M. d'Oubril, alors ambassadeur de Russie à Berlin. Et puis il y avait la sœur, la tante, cette intéressante princesse moscovite à laquelle on destinait un trône allemand, enfin ce que M. de Bismarck appelait le « cousinage, » qui venait en aide à l'avocat du tzarisme. Le temps n'était pas si éloigné où la Russie régnait en Prusse et dans toute l'Allemagne ; où ses ambassadeurs, MM. de Meyendorf et de Budberg faisaient la loi, à tel point qu'aucune dépêche diplomatique n'était expédiée sans avoir été approuvée par le représentant du tzar. On s'était d'abord flatté à Saint-Pétersbourg que M. de Bismarck subirait, lui aussi, cette domination qui florissait encore sous le ministère Manteuffel; et à son arrivée au pouvoir, on lui avait même appliqué ce mot de M. Guizot : « On tombe toujours du côté où l'on penche. »

Enfin aux intrigues russes et aux larmes des princesses, s'ajoutaient les supplications de quelques grands barons, les fanatiques du parti de la Croix, qui abhorraient le ministre démolisseur de trônes, et le signalaient au vieux roi comme un impie portant la main sur l'arche sainte.

Tous ces efforts échouèrent devant un argument de M. de Bismarck, argument irrésistible et qui allait droit au cœur de Guillaume Ier : ce n'est pas de la Révolution, c'est du droit divin que procède la conquête.

Le 16 août, on présenta à la chambre des seigneurs et à la chambre des députés un projet de loi dont l'article 1er était ainsi conçu : « Nous prenons pour nous et nos successeurs, en vertu de l'article 55 de la constitution, le gouvernement du royaume de Hanovre, de l'électorat de Hesse, du duché de Nassau et de la ville libre de Francfort. » Et le 20 septembre suivant fut promulguée une loi d'annexion portant : « Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc., décrétons, *avec l'assentiment des deux chambres du pays*, ce qui suit : Le royaume de Hanovre, l'électorat de Hesse, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort sont réunis à jamais à la monarchie prussienne... »

Les populations allemandes dont la Prusse, avant la guerre, déclarait si solennellement vouloir respecter l'indépendance, avaient-elles été conviées à se prononcer sur cette *réforme* non pas fédérale, mais prussienne? M. de Bismarck leur avait-il appliqué ce principe des élections directes et du suffrage universel dont il s'était fait l'apôtre et le messie avant Sadova? En vérité, il s'agissait bien de cela après la victoire!

Dans l'exposé des motifs où l'on s'applique à justifier cette annexion violente, il n'est pas question des populations, mais de leurs gouvernements, des souverains par la grâce de Dieu qui ont fait la guerre

au roi de Prusse. « Ils ont fait appel, dit-on, à la décision par les armes; et d'après les desseins de Dieu, cette décision a été contre eux. » Voilà le droit de conquête affirmé devant le peuple allemand, du même front que l'on affirmait naguère devant lui le droit populaire. « Ce n'est pas, dit-on encore, l'envie d'acquérir des territoires » qui pousse la Prusse à faire de ces peuples des Prussiens, sans même prendre leur avis et malgré eux; mais qu'est-ce donc alors? « La nécessité politique. » La nécessité d'assurer « la sécurité de son propre pays et celle des autres pays allemands » a décidé le roi de Prusse « à faire usage du droit qui est mis à sa disposition par les desseins de la Providence. » Et lorsqu'une députation de Hanovriens alla supplier Guillaume Ier de respecter leur pays, il leur répondit : « Quant aux prétentions de la Prusse, je les ai crues justes parce que la Prusse ne pourrait exister si elle renonçait à l'accomplissement de ces prétentions. » C'est absolument comme si quelqu'un mettait la main dans votre poche pour vous prendre votre bourse, et vous disait ensuite : « Je suis dans mon droit en vous prenant votre argent, car j'en ai besoin pour vivre. »

Le 3 octobre, dans sa proclamation « aux habitants de la ci-devant ville libre de Francfort, » le roi de Prusse invoquait pieusement la mémoire de son père à l'appui de cette théorie. « Le sort de la guerre et la réorganisation de la commune patrie, leur disait-il, ont mis un terme à votre ancienne indépendance... Vous reconnaîtrez la nécessité de ce qui est arrivé... Car, ainsi que l'a déjà dit mon auguste père reposant en Dieu, ce que la Prusse a conquis, c'est l'Allemagne

qui l'a gagné. » On voit ici à quel point la religion du droit divin et de la conquête peut fausser le sens moral chez un roi qui n'est point un méchant homme. Mais ce qui se conçoit de la part d'un monarque par la grâce de Dieu, voué par son origine même à l'injustice inconsciente, et de la part aussi d'un ministre, grand politique poursuivant à travers mille obstacles le succès sans scrupule, est-il possible de se l'expliquer et ne se sent-on pas la conscience en révolte et l'âme pleine d'amertume, quand c'est la représentation nationale, une assemblée sortie du peuple lui-même, qui s'associe volontairement à une pareille politique, et qui non-seulement absout, mais acclame de tels actes!

La seconde chambre de Berlin, la chambre des députés de Prusse pouvait accorder un bill d'indemnité au gouvernement qui le lui demandait pour les atteintes portées à la constitution pendant le conflit soulevé par la réforme militaire; elle le pouvait puisque son droit était enfin reconnu par ceux qui l'avaient violé. Mais que les fumées de sanglantes victoires aient pu l'aveugler et l'égarer jusqu'à exalter la conquête, l'absorption par la force de peuples allemands, voilà ce qui est inconcevable. Sous les regards de l'Allemagne et de l'Europe démocratiques, les députés élus de la Prusse célèbrent, dans leur adresse du 23 août, «l'extension de leurs frontières et la puissance de leur État. » Les représentants du peuple « *saluent avec joie et reconnaissance les projets relatifs à l'incorporation de territoires allemands à la Prusse.* »

Dans son rapport sur la loi d'annexion, la commission de la chambre des seigneurs cite les plus savants

docteurs qui aient écrit sur le droit des gens, afin de prouver par $a + b - c : z$ que le roi possède, indépendamment du parlement, « le droit de s'assurer les profits de la victoire par les armes, et par conséquent de faire administrer militairement les pays dont la prise de possession a été accomplie. » Rien de mieux : la chambre des seigneurs est dans son rôle ; la chambre des seigneurs, raisonnant et déraisonnant sur les profits de la victoire, remplit son rôle grotesquement. Mais jetons un coup d'œil sur le rapport de la commission de la chambre des députés ; voici, entre autres sophismes et aberrations du sens moral, ce que nous y trouvons : « M. le ministre, président du conseil, a invoqué sans restriction en faveur de la Prusse le droit de conquête, sanctionné selon lui par le droit des gens. La commission a répondu que l'État prussien devait s'appuyer sur un autre droit que celui de la conquête... Cependant la majorité de la commission n'a pas méconnu que le droit de conquête existe tant que la guerre existe elle-même... Le droit des gens moderne, aussi bien que la doctrine ancienne, compte la conquête parmi les moyens d'acquérir des territoires étrangers. L'idée de corroborer ce droit par le vote universel n'a pas été accueillie par la commission, *par le motif que ce vote se fonde sur l'apparence plutôt que sur la réalité.* » Mais alors pourquoi donc réclamer un parlement national pour l'Allemagne, pourquoi faire appel au suffrage universel dans l'intérêt du peuple allemand ?

La commission reconnaissait, avec le ministre président, que la réserve de l'adhésion du parlement

national aurait pour résultat de retarder la sanction de l'annexion des pays conquis, « ce qu'il faut éviter dans l'intérêt de la puissance de la Prusse et de l'Allemagne vis-à-vis de l'étranger. » Enfin elle justifiait cette annexion par deux considérations éminemment édifiantes : « Une des qualités de l'organisation prussienne est précisément de savoir s'assimiler les races et les pays les plus divers... Et il a été reconnu que *le peuple prussien voyait dans ces incorporations les fruits légitimes* de son dévouement et de ses sacrifices envers l'Etat pendant la dernière guerre si heureusement terminée. » Ainsi, dans l'opinion de ces sophistes parlementaires, exprimée avec une sorte de cynisme scolastique et pédant, il fallait pour que le peuple prussien fût content, qu'on lui livrât comme une proie à dévorer plusieurs peuples allemands! Quelques voix éloquentes protestèrent au nom du droit populaire foulé aux pieds, au nom de la conscience publique outragée, mais la chambre des députés n'en vota pas moins la loi d'annexion; elle vota de même l'incorporation pure et simple du Schleswig-Holstein d'après « les principes » appliqués au Hanovre, au Nassau, à la Hesse-Électorale et à Francfort. Ce sont là des actes dont l'Allemagne démocratique demandera quelque jour un compte sévère au gouvernement et aux chambres de Berlin. Si la puissance matérielle de la Prusse a pu s'accroître par ces moyens iniques et scandaleux, son prestige moral en a reçu, en Allemagne et dans toute l'Europe, un coup dont il ne se relèvera pas aussi longtemps que la justice n'aura pas disparu de la surface du monde.

Tout ceci nous mène loin de cette grande patrie allemande chantée par les poëtes, annoncée par les philosophes et constituée par la volonté souveraine d'un peuple libre. Les autres transformations accomplies par la Prusse en Allemagne, après Sadowa, répondent-elles mieux au vœu national?

Le 26 juillet, à l'heure même où l'on signe le traité préliminaire de Nikolsbourg, M. Benedetti mande à M. Drouyn de Lhuys que cet acte contient « toutes les stipulations essentielles auxquelles pouvait être subordonné le rétablissement de la paix » entre la Prusse et l'Autriche. « Sauf peut-être quelques points sans aucune importance, ajoute l'ambassadeur français, il ne restera donc aux plénipotentiaires chargés des négociations définitives qu'à régler les détails et à reproduire textuellement dans un instrument dressé suivant les traditions de la diplomatie les clauses convenues et arrêtées dès ce moment. » Les choses en effet se passèrent de la sorte. Cependant il y avait un point dont le cabinet des Tuileries paraissait se préoccuper singulièrement : le traité de Nikolsbourg ne stipulait pas d'une manière expresse que l'union à former éventuellement par les États situés au sud du Mein « aurait une existence internationale indépendante. » Mais ce point que j'ai déjà signalé, était une des conditions formulées par le médiateur français dans son programme du 14 juillet; et M. Benedetti reçut l'ordre d'insister pour qu'elle fût, en ces termes mêmes, inscrite au traité de Prague. M. de Bismarck consentit à régler « ce détail » conformément au désir de l'empereur Napoléon. En réalité, ce n'était là pour lui qu'un détail « sans aucune im-

portance; » car il avait dès lors imaginé la combinaison des traités secrets à conclure avec les États du Sud, laquelle, avant même que l'acte définitif de la paix eût reçu la signature des plénipotentiaires, devait rendre illusoires les stipulations de l'article 4 de cet acte, relatives à la ligne du Mein. Une union ou confédération de l'Allemagne du Sud en possession d'une existence internationale indépendante, voilà le but qu'à Paris et à Vienne on s'était flatté d'atteindre par ces stipulations; mais celles-ci n'étaient-elles pas faussées d'avance, et l'exécution n'en était-elle pas rendue impraticable par anticipation, du moment que la Prusse s'emparait de toutes les forces militaires de la Bavière, du Wurtemberg, de la Hesse-Darmstadt et de Bade?

Le traité de Prague fut conclu le 23 août, alors que les traités secrets avaient été signés le 22 avec la Bavière et le Wurtemberg, et le 17 avec Bade[1]; et ce sont des traités d'alliance offensive et défensive, c'est-à-dire que chaque fois qu'il plaira au roi de Prusse de faire la guerre, il faudra que les États de l'Allemagne du Sud prennent fait et cause pour lui et qu'ils réunissent leurs armées à la sienne. Les contractants se garantissent réciproquement l'intégrité de leurs territoires respectifs, et s'engagent à cet effet à mettre « en cas de guerre » toutes leurs forces à la disposition l'un de l'autre; mais le commandement supérieur des troupes est expressément

[1] Le traité secret avec la Hesse-Darmstadt ne fut conclu que le 11 avril 1867. Il se rattache à des conventions militaires dont il est question plus loin.

réservé à S. M. le roi de Prusse : c'est donc S. M. le roi de Prusse qui commande seul. Nous verrons tout à l'heure en jetant un coup d'œil sur la réforme militaire de l'Allemagne, comment « ce principe » fut appliqué.

Le 22 août, quand il eut au fond de son portefeuille les traités secrets dûment paraphés et signés, alors seulement M. de Bismarck consentit à conclure la paix avec la Bavière. Les cabinets de l'Allemagne du Sud, « à l'exception de celui de Carlsruhe, » s'étaient adressés au cabinet des Tuileries « afin d'obtenir son appui dans les négociations ouvertes à Berlin [1]. » M. Benedetti sans intervenir directement dans les négociations, ne laissa point ignorer à M. de Bismarck « les sentiments personnels de l'empereur à l'égard des cours qui avaient fait appel à sa bienveillance. » La Prusse exigeait de la Bavière le payement de vingt millions de thalers ainsi que la cession d'un territoire d'au moins cinq cent mille âmes, à prendre dans le nord du Palatinat, de la Haute et de la Basse-Franconie. Cependant « le cabinet de Berlin, disait M. Drouyn de Lhuys dans ses instructions à M. Benedetti, nous a donné itérativement l'assurance de son désir de voir les États du Sud en possession d'une existence vraiment sérieuse à côté de la Confédération du Nord. » Pour entretenir ces illusions du cabinet des Tuileries, M. de Bismarck réduisit de quelques millions la contribution de guerre imposée à la Bavière ; il se contenta également de lui prendre deux districts près d'Orb en Spessart,

[1] M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti. Dépêche du 14 août.

et Kaulsdorf, enclave située près de Ziegenruck, soit environ 35,000 âmes; mais il mit au cou de la Bavière la chaîne du traité secret. La contribution de guerre fut fixée à trente millions de florins.

Aux termes des traités de paix conclus avec le Wurtemberg le 13 août, avec Bade le 17 août et avec la Hesse-Darmstadt le 3 septembre, ces États durent payer à la Prusse respectivement huit millions, six millions et trois millions de florins. En outre, la Hesse-Darmstadt cédait le landgraviat de Hesse-Hombourg et divers fragments de territoire complétant les communications de la Prusse avec son enclave de Wetzlar; par contre, quelques portions de territoire étaient ajoutées au grand-duché du côté de la Hesse supérieure.

Enfin les traités de paix obligeaient chacun des États du Sud à reconnaître les dispositions stipulées dans le traité préliminaire de Nikolsbourg, et à y adhérer en tant que « celles-ci se rapportaient à l'avenir de l'Allemagne. » En sorte que, par des traités publics, on forçait les quatre États du Sud à reconnaître les acquisitions territoriales de la Prusse, la Confédération de l'Allemagne du Nord, et par conséquent aussi la ligne du Mein; mais par des traités secrets, on les contraignait en même temps à franchir cette ligne avec leurs forces militaires, réduites à l'état de simples auxiliaires de l'armée prussienne. On affirmait publiquement l'union indépendante des États du Sud; mais on travaillait secrètement à la rendre impossible, et on y parvenait si bien que l'un des contractants, l'Autriche, a pu se croire en droit de déclarer officiellement que les traités d'alliance des

États du Sud avec la Prusse « ont porté atteinte aux clauses du traité de Prague, *avant même qu'elles fussent écrites*[1]. »

Voyons maintenant M. de Bismarck à l'œuvre au nord du Mein. Le 10 juin, il met au jour son fameux projet de réforme fédérale; le 16, il propose aux États de cette partie de l'Allemagne l'alliance prussienne ; le 4 août, il envoie à tous les États allemands qui n'ont point été en guerre avec la Prusse, un traité identique à signer. Tous, à l'exception de deux, Reuss branche aînée et Saxe-Meinengen[2], le signent le 18 août à Berlin : c'est un traité d'alliance offensive et défensive dont « les buts seront ultérieurement déterminés par une constitution fédérale à établir sur la base des propositions prussiennes du 10 juin 1866 et avec la coopération d'un parlement qui sera convoqué en commun. » En attendant, M. de Bismarck fait tout de suite main-basse sur les forces militaires de ces alliés volontaires ou forcés : « Les troupes des gouvernements alliés sont placées sous le commandement en chef de S. M. le roi de Prusse. »

En signant la paix avec la Prusse le 3 septembre, la Hesse-Darmstadt fut obligée d'adhérer au traité du 18 août pour ses districts situés au nord du Mein ; au sud comme au nord du Mein, le grand-duché dut abandonner ses postes et ses télégraphes à l'exploi-

[1] M. de Beust au comte de Trauttmansdorff. Dépêche du 15 mai 1867.

[2] La paix fut conclue les 15 septembre et 8 octobre avec ces deux États qui adhérèrent alors au traité du 18 août.

tation fédérale dirigée par le *Præsidium*, c'est-à-dire par la Prusse[1].

Quant à la Saxe royale, le traité de Prague maintenait l'intégrité territoriale du royaume; mais les questions relatives à la part de cet État dans les frais de guerre ainsi qu'à sa position future dans la Confédération du Nord, devaient être réglées par un traité spécial. M. de Beust réfugié à Vienne, mais encore premier ministre du roi Jean, avait exprimé à son souverain le désir « de prendre part personnellement aux négociations de paix[2]. » Sa participation fut déclinée à Berlin; et peu de temps après M. de Beust mettait ses talents d'homme d'État au service de l'empereur d'Autriche. Le traité de paix fut signé le 21 octobre. La Saxe royale s'obligeait à payer à la Prusse dix millions de thalers pour frais de guerre. Elle entrait dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, en adhérant au traité préliminaire de Nikolsbourg ainsi qu'au traité d'alliance offensive et défensive du 18 août. Le commandement général des troupes saxonnes était déféré au roi de Prusse. En attendant que la réorganisation militaire fut accomplie au nord du Mein, le royaume devait être occupé par des garnisons mixtes; dans l'intervalle, la garnison de Kœnigstein sur l'Elbe serait exclusivement prussienne. La Prusse s'emparait en outre des télégraphes; quant aux postes qui allaient devenir fédérales, c'est-à-dire prussiennes, la Saxe s'engageait « à ne rien faire, soit par la con-

[1] Article 50 de la constitution fédérale du 16 avril 1867.

[2] Lettre de M. de Beust au roi de Saxe, en date du 15 août 1866.

clusion de traités avec d'autres États, soit de toute autre manière, qui pût préjudicier en quoi que ce fût au réglement définitif de l'administration des postes dans la Confédération du Nord. » Enfin la Saxe consentait à se faire représenter par les agents prussiens près des cours où elle n'entretenait point de légations, et près de celles aussi où ses légations seraient momentanément vacantes; elle promettait d'associer étroitement sa politique à celle de la Prusse et de donner des instructions en conséquence à ses agents à l'étranger. Ainsi l'intégrité territoriale, c'était là tout ce que l'Autriche, diplomatiquement appuyée par la France, avait pu obtenir en faveur de la Saxe. L'indépendance du royaume n'existait plus; le roi de Saxe devenait un simple préfet de la Prusse, de même que tous les autres souverains des deux côtés du Mein.

Ayant achevé cette œuvre de la conquête, et tenant dans sa main, pour la défendre au besoin « par le fer et par le feu, » toutes les forces militaires du nord et du sud de l'Allemagne, grâce aux traités d'alliance publics ou secrets, M. de Bismarck se remit à travailler à la réforme fédérale. Ici le droit divin disparaît dans la coulisse, et c'est le principe démocratique par excellence, le suffrage universel qui rentre en scène. Une loi électorale pour le futur parlement est promulguée le 15 octobre, « avec l'approbation des deux chambres prussiennes. » Elle porte qu'il sera élu « un parlement chargé de délibérer sur la constitution et l'organisation d'une confédération de l'Allemagne du Nord. » Elle déclare électeur « tout citoyen âgé de vingt-cinq ans révolus, jouissant de ses droits civiques

et habitant un des États allemands qui font partie de la confédération; » et éligible comme député « tout citoyen électeur appartenant à un de ces États depuis trois ans au moins. » Elle stipule enfin qu'il sera nommé « un député sur cent mille âmes de population. » Quelle contradiction avec les patentes royales décrétant l'annexion !

Le parlement élu se réunit à Berlin le 27 février 1867. En lui soumettant le projet de constitution fédérale le 4 mars, M. de Bismarck l'invite à faire vite. Le traité d'alliance du 18 août 1866 n'a été conclu avec les princes confédérés que pour le terme d'une année. Quand le parlement aura fini sa tâche, il faudra que la constitution fédérale soit votée par les diètes des vingt-deux États alliés avant le 18 août 1867, « sinon, affirme le ministre, notre œuvre n'aura point abouti. » D'ailleurs, il y a d'autres « puissantes raisons, ajoute-t-il, de hâter nos travaux... La confiance nécessaire aux Allemands du Sud pour se rallier à leurs compatriotes du Nord grandira dans la mesure de l'énergie qu'ils nous verront déployer pour marcher vers un but de plus en plus proche. » Ce but que M. de Bismarck faisait miroiter devant le parlement, ce but auquel il fallait tout subordonner, tout sacrifier, même les principes les plus essentiels, les garanties les plus nécessaires d'une véritable constitution nationale et démocratique, c'était l'unité, l'unité coupée en deux par le traité de Prague. « Reportons-nous par la pensée, disait-il, au temps de la grandeur germanique, à l'époque des premiers empereurs, nous trouvons qu'aucun autre pays en Europe ne semblait réunir alors autant de chances que l'Al-

lemagne d'arriver à une puissante unité nationale. Comment avons-nous perdu l'unité? Comment n'avons-nous pas pu jusqu'à ce jour la reconquérir? La faute en est, pour le dire en un mot, au sentiment excessif de virile indépendance qui, en Allemagne, poussait l'individu, la commune, la race à mettre leur confiance plutôt dans leurs propres forces que dans celles de la communauté... Montrons à notre tour qu'une histoire de six siècles de douleurs n'a pas été stérile pour l'Allemagne... » Et le 11 mars suivant, au milieu de la discussion du projet de constitution fédérale, M. de Bismarck s'écriait : « Travaillons vite, messieurs! Mettons pour ainsi dire l'Allemagne en selle : elle chevauchera bien d'elle-même. » Le cheval de bataille, ce fut alors cette ligne du Mein où l'on montrait incessamment la France dirigeant la pointe de son épée vers le cœur germanique. Les unitaires du *Nationalverein*, lequel allait devenir le parti national libéral, se firent les aveugles auxiliaires de cette politique prussienne qui voulait faire discuter et voter au pied levé la constitution fédérale; il le fallait pour qu'elle pût escamoter comme une muscade les droits essentiels du peuple allemand, et atteindre du premier coup le véritable but qu'elle visait : le pouvoir politique et militaire concentré dans une seule main, celle du roi de Prusse.

La constitution fédérale, adoptée le 16 avril 1867 et promulguée le 14 juin suivant, porte « que les lois fédérales passent avant les lois particulières de chaque pays. » Il en résulte que le pouvoir politique et militaire attribué par la constitution fédérale au *præsidium*, c'est-à-dire au roi de Prusse, domine le droit

public établi dans chacun des États de la confédération. Et lorsqu'au sein du parlement fédéral, des voix s'élevèrent pour réclamer des institutions capables de contre-balancer ce pouvoir exorbitant, notamment un ministère responsable, M. de Bismarck répondit que ce serait médiatiser vingt-deux princes allemands. « A une telle médiatisation [1], disait-il, nos alliés n'auraient point consenti. Nous ne pensons pas qu'il se trouve beaucoup de princes allemands tout prêts à échanger leur position actuelle contre celle de pairs anglais. Encore moins pouvons-nous en appeler à la violence pour obtenir une concession qui n'est pas spontanément offerte. User de violence! et contre qui? Contre des alliés qui nous ont fidèlement assistés au moment du péril, ou contre des princes avec lesquels nous venons de sceller une paix que nous espérons éternelle, tout au moins dans le sens ordinaire du mot éternel ici-bas. » Scrupules admirables, mais tardifs se manifestant après la suppression violente de plusieurs États allemands. Ces princes que M. de Bismarck ne voulait point médiatiser, allaient-ils d'ailleurs remplir un autre rôle que celui de préfets prussiens? Et ces scrupules n'étaient-ils pas marqués au coin de l'ironie, alors qu'ils aidaient si bien celui qui les exprimait à dépouiller de ses prérogatives essentielles le parlement fédéral, c'est-à-dire la nation représentée au nord du Mein.

Ainsi, le suprême pouvoir politique et militaire attribué à la couronne de Prusse, voilà la base de la réforme fédérale, ce chef-d'œuvre de M. de Bis-

[1] Séance du parlement fédéral du 11 mars 1867.

marck, mais un chef-d'œuvre périssable, éphémère comme toute charte qui n'est pas fondée sur les principes du droit moderne, les seuls durables et indestructibles parce qu'ils procèdent de la loi naturelle. Au reste, M. de Bismarck ne se fait point illusion : « Il n'a pu entrer dans nos idées, disait-il le 11 mars 1867, de créer l'idéal théorique d'une constitution servant à la fois d'éternelle garantie et à l'unité de l'Allemagne, et au libre jeu de tous les mouvements particularistes. Laissons à l'avenir le soin de trouver, si elle existe quelque part, cette pierre philosophale ; la mission du présent n'est pas de songer à réaliser, à quelques décimètres près, cette quadrature du cercle. » Quelle était donc pour lui la mission du présent? Il la définit en ces termes : « Nos efforts ont tendu à trouver le minimum des concessions que, dans tout intérêt d'ordre allemand, les parties doivent faire au tout pour que ce tout soit viable. Qu'un pareil travail s'appelle ou non constitution, peu importe. S'il est accepté, la voie, croyons-nous, s'ouvre libre devant le peuple allemand ; et nous pouvons avoir assez de confiance dans le génie de notre propre peuple, pour espérer que, une fois engagé dans cette voie, il saura bien arriver au but. »

Voyons maintenant quelle est cette voie ouverte par M. de Bismarck devant le peuple allemand pour atteindre le but, c'est-à-dire l'unité nationale, et si elle aboutit à une Allemagne en possession d'elle-même, libre et souveraine, démocratiquement constituée, en un mot fondée sur les principes du droit moderne, ou à une grande Prusse essentiellement dynastique et militaire, tenant d'une main le sceptre

du droit divin et de l'autre l'épée de la conquête. Tout le problème est là ; et non-seulement le problème prussien ou allemand, mais aussi le problème international aujourd'hui posé sur le Mein et sur le Rhin. En effet, la nation française tend une main fraternelle à la nation allemande, unifiée ou non ; mais il est dans la nature des choses que la France de 1789 se refuse à voir une alliée dans une puissance qui place la force au-dessus du droit ; qui tour à tour embrasse ou soufflette la Révolution pour le plus grand succès de ses ambitions conquérantes, qui a mis jusqu'à ce jour sa gloire à étendre de plus en plus ses frontières et qui enfin ne s'est point appliquée à faire de toute l'Allemagne un peuple libre, mais une troupe bien armée et disciplinée au service de la politique prussienne.

La Confédération de l'Allemagne du Nord possède un conseil fédéral où sont représentés les princes, entre lesquels le droit de voter se répartit de la manière suivante : la Prusse, dix-sept voix ; la Saxe, quatre ; Mecklembourg-Schwerin, deux ; Brunswick, deux ; et chacun des autres confédérés, une voix : Hesse (au nord du Mein), Mecklembourg-Strélitz, Oldenbourg, Saxe-Weimar, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Anhalt, Schwarzbourg-Rudolstadt, Schwarzbourg-Sonderhausen, Waldeck, Reuss ligne aînée, Reuss ligne cadette, Schaumbourg-Lippe, Lippe, Lubeck, Brême et Hambourg. A côté du conseil fédéral siége le *Reichstag*, l'assemblée élue. Quelles sont ses prérogatives? « Le *Reichstag* a le droit de proposer des lois dans les limites de la compétence de la confédération, et de renvoyer au

conseil fédéral ou au chancelier fédéral les pétitions qui lui sont adressées. » Jusqu'où s'étend la compétence du *Reichstag?* La résidence ou le domicile, le commerce et les douanes, l'industrie, les banques, les brevets d'invention, les routes, les chemins de fer, les postes, les télégraphes, la procédure civile, le droit pénal et beaucoup d'autres matières étrangères à la politique intérieure ou extérieure, au gouvernement même dans ses rapports soit avec les citoyens allemands, soit avec les peuples ou les gouvernements étrangers ; enfin les impôts à affecter à des buts fédéraux, l'organisation d'une protection commune du commerce allemand à l'étranger, et l'organisation militaire de la confédération ainsi que la marine de guerre, voilà la sphère d'action où le parlement est enfermé par la constitution fédérale. Les députés pourront librement prononcer des discours, car « aucun membre du *Reichstag* ne sera poursuivi judiciairement ou disciplinairement pour ses votes ou pour ses paroles. » Mais il sera loisible au roi de Prusse d'annexer à son royaume beaucoup d'autres Allemands; un député de Berlin sera condamné à deux ans de prison pour avoir dénoncé dans la chambre la violation de la constitution prussienne, et le grand-duc de Mecklembourg fera maltraiter ses sujets sans que le parlement de l'Allemagne du Nord ait le plus petit mot à dire. En politique, sa tâche doit principalement consister à voter l'argent nécessaire pour mettre cette Allemagne armée de pied en cap au service de la Prusse.

Le *præsidium*, la présidence fédérale, qui appartient à la couronne de Prusse, « rendra compte annuellement pour décharge au *Reichstag* et au conseil fédé-

ral de l'emploi de toutes les recettes. » Mais si la politique est mal conduite et l'argent mal employé, à qui en fera-t-on supporter la faute? Sur la politique le parlement n'a pas de vote à exprimer. Que le *præsidium* engage l'Allemagne du Nord dans n'importe quelle entreprise, le parlement n'a rien à y voir, cela n'est point de sa compétence. Il pourra déclarer qu'un mauvais usage a été fait des ressources fédérales, voilà tout. Le *præsidium*, le pouvoir exécutif n'est pas responsable devant lui, le chancelier fédéral l'est seul. Mais où est la sanction de cette responsabilité? Quels sont enfin les droits que la constitution garantit au peuple? Il y en a trois: le droit d'élire les députés au parlement; le droit d'indigénat, c'est-à-dire « que la personne appartenant à un territoire fédéral quelconque devra être traitée dans tout autre État fédéral comme indigène; » enfin, le droit de voter les impôts fédéraux. Mais si la démocratie au nord du Mein n'a guère acquis que la gloire d'être gouvernée par la Prusse, par contre celle-ci lui a mis sur les épaules un fardeau assez lourd à porter : « Tout Allemand du Nord est tenu au service militaire et ne peut se faire remplacer dans l'accomplissement de cette obligation.» Tout Allemand du Nord capable de porter les armes appartient pendant sept ans en règle générale, à partir de vingt ans accomplis, à l'armée permanente. L'effectif de paix de l'armée fédérale a été fixé jusqu'au 31 décembre 1871 à 1 pour 100 de la population de 1867. Pour les temps postérieurs, il le sera par voie de législation fédérale; mais jusqu'à cette date il faudra mettre annuellement à la disposition du chef de guerre fédéral, le roi de Prusse, au-

tant de fois 225 thalers que l'effectif de paix comporte d'hommes sous les armes. On s'était flatté à Berlin de faire voter le budget et le contingent par périodes de dix années, afin de prévenir, disait-on, de regrettables conflits entre le parlement et le pouvoir exécutif. Mais les libéraux nationaux, si ardents Prussiens qu'ils se montrassent, n'osèrent pourtant pas aller jusqu'à cette abdication complète de la souveraineté nationale. On eut beau évoquer le fantôme au pantalon rouge, il fallut en venir à une transaction avec le parlement. Quelle transaction! Le parlement abandonnait pour cinq ans, de 1867 à 1872, sa prérogative essentielle : le vote du contingent et du budget militaire. Et ces députés trop aveuglés, convaincus d'avoir fait leur devoir, s'écriaient par la bouche de l'un d'eux, M. Twesten : « On ne doit pas, dans un moment d'émotion patriotique, sacrifier les droits fondamentaux du peuple! »

Est-ce qu'en vérité on ne les avait pas sacrifiés en votant avec cette précipitation fiévreuse une charte qui non-seulement ne les entourait d'aucune garantie, mais qui ne les énonçait même pas? M. de Bismarck harcelait incessamment le parlement de l'aiguillon de sa parole ardente; et puis toutes les gazettes vouées à la politique de Berlin montraient matin et soir la France impériale s'avançant vers le Rhin. Mais la constitution fédérale en vaut-elle mieux, et la crainte de l'étranger justifie-t-elle l'abandon même momentané par un parlement des droits imprescriptibles de la nation?

Les progressistes du moins protestèrent dans leur manifeste du 31 août. Ils y déclarent que le suffrage universel a été donné au peuple sans sa condition

essentielle, la liberté; que la majorité de l'assemblée constituante n'a pas inscrit les droits de la nation dans la constitution fédérale; que plusieurs prérogatives garanties par la constitution prussienne et par d'autres constitutions des États de l'Allemagne du Nord ont été abandonnées. Le parti progressiste de Berlin invitait la nation à lutter sur le terrain légal contre les adversaires de ses libertés et de ses droits. « Nous aussi, lui disait-il, nous sommes fiers des victoires que notre peuple en armes a remportées, mais nous estimons bien plus encore les victoires que le peuple remporte par le travail de la paix, par les armes de l'esprit, par la force du droit. Nous aussi nous sommes prêts à faire des sacrifices quand la patrie est en danger, mais nous désirons diminuer le danger en fondant le progrès de la nation non pas simplement sur la force, mais sur l'union des cœurs et avant tout sur la liberté. » Ces nobles paroles trouvèrent de l'écho à Berlin, où la liste des progressistes passa tout entière aux élections de septembre 1867 pour le renouvellement du parlement fédéral; mais elles n'empêchèrent pas le militarisme prussien de se répandre comme la peste sur toute l'Allemagne, et de là sur toute l'Europe.

Le militarisme prussien, ce fut la grande préoccupation de l'homme d'État qui élabora la constitution fédérale; ce ne fut certes pas la seule : M. de Bismarck avait également des plans politiques sur lesquels il n'a pas encore dit son dernier mot. Mais pour l'exécution de ces plans, il croyait avoir besoin de deux choses : la plus grande somme d'autorité aux mains du pouvoir exécutif féderal, c'est-à-dire du gouvernement prussien, et la plus grande force matérielle possible, c'est-

à-dire toutes les forces militaires réunies et combinées du nord et du sud de l'Allemagne. Ces deux choses, il les obtint et voici comment : en vertu de l'article 11 de la constitution fédérale, le *præsidium*, ou pour parler français, le roi de Prusse, a le droit de représenter la confédération dans les relations internationales, de déclarer la guerre, de conclure des alliances et d'autres traités avec les États étrangers, d'accréditer et de recevoir des envoyés diplomatiques. En d'autres termes, le roi de Prusse est le souverain très-médiocrement constitutionnel d'un empire allemand organisé à la prussienne au nord du Mein. Son bras droit, le chancelier fédéral qu'il nomme (art. 15), préside le conseil fédéral. C'est le *præsidium* qui nomme et destitue les fonctionnaires de la confédération (art. 18); il décrète les mesures d'exécution contre les confédérés qui ne remplissent pas leurs devoirs fédraux (art. 19). Enfin c'est le chef de guerre fédéral, toujours le roi de Prusse, qui peut (art. 68), « quand la sûreté publique est menacée dans une partie quelconque du territoire fédéral, y proclamer l'état de siége. » Voilà pour les pouvoirs politiques.

M. de Bismarck s'est mis aussi en mesure de les appuyer au besoin d'arguments qui font merveille. Toutes les forces de terre de la confédération ainsi que les forces de mer (art. 53 et 63), forment une armée unitaire qui, pendant la guerre et la paix, est placée sous le commandement du roi de Prusse, chef de guerre fédéral. Les régiments ont des numéros qui se suivent dans toute l'armée, et les troupes sont armées, habillées, disciplinées à la prussienne (art. 63). Au roi de Prusse le droit d'élever des for-

teresses sur tout le territoire de la confédération, celui aussi de nommer tous les commandants de forteresses ainsi que les commandants supérieurs de tous les contingents (art. 64). Enfin toutes les troupes fédérales sont tenues « à une obéissance absolue » (art. 64) aux ordres du chef de guerre fédéral, du *heirtog* (*heir*, armée; *togen*, conduire), selon les us de la féodalité germanique.

Mais on n'a pourtant pas jugé à Berlin que le lien des vassaux fût suffisamment serré. M. de Bismarck le noua plus solidement par une série de conventions militaires en date des 26, 27, 28 et 30 juin, 15 et 23 juillet, 6 août 1867. Ces conventions sont de deux espèces : certains États, comme les États de Thuringe, ont leurs contingents propres qui viennent se placer à leur numéro d'ordre dans l'armée fédérale; le seul signe qui les distingue, c'est la cocarde nationale placée sur le casque à coté de la cocarde prussienne. D'autres États, comme Oldenbourg, les deux Lippe, les Villes hanséatiques, remettent purement et simplement entre les mains de la Prusse leur état militaire. La ville de Hambourg, par exemple, fournit le nombre d'hommes fixé par la loi fédérale, 1 pour 100 de la population; elle paye annuellement 225 thalers pour chaque recrue ou soldat sous les armes. En retour, le chef de guerre fédéral se charge libéralement d'armer, de discipliner et au besoin de conduire au feu le contingent hambourgeois, incorporé dans deux bataillons prussiens qu'il détache à Hambourg par un excès de sa bienveillance royale. Avec la Saxe royale, une convention militaire spéciale fut conclue le 7 février 1867. L'armée saxonne obtint

la faveur de former à elle toute seule le 12e corps de l'armée fédérale; elle garda ses drapeaux et ses insignes particuliers. Mais il y a une réserve stipulée dans l'article 1er : l'unité du corps d'armée saxon sera conservée « autant que possible, sans préjudice du droit qui appartient à S. M. le roi de Prusse de disposer des divers corps de troupes. » En outre le bon frère de Berlin faisait remarquer au bon frère de Dresde que « tous les ouvrages situés en Saxe et leur armement » passaient dans les possessions de la confédération (art. 8). Provisoirement, aux termes d'un protocole supplémentaire, le bon frère de Berlin continuait à occuper militairement Kœnigstein, Leipzig et Bautzen.

Cela fait, la Prusse posséda au nord du Mein une puissante machine de guerre composée du corps de la garde prussienne et de six armées comprenant chacune deux corps d'armée, au total : 118 régiments d'infanterie, 18 bataillons de chasseurs, 76 régiments de cavalerie, 13 régiments d'artillerie de campagne, 10 régiments d'artillerie de siége, 13 bataillons de pionniers, 13 bataillons du train. Telle est la force effective de l'armée fédérale, en dehors de la landwehr et de la landsturm. Mais il manquait un dernier rouage qui se trouvait au delà du Mein, et M. de Bismarck alla l'y chercher. Par les traités secrets les États du Sud, la Bavière, le Wurtemberg, la Hesse-Darmstadt et Bade, s'étaient engagés à placer en cas de guerre toutes leurs troupes sous le commandement du roi de Prusse; mais ce lien ne parut pas non plus assez solide à Berlin. On s'en expliqua à Munich, Stuttgart, Darmstadt et Carlsruhe.

Le 7 avril 1867, une convention militaire est signée avec la Hesse grand ducale en vertu de laquelle « toutes les troupes hessoises, en temps de paix comme en temps de guerre, entrent comme division entière dans l'effectif des corps de l'armée royale prussienne, et sont ainsi placées sous le commandement suprême de S. M. le Roi de Prusse. » Il y est stipulé en outre que « la division grand-ducale hessoise subira, pour la guerre et la paix, une transformation *conforme à l'organisation prussienne.* » Le traité de Prague était déchiré; mais puisqu'on avait franchi le Rubicon, c'est-à-dire le Mein, on crut devoir se mettre une cuirasse de plus par-dessus toutes les autres, en s'emparant de la forteresse de Mayence. A cet égard les termes de la convention sont assez ambigus : le roi de Prusse renonce à appliquer aux troupes hessoises le droit de dislocation qu'il exerce sur toutes les parties de l'armée fédérale, à moins qu'il ne soit forcé d'en faire usage « dans l'intérêt du service fédéral. » Quant à Mayence, « l'usage du territoire grand-ducal, dans les environs de la forteresse, est, pour les exercices militaires, *à la disposition de la garnison prussienne...* » Et si les événements militaires exigeaient une garnison trop nombreuse pour que les casernes ou les baraques de Mayence pussent la contenir, ou bien s'il était nécessaire de rassembler autour de cette place une masse considérable de soldats fédéraux, « ces troupes seraient cantonnées dans les localités avoisinant Mayence de la même manière que cela aurait lieu pour des troupes grand-ducales. »

A Munich, on congédie M. de Pfordten, qui avait

failli être traité comme prisonnier de guerre lorsqu'il se présenta au quartier général de Nikolsbourg pour négocier la paix en juillet 1866. Devenu premier ministre, le prince de Hohenlohe qui est bien en cour à Berlin, déclare le 29 janvier 1867 à la chambre des députés bavarois que « la Bavière a besoin d'une protection : elle doit s'appuyer sur une grande puissance ; cette grande puissance ne peut être que la Prusse... » Le même jour, dans une circulaire adressée au Wurtemberg, à la Hesse-Darmstadt et à Bade, le prince Hohenlohe affirme qu'il est « grandement temps, pour protéger les États du Sud-Ouest contre les dangers extérieurs et intérieurs, de remplacer par une nouvelle organisation militaire celle qui avait existé jusqu'alors. » En conséquence la Bavière invitait ces États à s'unir à elle « pour augmenter autant que possible leurs forces défensives dans une organisation militaire *établie sur les principes de l'organisation prussienne.* » Ici perce le bout de l'oreille non pas de l'âne, mais de M. de Bismarck. Les quatre États réunis en conférence à Stuttgart, signent le 5 février un protocole portant qu'il y a lieu « d'inviter les chambres des quatre États à augmenter autant que possible leurs armements *en appliquant les bases de l'organisation prussienne.* » C'est ce qui s'est fait.

Le 25 mai 1869, le grand-duché de Bade a conclu avec la Confédération de l'Allemagne du Nord un traité établissant la libre permutation entre l'armée fédérale et l'armée badoise; c'est-à-dire que les hommes appelés au service militaire peuvent indifféremment entrer dans l'une ou l'autre armée.

Restait la question des forteresses de la Confédération germanique dissoute par le traité de Prague. Ce traité réservait à l'Autriche le droit d'enlever des dites forteresses « les propriétés impériales ou d'en disposer autrement. » Deux commissions successivement instituées pour liquider le matériel des ci-devant places fédérales, ont, la première, réglé en espèces la part afférente à l'Autriche et aux Pays-Bas, la seconde, décidé que la propriété mobilière resterait indivise entre tous les anciens confédérés, sauf les deux États indemnisés. Des conventions conclues entre les États du Sud et la Confédération du Nord le 6 juillet 1869, ont appliqué cette résolution aux forteresses de Mayence, Landau, Ulm et Rastadt. Ce n'est pas tout : une commission spéciale a été instituée pour l'inspection des dites forteresses ; et dans ette commission une voix a été donnée à la Prusse, qui s'y fera représenter par un de ses envoyés militaires accrédités à Munich, Stuttgart ou Carlsruhe ; et une autre voix à la Confédération de l'Allemagne du Nord, qui y enverra un officier supérieur. A propos de ces traités et de cette commission d'inspection qui ouvrent à la présidence fédérale, c'est-à-dire à la Prusse, les places fortes situées au sud du Mein, le grand-duc de Bade, gendre du roi Guillaume, a pu dire « qu'un système de défense commune est garanti pratiquement entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud[1]. »

Par toutes ces combinaisons que le Machiavel

[1] Discours du grand-duc Guillaume aux chambres badoises, 24 septembre 1869.

contemporain a merveilleusement nouées ensemble : projets de réforme fédérale avant la guerre, parlement national, traités d'alliance, traités secrets, conventions militaires, patriotisme allemand excité contre la France, M. de Bismarck est parvenu à mettre dans la main des Hohenzollern l'unité militaire de l'Allemagne. Nous avons encore à montrer comment l'éminent homme d'État a formé son unité économique, en continuant et en achevant un édifice dont les premiers fondements furent jetés en 1819[1].

On a déjà vu que le traité franco-prussien du 2 août 1862 fut le premier Sadowa de l'Autriche, cette puissance ayant été, par ce traité, expulsée de l'Allemagne unifiée sous le rapport économique et douanier.

A Nikolsbourg et à Prague il ne fut rien stipulé au sujet du Zollverein. M. de Bismarck put donc passer tranquillement le Mein et conclure, au nom de la Confédération du Nord, avec les États du Sud le traité du 8 juillet 1867, « afin d'assurer le maintien de l'association de douane et de commerce et de mettre son organisation en rapport avec les besoins actuels. » Le Zollverein est maintenu sur la base des contrats antérieurs jusqu'au 31 décembre 1877. Les dispositions de ces contrats sont étendues « aux États et parcelles de territoires de la Confédération de l'Allemagne du Nord qui ne faisaient pas encore partie de l'union de douane et de commerce ; » c'est-à-dire que les deux Mecklembourg et les trois Villes hanséatiques sont incorporés dans le Zollverein. De

[1] Voir au chapitre III.

plus, pour « mettre son organisation en rapport avec les besoins actuels, » il est établi un conseil fédéral douanier, organe commun des gouvernements, et un parlement douanier, organe commun des populations. Toute l'Allemagne des princes siége donc dans ce conseil de cinquante-huit voix : dix-sept pour la Prusse, six pour la Bavière, quatre pour la Saxe royale, quatre pour le Wurtemberg, trois pour Bade, trois pour la Hesse, deux pour Mecklembourg Schwerin, deux pour Brunswick et une pour chacun des autres États allemands. Toute l'Allemagne du peuple est représentée dans ce parlement : l'Allemagne au nord du Mein par les membres mêmes du *Reichstag*, et l'Allemagne au sud du Mein par des députés élus au suffrage universel en Bavière, Wurtemberg, Bade et Hesse-Darmstadt à raison d'un député par cent mille âmes. Le pouvoir législatif exercé par ce conseil et par ce parlement, porte [1] non-seulement sur les matières douanières, mais aussi sur les mesures à prendre, « *en dehors de la zone douanière*, pour la sûreté des frontières douanières communes. » Ici, M. de Bismarck nous montre toute la profondeur de son génie politique. Le traité de Prague et la ligne du Mein disparaissent ; l'Allemagne du Sud doit, en cas de guerre, mettre ses soldats aux ordres de la Prusse ; mais ce n'est pas encore tout : l'Allemagne du Sud est tenue de suivre la Prusse dans n'importe quelle entreprise où il plaira à celle-ci de l'entraîner *en dehors de la zone douanière,* c'est-à-dire en dehors des frontières allemandes ! Enfin le Zollverein,

[1] Article 7 du traité du 8 juillet 1867.

comme la Confédération du Nord, a son *Præsidium*, son pouvoir exécutif, attribué à la couronne de Prusse qui possède à ce titre le droit « de négocier, au nom des parties contractantes des traités de commerce et de navigation avec les puissances étrangères. » Après cela on comprend que Guillaume Ier ait, en ouvrant le premier parlement douanier le 27 avril 1868, signalé avec un orgueil enthousiaste ce Zollverein « parti d'une modeste origine » et arrivant après quarante années « à la puissance unifiée du peuple allemand. »

Cependant ce grand triomphe n'a pas été exempt de quelques nuages. D'abord, l'Allemagne du Sud a envoyé au premier parlement douanier des députés non moins sincèrement attachés que ceux de l'Allemagne du Nord à la patrie commune, mais par contre très-peu disposés, du moins en majorité, à favoriser la politique de Berlin. Si les partisans de la Prusse l'emportèrent dans les élections du grand-duché de Bade et de la Hesse-Darmstadt, ils essuyèrent un échec significatif dans les deux principaux Etats du Sud, en Bavière et en Wurtemberg. M. de Bismarck s'en consolait par des traits d'ironie qui firent rire le *Reichstag* [1] : « Pourquoi, s'écriait le chancelier fédéral, les États du Sud ne veulent-ils pas venir à nous? Non parce que nous ne sommes pas assez libéraux pour eux, mais parce que nous le sommes trop. (Rire général). C'est là l'unique motif. (On rit). Les libéraux du Sud veulent s'unir à nous; ceux qui s'y refusent, ce sont les partis réactionnaires

[1] Séance du 2 avril 1868.

(On rit). Je ne veux pas désigner ces partis d'une manière plus précise. Les dernières élections les ont parfaitement fait connaître, et vous auriez peine à croire avec quel rire intérieur je vois votre hilarité qui témoigne d'une telle ignorance des faits. » La vérité, c'est que les ultramontains l'emportèrent en Bavière et en Wurtemberg sur M. de Bismarck, non parce que M. de Bismarck était trop libéral, mais parce que les libéraux du Sud se liguèrent avec eux contre lui, ne voulant point sacrifier la liberté à l'unité, ni subir la domination de la Prusse. D'ailleurs le chancelier fédéral en acquit la preuve quelques jours après dans le parlement douanier.

Le parti national-libéral proposa au vote de l'assemblée une adresse qui tendait à faire franchir le Mein à la Prusse, afin de couronner l'édifice de M. de Bismarck, l'unité militaire et l'unité douanière, par l'unité politique. M. de Bennigsen appuya l'adresse dans un discours fort habile où l'uniforme prussien disparaissait entièrement sous les plis du drapeau allemand. On demandait « l'union complète de toute la patrie allemande ; » on réclamait « la représentation nationale pour toutes les branches de la vie publique. » Et selon la tactique ordinaire, on excitait, on exaspérait le patriotisme en évoquant le spectre de l'étranger : « L'honneur national réunira tout le peuple sans distinction de partis, au cas où l'on tenterait au dehors de s'opposer au besoin qui pousse le peuple allemand à une union politique plus grande. » Mais ceux qui parlaient de la sorte étaient les porte-voix de la Prusse ; et sous ces brillantes amorces, ceux que l'on cherchait à prendre virent

l'hameçon prussien, quelque soin qu'on prît de le leur cacher. Le rapporteur de la minorité de la commission parlementaire, parlant au nom des populations du Sud, combattit l'adresse; en ramenant le parlement douanier sur son véritable terrain, celui des intérêts économiques, il ne se montra pas moins bon patriote allemand que le chef des unitaires à la prussienne, mais il prouva qu'on pouvait l'être, au sud comme au nord du Mein, sans se vouer corps et âme à la Prusse. Cette opinion prévalut : l'adresse fut repoussée par 186 voix contre 150; et dans ce vote les progressistes des deux parties de l'Allemagne s'unirent aux autonomistes du Sud pour affirmer que la nation germanique ne veut pas sacrifier sa liberté à l'unité sous le joug politique et militaire des Hohenzollern.

CHAPITRE XX

CONCLUSION

L'unité nationale de l'Allemagne existe réellement en ce sens que tous les membres de cette grande famille humaine sont unis entre eux par le sentiment instinctif ou raisonné d'une patrie commune. Si des rivalités séparent toujours les divers groupes dans le sein de la nationalité; si le vieil antagonisme dynastique trouve encore un auxiliaire dans cet esprit de clocher, dans cet esprit individualiste à l'excès qui caractérise la race; si le génie de la domination et de la conquête a pu, jusqu'en ces derniers temps, triompher du génie national lui-même et précipiter dans des luttes fratricides les groupes prussien, autrichien, hanovrien, saxon, bavarois, wurtembourgeois et plusieurs autres, il n'en est pas moins vrai que, en dépit de ces rivalités et de ces luttes, tous les Allemands, sans distinction de partis politiques ou de croyances religieuses, sont aujourd'hui d'accord sur un point essentiel : affirmer le droit et défendre le sol de l'Allemagne; repousser toute agression du dehors, toute intervention étrangère dans les affaires intérieures de la nation allemande. Là-dessus l'entente est parfaite à Berlin, à Dresde, à Munich, à Stuttgart, au nord et au sud du Mein. A Vienne même, si l'on

écarte les intérêts ou les rancunes dynastiques pour ne tenir compte que du sentiment public, on voit de suite quelle impopularité s'attacherait à un pacte avec l'étranger, dont la conséquence pourrait être l'envahissement d'une partie quelconque du territoire germanique.

Ce ne sont point là des hypothèses, mais des faits; des faits irrécusables et qui dominent toute la situation soit intérieure, soit internationale de l'Allemagne transformée par les événements de 1866. En se plaçant à ce point de vue qui est le véritable pour apprécier cette situation avec impartialité et avec fruit, on est amené par la force des choses à reconnaître aussi que M. de Bismarck n'allait point au delà de la vérité lorsqu'il faisait cette déclaration au parlement fédéral [1] : « Je tiens pour définitivement assurée contre toute attaque l'union du nord et du midi de l'Allemagne dans toutes les occasions où il s'agira de la sécurité du territoire germanique. Le Sud, au cas où son intégrité serait menacée, ne peut mettre en doute l'appui fraternel, absolu du Nord, de même que le Nord est complétement certain de l'appui du Sud contre toute attaque venant du dehors. » Ainsi donc, en laissant de côté le groupe autrichien qui, par ses espérances ou par ses illusions, se rattache à une grande patrie allemande, soit unitaire, soit fédérative, soit républicaine, soit monarchique et reconquise par le Habsbourg sur le Hohenzollern, il faut catégoriquement affirmer que l'unité nationale existe des deux côtés du Mein, et que ce n'est là ni une entité ni un

[1] Séance du 11 mars 1867.

accident, mais une réalité durable ; elle existe bien moins dans la puissance matérielle momentanément usurpée par une dynastie, que dans la force vivante, impérissable que le sentiment patriotique et la volonté populaire opposent à tout étranger agresseur et envahisseur.

L'empereur des Français a paru le comprendre le jour où il fit déclarer par son ministre des affaires étrangères que « la politique doit s'élever au-dessus des préjugés étroits et mesquins[1] ; » que la grandeur d'un pays « ne dépend pas de l'affaiblissement des peuples qui l'entourent, » et que le véritable équilibre « ne se trouve que dans les vœux satisfaits des nations de l'Europe. » Mais comment voulait-il donc accorder avec le principe des nationalités solennellement affirmé, et cette ligne du Mein par laquelle en juillet 1866, à Nikolsbourg, il divisait l'Allemagne en deux parties inégales et disproportionnées, et ces revendications territoriales mystérieusement poursuivies à Berlin au mois d'août de la même année ?

Napoléon III attribue à son oncle la gloire d'avoir déposé sur le continent européen « les germes de nationalités nouvelles [2]. » Mais ce qu'il n'a point avoué, c'est que si, en Allemagne, l'idée nationale a pu être détournée de son but : la paix et la liberté des peuples en possession d'eux-mêmes, la suppression des armées permanentes, ces instruments du despotisme à l'intérieur et à l'extérieur ; si le patriotisme des libéraux unitaires s'est aveuglé et égaré jusqu'à mettre

[1] Circulaire du 16 septembre 1866.
[2] Même circulaire.

douze cent mille hommes armés dans la main du roi de Prusse, ce fanatique du droit divin et du droit de conquête, il faut remonter aux guerres iniques du premier empire français pour trouver la source d'une pareille calamité. Les ressentiments et les méfiances, semés de l'autre côté du Rhin par l'orgie sanguinaire de Napoléon Ier, y ont produit ce fruit détestable : l'Allemagne tout entière armée contre la France, comme si la France était l'ennemie héréditaire et fatale. Cela est devenu une tradition populaire, transmise avec la vie à la génération actuelle par les deux générations qui l'ont précédée. Ainsi s'est accompli le mariage scandaleux de l'idée nationale et du militarisme. On avait toujours devant les yeux le premier Bonaparte inondant de sang la patrie allemande et la couvrant de ruines, contraignant les fils d'une mère commune à s'entre-tuer pour des intérêts étrangers. Puis, en voyant le neveu ressaisir en France par un coup d'État le pouvoir absolu tombé des mains de l'oncle, on a pensé que l'armement en masse était une loi de salut public à laquelle tout le reste devait être momentanément sacrifié, jusqu'à la liberté elle-même. La Prusse venait de faire ses preuves à Sadowa : on lui confia donc le soin d'organiser la défense nationale; l'Allemagne au sud comme au nord du Mein devint, avec l'assentiment des chambres élues, une force disciplinée au pouvoir de la Prusse.

En élevant devant l'unité un obstacle sur le Mein, en poursuivant secrètement à Berlin des compensations territoriales, Napoléon III ne fit que pousser plus avant dans cette funeste erreur du militarisme les patriotes du Sud comme ceux du Nord. Et la

preuve de ceci ne se trouve pas seulement dans la constitution votée le 16 avril 1867 par le parlement fédéral, mais aussi dans les adresses des chambres de l'Allemagne méridionale, et notamment dans celle-ci, du 11 septembre de la même année[1] : « Nous considérons la réforme du système militaire de l'Allemagne du Sud sur la base de l'obligation générale du service et en étroite union avec l'organisation militaire prussienne, ainsi que la mise de nos troupes sous la direction éprouvée de la Prusse, comme indispensables pour rendre notre patrie commune aussi puissante par les armes que sa position au milieu des grandes puissances militaires et sa mission politique en Europe le réclament. »

L'état actuel des choses en Allemagne peut donc se résumer ainsi : l'unité nationale n'est encore à proprement parler qu'un sentiment, celui d'une grande patrie commune ; mais ce sentiment-là est unanime et puissant au point de mettre toute la nation debout et en armes, prête à défendre le territoire germanique contre l'étranger agresseur, de quelque côté qu'il vienne. La Prusse s'est emparée de cette force armée; elle l'a organisée à sa manière, afin de pouvoir en tirer au besoin tout le parti possible dans l'intérêt de sa politique.

Or cette politique affirme d'une part le droit national allemand, et de l'autre le droit de conquête prussien. Cette contradiction et cet antagonisme de deux principes qui s'excluent l'un l'autre, créent pour l'Allemagne, pour la France et pour toute l'Europe

[1] Adresse des chambres badoises.

une situation des plus fausses et des plus dangereuses.

Il est évident que le peuple français ne saurait contester au peuple allemand son droit national, c'est-à-dire le droit souverain de disposer librement de lui-même, de se constituer en république ou en monarchie, de former une fédération d'États ou un empire unitaire, de se donner enfin les institutions qu'il juge les plus conformes à son génie, à ses besoins et à ses intérêts.

Mais il n'est pas moins évident que la France du droit moderne ne saurait voir, d'un œil indifférent, grandir démesurément à ses côtés une puissance de droit divin, essentiellement militaire, proclamant et appliquant sans vergogne le droit de conquête, exploitant au profit de ses ambitions dynastiques le patriotisme en alarmes, s'efforçant enfin de fonder, au centre de l'Europe, non pas une grande Allemagne libre, une nation souveraine vouée aux travaux de la paix, mais une grande Prusse dominatrice de peuples asservis, aspirant incessamment à étendre ses frontières et accumulant dans ce but les fusils, les canons, les forteresses, les navires de guerre, tous les instruments de la force destructive.

Ici vient se poser devant nous un problème redoutable : celui d'une guerre entre la France et la Prusse. La France doit-elle chercher à détruire par les armes le prestige militaire conquis par la Prusse à Sadowa? Si l'avenir pouvait appartenir à la guerre, au triomphe de la force sur le droit, il ne faudrait point hésiter à faire à cette question une réponse affirmative. Mais au moment où la conscience de tous les peuples

civilisés condamne et voue à l'exécration cet horrible usage de l'égorgement en masse que les âges barbares ont transmis jusqu'à nous, est-ce que la France ne ternirait pas sa véritable gloire à le vouloir remettre en honneur?

La véritable gloire de la France, c'est sa Révolution, c'est-à-dire la liberté et la justice, le droit public fondé et propagé en Europe et dans le monde, le droit international établi sur le respect mutuel des nationalités, sur la solidarité fraternelle des peuples libres.

Le seul ennemi de la France, le seul qu'elle puisse songer à combattre et à détruire aujourd'hui, c'est le despotisme armé, au dedans contre un peuple asservi, au dehors contre un peuple à asservir par la conquête. Si l'on voulait envisager à ce point de vue l'opportunité d'une guerre avec la Prusse, il faudrait se dire qu'avant de corriger son prochain, on doit d'abord se corriger soi-même. Si la Prusse et l'Allemagne sont armées jusqu'aux dents, ne le sommes-nous donc pas aussi? Si les chauvins d'outre-Rhin parlent de nous reprendre l'Alsace et la Lorraine, est-ce que les nôtres ne crient pas sur les toits qu'il nous faut reconquérir les provinces rhénanes de la rive gauche et la Belgique?

Est-ce que la liberté règne à Paris plus qu'à Berlin? Les droits de la nation sont-ils plus respectés en France qu'en Prusse? L'assemblée nationale fut-elle mieux traitée au 2 Décembre que la seconde chambre prussienne pendant son conflit avec la couronne?

D'ailleurs, est-ce que nous supporterions que les Prussiens ou les Allemands vinssent nous faire la loi

chez nous? De quel droit irions-nous donc la leur faire chez eux?

Au point de vue défensif, avons-nous à repousser un voisin qui ne nous attaque pas et qui ne se mêle pas de nos affaires? Au point de vue offensif, nous n'aurions pour déclarer la guerre aucun titre régulier à invoquer, alors même que la ligne du Mein serait franchie : la France en effet n'a point signé le traité de Prague. A défaut de griefs, le prétexte serait sans doute celui-ci : il ne nous convient pas que l'unité nationale de l'Allemagne s'accomplisse par la Prusse ; l'Allemagne unifiée et armée, dans les mains de la Prusse, menace nos intérêts et porte atteinte à notre influence, à notre prestige en Europe.

Mais ceux qui pensent et qui parlent ainsi ont-ils réfléchi aux conséquences de cette guerre, et à la première de toutes? Un seul soldat français sur le Rhin rassemblerait autour du généralissime prussien non-seulement les contingents du Nord et ceux du Sud, mais tous les patriotes volontairement armés pour la défense du sol germanique. Veut-on asservir pour un siècle au joug militaire du Hohenzollern l'Allemagne ainsi unifiée? Veut-on perpétuer le militarisme en Europe, enchaîner la liberté des peuples, les ruiner et les désoler par deux impôts aussi improductifs et immoraux l'un que l'autre : l'impôt du sang qui enlève le citoyen à la cité, l'ouvrier à l'atelier, le nourricier à la famille; l'impôt des grands armements qui prend à la société tout entière le meilleur fruit de son labeur? Est-ce là le but qu'on poursuit pour la plus grande gloire du despotisme et dans son intérêt exclusif? La guerre est nécessaire aux despotes,

car s'ils vivent, ce n'est que grâce aux armées permanentes; et pour que celles-ci aient une raison d'être, il faut bien que des bourreaux portant le sceptre et la couronne procèdent de temps à autre à cette exécution des peuples.

Quel autre résultat serait-il possible d'obtenir d'une pareille guerre? Si la victoire couronnait ses drapeaux, la France, après avoir égorgé cent mille Prussiens ou Allemands, en serait-elle plus glorieuse? Se placerait-elle plus haut dans l'estime du monde moderne en prenant de force à l'Allemagne une portion de territoire, en forçant à coups de fusil et à coups de canon un certain nombre d'Allemands à devenir Français? D'ailleurs, la ligne du Mein serait-elle moins après qu'avant la guerre une fiction géographique? Est-ce que l'idée nationale serait frappée à mort? Est-ce que les patriotes ne s'uniraient pas encore plus étroitement? Est-ce qu'ils ne s'armeraient pas avec plus d'énergie et de fureur contre nous? Est-ce qu'ils ne se rallieraient pas irrésistiblement à la Prusse, le faisceau d'armes le plus compacte et le plus solide? Quels seraient donc les lendemains de cette guerre? Le problème allemand sans solution, une paix armée jusqu'aux dents, suivie d'une seconde guerre plus acharnée que la première.

Et à qui profiterait cette extermination périodique de deux grands peuples qui marchent l'un et l'autre au premier rang dans toutes les voies de la civilisation? A une puissance en qui s'est incarné le double absolutisme politique et religieux; qui, depuis qu'elle est sortie du fond de son steppe d'Asie pour s'avancer au nord, au sud et surtout à l'ouest, s'est

nourrie, comme un vampire, du sang de tous les peuples qu'elle rencontrait sur son passage : au tzarisme moscovite. Toute une génération de Français, de Prussiens et d'Allemands renversée sur le champ de bataille, quelle victoire pour les exterminateurs de la Pologne! Et quels cris de joie pousserait la horde mongolo-tartare en voyant s'ouvrir devant elle les chemins qui mènent aux plaines opulentes et aux cités enchantées de l'Occident!

Est-ce que la France trouverait la liberté dans la victoire? Est-ce que ces milliers d'hommes, tués ou mutilés, ces villes, ces villages et ces champs ravagés feraient d'elle la première parmi les nations libres? Et puis où donc est-il écrit, et quel destin a décidé que la France doit nécessairement sortir victorieuse de cette épreuve des fusils et des canons perfectionnés? Est-ce que la campagne de 1866 n'a pas prouvé que l'excellence de l'armement d'une part, et de l'autre le hasard d'une concentration plus ou moins rapide de corps d'armée, jouent à présent le rôle décisif? La valeur individuelle n'est pour rien ou pour bien peu de chose dans l'issue heureuse ou néfaste de ces luttes formidables d'un demi-million d'hommes. D'ailleurs, en sommes-nous donc encore à vouloir montrer que le courage français l'emporte sur le courage prussien ou allemand, que le fusil Chassepot tue mieux et plus vite que le fusil Dreyse? Une pareille politique, ou pour mieux dire un pareil jeu serait le déshonneur d'un peuple.

Que d'autres exaltent ce prestige militaire, cette vanité patriotique, ce prétendu intérêt national et, pour tout dire d'un mot, ce chauvinisme inconscient et

stupide ou volontairement aveugle et sciemment injuste, qui méconnaît le droit d'autrui, ravive les haines de race, éternise la guerre, et entretient les armées permanentes pour les mettre au service du despotisme et de la conquête. Ce qui est vrai pour la Prusse, l'est aussi pour la France, et voici ce que nous affirmons de nouveau : une nation défendant ses foyers contre l'agression étrangère, ses libertés contre la tyrannie intérieure, le droit de guerre est là tout entier, et ce n'est pas seulement un droit, c'est aussi un devoir; mais en dehors de ces deux cas, ainsi nettement déterminés, la guerre est un crime qui appelle la justice populaire contre quiconque ose le commettre, souverain ou ministre.

Non, point de guerre offensive entre la France et la Prusse, entre la France et l'Allemagne. Aucun principe de droit, aucun intérêt légitime ne la justifierait. Elle ramènerait vers la barbarie du moyen âge l'Europe du dix-neuvième siècle; elle comblerait de joie l'irréconciliable ennemi de la Révolution, c'est-à-dire du droit moderne, la Russie, ce sauvage et colossal empire d'Asie qui depuis deux cents ans marche à la conquête du monde civilisé, n'empruntant à celui-ci que ses instruments de locomotion rapide et ses meilleurs engins de mort.

Aujourd'hui le plus impérieux devoir de tous ceux qui aspirent à être des citoyens, des hommes libres, le voici : ruiner le prestige militaire, reconnaître soi-même et faire voir aux peuples abusés tout ce ce qu'il y a d'absurde et d'horrible dans la gloire de tuer. C'est la propagande à faire, et non-seulement en Prusse et en Allemagne, mais aussi en France et

partout; c'est la tâche qui s'impose à tous les parlements, et pour la remplir, ils n'auront qu'à dépouiller, avec l'appui universel des peuples, le pouvoir exécutif, le souverain ou le ministre, du droit de paix et de guerre. La souveraineté nationale, remise en possession de ce droit exorbitant et terrible, c'en serait bientôt fait des armées permanentes et de la guerre elle-même.

Mais, nous objectera-t-on, en Prusse et en Allemagne, le prestige des armes est aujourd'hui si puissant qu'il l'emporte sur celui de la liberté et qu'il domine toute la politique soit intérieure, soit extérieure. Ce fait, nous ne le contestons pas; bien au contraire, nous l'avons mis en pleine évidence. Mais pourquoi en est-il ainsi? Est-ce parce que les Prussiens et les Allemands ont la passion innée des aventures guerrières? Allons donc! Que les rois du droit divin, que les barons de la féodalité puisent dans les instincts accumulés de leur race batailleuse cet amour des jeux sanglants et cette soif de la conquête, c'est une loi naturelle; mais que le peuple sur la Sprée ou le Mein, sur l'Elbe ou le Rhin, partage ces goûts féroces, cette ardeur au massacre, est-ce possible et peut-on jeter une pareille insulte à la face de nos frères d'outre-Rhin?

Si le militarisme est si grandement en honneur parmi eux, c'est qu'ils redoutent le Bonaparte du second empire presque autant que celui du premier; si M. de Bismarck a pu faire de toute l'Allemagne une armée disciplinée à la prussienne, c'est que l'Allemagne a reconnu que l'obstacle à son unité nationale est dans la main de l'homme qui a tracé la ligne

du Mein ; si les unitaires, si les nationaux-libéraux ont sacrifié les droits du peuple allemand au militarisme prussien, c'est qu'ils savent que cet obstacle est formé par huit cent mille Français armés du fusil Chassepot, de canons à longue portée et de mitrailleuses.

Une guerre sur le Rhin ne détruirait donc pas, chez les Prussiens et les Allemands, ce prestige des armes, ce militarisme qui semble porter ombrage à un certain nombre de Français. Elle ne donnerait que plus d'autorité, dans le présent et dans l'avenir, à ceux qui vont disant et répétant à la nation germanique qu'il faut qu'elle demeure armée contre son éternel ennemi de l'Ouest.

Encore une fois, le remède à ce mal contagieux des armements, ce n'est pas la guerre ; la guerre ne ferait que le propager et le perpétuer. Mais quel est-il donc ? Le pouvoir personnel supprimé, la liberté reconquise, la paix affirmée par la nation française ; le droit solennellement reconnu pour la nation allemande, de se constituer librement dans la plénitude de sa souveraineté. Le jour où les patriotes allemands auront acquis la certitude qu'ils sont les maîtres de leurs destinées, et que la France est résolue à ne point se mêler de leurs affaires intérieures, ce jour-là le militarisme prussien recevra le coup de grâce et la liberté refleurira dans toute l'Allemagne. Jusque-là, ce sera la paix armée ou la guerre ; et la politique d'absorption progressive, si merveilleusement conduite par M. de Bismarck depuis 1863, ira toujours en prospérant davantage.

Nous avons dit ce que l'Allemagne est aujourd'hui :

elle est une force, armée par le sentiment patriotique, disciplinée par la Prusse qui l'a mise au service de sa politique dynastique et conquérante. Ce que l'Allemagne sera demain, nul ne peut le dire; il est toutefois dans la force des choses, et ceci, croyons-nous, est la conclusion logique de ce livre, que l'avenir de la liberté allemande est plus étroitement que jamais lié à l'avenir de la liberté française. La loi de solidarité apparaît ici avec un éclat extraordinaire, et comme un phare indiquant aux deux nations la voie à suivre pour échapper à la tempête et atteindre le port.

Maintenant un dernier mot à l'Allemagne, non pas à l'Allemagne des grands barons tout bardés de préjugés séculaires, mais à ce peuple de penseurs, de savants, d'ouvriers ardemment appliqués à toutes les productions de l'activité humaine, illustré par tant de grands hommes qui ont éclairé la marche de la civilisation. A ces frères, nous demandons si véritablement leurs aspirations sont satisfaites par ce déploiement inouï de canons, de fusils et de sabres, par ces conventions militaires, par ces réglements, ces exercices, ces marches et contre-marches militaires, par tout cet appareil guerrier qui fait de l'Allemagne une caserne et un camp? Nous demandons à cette noble nation qui s'est élevée si haut par l'intelligence et par la science, si, grâce au miracle qui se serait opéré à Sadowa, elle n'ambitionne plus rien dans le présent ni dans l'avenir que de figurer à la parade sous l'uniforme prussien, si elle n'aime plus d'autre musique que celle du tambour et du clairon, si elle met enfin sa gloire à montrer l'Allemagne armée jusqu'aux dents pour les Hohenzollern? Le peuple germanique ne

voit-il donc pas que tous ces instruments de servitude et de mort pourraient être tournés contre lui-même le jour où, ayant enfin reconnu que l'agresseur étranger n'était qu'un vain fantôme, il voudrait redevenir son propre maître, exercer sa souveraineté, fonder son unité nationale sur la liberté et non pas sur le militarisme, mettre enfin au rebut tout ces préjugés féodaux, dynastiques, toute cette ferraille et tous ces oripeaux des vieux âges?

Qui pourrait aujourd'hui définir le droit public en Allemagne? Pour former la Confédération du Nord, on proclame le suffrage universel, le principe essentiel du peuple souverain. Pour annexer le Hanovre, le Nassau, la Hesse-Électorale, Francfort et le Schleswig-Holstein, on marche à pieds joints sur ce principe et on ne reconnaît plus que le droit de conquête. On invoque le droit national pour écraser le Danemark; il semblerait dès lors que le principe des nationalités dût être le fondement de la politique de Berlin, mais point : on nie dans le nord du Schleswig pour les Danois, et dans le duché de Posen pour les Polonais, le droit national affirmé la veille en faveur des Allemands. On présente au parlement élu une charte d'où sont exclus tous les droits fondamentaux, sauf un seul : le vote du contingent et du budget, et le spectre de l'étranger évoqué, on va jusqu'à enlever à la nation pour cinq ans cette unique prérogative. Enfin on irrite, on exaspère la fibre nationale, et l'on met le fusil à aiguille dans la main du peuple allemand tout entier.

En résumé, aucun principe, des expédients! Aucune base de droit, des actes contradictoires et sans moralité! Cela s'est appelé longtemps la politique

d'État, et ceux qui y réussissaient obtenaient quelquefois la faveur publique. Mais nous voici parvenus à une époque où la conscience des nations ne se laisse plus si facilement aveugler par les habiletés corruptrices de ceux qui les gouvernent. Aujourd'hui la seule bonne politique est celle qui s'appuie sur des principes et les applique loyalement; celle qui, pour se dévouer au bien des peuples, ne ment jamais et sait mettre toujours d'accord les actes avec les paroles. Voilà comment de nos jours se conquièrent la bonne renommée, la confiance des gouvernés et l'amitié des nations voisines. Pour faire œuvre durable en politique, l'essentiel n'est pas d'être habile, il faut qu'on soit vrai, qu'on soit juste avant tout. Non, jamais la démocratie française n'a vu et ne verra d'un œil jaloux les victoires de la démocratie allemande. Un étroit égoïsme national ne nous pousse point à disputer à nos frères d'outre-Rhin cette patrie unitaire que nous avons conquise nous-mêmes. Nous ne voulons pas infliger le joug étranger à un seul enfant de l'Allemagne. Nos cœurs enfin ne sont plus ouverts à ces détestables haines de race où le despotisme trouvait le sanglant instrument de ses ambitions et de ses triomphes éphémères; mais il faut qu'on le sache là-bas : si la France se préoccupe de ce qui s'accomplit en Allemagne, si dans une certaine mesure elle s'en inquiète, elle s'en irrite, c'est que dans cette politique d'expédients où il y a de tout excepté de la conscience, nous cherchons vainement l'Allemagne nouvelle, l'Allemagne régénérée par la liberté, l'Allemagne du droit. Dans tous les faits accomplis, nous ne voyons que la Prusse dynastique et militaire substituée

à la Confédération germanique de 1815. Et c'est pourquoi nous demandons encore une fois à ces frères d'outre-Rhin si leurs vœux sont exaucés, si leur idéal est atteint? Nous leur demandons si au delà des frontières allemandes ils n'entrevoient pas, comme nous au delà des frontières françaises, une patrie plus grande encore sans forteresses et sans barrières, où tous les peuples seront étroitement unis par des principes identiques, des intérêts communs, des devoirs réciproques, et où la paix enfin sera fondée par les nations viriles sur cette base indestructible : la justice, la liberté et la solidarité!

FIN.



TABLE

L'ALLEMAGNE AVANT SADOWA

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

LA CAMPAGNE DES SEPT JOURS.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVII.

CHAPITRE XVIII.

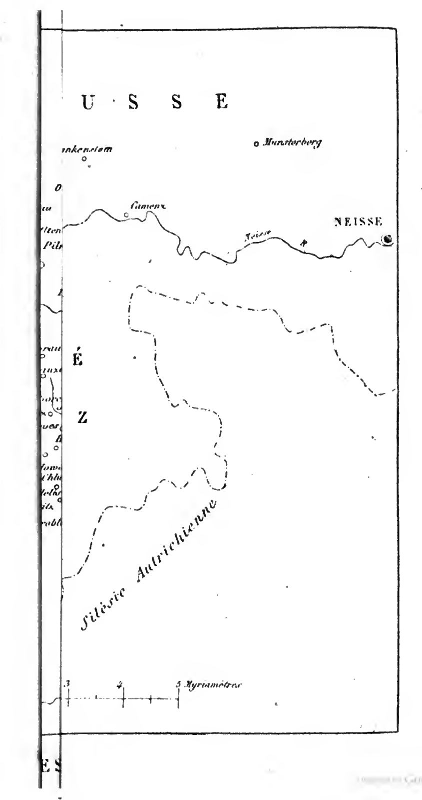
L'ALLEMAGNE APRES SADOWA.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XX.

FIN DE LA TABLE.

Paris - Imp. VIÉVILLE et CAPIOMONT, 6, rue des Poitevins.


U S S E
Munsterberg
Camenz
NEISSE
Neisse R.
É
Z
Silésie Autrichienne
3
4
5 Myriamètres


BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III - NAPOLI

